

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'IDÉOLOGIE ALTERMUNDIALISTE
ou le renouveau libéral de la critique sociale

THÈSE
PRÉSENTÉE
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
IAN PARENTEAU

DECEMBRE 2011

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

À Philippe.

REMERCIEMENTS

J'aimerais remercier Marcel Briand, Véronique Briand, Marc Imbeault (professeur de philosophie au Collège militaire royal de Saint-Jean), Danic Parenteau (professeur de science politique au Collège militaire royal de Saint-Jean), Francis Dupuis-Déri (professeur de science politique à l'UQAM), Serge Denis (professeur de science politique à l'Université d'Ottawa) et Dominique Caouette (professeur de science politique à l'Université de Montréal), pour leurs critiques et commentaires judicieux. Je suis aussi plus particulièrement reconnaissant au professeur André Donneur (professeur de science politique à l'UQAM) avec qui j'ai eu l'honneur de discuter du sujet de cette thèse et de bien d'autres sujets encore. Ces discussions ont servi à alimenter la réflexion que je propose ici. Par ailleurs, comme je suis le dernier étudiant dont il dirige les travaux, je lui souhaite une très heureuse retraite. Enfin, je suis immensément reconnaissant envers Myriam Guénette pour sa patience et son soutien inconditionnel tout au long de la thèse, je la remercie de tout mon cœur.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX	VI
LISTE DES ACRONYMES	VII
RÉSUMÉ	IX
INTRODUCTION.....	1
La problématique	4
Qu'est-ce que la pensée idéologique de l'altermondialisme ?.....	9
Pourquoi l'altermondialisme surgit-il vers la fin des années 1990 ?.....	10
Où se situe l'altermondialisme par rapport aux autres idéologies ?.....	10
L'analyse de l'altermondialisme.....	10
La thèse	14
La méthodologie	18
Les limites du corpus de textes étudiés.....	19
La composition de ce corpus.....	21
La démarche de recherche.....	24
Le plan de travail	28
Chapitre 1 – L'altermondialisme comme sujet d'étude.....	28
Chapitre 2 – Les fondements de l'analyse idéologique.....	30
Chapitre 3 – L'idéologie altermondialiste	32
Chapitre 4 – Les origines de l'altermondialisme.....	35
Chapitre 5 – L'altermondialisme dans l'idéologie contemporain.....	38
Conclusion.....	39
CHAPITRE 1 L'ALTERMONDIALISME COMME SUJET D'ETUDE	40
L'altermondialisme comme sujet d'étude sociologique	41
Le colloque « Les mobilisations altermondialistes » du GERMM.....	41
Altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause	43
Radiographie du mouvement altermondialiste	44
Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe	44
L'utilité de l'approche sociologique.....	45
Les quatre postures épistémologiques des études sur l'altermondialisme.....	48
Première posture : L'altermondialisme comme mouvement social.....	50
L'altermondialisme serait une opposition à la mondialisation économique.....	50
L'altermondialisme serait plutôt l'héritier du militantisme passé.....	54
Seconde posture : L'altermondialisme comme discours	60
Troisième posture : Le catalogage de l'altermondialisme	65
Quatrième posture : L'observation participante de l'altermondialisme.....	66

Les limites de ces postures épistémologiques	67
L'étude des idées de l'altermondialisme	73
Pourquoi ne pas étudier ces idées ?	80
Première limite : L'altermondialisme, un mouvement social ?	88
Seconde limite : Le catalogage permet-il l'analyse ?	94
Troisième limite : L'observateur participant : chercheur ou militant ?	96
Quatrième limite : Altermondialisme : discours ou idéologie ?	101
Les fins <i>trop</i> utilitaires du discours	101
À l'inverse, des fins <i>trop peu</i> utilitaires	105
Les idées comme simples structures d'énonciation	106
Le débat entre cadre et idéologie	109
Les cycles de protestation sont-ils la solution ?	116
 CHAPITRE 2 LES FONDEMENTS DE L'ANALYSE IDEOLOGIQUE	 120
Introduction	120
Les notions clés de l'analyse idéologique	122
Qu'est-qu'une idéologie ?	122
Une conception du monde	123
Un programme politique	123
Le registre des conceptions du monde	125
Qu'est-ce que l'idéologique ?	126
La composition de l'idéologique	126
Un tournant	127
Les conditions <i>structurelles</i>	129
Les conditions <i>idéologiques</i>	129
La critique sociale	131
Le centre de gravité de la critique sociale	132
Qu'est-ce que l'analyse idéologique ?	132
L'analyse idéologique du « gauchisme » comme exemple	133
L'idéologie « gauchiste »	133
Mai 68	134
La condition structurelle : la démographie de la génération de l'après-guerre	134
La condition idéologique : Le XX ^e congrès du Parti communiste d'URSS de 1956	137
La composition de l'idéologique de 1945 à 2010	141
1945-1956 : Une saison favorable pour la gauche	141
1957-1968 : Le communisme en crise	143
1969-1979 : « Gauchisme », triomphe de la liberté	143
1980-1989 : La révolution conservatrice	144
1990-1998 : Abattement de la gauche et consécration du néolibéralisme	145
1999-2010 : Altermondialisme, nouveau salut	146
 CHAPITRE 3 L'IDEOLOGIE ALTERMONDIALISTE	 147
Deux observations préalables	147
Le schéma des idéologies	147
Discours et idéologies	147

La conception du monde altermondialiste.....	148
Le « monde » est une seule et même communauté	148
Les ambiguïtés du concept de mondialisation.....	148
L'altermondialisme et les deux « mondialisations »	153
La subordination de la nation.....	157
La fin des classes sociales	164
Les racines conceptuelles de la mondialisation	167
Le schéma explicatif de l'altermondialisme	167
La politique traditionnelle des partis est obsolète	169
La mondialisation économique bouleverse le pouvoir	169
La politique est frappée d'une grave crise de légitimité.....	172
Le programme politique de l'altermondialisme.....	175
Rejet de la politique traditionnelle	177
Les racines idéologiques du rejet de la politique traditionnelle	186
Démocratisation et droits humains	188
Démocratisation	188
Les droits humains	197
Éducation populaire	198
Réseautage et transnationalisation	203
 CHAPITRE 4 LES ORIGINES DE L'ALTERMONDIALISME	 211
Le pivot idéologique de la mondialisation	213
Les fonctions de ce pivot	217
Les conséquences de ce pivot.....	220
Aux origines de l'altermondialisme	229
La fin de la guerre froide comme condition idéologique.....	230
Le déclin de la gauche	230
Le vide idéologique des années 1990.....	234
Internet comme condition structurelle	236
L'idéal cosmopolite	241
De l'importance de la révolte zapatiste	244
1989, Internet, la mondialisation et l'altermondialisme	247
 CHAPITRE 5 L'ALTERMONDIALISME DANS L'IDEOLOGIQUE CONTEMPORAIN	 249
Introduction.....	249
Quelques observations préalables	250
La gauche et l'anticapitalisme.....	250
Le caractère individualiste du libéralisme.....	251
L'individu, le libéralisme, le libertarisme et le libertarianisme	252
La critique de gauche de l'altermondialisme.....	254
La position de l'altermondialisme dans l'idéologique contemporain	259
L'altermondialisme, une idéologie centriste.....	260
L'altermondialisme n'appartient pas à la gauche traditionnelle.....	265
Altermondialistes : un rapport ambigu à l'endroit du capitalisme	268

Le <i>vrai</i> anticapitalisme des <i>faux</i> altermondialistes	271
Le <i>faux</i> anticapitalisme des <i>vrais</i> altermondialistes	272
Une conception du monde qui n'est pas anticapitaliste.....	275
Le mythe de la mondialisation imaginaire.....	277
Les conséquences de ce mythe	284
Le citoyennisme n'est pas non plus anticapitaliste	290
Pourquoi refuse-t-il de rompre avec le capitalisme ?.....	294
Absence de perspective postcapitaliste.....	294
Le développement doit sceller le destin des peuples.....	295
Quand la diversité remplace les inégalités sociales	297
Libéralisme politique et libéralisme économique : une aporie.....	299
L'altermondialisme fait partie de la famille libérale.....	300
Une idéologie individualiste	304
Une idéologie qui affiche une grande modération à l'endroit du pouvoir établi	312
La critique anticitoyenniste.....	324
Le refus de la politique traditionnelle comme signe de cette modération.....	329
<i>Mémoire des luttes</i> et la nécessité du combat politique	331
« Ce que pensent les marxistes de l'altermondialisme ? ».....	335
L'altermondialisme et la question du pouvoir.....	342
La gauche, l'altermondialisme et le libéralisme	349
En résumé	351
 CONCLUSION	 352
L'idéologie altermondialiste.....	353
Les origines de l'altermondialisme.....	354
L'altermondialisme par rapport aux autres idéologies.....	356
La faillite des idéologies et le glissement vers la droite de l'idéologique contemporain.....	357
Les conséquences pour les chercheurs.....	357
Les conséquences pour les militants	358
La nécessité de s'investir dans un combat idéologique	360
 BIBLIOGRAPHIE	 365

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
Tableau 1 - Autoidentification sur le clivage gauche-droite des participants au FSE 2003.....	261
Tableau 2 - La composition de l'idéologique de 1945 à 2010.....	363
Tableau 3 - L'idéologie altermondialiste.....	364

LISTE DES ACRONYMES

AC!	Agir ensemble contre le chômage et la précarité (France)
AGCS	Accord général sur le commerce des services
ALBA	<i>Alianza Bolivariana para los Pueblos de Nuestra América</i> (Alternative bolivarienne pour les Amériques)
ALÉNA	Accord de libre-échange nord-américain
AMI	Accord multilatéral sur l'investissement
APEC	<i>Asia-Pacific Economic Cooperation</i> (Coopération économique pour l'Asie-Pacifique)
ATTAC	L'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne
BBS	Babillards électroniques
CADTM	Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde (Belgique)
CECG8	Coordination européenne contre le G8
CETRI	Le Centre tricontinental (Belgique)
CGT	Confédération générale du travail (France)
CMMLK	<i>Centro Memorial Dr. Martin Luther King, Jr.</i> (Cuba)
CNT	<i>Confederación Nacional del Trabajo</i> (Confédération nationale du travail) (Espagne)
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
CRCÉE	La Chaire de recherche du Canada en études électorales
CRID	Centre de recherche et d'information sur le développement (France)
EZLN	<i>Ejército Zapatista de Liberación Nacional</i> (Armée zapatiste de libération nationale) (Mexique)
FAI	<i>Federación Anarquista Ibérica</i> (Fédération anarchiste ibérique)
FEM	Forum économique mondial (Davos)
FIDH	Fédération internationale des droits de l'homme
FMI	Fonds monétaire international
FSL	Forums sociaux locaux
FSM	Forum social mondial
GERMM	Groupe d'études et de recherches sur les mutations du militantisme

KPD	<i>Kommunistische Partei Deutschlands</i> (Parti communiste allemand)
LCR	Ligue communiste révolutionnaire (France)
LO	Lutte ouvrière (France)
MAS	Mouvement socialiste d'Evo Morales (Bolivie)
MMF	Marche mondiale des femmes
MST	Mouvement des sans terre
NMS	Nouveaux mouvements sociaux
NPA	Nouveau parti anticapitaliste (France)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisations des mouvements sociaux
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PCF	Parti communiste français
PCQ	Parti communiste du Québec
PDS	Parti de la démocratie socialiste (Québec)
PIB	Produit intérieur brut
PPTÉ	Initiative Pays pauvres très endettés
PQ	Parti Québécois
PS	Parti socialiste (France)
QS	Québec solidaire
RAF	<i>Rote Armee Fraktion</i> (Fraction armée rouge) (Allemagne)
RAP	Rassemblement pour l'alternative progressiste (Québec)
RQIC	Réseau québécois sur l'intégration continentale
SEL	Système d'échanges locaux
SFIO	Section française de l'Internationale ouvrière
SWP	<i>Socialist Workers Party</i> (Parti socialiste des travailleurs) (Grande-Bretagne)
UFP	Union des forces progressistes (Québec)

RÉSUMÉ

L'IDÉOLOGIE ALTERMONDIALISTE ou le renouveau libéral de la critique sociale

L'altermondialisme émerge subitement sur la scène de l'action collective vers la fin des années 1990. Porteurs d'une nouvelle critique sociale, ses militants dénoncent la mondialisation économique pour les conséquences négatives qu'elle entraîne. Les sciences sociales se sont rapidement intéressées à l'étude de l'altermondialisme et il existe aujourd'hui une vaste littérature qui retrace sa courte histoire et analyse ses modes de mobilisation. Cette littérature laisse toutefois dans l'ombre une facette centrale à l'altermondialisme : sa dimension idéologique. En effet, peu de chercheurs se sont aventurés à dégager l'unité doctrinale de l'altermondialisme, préférant de manière générale regrouper sommairement ses idées par thèmes. Ce problème entraîne des conséquences importantes sur notre connaissance de l'altermondialisme et pour ses militants. La présente thèse de doctorat vise donc à fournir un éclairage idéologique sur l'altermondialisme.

Plus précisément, je soutiens la thèse suivante : *l'altermondialisme n'est pas strictement une action collective, mais constitue avant tout une idéologie ; cette idéologie défend une conception du monde cohérente qui débouche sur un programme politique autonome fondé sur le libéralisme*. Cette conception du monde repose sur deux idées maîtresses. D'abord, l'altermondialisme suppose que le monde, soit l'ensemble des habitants de la planète forme désormais *une seule et même communauté*. Puisque ces militants sont animés d'un fort idéal cosmopolite, ils sont persuadés que les autres sujets collectifs, les nations et les classes sociales sont dépassés. Ensuite, l'altermondialisme déclare *obsolète la politique traditionnelle des partis*. La mondialisation économique réduirait le champ d'action de la politique à tel point que celle-ci ne pourrait plus agir comme mécanisme de médiation, encore moins tenir le rôle d'artisan de la lutte pour une justice globale.

Le programme politique altermondialiste, que je désigne citoyeniste, appelle à construire une « autre mondialisation ». Dans une perspective refusant toute ambition politique, le citoyenisme milite pour la réaffirmation de la démocratie et des droits humains. Il utilise comme principales stratégies de lutte l'éducation populaire et le réseautage. Le citoyenisme repose essentiellement sur un engagement volontaire et individuel des citoyens. Bien que critique de l'économie capitaliste, il ne cherche pas non plus à rompre avec celui-ci, mais milite plutôt pour humaniser la mondialisation économique. Ainsi, l'altermondialisme ne peut se réclamer de la gauche : il n'appartient ni à l'anarchisme libertaire, ni au communisme ni même au socialisme, car il poursuit des objectifs fondamentalement différents de ces derniers. À l'inverse, l'altermondialisme se montre idéologiquement proche du libéralisme, car comme celui-ci, il défend des valeurs individualistes. En outre, malgré le ton acerbe avec lequel ses militants critiquent le pouvoir

établi, le programme politique qu'ils adoptent est teinté d'une grande modération puisqu'ils participent au maintien de l'ordre idéologique libéral.

L'altermondialisme tire ses origines de deux conditions principales que seule réunissait l'époque des années 1990. Premièrement, la fin de la guerre froide constitue la *condition idéologique* de son émergence. C'est dans le vide idéologique de cette époque que l'altermondialisme apparaîtra moins d'une décennie plus tard. Deuxièmement, l'idéal cosmopolite qu'il porte en lui trouvera dans Internet l'occasion de se confondre avec la réalité. Ce moyen de communication représente la *condition structurelle* d'émergence de l'altermondialisme.

Enfin, la naissance de l'idéologie altermondialiste s'inscrit dans le processus récent par lequel le libéralisme a réussi à disqualifier les idéologies rivales et à étendre son influence. Pour arriver à cette double fin, il a utilisé une principale stratégie : imposer l'idée selon laquelle *la mondialisation était un phénomène inéluctable*. C'est bien cette croyance qui se trouve au cœur même du projet altermondialiste, soit celui d'une « autre mondialisation ». Si l'émergence de l'altermondialisme marque le renouveau de la critique sociale, cette idéologie conserve toutefois largement l'empreinte du libéralisme.

Mots clés : Altermondialisme; association pour la taxation des transactions financières pour l'action citoyenne (Attac); forum social mondial (FSM); mondialisation; idéologies; idées politiques; gauche (science politique).

INTRODUCTION

L'altermondialisme s'est rapidement imposé à partir de la fin des années 1990 comme nouveau pôle de la critique sociale. C'est désormais surtout lui qui formule les principales objections adressées au pouvoir établi. Le milieu associatif et militant accueille avec grand enthousiasme l'émergence de l'altermondialisme. De fait, tandis que le premier Forum social mondial (FSM) de janvier 2001 accueille 20 000 participants, l'édition de 2002 en rassemble 50 000 et celle de 2003, 90 000¹. Des centaines d'associations à travers le monde se convertissent à l'altermondialisme, d'autres, telles qu'Attac², s'y engagent dès leur naissance. Une multitude de sites Internet assurent aussi la diffusion de la pensée altermondialiste qui dénonce entre autres les paradis fiscaux, le déficit démocratique des

¹ Les trois premières éditions du FSM ont lieu à Porto Alegre (Brésil). L'édition 2004 a lieu à Mumbai (Inde) et accueille 80 000 participants; l'édition 2005 est de retour à Porto Alegre et accueille 155 000 participants; l'édition polycentriste 2006 a lieu à Caracas (Venezuela), à Bamako (Mali) et à Karachi (Pakistan), accueillent respectivement 100 000, 5000 et 35 000 participants. Ils sont 66 000 à prendre part à l'édition 2007 qui a lieu à Nairobi (Kenya). En 2008, le FSM a pris une pause. En 2009, il a eu lieu à Belem (Brésil) et accueille 133 000 militants. Enfin, l'édition 2010 ne s'est pas tenue à un seul endroit, mais a été organisée l'année durant à travers la planète dans le cadre d'initiatives locales. cf. le site du FSM : <http://www.forumsocialmundial.org.br/>.

² L'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac) (anciennement : Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens) est née à Paris en juin 1998. Elle est la principale association altermondialiste en France et dans le monde où elle possède des chapitres dans 24 pays, dont la Belgique (Wallonie-Bruxelles), la Suisse, le Québec et l'Allemagne. À la fin 2000, après seulement un an et demi d'existence, Attac France accueille déjà près de 25 000 adhérents. cf. Attac France, 2000, « Rapport financier 2000 » [<http://www.france.attac.org/spip.php?article430>]. Pour un bon survol de l'histoire d'Attac, cf. Raphaël Wintrebert, « Attac France et le mouvement altermondialiste », *Courrier hebdomadaire*, n° 1978-1979, 2007, p. 5-62.

institutions du commerce international, la dette des pays du Sud, les organismes génétiquement modifiés et la « malbouffe »³.

L'altermondialisme serait né en réaction aux conséquences de la mondialisation économique qui prend de l'ampleur à partir du début des années 1990. En effet, tout son discours est orienté en fonction d'une critique de la mondialisation économique, d'où le nom même par lequel ses militants désignent leur mouvement : l'*altermondialisme* – celui qui lutte pour la construction d'une *autre* mondialisation⁴. L'altermondialisme se définit en effet d'abord par opposition à ce qu'il rejette. Notamment, ses militants dénoncent les nombreuses injustices engendrées par le libre-échange, la libéralisation des marchés et la déréglementation financière. Les principales institutions économiques internationales comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et le Forum économique mondial (FEM) de Davos sont les cibles prisées de sa critique puisqu'elles servent de locomotive à ce programme économique. La mondialisation économique serait, aux yeux des militants de l'altermondialisme, responsable de l'accroissement des inégalités Nord-Sud. Elle entraînerait par ailleurs la destruction des écosystèmes, représenterait une menace – pour la diversité culturelle, l'égalité des sexes et, plus largement, la démocratie –, car elle réduirait le pouvoir des citoyens tout en augmentant celui des multinationales. Pour résoudre les problèmes qu'engendre la mondialisation économique, l'altermondialisme propose des mesures visant

³ Il est très difficile d'évaluer le nombre de sites Internet que l'on pourrait associer à l'altermondialisme, car comme mouvement celui-ci est mondial et un même site peut à la fois, en raison de sa nature et de la grande labilité des idéologies, promouvoir plus d'une idéologie. Ainsi, outre le site d'Attac que je viens de mentionner, celui du FSM est une bonne ressource webographique.

⁴ J'utilise le terme « mondialisation économique » pour désigner sommairement les transformations de l'économie mondiale à partir des années 1980. Le terme « mondialisation » désigne quant à lui, dans la pensée de l'altermondialisme, un phénomène historique sur le long terme à travers lequel les cultures des peuples se rapprochent. Le premier phénomène est plus précisément une politique économique d'ouverture des marchés alors que le second est le produit de plusieurs contingences qui ne sont pas toutes attribuables à la volonté explicite de l'homme. Je reviendrai au second chapitre sur les implications qu'entraîne cette distinction, notamment dans la pensée altermondialiste.

entre autres à revoir les règles qui régissent le commerce international afin que tous les droits des citoyens du monde soient mieux respectés. Parmi ses solutions se trouve la proposition phare d'Attac : mettre en place une taxe sur les transactions financières – la taxe dite Tobin⁵ – dont les recettes serviraient au développement des pays du Sud.

La mondialisation économique dénoncée par l'altermondialisme tirerait ses racines du néolibéralisme. Le programme politique néolibéral, entièrement orienté vers la protection de la liberté économique, viserait à soumettre les économies nationales à la concurrence mondiale et prévoirait l'ouverture totale des marchés, notamment celui de la finance et des devises. La mise en œuvre de ce programme politique entraînerait la dérégulation de l'économie à partir de laquelle sera forgé le concept de la mondialisation économique⁶. Ainsi, l'opposition qu'exprime l'altermondialisme à l'endroit de la mondialisation économique conduit-elle ses militants à considérer mécaniquement le néolibéralisme comme l'adversaire idéologique de l'altermondialisme⁷. C'est de cette façon

⁵ La taxe Tobin tire son nom de l'économiste étatsunien James Tobin qui propose en 1978 de mettre en place une taxe sur les transactions financières afin de réduire la spéculation financière et monétaire. Dans une entrevue à *Der Spiegel*, Tobin soutient toutefois qu'il n'accorde pas son appui à la mise en place d'une taxe portant son nom puisqu'il n'est pas d'accord avec les réformes plus larges que propose Attac à travers l'emploi de ce nouveau régime international de taxation. cf. Christian Von Reiermann et Michaela Schießl, « Die missbrauchen meinen Namen », *Der Spiegel*, n° 36, 3 septembre 2001, p. 122-125.

⁶ Certains auteurs et militants utilisent d'ailleurs l'expression « mondialisation néolibérale » plutôt que « mondialisation économique » afin de rendre encore plus explicite le lien entre cette politique et cette idéologie. cf. par exemple Dominique Plihon : « L'altermondialisme est, en premier lieu, une démarche intellectuelle et politique fondée sur la critique de la mondialisation néolibérale » (p. 31). Dominique Plihon, « L'altermondialisme, version moderne de l'anticapitalisme ? », *Actuel Marx*, vol. 2, n° 44, 2008, p. 31-40. Les auteurs de l'ouvrage *Le G8 est illégitime* utilisent, eux aussi, la même expression. Gérard Duménil et coll. (coord.), *Le G8 est illégitime*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits livres », 2003, p. 23.

⁷ Cette façon de lier le néolibéralisme aux transformations récentes de l'économie mondiale et surtout le processus de libéralisation des marchés qui s'accroît à partir des années 1980 est toutefois sujette à caution. Le néolibéralisme n'est pas à proprement parler une idéologie, mais plutôt une doctrine économique qui se greffe sur le libertarianisme et qui met l'accent sur le laissez-faire économique. Il émerge au milieu du XX^e siècle comme opposition à la variante dominante du libéralisme, c'est-à-dire la sociale démocratie. L'opposition du néolibéralisme à ce qu'il considère être le « faux » libéralisme tient à ce que ce dernier serait selon lui une menace à la liberté individuelle, à la démocratie et au bon déroulement du marché parce qu'il affiche un trop grand optimisme pour la planification et accorde à l'État un trop grand rôle social. Le néolibéralisme prend ainsi parti pour

que Jean-Marie Harribey, ancien président d'Attac, résume le lien causal entre la mondialisation économique et le néolibéralisme :

Le terme [mondialisation économique] est utilisé pour désigner la phase actuelle du capitalisme qui voit le système productif passer sous la domination de la finance, avec l'appui des politiques dites du néo-libéralisme organisant la libre circulation des capitaux, la généralisation du libre-échange et le renforcement de l'exploitation de la force de travail par un accaparement plus grand des richesses entre les mains des classes bourgeoises⁸.

La problématique

L'altermondialisme est né durant une période qui est secouée par de nombreux bouleversements. Sur le plan économique, la mondialisation entraîne des conséquences jugées néfastes pour l'ensemble des citoyens. Les accords de libre-échange et la taille immense de certaines multinationales réduiraient le pouvoir des États à soutenir et promouvoir le développement économique de leur population. Il serait désormais plus difficile pour les hommes politiques et les citoyens d'agir sur leurs communautés.

l'organisation de la société selon l'« état de nature ». Bien entendu, même si les similarités entre les politiques de libéralisation de l'économie et le programme politique de la Société du Mont-Pellerin que crée les premiers penseurs du néolibéralisme à la sortie de la Seconde Guerre mondiale suggèrent un fort lien de filiation, on ne saurait en déduire que ceux qui font la promotion de la libéralisation des échanges sont tous des néolibéraux. Certes, il est vrai que les politiques économiques qu'adoptent la plupart des pays à partir des années 1990 s'orientent vers le laissez-faire, toutefois, comme le souligne Francis Dupuis-Déri, il serait toutefois plus juste de parler de « "pseudolibéralisme" pour désigner le système économique réel puisque la mondialisation est loin d'être complétée sous la forme d'un libre marché unique et unifié, tant dans les pays eux-mêmes que sur la scène internationale » (p. 19). Néanmoins, dans le but de simplifier l'argument que je développe, j'emploierai le terme néolibéralisme dans son sens le plus large qui désigne, comme dans la littérature sur l'altermondialisme, soit la doctrine économique aux fondements de la réorganisation récente du capitalisme qui prend la forme de mondialisation économique. J'ajouterais, enfin, que, sur le plan idéologique, le néolibéralisme se situe plus précisément au sein de l'idéologie libertarienne et en cela, il se situe à droite du libéralisme sur le clivage gauche-droite. cf. Maurice Lagueux, « Qu'est-ce que le néo-libéralisme ? », *Les cahiers virtuels*, Montréal, Université de Montréal, Département de philosophie, 2004 [http://www.philo.umontreal.ca/documents/cahiers/Lagueux_neoliberalisme.pdf].

Francis Dupuis-Déri, *L'Altermondialisme*, Montréal, Boréal, coll. « Boréal Express », 2009.

⁸ Jean-Marie Harribey, « Glossaire autour de l'accumulation, du développement, de la croissance, de la décroissance... », *Université d'été d'Attac 2004 à Arles*, 31 août 2004 [http://www.france.attac.org/spip.php?action=accéder_document&arg=1974&cle=7afb11e7084382619a1d33668b34513&file=pdf%2Fharribey.pdf], p. 13-14.

Sur le plan politique, l'effondrement du bloc de l'Est et l'éclatement de l'URSS, quelques années avant l'apparition de l'altermondialisme marquent la fin de la guerre froide et le triomphe de la démocratie libérale. La démocratie libérale s'impose alors à l'ensemble de la planète comme le seul régime politique valable⁹. Le monde après 1991 serait désormais, comme le soutient Francis Fukuyama dans son célèbre essai, *La fin de l'histoire*, celui où « toutes les contradictions humaines sont résolues et tous les besoins sont satisfaits¹⁰ ». Ce triomphe du libéralisme et surtout la fin du régime soviétique fondé par Lénine entraînent aussi une autre conséquence : la fatigue de la gauche. D'une part, le soutien pour les partis politiques et l'intérêt pour la presse socialiste, communiste et anarchiste fléchissent. Les idées de gauche exercent dorénavant moins d'influence sur le champ de la pensée et de la politique. D'autre part, le programme des partis politiques plus centristes glisse davantage vers la droite. Des partis politiques comme le Parti Québécois (PQ), le Parti socialiste français (PS) et le Parti travailliste de Grande-Bretagne acceptent alors – comme s'il s'agissait d'une nouvelle norme universelle – que la libéralisation du commerce est la seule politique économique valable. Ainsi, le progrès ne passerait-il plus, à l'avenir, par la mise en commun de la production, mais résiderait plutôt dans la mise en concurrence des économies. L'ouverture des marchés devient, à droite comme à gauche, pour ce qui en reste, la nouvelle *doxa* de notre temps qui remplace dans le même temps les principes fondamentaux du modèle keynésien et ceux du dirigisme étatique qui prévalaient sous la forme d'une opposition tranchée depuis un demi-siècle de part et d'autre du rideau de fer.

⁹ Zaki Laïdi, « La fin du moment démocratique ? », *Le Débat*, mai-avril 2008, p. 53.

¹⁰ Francis Fukuyama, « The End of History », *The National Interest*, été 1989. Trois ans plus tard, il publie un livre dans lequel il poursuit sa réflexion entamée dans cet article. Dans cet ouvrage, il oriente plus précisément autour de l'idée que l'histoire de l'homme aurait un sens et que celui-ci « qui finira par conduire la plus grande partie de l'humanité vers la démocratie libérale » (p. 13) Francis Fukuyama, *La fin de l'histoire et du dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992.

Enfin, sur le plan idéologique, cette période est aussi marquée, de façon plus fondamentale j'estime, par l'idée selon laquelle le déclin de la gauche devrait s'interpréter comme la confirmation de la mort – encore une fois – du concept même d'idéologie. Les idéologies semblent s'être volatilisées tant leur présence se fait discrète à l'époque actuelle. Les débats politiques ne devraient plus conduire à des affrontements idéologiques, mais porter plutôt sur des enjeux « tangibles ». À partir du milieu des années 1990, l'horizon se dessinerait enfin débarrassé de toute guerre idéologique. Ainsi, faudrait-il désormais ranger les idéologies au musée des vieilleries dans la chambre des concepts éculés aux côtés des théories de Lyssenko et du darwinisme social. Beaucoup se réjouissent de voir l'histoire donner finalement raison au sociologue et essayiste Daniel Bell, qui pronostiquait dès 1960 la fin des idéologies¹¹.

C'est dans ce triple contexte économique, politique et idéologique de bouleversements profonds qu'émerge l'altermondialisme. Certains penseurs interprètent la naissance de ce dernier comme une simple évolution au sein de la gauche. Puisque le capitalisme emprunterait désormais la forme de mondialisation économique, il faudrait rafraîchir le discours critiquant ce système pour tenir compte de la réalité actuelle. L'altermondialisme serait alors la réponse sociale à la mondialisation économique. Cette dernière remplirait dans la pensée altermondialiste la même fonction qu'occupe le capitalisme comme source principale d'inégalités sociales dans la pensée de gauche. Ainsi, l'altermondialisme assurerait-il la relève de la gauche comme nouveau pôle de la critique sociale et, en cela, il serait en quelque sorte l'héritier de cette dernière.

Or, cette interprétation pose problème. Les implications idéologiques de cet héritage ne feraient pas l'unanimité chez les chercheurs et militants de l'altermondialisme. Ces

¹¹ Daniel Bell, *La fin des idéologies. Sur l'épuisement des idées politiques dans les années 1950*, Paris, Presses universitaires de France, 1960.

derniers le rejettent ou encore plus fréquemment encore se montrent de manière générale plutôt indécis lorsqu'il s'agit de décrire, dans une perspective idéologique, la conception du monde et le programme politique altermondialistes; et de définir sa coordonnée sur le clivage gauche-droite. Cette indécision aurait donné lieu à deux principales interprétations idéologiques de l'altermondialisme.

L'altermondialisme : une idéologie de gauche

Premièrement, une majorité de militants et chercheurs sentent instinctivement que c'est globalement à gauche que l'altermondialisme obliquerait. L'altermondialisme serait, selon eux, bâti en général sur les assises idéologiques de la gauche, soit comme un mélange d'anarchisme, de communisme et de socialisme. Le fait que sa critique porte, comme chez ces trois dernières idéologies, sur le pouvoir établi, apporterait la preuve de l'appartenance de l'altermondialisme à la gauche. Cette idée est confirmée par exemple par de nombreux militants qui, comme je le montrerai ultérieurement, présentent l'altermondialisme comme appartenant à la gauche, lorsqu'interrogés sur l'identité idéologique de leur mouvement¹². C'est aussi ce que croient ses détracteurs de droite qui estiment que cette idéologie serait *radicale et logerait à l'extrême gauche*. Ainsi, pour Pierre Chailan, l'altermondialisme serait tout simplement une forme contemporaine de communisme¹³. Plus impétueux, Serge

¹² L'impression chez les chercheurs que l'altermondialisme appartient à la gauche est bien entendu aussi renforcée par le fait que les militants s'affichent eux-mêmes, comme le soutient Donatella Della Porta, majoritairement à gauche. Donatella Della Porta, « Multiple belongings, tolerant identities and the construction of "another politics": Between the European Social Forum and the local socialFora », dans Donatella Della Porta et Sidney Tarrow (dir.), *Transnational Protest and Global Activism*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2004, p. 175-202. Boris Gobille soutient aussi cette idée dans une étude dans laquelle il analyse les participants au Forum social européen (FSE) de 2003. cf. Boris Gobille, « Les altermondialistes : des activistes transnationaux ? », *Critique internationale*, vol. 27, avril-juin 2005, p. 141. Je discuterai plus en détail cette question au chapitre 5 lorsque je présenterai la position qu'occupe l'altermondialisme sur l'idéologique contemporain. Aussi, la gauche se démarque en effet de la droite par la position critique qu'elle adopte historiquement à l'endroit de l'ordre établi. cf. Danic Parenteau et Ian Parenteau, *Les idéologies politiques. Le clivage gauche-droite*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2008, p. 23-28.

¹³ Pierre Chailan, *L'altermondialisme est un communisme*, Paris, Bérénice, 2006.

Champeau considère même que le refus de médiation politique de l'altermondialisme serait le signe le plus clair de sa proximité avec les « idéologies totalitaires du siècle dernier¹⁴ ».

L'altermondialisme : ni de gauche, ni de droite

Deuxièmement, pour ceux étant de l'avis que la grille de lecture idéologique est aujourd'hui dépassée, l'altermondialisme serait, à l'image de l'époque actuelle, tout simplement *ni de gauche, ni de droite* : il ne défendrait aucune idéologie spécifique. Sur le plan conceptuel, le triomphe politique du libéralisme aurait entraîné non seulement le déclasserement des idéologies rivales, mais plus encore la liquidation même du concept d'idéologie. En effet, puisque le libéralisme n'aurait plus de concurrents politiques, il faudrait aussi congédier toute forme de « brouillage » idéologique, c'est-à-dire qu'il faudrait cesser de fuir la réalité à l'aide des idéologies. Alors que les idéologies avaient été l'élément clé de « l'âge des extrêmes¹⁵ » qui se termine à peine, le concept d'idéologie serait désormais un réflexe archaïque. Corollairement, malgré le vent de fraîcheur qu'insuffle l'altermondialisme à la critique sociale et en dépit de l'étonnante rapidité avec laquelle il réussit à mobiliser de nouveaux militants grâce à un discours critique inédit, celui-ci ne fournirait pas, à leurs yeux, l'indice d'un renouveau idéologique. Puisque l'émergence de l'altermondialisme coïnciderait avec la mue idéologique s'étant soldée par la mort même de ce concept, ce nouveau discours et cette forme originale de militantisme manqueraient forcément de consistance idéologique. En outre, il est vrai que l'on ne peut reconnaître dans aucune des idéologies politiques celle qui se présente comme refusant de s'engager en politique, qui ne cherche pas à prendre le pouvoir et qui malgré son engagement à critiquer le pouvoir établi, cherche volontairement à camper ses positions loin des idéologies de

¹⁴ Serge Champeau, « L'idéologie altermondialiste », *Commentaire*, n° 107, automne 2004, p. 702.

¹⁵ Suivant la belle formule d'Eric J. Hobsbawm dans son livre sur l'histoire politique du vingtième siècle : *L'Âge des extrêmes. Le court vingtième siècle : 1914-1991*, Paris, Complexe, 1999.

gauche. Ainsi, comme le soutient François Polet, l'altermondialisme serait « sans aucun centre, sans pôle de gravité fort¹⁶ ». Pour Dominique Plihon, il serait simplement une « posture intellectuelle et politique¹⁷ » qui lutte contre « l'idéologie et le pouvoir dominants¹⁸ », soit le néolibéralisme. Pour Sophie Heine, l'altermondialisme revendiquerait à la fois « une filiation humaniste, libertaire ou (politiquement) libérale¹⁹ ». Ou encore, comme le soutient Eddy Fougier, il n'aurait « pas non plus de doctrine [ni] d'idéologie spécifique²⁰ ».

Qu'est-ce que la pensée idéologique de l'altermondialisme ?

En sommes, l'altermondialisme serait : i) soit un mouvement de gauche, voire l'expression d'un totalitarisme idéologique; ii) soit un mouvement n'affichant aucune filiation idéologique et pour cela un mélange hétérogène et insaisissable. Or, *qu'est-ce que l'idéologie altermondialiste ?* Voilà ma première question de recherche.

¹⁶ François Polet reprend cette citation de l'ouvrage collectif dirigé par Chiara Bonfiglioli et Sébastien Budgen. cf. François Polet, « Grille de lecture multiple chez les alters », *Politique. Revue de débats*, hors série n° 7, octobre 2007, p. 51; et Chiara Bonfiglioli et Sébastien Budgen (dir.), *La Planète altermondialiste. Guide critique de la pensée de...*, Paris, Textuel, 2006.

¹⁷ Dominique Plihon, « L'altermondialiste, version moderne de l'anticapitalisme ? », *Actuel Marx*, vol. 2, n° 44, 2008, p. 31.

¹⁸ *Ibid.*, p. 32.

¹⁹ Sophie Heine, « Quels principes communs pour une idéologie altermondialiste ? », *Centre Tricontinental*, 19 février 2009 [<http://www.cetri.be/spip.php?article1066>].

²⁰ Eddy Fougier, *L'altermondialisme*, Paris, Le Cavalier bleu, coll. « Idées reçues », 2008, p. 20. Aussi, il ne faut d'ailleurs pas se surprendre de constater que c'est également de cette façon que les partisans du « néolibéralisme » présentent ceux qui critiquent le programme politique qu'ils proposent, notamment les altermondialistes. Ces derniers seraient, selon ses adverses, incapables d'offrir une alternative cohérente en raison de la trop grande diversité idéologique de ses militants. cf. Eric Helleiner, « Economic Liberalism and Its Critics: The past as Prologue? », *Review of International Political Economy*, vol. 10, n° 4, novembre 2003, p. 686.

Pourquoi l'altermondialisme surgit-il vers la fin des années 1990 ?

L'altermondialisme surgit vers la fin des années 1990 comme nouvelle forme d'action collective. Le dynamisme qu'il insuffle à la scène de l'action collective tient à ce qu'il oriente, de façon originale, toute sa critique de l'ordre actuel autour de la mondialisation économique. L'altermondialisme adopterait donc à la fois une *forme* et un *discours* novateurs. Pourtant, dans la période qui précède sa naissance, rien n'indiquait le dégel du militantisme qui ne semble plus porté par l'histoire comme un demi-siècle auparavant. *Pourquoi l'altermondialisme surgit-il alors vers la fin des années 1990 ?* Ainsi se pose la seconde question de recherche.

Où se situe l'altermondialisme par rapport aux autres idéologies ?

Enfin, si l'orientation idéologique de l'altermondialisme reste ambiguë, un autre problème d'identification demeure : *où se situe l'altermondialisme par rapport aux autres idéologies ?* Voilà donc la troisième question de recherche de ma thèse.

L'analyse de l'altermondialisme

Depuis son apparition, les analystes de l'altermondialisme sont confrontés à un problème particulier : déterminer sa nature. Puisque l'altermondialisme serait, de manière générale, une forme originale d'action collective, ceux-ci orientent leurs recherches en prenant appui sur le postulat qu'il ne serait comparable à aucun militantisme antérieur²¹. Le caractère inédit de l'altermondialisme se manifesterait d'abord dans les moyens qu'il mobilise sur la scène de l'action collective, à travers notamment la formule des forums

²¹ Pierre Kalfha parle par exemple des « ruptures décisives qu'il [aurait] accomplies avec le mouvement d'émancipation qui l'a immédiatement précédé, le mouvement ouvrier. » Pierre Kalfha, « Le mouvement altermondialiste, nouveau mouvement d'émancipation », *Attac France*, mai 2004 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article2898>].

sociaux. Son originalité tiendrait aussi d'une part au plan des idées puisqu'il n'afficherait volontairement aucune appartenance idéologique et, d'autres parts, à ce qu'il s'est engagé à développer une analyse approfondie de la notion de mondialisation afin de mieux combattre ce phénomène²². À défaut de bien cerner la nature de l'altermondialisme, en particulier les fondements idéologiques de sa pensée, cette hypothèse de l'inédit constituerait ainsi la grille de lecture des premiers commentateurs de l'altermondialisme.

Cette grille de lecture est imparfaite. Qu'un phénomène soit inédit ne constitue en effet pas un critère pertinent d'identification de la nature de l'altermondialisme. C'est d'ailleurs le point de vue qu'adoptent certains sociologues et historiens de l'action collective qui contestent cette première hypothèse et cherchent à atténuer l'image devancière de l'altermondialisme²³. Selon eux, l'altermondialisme ne serait pas né *ex nihilo*, mais serait plutôt le successeur des militantismes passés. Pour bien comprendre l'altermondialisme, il faudrait donc reconstruire son histoire. Il faudrait retrouver dans la période qui précède sa naissance, les traces de son émergence au sein de l'histoire récente de l'action collective. Voilà la façon dont il faut analyser l'altermondialisme. La science sociale adoptera donc une perspective essentiellement historique afin de déterminer la nature de l'altermondialisme.

²² Les principaux acteurs de l'altermondialisme refusent toute appartenance à une idéologie, même si d'un point de vue individuel, certains militants réclament, comme je le disais précédemment, un rattachement à la gauche sur lequel je reviendrai.

²³ C'est le cas notamment de Éric Agrikoliansky, Olivier Fillieule et Nonna Mayer qui affirment, dans le chapitre d'introduction à leur ouvrage sur l'histoire de l'altermondialisme en France que celui-ci « ne surgit pas de rien [...]. Il représente au contraire le fruit d'une série d'évolutions et de transformations dont cet ouvrage retrace précisément les séquences » (p. 27). « Introduction : Aux origines de l'altermondialisme français », dans Éric Agrikoliansky, Olivier Fillieule et Nonna Mayer (dir.), *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005, p. 13-42.

C'est sous cet angle que les principaux ouvrages sur l'altermondialisme abordent généralement ce thème²⁴.

Or, la perspective épistémologique de l'inédit et la perspective sociohistorique, à travers lesquelles les analystes de l'altermondialisme proposent de définir la nature de ce dernier, selon qu'il se démarquerait par son caractère avant-gardiste, ou qu'il marcherait au contraire dans les traces des militantismes passés, ne sont pas totalement convaincantes. Elles occultent en effet en bonne partie la pensée de ce militantisme contemporain et donc l'idéologie qui s'y cache derrière. Ces deux perspectives épistémologiques ne parviennent pas non plus à isoler les facteurs idéologiques ayant contribué à rendre plus propice, durant la période de la fin des années 1990, l'émergence de cette action collective. Enfin, elles peuvent encore moins situer la pensée altermondialiste par rapport aux autres idéologies. Par conséquent, contrairement à ce que soutient le politologue Dominique Caouette dans son analyse de l'altermondialisme, l'étude de ce sujet ne doit pas reposer sur les paradigmes de la sociologie politique et des relations internationales, mais sur une approche axée sur les idéologies²⁵.

²⁴ Les trois plus importants ouvrages sur l'altermondialisme français et européen sont les suivants : Éric Agrikoliansky, Olivier Fillieule et Nonna Mayer (dir.), *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005; Éric Agrikoliansky et Isabelle Sommier (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le second Forum social européen*, Paris, La dispute/SNÉDIT, 2005; et Isabelle Sommier, Olivier Fillieule et Éric Agrikoliansky (dir.), *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*, Paris, Karthala; Aix-en-Provence, IEP, 2008. Ceux-ci utilisent l'approche sociohistorique. Dans *L'altermondialisme en France*, les auteurs proposent de répondre à la « question des voies par lesquelles, dans chaque pays, ont émergé les thématiques altermondialistes, des porte-parole qu'elles ont suscités, des contextes qui les ont favorisés. » (p. 11) Dans *Radiographie du mouvement altermondialiste*, les auteurs proposent notamment de « considérer l'altermondialisme à travers l'histoire de ses ancrages nationaux. » (p. 10) Enfin, dans *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe*, les auteurs proposent entre autres de « rendre compte de l'émergence et du développement, ici et là, de luttes organisées contre les méfaits de la mondialisation ». (p. 14)

²⁵ Dominique Caouette, « Mondialisation et altermondialisation : dialectique ou dialogue ? », dans *La politique en questions, Les professeurs du département de science politique*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2008, p. 240.

L'altermondialisme s'impose en effet d'abord et avant tout comme « idéologie » défendant une conception du monde originale qui débouche sur un programme politique cohérent²⁶. C'est parce que les militants de l'altermondialisme sont imprégnés d'une même idéologie, qui assure une cohérence minimale à leur action collective, qu'ils sont capables d'affirmer avec conviction et d'une même voie, qu'un « autre monde est possible ».

Ces deux principales hypothèses que formulent les sociologues et les historiens de l'action collective sur la nature de l'altermondialisme soulèvent une problématique qui se trouve au centre de la présente thèse. Certes, les travaux de recherche de ces deux disciplines ont permis de mieux connaître la dimension sociale et historique de l'altermondialisme. Ils ont par exemple montré la pluralité des réseaux dans lesquels s'inscrivaient les militants de l'altermondialisme et la façon dont ce dernier se situait thématiquement dans la continuité des luttes passées dans lesquelles s'était notamment engagé le tiers-mondisme²⁷. En contrepartie, la sociologie et l'histoire de l'action collective éprouvent plus de difficulté à cerner la nature de l'altermondialisme et situer celui-ci par rapport aux autres idéologies étant donné qu'elles s'engagent peu dans l'étude des idées qui le composent. Or, je crois que la principale clé explicative de cette idéologie se trouve précisément dans ses idées. Ces deux disciplines échouent aussi généralement à définir les conditions d'émergence de l'altermondialisme dans la mesure où ces conditions se situent largement à l'extérieur du domaine de l'action collective. En d'autres mots, elles ne peuvent pas répondre adéquatement aux trois questions de recherche de ma thèse. Présenter l'altermondialisme comme étant le seul produit de l'évolution récente du militantisme social

²⁶ Comme je le préciserai plus bas, l'« idéologie » altermondialiste constitue en fait plus précisément une « variante » de l'idéologie dominante. Ainsi, lorsque je désigne l'altermondialisme comme étant une idéologie, faut-il garder à l'esprit cette nuance.

²⁷ cf. Ariane Jossin, « Traversées altermondialistes : trajectoires de jeunes militants français et allemands », dans *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe*, p. 207-228; ou encore, Marco Giugni, Marko Bandler et Nina Eggert, « Contraintes nationales et changement d'échelle dans l'activisme transnational », *Lien social et Politiques*, n° 58, 2007, p. 41-55.

ou insister sur le rôle prédominant qu'a pu jouer la mondialisation économique dans sa genèse ne permet pas, ce me semble, de bien établir sa nature. Ainsi, est-il vain de chercher le terme « altermondialisme » dans l'atlas du militantisme social afin d'observer s'il s'inscrit en rupture ou en continuité des mouvements sociaux qui le précèdent, car cette démarche de recherche, qui reste trop attachée à la seule sphère de l'action collective, est d'une faible pertinence heuristique.

Pour déterminer la nature de l'altermondialisme, retracer ses origines et situer celui-ci par rapport aux autres idéologies, il faut plutôt analyser les idées qui le composent et restituer celles-ci dans le champ de l'évolution récente de *l'idéologique contemporain*²⁸. En clair, il faut procéder à *l'analyse idéologique* de l'altermondialisme. Ce postulat de base, qui est différent de celui sur lequel s'appuient presque toutes les études sur l'altermondialisme, constitue la perspective épistémologique adoptée dans la présente recherche.

La thèse

La thèse que je défends se résume ainsi : *l'altermondialisme est une idéologie qui défend une conception du monde cohérente et qui débouche sur un programme politique autonome fondé en entier sur le libéralisme*. L'émergence de l'altermondialisme s'inscrit dans le processus récent par lequel le libéralisme a réussi à disqualifier les autres idéologies et à étendre son influence sur l'idéologique contemporain. Pour arriver à cette double fin, le libéralisme utilise une principale stratégie : fixer, au centre d'une conception du monde ayant la force d'une évidence et d'un programme politique efficace, l'idée que la

²⁸ L'idéologique, soit le substantif masculin, est le domaine des idées et de la politique dans lequel les idéologies exercent une influence relative. Je décrirai cette notion avec plus de précision au chapitre 2.

mondialisation est un phénomène inéluctable. Ainsi, le « pivot de la mondialisation » a-t-il d'abord été l'élément clé du programme politique « néolibéral » qui conduit à la mondialisation économique à partir des années 1980. Ensuite, vers la fin des années 1990, la naissance de l'altermondialisme qui milite pour une « autre mondialisation » correspond à la seconde étape logique de la stratégie libérale. Ce détail n'est pas sans conséquence. Ayant rendu obsolètes les autres idéologies puisqu'elles ont refusé de consacrer la mondialisation comme nouvelle conception du monde et ayant désamorcé la critique sociale en l'obligeant à se fondre dans le sérail libéral, le libéralisme s'affirme désormais avec encore plus de liberté.

Contrairement à l'idée reçue, le néolibéralisme – qui se trouve associé, à tort ou à raison, au programme politique de la mondialisation économique – et l'altermondialisme ne sont pas des ennemis, mais davantage des adversaires qui militent tous deux à orienter le développement général de l'idéologie libérale. Le néolibéralisme et l'altermondialisme sont, en d'autres termes, des *variantes à l'intérieur de la grande famille du libéralisme*. Le premier agissant comme l'un des leviers idéologiques à l'origine de l'imposition de la politique de la mondialisation économique; le second, constituant, pour sa part, le produit idéologique qui contribue plus qu'il nuit réellement au développement de cette politique.

L'altermondialisme représente donc l'une des conséquences des bouleversements qui frappent l'idéologie de la société contemporaine. C'est effectivement une série de conditions structurelles (relevant du domaine économique et des communications) et de conditions idéologiques (ayant trait au domaine des idées et des idéologies) propres à l'époque de la fin du XX^e siècle, qui vont entraîner à la fois l'apparition, au sein du libéralisme, de l'idéologie altermondialiste et une plus grande affirmation du néolibéralisme. L'importance qu'occupe la notion de mondialisation dans le discours

altermondialiste et dans le discours néolibéral rappelle la proximité idéologique de ces deux idéologies malgré le contentieux opposant leurs militants respectifs et des programmes politiques profondément différents. En clair, ces deux variantes idéologiques libérales se distinguent avant tout du libéralisme par le fait qu'elles s'affichent *mondialistes*. L'altermondialisme n'est donc pas né de la mondialisation économique – il n'est pas une réaction critique à cette politique de redéploiement du capital au-delà des frontières –, mais constitue plutôt son prolongement logique dans le domaine idéologique, politique et social.

L'influence considérable dont jouissent aujourd'hui le libéralisme et ses deux variantes entraîne des conséquences sur la composition de l'idéologique contemporain à deux niveaux. D'abord, cette influence constitue un point de rupture idéologique important. Non seulement l'apparition de l'altermondialisme n'est pas une simple mutation de la pensée de gauche, mais qui plus est, il en accélère le déclin. En se présentant comme le principal porteur de la critique sociale, l'altermondialisme contribue en effet au délitement de la gauche, car ce rôle lui échappe désormais. Ensuite, puisque l'altermondialisme appartient à la famille libérale, sa critique n'ouvre aucune perspective idéologique véritablement nouvelle. L'autre mondialisation se heurte en fait à l'impossibilité d'être autre chose qu'une simple réforme libérale de l'ordre actuel. Ainsi, jamais auparavant le centre de gravité de la critique sociale n'aura-t-il été à la fois si éloigné de la position de gauche qu'il a historiquement occupée et si proche du pouvoir établi²⁹. Comme je le montrerai, le refus de la politique traditionnelle des partis politiques et la modération dont il fait preuve doivent donc s'interpréter non pas comme une stratégie efficace de lutte contre la mondialisation économique, mais bien plutôt comme la soumission de la pensée

²⁹ La notion de centre de gravité de la critique sociale désigne la coordonnée qu'occupe la critique sociale sur l'idéologique d'une époque. La critique sociale concerne essentiellement la répartition du pouvoir dans la société et vise, par conséquent, le pouvoir établi. Je définirai plus en détail cette notion au chapitre 2.

critique dominante à l'ordre idéologique dominant. En outre, le programme politique altermondialiste illustre jusqu'à l'absurde, comme une partie de la critique de gauche le rappelle, l'état d'ilotisme idéologique dans lequel le monde d'aujourd'hui se trouve plongé. Voilà donc la façon sommaire dont il faut comprendre le sens idéologico-politique de la rupture dans la pensée et dans le militantisme de gauche que provoque l'altermondialisme. En orientant spécifiquement sa critique contre la mondialisation économique et pour une autre mondialisation, il ne contribue en effet pas à l'évolution générale de la gauche.

Pourquoi l'altermondialisme n'est-il pas de gauche : parce qu'il n'est pas *anticapitaliste*. Contrairement aux idéologies de gauche, la conception du monde et le programme politique altermondialiste ne s'opposent pas au capitalisme. Ces militants ne croient pas en l'injustice flagrante de ce système économique. Ils ne militent pas pour l'abolition du capitalisme ni même pour sa réforme, car ils cherchent simplement à combattre les conséquences des « excès » de la mondialisation économique. Selon le titre d'un des livres publiés par Attac, ce serait en effet le « néolibéralisme » qui produit « les créatures » que sont la « pauvreté et les inégalités » et non le système économique associé à Adam Smith³⁰. L'altermondialisme ne consacre alors plus, à la manière de la gauche, la condamnation exclusive des inégalités sociales à la seule propriété privée et à la possession, par une minorité, de l'ensemble des moyens de production. Il ne dresse pas de réquisitoire contre le capitalisme, mais s'en prend plutôt à la mondialisation économique et toute sa pensée s'oriente autour de ce vaste thème unique. Son programme politique, malgré la critique sociale mordante qu'expriment ses militants, se veut aussi à la fois *individualiste* et en définitive fort *modéré* puisqu'il s'inscrit dans une démarche qui se situerait exclusivement à l'extérieur de la scène politique. Voilà, derrière ces trois caractéristiques

³⁰ Bernard Cassen et Gustave Massiah (dir.), *Pauvreté et inégalités, ces créatures du néolibéralisme*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits livres », 2006.

prises en italiques, l'indice de la *proximité idéologique de l'altermondialisme et du libéralisme* que j'entends montrer ici. L'altermondialisme est, en d'autres termes, une idéologie libérale qui propose un programme politique libéral.

La méthodologie

Pour valider ma thèse, j'utiliserai le paradigme de l'analyse idéologique et procéderai à trois étapes de recherche. D'abord pour répondre à la première question de recherche, soit « qu'est-ce que l'idéologie altermondialiste ? », je ferai une analyse de contenu de son discours. Dans une perspective avant tout interprétative et qualitative, j'examinerai les documents et les textes qui définissent cette idéologie. Cette analyse sera horizontale puisqu'elle permettra de mettre en lumière les liens logiques qui existent entre les idées de l'altermondialisme. Elle sera également verticale puisqu'elle contribuera à clarifier la relation entre ces idées et des éléments extérieurs au discours. Je n'utiliserai aussi aucun logiciel d'analyse de contenu, car je ne cherche pas à repérer la fréquence d'apparition de certains lexèmes, mais souhaite plus généralement dégager la cohérence idéologique générale des idées qui composent le discours altermondialiste. Ensuite, pour répondre à la seconde question de recherche, soit « pourquoi l'altermondialisme émerge-t-il vers la fin des années 1990 ? », je procéderai à une analyse historique. J'isolerais les conditions structurelles et les conditions idéologiques qui ont permis l'apparition d'une conception du monde centrée sur la mondialisation, puis de l'idéologie altermondialiste. Mon étude portera à la fois sur l'histoire des idées – qui concerne l'espace des débats – et sur l'histoire matérielle – qui se rapporte à l'économie et aux technologies de la communication. Elle permettra de comprendre les conséquences idéologiques qu'entraînent certains événements et phénomènes qui bouleversent l'époque des années 1980 et 1990. Enfin, pour répondre à la troisième question de recherche, « où classer

l'altermondialisme par rapport aux autres idéologies ? », je vais, d'une part, comparer l'altermondialisme à la famille idéologique de la gauche puisque c'est avec les idéologies composant cette famille qu'il partage la fonction de critique sociale. D'autre part, je vais le comparer avec le libéralisme, car c'est cette idéologie qui assure le maintien de l'ordre idéologique dominant. Cette dernière réflexion s'inscrit donc dans une démarche essentiellement comparative. Ainsi, je crois que les perspectives historique et idéologique que j'adopte – en replaçant d'abord certaines idées dans leur contexte d'émergence; et en établissant ensuite leur filiation dans la conception du monde de l'altermondialisme – me permettront de mener de façon satisfaisante l'analyse que je propose.

Les limites du corpus de textes étudiés

Pour faciliter ce travail, vu la grande taille du corpus des textes associés à l'altermondialisme, je lui ai fixé une limite principale : mon analyse portera presque exclusivement sur l'altermondialisme francophone. J'étudierai surtout les associations et les acteurs français, wallons, suisses et québécois de l'altermondialisme. Je crois que le sujet de l'altermondialisme est déjà assez complexe pour qu'il soit encore indiqué de l'aborder selon toutes ses déclinaisons nationales ou continentales. Aussi, j'estime qu'à partir de mon étude, il est possible de tirer des conclusions générales sur l'altermondialisme. De façon pragmatique, cette limite permet aussi de réduire considérablement les dimensions de mon sujet. De surcroît, pour être conforme à la réalité, ce choix s'impose d'une certaine façon en raison de l'influence profonde qu'exercent les altermondialistes français et tout particulièrement Attac France au sein du FSM et sur l'idéologie à l'extérieur de l'hexagone. L'idéologie altermondialiste est en bonne partie le fruit du travail réflexif et militant mené par un certain nombre de militants français et pour la plupart membres d'Attac, comme Bernard Cassen, Gustave Massiah, Susan George, Christophe Aguiton et José Bové. Dans ce

sens, mon analyse accorde une place centrale à Attac, puisque cette association, plus que toute autre, est directement liée à l'apparition, la mobilisation sur le terrain de l'action collective et la construction de la pensée altermondialiste. Comme le soutiennent Éric Agrikoliansky et ses collègues, c'est bien « l'association ATTAC, qui constitue la principale organisation altermondialiste aujourd'hui dans le monde³¹ ». En raison de l'empreinte de cette organisation sur l'altermondialisme français, mais aussi à l'international, j'estime qu'il faille donc accorder une grande place aux textes d'Attac dans l'analyse que je propose. Bien entendu, je conviens qu'il serait faux de réduire le mouvement altermondialiste à ce seul acteur. Il ne suffit pour s'en convaincre que de regarder la grande hétérogénéité des participants au FSM. Toutefois, les ressources économiques et culturelles dont dispose Attac lui permettent, plus que tout autre acteur, d'imposer son discours à l'ensemble de l'altermondialisme. C'est en somme Attac qui sanctionne les idées qui sont intégrées au corps doctrinal de l'altermondialisme.

Bien entendu, d'aucuns interpréteront ce choix comme introduisant un biais analytique : le sujet premier de ma thèse ne serait alors pas l'altermondialisme, mais plutôt l'une de ses tendances. Cela est en partie vrai. Au-delà de la thèse que je défends selon laquelle l'altermondialisme constitue une idéologie essentiellement libérale, il existe bien entendu une très grande diversité dans la composition de ses militants et une multitude d'idées s'y côtoyant. Il est alors juste de parler, de manière générale, comme le fait Francis Dupuis-Déri de clivages et de divisions entre les « réformistes » et les « radicaux³² » par exemple. Toutefois et malgré cela, ces tensions concernent essentiellement, comme je le soutiens, la façon dont les militants cherchent à articuler dans une direction précise le

³¹ Éric Agrikoliansky, Olivier Fillieule et Nonna Mayer, « Introduction : Aux origines de l'altermondialisme français », dans *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005, p. 13.

³² Francis Dupuis-Déri, *L'Altermondialisme*, Montréal, Boréal, coll. « Boréal Express », 2009, p. 56-61.

programme politique altermondialiste. Elles ne concernent pas la conception du monde, puisque tous y souscrivent avec assurance. Être altermondialiste signifie, en d'autres termes, s'engager pour une autre mondialisation et contre la mondialisation économique. C'est donc ce partage d'une conception du monde commune, selon laquelle la mondialisation aurait fait naître une communauté mondiale et que le jeu politique traditionnel serait devenu obsolète, qui assure une consistance idéologique à l'altermondialisme. Ainsi, est-il possible, j'estime, suivant que l'on garde à l'esprit cette réserve, de parler au singulier de l'idéologie altermondialiste et d'aborder celui-ci dans une perspective synthétique.

La composition de ce corpus

Le corpus de textes associés à l'altermondialisme est très vaste. Il serait hasardeux d'en proposer une analyse exhaustive. Recenser tous les écrits et les sites Internet associés à l'altermondialisme serait un travail colossal, qui ne permettrait pas nécessairement une meilleure compréhension de cette idéologie. Deux types de documents feront l'objet d'une analyse de contenu. L'étude d'un échantillon prélevé dans chacun de ces types permettra de tracer un tableau d'ensemble de l'altermondialisme.

Le premier type de documents *assure la diffusion de* l'idéologie altermondialiste. Il est composé de déclarations officielles et de textes rédigés par certains acteurs et associations clés de l'altermondialisme, au nombre desquels se trouvent :

- Appel de Morsang (2000)
- Charte des principes du Forum social mondial (2001)
- Déclaration d'un groupe d'intellectuels à Porto Alegre (2002)
- Appel des mouvements sociaux (2002)
- Manifeste 2002 d'Attac (2002)
- Manifeste de Porto Alegre (2005)
- Appel des mouvements sociaux (2005)
- Appel de Bamako (2006)
- Appel de l'assemblée des Mouvements sociaux (2006)
- Le Manifeste altermondialiste d'Attac (2007)

Le second type de documents est composé de textes qui *contribuent au fondement idéologique de l'altermondialisme*. Ce lot est constitué de textes rédigés essentiellement par des membres d'Attac. Ces textes sont pour la plupart diffusés sur Internet et dans les publications électroniques de l'association comme dans l'infolettre « Grain de sable » (dont la fréquence de publication s'échelonne de juillet 1999 à mai 2008) et « La Lettre du Conseil scientifique » (février 2007 à avril 2010). Il regroupe aussi les principales monographies publiées par Attac, soit la série de livres parus aux Milles et une nuits dans la collection « Petits livres », ainsi que certains textes diffusés sur les sites Internet du Centre tricontinental (CETRI)³³ et du réseau d'organisations altermondialistes Alternatives international³⁴ par exemple.

Bien entendu, ce choix d'étudier ces trois associations est lui aussi limité si on compare à l'abondance d'associations qui militent dans l'altermondialisme. J'ai dû choisir les associations qui me semblaient plus solidement engagées dans l'altermondialisme et ainsi possiblement plus représentatives de l'ensemble. En d'autres mots, j'estime qu'Attac, le CETRI et Alternatives international sont plus spécifiquement altermondialistes que la Marche mondiale des femmes (MMF) par exemple qui s'affiche aussi altermondialiste. En

³³ Le Centre tricontinental (CETRI) est une organisation non gouvernementale qui agit comme centre d'information sur les thématiques tiers-mondiste. Il est fondé en 1976 et est basé à Louvain-la-Neuve en Belgique. Son site Internet : <http://www.cetri.be/spip.php?sommaire&lang=fr>.

³⁴ Alternatives international est un regroupement d'associations françaises, québécoises, africaines et sud-américaines altermondialistes. Son site Internet : <http://www.alterinter.org/>.

effet, bien que le CETRI et Alternatives international aient été à leur origine tournées vers des thématiques tiers-mondistes, dès l'émergence de l'altermondialisme, elles ont rapidement intégré la conception du monde de cette idéologie et ont cherché à comprendre les problèmes de développement du Sud à la lumière de la mondialisation économique. En contrepartie, la lutte que mène la MMF pour l'égalité des femmes et des hommes n'est pas une problématique fondamentalement rattachée à la mondialisation économique. Cette lutte transcende d'une part historiquement l'altermondialisme, car elle existait bien avant la mondialisation économique, et l'on peut présumer qu'elle survivra bien après le déclin de l'altermondialisme et l'abandon du « consensus de Washington³⁵ ». D'autre part, d'un point de vue féministe, la MMF peut certes affirmer que la mondialisation économique aggrave les inégalités de sexe, toutefois, c'est bien davantage le patriarcat et non la mondialisation économique qui est à blâmer, même s'il convient d'admettre que la réorganisation de l'économie peut entraîner de nouvelles formes d'inégalités, notamment de sexe. L'« égalité dans le partage des tâches » et la nécessité de « sensibiliser la société à l'importance de démocratiser les structures familiales³⁶ », deux pétitions apparaissant sur la liste de revendications de la MMF, ne concernent pas par exemple la mondialisation économique. En définitive, la MMF, même si elle peut être perçue comme une « camarade de route » de l'altermondialisme, n'est pas spécifiquement altermondialiste puisque ses membres militent pour des enjeux qui ne sont pas, ou sinon auxiliairement, liés à la conception du monde altermondialiste centrée sur la mondialisation.

³⁵ Le « consensus de Washington » désigne le programme économique en dix points que résume l'économiste étasunien John Williamson en 1989 et qui correspondra largement aux politiques économiques associées à la mondialisation économique.

³⁶ Marche mondiale des femmes, « Revendications de la Marche mondiale des femmes, adoptées en 1998 et revues en 2001 », *Marche mondiale des femmes*, 13 janvier 2006 [<http://www.marchemondialedesfemmes.org/revendications/>].

La démarche de recherche

Dans ma thèse, je m'oppose à trois principales idées qui s'expriment dans la littérature sur l'altermondialisme. La première, plus épistémologique, concerne la méthode générale à l'aide de laquelle les études sur l'altermondialisme ont jusqu'alors été conduites. Sommairement, je ne crois pas que la sociologie et l'histoire de l'action collective puissent réellement bien cerner la nature de l'altermondialisme et expliquer pourquoi celui-ci surgit vers la fin des années 1990. Cette difficulté tient en bonne partie à ce que ces deux disciplines omettent de prendre en compte les idées qui animent le mouvement. La seconde opposition est plus spécifiquement idéologique. Elle découle de la perception généralement admise par bon nombre de chercheurs et militants de l'altermondialisme, selon laquelle celui-ci ne serait cimenté d'aucune unité idéologique. La troisième opposition, plus générale, concerne leur ralliement à la thèse de la « faillite des idéologies », soit l'idée que les idéologies n'existent plus. Or, comme je le montrerai, on ne peut encore enterrer le cadavre des idéologies. Elles existent toujours et l'altermondialisme qui s'exprime à travers une action collective singulière nécessite l'adhésion minimale de tous les militants à une conception du monde commune et un programme politique particulier, sans quoi, il serait impossible de parler de l'altermondialisme au singulier.

Dans cette thèse, je cherche donc à résoudre à la fois un problème conceptuel – car il concerne la définition exacte de ce qu'est l'altermondialisme – et théorique – il porte sur les raisons derrière son émergence. Je ne propose donc pas d'étudier la portée sociale ou politique de l'altermondialisme, ni de mesurer le degré d'engagement individuel des militants dans l'altermondialisme, mais offre plutôt d'analyser idéologiquement ce sujet : soit ce qui compose ce que j'estime être l'« idéologie » altermondialiste ; ainsi que les conditions structurelles et idéologiques qui ont permis sa naissance.

La pertinence de la thèse et plus largement de la démarche de recherche que je propose tient à ce qu'elles permettent de mieux situer l'évolution de la composition de l'idéologique à travers le temps. Cette démarche de recherche donne lieu à des observations notamment concernant l'émergence de l'altermondialisme dans la dernière période de l'idéologique contemporain. Aussi, permet-elle plus largement, de prendre acte d'une tendance lourde prévalant partout en Occident depuis 1945 et qui s'est accélérée avec la période de la « mondialisation » : le glissement vers la droite de l'idéologique contemporain.

La démarche de recherche que je propose s'apparente à celle qu'utilisent les sociologues et politologues du vote et des élections. C'est en effet dans le but de répondre à un questionnement similaire et afin de dégager certaines tendances qui s'affirment sur la scène politique qu'ils analysent les résultats des scrutins, le profil des électeurs et les éléments clés des programmes politiques. Les questions des tendances politiques et des orientations idéologiques propres à une époque sont au centre des réflexions menées depuis le début des années 1950 par plusieurs politologues, notamment par Jean Ranger, Étienne Schweisguth, Pascal Perrineau et plus récemment par Alain Noël et Jean-Philippe Thérien³⁷.

³⁷ François Goguel, « Structure sociale et opinions politiques à Paris d'après les élections du 17 juin 1951 », *Revue française de science politique*, vol. 1, n° 3, 1951, p. 326-333; Tomas Amadeo Vasconi et Marco Aurelio Garcia de Almeida, « Le développement des idéologies dominantes en Amérique latine », *Tiers-Monde*, vol. 15, n° 57, 1974, p. 171-188; Jean Ranger et Jérôme Jaffré, « Les structures électorales de la gauche : élections présidentielles et élections législatives, 1965-1974 », *Revue française de science politique*, vol. 24, n° 6, 1974, p. 1149-1172; Jean Ranger, « Droite et gauche dans les élections à Paris : le partage d'un territoire », *Revue française de science politique*, vol. 27, n° 6, 1977, p. 789-819; Jérôme Jaffre et Jean-Luc Parodi, « La poussée et le reflux de la gauche (1973-1978) », *Revue française de science politique*, n° 6, 1978, p. 1006-1017; Jean Ranger, « Le déclin du Parti communiste français », *Revue française de science politique*, vol. 36, n° 1, 1986, p. 46-63; Théodore J. Lowi, « Avant le conservatisme et au-delà. Les idéologies et la vie politique américaine dans les années 1990 », *Revue française de science politique*, vol. 40, n° 5, 1990, p. 669-698; Etienne Schweisguth, « Quelle gauche et quelle droite pour la campagne de 2007 ? », *CEVIPOF*, 2007; Pascal Perrineau (dir.), *Atlas électoral 2007*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007; Alain Noël et Jean-Philippe Thérien, *La gauche et la droite : un débat sans frontières*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2010.

Cette démarche correspond également aux grandes lignes des objectifs de recherche du Centre d'étude de la vie politique (Cevipol) de l'Université libre de Bruxelles. Son premier axe de recherche étudie les « acteurs électoraux et partisans que sont les élus, les adhérents et les militants de partis et les électeurs », mais aussi :

« les règles du jeu électoral et partisan (le système électoral) [...], les processus de compétition idéologique et [...] la mise à l'agenda des questions politiques (analyse des programmes, des campagnes électorales...) »³⁸.

C'est un mandat similaire que s'est donné le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof). Celui-ci propose d'analyser :

« les grands courants politiques qui façonnent les forces et les institutions politiques, ainsi que les facteurs qui contribuent à orienter les comportements et les attitudes politiques de nos concitoyens »³⁹.

La Chaire de recherche du Canada en études électorales (CRCÉE) de l'Université de Montréal, dirigée par André Blais, poursuit des objectifs de recherche qui sont aussi fort semblables⁴⁰.

Bien que la question idéologique ne soit pas au centre de l'analyse de ces trois groupes de recherches, elle se greffe en général comme l'une des composantes des études qu'ils proposent. Cette démarche de recherche s'oriente aussi dans la même direction des objectifs que poursuit le comité de rédaction du *Journal of Political Ideologies*. C'est en effet dans le but de fournir un espace « dédié à l'analyse de l'idéologie politique tant dans ses

³⁸ « Priorités de recherche du Cevipol », Centre d'études de la vie politique [<http://dev.ulb.ac.be/cevipol/fr/recherche.html>].

³⁹ « Présentation », Centre de recherche politique de Science Po [<http://www.cevipof.com/fr/le-centre/le-cevipof/presentation/>].

⁴⁰ Le site de la CRCÉE : <http://www.crcee.umontreal.ca/index.html>.

aspects théoriques et conceptuels, et en référence à la nature et aux manifestations concrètes et pratiques des idéologies⁴¹ » que le journal est voué.

Enfin, ma démarche de recherche participe plus largement et de façon programmatique au travail de réhabilitation de la notion d'idéologie. Je cherche humblement par cette thèse, à réactualiser ce thème que les sciences sociales ont largement abandonné depuis 1980 et à ouvrir la voie à l'étude de ce que je nomme la *composition de l'idéologique*. Cette perspective de recherche permettra de mieux saisir la cohérence de certaines idées s'exprimant dans le domaine du militantisme social et de l'action collective. Elle devrait aussi servir au décodage de nombreuses formes contemporaines et inédites de militantisme, comme l'« hacktivisme », l'« activisme du canular » et le « pastafarisme », qui expriment, même de façon décousue et non explicite, des idées politiques originales et parfois idéologiquement cohérentes⁴². Ce travail permettra aussi de révéler la large influence qu'exerce le libéralisme, par le biais de l'altermondialisme et du néolibéralisme, sur l'idéologique contemporain.

Ma thèse s'inscrit alors dans ce programme de recherche plus large que je propose en ce qu'elle constitue en quelque sorte l'étude des mouvements s'étant opérés dans le dernier segment de l'idéologique contemporain qui s'est amorcé avec la fin de la guerre froide. Elle permet non seulement de montrer que l'altermondialisme émerge dans l'espace occupé par le libéralisme sur le clivage gauche-droite, mais aussi que la naissance de cette idéologie s'inscrit en continuité du déplacement général de la critique sociale vers la droite.

⁴¹ Ma traduction. « Aims & Scope », *Journal of Political Ideologies* [<http://www.tandf.co.uk/journals/titles/13569317.asp>].

⁴² L'hacktivisme désigne sommairement le piratage informatique. Le *Chaos Computer Club* est parmi les acteurs qui utilisent cette forme de militantisme. L'activisme de canular milite en émettant de fausses nouvelles et en faisant des facéties. Le groupe les *Yes Men* (theyesmen.org) est l'un des acteurs qui utilisent cette forme de militantisme. Le pastafarisme désigne, au sens strict, les adeptes du *Monstre en Spaghettis volant* (www.venganza.org). Ils militent par l'absurde contre certains dogmes religieux.

Enfin, de façon plus modeste, je cherche aussi par extension, à répondre à certaines impasses du « déterminisme matérialiste » en sciences sociales. En effet, bien qu'il soit juste de rattacher les phénomènes sociaux et politiques au domaine de la production, comme l'a brillamment montré Marx dans ses oeuvres, il faut toutefois accepter de voir derrière les idées et les idéologies, autre chose que de simples appendices aux faits matériels. Les idées et les idéologies constituent autant des moteurs de l'action collective que les conditions matérielles sont des facteurs facilitant la mobilisation. C'est à ce dessein que je livre en partie ma réflexion sur le thème de l'altermondialisme.

Le plan de travail

Afin de valider la thèse selon laquelle l'altermondialisme constitue une idéologie essentiellement libérale, qui émerge précisément dans un contexte où le libéralisme jouit d'une large influence sur l'idéologique contemporain, je conduirai mon analyse en cinq temps qui constituent autant de chapitres.

Chapitre 1 – L'altermondialisme comme sujet d'étude

Dans le premier chapitre, je ferai un survol de la production savante sur le thème de l'altermondialisme largement dominée, comme je le disais précédemment, par l'histoire et la sociologie de l'action collective. Ces chercheurs adoptent quatre principales postures épistémologiques :

1. Ils considèrent l'altermondialisme comme un mouvement social;
2. Ils considèrent l'altermondialisme comme un discours;
3. Ils font le catalogage de l'altermondialisme;
4. Ils analysent l'altermondialisme à l'aide de l'observation participante.

Je présenterai d'abord chacune de ces postures et donnerai des exemples de travaux ayant eu recours à celles-ci. Ensuite, je montrerai qu'elles sont d'une faible capacité explicative et j'insisterai sur deux limites principales. La première limite tient à ce que l'étude des idées qui composent l'altermondialisme se fait dans une perspective qui réduit celle-ci à une fonction strictement utilitaire. Comment l'idée de « mondialisation » a-t-elle permis le recrutement de nouveaux militants ? voilà le type de questions que soulève cette approche. La seconde limite consiste à largement ignorer l'étude des idées dans l'analyse de l'altermondialisme. Or, pour bien saisir l'altermondialisme, il faut étudier les idées qui composent cette idéologie. Il faut comprendre les raisons pour lesquelles certaines idées ont pu se cristalliser au sein d'une nouvelle conception du monde, puis d'une idéologie. Toute l'originalité du discours altermondialiste tient à ce qu'il réussit à inscrire certaines idées dans un nouvel ensemble cohérent et que le produit de ce travail contribue à la fois au déclasserement des idéologies de gauche, mais aussi au maintien de l'ordre idéologique dominant. Ainsi, contrairement à ce que soutiennent les chercheurs qui étudient l'altermondialisme en tant que discours – la seconde posture épistémologique –, le succès du recrutement de nouveaux altermondialistes ne repose pas sur la *désirabilité du discours altermondialiste* – celui-ci offrirait une perspective de militantisme plus attrayante –, mais bien plus sur la *très forte cohérence de ce discours avec les valeurs libérales que partage la société contemporaine*. Bref, le succès de l'altermondialisme repose sur le fait que les idées qu'il défend sont idéologiquement proches des idées et des valeurs que partagent les citoyens des démocraties libérales. Ces quatre postures épistémologiques ne permettent

donc pas de prendre conscience du caractère libéral de l'altermondialisme ni même d'expliquer pourquoi celui-ci attend la fin des années 1990 pour se manifester.

Chapitre 2 – Les fondements de l'analyse idéologique

J'expliquerai ensuite en quoi consiste l'analyse idéologique, puisque c'est la perspective épistémologique que j'entends utiliser pour valider ma thèse. En gros, l'analyse idéologique permet d'identifier la nature idéologique de toute action collective et de tous mouvements de pensée. Cette analyse est composée de trois volets. Un premier volet sert à identifier les idées maîtresses qui composent la conception du monde et le programme politique d'une idéologie. Un second volet consiste à déterminer, au sein d'une époque, les conditions idéologiques et structurelles qui permirent le façonnement d'une nouvelle conception du monde, puis son corollaire, l'apparition d'une nouvelle idéologie. Un troisième volet permet de situer cette nouvelle idéologie par rapport aux autres idéologies et sur le clivage gauche-droite. Puisque le paradigme de l'analyse idéologique est novateur, pour bien illustrer son fonctionnement, j'étudierai de manière succincte l'exemple de l'émergence du « gauchisme⁴³ » autour des événements de mai 1968 en France. La pression démographique de la génération d'après-guerre, les difficultés sociales auxquelles la jeunesse se trouve confrontée, la crise au sein du communisme international suivant le XX^e congrès du Parti communiste d'Union soviétique de 1956 ainsi que l'écrasement par les chars soviétiques du soulèvement hongrois de la même année, constituent les conditions

⁴³ J'emploie le terme « gauchisme » pour désigner la variante idéologique qui s'affirme surtout chez les principaux acteurs des événements qui surviennent en France durant la période qui va du 22 mars au 31 mai 1968. La presse de l'époque utilise en général ce terme, dont elle encadre de guillemets. Bien entendu, l'utilisation de cette notion n'est pas totalement conforme à son emploi par certains auteurs parmi lesquels Lénine lorsqu'il forge ce concept dans son ouvrage de 1920 : *la Maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)*. Le « gauchisme » de 1968 n'est certes alors pas identique à celui que fustige le leader de la Révolution d'octobre. J'emploie plutôt ce terme dans un sens *genus proximum*. Ainsi, je crois qu'il est alors exact d'en faire usage selon le sens général qu'il a pris pour désigner la pensée de 68.

structurelles et conditions idéologiques qui ont permis la naissance d'une nouvelle conception du monde et, par conséquent, du « gauchisme » comme nouvelle idéologie. Je montrerai comment la naissance du « gauchisme » tient à des conditions structurelles et idéologiques que seule réunissait l'époque spécifique qui l'a vue naître.

Dans ce chapitre, je présenterai également les notions clés qui accompagnent le paradigme de l'analyse idéologique. Je présenterai dans l'ordre :

- L'idéologie
- L'idéologique
- La composition de l'idéologique
- Un tournant
- Les conditions structurelles
- Les conditions idéologiques
- La critique sociale
- Le centre de gravité de la critique sociale

Afin de mieux expliquer ce qui constitue la composition de l'idéologique, je montrerai sommairement les mouvements qui touchent chacune des périodes qui composent l'idéologique de 1945 à 2010, soit les périodes de :

- 1945 à 1956
- 1957 à 1968
- 1969 à 1979
- 1980 à 1989
- 1990 à 1998
- 1999 à 2010

Pour mieux expliquer ce que représente visuellement la composition de l'idéologique, je reproduis en annexe, le tableau 2 « Composition de l'idéologique de 1945 à 2010 ». Celui-ci permet de mettre en perspective l'idéologique en question afin de mieux exposer une double tendance⁴⁴. La première concerne la réduction de l'influence des

⁴⁴ L'idéologique auquel je fais référence concerne exclusivement le monde occidental, en premier lieu l'Europe de l'Ouest, où s'exprime une grande pluralité d'idéologies, pour des raisons qui sont

idéologies de gauche dans la composition de l'idéologique au cours de toute la période. La seconde tendance, qui tire largement ses racines de ce dernier mouvement, confirme l'influence croissante du libéralisme sur l'idéologique contemporain.

Chapitre 3 – L'idéologie altermondialiste

Le troisième chapitre sera consacré à la première partie de l'analyse idéologique de l'altermondialisme. Dans celui-ci, je présenterai ce qu'est l'idéologie altermondialiste. Je montrerai d'abord comment l'altermondialisme est une idéologie i) qui défend une conception du monde cohérente et ii) qui débouche sur un programme politique autonome.

La conception du monde altermondialiste

L'altermondialisme soutient comme première idée maîtresse que le « monde », c'est-à-dire l'ensemble des habitants de la planète, *constitue une seule et même communauté*. Puisque la mondialisation abolirait les frontières, elle toucherait donc indistinctement tous les habitants de la planète. C'est ainsi par le partage de cette condition commune que le monde aurait développé un sens d'appartenance collectif sur lequel se serait greffé un fort sentiment de solidarité. Le monde ferait désormais sienne l'image du « village global ». L'altermondialisme adhère en d'autres termes à un *idéal cosmopolite*. Cette idée maîtresse est l'élément central de sa conception du monde. Cette représentation du monde conduit logiquement l'altermondialisme à déclasser les sujets collectifs sur lesquels s'étaient jusqu'alors construites les communautés politiques, soit les classes sociales et les nations.

liées à l'histoire, mais aussi aux structures politiques, notamment le fait des élections au scrutin proportionnel. Elle se rapporte aussi, dans une moindre mesure aux États-Unis, au Canada et au Québec. Également, comme c'est dans cet espace géoculturel que s'exprime d'abord et surtout l'altermondialisme, je crois qu'il est important à ce stade d'y concentrer l'ensemble de mon analyse.

L'altermondialisme défend comme seconde idée maîtresse que *la politique traditionnelle des partis est obsolète*. À l'ère de la mondialisation, les partis politiques seraient désormais moins libres de leurs actions et auraient une moins grande prise sur la réalité. Deux principaux facteurs contribueraient à cette situation. D'abord, la mondialisation économique renforcerait le pouvoir des acteurs économiques au détriment des acteurs politiques. Ensuite, nonobstant la mondialisation économique, la politique traditionnelle serait également frappée d'une crise de légitimité sans précédent ce qui, selon l'altermondialisme, contribuerait à alimenter son impuissance.

Le programme politique alternatif de l'altermondialiste

À cette conception du monde correspond un programme politique alternatif : le « citoyennisme ». Pour l'altermondialisme, le citoyen constitue le pivot de tout ce programme par lequel il est appelé à se mobiliser, mais sur une base strictement volontaire et individuelle. Le programme citoyen se donne pour objectif de rééquilibrer la distribution du pouvoir politique et économique entre les citoyens, les États et le capital au profit des premiers. Par ce rééquilibrage, l'altermondialisme est convaincu qu'il serait possible de résoudre les injustices causées par la mondialisation économique. Le citoyennisme serait ainsi le seul programme politique capable de faire triompher une mondialisation « à finalité humaine⁴⁵ ».

Le citoyennisme s'articule autour de quatre principaux axes. Premièrement, il refuse le jeu de la politique traditionnelle des partis. L'altermondialisme refuse de prendre une part active dans le jeu de la politique traditionnelle. Ce refus ne désigne toutefois pas que ses militants croient que la politique n'existe plus. Simplement, pour les raisons qui se

⁴⁵ C'est dans ces termes qu'Attac-Belgique décrit l'objectif que poursuit l'association. cf. Bruno Jetlin et coll., *ATTAC. Pour une mondialisation à finalité humaine*, Paris et Bruxelles Éditions Syllepse et Éditions Vista, 2002.

rapportent à la conception du monde que les altermondialistes partagent, il fonde peu d'espoir de trouver sur cette scène les ressorts nécessaires à la construction d'une autre mondialisation. Ainsi, l'altermondialisme refuse d'appuyer les partis politiques, il n'endosse aucune candidature aux élections et surtout, il tourne, dès ses débuts, le dos à l'idée de former un parti politique altermondialiste. « ATTAC n'est pas un parti politique et ne le sera pas⁴⁶ », voilà la façon dont Jean-Marie Harribey, coprésident d'Attac France, résume cette position. Bien entendu, des militants altermondialistes comme José Bové, Françoise David, Amir Kadir ou encore Hugo Chavez ont certes remis en question cette position en prenant une part active à la politique traditionnelle. Toutefois, comme je l'expliquerai au chapitre 3, dans la vaste majorité des cas, les altermondialistes acceptent de ne pas participer à la politique, puisque cela est parfaitement conforme à la conception du monde à laquelle ils adhèrent.

Deuxièmement, le citoyennisme vise à renforcer *la démocratie* et lutter pour *les droits humains*. Par le citoyennisme, l'altermondialisme cherche à mettre en œuvre une démocratie qui ne s'inscrit pas dans le cadre de la politique traditionnelle des partis; une démocratie plus profonde, qui transcenderait la politique traditionnelle. Il soutient aussi que la construction d'une mondialisation plus humaine – parce que plus respectueuse des droits de tous et de la diversité en général – serait inséparable d'un renforcement de la démocratie à tous les échelons et d'une meilleure protection des droits humains.

Troisièmement, il fonde également le citoyennisme sur *l'éducation populaire* des citoyens. C'est par le transfert de connaissance que les citoyens prendraient réellement conscience des méfaits qu'entraîne la mondialisation économique. L'éducation populaire

⁴⁶ Jean-Marie Harribey, « Divagation théorique, Digression politique, Débridage du neurone. Éléments d'analyse du mouvement anti/alter-mondialiste », 22 novembre 2003 [<http://harribey.u-bordeaux4.fr/ledire/alter-politique.pdf>].

serait alors non seulement une condition nécessaire pour leur engagement au sein de l'altermondialisme, mais aussi la condition pour qu'ils puissent participer à jeter les bases de la mondialisation à venir. C'est d'ailleurs dans cet esprit, que dès ses origines, Attac s'est donné comme mandat premier d'agir comme « association d'éducation populaire tournée vers l'action⁴⁷ ».

Quatrièmement, il soutient que la lutte contre la mondialisation économique doit reposer sur *le réseautage et la transnationalisation*. Au-delà des nations et des frontières, toutes les organisations et les citoyens engagés dans une autre mondialisation devraient unir leurs efforts dans une lutte commune où le monde serait la scène de l'action d'un activisme citoyen altermondialiste. Étendre les maillages du réseau militant de l'altermondialisme tient alors lieu de nouvel impératif de lutte contre la mondialisation économique.

Chapitre 4 – Les origines de l'altermondialisme

Une fois que j'aurai bien défini l'idéologie altermondialiste, j'entamerai le second volet de l'analyse idéologique de l'altermondialisme et j'étudierai les *conditions idéologiques* et *conditions structurelles* qui ont permis sa naissance. J'expliquerai également comment cette nouvelle idéologie constitue un *tournant* dans la composition de l'idéologique contemporain⁴⁸.

La principale *condition idéologique* d'où jaillit l'idéologie altermondialiste est sans contredit la fin de la guerre froide. D'une part, la chute du mur de Berlin (1989), la fin du

⁴⁷ Attac France, « Attac » [<http://www.france.attac.org/spip.php?rubrique1>].

⁴⁸ Les tournants ou *watershed events*, pour reprendre l'expression de Immanuel Wallerstein, constituent des événements charnières qui entraînent la recomposition de l'idéologique. Immanuel Wallerstein, « 1968, Revolution in the World-system. Theses and queries », *Theory and Society*, vol. 18, 1989, p. 431.

régime soviétique (1991) et surtout l'échec du « socialisme réellement existant » lézardent les charpentes mêmes de la conception du monde de la gauche. Le programme politique marxiste-léniniste avait peut-être fourni la preuve historique de son échec, mais c'est en fait, plus profondément, la certitude des idées maîtresses de toute la gauche qui s'en trouve ébranlée. L'altermondialisme émerge quelques années après le choc de cette période. Il permet de consolider, en faisant graviter autour de la notion de mondialisation, une nouvelle conception du monde qui incline à gauche. Nombreux sont les militants de gauche, victimes du « passé de leur illusion⁴⁹ » à chercher une nouvelle plateforme d'action et à adhérer à l'altermondialisme. Souffrant d'une « perte du sens critique⁵⁰ » – étant incapable de développer une critique claire et actuelle des mécanismes assurant le développement et maintien du nouvel ordre économique – l'altermondialisme offre à ces militants une forme originale d'engagement et dans ce sens il ouvre des perspectives à l'action militante fort en déclin. L'altermondialisme permettrait également de donner une seconde vie à certaines thématiques contestataires qui avaient cheminé en marge de l'orthodoxie de gauche tout au long de la période durant laquelle celle-ci exerçait une influence (démocratie participative, tiers-mondisme, annulation de la dette des pays les plus pauvres et la taxation financière, etc.). La forte dimension axiologique de l'altermondialisme qui s'inscrit en quelque sorte en « continuité de la préoccupation de la gauche traditionnelle » facilite aussi le recrutement d'« anciens » militants de gauche⁵¹.

⁴⁹ Le passé d'une illusion constitue la thèse polémique que défend François Furet pour décrire le fonctionnement du « mirage communiste » qui s'est évanoui avec la fin de la guerre froide et de l'URSS. François Furet, *Le Passé d'une illusion*, Paris, Laffont/Calmann-Lévy, 1995.

⁵⁰ Jean-Pierre Le Goff, *La barbarie douce. La modernisation aveugle des entreprises et de l'école*, Paris, La Découverte, coll. « Sur le vif », 2003, p. 88.

⁵¹ Roland Hureaux, « Les trois âges de la gauche », *Le Débat*, n° 103, 1999, p. 31.

D'autre part, les événements de la période de 1989-1991 permettent au libéralisme d'élargir son influence et de renforcer sa position sur l'idéologique contemporain⁵². En réaction du succès du programme politique néolibéral, l'altermondialisme gagne aussi des militants. La naissance de l'altermondialisme et l'expansion du néolibéralisme contribuent donc à assurer le triomphe du libéralisme.

Internet constitue la principale *condition structurelle* d'émergence de l'altermondialisme. Internet occupe en effet un rôle déterminant dans l'apparition de cette idéologie puisqu'il sert de support matériel à la mondialisation comme conception du monde. Il permet, par le moyen de la virtualité, de donner corps à l'idée que le globe n'a pas de frontières et que nous tous sommes citoyens du monde. Ainsi, l'altermondialisme est l'un des corollaires logiques d'Internet qui occupe, en quelque sorte, selon la thèse développée par Benedict Anderson, la même fonction que la croissance du nombre de livres et de la presse populaire, ainsi que le développement technique de l'impression dans son ensemble dans l'affirmation politique du nationalisme vers la fin du XIX^e siècle⁵³. La crise environnementale et les attentats du 11 septembre 2001 ont aussi contribué à façonner cette conception du monde. Toutefois, c'est bien Internet qui agit comme la *causa causans* de l'altermondialisme par les fantasmes qu'il cultive chez les militants, notamment celui selon lequel le fait de clavarder et d'échanger des courriels à travers la planète entraînerait nécessairement l'émergence d'une *nouvelle communauté mondiale*. Sans le support formidable d'Internet, ni les critiques, ni les promoteurs de la mondialisation économique

⁵² L'altermondialisme coïnciderait, en quelque sorte, avec ce que souhaitent certains penseurs socialistes, notamment Daniel Innerarity, soit de situer précisément l'avenir du socialisme dans le libéralisme puisqu'il serait nécessaire d'une part de se donner un « espace plus ample de liberté pour la gestion autonome de sa propre vie » et que pour cela, d'autre part, il faudrait que la gauche se défasse « de sa tendance à l'étatisation » (p.19.) cf. Daniel Innerarity, « L'avenir libéral du socialisme », *Raison publique*, n° 4, mai 2006, p. 19-20.

⁵³ Benedict Anderson dans *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres, Verso, 1991 [1983].

n'auraient pu souscrire à l'idée que la mondialisation constituait une nouvelle conception du monde.

Chapitre 5 – L'altermondialisme dans l'idéologique contemporain

Le dernier chapitre sera consacré aux derniers volets de l'analyse idéologique et permettra de répondre à la troisième question de recherche : où se situe l'altermondialisme par rapport aux autres idéologies ? Pour cela, je conduirai une réflexion en trois temps. Dans un premier temps, je vais circonscrire l'espace qu'occupe l'altermondialisme sur l'idéologique contemporain. Dans un deuxième temps, je vais situer l'altermondialisme par rapport à la gauche. Je vais montrer que l'altermondialisme n'est pas de gauche, car contrairement à cette famille idéologique, il n'est pas *anticapitaliste*. Alors qu'il concentre en lui la critique sociale du pouvoir établi, reprenant en cela la fonction historique de la gauche depuis sa naissance, il n'appartient toutefois pas à cette famille idéologique. La conception du monde et le programme politique altermondialistes ne proposent en effet aucune rupture avec le capitalisme. En fait, tout au plus, ses militants se montrent-ils largement ambivalents à l'égard de ce système économique, sinon, l'acceptent-ils avec résignation. Pour m'aider dans ce travail, je ferai intervenir une partie de la critique de gauche de l'altermondialisme. Cette critique permet d'apprécier, à partir de positions qui s'affirment à l'intérieur même du champ de la gauche, la proximité idéologique de l'altermondialisme et du pouvoir établi, car en substance cette hypothèse constitue le fil rouge de toute la critique de gauche de l'altermondialisme. Du point de vue de la gauche et de l'extrême gauche, la proximité de la position qu'occupent plus au centre l'altermondialisme et le libéralisme semble en effet encore plus manifeste. Dans la troisième étape, je vais montrer que l'altermondialisme appartient à la large famille idéologique du libéralisme. Pour révéler la nature libérale de l'altermondialisme, je vais procéder à une analyse comparative. Je vais

montrer que l'altermondialisme partage avec le libéralisme, considéré à la fois comme une idéologie et l'idéologie qui détient le pouvoir politique à présent, trois principaux traits. Il possède certaines caractéristiques idéologiques du libéralisme et s'accommode parfaitement de l'ordre idéologique contemporain. Ainsi, je montrerai qu'il :

- est *individualiste* comme le libéralisme;
- fait preuve d'une *grande modération* à l'endroit du pouvoir établi;
- est possible d'observer cette modération à travers son *refus d'entrer en politique*.

J'expliquerai enfin comment par exemple la conception du monde « mondialiste » et le réseautage constituent une sorte de repli individualiste, et que l'exigence du plein respect des droits humains les plus élémentaires peut, certes, être une demande pressante, mais celle-ci n'ébranle pas les fondements de l'ordre idéologique dominant. C'est donc par ce travail de recoupage que je propose de terminer ma démonstration.

Conclusion

Pour conclure, je résumerai les principaux arguments mis de l'avant pour répondre à la problématique de ma thèse. En somme, je propose de faire dans cette thèse l'analyse idéologique de l'altermondialisme afin de montrer comment l'émergence de cette idéologie coïncide avec la recomposition de l'idéologique contemporain ayant permis au libéralisme de coiffer tous ses adversaires idéologiques. Pour cela, il se sert du pivot de la mondialisation comme principale stratégie concurrentielle, stratégie qui contribue, à partir des années 1980, à l'affirmation du néolibéralisme et vers la fin des années 1990, à l'émergence de l'altermondialisme. À la toute fin, j'insisterai sur les effets importants qu'entraîne la thèse de la faillite des idéologies sur les militants et les chercheurs de l'altermondialisme.

CHAPITRE 1

L'ALTERMONDIALISME COMME SUJET D'ÉTUDE

L'altermondialisme est essentiellement un sujet sociologique. C'est dans une perspective sociologique, à travers l'étude de certains aspects sociaux de l'altermondialisme, souvent considérés d'un point de vue historique, que notre connaissance de ce sujet s'oriente jusqu'à présent. Dans un premier temps, je formulerai un commentaire général sur l'approche sociologique ainsi privilégiée par les chercheurs de l'altermondialisme. Dans un deuxième temps, j'aborderai ce que je nomme les quatre postures épistémologiques à travers lesquelles s'orientent les études consacrées à l'altermondialisme. Dans un troisième temps, je montrerai comment chacune d'elle est d'une portée explicative limitée et j'insisterai sur le problème central avec lequel elles sont aux prises : puisqu'elles ne conçoivent pas l'altermondialisme comme une idéologie, elles cherchent peu à étudier ses idées. Enfin, je réserverai une plus longue analyse à la seconde posture à la fin de ce chapitre, car c'est en bonne partie pour répondre aux limites spécifiques de celle-ci que j'ai développé l'analyse idéologique dont je ferai la présentation au chapitre suivant.

Avant d'amorcer l'analyse, il importe à nouveau de réitérer les deux postulats qui sous-tendent cette réflexion. D'abord, je pose comme premier postulat que contrairement à

ce que soutiennent une majorité de ses militants et de ses analystes, l'altermondialisme ne peut pas s'afficher comme n'appartenant à aucune idéologie, puisqu'il propose précisément *d'agir sur le monde*. Ses militants doivent en effet minimalement souscrire à une même conception du monde et reconnaître comme valables les pistes d'actions du programme citoyeniste. Ensuite, malgré ce qui peut sembler à première vue comme contradictoire, c'est pourquoi je vais préciser cette affirmation dans le présent chapitre, le second postulat veut que l'altermondialisme, malgré le fait qu'il assume le rôle de critique sociale, ne peut pas pour autant se réclamer de gauche. Bien que l'altermondialisme dénonce le pouvoir établi, il n'appartient pas, au sens strict, à cette famille idéologique.

L'altermondialisme comme sujet d'étude sociologique

De manière générale, les chercheurs de l'altermondialisme proposent de mettre en lumière les aspects sociaux du mouvement social altermondialiste. Pour conduire ce travail, ils font surtout appel à deux disciplines : la sociologie et l'histoire de l'action collective. Par la première, ils proposent par exemple d'étudier les facteurs sociologiques, notamment ses modes de recrutement, la configuration des réseaux dans lesquels il est impliqué et le profil de ses militants, et ce, afin d'expliquer son succès sur la scène de l'action collective. Par la seconde approche, ils retracent, au sein de l'histoire récente de cette même scène, les germes de l'altermondialisme. Un survol de la littérature savante sur le sujet de l'altermondialisme témoigne de la faveur que cette double perspective obtient auprès des chercheurs.

Le colloque « Les mobilisations altermondialistes » du GERMM

Cette préférence socio-historique s'exprime par exemple au colloque « Les mobilisations altermondialistes » qu'organise le Groupe d'études et de recherches sur les

mutations du militantisme (GERMM) à Paris en décembre 2003. Une cinquantaine de communications sont présentées à l'événement et ce dernier est, pour cette raison, le plus grand colloque de langue française consacré à l'étude de l'altermondialisme jusqu'à ce jour. La très vaste majorité des communications propose une lecture sociologique et historique de l'altermondialisme. Cela est d'ailleurs conforme à l'objectif fixé par les organisateurs du colloque qui consistait à « restituer l'ensemble de ces mobilisations [altermondialistes], analysées comme un mouvement social en formation, dans une perspective à la fois historique, comparative et transdisciplinaire, autour de quatre axes de réflexion⁵⁴ ». Le premier axe de réflexion porte sur l'émergence de nouveaux vocabulaires. Le deuxième concerne la composition du large mouvement altermondialiste. Le troisième traite des modalités de son action et enfin, le quatrième de ses liens avec les espaces politiques nationaux et internationaux.

Le colloque regroupe un certain nombre de panels qui sont organisés selon l'un de ces quatre axes parmi lesquels se trouvent par exemple : « La dynamique des événements protestataires. Contre sommets et forums sociaux » ; « Sociologie des acteurs mobilisés » et « L'évolution des répertoires d'action ». La communication de Nathalie Tenenbaum, « Désobéissance non-violente et nouvelles formes de militantisme dans le mouvement altermondialisation. Enquête au sein du collectif "Vamos !" » porte sur la dynamique des interactions au sein de ce groupe altermondialiste. Nadège Freour dans « Greenpeace : perceptions militantes et stratégies de positionnement face au mouvement altermondialiste » et Emmanuelle Vignaux, « Les groupes confessionnels et le mouvement antimondialisation en Norvège », étudient les stratégies d'alliances entre les différents acteurs et associations de l'altermondialisme. Marko Bandler, Florence Passy et Isabelle

⁵⁴ Tiré du texte de descriptif du colloque « Les mobilisations altermondialistes » qui se trouve sur le site du GERMM à l'adresse suivante : <http://www.afsp.msh-paris.fr/activite/groupe/germm/germm.html>.

Sommier dans « Le contre sommet du G8 d'Évian. Éléments pour une sociographie des militants altermondialistes » et Arianne Jossin, « Se former à l'altermondialisation. Réseaux internationaux et parcours de jeunes » proposent quant à eux, une analyse du profil des militants de l'altermondialisme⁵⁵.

Dans le bilan du colloque, les organisateurs insistent sur le fait que les présentations ont montré que les « origines du mouvement sont bien antérieures à Gênes et Seattle » et que « de nombreux clivages [...] traversent le mouvement en ce qui concerne notamment ses modes d'action et ses éventuels débouchés politiques⁵⁶ », ce qui confirme la direction de recherche choisie pour le colloque.

Altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause

Les auteurs de l'ouvrage *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause* que dirigent Éric Agrikoliansky, Olivier Fillieule et Nonna Mayer, dont certains des chapitres qui le composent avaient été présentés sous la forme de communication au colloque du GERMM, étudient aussi certaines facettes de cette idéologie dans une double perspective sociohistorique et comparative⁵⁷. L'objectif de cet ouvrage est de mieux comprendre les « voies par lesquelles, dans chaque pays, ont émergé les thématiques altermondialistes, des porte-parole qu'elles ont suscités, des contextes qui les ont favorisées⁵⁸ ». Ces auteurs privilégient trois principales orientations de recherche. D'abord, ils cherchent à mieux comprendre d'où émerge l'altermondialisme. Pour cela, ils étudient ses filiations au sein des actions collectives antérieures et analysent ce qu'ils

⁵⁵ Le site du colloque n'est plus en ligne, mais les fichiers de presque toutes les communications sont disponibles à l'adresse : [<http://www.afsp.msh-paris.fr/activite/groupe/germm/collgermm03txt/>].

⁵⁶ Éric Agrikoliansky, Olivier Fillieule et Nonna Mayer, « Bilan » sur le site : Colloque international : « Les mobilisations altermondialistes », Paris, 3-5 décembre 2003 [<http://www.afsp.msh-paris.fr/activite/groupe/germm/germm.html>]

⁵⁷ Éric Agrikoliansky, Olivier Fillieule et Nonna Mayer (dir.), *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 11.

nomment, « l'espace de reconversion » ; soit par exemple le parcours d'engagement de militants tiers-mondistes devenus altermondialistes. Ensuite, ils analysent « les conditions de convergences » qui ont permis la rencontre de nombreux militants au sein de l'altermondialisme. Enfin, ils expliquent le rôle joué par la mondialisation dans le choix que font les divers mouvements altermondialistes européens de situer, dès leur origine, leur action à la fois sur la scène « locale » et « globale », et dans une perspective résolument transnationale.

Radiographie du mouvement altermondialiste

L'approche sociohistorique est également privilégiée par les auteurs de l'ouvrage collectif : *Radiographie du mouvement altermondialiste*. Cet ouvrage propose une étude du second Forum social européen (FSE) s'étant tenu en région parisienne en novembre 2003. Ces auteurs abordent deux principaux thèmes servant de canevas à l'ensemble des chapitres. D'abord, selon qu'ils font appel à la méthodologie sociologique, ils privilégient « l'étude de terrain à une réflexion abstraite⁵⁹ ». Ensuite, ils appréhendent l'altermondialisme comme constituant un mouvement social en formation.

Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe

C'est enfin sous un angle semblable que Isabelle Sommier, Olivier Fillieule et Éric Agrikoliansky dans *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*, étudient son histoire récente et le parcours de ses militants. En avant-propos de l'ouvrage, ces auteurs affirment d'ailleurs cette préférence :

⁵⁹ Éric Agrikoliansky et Isabelle Sommier, « Introduction », dans Éric Agrikoliansky et Isabelle Sommier (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le second Forum social européen*, Paris, La dispute/SNÉDIT, 2005, p. 9.

« Au-delà de l'idée trop simple selon laquelle le mouvement altermondialiste serait né en réponse aux transformations du capitalisme mondial, comment peut-on rendre compte sociologiquement de la mise en forme progressive d'une coalition d'intérêts apparemment unie autour de la dénonciation des méfaits de la mondialisation, de la nécessaire solidarité entre Nord Sud, ou, enfin de la volonté d'instaurer une démocratie réellement participative ?⁶⁰ »

Dans le chapitre d'introduction, ils réitèrent l'approche qu'ils privilégient en écrivant que :

« Par l'attention portée à la sociologie des acteurs, collectifs, mais aussi individuels, qui se font les porteurs de ces luttes, autant qu'aux transformations des contextes politiques nationaux, nous proposons une analyse structurale des logiques de l'investissement militant dans l'altermondialisme⁶¹ ».

Dans l'ensemble, l'approche comparative qu'annonce le titre consiste à étudier l'évolution historique et sociologique du champ de l'action collective et à comparer celui-ci avec les différences expériences nationales européennes où s'est affirmé l'altermondialisme. Ainsi, les principaux ouvrages français et le plus important colloque organisé sur le thème de l'altermondialisme, par le détour de ses origines, cherchent à mieux identifier celui-ci en adoptant une perspective sociologique et historique.

L'utilité de l'approche sociologique

Une raison principale explique cette préférence méthodologique pour l'approche sociohistorique dans l'étude de l'altermondialisme : ses moyens d'action rappellent ceux des mouvements sociaux et des nouveaux mouvements sociaux⁶². En effet,

⁶⁰ Isabelle Sommier, Olivier Fillieule et Éric Agrikoliansky (dir.), *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*, Paris, Karthala ; Aix-en-Provence, IEP, 2008, p. 8.

⁶¹ Isabelle Sommier, Olivier Fillieule et Éric Agrikoliansky, « Introduction », dans *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*, p. 15-16.

⁶² Il n'est pas ici nécessaire d'amorcer une discussion avec la sociologie sur le sujet des limites que recoupent aujourd'hui les notions de « mouvement social » et de « nouveau mouvement social ». Je désignerai ainsi tout au long de ma thèse ces deux pratiques à l'aide de l'expression plus générale d'« action collective ».

l'altermondialisme n'aspire pas au pouvoir, on ne peut alors le ranger dans la catégorie du parti politique. Il ne déploie pas non plus son action dans les coulisses du pouvoir ; ce qui obligerait son inscription au registre général des groupes d'intérêts. La portée de ses revendications (de changer le monde, d'instaurer une taxe sur les transactions financières, d'abolir les paradis fiscaux, de revoir le mandat de l'OMC, de mettre fin à l'intervention militaire américaine en Irak, etc.) et les modalités de son action (manifestations, contre-sommets, éducation populaire, etc.) correspondent globalement à la définition sociologique d'un mouvement social. Pour reprendre la typologie d'Érik Neveu, l'altermondialisme constituerait un mouvement social puisqu'il poursuit, de façon concertée, une action collective en faveur d'une cause⁶³. Il serait donc logique que, suivant la façon dont les sciences sociales se divisent les objets d'études qui composent la société, ce soit sous l'angle de la sociologie et de l'histoire de l'action collective que l'altermondialisme a presque exclusivement été analysé jusqu'à présent⁶⁴.

Par ailleurs, nombre de travaux de recherches en sociologie et en histoire de l'action collective ont permis de bien approfondir certains *aspects sociaux* de l'altermondialisme. Ces travaux ont par exemple tracé avec détail le profil des militants de l'altermondialisme, ont montré que la plupart accumulent déjà une bonne expérience militante et qu'ils continuent de s'investir, parallèlement à leur engagement au sein de l'altermondialisme, dans d'autres espaces militants⁶⁵. Olivier Fillieule et ses collègues ont notamment établi que

⁶³ Érik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2002, p. 10.

⁶⁴ Néanmoins, en Europe francophone, au début de l'altermondialisme, les libraires classaient en général les livres sur ce sujet sous la rubrique « économique ». Cette classification correspondait aux premières propositions de l'altermondialisme qui concernaient en premier l'économie, par exemple de mettre en place une taxe sur les transactions financières. Les livres sur l'altermondialisme se retrouvent aujourd'hui, en France et ailleurs, à la fois dans les rayons de l'économie, de la sociologie de l'histoire et plus rarement de la science politique.

⁶⁵ Par exemple : Marko Bandler et Isabelle Sommier, « Le contre sommet du G8 d'Evian : éléments pour une sociographie des militants altermondialistes », *Colloque sur les mobilisations altermondialistes GERMM*, décembre 2003, Paris, 16 p., <http://www.afsp.msh->

les participants du contre-sommet du G8 d'Evian de mai-juin 2003 faisaient en moyenne « état de 2,7 types d'appartenances⁶⁶ ». La sociologie de l'action collective explique avec clarté les dynamiques organisationnelles des associations de l'altermondialisme⁶⁷. Dans une étude sur la participation des femmes au sein d'Attac, Frabrice Ripoll a montré qu'il existe encore des inégalités entre les sexes au sein de l'association⁶⁸. Raphaël Wintrebert a pour sa part démontré qu'il existait somme toute peu de conflits au sein de la direction d'Attac durant ses premières années, soit de 1998 à 2002, mais qu'à partir de 2003, sont apparus des « clivages politiques et stratégiques extrêmement forts au sein même de la direction nationale⁶⁹. » Enfin, Mario Pianta et Federico Silva ont démontré que les organisations

paris.fr/activite/groupe/germm/collgermm03txt/germm03sommier.pdf ; Olivier Fillieule, Philippe Blanchard, Éric Agrikoliansky, Marko Bandler, Florence Passy et Isabelle Sommier, « L'altermondialisation en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement: les participants du contre-sommet du G8 d'Evian », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, vol. 17, n° 68, 2004, p. 13-48 ; Donatella della Porta, « Multiple Belongings, Tolerant Identities, and the Construction of « Another Politics » : Between the European Social Forum and the Local Social Fora », dans Donatella della Porta et Sidney Tarrow (dir.), *Transnational Protest and Global Activism*, Oxford, Rowman and Littlefield, p. 175-202 ; Tangui Coulouarn et Ariane Jossin, « Représentations et présentations de soi des militants altermondialistes », dans *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le second Forum social européen*, p. 127-156 ; Ariane Jossin, « Traversées altermondialistes : trajectoires de jeunes militants français et allemands », dans *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*, p. 207-228 ; et Tom Bramble, « "Another world is possible" A study of participants at Australian alter-globalization social forums », *Journal of Sociology*, vol. 42, n° 3, 2006, p. 287-309.

⁶⁶ Olivier Fillieule, Philippe Blanchard, Éric Agrikoliansky, Marko Bandler, Florence Passy et Isabelle Sommier, « L'altermondialisation en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement: les participants du contre-sommet du G8 d'Evian », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, vol. 17, n° 68, 2004, p. 33.

⁶⁷ Marcos Ancelovici, « Organization Against Globalization: The Case of ATTAC in France », *Politics and Society*, vol. 30, n° 3, septembre 2002, p. 427-463 ; Maxime Sczepanski-Huillery (avec la collaboration de Francine Simon-Ekovich), « Mouvements écologistes et revues intellectuelles », dans *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le second Forum social européen*, p. 263-286 ; Christopher D. Brooks, « Faction in Movement: The Impact of Inclusivity on the Anti-Globalization Movement », *Social Science Quarterly*, vol. 85, n° 3, septembre 2004, p. 559-577 ; et Vincenzo Ruggiero, « "Attac": A Global Social Movement? » *Social Justice*, vol. 29, 2002, p. 48-60.

⁶⁸ Frabrice Ripoll, « De l'absence au silence ? Premiers éléments sur la place des femmes dans l'association ATTAC (France) », non publié, s.d. [<http://www.2.unil.ch/liege/actus/pointfort2.html>].

⁶⁹ Raphaël Wintrebert, « Attac France et le mouvement altermondialiste » *Courrier hebdomadaire*, n° 1978-1979, 2007, p. 29.

présentes aux événements altermondialistes qui sont plus tournées vers l'international ont tendance à accueillir plus de militants que les autres⁷⁰.

La sociologie et l'histoire de l'action collective proposent également des analyses minutieuses des multiples enjeux sociaux entourant les modes d'action centrés sur l'éducation populaire, la manifestation et la pratique du contre-sommet⁷¹. Selon Sarah Waters, le succès d'Attac tiendrait justement au travail des membres de la direction de l'association qui ont réussi à obtenir l'accès aux institutions gouvernementales clés et à développer indistinctement des alliances avec des hommes politiques appartenant autant à la gauche qu'à la droite⁷². Comme l'affirme Geoffrey Pleyers, le FSM joue aussi dans ce sens un rôle de passage important ou de *fertilisation croisée* entre les activistes cosmopolites – c'est-à-dire les principaux organisateurs de l'événement faisant partie d'une élite qui entretient de nombreux contacts à travers la planète – et les militants locaux (*grassroot*)⁷³.

Les quatre postures épistémologiques des études sur l'altermondialisme

L'outillage conceptuel de la sociologie et de l'histoire de l'action collective permet d'explorer plusieurs facettes de l'altermondialisme. Pour autant, j'estime qu'il laisse dans l'ombre certains pans en ce qui se rapporte notamment à la nature même de cette action

⁷⁰ Mario Pianta et Federico Silva, « Globalisers from Below. A Survey on Global Civil Society Organisations », *GLOBI Research Report*, Globi, Rome, octobre 2003, p. 10.

⁷¹ Isabelle Biagiotti, « The World Social Forums. A paradoxical application of participatory doctrine », *International Social Science Journal*, vol. 56, n° 182, décembre 2004, p. 529-540 ; Janet Conway, « Citizenship in a time of empire: the World Social Forum as a new public sphere », *Citizenship Studies*, vol. 8, n° 4, 2004, p. 323-332 ; Donatella Della Porta, « Démocratie en mouvement. Les manifestants du Forum social européen, des liens aux réseaux », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, vol. 17, n° 68, 2004, p. 49-77 ; Louis Weber et Sophie Zafari, *Forum social : de Florence à Saint-Denis*, Paris, Syllepse, 2003 ; et Isabelle Sommier, « Produire l'événement : logiques de coopération et conflits feutrés », dans *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le second Forum social européen*, p. 19-44.

⁷² Sarah Waters, « Mobilising against Globalisation: Attac and the French Intellectuals », *West European Politics*, vol. 27, n° 5, novembre 2004, p. 854-874.

⁷³ Geoffrey Pleyers, « The World Social Forum, a Globalisation from Below? », *Societies Without Borders*, vol. 3, 2008, p. 71-89.

collective. Avant de formuler une critique dans ce sens, attardons-nous d'abord à mieux présenter la démarche de recherche privilégiée par les analystes de l'altermondialisme ayant recourt aux disciplines de la sociologie et l'histoire de l'action collective. Dans leurs travaux, ceux-ci ont adopté quatre principales postures épistémologiques. Ces postures représentent à la fois la façon de donner un sens à l'altermondialisme et de le saisir globalement ; mais désigne aussi, la démarche de recherche elle-même et ses cadres conceptuels. Pour illustrer ce qu'est une posture épistémologique, prenons l'exemple de l'étude d'un sujet contemporain : Al Quaïda. Une première posture épistémologique peut poser comme constat que Al Quaïda est un groupe terroriste. Il cherche à exercer un pouvoir en utilisant le terrorisme comme principale stratégie. Il sera donc étudié à l'aide de démarches de recherche de l'étude de la guerre, notamment avec par exemple l'approche des guerres non conventionnelles. Une seconde posture épistémologique peut considérer Al Quaïda comme étant d'abord et avant tout un acteur transnational. Ses analystes devraient donc recourir aux outils des relations internationales et ancrer par exemple leur réflexion dans le paradigme du réalisme. Ces deux postures épistémologiques chercheront donc à comprendre le même sujet, mais à partir de méthodes de recherches différentes. Voilà en somme ce qu'est une posture épistémologique.

La première posture épistémologique pour l'analyse de l'altermondialisme, largement la plus utilisée parmi les quatre, conduit les chercheurs à considérer l'altermondialisme comme étant d'abord et avant tout un « mouvement social ». Ces derniers ont recours aux outils de la sociologie de l'action collective et utilisent principalement le paradigme des mouvements sociaux. La deuxième posture épistémologique consiste plutôt à analyser le « discours » altermondialiste. Ces chercheurs concentrent leur analyse sur le discours de l'altermondialisme afin d'y trouver une explication sur les causes du succès de ce dernier sur la scène de l'action collective. La

troisième posture épistémologique repose sur la méthode d'observation-participation. Le partage du chercheur et du militant d'une expérience militante commune, à travers la participation au FSM par exemple, permettrait au premier de mieux comprendre l'altermondialisme. Enfin, la quatrième posture épistémologique vise surtout à dresser la liste des idées de l'altermondialisme, à isoler les lignes clivages au sein de celui-ci et à établir le profil de ses militants.

Première posture : L'altermondialisme comme mouvement social

Les chercheurs ayant recours à la première posture épistémologique étudient l'altermondialisme dans la perspective selon laquelle celui-ci correspond à un « mouvement social ». Ils étudient les événements et manifestations de l'altermondialisme sous l'angle de sociologie historique. Ainsi, ils cherchent par exemple à retracer dans l'histoire des mobilisations sociales passées, le prélude de l'altermondialisme. Ils étudient les campagnes de mobilisation auxquelles participe l'altermondialisme ainsi que les interactions entre ses différents acteurs. Cette posture épistémologique conduit les chercheurs à émettre deux principales hypothèses.

L'altermondialisme serait une opposition à la mondialisation économique

La première hypothèse consiste à présenter l'altermondialisme comme étant une réaction, sous la forme d'une critique sociale, à la mondialisation de l'économie. Puisque né d'une opposition à la mondialisation économique, l'altermondialisme serait corollairement né de celle-ci. Cette hypothèse suppose alors que l'altermondialisme scelle en quelque sorte une rupture au sein de l'histoire à la fois de la gauche et de l'action collective. En substituant de façon résolument novatrice le capitalisme comme objet central de sa critique au thème

de la mondialisation économique, l'altermondialisme trancherait en effet avec la façon dont la critique sociale contemporaine s'était jusqu'alors exprimée.

En général, cette hypothèse trouve plus facilement un appui chez les militants que chez les chercheurs puisqu'elle constitue, pour les premiers, une stratégie efficace de recrutement. La grande capacité de l'altermondialisme à mobiliser autant de militants repose en effet surtout sur l'originalité de son discours centré autour de l'idée que la mondialisation économique est néfaste et qu'il faut ainsi lutter pour construire une autre mondialisation. Ensuite, et de façon plus élémentaire, tel l'argument de la nouveauté en publicité, la vision avant-gardiste de l'altermondialisme plaît aux militants. Certainement aux anciens gauchistes qui se sont retrouvés isolés à la fin de la guerre froide et qui poursuivent depuis la recherche d'une « nouvelle » cause et d'un espace d'engagement plus actuel. Enfin, elle participe aussi au large processus par lequel la mondialisation semble inéluctable, car en donnant corps à une opposition sous la forme de l'altermondialisme, la mondialisation accentue alors l'impression que ce phénomène existe bel et bien dans la réalité⁷⁴.

Ainsi, pour certains chercheurs, au-delà de la fonction qu'occupe l'idée de mondialisation, l'altermondialisme représenterait une forme d'action collective inédite. La convergence de plusieurs mouvements d'opposition à la mondialisation économique d'où émergera l'altermondialisme serait, selon Janet Conway, un mouvement « historique sans précédent⁷⁵ ». Pour Mark Boyd, l'altermondialisme et la pratique du FSM constitueraient une réelle innovation au sein de « la méthodologie et de la solidarité des mouvements

⁷⁴ C'est l'un des facteurs qui participe selon Zaki Laïdi à la phénoménologie de la mondialisation. C'est ainsi, affirme-t-il qu'il « ne fait pas de doute que nous sommes désormais entrés dans une phase où la mondialisation des marchés trouve un répondant dans la mondialisation sociale. » Zaki Laïdi, « La mondialisation comme phénoménologie du monde », *Projet*, n° 262, 2000, p. 41.

⁷⁵ Janet Conway, « Citizenship in a time of empire: the World Social Forum as a new public sphere », *Citizenship Studies*, vol. 8, n° 4, 2004, p. 367.

sociaux transnationaux⁷⁶ ». Pour Pierre Jacquet, cette cassure opérée par l'altermondialisme obligerait le chercheur à repenser la façon dont il identifie l'altermondialisme, car :

« le mouvement de contestation récent, qui s'est amplifié depuis l'opposition à l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) négocié dans le cadre de l'OCDE et surtout depuis l'échec de la réunion ministérielle de l'OMC à Seattle en novembre 1999, ne peut pas s'analyser dans la seule continuité des expériences précédentes⁷⁷ ».

L'altermondialisme serait donc, comme forme singulière et inédite d'action collective, le produit de l'évolution récente de l'économie planétaire qui se « mondialise » à partir des années 1980-1990. Il serait la réponse que fournit la société civile aux bouleversements qui accompagnent les transformations de l'économie. Cette hypothèse fait donc remonter l'ascendance de l'altermondialisme jusqu'à la mondialisation économique. La libéralisation du commerce, l'entrée en vigueur de l'ALÉNA et la création un an plus tard de l'OMC par exemple, qui constituent autant de manifestations de la mondialisation économique, seraient ainsi à l'origine de l'altermondialisme⁷⁸. Les premiers jalons de son histoire auraient été posés lors du soulèvement zapatiste de janvier 1994, des luttes menées contre l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) en 1998 et à la « bataille de Seattle » en 1999⁷⁹.

⁷⁶ Scott C. Byrd, « The Porto Alegre Consensus: Theorizing the forum movement », *Globalizations*, vol. 2, n° 1, mai 2005, p. 151.

⁷⁷ Pierre Jacquet, « La contestation de la mondialisation », *L'Économie Politique*, vol. 1, n° 13, 2002, p. 39.

⁷⁸ L'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), qui est entré en vigueur en janvier 1994, établit une zone libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique.

⁷⁹ Sommairement, le soulèvement zapatiste est une rébellion armée de peuples autochtones qui vivent dans l'État du Chiapas au Mexique et qui militent pour une meilleure reconnaissance de leurs droits culturels et économiques par l'État fédéral. cf. Courtney Jung, *The Moral Force of Indigenous Politics: Critical Liberalism and the Zapatistas*, New York, Cambridge University Press, 2008; Jérôme Baschet, *La Rébellion zapatiste. Insurrection indienne et résistance planétaire*, Paris, Flammarion, 2005; Iván Molina, *El pensamiento del EZLN*, Mexico, Plaza y Valdés, 2000; et Yvon Le Bot, « Le zapatisme, première insurrection contre la mondialisation néolibérale », dans

Pour François Houtart, la mondialisation économique permet la naissance de l'altermondialisme et il en voudrait pour preuve le fait que cette action collective ne serait nulle autre chose que la convergence d'un nombre de mouvements sociaux et d'associations qui « n'avaient rien en commun précédemment⁸⁰ », sauf leur refus de la mondialisation économique. C'est aussi de cette façon selon David McNally que la naissance de l'altermondialisme coïnciderait à la dénonciation qu'entraîne la mondialisation économique⁸¹. Pour Eddy Fougier, l'altermondialisme serait « l'une des résultantes du "choc" que représente la mondialisation économique, à savoir l'accélération et l'intensification des flux d'investissements, d'échanges et d'informations, pour la plupart des sociétés⁸² ». Christophe Aguiton avance la même hypothèse, car selon lui, « nous sommes entrés dans une période nouvelle, marquée par l'existence d'un nouveau régime d'accumulation du capital, par une réorganisation du monde, et par le redémarrage d'un cycle de lutte de longue durée⁸³ » qui obligerait donc la mise à plat de l'action collective. Pour Paolo Ceri, la « source principale de la protestation [altermondialiste] réside[rait] dans la globalisation, en tant qu'ensemble de transformations des rapports entre l'économie et

Michel Wievorka (dir.), *Un autre monde... Contestations, dérives et surprise dans l'antimondialisation*, Paris, Éditions Balland, 2003, p. 129-140. La lutte contre l'AMI, qui visait à élargir le droit des investisseurs étrangers et des sociétés transnationales, s'organisa sous le nom d'Opération SalAMI!. cf. Éric George, « De l'utilisation d'Internet comme outil de mobilisation : Les cas d'ATTAC et de SalAMI », *Sociologie et sociétés*, vol. 32, n° 2, 2000, p. 172-188 ; et Anna Kruzynski, « De l'Opération SalAMI à Némésis : le cheminement d'un groupe de femmes du mouvement altermondialiste québécois », *Recherches féministes*, vol. 17, n° 2, 2004, p. 227-262. cf. aussi le site Internet du groupe : <http://www.pmm.qc.ca/salami/>. La « bataille de Seattle » désigne les manifestations contre la tenue d'une réunion ministérielle de l'OMC à Seattle en novembre-décembre 1999 qui visait à ouvrir un nouveau cycle de négociations multilatérales suite à la création de l'OMC en 1995. cf. Maude Barlow et Tony Clarke, *La bataille de Seattle : sociétés civiles contre la mondialisation marchande*, Paris, Fayard, 2002 ; et Alexander Cockburn, Jeffrey St. Clair et Allan Sekula, *Five Days that Shook the World: Seattle and Beyond*, Londres, Verso, 2000.

⁸⁰ François Houtart, « L'altermondialisme et les Forums sociaux », *Alternatives internationales*, 11 octobre 2007 [<http://www.alterinter.org/article1277.html>].

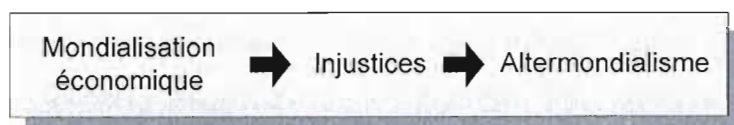
⁸¹ David McNally, *Another World is Possible : Globalization & Anti-Capitalism*, Winnipeg, Arbeiter Ring Publishing, 2006, p. 5.

⁸² Eddy Fougier (dir.), « Le mouvement altermondialiste », *La documentation française*, n° 897, février 2004, p. 6.

⁸³ Christophe Aguiton, *Le monde nous appartient. Porto Alegre, Florence, Évian : les acteurs d'une autre mondialisation*, Paris, Éditions Plon, 2001, p. 237.

les autres systèmes : l'environnement, la société, les cultures⁸⁴ ». Dans le même sens, pour Dieter Rucht, Simon Teune et Mundo Yang, les mouvements altermondialistes allemands seraient nés d'une critique de l'ordre néolibéral et les militants seraient unis par ce dénominateur commun⁸⁵. Enfin, pour Philippe Moreau Defarges, la mondialisation « se réduirait à une nouvelle étape du capitalisme, dans laquelle l'altermondialisme, tel le socialisme dans la seconde moitié du XIX^e siècle, introduirait enfin des perspectives politiques⁸⁶ ».

Cette première hypothèse présente donc l'altermondialisme selon la proposition élémentaire suivante :



L'altermondialisme serait plutôt l'héritier du militantisme passé

La seconde hypothèse qu'avancent les chercheurs sur la nature de l'altermondialisme repose sur l'idée selon laquelle celui-ci n'aurait introduit aucune rupture radicale au sein du militantisme, mais devrait plutôt se poser comme l'héritier de plusieurs traditions militantes. Selon eux, l'altermondialisme s'inscrirait dans le prolongement des luttes sociales passées. Pour bien identifier ce qu'est l'altermondialisme, il faudrait alors restituer son histoire, écrire sa trame narrative et dresser sa « généalogie » afin d'étudier les

⁸⁴ Paolo Ceri, « Les transformations du mouvement global », dans Michel Wievorka (dir.), *Un autre monde... Contestations, dérives et surprise dans l'antimondialisation*, Paris, Éditions Balland, 2003, p. 55.

⁸⁵ Dieter Rucht, Simon Teune et Mundo Yang, « Genèse des mouvements altermondialistes en Allemagne », dans *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*, p. 117.

⁸⁶ Philippe Moreau Defarges, « Mondialisation économique et mondialisation politique depuis 1945 », *Relations internationales*, vol. 4, n° 124, 2005, p. 41.

éléments ayant participé à la recomposition de l'espace de l'action collective d'où il surgira. Tous les principaux ouvrages sur l'altermondialisme, que j'ai présentés au début du chapitre, s'inscrivent dans cette direction générale de recherche.

Ainsi, pour Pierre Khalfa, Marco Guigni, Marko Bandler et Nina Eggert, l'altermondialisme ne ferait que prolonger les mouvements sociaux antérieurs⁸⁷. Sa naissance aurait permis à la fois de revitaliser certaines mobilisations et d'assurer une certaine persistance à l'action collective. Plusieurs chercheurs situent plus précisément l'émergence de l'altermondialisme dans la vague de grèves ayant frappé la France en 1995⁸⁸. C'est le cas de Eddy Fougier qui affirme que l'altermondialisme ne provoquerait pas d'interruption dans l'histoire de l'action collective puisqu'il se situerait dans la poursuite du mouvement social de 1995⁸⁹. Geoffrey Pleyers abonde dans le même sens et retrace lui aussi les origines de l'altermondialisme français dans le même mouvement de grève de 1995⁹⁰. Pour Isabelle Sommier « la genèse et le développement d'une nébuleuse altermondialiste ne peuvent être séparés d'une renaissance globale des mouvements contestataires dans la France des années 1990⁹¹ ». Idem pour Lilian Mathieu qui affirme

⁸⁷ Pierre Khalfa, « Problèmes dans (et de) l'altermondialisme ? », *Alternatives internationales*, 11 juillet 2008 [<http://www.alterinter.org/article2313.html>] ; et Marco Guigni, Marko Bandler et Nina Eggert, « Contraintes nationales et changement d'échelle dans l'activisme transnational », *Lien social et Politiques*, n° 58, 2007, p. 41-55.

⁸⁸ Le mouvement social de 1995 désigne les grèves qui touchent la France en novembre et décembre 1995. Ces grèves ont pour origines le mécontentement social qu'avait entraîné le dépôt d'un projet de loi de la réforme de la Sécurité sociale que l'on désigne par « Plan Juppé », du nom du Premier ministre d'alors, Alain Juppé qui en est l'instigateur. cf. notamment Sophie Bérout et René Mouriaux, *Le Souffle de l'hiver 1995*, Paris, Éditions Syllepse, 2001.

⁸⁹ Eddy Fougier (dir.), « Le mouvement altermondialiste », *La documentation française*, n° 897, février 2004, p. 6 et Eddy Fougier, « Le mouvement de contestation de la mondialisation », *Annuaire français de relations internationales*, n° 3, 2002, pp.842-858.

⁹⁰ Geoffrey Pleyers, « Le modèle français, 1995-2000 », dans Michel Wievorka (dir.), 2003, *Un autre monde... Contestations, dérives et surprise dans l'antimondialisation*, Paris, Éditions Balland, 2003, p. 141-154.

⁹¹ Isabelle Sommier, *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion 2003, p. 230.

que « loin de surgir du néant [l'altermondialisation] serait l'héritière ou la continuatrice de mobilisations antérieures, et spécialement de la vague contestataire des années 1990⁹² ».

Fondant leur analyse sur la même hypothèse, d'autres chercheurs situent les origines de l'altermondialisme dans le contexte plus large des militantismes passés. François Purseigle montre par exemple que l'altermondialisme bénéficie du soutien du militantisme paysan et chrétien qui lui est pourtant fort antérieur⁹³. Dans un texte qu'ils consacrent à l'étude de ce qu'ils nomment les « mouvements globaux », Mario Pianta et Duccio Zola soutiennent qu'il faille même chercher les origines de ces mouvements dans la « longue histoire qui remonte au XIX^e siècle avec les origines du mouvement ouvrier, les campagnes contre l'esclavage, les mobilisations de femmes pour l'égalité des droits, les combats de libération nationale et contre la guerre⁹⁴ ». Par ailleurs, selon Lilian Mathieu, l'investissement de certaines activistes féministes au sein de l'altermondialisme, qui ne se serait d'ailleurs pas fait sans difficulté, aurait toutefois permis d'attacher avec une certaine fixité les luttes sociales passées et présentes et plus particulièrement le combat féministe⁹⁵. Ce qui confirmerait l'hypothèse de la continuité du militantisme.

Dans le même sens, alors que ceux qui adhèrent à cette hypothèse fouillent l'histoire de l'action collective, d'autres chercheurs proposent plutôt d'étudier empiriquement le profil sociologique des militants de l'altermondialisme. Sous l'impulsion des travaux pionniers de Donatella Della Porta et de son équipe, ils cherchent à reconstruire le parcours

⁹² Lilian Mathieu, « La constitution du mouvement altermondialiste français », *Critique internationale*, n° 27, avril-juin 2005, p. 147.

⁹³ François Purseigle, « Le monde paysan et les sources chrétiennes de la solidarité internationale », dans *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, p. 75-105.

⁹⁴ Mario Pianta et Duccio Zola, « La montée en puissance des mouvements globaux (1970-2005) », dans Isabelle Sommier, Olivier Fillieule et Éric Agrikoliansky, « Introduction », dans *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*, p. 43.

⁹⁵ Lilian Mathieu, « L'intégration du féminisme dans le mouvement altermondialiste », dans *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*, p. 229-245.

des altermondialistes afin, eux aussi, d'étayer l'hypothèse voulant que ce dernier soit l'ayant cause des militantismes précédents⁹⁶. Dans cette perspective, Olivier Fillieule et Philippe Blanchard analysent par exemple les « liens qui unissent les interviewés aux organisations » et explorent « les logiques d'affiliation individuelle aux organisations pouvant déboucher sur une cartographie du champ "mutli-organisationnel" mobilisé à l'occasion du FSE⁹⁷ ». Cette cartographie permettrait notamment de montrer le caractère continu du militantisme. Dans un autre article, Olivier Fillieule et ses collègues révèlent un taux de multi-appartenance organisationnelle élevée chez les militants, mais qui est très inégalement réparti, ce qui n'est pas une situation si différente des militantismes antérieurs⁹⁸. Dans une étude des participants au second FSE, Boris Gobille montre pour sa part que les participants à l'événement, comme les militants des mouvements sociaux en général, ont aussi un fort capital culturel. Les militants de l'altermondialisme se distingueraient de ces derniers que par le fait que leur engagement serait plus résolument tourné vers l'international⁹⁹. C'est essentiellement la même conclusion que tirent Marko Bandler et Alessandro Nai dans leur analyse des militants suisses de l'altermondialisme lorsqu'ils affirment que ces derniers sont « orientés dans une perspective internationale,

⁹⁶ Massimiliano Andretta, Donatella Della Porta, Lorenzo Mosca et Herbert Reiter, *Global, Noglobal, New Global, La protesta contro il G8 a Genova*, Rome, Laterza, 2002.

⁹⁷ Olivier Fillieule et Philippe Blanchard, « Carrières militantes et engagements contre la globalisation », dans *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le second Forum social européen*, p. 158.

⁹⁸ Olivier Fillieule, Philippe Blanchard, Éric Agrikoliansky, Marko Bandler, Florence Passy et Isabelle Sommier, « L'altermondialisation en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement: les participants du contre-sommet du G8 d'Evian », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, vol. 17, n° 68, 2004, p. 13-48. Sur la question de l'engagement multiple au sein des mouvements sociaux écologistes, cf. Mario Diani et Giovanni Lodi, « Three in One : Currents in the Milan Ecology Movement », dans B. Klandermans, H. Kriesi et S. Tarrow (dir.), *From Structure to Action*, Greenwich, CT. JAI Press, 1988, p. 103-124 et Hanspeter Kriesi, *Political Mobilization and Social Change*, Aldershot, Avebury, 1993.

⁹⁹ Boris Gobille, « Les altermondialistes : des activistes transnationaux ? », *Critique internationale*, vol. 27, avril-juin 2005, p. 131-145.

tout en activant des réseaux de mobilisation locaux¹⁰⁰ » comme c'est le cas chez les formes passées d'action collective. Tangui Coulouarn et Ariane Jossin ont également montré que les militants les plus engagés dans des actions plus traditionnelles – soit dans des actions qui refusent de recourir à la violence – s'identifiaient le plus à l'altermondialisme¹⁰¹. Enfin, l'étude de Élise Cruzel d'un échantillon de militants dans deux groupes locaux d'Attac « montre l'existence de caractéristiques sociobiographiques communes, de parcours politiques au sein des réseaux militants associatifs ou syndicaux similaires¹⁰² » qui valide elle aussi la seconde hypothèse. Ces travaux sous la forme d'un éventail des trajectoires biographiques des militants de l'altermondialisme attesteraient donc une certaine continuité de leur engagement au sein du champ de l'action collective.

Aussi, les formes qu'emprunte l'altermondialisme, notamment les forums sociaux, seraient certes novatrices en ce qu'elles introduisent une certaine nouveauté sur la scène de l'action collective, toutefois, celles-ci ne seraient pas si avant-gardistes. Mario Pianta et Duccio Zola ont par exemple montré que la pratique du contre-sommet n'est pas nouvelle. À Londres en 1984, des militants avaient par exemple organisé « L'autre sommet économique » (*The Other Economic Summit*) pour protester contre une réunion du G7 se tenant au même moment¹⁰³. Le concert organisé en juillet 1989 par Gilles Perrault, le

¹⁰⁰ Marko Bandler et Alessandro Nai, « Entre action et réflexion : profils militants et formes de l'engagement altermondialiste », dans Marko Bandler et Marco Giugni (dir.), *L'altermondialisme en Suisse*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 183.

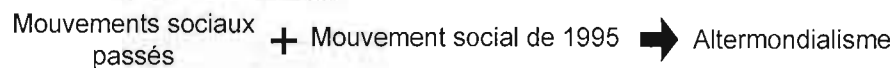
¹⁰¹ Tangui Coulouarn et Ariane Jossin, « Représentations et présentations de soi des militants altermondialistes », dans *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le second Forum social européen*, p. 154.

¹⁰² Élise Cruzel, « Trajectoires militantes à ATTAC : les adhérents de Gironde et de Haute-Garonne », *Colloque sur les mobilisations altermondialistes GERMM*, décembre, Paris, 2003, 21 p. [<http://www.afsp.msh-paris.fr/activite/groupe/germm/collgermm03txt/germm03cruzel.pdf>].

¹⁰³ Mario Pianta et Duccio Zola, « La montée en puissance des mouvements globaux », dans *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*, p. 44. Sur le sommet lui-même : Éric Agrikoliansky, « Du tiers-mondisme à l'altermondialisme : genèse(s) d'une nouvelle cause », dans *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, p. 43-44 ; « The Other Economic Summit », *Community Development Journal*, vol. 20, 1985, p. 309-311 ; ou

chanteur Renaud et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) sous le titre : « ça suffat comme ci¹⁰⁴ » s'apparente lui aussi à la formule des contres-sommets qu'adoptera plus tard l'altermondialisme sous la forme du FSM¹⁰⁵. Ainsi, l'altermondialisme et les militantismes précédents devraient être conçus comme les éléments indissociables d'un processus évolutif.

Il se dégage aujourd'hui en sociologie et en histoire de l'action collective un consensus autour de l'hypothèse selon laquelle les militantismes passés auraient l'altermondialisme pour successeur. Cette seconde hypothèse présente donc pour sa part l'altermondialisme selon la proposition élémentaire suivante :



Or, cette hypothèse, comme je le montrerai plus bas, est largement insatisfaisante. Elle ne permet pas de bien comprendre ce qu'est l'altermondialisme, d'où il émerge et les raisons pour lesquelles il rencontre un si vif succès. Je crois plutôt que la clé explicative de ces trois interrogations réside dans l'influence que certaines idées exercent chez les militants de l'altermondialisme, parmi lesquelles l'idée selon laquelle le monde serait désormais entré dans la phase historique de la mondialisation et qu'il faudrait réorganiser l'ensemble de la critique sociale en conséquence. Ainsi, faut-il alors étudier ces idées afin de

encore le site personnel de James Robertson qui relate l'événement : <http://www.jamesrobertson.com/index.htm>.

¹⁰⁴ Cette expression provient du verlan, soit un type d'argot français utilisé notamment par Renaud dans ses chansons.

¹⁰⁵ « La manifestation et le concert de la Bastille à Paris », *Le Monde*, 11 juillet 1989, p. 12 ; Alain Lebaube, « Deux rencontres internationales à Paris : Le sommet et l'abîme », *Le Monde*, 11 juillet 1989, p. 21.

comprendre, puis décrire leur trajectoire dans cette pensée originale devenue une idéologie.

Seconde posture : L'altermondialisme comme discours

La seconde posture épistémologique servant à l'étude de l'altermondialisme conduit les chercheurs à considérer l'altermondialisme comme étant d'abord et avant tout une forme inédite de « discours ». Ils étudient alors la production discursive de l'altermondialisme afin d'expliquer sa réussite sur la scène de l'action collective. Pour cela, ils utilisent avant tout l'approche des processus de cadrage ou de l'analyse des cadres (*frame analysis*).

Selon ses promoteurs, l'approche des processus de cadrage permettrait premièrement de mieux étudier les dimensions idéelles de l'altermondialisme. Elle concentre en effet son analyse sur les éléments du discours militant notamment sur les idées qui les traversent. Les cadres, étant le produit du processus de cadrage, renvoient à deux réalités complémentaires. Ils constituent, du point de vue du militant, une stratégie discursive et communicationnelle que déploient les leaders de l'action collective en vue d'assurer la réussite de la mobilisation. Du point de vue du chercheur, il constitue un outil de recherche permettant d'éclairer cet aspect de l'action collective.

Principalement développée par David Snow et Robert Benford dans leur article : « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation¹⁰⁶ » qu'ils publient en 1986 avec E. Burke Rochford et Steven K. Worden, l'approche des processus de cadrage sera par la suite l'objet de plusieurs publications qui viseront à consolider ses bases

¹⁰⁶ David A. Snow, E. Burke Rochford, Jr., Steven K. Worden, Robert D. Benford, « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », *American Sociological Review*, vol. 51, n° 4, août 1986.

théoriques et sera largement utilisée par la sociologie de l'action collective, notamment américaine. L'« alignement des cadres » désigne :

« le processus par lequel des individus et des organisations des mouvements sociaux (OMS) orientent leur interprétation de certaines situations de telle façon que les intérêts, les valeurs et les croyances individuelles et les activités des OMS, les objectifs qu'elles poursuivent et leurs idéologies deviennent compatibles et complémentaires¹⁰⁷ ».

Les cadres, qui se trouvent au cœur de ce processus, signifient pour leur part : « les schèmes d'interprétation qui permettent aux individus de repérer, de percevoir, d'identifier et de désigner certaines circonstances qui affectent leur espace de vie et le monde en général¹⁰⁸ ». S'appuyant sur ces deux concepts clés, Snow et Benford proposent d'étudier de façon plus dynamique les facteurs contribuant à la mobilisation initiale des militants et à la poursuite de leur participation. Pour que le processus d'alignement des cadres soit efficace, une mobilisation doit remplir quatre conditions. Ce sont ces mêmes conditions qui constituent les éléments de leur analyse. Premièrement, il faut que les efforts de cadrages soient constants, répétés et sincères. Deuxièmement, les cadres mobilisés doivent apparaître importants pour les militants. Troisièmement, il faut qu'ils trouvent une certaine résonance dans les valeurs partagées par la société en général. Quatrièmement, ils doivent coïncider avec une phase ascendante des cycles de protestation qui correspond elle-même à certaines préoccupations pour le changement social qui rejoint un grand nombre de militants à une époque donnée.

La force de l'approche de l'alignement des cadres tient à ce qu'elle permet de mieux rendre compte de la portée significative du travail des mouvements sociaux. En effet, pour Snow et Benford, les mouvements sociaux :

¹⁰⁷ Ma traduction. David A. Snow, E. Burke Rochford, Jr., Steven K. Worden, Robert D. Benford, « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », *American Sociological Review*, vol. 51, n° 4, août 1986, p. 464.

¹⁰⁸ Ma traduction. *Idem*.

« encadrent, ou interprètent et donne un sens à des événements importants et à certaines conditions de telle façon qu'ils puissent agir comme mobile d'engagement pour des militants potentiels, recueillir l'appui de la population plus large et surmonter les antagonismes¹⁰⁹ ».

Ensuite, les trois tâches principales du cadrage sont : i) diagnostiquer un problème social ; ii) proposer une solution ; et iii) et justifier rationnellement celle-ci¹¹⁰. La plus grande contribution de cette approche est, selon Rhys H. Williams, d'avoir réussi à attirer l'attention sur la dimension symbolique de l'action collective et d'avoir développé une matrice explicative des modalités de recrutement qui consiste essentiellement à :

« exprimer des doléances, à générer un consensus sur l'importance et les formes que doit prendre l'action collective tout en justifiant rationnellement leurs actions et en proposant des solutions aux militants, à la population en général et à ceux qui s'opposent à leur action¹¹¹ ».

Comme le souligne également Érik Neveu, cette approche permettrait aussi d'intégrer dans l'analyse du militantisme une dimension culturelle qui est largement ignorée par les autres paradigmes de recherche en sociologie de l'action collective¹¹². De plus, l'alignement des cadres permettrait aux acteurs d'y trouver une sorte de grammaire élémentaire pour comprendre les injustices et construire, à travers leur mobilisation au sein d'une même action collective, une identité militante commune¹¹³.

Bien que l'approche du cadrage soit née aux États-Unis, plusieurs sociologues francophones ont aujourd'hui recours à celle-ci dans l'étude de l'altermondialisme. C'est par exemple le cas de Marcos Ancelovici pour qui le succès de l'altermondialisme reposerait

¹⁰⁹ Ma traduction. David A. Snow et Robert D. Benford, « Ideology, Frame Resonance, and Participant », *International Social Movement Research*, vol. 1, 1988, p. 198.

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 199.

¹¹¹ Ma traduction. Rhys H. Williams, « The Cultural Contexts of Collective Action: Constraints, Opportunities, and the Symbolic Life of Social Movements », dans David A. Snow, Sarah A. Soule et Hanspeter Kriesi (dir.), *The Blackwell Companion to Social Movements*, 2007, p. 93.

¹¹² Érik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2002, p. 93.

¹¹³ Marc W. Steinberg, « Tilting the frame: Considerations on collective action framing from a discursive turn », *Theory and Society*, vol. 27, 1998, p. 846.

avant tout sur son utilisation judicieuse de nouveaux cadres d'interprétation, notamment de celui de la « politique contre le marché mondialisé¹¹⁴ ». Érik Agrikoliansky souligne aussi l'importance du cadre de la mondialisation dans la mobilisation de l'altermondialisme. Ainsi, selon lui, celui-ci serait « d'abord un discours, ou mieux encore un "cadre d'action collective", formulant un ensemble de principes d'action ou de justifications de celle-ci, autour duquel s'agrègent des organisations qui redéfinissent ce faisant leurs objectifs¹¹⁵ ». Pour Jean-Gabriel Contamin, l'altermondialisme aurait réussi à faire « le lien entre le plan Juppé, la situation des exclus du Nord et la situation des pays du Sud. Un discours qui rattache l'ensemble de ces questions à "un même processus" qualifié de "mondialisation" et symbolisé notamment par des institutions internationales comme le FMI. Un discours qui propose de répondre globalement à ces menaces globales¹¹⁶ ».

Dans un texte où elle explique les origines de l'altermondialisme français, Isabelle Sommier utilise aussi l'approche du cadrage afin de :

« relever l'étroite imbrication entre la réorganisation militante dans plusieurs secteurs de mouvements sociaux qui s'opèrent au cours des années 1990 et l'émergence de *frames* renouvelés qui viendront plus tard s'aligner dans la nouvelle cause altermondialiste¹¹⁷ ».

Je dirais que trois facteurs principaux ont pu contribuer à orienter la recherche sur l'altermondialisme en direction de son discours. Le premier facteur découlerait en quelque

¹¹⁴ Marcos Ancelovici, « Attac et le renouveau de l'antilibéralisme », *Raisons politiques*, n° 16, novembre 2004, p. 46.

¹¹⁵ Érik Agrikoliansky, « De l'anticolonialisme à l'altermondialisme : généalogie(s) d'un nouveau cadre d'action collective », *Colloque sur les mobilisations altermondialistes GERMM*, décembre, Paris, 2003, p. 2. [<http://www.afsp.msh-paris.fr/activite/groupe/germm/collgermm03txt/germm03agrikoliansky.pdf>].

¹¹⁶ Jean-Gabriel Contamin, « Les mobilisations altermondialistes avant les mobilisations altermondialistes : réflexions autour de l'alignement des cadres d'interprétation », *Colloque sur les mobilisations altermondialistes GERMM*, décembre, Paris, 2003, p. 7. [<http://www.afsp.msh-paris.fr/activite/groupe/germm/collgermm03txt/germm03contamin.pdf>].

¹¹⁷ Isabelle Sommier, « Sur la généalogie de l'altermondialisme en France », dans *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*, p. 88.

sorte de la forte discordance qui existe entre l'hétérogénéité même des acteurs et des nombreux clivages qui composent l'altermondialisme avec l'unité apparente que ce dernier manifeste, dans l'ensemble, sur le terrain de l'action collective. Au FSM, des écologistes acceptent par exemple de côtoyer des militants développementalistes, tiers-mondistes, féministes, etc. Ils le font avec un esprit d'ouverture qui contraste avec les désaccords sur les idées, pouvant même parfois sembler irrémédiable. Le FSM semble en effet avoir réussi à se maintenir comme espace convivial, malgré les participants venant d'horizons différents. Selon ces chercheurs, la force du discours altermondialiste qui serait marqué d'une grande cohésion serait ce qui permettrait de réaliser l'unité des militants. Leur travail de recherche devrait alors s'orienter dans cette direction.

Le deuxième facteur tiendrait plus exactement à un autre type de discordance, cette fois-ci, entre la très forte présence de l'altermondialisme sur la scène de l'action collective contemporaine et le vif succès qu'il rencontre auprès de millions de sympathisants à travers la planète, et sa relative « inaction » politique. Comme de nombreuses critiques de l'altermondialisme l'ont souligné en invoquant son absence de débouchés politiques réels, celui-ci semble en effet présent sur toutes les tribunes, sans toutefois être encore réellement passé à l'action. Sur le plan des actions concrètes, l'altermondialisme se manifeste peu. Pour être clair, j'entends ici l'idée qu'il n'a pas encore produit d'effets concrets, sinon négligeables, sur la répartition du pouvoir dont il dénonce les déséquilibres. Cette façon peu conventionnelle d'organiser la mobilisation forcerait ainsi les chercheurs à orienter leurs analyses sur d'autres aspects, moins propres à la mobilisation elle-même et à son enracinement dans le champ de l'action collective et la société en général. À défaut de pouvoir bien saisir l'altermondialisme comme forme d'action militante tangible, les chercheurs se voient ainsi contraints, d'une certaine façon, d'étudier son discours.

Le troisième facteur qui a contribué à orienter la recherche en direction du discours altermondialiste se rapporte plus directement à son contenu. Puisque l'originalité première de l'altermondialisme – originalité qui lui assure par ailleurs tout son succès sur la scène de l'action collective – tient à l'emploi central qu'il fait du concept de mondialisation et que ce dernier constitue l'élément clé de son discours, pour les chercheurs il faudrait alors analyser plus finement l'altermondialisme sous cet angle.

Troisième posture : Le catalogage de l'altermondialisme

La troisième posture épistémologique propose comme principale façon de déterminer la nature de l'altermondialisme de dresser son catalogue. Dans leurs travaux, ils présentent les différentes lignes de fracture qui traversent l'altermondialisme et les tendances qui le façonnent en insistant toujours sur le caractère fort éclectique de ses acteurs et de son registre de propositions d'actions.

C'est la posture qu'adoptent notamment Eddy Fougier dans son *Dictionnaire analytique de l'altermondialisme*, Francis Dupuis-Déri dans *L'Altermondialisme* et François Polet dans *Clés de lecture de l'altermondialisme*. Comme ce dernier l'affirme, cette approche permettrait de « livrer un ensemble de repères visant à mieux s'orienter dans le "labyrinthe des alternatives" avancées par la "galaxie altermondialiste"¹¹⁸ ». Fougier ambitionne pour sa part de « donner aux lecteurs les clefs essentielles pour comprendre un mouvement souvent plus complexe qu'il n'y paraît dans les médias¹¹⁹ ». Dans son dictionnaire, il retrace par exemple les nombreux mouvements qui composent l'altermondialisme (chapitre « Mouvements altermondialistes) et les solutions de rechange

¹¹⁸ François Polet, *Clés de lecture de l'altermondialisme*, Bruxelles, Couleur livres, 2008, p. 3.

¹¹⁹ Eddy Fougier, *Dictionnaire analytique de l'altermondialisme*, Paris, Ellipses Éditions, 2006, quatrième de couverture.

proposées par les altermondialistes à la mondialisation économique (chapitre « Alternatives »). Dupuis-Déri aborde sensiblement les mêmes thèmes auxquels il ajoute une rubrique sur les intellectuels de l'altermondialisme et sur les axes de son discours (chapitre III – Idées et discours). Ainsi, l'opération de découpage que ces auteurs proposent permet de dresser un tableau d'ensemble de l'altermondialisme qui s'avère, au demeurant, fort complet.

Quatrième posture : L'observation participante de l'altermondialisme

La quatrième posture épistémologique conduit le chercheur à adopter l'observation participante comme principale méthode de recherche. L'observation participante ou l'analyse *in situ* consiste pour le chercheur à prendre part aux manifestations et activités de l'altermondialisme afin de mieux comprendre ce sujet. Comme méthode essentiellement anthropologique et ethnologique, cette approche consiste à s'immerger, l'espace d'un moment, dans la réalité que vivent les altermondialistes. L'expérience directe permettrait aux chercheurs de laisser tomber leurs conditionnements culturels et idéologiques afin de mieux découvrir l'altermondialisme comme il se donne à voir aux militants eux-mêmes.

C'est ainsi que plusieurs chercheurs participent au FSM et aux autres forums sociaux régionaux, locaux et thématiques afin d'analyser le fonctionnement de ces événements et les enjeux organisationnels, stratégiques et idéologiques auxquels sont confrontés ses organisateurs et participants. Le nombre d'articles et d'ouvrages publiés sur le thème du FSM auquel ses auteurs ont participé à l'événement représente une part considérable de l'ensemble des travaux sur l'altermondialisme¹²⁰. Cette démarche représente, bien entendu,

¹²⁰ En voici une liste sommaire. William F. Fisher et Thomas Ponniah (dir.), *Un autre monde est possible : pour une autre mondialisation : le Forum social mondial*, Paris, Parangon, 2003 ; Verónica Perera, « Globalization from Below and New Political Identities: The Case of the World Social

un intérêt évident puisque cet événement est la manifestation la plus visible de l'altermondialisme. Compte tenu de sa taille, il est également réellement inédit. Dans ce sens, l'observation participante est une démarche de recherche riche d'enseignements. Elle permet, à partir de l'intérieur même de l'altermondialisme, de constater certains faits et observations en appui à l'analyse que ces chercheurs proposent.

Les limites de ces postures épistémologiques

Les quatre postures épistémologiques qu'adoptent les sociologues et les historiens de l'action collective permettent de jeter un éclairage approfondi sur les aspects sociaux de

Forum », *Journal of Economic and Social Research*, vol. 4, n° 2, 2003, p. 73-93; Doris Oliver, « Counter Hegemonic Dispersions: The World Social Forum Model », *Antipode*, vol. 36, n° 2, mars 2004, p. 175-182; Isabelle Biagiotti, « The World Social Forums. A paradoxical application of participatory doctrine », *International Social Science Journal*, vol. 56, n° 182, décembre 2004, p. 529-540; Chloé Keraghel et Jai Sen, « Explorations in open space. The World Social Forum and cultures of politics », *International Social Science Journal*, vol. 56, n° 182, décembre 2004, p. 483-493; Heikki Patomäki et Teivo Teivainen, « The World Social Forum: An Open Space or a Movement of Movements? », *Theory, Culture & Society*, vol. 21, n° 6, décembre 2004, p. 145-154; Janet Conway, « Citizenship in a time of empire: the World Social Forum as a new public sphere », *Citizenship Studies*, vol. 8, n° 4, 2004, p. 367-381; Geoffrey Pleyers, « The Social Forums as an ideal model of convergence », *International Social Science Journal*, vol. 56, n° 182, 2004, p. 507-517; Michael Singleton, « Forum social mondial, foire ou futur ? : Des plans pour la planète », *Revue nouvelle*, n° 10, 2004, p. 42-55; Boaventura de Sousa Santos, « The World Social Forum : A User's Manual », *CES. Centro de Estudos Sociais*, 2004 [http://www.ces.uc.pt/bss/documentos/fsm_eng.pdf] ; Boaventura de Sousa Santos, « The World Social Forum : Toward A Counter-Hegemonic Globalisation », *Choike: A Portal on Southern Civil Societies*, 2004 [http://www.choike.org/documentos/wsf_s318_sousa.pdf] ; Jeffrey S. Juris, « The New Digital Media and Activist Networking within Anti-Corporate Globalization Movements », *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 597, n° 1, janvier 2005, p. 189-208 ; Janet Conway, « Social Forums, Social Movements and Social Change: A Response to Peter Marcuse on the Subject of the World Social Forum », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 29, n° 2, juin 2005, p. 425-428; J. Correa Leite, *The World Social Forum: Strategies of Resistance*, Chicago, Illinois, Haymarket Books, 2005; Rodrigo Nunes, « The Intercontinental Youth Camp as the Unthought of the World Social Forum », *Ephemera*, vol. 5, n° 2, 2005, p. 277-296; Janet Conway, « Social Forums and Social Change », *International Journal of Urban and Regional Research*, 29, 2005, p. 425-428; Geoffrey Pleyers, *Forums Sociaux Mondiaux et défis de l'altermondialiste. De Porto Alegre à Nairobi*, Louvain-la-Neuve, Editions Academia-Bruylant, 2007 ; Geoffrey Pleyers, « The World Social Forum, a Globalisation from Below? », *Societies Without Borders*, vol. 3, 2008, p. 71-89; Dan Furukawa-Marques, « Le Forum social mondial, son rôle politique et le post-altermondialiste », *Regard critique*, vol. 4, n° 1, hiver 2009, p. 3 ; et Chico Whitaker, « L'esprit du forum social mondial et ses défis : espace ou mouvement ? » (Traduction de Raphaël Canet), *Possibles*, 29 septembre 2009 [<http://redtac.org/possibles/2009/09/29/l%E2%80%99esprit-du-forum-social-mondial-et-ses-defis-espace-ou-mouvement-par-chico-whitaker/>].

l'altermondialisme ayant trait à son discours, à ses modes de mobilisation et aux parcours de ses militants. Grâce à elles, nous pouvons aussi mieux comprendre quelles stratégies discursives ont permis à l'altermondialisme de s'imposer avec tant de rapidité sur la scène du militantisme social. Nous pouvons mieux situer l'altermondialisme par rapport aux autres actions collectives passées. Nous sommes mieux à même de réaliser la grande diversité du profil des militants de l'altermondialisme et constater la richesse de leurs engagements. Enfin, grâce à l'expérience vécue des chercheurs s'étant déplacés à Porto Alegre, Mumbai, Caracas, Bamako, Karachi, Nairobi et Belem, nous pouvons mieux saisir le sens de « l'esprit » du FSM. Ainsi, les travaux pionniers de Agrikoliansky, Fillieule, Mayer, Sommier, Fougier, Dupuis-Déri, Pleyers et Polet pour ne nommer qu'eux, sont, j'estime, indispensables à la compréhension de l'altermondialisme.

Pour autant, je crois que ces postures possèdent malgré cela une capacité heuristique plus limitée lors qu'il s'agit d'analyser les aspects non sociologiques de l'altermondialisme. Les chercheurs ayant recours à ces quatre postures peuvent en effet plus difficilement avancer des explications sur les idées de l'altermondialisme. L'étude des idées est pourtant nécessaire à une meilleure identification de cette idéologie, parce que la principale clé de lecture de l'altermondialisme se trouve précisément dans ce travail. Ainsi, pour quiconque souhaite saisir ce qu'est l'altermondialisme, au-delà des modes d'expression et d'action que privilégient ses militants, il faut étudier ses idées puisqu'elles sont d'une certaine façon gravées dans le socle sur lequel cette idéologie s'est érigée. Ainsi, c'est en adhérant minimalement, comme je le montrerai au chapitre suivant, à l'idée qu'en raison de la mondialisation, le monde constituerait désormais une seule et même communauté et que la politique traditionnelle serait rendue obsolète, que les militants de l'altermondialisme, en dépit d'engagements politiques actuels et antérieurs forts diversifiés, acceptent de poursuivre une lutte commune. L'unité de l'altermondialisme, que masque en

quelque sorte son hétérogénéité trop visible, réside précisément dans la défense d'une conception du monde originale et à l'articulation convaincante de celle-ci dans un ou plusieurs programmes politiques cohérents, mais qui s'orientent tous dans une direction générale unique.

De manière générale, les chercheurs de l'altermondialisme se heurtent aux limites qu'impliquent ces quatre postures épistémologiques. Cet écueil les amène alors à se tromper sur la nature même de cette idéologie. Ainsi, il leur est plus difficile de comprendre que l'altermondialisme n'est pas simplement un mouvement social articulant un discours novateur fondé sur le concept de mondialisation, mais qu'il constitue plutôt, sous la forme d'une action collective qui connaît un vif succès, une idéologie politique originale et l'une des façons par lesquelles le libéralisme étend son autorité sur l'idéologique contemporain. Pour comprendre le « mouvement » altermondialiste, il faut donc étudier ses idées puisque leur cheminement est indissociable du double processus récent d'ascension du libéralisme et d'émergence de l'altermondialisme.

Ce n'est donc pas, je crois, l'apparition de ce que la sociologie désigne comme une action collective, et que ses premiers militants nomment antimondialiste, qui donna naissance à l'idéologie du même nom – si l'on accepte bien entendu qu'il puisse s'agir d'une idéologie –, mais plutôt l'inverse : c'est l'apparition de l'idéologie altermondialiste qui donnera ensuite naissance à la mobilisation sociale du même nom. Chercher à comprendre l'altermondialisme à l'aide d'une lecture sociohistorique qui s'intéresse principalement à l'étude du champ de l'action collective et des modalités de mobilisation sociale, est somme toute d'une utilité limitée, car c'est plutôt comme produit d'un processus idéologique plus large qu'il faut étudier l'idéologie altermondialiste.

Bien que l'altermondialisme semble au premier abord constituer un mouvement social, comme je l'affirmais précédemment, il présente néanmoins certaines caractéristiques ne correspondant pas totalement aux grilles paradigmatiques de la sociologie et de l'histoire de l'action collective. Cette démarche centrée sur l'idéologie se révèle alors d'autant plus nécessaire. En effet, puisque l'altermondialisme est résolument tourné vers l'international, qu'il embrasse des causes à la fois matérielles – l'abolition des paradis fiscaux et la mise en place d'une taxe sur les transactions financières – et immatérielles – la protection des cultures locales, et qu'il exerce une action militante non traditionnelle, comme dans les forums sociaux, il bouscule, en quelque sorte, la perspective analytique de la sociologie et l'histoire de l'action collective. En d'autres termes, il ne correspond pas exactement à la définition d'un mouvement social ou d'un nouveau mouvement social (NMS)¹²¹. L'altermondialisme constituerait plutôt, comme l'affirment Marko Bandler et Isabelle Sommier, un objet d'étude pour lequel il est difficile de « distinguer dans l'apparente hétérogénéité de ce mouvement, quels sont les segments protestataires dominants, ou tout du moins quels sont les enjeux principaux, de même que les groupes qui les portent¹²² ». Cette difficulté d'identification s'exprime de différentes façons dans la littérature sur l'altermondialisme. Elle se pose d'abord, à travers les nombreuses façons dont les chercheurs et les militants désignent l'altermondialisme. Au lieu d'utiliser la notion de « mouvement social », certains auteurs préfèrent parler de

¹²¹ La sociologie de l'action collective distingue sommairement les mouvements sociaux des NMS par le fait que les derniers militent surtout pour des revendications matérielles – augmentation des salaires, amélioration des conditions d'emplois, sécurité sociale, etc. – alors que les NMS luttent pour des questions immatérielles telles que l'identité sexuelle, l'égalité homme femme, la protection de l'environnement, etc.

¹²² Marko Bandler et Isabelle Sommier, « Le contre sommet du G8 d'Evian : éléments pour une sociographie des militants altermondialistes », *Colloque sur les mobilisations altermondialistes GERMM*, Paris, décembre 2003, p. 1 [<http://www.afsp.msh-paris.fr/activite/groupe/germm/collgermm03txt/germm03sommier.pdf>].

l'altermondialisme comme d'une « nébuleuse¹²³ », d'une « galaxie¹²⁴ », d'une « sphère¹²⁵ », d'un « champ de protestations¹²⁶ » ou encore d'une « mouvance¹²⁷ ». Ils sont inconfortables à nommer l'altermondialisme de façon classique, car ils croient que celui-ci appartient à une catégorie différente. Aussi, la grille de lecture des *nouveaux* nouveaux mouvements sociaux proposée par Nick Crossley pour étudier l'altermondialisme, l'approche des « mouvements sociaux globaux » de Michel Wieviorka et l'appel de Dominique Caouette à « briser certaines frontières épistémologiques qui ont marqué l'étude des relations internationales et de la politique comparée¹²⁸ » afin de mieux comprendre l'altermondialisme témoignent, d'un point de vue plus analytique, de la difficulté à identifier ce qu'est l'altermondialisme¹²⁹.

Cette difficulté d'identification pousse ainsi certains chercheurs à développer de nouveaux outils de recherche. Nick Crossely propose par exemple un travail de clarification conceptuelle à la catégorie des NMS afin que cette grille de lecture puisse mieux servir à

¹²³ Notamment Marco Silvestro, « Les enjeux de la construction d'un discours altermondialiste sous le référent de la citoyenneté nationale. Le cas de l'Union Paysanne au Québec », *Possibles*, vol. 27, n° 3, été 2003, p. 60-86 ; Barış Gençer Baykan et Gülçin Erdi Lelandais, « Regards croisés sur le mouvement turc et le mouvement altermondialiste : une culture politique en construction », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 4, n° 182, 2004, p. 581-590 ; Isabelle Sommier, « Sur la généalogie de l'altermondialisme en France », dans *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*, p. 88.

¹²⁴ Philippe Corcuff, « Quelques repères communs pour la galaxie altermondialiste » *ContreTemps*, n° 11, septembre 2004 ; et François Polet, *Clés de lecture de l'altermondialiste*, Bruxelles, Couleur livres, 2008, p. 3.

¹²⁵ Brigitte Beauzamy, « Quel est le coût de l'intégration des mouvements féministes à la sphère altermondialiste ? », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 29, n° 3, 2005, p. 59-76.

¹²⁶ Nick Crossley, « Global Anti-Corporate Struggle: A Preliminary Analysis », *British Journal of Sociology*, vol. 53, n° 4, décembre 2002, p. 667-691.

¹²⁷ Eddy Fougier, *Dictionnaire analytique de l'altermondialiste*, Paris, Ellipses Éditions, 2006, p. 8.

¹²⁸ Dominique Caouette, « L'altermondialisme, contrepoint à la mondialisation. Nouveaux contours de l'analyse politique », *Possibles*, vol. 32, n° 3-4, automne 2008 p. 151.

¹²⁹ Nick Crossley, « Even Newer Social Movements? Anti-Corporate Protests, Capitalist Crises and the Remoralization of Society », *Organization*, mai 2003, vol. 10 n° 2, p. 287-305; et Michel Wieviorka, « After New Social Movements », *Social Movement Studies*, vol. 4, n° 1, mai 2005, p. 1-19. Dans un article publié en 2009, Carles Feixa, Inês Pereira et Jeffrey S. Juris proposent eux aussi le concept de « nouveaux, nouveaux mouvements sociaux » pour désigner l'altermondialisme sans toutefois faire aucune référence aux travaux de Crossley. Je reviendrai sur la thèse qu'ils défendent au chapitre 4. Carles Feixa, Inês Pereira et Jeffrey S. Juris, « Global citizenship and the "New, New" social movements: Iberian connections », *Young. Nordic Journal of Youth Research*, vol. 17, 2009, p. 421-442.

l'étude de l'altermondialisme. L'apparition durant les années 1970 du paradigme des NMS en sociologie avait été nécessaire selon lui, car « les lignes de faille des sociétés modernes ne devaient plus être trouvées autour de la bifurcation du capital et du travail¹³⁰ », mais autour d'enjeux d'une autre nature. Le contexte de la société postindustrielle avait donné naissance à de nouvelles formes d'action collective, obligeant alors la sociologie à mettre à jour ses outils de recherche, notamment de revoir le paradigme des mouvements sociaux. Les NMS seraient nés de ce travail. Or, les bouleversements de l'économie mondiale, qui auraient donné naissance à l'altermondialisme comme forme inédite de militantisme centré sur l'expression de doléances (*grievances*), obligeraient à réactualiser aujourd'hui le paradigme des NMS¹³¹. Crossley propose donc d'utiliser le concept de *nouveaux* nouveaux mouvements sociaux pour décrire l'altermondialisme. Dans le même sens, dans un autre article, il préfère parler de celui-ci comme constituant non pas un « mouvement », mais plutôt un champ de protestations (*protest field*) afin d'insister sur le caractère fluide de l'altermondialisme¹³².

De façon similaire, en développant une nouvelle typologie autour du concept d'antimouvement, pour désigner le contraire des mouvements globaux, soit les mouvements, à la manière d'Al-Qaida, qui militent « non pas pour la promotion d'une identité sociale ou culturelle, mais luttent plutôt pour une identité abstraite, une essence ou un symbole et parlent au nom d'une pureté et d'une homogénéité¹³³ », Michel Wieviorka accrédite aussi l'idée que les outils conventionnels de la sociologie de l'action collective,

¹³⁰ Ma traduction. Nick Crossley, « Even Newer Social Movements? Anti-Corporate Protests, Capitalist Crises and the Remoralization of Society », *Organization*, mai 2003, vol. 10 n° 2, p. 289.

¹³¹ Dans l'analyse qu'il propose des militants australiens de l'altermondialisme, Tom Bramble adhère à la thèse de Crossley sur la nécessité de développer un nouveau paradigme des nouveaux nouveaux mouvements sociaux. cf. Tom Bramble, « "Another world is possible". A study of participants at Australian alter-globalization social forums », *Journal of Sociology*, vol. 42, n° 3, 2006, p. 287-309.

¹³² Nick Crossley, « Global Anti-Corporate Struggle: A Preliminary Analysis », *British Journal of Sociology*, vol. 53, n° 4, décembre 2002, p. 678.

¹³³ Michel Wieviorka, « After New Social Movements », *Social Movement Studies*, vol. 4, n° 1, mai 2005, p. 18.

comme le paradigme des NMS, ne permettent pas totalement d'identifier l'altermondialisme.

Approfondissant l'une des réflexions menées par Ulrich Beck, Dominique Caouette propose, pour sa part, d'orienter la recherche sur l'altermondialisme comme étant constituée d'une nouvelle forme d'action collective et représentant un acteur non étatique transnational¹³⁴. Ainsi, les relations internationales et la politique comparée, à travers lesquelles l'altermondialisme devrait être analysé, doivent éviter le biais du « nationalisme méthodologique ». Selon lui, ce biais empêcherait de bien comprendre la mondialisation, qui fragilise non seulement les États et les appartenances nationales, mais qui se trouvent au cœur même de l'altermondialisme et constitue la principale raison de son émergence. La mondialisation rendrait donc caduques toutes les approches traditionnelles fondées sur le nationalisme méthodologique. Ces trois auteurs reconnaissent donc, en proposant de nouvelles grilles de lecture, que l'étude de l'altermondialisme représente un défi conceptuel sérieux pour les sciences sociales, puisqu'il se range difficilement dans les catégories analytiques traditionnelles.

L'étude des idées de l'altermondialisme

Sur le plan épistémologique et méthodologique, cette part d'ombre de la sociologie et de l'histoire de l'action collective lorsqu'il s'agit d'étudier l'altermondialisme, est, j'estime, attribuable à plusieurs facteurs épistémologiques sur lesquels je reviendrai plus bas. Toutefois, un premier facteur général permet de constater l'étendue du problème et contribue certainement aussi à celui-ci : il existe peu d'études des idées de l'altermondialisme. En effet, il existe très peu de travaux qui proposent une compréhension

¹³⁴ Dominique Caouette, « L'altermondialisme, contrepoint à la mondialisation. Nouveaux contours de l'analyse politique », *Possibles*, vol. 32, n° 3-4, automne 2008 p. 149-160.

systématique les idées de l'idéologie altermondialiste. Sur les 150 entrées de ma bibliographie qui constituent des études sur l'altermondialisme, pas plus d'une dizaine de travaux proposent de restituer la cohérence des idées qu'exprime l'altermondialisme. Parmi ceux-ci se trouvent certains travaux de Francis Dupuis-Déri, François Polet, Eddy Fougier, Sophie Heine, Christine Couvrat, Marcos Ancelovici et Serge Champeau, qui étudient, sinon l'idéologie altermondialiste, du moins ses idées¹³⁵. Chacun d'eux répertorie dans un index de taille variable l'éventail des idées de l'altermondialisme et insiste sur l'importance de ses nombreuses lignes de fractures. Dans l'inventaire qu'ils proposent, certaines idées semblent occuper un rôle central dans la pensée altermondialiste (la mondialisation et l'obsolescence de la politique traditionnelle par exemple), alors que d'autres, au contraire, sont relégués à des fonctions plus périphériques (l'annulation de la dette des pays les plus pauvres ou encore l'abolition des paradis fiscaux par exemple). Certes, ce travail de débroussaillage est important puisqu'il permet de mieux comprendre l'altermondialisme. Pour preuve, je dirais que ma propre compréhension initiale du mouvement provient en bonne partie de la lecture de ces travaux. Toutefois, ces auteurs se limitent soit à proposer une structuration générale, mais très souple de ces idées, soit encore refusent-ils d'établir leur *cohérence générale*. Ils s'empêchent alors, j'estime, de bien comprendre puis de montrer que toutes ces idées s'inscrivent dans une conception du monde qui se tient logiquement. Ainsi, malgré la publication d'un nombre considérable de recherches consacrées à l'étude de l'altermondialisme et le fait que son émergence ait eu lieu il y a maintenant plus de dix ans, la matrice idéologique des idées de l'altermondialisme demeure-t-elle largement

¹³⁵ Francis Dupuis-Déri, *L'Altermondialisme*, Montréal, Boréal, coll. « Boréal Express », 2009 ; François Polet, *Clés de lecture de l'altermondialiste*, Bruxelles, Couleur livres, 2008 ; Eddy Fougier, *Dictionnaire analytique de l'altermondialiste*, Paris, Ellipses Éditions, 2006 ; Eddy Fougier, *L'altermondialisme*, Paris, Le Cavalier bleu, coll. « Idées reçues », 2008 ; Sophie Heine, « Quels principes communs pour une idéologie altermondialiste ? », *Centre Tricontinental*, 19 février 2009 [<http://www.cetri.be/spip.php?article1066>] ; Christine Couvrat, *L'essor de l'altermondialiste : expression de la montée en Occident d'une culture démocrate-radical*, Paris, l'Harmattan, 2007 ; et Serge Champeau, « L'idéologie altermondialiste », *Commentaire*, n° 107, automne 2004, p. 699-707.

incomplète. La complexité de ce sujet, sur laquelle insistent beaucoup les chercheurs, et son histoire récente, surtout pour ceux qui ont écrit dès les premières années sur ce sujet, ajoute sans contredit des difficultés supplémentaires pour les chercheurs. Pourtant, l'étude plus centrale des idées est essentielle pour quiconque souhaite non seulement améliorer sa compréhension globale de l'altermondialisme, mais qui désire plus spécifiquement cibler ce qu'est l'altermondialisme.

Aussi, ce choix méthodologique porte-t-il à conséquences : ces auteurs posent alors comme hypothèse que l'altermondialisme n'est pas une idéologie. Voilà pourquoi ils ne chercheraient pas à étudier ce sujet dans une perspective idéologique, soit à nouveau dans le but de montrer que les idées qu'il promeut sont frappées d'une cohérence idéologique, car elles s'inscrivent dans une conception du monde spécifique. Dans leurs travaux, l'altermondialisme appartiendrait alors de manière générale à la famille des mouvements sociaux et de l'action collective, mais ne serait cimenté d'aucune unité idéologique. Ce choix méthodologique les empêche aussi de bien comprendre les idées de l'altermondialisme dans leurs dimensions non sociologiques. Ils considèrent alors les idées comme de simples variables sociologiques et non comme l'élément premier de toute idéologie. L'objet d'étude des idées se limite donc à l'analyse, par exemple, de la façon dont celles-ci contribuent à la mobilisation et à montrer comment elles servent à unifier plusieurs mobilisations autour d'un thème commun. Elles montrent aussi que certains thèmes anciens traversent le discours altermondialiste et que son succès tiendrait à la qualité de sa campagne promotionnelle de recrutement qui repose entièrement sur l'idée de mondialisation. En somme, ces chercheurs font donc le choix méthodologique d'étudier les idées dans une perspective que je qualifierais avant tout d'utilitaire et non idéologique.

Voici cinq exemples pour illustrer ce choix méthodologique que font les auteurs étudiant les idées de l'altermondialisme.

Dans *L'Altermondialisme*, Francis Dupuis-Déri reconnaît par exemple d'emblée l'importance de la bataille des idées entre les altermondialistes et leurs opposants. Il consacre d'ailleurs plusieurs pages aux courants d'idées qui traversent l'altermondialisme. Toutefois, il semble entretenir une certaine ambivalence quant au statut idéologique qu'il confère à l'altermondialisme lorsqu'il l'oppose au néolibéralisme. D'abord, dans l'introduction de son ouvrage, il ne présente pas l'altermondialisme comme constituant une idéologie et préfère le décrire comme étant « une profonde lame de fond qui déferle pour contrer l'idéologie néolibérale¹³⁶ ». D'un côté, se trouverait donc « un mouvement et une force critique » et de l'autre, une idéologie dont l'unité est reconnue. Ensuite, il affirme que « l'altermondialisme n'offre pas, comme le néolibéralisme, un cadre d'analyse unifié et simple, puisqu'il s'exprime par plusieurs voix, souvent discordantes¹³⁷ », laissant alors sous-entendre que le premier, contrairement au second, ne serait pas une idéologie. Toutefois, au paragraphe suivant, il parle de l'altermondialisme comme une idéologie lorsqu'il affirme que ce serait sur la base des fondements du néolibéralisme et de l'altermondialisme « qu'il convient, avant tout, d'évaluer la légitimité de l'une ou l'autre idéologie. » Ainsi, Dupuis-Déri considère soit que l'altermondialisme n'est pas une idéologie, soit que trancher cette question revêt, à ses yeux, peu d'importance, et accepte alors de donner lieu à une certaine ambiguïté.

Dans *Clés de lecture de l'altermondialisme*, François Polet étudie lui aussi ce qu'il nomme les « thématiques alter ». Dans une démarche de recherche se voulant intentionnellement le reflet de la diversité de l'altermondialisme, celui-ci refuse d'énoncer

¹³⁶ *L'Altermondialisme*, p. 14.

¹³⁷ *Ibid.*, p. 90.

ce qui serait l'idéologie altermondialiste, du moins de décrire sa pensée de façon relativement unifiée¹³⁸. Il propose au contraire de « fournir un aperçu de la forêt des rationalités politiques qui se cachent derrière l'arbre altermondialiste¹³⁹ ». Aussi, en affirmant que « si ce qui caractérise le militant altermondialiste est sa grande capacité à mettre sa propre "idéologie" entre parenthèses pour se concentrer sur des objectifs communs¹⁴⁰ », il exprime alors l'idée que l'altermondialisme n'est pas une idéologie.

Dans son *Dictionnaire analytique de l'altermondialisme*, Eddy Fougier consacre plusieurs pages à décrire les idées de l'altermondialisme. Sous l'entrée « Alternatives », il décrit par exemple cinq types d'approche, comme solutions de rechange que propose l'altermondialisme – l'approche réformiste, altermondialiste, altermondialiste étatique, antimondialiste et des « alternatifs¹⁴¹ ». Sous la rubrique « Forums sociaux I. Les principes », il présente aussi ce qu'il désigne comme « une foire aux idées dans l'objectif de définir une autre mondialisation¹⁴² ». Toutefois, comme c'est le cas chez les auteurs précédents, il ne croit pas que l'altermondialisme appartient à la catégorie de l'idéologie. Selon Fougier, la « mouvance » altermondialiste serait formée de contestataires défendant « le respect de la diversité, leur refus de toute organisation structurée, d'une direction et d'une uniformité idéologique¹⁴³ ». Ainsi, sans uniformité idéologique, l'altermondialisme ne pourrait donc selon Fougier fonder aucune idéologie.

Dans *L'essor de l'altermondialisme*, Christine Couvrat défend la thèse selon laquelle l'altermondialisme serait une « culture démocrate-radical ». Dans le but de réaffirmer la

¹³⁸ En admettant, bien entendu, qu'il juge la notion d'idéologie pertinente dans l'analyse de l'altermondialisme.

¹³⁹ *Clés de lecture de l'altermondialisme*, p. 43.

¹⁴⁰ *Ibid.*, p. 4.

¹⁴¹ *Dictionnaire analytique de l'altermondialisme*, p. 11-25.

¹⁴² *Ibid.*, p. 67-70.

¹⁴³ *Ibid.*, p. 7-8.

démocratie, sa première tâche consisterait à décrypter le néolibéralisme afin de montrer que son discours « sur le caractère inéluctable de la mondialisation sous la forme actuelle n'est qu'un discours idéologique, patiemment mûri depuis les années 1950¹⁴⁴ ». Le travail de l'altermondialisme consisterait donc à saper « les bases idéologiques du discours néolibéral¹⁴⁵ ». L'altermondialisme serait ainsi une « contre-offensive idéologique » à l'idéologie néolibérale, sans pour autant être lui-même une idéologie. Le caractère non idéologique de l'altermondialisme tiendrait à ce que les arguments qu'il oppose au néolibéralisme ne seraient pas abstraits – ils ne reposeraient pas sur un appareillage idéologique complexe –, mais seraient plutôt « plaqué sur la réalité ». Ainsi, pour Couvrat, il existerait d'un côté une réalité et de l'autre des idéologies qu'il faudrait débusquer. Or, l'idée qu'il existe une réalité sans idéologie est fausse. Comme je le montrerai au chapitre suivant, toute lecture de la réalité sociale ne peut se faire sans l'aide de lunettes idéologiques. Les conceptions du monde sur lesquelles se fondent toutes les idéologies sont les seules façons de donner un « sens » à la réalité. Elles ne sont donc pas extérieures au domaine idéologique, mais constituent plutôt la première composante de toute idéologie.

Dans l'article « Quels principes communs pour une idéologie altermondialiste ? », Sophie Heine annonce pour sa part une réflexion sur l'idéologie altermondialiste¹⁴⁶. Toutefois, elle reste aussi ambiguë quant à la façon dont elle définit le lien entre idéologie et altermondialisme. D'une part, elle affirme que « la diversité au sein du mouvement est telle que l'on ne peut raisonnablement espérer le rassembler autour d'une idéologie unique¹⁴⁷ »,

¹⁴⁴ Christine Couvrat, *L'essor de l'altermondialisme : expression de la montée en Occident d'une culture démocrate-radical*, Paris, l'Harmattan, 2007, p. 90.

¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 92.

¹⁴⁶ Sophie Heine, « Quels principes communs pour une idéologie altermondialiste ? », *Centre Tricontinental*, 19 février 2009 [<http://www.cetri.be/spip.php?article1066>].

¹⁴⁷ Les passages en italiques sont les miens. *Ibid.* p. 1.

signifiant alors qu'elle refuse de lui reconnaître une unité idéologique. D'autre part, et malgré cela, elle soutient ailleurs que l'altermondialisme :

« peut constituer un lieu de controverses entre divers projets consistants qui pourraient alors être traduits en programmes politiques par des acteurs visant à influencer directement ou indirectement sur le pouvoir. Proposer un *projet idéologique cohérent* est la seule manière non seulement de convaincre les citoyens de la nécessité de sortir de l'apathie politique et de soutenir des forces progressistes, mais aussi de faciliter une alliance durable entre ces dernières¹⁴⁸ ».

Heine présente donc l'altermondialisme, avec une certaine incohérence j'estime, comme pouvant être porteur de projets idéologiques, sans toutefois qu'il ne soit lui-même une idéologie.

Enfin, dans un mode résolument moins académique, bien que son texte ait été publié dans la revue *Commentaire*, Serge Champeau propose lui aussi de définir ce qu'est l'idéologie altermondialiste dans son article « L'idéologie altermondialiste¹⁴⁹ ». Selon lui, l'altermondialisme ne serait nulle autre chose qu'un défi auquel sont aujourd'hui confrontées les sociétés libres puisque l'utopie de l'autre mondialisation repose tout entière sur un « refus de la médiation politique¹⁵⁰ » qui rappellerait les totalitarismes du siècle dernier. Son analyse s'appuie toutefois sur une rhétorique fort simpliste qui sert davantage la cause politique que son auteur défend – soit de faire le procès de l'altermondialisme par crainte qu'il s'agisse d'une nouvelle idéologie révolutionnaire et totalitaire – qu'elle ne permet réellement de jeter quelques lumières sur ce qui constitue l'idéologie altermondialiste.

¹⁴⁸ *Idem.*

¹⁴⁹ Serge Champeau, « L'idéologie altermondialiste », *Commentaire*, n° 107, automne 2004, p. 699-707.

¹⁵⁰ *Idem.*

Ainsi, ces auteurs qui ont étudié les idées de l'altermondialisme ne croient-ils pas que celles-ci puissent agir comme le support à une idéologie à part entière et refusent-ils d'analyser ce sujet sous cet angle. Dans la littérature académique, l'altermondialisme n'exprimerait aucune unité idéologique.

Pourquoi ne pas étudier ces idées ?

Le fait que les chercheurs de l'altermondialisme acceptent l'idée selon laquelle ce dernier ne serait imprégné d'aucune idéologie et leur désintérêt subséquent pour l'étude de son contenu idéal tient, j'estime, à quatre principaux facteurs. Premièrement, ce désintérêt se rapporte bien entendu à l'épistémologie de la sociologie et de l'histoire de l'action collective. Ce champ d'études portant sur l'analyse des phénomènes sociaux et du militantisme social, la place de l'étude des idées qui trouvent à s'exprimer sur le terrain de l'action collective occupe généralement une place de second plan dans les travaux de recherche de ces deux disciplines.

Deuxièmement, au-delà de cette considération disciplinaire, on peut expliquer le désintérêt des chercheurs de l'altermondialisme pour l'étude des idées par le fait que l'adhésion des militants à l'idée que le mouvement dans lequel ils sont impliqués ne représente aucune idéologie conduit, d'une certaine façon, les chercheurs à souscrire eux aussi à cette même idée. Puisque les militants croient qu'il ne s'agit pas d'une idéologie, les chercheurs accepteraient alors cette idée d'autant qu'une bonne partie d'eux, comme je le montrerai plus bas, se déclarent solidaires de l'altermondialisme. Alors que la préservation de la liberté d'opinion de tous les militants constitue une préoccupation centrale de l'altermondialisme, ce que rappelle par exemple la charte des principes du FSM, ceux-ci souhaitent logiquement que leur mouvement ne soit imprégné d'aucune idéologie unique, car dans leur esprit, toutes les idéologies menaceraient la diversité des opinions. C'est

pourquoi l'économiste et membre d'Attac Dominique Plihon présente par exemple l'altermondialisme comme constituant non pas une idéologie, mais plutôt une « posture intellectuelle et politique¹⁵¹ ». Nadia Demond (Marche mondiale des femmes – Italie) affirme que « les réponses aux problèmes qui nous menacent doivent être immédiates et radicales, non pas sur la base d'une position idéologique de départ, mais simplement sur la base de l'honnêteté intellectuelle et de la cohérence dans l'action¹⁵² ». Gilbert Wasserman (Attac) soutient pour sa part que l'altermondialisme ne serait pas « un mouvement unique et unifié sur le plan idéologique » et que le principal défi qui attend ses militants est celui de « construire des convergences et des propositions alternatives sans jamais céder à une unification qui raboterait les identités¹⁵³ ». Ainsi, l'altermondialisme n'étant pas une idéologie pour les militants, elle ne l'est pas davantage pour les chercheurs¹⁵⁴.

Bien entendu, il est possible d'expliquer pourquoi les militants de l'altermondialisme refusent d'être étiquetés comme idéologiques et préfèrent plutôt

¹⁵¹ Dominique Plihon, « L'altermondialiste, version moderne de l'anticapitalisme ? », *Actuel Marx*, vol. 2, n° 44, 2008, p. 31.

¹⁵² Nadia Demond, dans Patrick Viveret et Gilbert Wasserman (dir.), *Où va le mouvement altermondialisation? ... et autres questions pour comprendre son histoire, ses débats, ses stratégies, ses divergences*, Paris, La Découverte, 2003, p. 98.

¹⁵³ Gilbert Wasserman, « Comment gérer les divergences et les différences », dans *Où va le mouvement altermondialisation? ... et autres questions pour comprendre son histoire, ses débats, ses stratégies, ses divergences*, p. 13.

¹⁵⁴ Au-delà de l'idée que je développe selon laquelle les militants de l'altermondialisme, mais aussi ses analystes souscrivent à la thèse de la faillite des idéologies, ce qui les conduirait à ne plus voir de l'idéologique derrière l'altermondialisme, il importe, j'en conviens qu'il faut nuancer quelque peu cette hypothèse. De déclarer son soutien à une idéologie plutôt qu'à une autre est un exercice plein d'incertitude comme le montre Philip E. Converse. Dans une étude sur l'identification des gens à une idéologie, Converse montre que de manière générale, il est beaucoup plus difficile pour quiconque de reconnaître et revendiquer son appartenance à une idéologie que d'avouer sa préférence pour tel ou tel autre parti politique. La plupart des gens ne réfléchissent donc pas, au sens strict terme, de manière idéologique. Ils peuvent certes être davantage influencés par une idéologie plutôt qu'une autre, ce qui se reflète à travers une certaine consistance dans les opinions qu'ils émettent, mais ne pensent pas la politique nécessairement à l'aide de lunettes idéologiques. Philip E. Converse, « The Nature of Belief Systems in Mass Publics », dans David Apter (dir.), *Ideology and Discontent*, New York, Free Press, 1964. Reproduit dans Philip E. Converse, « The nature of belief systems in mass publics (1964) », *Critical Review*, vol. 18, n° 1, 2006 [1964], p. 1-74.

inscrire leur action au sein d'un « nouveau mouvement d'émancipation humaine¹⁵⁵ » : cette position serait un réflexe idéologique. Depuis Marx, les militants en général et la gauche plus particulièrement refusent en effet de voir, derrière le combat qu'ils mènent, une idéologie, car selon eux l'idéologie serait une ruse utilisée par l'adversaire afin d'imposer son idéologie et ainsi masquer les déséquilibres du pouvoir. Il est alors naturel pour les militants de l'altermondialisme, puisqu'à nouveau bon nombre d'eux sont d'anciens militants de gauche, d'utiliser le concept d'idéologie selon le sens conféré par Marx. Ainsi, l'idéologie c'est le néolibéralisme ; l'altermondialisme : un mouvement historique d'émancipation.

Troisièmement, le refus des chercheurs de considérer l'altermondialisme comme étant une idéologie s'expliquerait aussi par la façon dont les sciences sociales structurent la réalité. En effet, les sciences sociales distinguent, d'un côté le domaine de l'action collective et des mouvements sociaux et de l'autre, le domaine de la politique. Les enjeux trouvant alors à s'exprimer dans le premier domaine seraient de nature sociale ; ceux du second seraient au contraire de nature politique. Cette séparation permet de séparer, par un tracé rapide, l'action des partis politiques et des mouvements sociaux. Toutefois, ce tracé serait fondé, j'estime, sur une interprétation quelque peu restrictive de la réalité sociale. Il semble en effet correspondre uniquement aux sociétés qui sont pluri-idéologiques, c'est-à-dire dans lesquelles s'affrontent plusieurs idéologies. Dans ce type de société, les luttes idéologiques – pour faire accepter sa conception du monde – et politiques – pour conquérir le pouvoir – ont lieu dans le domaine politique. Les conflits sociaux – qui concernent plus généralement les relations symboliques et sociales des humains dans une société – ont lieu dans le domaine social, c'est-à-dire hors du politique. Illustrons cette différence à l'aide d'un

¹⁵⁵ Jean-Marie Harribey, Susan George, Gustave Massiah et Chico Whitaker, « L'altermondialisme, un processus de long terme porteur d'alternatives », *L'Humanité*, 21 janvier 2007. Reproduit sur le site d'Attac France, 9 février 2008. [<http://www.france.attac.org/spip.php?article8218>].

exemple tiré de l'histoire. Durant leur affrontement au cours des années 1930, les communistes et les fascistes ne visaient rien d'autre que la conquête du pouvoir politique. En février 1933, lorsque Hitler condamne le communiste Marinus van der Lubbe pour l'incendie du Reichstag, il poursuit une lutte pour le pouvoir politique qui conduira à rendre illégal le Parti communiste allemand (KPD). Les militants de chacune de ces idéologies ont spontanément situé leur combat sur la scène politique, car c'est là, dans leur esprit, où devaient ultimement s'affronter les idéologies.

Or, durant l'époque où les luttes idéologiques brillent par leur absence ou encore lorsque celles-ci sont reléguées à l'arrière-plan, en d'autres termes là où une seule idéologie exerce une influence sans partage sur l'idéologique, la prégnance politique des idéologies semble s'estomper quelque peu. C'est précisément le cas de la période qui s'ouvre avec la fin de la guerre froide en Occident. Les enjeux politiques et idéologiques semblent alors se diluer en quelque sorte dans un large domaine du social. Dans ce contexte, il n'est alors pas surprenant de voir des auteurs appeler à délaisser la notion de clivage gauche-droite, car cette grille de lecture serait à leurs yeux tout simplement périmée. Cela entraîne alors un « repli » de la politique et de l'idéologique au profit du social et, depuis au moins cinquante ans, de la technique et de la justice, elles-mêmes des sous-branches du social. Les enjeux autrefois qualifiés de politiques et teintés idéologiquement, deviennent alors tout simplement sociaux, techniques ou juridiques. La fin du court « vingtième siècle » idéologique, selon la thèse de Eric Hobsbawm, conduirait dans l'esprit des gens à croire, à la manière de Daniel Bell, à la mort même du concept d'idéologie. Dans ce contexte « sans idéologie », la critique sociale de l'ordre établi se trouve alors logiquement à s'exprimer de façon moins visiblement idéologique et politique.

Suivant cette explication, l'altermondialisme se situerait alors, pour les militants et pour ses chercheurs, sur la scène sociale et non sur la scène politique et idéologique. Ses militants n'auraient aucune vue sur le pouvoir politique, ils n'aspireraient pas non plus à imposer leur idéologie, mais chercheraient plutôt à modifier l'ordre social. Pourtant, l'altermondialisme ne peut pas logiquement arborer le slogan « un autre monde est possible » sans aspirer, de près ou de loin, à contrôler le pouvoir politique. Les ressorts de l'adhésion des altermondialistes à une conception du monde et un programme politique rejetant la politique sont complexes, c'est pourquoi j'y reviendrai plus en détail au chapitre suivant.

Enfin, un dernier et quatrième facteur déterminant et directement lié au précédent, conduit non seulement les chercheurs à se désintéresser de l'étude des idées, mais aussi à soutenir, comme les militants, que l'altermondialisme n'est pas une idéologie : leur adhésion à la thèse de la faillite des idéologies, soit à nouveau l'idée selon laquelle la fin de la guerre froide signifierait la mort même du concept d'idéologie. Cette thèse, s'étant graduellement imposée à partir des années 1990 et qui est aujourd'hui largement admise, modifie profondément la façon dont les sciences sociales analysent la société. Alors que les études centrées sur l'idéologie étaient courantes durant la période de 1960 et 1990, il existe actuellement peu de publications récentes sur ce thème. Parce que, comme l'affirme Emmanuel Renault, « le concept d'idéologie fait aujourd'hui l'objet d'un large discrédit¹⁵⁶ », les sciences sociales l'auraient alors abandonné. Par ailleurs, le périodique *Journal of Political Ideologies* fondé par Michael Freeden du Mansfield College (Université d'Oxford) en février 1996, ainsi que plusieurs de ses récentes publications et, j'ajouterai, le livre *Les idéologies politiques. Le clivage gauche-droite* de Danic Parenteau et Ian Parenteau, font

¹⁵⁶ Emmanuel Renault, « L'idéologie comme description », *Rue Descartes*, vol. 3, n° 49, 2005, p. 84.

presque figure d'anomalies au sein des sciences sociales¹⁵⁷. Un survol du contenu des périodiques à comité d'évaluation qui ont pour sujet la sociologie et la science politique montre en effet un recul significatif depuis les années 1980 du nombre d'articles sur les idéologies politiques et sur ce concept¹⁵⁸. Les catalogues de publication des maisons d'édition présentent eux aussi plus rarement des titres sur ce thème.

Comme nous le verrons au chapitre 5, ce facteur qui est plus spécifiquement idéologique, entraîne des effets importants puisqu'il permet en particulier au libéralisme

¹⁵⁷ Michael Freeden, *Ideologies and Political Theory*, Oxford, Oxford University Press, 1996; Michael Freeden, *Ideologies and Political Theory: a Conceptual Approach*, Oxford, Clarendon Press, 1998; Michael Freeden (dir.), *Reassessing Political Ideologies: The Durability of Dissent*, Londres, Routledge, 2001; Michael Freeden, *Ideology: A Very Short Introduction*, Oxford, Oxford University Press, 2003; Michael Freeden, *Liberal Languages: Ideological Imaginations and Twentieth Century Progressive Thought*, Princeton, Princeton University Press, 2004; Michael Freeden, Gayil Talshir et Mathew Humphrey, *Taking Ideology Seriously: 21st Century Reconfigurations*, Londres, Routledge, 2006; Michael Freeden (dir.), *The Meaning of Ideology: Cross-Disciplinary Perspectives*, Londres, Routledge, 2007; Danic Parenteau et Ian Parenteau, *Les idéologies politiques. Le clivage gauche-droite*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2008.

¹⁵⁸ Il est par exemple possible d'illustrer cette tendance en calculant le nombre d'articles portant sur les idéologies et de comparer ce nombre avec l'ensemble des articles publiés dans des périodiques de science politique. L'analyse du contenu de la base de données JSTOR montre effectivement un net déclin du nombre d'articles sur les idéologies. Le pourcentage d'articles dans lesquels le mot « *ideology* » apparaît dans le titre durant la période de 1961 à 1970 est de 10.9 %. Il va atteindre un sommet durant la période de 1981 à 1990 avec 26.4 % pour décliner ensuite à 11.7 % durant la dernière période qui va de 2001 à 2010. Voici le détail de ce sommaire :

Tableau 3 - Déclin relatif du nombre d'articles sur le thème des idéologies dans JSTOR au cours de la période de 1961 à 2010

Décennie	Idéologie	Tous les articles	Pourcentage
1961-1970	185	1695	10.9 %
1971-1980	445	2061	21.6 %
1981-1990	708	2684	26.4 %
1991-2000	653	3957	16.5 %
2001-2010	325	2767	11.7 %

Notes :

Idéologie : Désigne le nombre d'articles dont le mot « *ideology* » apparaît dans le titre (*Item title*) des articles. La recherche a été faite en incluant les articles rédigés dans toutes les langues, elle ne portait que sur les articles et non sur les comptes rendus et les autres formes de publications et elle ne concernait que la base de données des revues appartenant à la catégorie « science politique ».

Tous les articles : Correspond au nombre total d'articles publiés durant la période dans la même base de données, selon les mêmes critères de recherche généraux et dont le contenu de l'article contenait le mot-clé « *politic* ». Comme il est impossible de faire une recherche sans mot-clé, j'ai donc dû utiliser un mot-clé, qui ne pouvait pas être un article (« *the* » par exemple) et qui avait le plus de chances d'apparaître dans tous les articles.

Pourcentage : Le ratio nombre d'article de la catégorie idéologie par rapport à tous les articles d'une même période.

JSTOR : <http://www.jstor.org/>

d'exercer une plus large influence sur la société contemporaine dans la mesure où ce dernier ne fait désormais face à aucun rival. Ainsi, les conséquences de ce facteur dépassent-elles le seul domaine de la recherche. Dans ce contexte, il apparaît donc inutile pour les chercheurs de l'altermondialisme d'utiliser la grille de lecture des idéologies pour étudier ce sujet qui se présente précisément comme étant sans idéologie. Cette idée trouve à s'exprimer de différentes façons dans la littérature sur l'altermondialisme, notamment dans les ouvrages que j'ai présentés plus haut, mais ailleurs également. C'est le cas notamment chez Éric Agrikoliansky et Dominique Cardon, qui confortent à la fois la thèse de la faillite des idéologies et l'idée que l'altermondialisme ne serait marqué d'aucune unité idéologique, lorsqu'ils affirment que de « tenter de dégager une hypothétique unité [au discours altermondialiste] conduirait donc à produire une sorte d'artefact figeant artificiellement des frontières mouvantes, et reflétant l'activité du chercheur plus que celle des acteurs...¹⁵⁹ » Or, à nouveau, je défends l'idée que pour bien comprendre l'altermondialisme, il faut d'abord concevoir ce sujet comme constituant une idéologie qui se manifeste sur le terrain de l'action collective et non l'inverse (qu'il est une action collective produisant des effets sur l'idéologique). Il faut aussi chercher à reconnaître une certaine unité idéologique à l'altermondialisme sans quoi la mobilisation sociale à laquelle il donne lieu serait tout simplement impossible tant les thématiques s'y côtoyant sont éclectiques. C'est l'adhésion de tous les militants à un petit nombre d'idées maîtresses qui assure une cohérence idéologique à l'altermondialisme, même s'il persiste, bien entendu, dans le domaine de l'action politique des divergences quant à la façon concrète d'articuler celles-ci. Bref, l'idéologie altermondialiste existe, car dans le discours qu'expriment ses militants, il est possible de relever les traces d'un pôle de cristallisation doctrinale sinon ce discours serait sans suite. C'est donc sur le fond de ce quatrième facteur que j'exprime la plus grande

¹⁵⁹ Éric Agrikoliansky et Dominique Cardon, « Un programme en débats : forum, formes et formats », dans *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le second Forum social européen*, p. 46.

réserve à l'endroit des travaux que j'ai cités plus haut. Ainsi, la construction de l'identité de l'altermondialisme dans la littérature savante se trouve alors fondée sur une méprise que prolongent plusieurs études sur ce même thème, en ce qu'elles reposent sur l'idée que l'altermondialisme n'est pas idéologique.

Cette façon « désidéologisée » d'appréhender l'altermondialisme entraîne bien entendu des conséquences évidentes sur la compréhension de celui-ci et accélère, par la même occasion et plus largement, le processus de déclassement des idéologies. En effet, en aval de la recherche, les chercheurs de l'altermondialisme contribuent à ce processus pour les raisons épistémologiques et idéologiques que j'évoquais plus haut. Les militants de l'altermondialisme y concourent également, cette fois en amont de la recherche, lorsqu'ils affirment avec force que leur mouvement est dépouillé de tout attribut idéologique. Ainsi, les chercheurs de l'altermondialisme et ses militants participent, en d'autres termes, à fixer l'idée que les idéologies ont fait leur temps. Or, si l'époque des combats idéologiques du XXe siècle est bien révolue, il n'en demeure pas moins que l'emprise qu'exerce le libéralisme sur l'idéologique contemporain ne signifie pas pour autant que cette idéologie n'est plus menacée par la concurrence. Plus simplement, il est possible d'affirmer que le libéralisme jouit, pour l'instant, d'une position de monopole certaine. Or, comme le soutenait Donald Clark Hodges en 1967 au sujet du premier débat entourant la fin des idéologies, « dire que les antagonismes idéologiques sont en train de disparaître est une chose, que cette observation implique un déclin de l'idéologie est une tout autre chose¹⁶⁰ ». Aussi, dans la même lignée, comme l'affirme plus récemment Marcel Gauchet au sujet du clivage gauche-droite :

¹⁶⁰ Ma traduction. Donald Clark Hodges, « The End of "The End of Ideology" », *American Journal of Economics and Sociology*, vol. 26, n° 2, avril 1967, p. 135.

« Certes, les brouillages [idéologiques] sont importants, les évolutions énormes et la confusion intellectuelle considérable, mais la division demeure vivante. S'il est aujourd'hui difficile de définir la droite et la gauche en termes substantiels, la répulsion mutuelle que se vouent les deux camps idéologiques est intacte¹⁶¹ ».

L'appui des chercheurs de l'altermondialisme à la thèse de la faillite des idéologies et leur utilisation de l'une ou l'autre des quatre postures épistémologiques entraînent des conséquences importantes sur notre connaissance de l'altermondialisme : elle en limite la portée. Analysons séparément chacun de ces problèmes.

Première limite : L'altermondialisme, un mouvement social ?

La première posture épistémologique, la plus courante, consiste à étudier l'altermondialisme en tant qu'il forme d'abord un « mouvement social », donne lieu à un certain nombre de difficultés.

Premièrement, en centrant l'analyse de l'altermondialisme sur ses manifestations dans le domaine du militantisme social, les chercheurs ayant recours à cette posture posent, d'une certaine façon, la primauté du social sur l'idéologique. Comme si le militantisme social instituait – pour peu qu'elle existe – l'idéologie et non l'inverse. Or, ce postulat déforme la réalité plus qu'il ne l'éclaire. Une action collective ne vient pas au monde par le simple travail d'un groupe d'« entrepreneurs militants ». Elle n'émerge pas non plus uniquement lorsque les structures d'opportunités se montrent plus favorables. Ces deux facteurs peuvent sans contredit participer, à des degrés divers et selon les conjonctures, au développement d'une action collective. Toutefois, celle-ci vient au monde plus généralement lorsqu'un groupe assez large d'individus qui partagent une même conception du monde

¹⁶¹ Marcel Gauchet, « Le PS reste le seul parti de l'alternance », *Le Point*, n° 1924, 30 juillet 2009.

adoptent un programme politique les poussant à investir la scène de l'action collective ou politique.

La question à savoir si l'altermondialisme représente une rupture radicale ou non dans l'histoire des mouvements sociaux, sur laquelle se concentre un certain nombre d'études, notamment sous l'impulsion des travaux de Éric Agrikoliansky, m'apparaît alors en quelque sorte incongrue¹⁶². Peu importe la réponse à cette question, le chercheur qui accepte d'orienter ses recherches dans ce sens est contraint, d'une certaine façon, d'accepter consciemment ou non, de considérer l'altermondialisme comme étant d'abord et avant tout un type d'action collective exprimant un certain discours ou du moins certaines idées centrales. Les origines de l'altermondialisme ne sont donc pas à trouver ni dans l'espace occupé par les actions collectives, ni encore dans les injustices que produit la mondialisation économique, mais plutôt dans l'époque tout entière qui précède les bouleversements économiques qu'entraîne la libéralisation des marchés. C'est dans le sol de l'époque des années 1980-1990 que germera l'altermondialisme.

Une deuxième limite, plus méthodologique, concerne la première posture épistémologique. Elle se rapporte, comme je l'évoquais sommairement plus haut, à la manière générale dont les sciences sociales se divisent les objets de leurs études. La sociologie analyse les aspects sociaux du phénomène humain ; la science politique, la question du pouvoir ; l'histoire, le passé ; et l'économie, le milieu de la production et la consommation. Cette division oblige les chercheurs qui adoptent l'une ou l'autre de ces disciplines à opérer une certaine déconnexion de leur sujet des domaines concernant les

¹⁶² Éric Agrikoliansky, « De l'anticolonialisme à l'altermondialisme : généalogie(s) d'un nouveau cadre d'action collective », *Colloque sur les mobilisations altermondialistes GERMM*, décembre, Paris, 2003, 23 p. [<http://www.afsp.msh-paris.fr/activite/groupe/germm/collgermm03txt/germm03agrikoliansky.pdf>] et Éric Agrikoliansky, « Du tiers-mondisme à l'altermondialisme : genèse(s) d'une nouvelle cause », dans *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, p. 43-73.

autres sciences sociales. Ils se trouvent alors à être porteurs d'un handicap en ce qu'ils étudient l'altermondialisme en vase clos. Ils comprennent certes les facteurs sociologiques qui ont pu contribuer à son émergence, mais ignorent les facteurs idéologico-politiques qui sont liés au contexte des années 1990 où l'altermondialisme prend forme.

Le contexte d'émergence d'une action collective détermine partiellement sa configuration. Comme le soutient Sidney Tarrow, la situation démocratique qui prévaut en Amérique du Nord et en Europe occidentale modifie la façon dont l'action collective y prend forme. Celle-ci trouve habituellement à s'exprimer selon des modalités beaucoup plus ouvertes que les actions collectives ayant lieu dans des contextes non démocratiques. Ainsi, la critique altermondialiste de la mondialisation économique prend des formes différentes selon qu'elle s'exprime au Nord ou au Sud. Au Nord, comme l'altermondialisme est fortement marqué de l'empreinte du libéralisme, sa critique sociale et son programme politique manifestent le souci de préserver la liberté individuelle. En Amérique latine, l'appui des militants de l'altermondialisme à Luiz Inácio Lula da Silva, Néstor Kirchner, Hugo Chavez, Tabaré Vázquez et Evo Morales prend ou prenait plutôt la forme d'actions politiques moins libérales qui sont moins modérées et plus conflictuelles. Ainsi, pour comprendre la portée et le sens de l'action menée par les mobilisations sociales, il importe de les restituer dans le contexte idéologico-politique de leur énonciation, car il existe entre mobilisation et contexte idéologico-politique une forte relation de causalité.

Certains sociologues reconnaissent l'impasse que représente cette seconde limite épistémologique et cherchent à étendre leur analyse de l'action collective à des facteurs extérieurs à la mobilisation et ne se rapportant pas nécessairement à la réalité sociale. C'est ainsi que déjà en 1973, Peter Eisinger développe le cadre des « structures d'opportunités » politiques pour distinguer la façon dont s'expriment les protestations selon qu'elles ont lieu

dans des structures « ouvertes » – qui donne un accès au système politique – ou « fermées » – où cet accès est interdit¹⁶³. Ce modèle sera par la suite revu par Charles Tilly et David S. Meyer afin de confirmer empiriquement la thèse de Eisinger et de proposer une théorie plus complète de l'approche des « structures d'opportunités politiques¹⁶⁴ ». Dans son ouvrage *Popular Contention in Great Britain 1758-1834*, Tilly montre également comment certains facteurs qui ne se rapportent pas directement au champ de la mobilisation sociale, de nature démographique, économique et institutionnelle, entraînent malgré cela un changement dans les modalités mêmes du conflit (*contention*). Celui-ci montre que les conflits sociaux en Grande-Bretagne durant la période qu'il étudie portent à l'origine sur des revendications immédiates, locales, et conduisent à des prises de positions plus radicales, avec le temps, ceux-ci s'ancrent petit à petit dans le long terme, élargissent leur portée et lorsqu'ils deviennent véritablement nationaux, ils s'affichent alors plus modérés et s'intègrent finalement dans la routine politique¹⁶⁵. Le contexte influe donc la façon dont s'articulent les actions collectives.

La critique que formule Paul Burstein sur la façon dont les sciences sociales étudient l'action politique des démocraties va dans le même sens¹⁶⁶. Reprenant la réflexion menée par Doug McAdam, Sidney Tarrow et Charles Tilly, Burstein soutient que la sociologie et la science politique recourent la société en divisions artificielles qui ne correspondent pas totalement à la réalité. La sociologie étudie les mouvements sociaux qu'elle distingue des

¹⁶³ Peter K. Eisinger, « The Conditions of Protest Behavior in American Cities », *The American Political Science Review*, vol. 67, n° 1, mars 1973, p. 11-28.

¹⁶⁴ Charles Tilly, *From Mobilization to Revolution*, Reading, MA, Addison-Wesley, 1978; Charles Tilly, *Popular Contention in Great Britain 1758-1834*, Cambridge, Harvard University Press, 1995; et David S. Meyer, « Protest and Political Opportunities », *Annual Review of Sociology*, vol. 30, 2004, p. 125-145;

¹⁶⁵ Charles Tilly, *Popular Contention in Great Britain 1758-1834*, Cambridge, Harvard University Press, 1995.

¹⁶⁶ Paul Burstein, « Interest Organizations, Political Parties, and the Study of Democratic Politics », dans Anne N. Costain et Andrew S. McFarland, *Social Movements and American Political Institutions*, Lanham, Rowman & Littlefield, 1998, p. 39-56.

partis politiques et des groupes d'intérêts qui sont, pour leur part, les sujets de la science politique. Alors que McAdam et ses collègues appellent à étudier *conjointement* ces trois types d'organisations puisqu'elles sont proches l'une de l'autre, Burstein soutient plutôt qu'il faille non seulement étudier celles-ci conjointement, mais que ces trois entités ne sont en réalité, dans le contexte des démocraties, qu'*une seule et même chose*. Ces trois entités constitueraient non pas des acteurs ou des phénomènes distincts, mais trois types d'organisations et de stratégies qui lient différemment les citoyens au pouvoir politique. Les mouvements sociaux ne seraient que des « formes de participation non institutionnelles à la politique ». Les groupes d'intérêts travailleraient à promouvoir des intérêts particuliers. Leur apparition serait généralement due aux partis politiques, car ces derniers, en plus de chercher à prendre le contrôle du pouvoir, proposent habituellement un programme politique précisément généraliste. Ainsi, il argue qu'en maintenant cette partition cognitive, les sciences sociales entraîneraient-elles une certaine myopie qui consiste à croire qu'il s'agit d'organisations différentes poursuivant des objectifs distincts ; de sujets d'étude autonomes, stérilisés par les sciences sociales et coupés de leurs substrats réels. Burstein invite donc à revoir la façon dont les sociologues et les politologues ont jusqu'alors fait de l'étude de la politique institutionnelle et non institutionnelle deux champs d'études séparés avec chacun leurs épistémologies propres. Il faudrait dans le même sens remettre en question la manière dont l'altermondialisme s'est constitué comme sujet d'étude. Comme je le soulevais précédemment, d'abord présenté sous la rubrique économique, l'altermondialisme serait ensuite devenu un sujet sociologique ; je propose simplement qu'il devienne aujourd'hui idéologique¹⁶⁷.

¹⁶⁷ Olivier Fillieule formule aussi une critique similaire et soutient qu'il « existe bien un continuum de la participation politique sur lequel s'inscrit la manifestation » (p. 161) et que plus encore, « il semble bien que les chances qu'un individu a de recourir à la participation institutionnelle-conventionnelle augmentent avec le recours à l'action de rue » (p. 161). Ce qui ajoute à l'argument

Enfin, Lilian Mathieu dans « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux » étudie lui aussi le problème qui se pose pour celui qui analyse l'action collective quant au rapport qu'entretiennent ce champ et la politique¹⁶⁸. Ce problème tiendrait aussi au fait que les mouvements sociaux seraient devenus, au cours des dernières années, « un élément ordinaire de la vie politique¹⁶⁹ ». La ligne de démarcation entre l'action sociale et l'action politique se serait donc largement atténuée. Il propose alors pour prendre acte de cette observation que les chercheurs étudient conjointement l'engagement social et politique en recourant à « l'analyse pragmatique de l'action collective ». Cette approche permettrait, selon Mathieu, de rendre compte des aspects internes de la mobilisation, mais offrirait « également l'opportunité d'envisager sous un jour nouveau les rapports entre l'espace où elles se déploient et les autres sphères du monde social¹⁷⁰ ». Pour autant, Mathieu insiste encore trop, j'estime, sur la nécessité d'étudier les facettes sociologiques des mobilisations et pas assez sur les idées et leur contenu.

Tous ces chercheurs critiquent donc le fait que la sociologie de l'action collective maintient une trop grande distance avec les autres disciplines et les autres domaines d'études des sciences sociales, notamment de la science politique. Ainsi, appellent-ils à décloisonner les perspectives de recherche afin d'inclure des éléments d'analyse politique dans l'étude sociologique de l'altermondialisme.

voulant qu'il soit nécessaire de revoir les grilles d'analyses de la sociologie et de la science politique. Olivier Fillieule, *Stratégies de la rue : les manifestations en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.

¹⁶⁸ Lilian Mathieu, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 1, février 2002, p. 75-100.

¹⁶⁹ Lilian Mathieu, « Des mouvements sociaux à la politique contestataire : les voies tâtonnantes d'un renouvellement de perspectives », *Revue française de sociologie*, vol. 45, n° 3, 2004, p. 568.

¹⁷⁰ « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *loc. cit.*, p. 97.

Seconde limite : Le catalogage permet-il l'analyse ?

La troisième posture épistémologique, qui consiste à faire le catalogage de l'altermondialisme ne permet pas non plus de bien identifier l'altermondialisme et situer ses origines. Elle est certes utile à l'étude de l'altermondialisme, car elle introduit certaines nuances quant aux thèmes qui le composent. Elle permet d'avoir une vue d'ensemble sur ce qu'est l'altermondialisme et qu'elles sont ses nombreuses lignes de clivages.

Toutefois, cette volonté de vouloir faire preuve d'une grande nuance entraîne les chercheurs utilisant cette perspective à trop morceler l'altermondialisme. À force de colorer l'altermondialisme de trop de nuances, l'on vient presque à croire que ce dernier n'exprimerait en réalité aucune unité. Juxtaposer la multitude d'idées et d'acteurs associés à l'altermondialisme permet difficilement d'identifier l'altermondialisme sinon pour souligner avec force qu'il forme un mouvement social disparate. Pour mieux comprendre l'altermondialisme, il faut d'abord d'une certaine façon indexer le grand nombre d'éléments qui le composent. Il faut lier logiquement ou régler selon une certaine hiérarchie les thèmes de l'altermondialisme. Pour que le catalogage de l'altermondialisme puisse contribuer à identifier la nature de cette idéologie, il faut également minimalement que ces auteurs fassent part d'une plus grande volonté de généralisation et adoptent un point de vue plus synthétique, faute de quoi, tous les thèmes qui se côtoient dans l'altermondialisme semblent alors guidé par aucune orientation générale.

Ainsi, le catalogage ne permet pas de bien comprendre certaines pistes d'actions altermondialistes. Par exemple, comment expliquer pourquoi certains altermondialistes voient dans le renforcement des prérogatives de l'État l'une des stratégies pour la construction d'un autre monde alors que d'autres au contraire, accréditant l'idée que l'émancipation de l'homme est inséparable de son investissement dans le social, préfèrent

alors mener leur action en marge de la politique institutionnelle. Pour comprendre les enjeux soulevés par ces deux stratégies et relever chez ces dernières l'empreinte de l'idéologie altermondialiste, il faut analyser ce qui assure toute la consistance conceptuelle à l'idée qu'une autre mondialisation soit non seulement possible, mais nécessaire. Il faut montrer comment ces deux stratégies s'inscrivent en cohérence avec le programme politique altermondialiste. Je dirais, en peu de mots, que parce qu'appartenant à la famille libérale, l'altermondialisme montre tout simplement la même ambivalence que cette première idéologie, quant au rôle de l'État, tout en insistant, pour la plupart des militants, sur l'importance qu'il conserve ses fonctions régaliennes.

Pour mieux expliquer cette critique, je vais utiliser une illustration simple. Si l'on demande à quelqu'un ce qu'est une automobile, celui-ci peut répondre en énumérant les types de voitures qu'il connaît. Il dira alors qu'il en existe des petites, des grosses, d'autres sont à haillon ou non, certaines sont de type berline ou coupé, qu'elles ont deux ou quatre portes ou encore qu'elles sont mue à l'essence, au diesel ou qu'elles sont hybrides. Une autre personne pourra au contraire répondre qu'une automobile est un véhicule généralement de quatre roues qui se déplace par lui-même à l'aide d'un moteur. La première fait le croquis de ce qu'est une automobile en donnant des exemples ; le second définit ce que c'est. Le catalogage relèverait du premier procédé et non du second.

Ainsi, j'estime que la perspective du catalogage ne permet pas de faire une analyse fine de l'idéologie altermondialiste. Elle ne peut pas notamment bien expliquer la nature du lien entre les différentes propositions de l'altermondialisme et les raisons pour lesquelles certains thèmes apparaissent plus importants que d'autres. L'idéologie altermondialisme repose pourtant sur un nombre limité d'idées maîtresses autour duquel s'agrègent plusieurs thématiques à la périphérie de la notion centrale de mondialisation. L'idéologie

consiste alors à veiller à la cohérence de tous ces éléments. En liant le thème des paradis fiscaux, la dérégulation de l'économie, la réduction des recettes fiscales de l'État et l'accroissement de la pauvreté à la cause unique de la mondialisation économique, l'altermondialisme a par exemple pu imposer une nouvelle conception du monde qui réoriente en direction de la mondialisation, plusieurs enjeux actuels. Par conséquent, si l'opération de catalogage ne s'accompagne d'aucune analyse, elle peut alors difficilement révéler la consistance idéologique de l'altermondialisme.

La posture épistémologique du catalogage pousse alors les chercheurs à davantage vouloir concilier l'exigence de préservation de la diversité des opinions que formulent ceux qui souscrivent à cette idéologie, qu'ils partagent des préoccupations d'ordres plus méthodologiques. Les travaux qui adoptent cette posture épistémologique proposent, en vérité, une mosaïque dont la signification est quelque peu faible tant le produit de ce travail se révèle trop bigarré. Ces chercheurs semblent aussi flatter une ambition plus réellement encyclopédique qu'analytique. Je dirais donc que par le catalogage, l'altermondialisme gagne en nuances ce qu'il perd en compréhension.

Troisième limite : L'observateur participant : chercheur ou militant ?

La quatrième posture épistémologique, soit l'observation participante, présente certains avantages, mais comporte elle aussi plusieurs limites. Ces dernières ne permettent pas aux chercheurs de bien saisir la nature et les origines de l'altermondialisme.

Premièrement, l'observation participante entraîne souvent une trop grande socialisation des chercheurs à l'altermondialisme. À force de côtoyer les militants de l'altermondialisme, ils viennent qu'à intérioriser les codes, les normes et les valeurs de cette idéologie. Cela les conduit par exemple à adopter le vocabulaire de l'altermondialisme et à

utiliser celui-ci dans leurs analyses de cette idéologie. C'est de cette façon que plusieurs concepts clés de l'altermondialisme, l'autre mondialisation, la malbouffe et la taxe Tobin par exemple, ont rapidement enrichi les lexiques socioscientifique et journalistique. Ce processus de caution a pour principale conséquence de consolider l'autorité générale de ces notions. Puisqu'elles sont utilisées par les sociologues et les journalistes, nous devrions alors en conclure de leur pertinence.

Toutefois, de recourir à répétition au même vocabulaire que celui utilisé par l'altermondialisme ne permet pas nécessairement de mieux comprendre cette idéologie. Je crois en effet que la tâche première des sciences sociales consiste non pas à chercher à populariser le lexique altermondialiste, mais plutôt à faire la genèse des notions qu'il contient, c'est-à-dire à reconstituer le parcours qu'empruntent ces idées et à chercher leur filiation dans la pensée politique et économique. Affirmer par exemple qu'une « autre mondialisation est possible » ne signifie pas qu'il existe en réalité deux types de mondialisations. La mondialisation, nonobstant le qualificatif qu'on lui accole, n'est pas une simple *réalité*, mais constitue plutôt et spécifiquement *une conception du monde* qui est totalement intégrée au programme politique du libéralisme contemporain. Il faut alors montrer que l'essor de l'altermondialisme réside certes en bonne partie dans le renouvellement du vocabulaire militant. Dans ce sens, l'utilisation des notions de mondialisation, d'horizontalité, de démocratie participative et de « consensualité » constitue une opération de marketing efficace. Toutefois, du point de vue du savoir, les chercheurs de l'altermondialisme devraient éviter d'utiliser ces notions selon le sens qu'elles ont pris dans le discours de l'altermondialisme, car ils introduisent alors une certaine confusion quant à leur signification réelle. En effet, si nous passions ces notions sous la loupe de la pensée politique, elles apparaîtraient, je crois, moins riches conceptuellement. De surcroît, en employant le vocabulaire même de l'altermondialisme

dans leur analyse, les chercheurs opèrent également une certaine forme de discours performatif (leur énonciation reviendrait à réaliser l'action qu'ils expriment), ce qui est non sans rappeler la littérature hagiographique de certains historiens du communisme d'une autre époque, ce qui ne facilite en rien leur compréhension de cette idéologie.

Pour illustrer ce problème, je donnerai quatre exemples tirés de publications scientifiques sur le thème de l'altermondialisme. D'abord, dans un article dans lequel elle analyse l'action politique de l'altermondialisme sous l'angle de la citoyenneté, la sociologue Janet Conway affirme que :

« C'est ce paradoxe extraordinaire que le souci de la diversité réussit à produire une action coordonnée à l'échelle mondiale sans précédent, qui constitue la clé de la puissance du forum social et témoigne de l'émergence d'une nouvelle politique démocratique à l'échelle mondiale¹⁷¹ ».

Or, Conway n'explique pas comment s'exerce concrètement, sur le terrain de la politique, « cette puissance » qu'elle attribue au FSM. Avec quelle autorité ou influence réelle l'altermondialisme a-t-il fait plier le cours de la mondialisation économique et bloqué la marche du pouvoir politique inféodé au Consensus de Washington ?

Dans l'analyse du FSM, les sociologues Simon Perreault, Raphaël Canet et Jules Duchastel ne réussissent pas non plus totalement, j'estime, à séparer le rôle qui leur incombe en tant que chercheur et militant. Ils affirment par exemple avec un grand optimisme que la formule des forums ne devrait pas être dénigrée, car :

¹⁷¹ Ma traduction. Janet Conway, « Citizenship in a time of empire: the World Social Forum as a new public sphere », *Citizenship Studies*, vol. 8, n° 4, 2004, p. 379.

« [elle fait] naître de l'espoir : d'un côté, l'espoir que les élites politico-économiques, en coopérant avec les élites de la société civile, puissent améliorer le sort du monde ; de l'autre, qu'"autre monde est possible", que Thatcher ait tort, qu'il y ait une alternative¹⁷² ».

Les sociologues José Seoane et Emilio Taddei outrepassent également quelque peu leur rôle de chercheur lorsqu'ils affirment que :

« En réponse à ces tendances [soit la marchandisation de la vie], l'esprit de Porto Alegre met en évidence la force de la fraternité et de la solidarité des hommes. Cet esprit, qu'incarnent les milliers de personnes présentes, a également permis de sérieusement mettre en doute la légitimité de la prémisses néolibérale selon laquelle "il n'y a pas d'alternative" (Chomsky, 2001) en la remplaçant par l'idée de construire une utopie collective¹⁷³ ».

Enfin, c'est aussi le cas de Véronique Rioufol, également sociologue, qui affirme que :

« Même si les recompositions en cours ne parviennent pas à être incorporées dans leur spécificité, et échouent à générer des changements systémiques, elles auront néanmoins ouvert un espace vital pour d'autres possibilités et discussions ; elles auront introduit des changements dans les concepts politiques et les pratiques des personnes et organisations qui sont engagées dans le mouvement [altermondialiste]¹⁷⁴ ».

À nouveau, elle insiste sur le fait que l'altermondialisme aurait introduit des changements, sans toutefois étayer cette affirmation à l'aide d'exemples concrets tirés de l'actualité politique et économique.

Ces quatre exemples illustrent bien la difficulté qu'éprouvent les chercheurs ayant aussi choisi d'agir comme acteurs de l'altermondialisme. Ainsi, manquent-ils en général quelque peu de rigueur analytique, car ils confondent, dans leurs travaux de recherche, vocabulaire militant et vocabulaire scientifique.

¹⁷² Simon Perreault, Raphaël Canet et Jules Duchastel, « Mobilisations citoyennes et politique globale. Les forums sociaux : creuset d'une citoyenneté transnationale ou idéologie de légitimation ? », dans Pierre-Wilfrid Boudreault, *Génies des lieux Enchevêtrement culturels, clivages et ré-inventions du sujet collectif*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2006, p. 190.

¹⁷³ Ma traduction. José Seoane et Emilio Taddei, « From Seattle to Porto Alegre: The Anti-Neoliberal Globalization Movement », *Current Sociology*, vol. 50, n° 1, janvier 2002, p. 120.

¹⁷⁴ Ma traduction. Véronique Rioufol, « Approaches to social change in Social Forums: snapshots of recompositions in progress », *International Social Science Journal*, n° 182, décembre 2004, p. 563.

On peut certes expliquer la proximité discursive des militants et des chercheurs de l'altermondialisme par la sympathie que plusieurs de ces derniers affichent pour les revendications des premiers. Toutefois, comme le soulignent Sommier, Fillieule et Agrikoliansky, les chercheurs devraient tenter de mieux respecter les règles élémentaires de neutralité axiologique afin d'éviter « l'effet de miroir¹⁷⁵ », soit, en d'autres termes, de projeter leurs propres préférences et valeurs sur l'objet qu'ils étudient. Or, bon nombre de chercheurs de l'altermondialisme ne réussissent pas à se prémunir totalement contre ce risque et semblent être devenus eux-mêmes des altermondialistes. Ainsi une plus grande prise de distance par rapport au vocabulaire de l'altermondialisme permettrait-elle de mieux saisir ce que signifie réellement le concept même d'altermondialisme qui englobe l'ensemble des notions sur lesquelles cette idéologie s'est bâtie.

L'observation participante entraîne un second problème puisqu'il pousse les chercheurs à adopter une perspective analytique quelque peu biaisée. En participant activement aux événements altermondialistes et en s'imprégnant de sa culture, les chercheurs maintiennent alors une distance focale trop courte face à leur objet d'étude. Ils le considèrent à travers l'unique observation de faits se rapportant directement à ce sujet et à ses manifestations dans le domaine social. L'altermondialisme se présente alors, dans les recherches étant le fruit de l'observation participante, comme une sorte de tableau figuratif au sein duquel les éléments entrant dans sa composition, ne débordent pas la scène immédiate de l'espace qu'occupe l'altermondialisme. Cette approche offre, autrement dit, une trop grande absence de perspective. Pourtant, pour bien identifier ce qu'est l'altermondialisme et comprendre ses origines, il faut impérativement situer cette idéologie dans le contexte idéologique plus large de son émergence.

¹⁷⁵ *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*, p. 39.

Troisièmement, l'observation participante conduit certains chercheurs de l'altermondialisme à produire non pas des travaux de recherche, mais plutôt des notes d'orientation (*policy paper*). Ils expliquent, dans l'ordre, d'abord ce que fait l'altermondialisme. Ils présentent ensuite les options qui s'offrent à lui. Ils recommandent enfin la direction qu'il devrait prendre compte tenu des enjeux auxquels ses militants doivent faire face et du succès ou non des autres stratégies jusqu'à présent adoptées. Dès lors, l'analyse de l'altermondialisme devient une entreprise essentiellement militante. Elle participe davantage à brouiller la frontière entre la recherche et le militantisme qu'elle contribue à comprendre l'altermondialisme.

Quatrième limite : Altermondialisme : discours ou idéologie ?

Enfin, j'analyserai maintenant la seconde posture épistémologique, qui consiste à étudier le discours altermondialiste pour mieux identifier la nature de cette idéologie. Celle-ci se bute elle aussi à plusieurs limites. Ces limites se rapportent essentiellement à la façon dont les chercheurs conçoivent la fonction du discours dans l'action collective.

Les fins *trop* utilitaires du discours

Cette posture épistémologique et plus spécifiquement l'approche des cadres interprétatifs se présente d'abord, à défaut d'un meilleur terme, comme étant quelque peu inauthentique et trop utilitaire. En effet, alors que les sociologues et historiens de l'action collective, tout comme les militants de l'altermondialisme, logent de manière générale sur le plan idéologique, plus à gauche qu'à droite du clivage gauche-droite, ils analysent malgré cela le discours militant dans une perspective surtout utilitaire. Ainsi, la valeur d'un discours ne tiendrait pas au fait qu'il permettrait mieux qu'un autre de révéler les injustices et les inégalités sociales, mais à ce qu'il correspondrait à la *vox populi*. Plus un discours

trouve des appuis au sein de la population, plus celui-ci est efficace et plus il stimule le recrutement de nouveaux militants. Ainsi, l'utilité d'un discours tiendrait à ce qu'il peut, s'il est bien construit, entraîner l'adhésion de nouveaux militants et contribuer à la consolidation sociale de l'altermondialisme.

Jean-Michel Denis explique par exemple que la constitution d'un front antilibéral en France dans lequel Attac et divers syndicats prennent part, tiendrait à deux principales raisons¹⁷⁶. Il permet d'abord à « la partie la plus combative du syndicalisme autonome de sortir de son cloisonnement revendicatif et institutionnel¹⁷⁷ ». Cette participation renforce ensuite la « dynamique antilibérale » en développant la coopération entre ses différents éléments. Le discours antilibéral aurait donc été utilisé pour des considérations stratégiques : il aurait permis d'élargir la mobilisation. Jean-Gabriel Contamin a aussi montré que le « cadre » de la mondialisation était présent dans le vocabulaire militant de la période qui précède l'émergence de l'altermondialisme, mais que cette notion occupait un rôle marginal puisqu'elle était « apportée par des acteurs eux-mêmes marginaux¹⁷⁸ ». Il faudra attendre 1999 pour qu'il devienne le cadrage central de la mobilisation altermondialiste. Pour leur part, Florence Passy et Marko Bandler soutiennent que ce serait autour de deux principaux cadres narratifs : « les déséquilibres Nord-Sud et les

¹⁷⁶ Jean-Michel Denis, « La constitution d'un front antilibéral : l'union syndicale Groupe des dix-solidaires et Attac », dans *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, p. 265-290.

¹⁷⁷ *Ibid*, p. 266.

¹⁷⁸ Jean-Gabriel Contamin, « Les mobilisations altermondialistes avant les mobilisations altermondialistes : réflexions autour de l'alignement des cadres d'interprétation », *Colloque sur les mobilisations altermondialistes GERMM*, décembre, Paris, 2003, 23 p. [<http://www.afsp.msh-paris.fr/activite/groupe/germm/collgermm03txt/germm03contamin.pdf>], p. 21.

déséquilibres dans le monde du travail au Nord¹⁷⁹», que l'altermondialisme a réussi à construire et consolider un ensemble narratif protestataire original.

Quelle fonction occupe alors le discours ? Je dirais qu'il assume, dans la littérature que j'ai analysée, une fonction similaire dans le domaine de l'action collective que le « marketing » dans le domaine économique. Discours et marketing permettent de guider les citoyens dans certains choix. Ils sont amenés soit à choisir de s'investir dans certaines causes militantes, soit encore à choisir de consommer certains produits et services proposés. Or, au cœur de ces deux démarches se trouve une seule et même action : la persuasion. Ceux qui ont recours aux cadrages et au marketing cherchent, à l'aide d'arguments, à faire adopter à quelqu'un, une opinion, une attitude.

Par voie de conséquence, ne pas étudier ces idées ou encore étudier celles-ci dans une perspective strictement utilitaire serait, par analogie, croire que le succès commercial d'un produit est attribuable exclusivement à la qualité de la compagnie de publicité qui en vante les mérites. La publicité permet certes de mousser les ventes, c'est toutefois la qualité même d'un produit qui devrait, en définitive, lui assurer sa conquête des marchés. De même, le succès de l'altermondialisme ne tient pas en premier lieu à la qualité du travail des premiers « entrepreneurs » altermondialistes sur la scène de l'action collective des années 1990, mais relève davantage du fait que la population en général partage les mêmes valeurs que les altermondialistes et se retrouve ainsi dans la conception du monde de cette idéologie. C'est donc par exemple durant la période qui précède la naissance de l'altermondialisme, qu'une majorité de la population des pays occidentaux a accepté l'idée que la mondialisation était naturelle et qu'elle constituait la principale caractéristique de

¹⁷⁹ Florence Passy et Marko Bandler, « Protestation altermondialiste : une nouvelle vague de contestation ? Une analyse des cadres narratifs et des réseaux d'action », communication au *Congrès des associations suisse, allemande et autrichienne de science politique à Berne*, 14-15 novembre 2003, non publié, p. 23

l'époque actuelle. Dès son émergence, l'altermondialisme trouve un terreau fertile pour recruter de futurs militants déjà prêts à s'engager pour la cause de la mondialisation. Je crois que le « pivot idéologique » de la mondialisation, sur lequel je reviendrai au chapitre 4, est la principale façon de décoder l'altermondialisme.

J'ajouterai, que la dimension utilitaire du paradigme des cadres interprétatifs est d'autant plus paradoxale, que l'altermondialisme critique précisément le marketing, à travers notamment la pensée développée dans ce sens par Naomie Klein autour de « no logo¹⁸⁰ ». Cette critique reproche au marketing son caractère « inauthentique » et les diverses stratégies utilisées dont l'unique objectif est de faire consommer le produit ou le service faisant l'objet de la campagne. Le projet même de l'altermondialisme consiste en effet à construire une mondialisation plus humaine, plus « authentique », car plus proche des intérêts réels des hommes. L'opposition de l'altermondialisme à la « marchandisation du monde¹⁸¹ » et la « malbouffe » tient également au désir qu'affichent ses militants à vouloir réinjecter une dose d'authenticité dans le monde dominé par la logique utilitaire du marché. Une question se pose alors : les altermondialistes acceptent-ils alors d'être persuadés socialement à l'aide d'un discours souhaitant leur engagement pour un monde plus authentique et humain alors même qu'ils refusent d'être persuadés d'acheter tel ou tel produit faisant l'objet d'une campagne publicitaire ?

Par ailleurs, il serait réducteur d'attribuer à la seule force persuasive et discursive des premiers militants le succès de l'altermondialisme. L'altermondialisme n'est pas né parce que la campagne initiale de recrutement a été efficace et bien menée. En effet, ce n'est pas directement *l'emballage discursif* attrayant qui a favorisé la mobilisation

¹⁸⁰ Naomi Klein, *No Logo. La tyrannie des marques*, Montréal, Leméac/Actes Sud, 2001.

¹⁸¹ C'est cette idée que défendent José Bové et François Dufour dans leur ouvrage : *Le monde n'est pas une marchandise. Des paysans contre la malbouffe*, Paris, Éditions La Découverte 2000.

altermondialiste, mais plus profondément parce que les idées maîtresses qui composent la conception du monde de cette idéologie sont précisément en phase avec la conception du monde libérale qui est largement dominante à l'époque actuelle partout en Occident. La qualité d'une campagne de recrutement peut certes contribuer en partie à la capacité d'attraction d'une idéologie. Toutefois, pour assurer la réussite de l'altermondialisme ou de toute autre action collective, cette campagne ne suffit pas à elle seule. Pour cela, il faut que les militants croient que la conception du monde de l'altermondialisme est conforme à la réalité sociale où trouvent à s'exprimer librement les valeurs qu'ils partagent déjà. Ainsi, pour bien comprendre la nature et les origines de l'altermondialisme ou de toute autre action collective, il faut alors, j'estime, intégrer à l'étude de ces dernières, un examen des idées et des valeurs propres à une époque historique et à une culture donnée. En d'autres termes, je crois que l'idéologie altermondialiste n'est nulle autre chose que l'une des modalités utilisées par le libéralisme contemporain pour assurer son ancrage sur l'idéologique de notre époque en construisant un discours qui conforte la société dans les valeurs qu'elle partage. Voilà pourquoi, dès son apparition vers 1998, l'altermondialisme est si populaire. En somme, alors que l'opposition de l'altermondialisme à la mondialisation économique s'inscrit en bonne partie dans une critique anti-utilitaire, étudier cette idéologie dans une perspective utilitaire ne permet pas de bien comprendre celle-ci.

À l'inverse, des fins *trop peu* utilitaires

Dans un sens plus idéologique, l'étude du discours altermondialiste se montre à l'inverse insuffisamment utilitariste. Malgré la similitude que je viens de noter entre les procédés discursifs utilisés par les responsables du recrutement chez l'altermondialisme et les professionnels du marketing, cela ne conduit pas les chercheurs à assumer entièrement le caractère utilitaire de l'étude du discours altermondialiste et par le fait même, ils n'en

portent pas toutes les conséquences. En effet, ils ne tirent pas assez profit des recherches dans les autres disciplines qui abordent sous un autre angle le thème général de la persuasion. Ainsi, les champs d'études du marketing et l'étude du discours au sein de l'action collective se sont développés de façon autonome l'un de l'autre. Il existe en effet très peu de littérature commune sur ces deux thèmes¹⁸². La construction de l'approche des cadres interprétatifs par laquelle les chercheurs étudient le discours altermondialiste s'est donc construit sans l'apport de disciplines connexes à la sociologie de l'action collective, notamment la psychologie sociale, la communication et surtout le marketing, qui pourtant examinent, chacune selon des perspectives différentes, l'art de la persuasion. Les chercheurs du discours de l'altermondialisme devraient donc puiser dans la vaste littérature sur le marketing, alors qu'il existe, sur le plan des procédés, une forte congruence entre l'action du cadrage et celui du marketing. Ces deux procédés portent en effet sur la persuasion de masse ; le premier étant la lunette permettant de voir ce dispositif ; le second, le procédé lui-même.

Les idées comme simples structures d'énonciation

Troisièmement, l'approche des cadres interprétatifs oblitère d'une certaine façon les autres dimensions des idées. Elle tend à réduire les idées à de simples structures d'énonciation dont la fonction serait essentiellement communicationnelle. Les idées seraient alors strictement des unités porteuses de messages et c'est uniquement dans ce sens qu'il faudrait les étudier. Cette façon de concevoir les idées et la place qu'elles occupent au sein de l'altermondialisme et plus largement des actions collectives est problématique.

¹⁸² Un survol des bases de données d'articles scientifiques témoigne en effet de la rareté des études ayant pour double thème discours et marketing. cf. par exemple Cara Lee Okeshen Peters qui propose d'étudier quels vocabulaires ont été utilisés par les responsables d'un club de voyageurs dans leurs campagnes de publicité. Cara Lee Okeshen Peters, « Using vocabularies of motives to facilitate relationship marketing: The context of the Winnebago Itasca Travelers Club », *Journal of Vacation Marketing*, vol. 10, n° 3, 2004, p. 209-222.

Premièrement, les chercheurs ayant recours à cette approche évitent précisément de restaurer les idées dans leur pleine dimension idéologique. Les idées auraient, en d'autres termes, peu de *valeur inhérente* puisque ces chercheurs ne proposent aucune analyse dans ce sens.

Deuxièmement, puisque les idées ne seraient que des supports à la communication, ces chercheurs ne peuvent pas comprendre quelles sont les raisons pour lesquelles certaines idées trouvent un meilleur écho auprès des militants. Pour illustrer ce problème, prenons l'exemple de l'idée de mondialisation puisque celle-ci est centrale à l'apparition de l'altermondialisme et est au cœur de sa campagne de recrutement. Les chercheurs ayant étudié l'altermondialisme à l'aide de l'approche de cadrage, posent comme hypothèse que la notion de mondialisation constitue le cadre cardinal (*master frame*) et que c'est autour de celui-ci que se s'est constitué l'altermondialisme. Ils orientent alors leurs recherches afin de comprendre quelle fonction ce cadre occupe dans la mobilisation de l'altermondialisme. Ils posent par exemple comme question : comment le cadre de la mondialisation a-t-il permis la rapide ascension d'Attac en France ? Comment ce cadre est-il utilisé par les militants afin d'y rattacher d'autres problématiques ? Or, répondre à ces questions peut certes être utile à comprendre comment fonctionne l'altermondialisme sur la scène de l'action collective. Toutefois, ces questions sont d'une faible utilité pour quiconque cherche à saisir la nature et les origines de l'altermondialisme. En effet, elles ne permettent pas de déchiffrer *le sens idéologique de l'idée de mondialisation*. Pour cela, il ne faut pas tenter de comprendre le fonctionnement de cette notion *au sein des actions collectives*, mais plutôt *situer celle-ci à l'extérieur de ce champ* et l'explorer sous l'angle de la pensée politique et économique. Ainsi, il faut cesser de considérer la mondialisation comme une simple structure d'énonciation (ou un cadre cardinal) qui agit comme ressource communicationnelle sur la scène de l'action collective et chercher à saisir tout le sens idéologique de cette idée. Il faut, autrement dit,

d'une part, comme je le propose à l'aide du paradigme de l'analyse idéologique, chercher à comprendre pourquoi la mondialisation apparaît vers les années 1990. D'autre part, pourquoi est-elle si populaire à droite comme à gauche ? Du reste, pour répondre à ces deux questions, il faut mesurer la résonnance plus large de l'idée de mondialisation dans le contexte extérieur de l'action collective afin de montrer que celle-ci n'est pas seulement le support à une stratégie de recrutement efficace – la pièce d'un discours –, ni même un simple fait économique, mais plus précisément la pierre angulaire d'une nouvelle conception du monde qui recueille pour l'instant la faveur de l'opinion publique en Occident.

Troisièmement, en se focalisant sur les dimensions communicationnelles de la mobilisation, ces chercheurs opèrent aussi une certaine forme de solipsisme – c'est-à-dire qu'ils considèrent le monde entourant la mobilisation sociale comme étant l'une de ses manifestations et non l'inverse –, ce qui ne facilite pas leur compréhension de l'altermondialisme.

Quatrièmement, en posant comme une nécessité le développement de l'approche des processus de cadrage, puisque les autres approches étaient rendues désuètes, les sociologues à l'origine de ce paradigme laisseraient alors aussi entendre, s'ils ne l'affirment pas explicitement, que les « cadres » remplacent de façon conceptuelle les « idéologies ». Or, les cadres ne peuvent pas prendre la relève des idéologies puisque ces deux concepts ne sont pas de la même catégorie. Ils permettent d'expliquer des aspects différents des actions collectives.

Le débat entre cadre et idéologie

Le débat initié en 2000 dans la revue *Mobilization* entre, d'un côté, Pamela Oliver et Hank Johnston ; et de l'autre, David Snow et Robert Benford, permet de mieux comprendre pourquoi cadre et idéologies ne sont pas des notions et des paradigmes interchangeables¹⁸³. Ce débat est à nouveau important pour ma thèse puisque c'est pour en partie répondre aux problèmes que pose l'approche des processus de cadrage, qui est largement utilisée par les sociologues étudiant l'altermondialisme, et pour actualiser l'approche des idéologies, que j'ai construit le paradigme de l'analyse idéologique. Je résumerai d'abord ce débat et j'émettrai ensuite quelques commentaires.

D'abord, Snow et Benford ont développé l'approche des processus de cadrage, vers la fin des années 1980, parce qu'ils estimaient que les recherches centrées sur le thème des idéologies ne permettaient pas de bien comprendre la « dynamique » de l'action collective, soit les modalités de mobilisation. L'approche idéologique était selon eux une notion trop dispersée pour qu'elle puisse avoir une quelconque valeur heuristique. C'est pourquoi ils ont jugé que le concept d'idéologie avait « perdu historiquement de sa pertinence¹⁸⁴ ». Ensuite, reprenant la principale critique à l'endroit de l'idéologie, critique formulée ailleurs notamment par Marx et Mannheim, l'idéologie était à leurs yeux une forme de fausse conscience ou une sorte de voile sur la réalité alors que la notion de cadre se veut plus neutre. Enfin, l'idéologie serait trop statique et renverrait à des idées qui sont trop « figées ». L'idéologie apparaissait alors dépassée parce que trop peu dynamique, « car une

¹⁸³ Pamela E. Oliver et Hank Johnston, « What a Good Idea! Ideologies and Frames in Social Movement Research », *Mobilization : An International Quarterly*, vol. 5, n° 1, printemps 2000; reproduit dans Hank Johnston et John A. Noakes, *Frame of protest. Social movement and the framing perspective*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2005, p. 185-204.

¹⁸⁴ Ma traduction. David A. Snow, « Framing Processes, Ideology, and Discursive Fields », dans David A. Snow, Sarah A. Soule et Hanspeter Kriesi (dir.), *The Blackwell Companion to Social Movements*, 2007, p. 381.

idéologie [était] quelque chose de statique¹⁸⁵ ». Le concept d'idéologie ne pouvait donc plus occuper un rôle central dans l'analyse de l'action collective. Voilà pourquoi ils ont développé la notion de cadrage qui était, à leurs yeux, plus adaptée à l'étude de l'action collective.

Malgré cette critique, Snow et Benford ne rejettent toutefois pas la notion d'idéologie. Ils intègrent celle-ci à l'action plus large de cadrage et lui confèrent deux fonctions distinctes. L'idéologie serait d'abord une ressource pouvant faciliter le cadrage. En faisant référence aux idéologies, les leaders des actions collectives utilisent des idées générales connues ce qui favorise le recrutement. Ensuite, l'idéologie peut également imposer des contraintes en confinant les options possibles des actions collectives aux seules voies déjà tracées par les programmes politiques des idéologies¹⁸⁶. L'idéologie serait donc à la fois une ressource et une contrainte que les producteurs de cadres pourraient utiliser.

De l'autre côté du débat, ce que reprochent Oliver et Johnston à l'approche des processus de cadrage tient à trois principaux points. Premièrement, ils critiquent le fait que le concept de cadre est souvent utilisé en substitution de la notion d'idéologie sans que ce choix ait pour autant été motivé. Snow et ses collègues ont en effet peu cherché à démontrer la caducité du concept d'idéologie afin de fournir un motif valable pour sa substitution. Deuxièmement, par cette substitution, ces derniers laissent entendre d'une certaine façon que cadre et idéologie appartiennent à la même famille conceptuelle, qu'ils sont, à tout prendre, des quasi-synonymes. Troisièmement, Oliver et Johnston soutiennent que le concept de cadre cardinal, qui est au cœur de l'approche des processus de cadrage, serait « un assemblage de concepts nouveaux et à la mode qui sont toutefois peu approfondis en

¹⁸⁵ Daniel Cefaï et Trom Danny, « Le legs de l'École de Chicago à la théorie de l'action collective. Entretien avec David Snow », *Politix*, vol. 13, n° 50, deuxième trimestre 2000, p. 159.

¹⁸⁶ David A. Snow et Robert D. Benford, « Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, vol. 26, 2000, p. 612.

comparaison avec les idéologies¹⁸⁷ ». Ainsi, pour Oliver et Johnston, le cadre serait une notion conceptuellement faible qui ne pourrait pas remplacer le concept plus riche d'idéologie, car ces deux termes ne sont pas de la même nature.

Ce débat invite plusieurs commentaires.

D'abord, il est vrai que ces deux concepts sont fort différents. Le concept de cadrage désigne un processus et fournit une certaine perspective pour éclairer un problème. Il constitue plus simplement une grille de lecture sommaire autant pour le chercheur que pour le militant. Au contraire, le concept d'idéologie véhicule un contenu riche en idées qui est moins facilement mobilisable comme simple stratégie de recrutement. Aussi, ces deux concepts n'appartiennent pas non plus à la même catégorie grammaticale. « Cadrage » est un verbe d'action alors qu'« idéologie » est un substantif. Dans la réponse que Snow et Benford adressent à leurs opposants, ceux-ci abordent cette problématique et insistent sur le fait que la critique dont leur travail fait l'objet ne vise pas le « cadrage », mais bien la notion de « cadre¹⁸⁸ ». En guise de réponse, ils proposent donc d'opposer cadre et idéologie. Or, je suis convaincu que cette solution n'est pas plus souhaitable, car elle donnerait certainement lieu à un débat qui s'enliserait dans le même genre de difficultés. Ainsi, faudrait-il, je crois, plutôt mettre en parallèle d'un côté « cadrage » et de l'autre « socialisation », « endoctrinement » ou encore « propagande », qui constituent les éléments mécaniques de toute idéologie. Le cadrage serait alors une simple façon de décrire comment

¹⁸⁷ Ma traduction. Pamela E. Oliver et Hank Johnston, « What a Good Idea! Ideologies and Frames in Social Movement Research », *Mobilization : An International Quarterly*, vol. 5, n° 1, printemps 2000, p. 4.

¹⁸⁸ David A. Snow et Robert D. Benford, « Clarifying the relationship between framing and ideology in the study of social movements : a comment on Oliver and Johnston » [<http://www.ssc.wisc.edu/~oliver/PROTESTS/ArticleCopies/SnowBenfordResponse.pdf>], p. 3 ; reproduit dans Hank Johnston et John A. Noakes, *Frame of protest. Social movement and the framing perspective*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2005, p. 205-212.

les idéologues communiquent avec leurs militants. Voilà tout. Pourtant, aucun des auteurs de ce débat ne formule cette recommandation.

Ensuite, le processus de cadrage renvoie à une activité consciente par laquelle ceux qui s'y adonnent poursuivent précisément des objectifs stratégiques : ils cherchent à recruter des militants. Le cadrage remplit un but. À l'inverse, l'idéologie n'est pas une stratégie, ceux qui brandissent les idéologies ne poursuivent pas nécessairement des objectifs précis, encore moins de recruter à une action collective. À nouveau, puisque toute idéologie repose sur une conception du monde, la fonction première des idéologies est précisément de donner un sens à la réalité sociale. Elle constitue une lunette interprétative. Certes, la seconde composante de l'idéologie : le programme politique, peut par contre plus directement conduire à l'action et, par extension, puisque cette action doit être portée par des personnes, elle peut aussi stimuler le recrutement de nouveaux militants. Toutefois, le rôle premier de ce programme politique n'est pas d'élargir le bassin de militants, mais plutôt d'agir afin que cette réalité sociale corresponde davantage aux idées maîtresses qui composent la conception du monde. Idéologie et cadrage sont donc différents.

Pour résoudre ce problème de la nature différente de ces deux concepts, Gerald M. Platt et Rhys H. Williams proposent de redéfinir plus largement le concept d'idéologie. Toutefois, alors qu'ils posent comme postulat que l'idéologie peut être une « ressource culturelle pour ces adhérents¹⁸⁹ », ils adoptent eux aussi une vision essentiellement instrumentale de ce qu'est l'idéologie, ce qui ne résout ce problème d'aucune façon. L'idéologie ne peut pas logiquement être l'objet d'une quelconque stratégie que pourraient utiliser les leaders d'une action collective, car comme je le montrerai avec

¹⁸⁹ Gerald M. Platt et Rhys H. Williams, « Ideological Language and Social Movement Mobilization: A Sociolinguistic Analysis of Segregationists' Ideologies », *Sociological Theory*, vol. 20, n° 3, novembre 2002, p. 330.

l'altermondialisme, l'action collective est elle-même une manière pour les idéologies de se manifester.

Enfin, le cadrage ne concerne pas spécifiquement les activités qui sont de nature politique, alors qu'au contraire, l'idéologie s'y rapporte, en général, directement¹⁹⁰. Cette troisième observation est lourde de conséquences. En effet, l'approche des processus de cadrage permettrait alors uniquement deux choses. Soit l'étude de façon plus limitée de certaines facettes du discours des actions collectives dans une perspective vidant toutefois ce dernier de *tout sens politique*. Soit encore et de façon plus large, l'analyse d'une action collective, mais selon que celle-ci ne représente *aucune consistance idéologique* parce qu'elle ne se rapporte plus à la politique. En d'autres termes, cette approche concerne alors uniquement l'étude des actions collectives ayant lieu dans les *sociétés postidéologiques*. Là seulement peut-on en effet trouver, à la fois, une action collective s'affichant n'appartenir à aucune idéologie, et dont le discours est d'une faible densité politique voire d'aucune. Or, l'histoire de ce type de société doit encore être écrite ou, tout au plus, est-elle en réalité bien mince. Pour qu'une société devienne postidéologique – pour que les idéologies disparaissent complètement de l'horizon –, il faut en effet que, ce qui divise fondamentalement tous les humains, soit ce qui se rapporte au premier antagonisme de toutes les sociétés modernes, le clivage entre la gauche et la droite apparaisse résolu pour l'ensemble des habitants de cette société. Il faut que les enjeux d'une société continuent d'avoir un sens sans aucun « habillage » idéologiquement. Il importe en clair, que l'affirmation sans partage d'une seule idéologie sur l'idéologique d'une société et d'une époque puisse donner crédit à l'idée, que les idéologies ont tout simplement cessé d'exister. Là seulement, la dimension idéologique d'une action ou d'une idée peut-elle alors

¹⁹⁰ Cela est bien entendu vrai que si l'on utilise, comme c'est le cas dans mon travail, le concept d'idéologie pour désigner plus spécifiquement l'idéologie « politique ».

disparaître aux yeux de tous sinon d'une large majorité de la population. L'approche des processus de cadrage permettrait donc, comme l'affirment Oliver et Johnston, de « saisir certains aspects importants de la culture politique américaine des années 1990¹⁹¹ » si l'on admet que dans cette société et à cette époque, le libéralisme exerce une domination sans partage sur tout l'espace idéologique. Cette approche s'avère toutefois d'une faible utilité cognitive si elle est utilisée pour étudier d'autres contextes de mobilisations sociales où les idéologies s'affrontent toujours, même plus tièdement, en d'autres termes, dans toutes les autres sociétés.

Ce qui distingue cadrage et idéologie est donc fondamental. Le cadrage n'est pas une activité idéologique ou politique, car elle ne se rapporte que *superficiellement* aux valeurs que partagent les gens, à la conception du monde à laquelle ils adhèrent tous et n'a donc pas pour objet le pouvoir politique. Le cadrage vise essentiellement à conditionner un discours de telle sorte qu'il corresponde le plus possible aux valeurs que partagent la majorité des gens afin d'accroître les chances de recrutement parmi eux. Le cadrage n'a alors d'autre choix que de mobiliser uniquement les mêmes valeurs qui assurent l'ordre social à une époque donnée et qui correspondent, dans la plupart des cas, aux valeurs défendues par l'ordre établi. Ainsi, le cadrage ne cherche pas à imposer une conception du monde ou à montrer que les valeurs partagées par les militants ayant recours à cette stratégie sont préférables à d'autres et encore moins à structurer une action en vue d'une prise du pouvoir politique. Il ne propose pas de montrer que telle situation est contraire au sens de l'histoire ou à la nature humaine. Or, c'est précisément tout l'inverse des idéologies qui revêtent une large dimension normative. Par exemple, le communisme milite d'abord pour ériger l'égalité en valeur suprême alors que le libéralisme lutte en premier pour la liberté

¹⁹¹ Pamela E. Oliver et Hank Johnston, « What a Good Idea! Ideologies and Frames in Social Movement Research », p. 185-204.

individuelle et la conception du monde et le programme politique de ces deux idéologies s'orientent dans des directions distinctes qui peuvent donc être contraires aux valeurs partagées par certains individus et groupes sociaux dans la société. Ces idéologies ne cherchent pas à se présenter à la société comme le simple décalque des résultats des sondages d'opinion, mais défendent précisément auprès d'elle les idées maîtresses qui les composent comme seule façon cohérente et légitime d'appréhender le monde. Elles cherchent à *s'imposer* sur la société et non à *s'y assimiler*.

Le cadrage est donc à la fois d'une faible utilité explicative et une stratégie communicationnelle quelque peu inefficace pour deux raisons. D'abord, dans les sociétés pluri-idéologiques, là où il y a des tensions idéologiques, le cadrage n'est pas une stratégie que peuvent adopter les leaders des actions collectives puisque le cadrage ne leur permet pas de s'imposer aux autres idéologies. Puisque le cadrage est une activité possible que chez ceux qui partagent déjà la même idéologie, logiquement, cette stratégie est inutile pour celui dont la lutte le conduit à affronter d'autres idéologies.

Ensuite, la stratégie de cadrage est aussi inutile pour les militants des idéologies à faible influence sur l'idéologique d'une époque précisément parce que les valeurs auxquelles ils adhèrent occupent soit une place marginale dans l'ensemble des valeurs que partage une société ou encore elles s'y opposent directement. Par exemple, les groupes qui cherchent, telle la variante écocentriste de l'écologisme, à défendre l'idée que tous les êtres vivants jouissent d'une égalité complète, ne peuvent recourir au cadrage, mais doivent au contraire, nonobstant la technique qu'ils utilisent pour convaincre des militants potentiels, chercher à imposer leur conception du monde dans la compétition qui les oppose aux autres idéologies concurrentes. Tant que la dégradation de l'environnement n'agit pas comme

condition structurelle permettant à cette idéologie de s'imposer davantage, le travail de cadrage auquel peuvent s'adonner ces militants est condamné à un certain échec.

Les cycles de protestation sont-ils la solution ?

Pour terminer, bien que la facette de l'approche des processus de cadrage qui porte plus spécifiquement sur l'étude du contexte dans lequel évoluent les actions collectives, soit les « cycles de protestations » permet certes de mieux ancrer l'émergence de l'altermondialisme dans l'histoire récente, elle ne permet toutefois pas de suppléer aux lacunes déjà notées de cette approche. Les cycles de protestation désignent : « une phase aiguë de conflits et de controverses à travers tout le système social¹⁹² ». Cette approche développée par Sidney G. Tarrow et intégrée comme composante des processus de cadrage propose d'analyser les causes culturelles, organisationnelles et individuelles qui assurent le succès de l'action collective. Selon Tarrow, les cycles de protestation seraient déterminés par les structures politiques. Des structures politiques ouvertes, un accès plus facile aux partis politiques et à des tribunes pour exprimer ses doléances aux autorités politiques, susciteraient moins de protestations. À l'inverse, un accès plus difficile au pouvoir politique contribuerait à faire éclore la protestation. Les cycles de protestation seraient alors « plus directement liés aux opportunités et aux contraintes qui s'offrent et qui s'imposent à l'action collective qu'à tout autre facteur social et économique¹⁹³ ». Les cycles de protestations suivraient cette tendance générale.

Le premier problème de l'approche des cycles de protestations correspond, comme le soutient David Meyer, à la difficulté que le chercheur rencontre lorsqu'il tente d'identifier

¹⁹² Ma traduction. Sidney Tarrow, *Power in Movement: Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, p. 153.

¹⁹³ Ma traduction. *Ibid.*, p. 71.

empiriquement ce que sont les opportunités politiques¹⁹⁴. Le concept de « structures d'opportunités politiques » serait sinon « trop large¹⁹⁵ », comme le soutient Marc Edelman, ou encore pour Donatella Della Porta et Marco Diani, plus simplement, et rien de moins qu'une « poubelle conceptuelle¹⁹⁶ » (*dusbin*), car il ne décrit rien de concret. Ensuite, au-delà de ce premier problème, en ce qui me concerne plus directement, cette approche développée par Tarrow, réserve une place bien petite aux idéologies comme facteur de l'action collective. En n'étudiant pas les idées et les idéologies, Tarrow laisse alors croire que celles-ci occupent un rôle négligeable dans l'action collective. Or, au contraire, l'action collective est certes influencée, comme je le disais précédemment, par des variables telles que les structures d'opportunités politiques, les stratégies communicationnelles et les cycles de protestation, toutefois, les facteurs idéologiques influencent aussi largement la façon de percevoir et d'articuler les doléances au cœur de toute action collective. La question de la pauvreté en Afrique devient par exemple seulement une problématique à partir de la fin des années 1950. Il faut attendre en gros, d'une part l'apparition du concept de développement, comme l'a montré Gilbert Rist, et de l'autre, qu'une partie de la gauche adopte un schéma explicatif spécifique pour les questions relatives au colonialisme¹⁹⁷. Le tiers-mondisme serait né de ce schéma selon lequel « l'ordre mondial serait caractérisé par un rapport de force inéquitable entre les "pays dominants (occidentaux)" et les "pays dominés (non occidentaux)" de la planète¹⁹⁸ ». En d'autres termes, pour que cet enjeu « apparaisse » dans la réalité sociale, son chemin a donc dû d'abord croiser celui de

¹⁹⁴ David S. Meyer, « Protest and Political Opportunities », *Annual Review of Sociology*, vol. 30, 2004, p. 134.

¹⁹⁵ Marc Edelman, « Social Movements: Changing Paradigms and Forms of Politics », *Annual Review of Anthropology*, vol. 30, 2001, p. 290.

¹⁹⁶ Della Porta Donatella et Marco Diani, *Social Movements: An Introduction*, Londres, Blackwell, 1999, p. 223.

¹⁹⁷ Gilbert Rist, *Le Développement, histoire d'une croyance occidentale*, Presses de Sciences Po, Paris, 2001.

¹⁹⁸ Danic Parenteau et Ian Parenteau, *Les idéologies politiques. Le clivage gauche-droite*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2008, p. 24.

l'idéologie. Idem pour l'enjeu des inégalités de genre qui dévient tel qu'au moment où naît la pensée féministe qui donnera ensuite lieu à une action collective dans ce sens.

Enfin, un dernier problème entoure le débat entre idéologie et cadre. Contrairement à ce qu'affirment explicitement Snow et de manière sous-entendue Oliver et Johnston, je crois que le concept d'idéologie, comme je propose de l'employer dans l'analyse idéologique, se prête parfaitement à son « opérationnalisation dans la recherche » et que ce concept, comme l'action du cadrage, peut « s'observer empiriquement¹⁹⁹ ». Comme l'affirmait Gordon H. Armbruster en 1944, bien que l'étude du contenu des idéologies pose un problème général de méthode, comme c'est le cas avec d'autres concepts par ailleurs, je crois toutefois possible de structurer une démarche de recherche opérationnelle et valide autour de l'idéologie²⁰⁰.

En définitive, le paradigme des processus de cadrage, même s'il se consacre plus que les autres approches à l'étude du contenu idéal des actions collectives, il reste malgré cela d'une utilité limitée lorsqu'il s'agit d'étudier l'altermondialisme. Il ne peut pas servir à démontrer que l'altermondialisme est une idéologie et que celle-ci ne pouvait naître à aucune autre époque qu'au temps présent. Il ne peut pas non plus montrer que cette idéologie repose sur l'idée centrale de la mondialisation et qu'en cela, elle porte l'empreinte de l'idéologie dominante aux origines de cette politique économique et de ce *mythe*, sur lequel je reviendrai au chapitre 4. Étant issu du sérail libéral, l'altermondialisme partage une conception du monde libérale, voilà pourquoi son ascension a été si fulgurante. L'approche des processus de cadrage permet alors certes de montrer *comment* a été

¹⁹⁹ David A. Snow et Robert D. Benford, « Clarifying the relationship between framing and ideology in the study of social movements : a comment on Oliver and Johnston » [<http://www.ssc.wisc.edu/~oliver/PROTESTS/ArticleCopies/SnowBenfordResponse.pdf>], p. 11.

²⁰⁰ Gordon E. Armbruster, « An Analysis of Ideologies in the Context of Discussion », *The American Journal of Sociology*, vol. 50, n° 2, septembre 1944, p. 123.

construit discursivement l'altermondialisme. Elle ne peut toutefois pas bien répondre aux trois questions qui orientent ma recherche : *qu'est-ce que l'altermondialisme ?*; *pourquoi émerge-t-il vers 1999 ?*; et comment se situe-t-il *par rapport* aux autres idéologies ? Ainsi, les quatre postures épistémologiques dont je viens de faire l'analyse comportent des limites que je propose de repousser à l'aide de « l'analyse idéologique ». Ce paradigme constitue le sujet du chapitre suivant.

CHAPITRE 2

LES FONDEMENTS DE L'ANALYSE IDÉOLOGIQUE

Introduction

Au chapitre précédent, j'ai montré les limites auxquelles se butent les quatre principales postures épistémologiques qu'utilisent les sociologues et historiens de l'action collective dans leurs études de l'altermondialisme. En effet, alors qu'elles permettent de bien analyser les dimensions sociales de l'action collective et les facteurs contribuant au succès d'une mobilisation ou à son échec, les chercheurs qui adoptent ces postures ont toutefois plus de difficulté à expliquer la fonction que remplissent les idées dans l'altermondialisme. Cette difficulté donne généralement lieu à des malentendus concernant l'identité même de l'altermondialisme. Ainsi, ne peuvent-ils pas bien saisir la dimension idéologique de l'altermondialisme, encore moins déchiffrer sa proximité avec l'idéologie au pouvoir. À nouveau, c'est uniquement par l'étude des idées entourant l'idéal d'une « autre mondialisation » qu'il est possible de comprendre la nature de l'altermondialisme, de cerner ses origines et de situer celui-ci parmi les autres idéologies et les autres militantismes.

L'analyse idéologique est une démarche de recherche en trois volets qui permet de répondre aux trois questions de recherche de ma thèse. D'abord, l'analyse idéologique consacre l'étude des idées comme premier niveau d'examen de toute action collective. Cette

étape permet de répondre à la première question de recherche : « qu'est-ce que l'idéologie altermondialiste ? » Elle consiste à chercher, dans un corpus de textes associés à une action collective, le sens idéologique de certaines idées afin de comprendre comment celles-ci s'inscrivent de façon cohérente dans une conception du monde et comment elles contribuent à orienter un programme politique conséquent. Ensuite, pour répondre à la seconde question de recherche, soit « pourquoi l'altermondialisme émerge-t-il vers la fin des années 1990 ? », l'analyse idéologique étudie le contexte historique de l'époque. Cette seconde analyse permet de faire ressortir les conditions ayant contribué à l'émergence de l'altermondialisme. Elle s'attache à étudier quelles conditions structurelles et idéologiques ont pu entraîner des bouleversements dans le domaine des idées, bouleversements qui conduisent à l'apparition, suite à un tournant, d'une nouvelle idéologie. Enfin, le troisième volet de l'analyse idéologique permet de mieux situer idéologiquement l'altermondialisme, soit, en d'autres termes, de répondre à la troisième question de recherche : « où se situe l'altermondialisme par rapport aux autres idéologies ? » Par cette dernière étape, je vais comparer les idées maîtresses de l'idéologie altermondialiste et les idées maîtresses que partagent les idéologies de gauche et le libéralisme afin de voir si les premières se veulent soit la radicalisation, soit l'atténuation ou encore l'opposition des secondes. Je m'attarderai d'abord à comparer l'altermondialisme et les idéologies de gauche avec laquelle de nombreux militants s'identifient. Ensuite, je mettrai en contraste l'altermondialisme avec l'idéologie au pouvoir, puisque c'est contre celle-ci qu'il concentre sa critique. Par ces trois étapes de recherche, j'étudierai donc conjointement les *idées* qui composent les idéologies servant elles-mêmes de base à toute action collective et le *contexte* qui favorise l'émergence de ces idées. Ainsi, le paradigme de l'analyse idéologique se veut-il la méthode générale par laquelle j'entends défendre la thèse selon laquelle l'idéologie altermondialiste est essentiellement libérale.

Afin de mieux définir ce qu'est le paradigme de l'analyse idéologique, je présenterai premièrement quelques notions clés au cœur de cette démarche de recherche. Deuxièmement, j'expliquerai en quoi consistent l'analyse idéologique et les trois démarches qui y sont associées. Troisièmement, afin de bien illustrer le fonctionnement de l'analyse idéologique, je ferai l'analyse idéologique du « gauchisme » qui émerge en France autour des événements de mai 68. Quatrièmement, pour mieux comprendre la pertinence de l'analyse idéologique et expliquer comment cette approche s'inscrit dans une perspective de recherche plus large, je brosserai un tableau sommaire de la composition de l'idéologie contemporain en six périodes allant de 1945 à 2010.

Les notions clés de l'analyse idéologique

Partant de la critique présentée au chapitre précédent, l'analyse idéologique se veut une approche plus adaptée à l'étude des idées et des actions collectives, notamment de l'altermondialisme. Celle-ci repose sur un certain nombre de concepts. Développons chacun d'eux.

Qu'est-qu'une idéologie ?

Une idéologie peut se définir sommairement comme la combinaison et l'articulation cohérente d'une conception du monde et d'un programme politique. Toute idéologie porte en elle ces deux dimensions constitutives.

Une conception du monde

La conception du monde est une manière de voir le monde²⁰¹. Elle donne un sens à la réalité sociale en mélangeant des « savoirs objectifs, des croyances [...] et des cultures²⁰² ». La conception du monde est à la fois descriptive et normative. Elle est descriptive en ce qu'elle trace le portrait de ses observations du monde qui l'entoure. Elle constitue une lunette pour observer la « réalité sociale²⁰³ ». Suivant qu'elle repose sur des faits qui ne sont pas toujours empiriquement observables et que l'idéologie est fortement marquée d'une dimension axiologique – elle reflète un certain nombre de valeurs –, cette description est elle-même toujours fondée sur un parti pris plus ou moins manifeste. La conception du monde est ainsi également normative. Elle soumet son observation au jugement de faits et des valeurs qu'elle partage²⁰⁴. Pour Michael Freeden, les idéologies représentent en quelque sorte « des cartes conceptuelles pour naviguer dans la réalité politique²⁰⁵ ».

Un programme politique

La seconde composante de l'idéologie, soit le programme politique, représente l'élément actif de l'idéologie. C'est la façon dont l'idéologie propose d'agir sur la réalité observée pour transformer celle-ci afin qu'elle soit plus en phase avec la conception du monde à laquelle souscrivent les militants²⁰⁶. Pour Pierre Ansart, l'idéologie « définit le sens de la vie sociale, c'est-à-dire à la fois l'orientation, le cheminement légitime de l'action

²⁰¹ Danic Parenteau et Ian Parenteau, *Les idéologies politiques. Le clivage gauche-droite*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2008, p. 14.

²⁰² Christian Berner, *Qu'est-ce qu'une conception du monde ?*, Paris, Vrin, 2006, p. 8.

²⁰³ Jean Baechler, *Qu'est-ce que l'idéologie ?*, Paris, Gallimard, coll. « Idées », 1976, p. 97.

²⁰⁴ Raymond Aron, cité par Raymond Boudon, dans *L'idéologie ou l'origine des idées reçues*, Paris, Fayard, coll. « Idées-forces », 1986, p. 32.

²⁰⁵ Ma traduction. Andrew Vincent, *Modern political ideologies*, 3^e édition, Malden, Wiley-Blackwell, 2010, p. 14.

²⁰⁶ Danic Parenteau et Ian Parenteau, 2008, p. 9.

commune et la signification de la pratique²⁰⁷ ». Toute l'action politique de l'idéologie consiste à ordonnancer le monde selon les prescriptions contenues dans sa conception du monde.

L'idéologie repose donc toujours sur un ensemble implicite de points de vue empiriques et normatifs qui est orienté vers un but. Cette définition de l'idéologie est simple. En effet, je ne propose pas de décrypter le sens profond de l'idéologie, mais plutôt de définir sommairement cette notion afin de l'utiliser pour analyser la teneur idéologique des actions collectives. C'est donc avec le souci premier de donner une signification simple, mais opératoire au concept d'idéologie que je propose cette définition. En plus d'être simple, d'aucuns trouveront que cette définition n'est pas totalement conforme au sens qu'elle revêt pour d'autres auteurs. En gros, l'idéologie serait aussi toujours sociologiquement située. Elle serait la représentation dominante qu'un groupe social impose à une société dans le but précis de masquer ses intérêts. Il y aurait donc un fort lien entre la « situation sociale du groupe qui élabore ou véhicule cette pensée²⁰⁸ » et l'idéologie. Or, j'estime que cette définition forgée par Marx peut certes éclairer l'une des facettes de l'idéologie, soit celle selon laquelle elle permet de dissimuler certains enjeux sociaux. Elle escamote par exemple la domination d'une classe – la bourgeoisie – sur une autre – le prolétariat. Elle constituerait alors une sorte de « fausse conscience ». Cependant, dans la définition du concept d'idéologie que je retiens, je n'insiste point sur cette caractéristique, soit celle de masquer la réalité, pour une principale raison : cette définition est trop strictement sociologique. Elle est fondée en effet sur l'idée que les idéologies expriment uniquement des rapports de domination liés à la situation sociale d'un groupe. Pourtant, je ne crois pas que les idéologies soient toujours rattachées à l'appartenance sociale même s'il

²⁰⁷ Pierre Ansart, *Les idéologies politiques*, Paris, Presses universitaires de France, 1974, p. 5.

²⁰⁸ Fernand Dumont, « Structure d'une idéologie religieuse », *Recherches sociographiques*, vol. 1, n° 2, avril-juin 1960, p. 13.

est vrai que certaines époques ont pu être plus favorables à ce rattachement. Par exemple, des études ont récemment montré que le vote d'extrême droite en France avait fait une percée chez des électeurs de la classe ouvrière qui pourtant, historiquement, expriment une forte préférence pour les partis de gauche notamment pour le Parti communiste²⁰⁹. L'adhésion à une idéologie ne serait donc pas uniquement une affaire de classe. Également, la différenciation classiste des sociétés occidentales actuelles est différente de l'époque où écrivait Marx. La corrélation entre idéologie et classe sociale s'est aussi quelque peu atténuée. Enfin, je n'entends pas ici résoudre ces deux problématiques de recherche. Je dirai simplement que bien que les racines des idéologies plongent dans le domaine des rapports économiques, elles sont aussi le produit de la confrontation d'idées. Les origines des idéologies sont à la fois *matérielles* et *idéelles*.

Le registre des conceptions du monde

Le registre des conceptions du monde désigne le petit nombre de conceptions du monde sur lesquelles se fondent les idéologies. Pour donner un sens au monde qui nous entoure, c'est-à-dire voir et interpréter la réalité sociale, il faut souscrire à l'une ou l'autre des conceptions du monde que ce registre contient. Le contenu de ce registre est généralement stable et évolue lentement. Le nombre de conceptions du monde est également toujours limité en ce qu'il existe peu de façons cohérentes et complètes de se représenter le monde. Par exemple, il existe sommairement trois façons de se représenter la composition de toute société. Une société peut être « organique » ou « holistique » en ce que les parties qui la composent forment un tout « lequel jouit d'une importance plus grande

²⁰⁹ Nonna Mayer et Pascal Perrineau (dir.), *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996, notamment le chapitre de François Platone et Henry Rey : « Sainte-Saint-Denis, "terre communiste" » ; ou encore Bruno Cautrès et Nonna Mayer (dir.), *Le nouveau désordre électoral*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004.

auprès des membres qui la composent et qui lui sont subordonnés en tant que simple partie de ce tout²¹⁰ ». Elle peut, au contraire, être « atomistique », la société ne se présentant alors comme « rien d'autre qu'un simple agrégat, celui des individus qui en sont membres²¹¹ ». Elle peut, enfin, être un mélange des deux et être formée par exemple de groupes sociaux qui entretiennent entre eux et par rapport au tout une autonomie relative. Le nombre de conceptions du monde est également limité en comparaison au nombre de programmes politiques auxquels elles peuvent donner corps. Il suffit de regarder les nombreuses factions communistes – marxiste-léniniste, trotskyste, staliniste, hoxhaïste, titiste, maoïste, lambertiste, guévariste, chaviste, etc. –, pour s'en convaincre.

Qu'est-ce que l'idéologique ?

L'idéologique, soit le substantif masculin, est l'espace du domaine des idées, de la politique et de la vie sociale dans lequel les idéologies exercent une influence relative. En ce sens, par l'idéologique, je désigne ce que le langage commun nomme la « sphère », le « domaine » ou l'« espace idéologique ». Ensuite l'influence relative des idéologies évolue dans le temps. C'est pourquoi il est possible de distinguer l'idéologique de deux époques ou encore de rattacher celui-ci à une époque précise. Ainsi, peut-on parler par exemple de l'idéologique de l'après-guerre froide ou encore de la période de l'entre-deux-guerres.

La composition de l'idéologique

La composition de l'idéologique est l'influence proportionnelle qu'exerce chacune des idéologies à une époque donnée. Cette influence se mesure par la popularité dont jouissent la conception du monde et le programme politique de chacune des idéologies. La

²¹⁰ Danic Parenteau et Ian Parenteau, 2008, p. 91.

²¹¹ *Ibid.*, p. 53.

composition de l'idéologique se veut en quelque sorte la représentation de l'orientation des choix idéologiques d'une époque. Ainsi, l'influence qu'exerce le communisme à l'époque de l'après-guerre, qui se mesure par des gains électoraux pour les mouvements communistes et par la popularité de sa presse, correspondra-t-elle à la faiblesse relative des autres idéologies. L'espace occupé dans l'idéologique par le communisme sera alors relativement plus important que durant les autres époques où il jouit d'une moindre influence. Il est possible de représenter visuellement la composition de l'idéologique et l'espace occupé par chacune des idéologies à l'aide d'un axe horizontal représentant la gamme des idéologies qui va de l'extrême gauche à l'extrême droite dont le point médian correspond au centre du clivage gauche-droite. Sur cet axe, chacune des idéologies y est représentée de façon classique dans l'espace qu'elle occupe par rapport au centre du clivage gauche-droite. Ainsi, de gauche à droite, cet axe est composé des idéologies suivantes : anarchisme libertaire, communisme, socialisme, libéralisme de gauche, libéralisme de droite, libertarianisme (qui comprend le néolibéralisme), conservatisme et fascisme. L'influence d'une idéologie est égale à la largeur du bloc qui la représente sur cet axe. Un bloc d'une grande taille indique une forte influence; un petit bloc, une faible influence. Les blocs étant situés les uns à côté des autres sur l'axe horizontal, l'idéologique est donc représenté par l'espace horizontal qui regroupe tous les blocs. Enfin, si cet axe correspond à une époque, il est possible de juxtaposer verticalement plusieurs époques afin d'offrir une vision d'ensemble de l'idéologique sur une plus longue période.

Un tournant

La composition de l'idéologique est toujours soumise à des variations. Elle peut se figer un certain temps, pour autant, elle n'est jamais immuable à long terme. La recomposition de l'idéologique a lieu lorsqu'un événement marquant ou une série

d'événements viennent bouleverser le registre des conceptions du monde sur lequel repose les idéologies. La recomposition de l'idéologique permet à certaines idéologies d'étendre leur influence sur la société de cette époque. À l'inverse, le processus de recomposition de l'idéologique réduit la portée d'autres idéologies. Par ailleurs, le processus de recomposition de l'idéologique entraîne la séparation de deux époques idéologiques.

La recomposition de l'idéologique peut également s'accompagner plus rarement d'un tournant. Un tournant est un événement ou une série d'événements qui survient pendant une courte période et qui entraîne des bouleversements plus importants encore que ceux occasionnés par le processus régulier de recomposition de l'idéologique. L'importance du tournant tient à ce qu'il donne toujours naissance à une idéologie nouvelle. Celle-ci émerge lorsqu'aucune des conceptions du monde ne permet de faire une lecture adéquate des faits sociaux d'une époque. Parmi les bouleversements donnant lieu à un tournant se trouvent des conditions structurelles et idéologiques.

La notion de tournant s'apparente au concept d'« événement-choc²¹² » qu'utilise André J. Bélanger pour désigner par exemple la crise des années 1930 qui frappe le Québec comme le reste du monde occidental. Il correspond aussi dans les grandes lignes à ce que Immanuel Wallerstein nomme les *watershed events*. Par ce concept, il désigne « un événement qui entraîne des changements importants dans la réalité culturo-idéologique du système-monde et qui trouve ses origines dans le processus de cristallisation de certaines tendances de longue durée qui s'affirment au sein du système-monde²¹³ ». Le concept de tournant se distingue toutefois de ces deux notions par le fait que non seulement il marque lui aussi une cassure dans le monde des idéologies, mais il dépeint aussi la nature des

²¹² André J. Bélanger, *Ruptures et constantes : quatre idéologies du Québec en éclatement : La Relève, La JEC, Cité Libre et Parti Pris*, Montréal Hurtubise HMH, 1977, p. 1.

²¹³ Ma traduction. Immanuel Wallerstein, « 1968, Revolution in the World-system. Theses and queries », *Theory and Society*, vol. 18, 1989, p. 431.

événements aux origines des idéologies. Sur le plan conceptuel, j'estime donc que le concept de tournant permet de mieux étudier l'émergence des idéologies.

Les conditions *structurelles*

Les conditions *structurelles* renvoient à des transformations dans le domaine des structures politiques, économiques et sociales d'une société qui provoquent des modifications parfois importantes des conceptions du monde. La confrontation de la réalité et de la conception du monde peut entraîner la décomposition plus ou moins rapide des conceptions du monde sur lesquelles s'appuient les idéologies.

Les conditions *idéologiques*

Les conditions *idéologiques* agissent de la même manière que les conditions structurelles, mais appartiennent au domaine des idées et des conceptions du monde. Les idées tirent leur origine de quatre principales sources : la religion, la science et la technologie, l'économie et la pensée politique. Ainsi, tout apport important dans l'un ou l'autre de ces domaines peut rendre plus hostile l'affirmation d'une idée, ce qui peut à son tour entraîner sa perte d'influence dans le registre des conceptions du monde que partagent les idéologies. Puisque les idéologies sont des « constructions d'idées », toute modification dans la représentation abstraite des choses et de la réalité sociale peut donner donc lieu à des variations dans les idéologies.

Prenons par exemple le cas du fascisme pour illustrer le schéma général des conditions structurelles et idéologiques. Pour que cette idéologie apparaisse en Europe au cours des années 1920, il fallut que cette époque réunisse certaines conditions structurelles et idéologiques. D'une part, la crise du parlementarisme, la crainte du communisme et le

développement de la connaissance biologique, anthropologique et, plus largement historique des sociétés humaines constituent les conditions idéologiques qui permirent l'émergence du fascisme. Le parlementarisme, qui avait en partie été incapable de satisfaire les demandes d'aspirations sociales de nombre d'Européens et s'était montré largement impuissant à sortir le continent des nombreuses crises qui le secouèrent au début du siècle, semble pour ceux-ci adhéreront au fascisme, et je dirais pour beaucoup de communistes par ailleurs, totalement périmé tant celui-ci semble trahir les idéaux sur lesquels il est fondé. La crainte de voir déferler sur l'Europe la « menace rouge » conduit plusieurs Européens à chercher à réunir dans une nouvelle pensée, la manière de contrer cette menace, mais aussi la réponse qu'ils souhaitent offrir aux problèmes sociaux bien réels que le communisme avait identifiés. Le darwinisme social, quant à lui, avait permis la généralisation, au sein de la nouvelle idéologie fasciste et plus particulièrement du nazisme, de l'idée selon laquelle il existerait une hiérarchie parmi les races. D'autre part, la crise économique sans précédent qui frappe l'Europe de l'entre-deux-guerres et qui s'accompagne d'un taux de chômage historique pousse également de nombreux Européens à renoncer aux idéologies de l'époque et à reformuler une conception du monde qui correspondait mieux à la réalité sociale. La conjoncture économique de l'entre-deux-guerres, la crise du parlementarisme, la crainte du communisme et le darwinisme social constitueront alors les principales conditions structurelles et idéologiques à l'origine du fascisme et du nazisme.

Pour qu'une idéologie émerge, il faut donc que certaines conditions structurelles et idéologiques soient réunies au sein d'une époque. Cette façon d'expliquer l'émergence des idéologies est une explication essentiellement *structurelle*. Par celle-ci, j'affirme en effet, d'une certaine façon, le primat des structures sur le phénomène idéologique. Les idéologies seraient ainsi le produit d'un système plus large des idées et du monde matériel, qui serait extérieur à la conscience des gens. Les processus sociaux seraient, en d'autres termes, issus

de structures inconscientes et pourtant fondamentales de l'ordre des idées et de l'économie et de ce qui s'y rattache comme les moyens de communication par exemple. Toute modification de ce système ou de ces structures altérerait les idéologies. Cette approche n'est donc pas tout à fait conforme à l'emploi du concept de structure par le marxisme et la sociologie en général. Pour le matérialisme, les structures renvoient tout simplement à l'économie, sinon, comme chez Louis Althusser aux « appareils idéologiques de l'État ». Les structures productives et étatiques seraient, selon cette lecture classique, à l'origine de la pensée des hommes. Les idées auraient ainsi un rôle subsidiaire. Je crois au contraire que les idéologies et les idées qu'elles portent peuvent elles aussi assurer une certaine « structuration » et ainsi influencer l'émergence et le développement même des idéologies. Enfin, l'approche structurelle que je propose s'inscrit aussi dans une volonté d'attirer l'attention sur certaines limites des travaux de la sociologie de l'action collective que j'ai présentés au chapitre précédent et qui tiennent au fait que ces travaux accordent, comme chez les analyses utilisant le paradigme des processus de cadrage, une trop grande importance à la dimension intersubjective des actions collectives.

La critique sociale

La critique sociale est l'expression dans le domaine de la politique et de l'action collective d'une opposition qui concerne la répartition du pouvoir au sein des sociétés d'une époque donnée. Chacune des idéologies est généralement porteuse d'une critique sociale particulière. Ainsi, l'écologisme critique-t-il les pratiques entraînant la dégradation de l'environnement et le communisme, le fait que la richesse étant mal répartie, il existe d'importantes inégalités sociales.

Le centre de gravité de la critique sociale

Chaque époque est marquée par une critique sociale principale qui galvanise plus que toutes les autres expressions de critique les objections soulevées par le pouvoir établi. Le centre de gravité de la critique sociale correspond à la coordonnée qu'occupe la principale critique sociale sur l'idéologique d'une époque. Par exemple, durant la période de l'entre-deux-guerres en Europe, en raison de la forte polarisation idéologique qu'avait entraînée la fin de la Grande Guerre et les bouleversements économiques qui ont suivi, la critique sociale gravitait autour de deux pôles idéologiques : le communisme et le fascisme. En effet, ce sont ces deux idéologies qui exprimaient le plus d'opposition au pouvoir régissant les sociétés de l'époque. Le centre de gravité occupait donc alors deux coordonnées sur l'idéologique de cette époque, une à l'extrême gauche et l'autre à l'extrême droite.

Qu'est-ce que l'analyse idéologique ?

L'analyse idéologique consiste en trois choses. D'abord, elle sert à établir la cohérence idéologique de certaines idées exprimées par une action collective. Ensuite, elle permet de repérer au sein d'une époque donnée, les conditions structurelles et idéologiques qui entraînent, suite à un tournant, l'émergence d'une nouvelle idéologie. Enfin, l'analyse idéologique sert à situer cette idéologie parmi les autres. En somme, l'analyse idéologique permet de déterminer la nature d'une nouvelle idéologie et d'expliquer les raisons de son émergence. Elle repose sur l'étude de l'action collective et du discours à laquelle donne corps cette idéologie comme produits d'une compréhension du monde et de l'adhésion de ses militants à certaines valeurs et idées maîtresses. L'analyse idéologique que je propose s'inscrit donc dans la continuité des travaux de Fernand Dumont de ce qu'il nomme « la

grammaire de l'idéologique²¹⁴ » ainsi que de Frédéric Bon sur les « structures de l'idéologie²¹⁵ ». L'analyse idéologique se distingue toutefois de l'approche privilégiée par ces deux derniers par une volonté de vouloir plus explicitement lier les idéologies et leur contexte d'émergence.

L'analyse idéologique du « gauchisme » comme exemple

Pour illustrer le fonctionnement de l'analyse idéologique, je vais sommairement appliquer ce paradigme aux événements qui ont eu lieu autour de mai 68 en France et qui permirent l'apparition du « gauchisme ». Je présenterai très succinctement ce que constitue l'idéologie « gauchiste ». Je rappellerai ensuite le contexte d'émergence de cette idéologie afin de déterminer quelles conditions structurelles et conditions idéologiques ont pu précipiter les événements de mai 68, mais aussi provoquer le schisme au sein de la gauche d'où le « gauchisme » serait né.

L'idéologie « gauchiste »

L'idéologie « gauchiste » repose essentiellement sur une idée maîtresse qui radicalise en quelque sorte le contenu idéologique du libéralisme. Tout le programme politique du « gauchisme » est animé principalement d'un fort désir de liberté et d'autonomie. Le gauchisme peut alors se résumer à l'aide de cette seule idée qui s'accompagne de spontanéité et des mots d'ordre tels que ceux utilisés par les militants de mai 68 : « Vivre sans temps mort et jouir sans entrave », « Il est interdit d'interdire » ou encore « Ne travaillez jamais ». Comme le soutient Henri Avron, le « gauchisme » c'est le rejet

²¹⁴ Fernand Dumont, « Notes sur l'analyse des idéologies », *Recherches sociographiques*, vol. 4, n° 2, mai-août 1963, p. 158.

²¹⁵ Frédéric Bon, « Structure de l'idéologie communiste », dans *Le communisme en France*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1969, p. 197-240.

hic et nunc de toute forme de contrôle et de pouvoir pour redonner vie à « l'homme "multidimensionnel" ignoré²¹⁶ ».

Mai 68

Mai 68 a donné lieu à une très large littérature savante et militante et à de nombreux débats. La controverse que soulève l'essai : *La Pensée 68* que publient Luc Ferry et Alain Renaut presque vingt ans après les événements témoigne de la polémique qui existe toujours quant aux origines de la crise et à ses conséquences sur l'histoire et la pensée politique française²¹⁷. Je ne souhaite pas entrer dans ce débat ni même faire son bilan. Je désire plus simplement avancer une explication sur les origines de l'idéologie qui s'affirmera avec conviction à partir de mai 68, à l'aide d'un petit nombre de facteurs. Dans cette perspective, l'émergence du « gauchisme » tient selon moi à deux principales conditions : le poids démographique de la génération de l'après-guerre et la crise profonde dans laquelle est plongé le communisme à partir de 1956.

La condition structurelle : la démographie de la génération de l'après-guerre

Le poids démographique de la génération des jeunes qui est à l'avant-scène des événements de mars à mai 68 constitue la première condition structurelle d'émergence du

²¹⁶ Cette référence renvoie à l'essai *L'Homme unidimensionnel* que publie Herbert Marcuse dans lequel il dénonce les formes pernicieuses que prend le capitalisme pour dominer les hommes modernes. Cet ouvrage aura un large retentissement chez les gauchistes et sur la façon d'articuler leur critique de l'ordre social de l'époque. Herbert Marcuse, *L'Homme unidimensionnel : Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, traduction de Monique Wittig, Paris, Minuit, 1968 [1964]. Citation de Henri Arvon dans, *Le gauchisme*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 1974, p. 13.

²¹⁷ Luc Ferry et Alain Renaut, *La Pensée 68. Essai sur l'anti-humanisme contemporain*, Paris, Gallimard, coll. « Le Monde actuel », 1985. L'article « Écrire sur 68 en spécialiste, tournant ou accomplissement ? » d'Olivier Orain permet de faire un bon tour d'horizon des problématiques de recherche que soulève encore aujourd'hui « la construction de Mai 68 en objet d'investigation » (p. 137). cf. Olivier Orain, « Écrire sur 68 en spécialiste, tournant ou accomplissement ? », *Genèse*, n° 76, 3e trimestre 2009, p. 137-156.

« gauchisme ». Parmi les gauchistes, une majorité était des étudiants universitaires dont le nombre s'était accru considérablement depuis le milieu des années 1960. Ce nombre passe de 135 000 pour l'année 1950-51 à 508 000 pour l'année 1967-68²¹⁸. Dans ce contexte, l'intégration de cet afflux d'étudiants ne s'est pas faite sans difficulté, comme le souligne Jean-Jacques Servan-Schreiber :

« Le déferlement de la vague démographique, plus puissante en France que dans les pays voisins, a ébranlé toutes les structures (et tout spécialement les universités et les villes) conçues pour un plus petit nombre²¹⁹ ».

Les événements de mai 68 et l'apparition du « gauchisme » seraient pour Jean-Pierre Le Goff, « une rupture générationnelle sans précédent²²⁰ ». Pour Henri Weber, il ne fait aucun doute que ce serait bien « une classe d'âge » qui s'exprime à Nanterre puis dans les rues parisiennes du Quartier Latin en mai. Ainsi, affirme-t-il que :

« force motrice [des événements de mai 68] n'est pas une *classe sociale* – classe ouvrière ou “nouvelle classe” des ingénieurs-techniciens-cadres –, mais une *classe d'âge* : les adolescentes et postadolescents du *baby-boom*, même si le soulèvement de la jeunesse a entraîné dans son sillage d'autres acteurs sociaux, alliés ou hostiles²²¹ ».

Mai 68 serait donc en quelque sorte une charge générationnelle. L'insatisfaction de la jeunesse à l'endroit des institutions tient du fait qu'elle est tout simplement trop nombreuse. Sur le plan de l'école, certaines filières universitaires, comme les sciences sociales qui attirent de plus en plus d'étudiants, offrent peu de débouchés professionnels ce qui occasionne chez eux aussi une certaine désillusion. Nombre d'étudiants partagent alors

²¹⁸ Raymond Boudon, « Quelques causes de la révolution estudiantine », *La Table ronde*, décembre 1968 – janvier 1969. Cité dans Philippe Bénéton et Jean Touchard, « Les interprétations de la crise de mai-juin 1968 », *Revue française de science politique*, vol. 20, n° 3, juin 1970, p. 510.

²¹⁹ Jean-Jacques Servan-Schreiber, *Le réveil de la France - Mai-juin 1968*, Paris, Denoël, 1968, p. 36.

²²⁰ Jean-Pierre Le Goff, *Mai 68, l'héritage impossible*, Paris, La Découverte, 2002, p. 34. Daniel Bertaux, Danièle Linhart et Beatrix Le Wita, insistent également sur le caractère générationnel des événements. cf. leur article : « Mai 1968 et la formation de générations politiques en France », *Le Mouvement social*, n° 143, « Mémoires et Histoires de 1968 », avril-juin 1988, p. 75-89.

²²¹ Italiques dans le texte original. Henri Weber, *Que reste-t-il de mai 68 ? Essai sur les interprétations de l'événement*, Paris, Éditions du Seuil, 1998, p. 10.

« le sentiment de faire des études qui ne leur donneront pas un emploi qui correspond à leur savoir acquis²²² ». La « crise de l'université » serait, comme le soutiennent Philippe Bénéton et Jean Touchard, l'une des principales interprétations de mai 68.

« Centralisme, c'est-à-dire uniformité, contrôles paralysants, absence d'autonomie. Rigidités verticales, c'est-à-dire cloisonnements entre Facultés et entre disciplines. Rigidités horizontales, c'est-à-dire séparation radicale entre docteurs et non-docteurs dans les facultés des Lettres, entre agrégés et non-agrégés dans les Facultés de Droit ou de Médecine²²³ ».

C'est dans ces termes qu'ils décrivent l'état de crise des universités de l'époque. Enfin, la conjoncture économique de l'époque n'est pas non plus très favorable pour les jeunes puisqu'elle coïncide avec la dernière période des « trente glorieuses ». Ainsi, appréhendent-ils, non sans raison, leur entrée sur le marché du travail, car celui-ci est de moins en moins accessible. C'est l'idée que défendent aussi Bénéton et Touchard en affirmant que :

« Sans doute la situation économique de la France n'était-elle pas d'une gravité telle qu'elle puisse être considérée à proprement parler comme une cause de la crise de mai [68]. Cependant, la croissance régulière et apparemment inéluctable du chômage et le fait que les jeunes étaient particulièrement touchés ont contribué à entretenir un sentiment général d'inquiétude et d'insécurité devant l'emploi et ont exercé, à partir du moment où la crise a été déclenchée dans les Facultés, un effet accélérateur dont le gouvernement de M. Georges Pompidou ne donnait pas le sentiment d'avoir prévu les risques²²⁴ ».

C'est donc le poids démographique et les difficultés auxquelles est confrontée la cohorte des baby-boomers – difficultés qui se rapportent à une certaine rigidité des institutions notamment universitaires et à un sentiment d'insécurité économique –, qui pousseront la génération des jeunes à l'avant-scène des événements de mai 68.

²²² Michel Winock, *Le XX^e siècle idéologique et politique*, Paris, Perrin, 2009, p. 475.

²²³ Philippe Bénéton et Jean Touchard, « Les interprétations de la crise de mai-juin 1968 », *Revue française de science politique*, vol. 20, n° 3, juin 1970, p. 508.

²²⁴ *Ibid.*, p. 532.

La condition idéologique : Le XX^e congrès du Parti communiste d'URSS de 1956

L'émergence du « gauchisme » est attribuable à une seconde condition idéologique : la déstalinisation de la gauche qui s'amorce en 1956. Cette condition idéologique bouleversera le communisme, mais aussi plus largement la gauche de cette époque. Le XX^e congrès du Parti communiste d'Union soviétique de février 1956 aura d'énormes conséquences sur le plan idéologique. C'est lors de celui-ci que Nikita Khrouchtchev, le premier secrétaire du Parti communiste de l'Union soviétique, dénoncera pour la première fois, dans un rapport tenu secret, les crimes commis par Staline décédé trois ans plus tôt. Cette dénonciation, que le Parti communiste français (PCF) va chercher à édulcorer sinon tout simplement à occulter, entraînera « l'une des ruptures fondamentales de l'histoire du communisme mondial²²⁵ » et de la gauche française. La crise de 1956 constitue aussi comme le soutient l'historien Joseph Rovin, « la crise la plus grave que le parti communiste italien ait dû traverser, au moins depuis la fin du fascisme²²⁶ ». En effet, comme le souligne Michel Dreyfus, « pour le mouvement communiste international et le PCF, 1956 est une année décisive à l'issue de laquelle plus rien n'est comme avant²²⁷ ». Le XX^e congrès entraînera « l'effondrement de nombreux mythes sur lesquels repose le mouvement communiste international et en particulier le PCF depuis plusieurs décennies²²⁸ ». Pour l'historien du communisme Marc Lazar, le rapport Khrouchtchev provoquera une commotion au sein des partis politiques communistes notamment français. Selon lui, ce rapport :

²²⁵ Stéphane Courtois et Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, Paris, Presses universitaires de France, 2000, p. 304.

²²⁶ Joseph Rovin, « La crise du parti communiste italien en 1956 », *Revue française de science politique*, vol. 8, n° 3, 1958, p. 615.

²²⁷ Michel Dreyfus, *PCF : Crises et dissidences. De 1920 à nos jours*, Paris, Éditions complexes, 1990, p. 113.

²²⁸ *Ibid.*, p. 115.

« provoque une onde de choc qui touche le monde communiste jusqu'à sa périphérie. L'ensemble du camp socialiste est déstabilisé, l'unité du mouvement communiste mise à mal; sans disparaître aucunement, la dimension téléologique du communisme s'affaiblit et laisse la dimension sociétale exercer ses effets délétères sur les partis communistes²²⁹ ».

L'apparition du « gauchisme » entraînera des effets importants sur l'ensemble de la gauche dont une partie cherche de nouveaux repères idéologiques. Ainsi, comme le souligne Michel Fehrer, 1956 marquera-t-il un tournant qui sera accentué par le contexte international :

« dans la mesure où l'exposition des maux du socialisme "réel" entre désormais en résonance avec l'intensification des guerres de libération nationale pour contraindre les marxistes les plus conséquents à s'interroger conjointement sur l'oppression exercée par les bureaucraties de l'Est et sur la démobilisation qui affecte la classe ouvrière de l'Ouest²³⁰ ».

L'insurrection en octobre de la même année à Budapest dirigée contre la rigidité du régime moscovite et sa politique de « terreur de masse²³¹ » ajoute à l'onde de choc qui frappe la gauche communiste. Le dénouement de la crise dans laquelle est plongée Budapest, par l'écrasement de l'insurrection par les chars soviétiques, ne fait qu'ajouter à la perplexité qui frappe le monde communiste d'alors. Pour les militants communistes, 1956 est donc vécu comme une tragédie et même, pour certains, comme le moment venu de rompre avec cette idéologie. Les idéologies communistes et socialistes sont désormais de plus en plus perçues, comme le souligne Immanuel Wallerstein, comme faisant « partie du problème et non de la solution²³² ».

²²⁹ Marc Lazar, *Maisons rouges. Les partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Aubier, 1992, p. 89.

²³⁰ Michel Fehrer, « Mai 68 dans la pensée », dans Jean-Jacques Becker et Gilles Candar (dir.), *Histoire des gauches en France. Volume 2 : « XX^e siècle : à l'épreuve de l'histoire »*, Paris, La Découverte, 2005, p. 602.

²³¹ François Fejtő, *1956, Budapest, l'insurrection*, Paris, Éditions complexes, 2006, p. 53.

²³² Immanuel Wallerstein, « Antisystemic Movements: History and Dilemmas », dans Samir Amin, Giovanni Arrighi, André Gunder Frank et Immanuel Wallerstein, *Transforming the revolution. Social Movements and the World-System*, New York, Monthly Review Press, 1990, p. 40.

Face à la crise qu'engendrent les événements de 1956 sur la gauche française et l'éclatement de la révolte en mai 68 par ceux qui volontairement rejettent l'orthodoxie communiste à laquelle tient toujours le PCF, il ne faut pas se surprendre que ce dernier ne se sente pas partie prenante des événements de mai et qu'il condamne de surcroît les « faux révolutionnaires » qui serviraient, selon lui, les « intérêts du pouvoir gaulliste et des grands monopoles capitalistes²³³ ».

Confrontés à l'impossibilité de rester fidèle à Moscou en raison des événements de 1956, beaucoup de militants et d'intellectuels décident de rompre avec l'orthodoxie stalinienne qu'avait imposée l'URSS aux partis communistes depuis 1928. Cette hémorragie réduit les effectifs des partis politiques, mais qui plus est, elle oblige à repenser les fondements mêmes de l'idéologie communiste désormais accusée des plus graves dérives. C'est sur le fond de cette crise que la critique de la bureaucratisation du régime soviétique prendra racine. Cette critique culminera, au printemps 1968, en révoltes de part et d'autre du Rideau de fer. C'est pourquoi Paris, mais aussi Prague, est touchée, au même moment, par une révolte populaire qui se révélera, en définitive, aussi éphémère qu'elle avait été spontanée. De ces événements surgira toutefois le « gauchisme » qui tentera de revoir la pensée socialiste/communiste en s'abreuvant à la fois de la pensée du jeune Marx, à la manière de Louis Althusser, et de la pensée émergente que l'on désignera plus tard comme postmoderne²³⁴. Cette nouvelle idéologie accordera une place beaucoup plus grande à la liberté qui avait été constamment bafouée par le régime stalinien et l'idéal communiste qu'il incarnait. Conséquemment, la conception du monde « gauchiste » mettra davantage l'accent sur l'idée que l'homme est d'abord porteur de liberté et prendra, du même coup, ses

²³³ Ces paroles sont de Georges Marchais alors secrétaire du PCF. Cité par Michel Winock dans Michel Winock, *La gauche en France*, Paris, Perrin, 2006, p. 373.

²³⁴ cf. Louis Althusser, *Pour Marx*, Paris, Maspero, coll. « Théorie », 1965. Aussi Louis Althusser, Étienne Balibar, Roger Establet, Pierre Macherey et Jacques Rancière, *Lire le Capital*, Paris, Maspero, coll. « Théorie », 1965.

distances de la gauche traditionnelle sur cette question précise. L'apparition de ce militantisme « gauchiste » qui se montre plus libéral puisqu'il défend, comme le libéralisme, la liberté individuelle entraîne le déplacement du centre de gravité de l'ensemble de la gauche vers la droite. En d'autres termes, 1956 provoque une recomposition de l'idéologique de laquelle émergera, quelques années plus tard, une nouvelle idéologie.

L'apparition du « gauchisme » tient aussi à d'autres conditions idéologiques moins importantes. C'est le cas du « tiers-mondisme », qui voit le jour durant la vague de décolonisation qui touche l'Afrique et l'Asie du Sud-Est, et qui ajoutera une nouvelle perspective sur les inégalités Nord-Sud. Nombreux ont été les « gauchistes » à critiquer par exemple la guerre du Vietnam selon cette perspective. Toutefois, c'est réellement le poids de la génération de l'après-guerre et la crise de la gauche amorcée en 1956 qui contribueront plus que tout autre facteur à l'éruption du mouvement étudiant en mai 68.

Enfin, déçue des attentes qu'elle s'était forgées, la même génération d'après-guerre entrera en révolte à travers tout le monde occidental, afin d'exiger plus de liberté individuelle. Voilà comment il faut comprendre, à la lumière d'une lecture idéologique, la révolte des noirs aux États-Unis, des jeunes patriotes tchécoslovaques à Prague et des étudiants de Montréal, de Mexico, Paris, etc. Bref, ce double faisceau d'explications, soit le choc de 1956 et le poids de la génération d'après-guerre, permet de comprendre l'émergence, au même moment et dans plusieurs pays partageant un contexte démographique similaire, d'une nouvelle idéologie cherchant à radicaliser l'idéal de liberté qui se trouve, à l'Est comme à l'Ouest, dans chacune des idéologies alors au pouvoir.

Terminons ce chapitre en faisant un survol rapide de la composition de l'idéologique de chacune des époques qui vont de 1945 à 2010. Ce survol permettra de mieux comprendre l'utilité de l'analyse idéologique.

La composition de l'idéologique de 1945 à 2010

1945-1956 : Une saison favorable pour la gauche

L'année 1945 est d'abord marquée par deux événements qui entraîneront la recomposition de l'idéologique de cette époque. D'une part, la fin politique et militaire des régimes hitlérien et mussolinien annonce presque la liquidation de l'idéologie fasciste et de sa variante nazie. L'extrême droite trouvera certes encore des adeptes, notamment dans certaines couches sociales comme chez les anciens combattants. Cependant, son influence devient négligeable dans la composition de l'idéologique de l'après-guerre. D'autre part, la victoire soviétique et l'engagement soutenu des militants communistes dans les mouvements de résistance à l'occupation allemande et au régime fasciste italien durant la Seconde Guerre mondiale permettent à l'idéologie communiste d'étendre son influence sur l'idéologique de cette époque. Dans l'ensemble, la gauche socialiste et communiste exerce une large influence sur les sociétés européennes. Pour Émile Perreau-Saussine, le communisme aurait par ailleurs précisément connu son apogée historique durant cette période de l'après-guerre²³⁵. Le cas de la France est emblématique dans ce sens. Lors des élections législatives d'octobre 1945, le groupe parlementaire composé du PCF et des apparentés (Groupe des républicains et résistants) remporte le plus grand nombre de sièges, soit 159 sur les 586 que compte l'Assemblée nationale d'alors²³⁶. Vincent Auriol,

²³⁵ Émile Perreau-Saussine, « Ce qui reste du socialisme », *Le Débat*, n° 142, novembre-décembre 2006, p. 56.

²³⁶ Frédéric Bon, *Les élections en France, Histoire et sociologie*, Paris, Le Seuil, 1978.

candidat de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) – l'ancêtre du parti socialiste – deviendra Président de la République en 1947. Deux ans plus tard, lors des élections municipales, la SFIO remporte la mairie de 4 100 communes et le PCF en arrache 1 400²³⁷.

Le socialisme dans son ensemble exerce encore une large influence dans le contexte économique prospère des trente glorieuses (1945-1973). Il appuie l'État-providence et les politiques sociales d'autant plus que les sociétés d'après-guerre acceptent plus facilement de faire preuve de solidarité envers les plus démunis parce que l'économie connaît une forte croissance. Aussi, comme le montre Theda Skocpol dans une étude sur les États-Unis de cette période, alors que l'État providence profite largement aux vétérans de la guerre de 1939-1945, en reconnaissance de leurs sacrifices pour la nation, la population est généralement plus encline à mutualiser les risques sociaux²³⁸.

Le néolibéralisme exerce pour l'instant une influence très faible sur l'idéologique, malgré la création, en 1947, de la Société du Mont-Pèlerin qui cherche à diffuser la pensée hayekienne. Le keynésianisme, où les États interviennent comme acteur économique de premier plan, dominera encore largement jusqu'à la fin des années 1970, où s'amorce, en Angleterre et aux États-Unis, la révolution conservatrice qui entraînera des bouleversements dans la composition de l'idéologique de cette époque. Enfin, ce dernier est soumis à une faible influence du libéralisme qui est encore marginalisé.

²³⁷ Pierre Martin, « Les élections municipales en France depuis 1945 », *La documentation française*, n° 5126, 2001.

²³⁸ Theda Skocpol, *Protecting Soldiers and Mothers: The Political Origins of Social Policy in the United States*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1992.

1957-1968 : Le communisme en crise

La composition de l'idéologique de la période qui s'amorce en 1957 s'est largement modifiée. D'abord, le XX^e congrès du parti communiste d'Union Soviétique de 1956 bouleverse la composition de l'idéologique où l'influence du communisme diminue. Ce tassement du communisme est largement favorable au libéralisme de gauche et au libéralisme de droite qui gagnent chacun des appuis dans la population. Le socialisme conserve son influence dans la mesure où 1956 entraîne peu d'effets sur celui-ci, en comparaison du communisme.

1969-1979 : « Gauchisme », triomphe de la liberté

Les événements de 1968 bouleversent la composition de l'idéologique de l'époque. Celle-ci sera marquée en outre par le tournant que représente l'apparition du « gauchisme », mais aussi par la diminution de l'influence du socialisme et du communisme. Plusieurs facteurs contribuent à cette évolution. La radicalisation de certains mouvements communistes qui utilisent l'attentat comme moyen de lutte contre le capitalisme – la *Rote Armee Fraktion* (la Fraction armée rouge) et les *Brigate Rosse* (les Brigades rouges) notamment –, joue d'abord en quelque sorte contre la gauche. Plusieurs militants refusent d'endosser la violence comme moyen d'action politique. Ensuite, le contexte international de la guerre du Vietnam, la Révolution culturelle chinoise et l'installation du régime sanguinaire des Khmers rouges au Cambodge, entraînent aussi le désengagement de militants de gauche. Ainsi, la gauche traditionnelle dans son ensemble perd donc de son influence au profit du « gauchisme ». Le libéralisme de droite subit quant à lui un recul imputable en partie à l'attrait qu'exerce l'idéal de liberté individuelle qu'expriment les militants du « gauchisme » dans un contexte économique qui est, somme toute, pour la

population en général, encore favorable, du moins jusqu'au « choc pétrolier²³⁹ » d'octobre 1973 où le chômage s'envole en Europe et en Amérique du Nord.

1980-1989 : La révolution conservatrice

La période qui s'amorce avec l'élection de Margaret Thatcher comme première ministre du Royaume-Uni en mai 1979 et celle de Ronald Reagan à la présidence des États-Unis en novembre 1980 sera marquée par l'élargissement de l'influence de la droite sur l'idéologique de l'époque. Sur le plan économique, le premier choc pétrolier de 1973 et le second de mars 1979 avaient contribué à accroître l'influence des idées économiques de droite. Le libéralisme de droite et le néolibéralisme exercent désormais un plus grand attrait. À l'inverse, un certain ressentiment frappe le socialisme de la même époque. Sur le plan politique, la période qui s'amorce en 1979 marquera aussi la fin de la Détente durant laquelle les deux superpuissances avaient signé un certain nombre d'accords de défense qui visaient notamment la non-prolifération des armes atomiques. L'invasion soviétique de l'Afghanistan en décembre 1979 ne fait que raviver les tensions entre Washington et Moscou, ce qui profite à la droite qui s'oppose au communisme avec une vigueur renouvelée. Dans ce contexte plus favorable à la droite, le socialisme perd du terrain au détriment du conservatisme qui à l'inverse étend son influence. Par ailleurs, le repli et l'expansion des idées de gauche et de droite correspondent en partie à la thèse que développe Ronald F. Inglehart selon laquelle les priorités des individus seraient le reflet de l'environnement socioéconomique dans lequel ils vivent. Ainsi, les sociétés riches accorderaient une plus grande importance aux valeurs postmodernes (liberté individuelle

²³⁹ Le « choc pétrolier » désigne les conséquences qui découlent de l'augmentation brusque du prix du pétrole qu'avait décidé l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) en octobre 1973.

et sexuelle par exemple), alors que les sociétés plus pauvres se retrouveraient davantage derrière des valeurs modernes (richesse et sécurité par exemple)²⁴⁰.

1990-1998 : Abattement de la gauche et consécration du néolibéralisme

Les événements qui débutent par l'ouverture en novembre 1989 du Mur de Berlin et qui se terminent avec la dissolution de l'URSS en décembre 1991 exerceront une très large influence sur l'idéologique de la période des années 1990. D'abord, la gauche dans son ensemble, incluant le libéralisme de gauche, en sort affaiblie. La fin de l'URSS signifiait pour plusieurs militants, non seulement la liquidation du marxisme-léninisme et de la nomenklatura communiste, mais plus largement la disparition de la gauche dans son ensemble. De l'autre côté du clivage gauche-droite, les partisans de la démocratie libérale et du capitalisme, qui s'affichent partisans du libéralisme de droite et du néolibéralisme, interprètent ces événements non seulement comme l'échec du communisme, mais aussi comme la preuve historique et matérielle de la supériorité du libéralisme sur les idéologies rivales. C'est dans ce contexte que les grands traités de libre-échange et de coopération économiques seront signés et les forums pour la promotion de cette politique économique seront créés (APEC en janvier 1989, le Traité de Maastricht en février 1992 et l'ALÉNA en décembre 1992²⁴¹) et les appels au démantèlement de l'État-providence seront les mieux entendus. Cette période voit donc le triomphe de la mondialisation économique.

²⁴⁰ cf. entre autres, Ronald Inglehart, « Globalization and Postmodern Values », *The Washington Quarterly*, vol. 23, n° 1, hiver 2000, p. 215-228.

²⁴¹ La Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) réunit initialement 12 pays de la région du Pacifique. Le Traité de Maastricht fonde l'Union européenne. L'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) établit une zone de libre-échange entre le Mexique, les États-Unis et le Canada.

1999-2010 : Altermondialisme, nouveau salut

La création d'Attac à Paris en juin 1998 et la « bataille » de Seattle de novembre-décembre 1999, qui retardera le début de la conférence ministérielle de l'OMC, marqueront le début de la fin de la « pensée unique » par laquelle la politique de la mondialisation économique s'était imposée par le monde depuis une décennie. La pensée « antimondialisation », puis altermondialiste constituera un tournant, car elle donnera lieu à une nouvelle idéologie au sein du libéralisme de gauche. Pour plusieurs militants et analystes, le combat pour une autre mondialisation semble juguler le glissement vers la droite qui s'est opérée sur l'idéologie depuis un demi-siècle. La gauche gagne certes du terrain par rapport à l'époque précédente. Toutefois, comme je le soutiens dans ma thèse, ce gain ne profite pas en premier lieu à la gauche traditionnelle, mais avant tout le libéralisme puisqu'il réussit, par le moyen de l'altermondialisme, à élargir son influence sur l'idéologique de cette époque qui est la nôtre. Alors que la mondialisation économique s'impose sans partage au cours de la période précédente, la première décennie des années 2000 sera marquée par le couronnement de la double pensée mondialiste, soit celle qui promeut la *mondialisation économique* et celle qui s'y oppose et lutte pour une *autre mondialisation*.

CHAPITRE 3

L'IDÉOLOGIE ALTERMONDIALISTE

Deux observations préalables

Pour débiter, avant de présenter l'idéologie altermondialiste, je juge nécessaire d'émettre deux observations.

Le schéma des idéologies

Premièrement, pour que la réflexion que je présente soit valable, il faut d'abord accepter un premier postulat : les idéologies peuvent être représentées schématiquement suivant les idées maîtresses qui les composent. Il est en effet possible de tracer le portrait d'une idéologie sous la forme d'un schéma simple dans lequel est représenté un nombre restreint d'idées maîtresses qui façonnent elle-même une conception du monde cohérente et un programme politique entier.

Discours et idéologies

Deuxièmement, puisque c'est surtout le support du discours qui assure la diffusion des idéologies, pour déterminer la nature de l'une d'elles, il suffit d'étudier le discours de ses militants. Comme le rappelle en effet Teun Van Dijk, ce sont les discours qui « rendent

les idéologies “observables”, en ce sens que ce n'est qu'à travers le discours qu'elles peuvent être “exprimées” ou “formulées” explicitement²⁴² ». Ainsi, pour montrer l'idéologie altermondialiste, il faut étudier le discours de ses militants.

La conception du monde altermondialiste

La conception du monde altermondialiste repose sur deux idées maîtresses qui lui assurent une cohérence idéologique : i) le « monde » est une seule et même communauté et ii) la politique traditionnelle des partis est obsolète.

Le « monde » est une seule et même communauté

L'altermondialisme soutient que le « monde », c'est-à-dire l'ensemble des habitants de la planète, constitue une seule et même communauté. Puisque la mondialisation abolirait les frontières, elle toucherait donc indistinctement tous les habitants de la planète. C'est ainsi, par le partage de cette condition commune, que le monde aurait développé un sens d'appartenance collectif sur lequel se serait greffé un fort sentiment de solidarité. Le monde ferait désormais sienne l'image du « village global ». L'altermondialisme adhère en d'autres termes à un *idéal cosmopolite*. Cette première idée maîtresse est l'élément central de sa conception du monde.

Les ambiguïtés du concept de mondialisation

Le concept même de mondialisation est toutefois fort ambigu. Comme le souligne Jan Aart Scholte, ceux qui s'intéressent à l'étude de la mondialisation « sentent que ce terme signifie quelque chose – et quelque chose en outre d'important –, mais ils demeurent

²⁴² Teun Van Dijk, « Politique, Idéologie et Discours », *Semen*, vol. 21, 2006 [<http://semen.revues.org/document1970.html>].

incertains quant à sa signification précise²⁴³ ». Cette ambiguïté a donné lieu à une riche littérature surtout préoccupée à mieux cerner l'unité sémantique et la portée empirique de la notion de mondialisation. Quelles politiques économiques sont associées à la mondialisation ? Quelle est la portée réelle de la mondialisation sur les économies du monde ? Telles sont les interrogations sur lesquelles cette littérature a surtout débouché. En ce sens, Jan Aart Scholte apporte une contribution importante à la compréhension générale du concept. Dans *Globalization: A Critical Introduction*, il distingue cinq conceptions principales de la mondialisation, soit autant de façons d'aborder l'étude de cette notion : la mondialisation comme forme d'internationalisation; la mondialisation comme forme de libéralisation; la mondialisation comme forme d'universalisation; la mondialisation comme forme d'occidentalisation; et la mondialisation comme forme de déterritorialisation²⁴⁴. Les sciences sociales admettent en général le bien-fondé de cette démarche.

Toutefois, puisque la mondialisation désignerait plusieurs réalités, comme nous l'enseigne Ulrich Beck, certaines des facettes de cette notion demeurent largement inexplorées²⁴⁵. Malgré sa pertinence générale, la démarche de Scholte, reste un peu trop collée à une lecture économique ou institutionnelle de la notion de mondialisation et ne cherche ainsi pas à analyser cette dernière comme idée politique. Je ne crois donc pas qu'elle permette de bien comprendre la dimension « imaginaire » de la mondialisation, alors que celle-ci est directement impliquée dans la genèse de l'altermondialisme.

Analysons d'abord les usages communs du concept de mondialisation tel que l'entend l'altermondialisme dans son discours. Au chapitre 5, lorsque je situerai l'idéologie

²⁴³ Ma traduction. Jan Aart Scholte, « What is Globalization? The Definitional Issue – Again », *CSGR Working Paper No. 109/02*, décembre 2002, p. 5.

²⁴⁴ Jan Aart Scholte, *Globalization: A Critical Introduction*, Londres, MacMillan Press, 2000, p. 3 *et passim*.

²⁴⁵ Ulrich Beck, *What is Globalization?*, Cambridge, Polity Press, 2000, p. 19.

altermondialiste dans l'idéologique contemporain, je compléterai cette clarification par une analyse plus précisément idéologique et expliquerai la portée imaginaire de ce que je désigne comme le pivot de la mondialisation. Pour l'instant, concentrons-nous à dégager le sens de cette notion dans la littérature en général.

Premièrement, le langage ordinaire associe la notion de mondialisation à l'augmentation du commerce international, des échanges de capitaux financiers et de la mobilité de la production. Elle serait ainsi la forme principale que revêt le capitalisme à partir des années 1980. La globalisation – soit la façon dont Charles-Albert Michalet décrit la plus récente configuration de l'économie mondiale – serait à la fois, sur le plan de l'orientation des politiques économiques, le rejet de la régulation intergouvernementale du système de Bretton Woods, et « la proclamation véhémement que les marchés doivent devenir le principe exclusif de la régulation²⁴⁶ ». La mondialisation serait un phénomène économique vaste qui engloberait « à la fois, la dimension des échanges des biens et services, la dimension des investissements directs à l'étranger et la dimension de la circulation des capitaux financiers²⁴⁷ ». Pour l'économiste François Chesnais, la mondialisation constituerait une nouvelle phase du développement du capitalisme, « dominé par le secteur de la finance, qui s'est constitué à partir des années 1970 grâce à une libéralisation et une déréglementation des échanges, des investissements directs et des flux financiers²⁴⁸ ». Cette première forme de mondialisation correspondrait grosso modo à la seconde définition de Sholte, soit la mondialisation comme processus de libéralisation. Celle-ci donne elle-même lieu généralement à une question centrale : quelle est sa portée ? S'agit-il d'un mouvement qui transforme radicalement l'économie mondiale ? S'agit-il, au contraire, d'un processus plus marginal que le laissent croire ceux qui en sont tributaires

²⁴⁶ Charles-Albert Michalet, *Qu'est-ce que la mondialisation ?*, Paris, La Découverte, 2002, p. 95.

²⁴⁷ *Ibid.*, p. 19.

²⁴⁸ François Chesnais, *La mondialisation du capital*, Paris, Syros, 1997.

notamment les chefs d'entreprises multinationales et les gestionnaires de fonds de placement ? Or, cette question reste encore aujourd'hui largement ouverte puisqu'elle entraîne les mêmes difficultés auxquelles sont confrontés ceux qui cherchent par exemple à calculer le degré d'inscription de certaines économies au capitalisme mondial.

Deuxièmement, la mondialisation désignerait, selon une acceptation plus large, un phénomène historique de longue durée. La mondialisation représenterait alors non pas l'augmentation récente des échanges et la reconfiguration du capitalisme, mais coïnciderait plutôt à la multiplication spectaculaire des contacts et des échanges entre les hommes à travers la planète. La mondialisation ne serait donc pas une politique économique, mais bien plus un processus qui serait, d'une certaine façon, son propre maître, car il ne pourrait être l'objet d'une politique volontairement internationale à moins, bien entendu, qu'il ne serve le dessein d'une puissance hégémonique, ce qui par ailleurs changerait alors la nature de ce processus. Pour Olivier Dollfuss, la mondialisation équivaldrait à « l'échange généralisé entre les différentes parties de la planète, l'espace de transaction de l'humanité²⁴⁹ ». Lorsque l'altermondialisme utilise la notion de mondialisation, c'est pour désigner cette seconde réalité. Ainsi, peut-on par exemple lire dans *Le courrier d'information* d'Attac un texte dans lequel les auteurs se réjouissent de la première « victoire » de l'altermondialisme à Seattle :

²⁴⁹ Olivier Dollfuss, *La mondialisation*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.

« Vive la mondialisation!... La conférence de Seattle a échoué. La libéralisation a buté sur la mondialisation. C'est une possibilité d'avenir que nous nous sommes réappropriée. (voir Après Seattle). Les problèmes restent à résoudre, évidemment (voir Dette et Tiers Monde et Gaz mortel en Uruguay). Mais une réalité est née derrière la chute de ce mal nommé Round du Millénaire : nous sommes l'avenir. Nous faisons entrer la démocratie, les sociétés entières, nous-mêmes, dans le XXI^e siècle²⁵⁰ ».

Ce premier double sens de la notion de mondialisation rejoint, par ailleurs, au-delà du contexte propre à l'altermondialisme, la façon dont les économistes abordent ce sujet de manière générale²⁵¹.

Troisièmement, la mondialisation renverrait aussi à la diffusion de la culture occidentale à travers le monde par le moyen des industries du cinéma, de la mode et de l'alimentation. La mondialisation serait alors employée dans ce sens comme un synonyme d'Occidentalisation ou de « McDonaldisation », comme le pourfend George Ritzer²⁵².

Enfin, quatrièmement, la mondialisation désignerait le processus par lequel les grandes institutions mondiales de régulation économique, l'OMC, le FMI et la Banque mondiale, élargiraient leur pouvoir au détriment des États. La mondialisation signifierait dans ce cas les multiples processus qui sont à l'origine d'une nouvelle configuration du pouvoir à l'échelle planétaire qui réduirait l'autorité étatique. Cette mondialisation

²⁵⁰ « Vive la mondialisation ! », *Le courrier d'information*, n° 93, mardi 07 décembre 1999.

²⁵¹ Gérard Kébadjian, « Analyse économique et mondialisation : six débats », dans Michel Beaud et coll. (dir.), *Mondialisation. Les mots et les choses*, Paris, Éditions Karthala, 1999, p. 51.

²⁵² Occidentalisation et mondialisation ne sont toutefois pas des synonymes comme le soutient Joseph Heath. Le premier processus dépasse largement la culture que partage l'Occident; alors que le second entraîne somme toute des effets marginaux chez les autres civilisations. cf. Joseph Heath, « Liberalization, Modernization, Westernization », *Philosophy & Social Criticism*, vol. 30, n°s 5-6, 2004, p. 665-690. George Ritzer soutient la thèse selon laquelle les institutions des sociétés contemporaines chercheraient à adopter certains traits caractéristiques de la restauration rapide comme la standardisation et l'efficacité. cf. George Ritzer, *The McDonaldization of Society*, Thousand Oaks, Pine Forge Press, 1993.

coïnciderait alors à ce que Dorval Brunelle nomme « le nouvel ordre global²⁵³ » et à la mondialisation comme forme d'internationalisation suivant Sholte.

Ainsi, pour simplifier, les première, troisième et quatrième définitions de la notion de mondialisation recouperaient ce que l'altermondialisme désigne comme la *mondialisation économique* ; la seconde correspondrait à la *mondialisation* tout court.

L'altermondialisme et les deux « mondialisations »

Les problèmes entourant la définition du concept de mondialisation poussent les premiers militants de l'altermondialisme à chercher d'abord à mieux circonscrire la polysémie qui entoure ce terme. Ce travail les conduit à mieux définir les multiples facettes de la mondialisation afin d'en finir avec « l'acceptation unicellulaire de la mondialisation²⁵⁴ ». Ainsi, pour Raoul-Marc Jennar la mondialisation désignerait le « phénomène objectif qui rend plus impérative l'exigence éthique de non-discrimination, qui facilite le rapprochement entre les peuples et l'émergence d'une solidarité mondiale » alors que la mondialisation économique – renverrait au « projet politico-économique néolibéral [qui serait] un phénomène malheureux et nocif²⁵⁵ ». L'altermondialisme milite donc *pour* une autre mondialisation et *contre* la mondialisation économique. Il lutte également, mais de manière moins centrale, contre la mondialisation entendue comme forme d'occidentalisation, à travers sa critique de la malbouffe, soit en gros la restauration rapide et les industries de l'alimentation. Enfin, le rapport de l'altermondialisme à l'endroit de la troisième forme de mondialisation, soit celle associée à la reconfiguration du pouvoir

²⁵³ Dorval Brunelle, *Dérive globale*, Montréal, Boréal, 2003, p. 154.

²⁵⁴ Martin Vanier, « La messe globaliste est dite », dans Martin Vanier (dir.), *Agir local, penser global*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits livres », 2001, p. 10.

²⁵⁵ Raoul-Marc Jennar, « Pourquoi s'opposer à la globalisation ? », dans Bruno Jetlin et coll., *ATTAC. Pour une mondialisation à finalité humaine*, Paris et Bruxelles, Éditions Syllepse et Éditions Vista, 2002, p. 43-44.

et des institutions, est plus ambivalent. Comme l'a notamment montré Eddy Fougier, certains groupes au sein de l'altermondialisme cherchent à renforcer les prérogatives de l'État-providence comme moyen de lutte contre la mondialisation économique alors que d'autres, au contraire, remettent plus ouvertement en cause l'État et cherchent donc à réduire son champ d'action²⁵⁶. J'expliquerai plus loin et en détail le sens de cette ambivalence lorsque je présenterai le programme politique altermondialiste.

Par ailleurs, c'est dans le sillage du travail sur la définition du concept de mondialisation qu'est né le nom même de l'altermondialisme soit l'idéologie et l'action collective qui militent pour une « autre » mondialisation. Se présentant d'abord comme *antimondialistes*, ses premiers militants ont vite adopté le terme *altermondialisme* pour mieux souligner leur rejet de la mondialisation économique, mais leur adhésion à la mondialisation²⁵⁷. Selon Éric Agrikoliansky et ses collègues, ce passage d'« anti » à « alter » aurait été « un effort stratégique de repositionnement de la part d'un certain nombre de mouvements (et en premier lieu d'Attac), de tentatives en partie voulues et assumées de recomposition identitaire commencée à partir de l'été 2001²⁵⁸ ». C'est donc à ce travail de réflexion et de construction d'un nouveau discours sur la mondialisation que l'altermondialisme va initialement concentrer ses efforts. Ce travail va le conduire à

²⁵⁶ Eddy Fougier, *Dictionnaire analytique de l'altermondialiste*, Paris, Ellipses Éditions, 2006, p. 18-23.

²⁵⁷ Pierre Khalfa retrace le passage du terme antimondialisation à altermondialisation qui correspondrait « à cette phase nouvelle d'un mouvement à l'offensive idéologique et capable de commencer à être porteuse d'alternatives. » Pierre Khalfa, « Le mouvement altermondialiste, nouveau mouvement d'émancipation », *Attac France*, mai 2004 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article2898>]. Plusieurs analystes de l'altermondialisme observent ce passage qui s'opère d'abord en France et en Belgique; et ensuite au Québec. cf. Russon Wooldridge, « Études du Web corpus d'usages linguistiques: altermondialisation », *Le net des études françaises. Appréciation critique de ressources en ligne...*, 3 octobre 2003 [<http://www.etudes-francaises.net/acre/corpus/altermondialisation/>].

²⁵⁸ Éric Agrikoliansky, Olivier Fillieule et Nonna Mayer (dir.), *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005, p. 144, note en bas de page 1.

soutenir l'idée générale qu'il existerait d'un côté, une *mauvaise* mondialisation économique et de l'autre, une *bonne* mondialisation historique.

Aussi, malgré les ambiguïtés entourant le concept de mondialisation, les militants altermondialistes sont cependant tous d'avis que la mondialisation exerce une influence déterminante sur le monde d'aujourd'hui. Toutes les sphères de la vie seraient non seulement marquées de l'empreinte de la mondialisation, mais plus encore, celle-ci constituerait le seul horizon vers lequel puisse s'ouvrir le programme politique altermondialiste. Ainsi, comme le soutient le sociologue et militant marxiste Immanuel Wallerstein, la mondialisation aurait tout changé :

« la souveraineté des États aurait diminué; la capacité de chacun à résister aux règles du marché aurait disparu, la préservation de l'autonomie culturelle aurait été pratiquement annulée, et la stabilité même de notre identité serait remise sérieusement en question²⁵⁹ ».

Ainsi, pour l'altermondialisme, la mondialisation ne serait donc pas simplement un tableau de compilation de données statistiques concernant les échanges, mais plus que toute autre chose un « phénomène » qui marquerait profondément le début du XXI^e siècle. La mondialisation appartiendrait ainsi plus au domaine de l'affect que de l'économique. Elle serait ce que vivent quotidiennement les citoyens de la planète²⁶⁰. La mondialisation s'offrirait alors comme principale grille de lecture du monde d'aujourd'hui. Dans la pensée altermondialiste, la mondialisation agirait donc, comme le décrit Jean-Sébastien Guy qui analyse ce concept, comme l'« autodescription de la société contemporaine²⁶¹ ». Dans ce sens, elle serait un « imaginaire » pour reprendre les termes de Zaki Laïdi, et tiendrait lieu

²⁵⁹ Ma traduction. Immanuel Wallerstein, « Globalization or The Age of Transition? A Long-Term View of the Trajectory of the World-System », *International Sociology*, vol. 15, n° 2, 2000, p. 250.

²⁶⁰ Je reprends ici la thèse développée par Zaki Laïdi, « La mondialisation comme phénoménologie du monde », *Projet*, n° 262, 2000, p. 41-48.

²⁶¹ Jean-Sébastien Guy, *L'idée de mondialisation. Un portrait de la société par elle-même*, Montréal, Liber, 2007, p. 21.

de principal mode de sociabilité à partir duquel a pu être forgée l'idée que le monde constituerait désormais un corps social unique et une communauté à part entière²⁶². C'est en acceptant de croire que *la mondialisation constitue un fait* que l'altermondialisme serait né. Les auteurs de la Déclaration d'un groupe d'intellectuels à Porto Alegre en 2002 acceptent par exemple d'ériger la mondialisation en vérité lorsqu'ils affirment : « Aujourd'hui, l'histoire humaine est le fruit d'acteurs globaux²⁶³ ». Quelque peu enfermé dans une vision eschatologique, Pierre Tartakowsky, d'Attac France affirme aussi que : « L'histoire de l'humanité n'est que l'histoire de la mondialisation, c'est-à-dire de la découverte par l'humanité elle-même de son ampleur et de sa diversité²⁶⁴ ». La mondialisation apparaît alors dans la pensée altermondialiste comme à la fois une réalité tangible et indéniable; et le terme définitif de l'histoire humaine. Cette représentation du monde comme nouvelle communauté politique entraîne nécessairement des conséquences sur le registre des conceptions du monde. Elle conduit, de façon logique, au déclassement dans les idées des autres sujets collectifs et des communautés politiques s'y rattachant. Cette lecture de la mondialisation subordonne en premier lieu les nations et les classes

²⁶² Zaki Laïdi, « Mondialisation: Entre réticences et résistances », *Revue du MAUSS semestrielle*, n° 20, 2002, p. 25. cf. également Zaki Laïdi, « Les imaginaires de la mondialisation », *Esprit*, octobre 1998, p. 85-98.

²⁶³ Ce texte a été rédigé lors du second FSM qui s'est tenu à Porto Alegre du 31 janvier au 5 février 2002. Comme son titre l'indique, il est signé par 25 intellectuels se réclamant de l'altermondialisme. Parmi ceux-ci, se trouve : Samir Amin, Pierre Beaudet, Boaventura de Souza Santos, Marta Harnecker, François Houtart, Michael Löwy et Massiah Gustavo (Gustave Massiah). Le ton du document détonne quelque peu avec les autres documents du premier type que je présentais en introduction, car ses auteurs s'en prennent plus directement au capitalisme, même s'ils acceptent, comme je viens de l'affirmer, la fatalité de la mondialisation. Je dirais qu'en général, parmi les intellectuels à s'être ralliés à l'altermondialisme, ceux qui ont eu un parcours de gauche tendent à conserver une lecture de gauche des enjeux contemporains. En d'autres termes, ils restent plus attachés aux grilles de lecture marxistes que les nouveaux militants, notamment les militants plus jeunes. Je reviendrai sur cette question au chapitre 5 lorsque je présenterai le rapport de l'altermondialisme au capitalisme. « Déclaration d'un groupe d'intellectuels à Porto Alegre », 2002. Le texte n'est plus disponible sur Internet.

²⁶⁴ Pierre Tartakowsky, « Altermondialisation : Fondamentalisme ou nouvel humanisme ? », *Attac France*, 15 janvier 2003 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article1398>].

sociales qui déterminent, depuis la Révolution française, les structures sociopolitiques occidentales.

La subordination de la nation

Selon l'altermondialisme, la communauté du monde subordonnerait la nation de deux façons. Premièrement et de la manière la plus claire, cette subordination s'accomplirait par le « haut ». La mondialisation économique, en affaiblissant les États, entraînerait des effets importants sur les communautés nationales qui structurent encore aujourd'hui, à travers le système westphalien de l'État-nation, les communautés politiques²⁶⁵. Désormais, les décisions que prennent les communautés nationales devraient concilier impératifs nationaux et mondialisation économique²⁶⁶. La mondialisation économique constituerait en quelque sorte un nouvel ordre normatif. Par exemple, la viabilité d'une nouvelle usine tiendrait à ce qu'elle sait profiter des avantages de la mondialisation économique. La performance d'un programme d'éducation se mesurerait selon qu'il développe les compétences les mieux adaptées au contexte de la mondialisation économique. Le succès d'une campagne de lutte contre la pauvreté tiendrait à ce qu'elle réussit à concilier les exigences de la mondialisation économique et le développement social à l'échelle du pays. La mondialisation économique subordonnerait donc, comme le soutient Jean-Marc Siroën, l'État-nation en ce qu'elle redéfinirait ses contours²⁶⁷. À l'ère de la mondialisation économique, la nation et les États occuperaient donc une place moins importante comme acteurs politiques. Tous les altermondialistes acceptent cette idée. Selon

²⁶⁵ Le système westphalien désigne l'ordre interétatique mis en place à la suite du Traité de Westphalie de 1648 et qui institue comme principe la souveraineté exclusive des États.

²⁶⁶ Josepha Laroche, « La mondialisation : lignes de force et objets de recherche », *Revue internationale et stratégique*, vol. 3, n° 47, 2002, p. 118-132.

²⁶⁷ Jean-Marc Siroën, « L'État-nation survivra-t-il à la mondialisation ? », dans Pierre Berthaud et Gérard Kébabdjian (dir.), *La question politique en économie internationale*, Paris, La Découverte, 2006, p. 311.

Christian Delarue d'Attac France, le « cadre national perdure[rait] notamment grâce à ses appareils étatiques et ses institutions démocratiques et sociales, mais [serait] débordé par la mondialisation du capital²⁶⁸ ». La subordination des nations serait encore plus manifeste dans les pays du Sud où les États-nations, déjà plus faibles qu'au Nord, auraient perdu une bonne partie de leur capacité à agir puisqu'elles :

« fonctionnent comme des courroies de transmission pour le système de domination impérial, se soumettent sans hésitation aux impératifs du capital financier et aux dictats du FMI, font du paiement de la dette externe la première priorité du budget et mettent en pratique, avec zèle, les politiques néolibérales d'ajustement structurel²⁶⁹ ».

Deuxièmement, le déclassement de la nation s'opérerait par le « bas ». La mondialisation économique entraînerait des effets importants au niveau « local ». Les collectivités locales seraient les premières à subir les fermetures d'usines et les pertes d'emplois et c'est surtout elles qui auraient à assumer les conséquences humaines, financières et environnementales de la mondialisation économique. C'est la lecture que fait Attac France de la mondialisation économique lorsqu'elle affirme que :

« Les collectivités locales souffrent de tensions sociales et économiques, d'exclusions et d'inégalités. Les territoires sont mis à mal par les logiques de la mondialisation financière ; les délocalisations d'entreprises s'opèrent dans un arbitraire total, meurtrissant l'emploi et les finances locales ; les élus sont invités à organiser la concurrence des communes et territoires entre eux et, dans un moins-disant social et écologique sans fin, à dégrader l'environnement, la solidarité, la sécurité. Dans ce cadre, on enregistre des tensions croissantes entre collectivités et prestataires de service (eau, déchets urbains, transports et restauration scolaires, etc.)²⁷⁰ ».

Ainsi, l'altermondialisme soutient que le local ne serait jamais étranger au global, car ce serait au miroir du local que l'on pourrait réellement prendre en compte le global. En

²⁶⁸ Christian Delarue, « La gauche, la nation et l'émancipation du peuple-classe », *Attac France*, 12 mai 2009 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article9956>].

²⁶⁹ Michael Löwy, « État-nation, nationalisme, globalisation, internationalisme », Texte présenté au premier FSM, 20 janvier 2001 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article1357>].

²⁷⁰ Attac France, « Ma commune n'est pas une marchandise ! », *Attac France*, 16 janvier 2001 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article566>].

d'autres termes, selon Martin Vanier, « il n'y [aurait] pas de conception globale de quoi que ce soit (production, échanges, environnement, etc.) qui ne procède d'abord de positions locales²⁷¹.

De manière plus positive, mais qui s'inscrirait tout de même dans le processus de délégitimation du niveau national, la mondialisation économique offrirait désormais aux citoyens dans leur vie quotidienne, des produits culturels du monde entier. Le niveau local serait donc aussi le point de passage entre les échelles mondiale et citoyenne. Chaque facette de la mondialisation économique porterait en elle, à la fois, une part de local et de global²⁷². La nation se trouverait alors déclassée puisque le niveau local laisserait une place de moins en moins importante aux diverses formes à travers lesquelles s'exprime la nation : la culture, l'art, la littérature, l'économie, etc. La nation serait, en d'autres mots, doublée par la mondialisation économique sur le terrain du local.

Ce déclassement de la nation conduit l'altermondialisme à expulser la nation comme totalité de référence et à remplacer cette dernière par le monde dans sa *globalité*. L'altermondialisme adopte donc une position d'opposition par rapport à la conception du monde que partagent le nationalisme et les autres idéologies qui soutiennent que la nation constitue un corps social et une communauté politique distincts. L'altermondialisme rejette ainsi toute affirmation politique de la nation, mais aussi toute initiative contribuant à sa revalorisation, car cela ferait obstacle à la mise en œuvre d'une autre mondialisation pour laquelle il milite. Ce refus du nationalisme s'explique aussi par le fait que l'altermondialisme considère que ce dernier représente trop souvent le refuge du racisme et de la

²⁷¹ Martin Vanier, « Ce que le World Company ne comprend pas », dans Martin Vanier (dir.), *Agir local, penser global*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits libres », 2001, p. 34.

²⁷² Frederick Cooper, « Le concept de mondialisation sert-il à quelque chose ? Du point de vue d'un historien », *Critique internationale*, n° 10, janvier 2001, p. 101-124.

xénophobie²⁷³. Arundhati Roy n'hésite pas, par exemple, à affirmer qu'« aujourd'hui, "nationalisme" est synonyme de "fascisme"²⁷⁴ » et Antonio Negri de déclarer qu'il est « profondément opposé au libéralisme, mais [qu'il est] encore plus opposé à toute forme de nationalisme²⁷⁵ ». Le nationalisme serait, selon l'altermondialisme, insoluble dans la conception du monde qu'il défend. En appelant à « construire une civilisation universelle offrant à la diversité dans tous les domaines son plein potentiel de déploiement créateur²⁷⁶ », les auteurs de l'« Appel de Bamako » affirment explicitement le caractère cosmopolite et nécessairement antinationaliste du projet altermondialiste. C'est enfin de façon explicite que Martin Vanier d'Attac France explique la tâche qui incombe à son association. Selon lui, « faire "à partir" de l'État ne suffit plus : il faut aussi désormais "partir de l'État", c'est-à-dire construire le sursaut citoyen au-delà et en deçà de ce niveau pivot²⁷⁷ ».

²⁷³ C'est par exemple parce que l'altermondialisme rejette le nationalisme et refuse de s'engager dans la lutte pour la souveraineté des peuples qu'André Bellon s'y désolidarise et préfère plutôt s'afficher « antimondialiste ». cf. André Bellon, *Pourquoi je ne suis pas altermondialiste : éloge de l'antimondialisation*, Paris, Éditions Mille et une nuits, 2004. Par ailleurs, il importe de rappeler que le discours altermondialiste français sur le nationalisme reflète la scène politique de ce pays. La gauche française rejette le nationalisme qu'elle associe en général au Front national. Or, l'hostilité à l'égard de ce parti politique peut certes tenir du fait qu'il est nationaliste, mais en réalité, c'est surtout parce qu'il loge à l'extrême droite sur le clivage gauche-droite qu'il provoque tant la désapprobation. Le rejet du nationalisme par l'altermondialisme est donc en partie l'effet d'amalgame entre nationalisme et extrême droite alors que le nationalisme peut aussi se conjuguer à gauche comme le montre par exemple l'histoire du Québec et de l'Amérique latine.

²⁷⁴ Arundhati Roy, « Dans notre coin du globe, des millions de personnes ont soif de justice », *Libération*, 3 avril 2004, p. 46.

²⁷⁵ Antonio Negri, « Il faut dire définitivement non à l'Europe des nations », *Le Monde*, 13 juin 2005, p. 21.

²⁷⁶ Le document « Appel de Bamako » a été rédigé durant le forum polycentrique de Bamako s'étant tenu en janvier 2006. Le document a été écrit par Samir Amin et François Houtart et il contient un programme en 10 points qui vise à organiser la résistance à l'impérialisme et construire un mouvement mondial. Il a été signé par une dizaine d'organisations, dont le Forum mondial des alternatives (France), le Forum du Tiers Monde (Sénégal) et le Mouvement des paysans sans-terre – MST (Brésil). « Appel de Bamako, 2006 » [<http://www.gisti.org/doc/actions/2006/bamako/>]. Le texte original n'apparaît plus sur le site du Forum social mondial polycentrique [<http://www.fsmmali.org/>].

²⁷⁷ Martin Vanier, « L'État n'est pas hors-jeu », dans Martin Vanier (dir.), *Agir local, penser global*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits livres », 2001, p. 69.

À l'inverse de ce que serait le nationalisme, l'altermondialisme manifeste un très grand attachement à la diversité. Il inscrit son combat contre la mondialisation économique dans une perspective qui vise à revaloriser la diversité. C'est par exemple dans une telle lutte que les auteurs de l'« Appel des mouvements sociaux » de 2002 souhaitent s'investir lorsqu'ils affirment que :

« Notre diversité est grande - femmes et hommes, jeunes et adultes, peuples indigènes, ruraux et urbains, travailleurs et chômeurs, sans-abri, retraités, étudiants, immigrés, peuples de toutes croyances, couleurs et préférences sexuelles. Cette diversité fait notre force. Elle est la base de notre unité²⁷⁸ ».

Patrick Viveret, militant altermondialiste, prend aussi la défense de la diversité lorsqu'il déclare que la lutte que mène l'altermondialisme : « conduit à considérer le pluralisme et donc les différences et les divergences internes de mouvement comme des chances et non des faiblesses²⁷⁹ ». Ainsi, par son refus à vouloir donner un avenir à la nation et en raison de son militantisme en faveur de la diversité culturelle, l'altermondialisme souscrit à ce que David Held nomme le « cosmopolitisme culturel ». Ce cosmopolitisme serait alimenté par l'idée « qu'il existe des différences culturelles » et que « la tradition nationale²⁸⁰ » persiste, mais que la mondialisation – et non la mondialisation économique – contribuerait surtout au maintien de ces différences, ce qui serait bien entendu une bonne chose. Tout le combat mené par l'altermondialisme s'inscrit, d'un double point de vue

²⁷⁸ L'appel des mouvements sociaux est la déclaration finale de plusieurs mouvements sociaux ayant assisté à la seconde édition du FSM à Porto Alegre du 31 janvier au 5 février 2002. Elle débouche sur un programme d'action en quelques points qui doit servir à orienter le mouvement dans les mois à venir. « Appel des mouvements sociaux », 2002 [<http://www.latinreporters.com/forumsocialmondial2conclusions.html>].

²⁷⁹ Patrick Viveret, « Un mouvement à domination politique et culturelle », dans Patrick Viveret et Gilbert Wasserman (dir.), *Où va le mouvement altermondialisation ?... et autres questions pour comprendre son histoire, ses débats, ses stratégies, ses divergences*, Paris, La Découverte, 2003, p. 27.

²⁸⁰ David Held, « Culture and Political Community: National, Global and Cosmopolitan », dans Steven Vertovec et Robin Cohen (dir.), *Conceiving Cosmopolitanism: Theory, Context and Practice*, Oxford, Oxford University Press, 2002, p. 57.

axiologique et stratégique, dans une volonté ferme de préservation de la diversité des cultures et non du cadre culturel national trop proche ou marqué par son passé politique.

Conséquemment, puisqu'il dévalorise l'échelle nationale, l'altermondialisme éprouve donc, en toute logique, de la difficulté à reconnaître l'importance de certains enjeux nationaux qui ont peu ou pas d'ancrage dans la mondialisation économique. Il traite par exemple avec une certaine indifférence la question nationale basque, corse, catalane et québécoise. L'alliance des altermondialistes et des nationalistes québécois au sein du mouvement populaire *Option citoyenne*, par exemple, ne s'est pas faite sans heurts et d'interminables tergiversations quant à la place de la question nationale dans le programme du mouvement²⁸¹. Les organisateurs du Forum Social Pays Basque ne font aussi aucune référence à la lutte nationale basque dans la mission qui revient à l'événement qui a lieu annuellement depuis 2002²⁸². Pierre Dettelonde qui étudie la question Corse, soutient aussi qu'il existe peu de liens entre l'altermondialisme et la lutte de libération nationale corse²⁸³. Je soulignerais malgré cela, que le fort dynamisme de l'altermondialisme latino-américain repose en bonne partie sur une ferveur nationaliste. En effet, le succès des mouvements qui se revendiquent altermondialistes, le Mouvement socialiste d'Evo Morales (MAS) ou l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA) d'Hugo Chavez par exemple, tient à ce

²⁸¹ cf. Pascale Dufour, « Option souverainiste ou Option citoyenne un choix nécessaire ? », *Le Devoir*, samedi, 13 novembre 2004, p. b5 ; et Tommy Chouinard, « Option citoyenne opte pour la souveraineté. Le projet social demeure toutefois l'objectif premier du mouvement », *Le Devoir*, samedi, 13 novembre 2004, p. a1. Voir également Lucille Beaudry et Robert Comeau, « Libre opinion : Quand le social occulte la question nationale », *Le Devoir*, mercredi, 14 juillet 2004, p. A6 ; et Danic Parenteau et Ian Parenteau, « Libre opinion : La question nationale québécoise à l'heure de l'altermondialisme », *Le Devoir*, 22 août 2005, p. A6.

²⁸² cf. Site du Forum Social Pays Basque : <http://www.forumsocialpaysbasque.org/sommaire-fr.html>.

²⁸³ Pierre Dettelonde, « Romantisme et luttes armées. Le nébuleux dialogue de la Corse et des révolutionnaires d'Amérique latine », *La revue Fora ! La Corse vers le monde*, été-automne 2008 [revue-fora.org/Documents/Fora3_Dettelonde.pdf].

qu'ils ont réussi à combiner, sous une forme syncrétique efficace, des aspirations sociales fortes à un programme soutenu de revendications nationales²⁸⁴.

Aussi, lorsque l'altermondialisme montre son appui à un mouvement qui porte en lui une cause nationaliste, il évite de présenter cet enjeu comme relevant de cette catégorie. Par exemple, les auteurs de l'« Appel des mouvements sociaux » de 2005 établissent un calendrier de lutte et dressent une liste d'actions dans laquelle figure, au point 14, un appel à la défense du peuple palestinien. Ceux-ci affirment alors que : « Nous appuyons la lutte du peuple palestinien pour ses droits fondamentaux et nationaux, y compris le droit au retour, basé sur le droit international et les résolutions de l'ONU²⁸⁵ ». Or, cet appui insiste surtout sur le caractère légal de la revendication des Palestiniens en mettant de l'avant l'argument juridique du « droit au retour » comme si une revendication nationale devait avoir un statut légal pour pouvoir être entendue et être considérée comme légitime par la communauté internationale. En d'autres termes, selon cette lecture légaliste, toute lutte d'affirmation nationale par un peuple se réduirait à un combat mené conjointement par des citoyens revendiquant certains droits.

Ainsi, encore que le nationalisme soit en quelque sorte incompatible avec la conception du monde altermondialiste, pour plusieurs militants altermondialistes s'identifiant également au nationalisme, les enjeux que soulèvent les questions nationales restent-ils pourtant bien réels en dépit de la mondialisation économique. L'altermondialisme dans son refus de reconnaître l'importance des nations, accepte alors comme le rappelle J.-Yvon Thériault, qu'il faille désormais « agir en fonction d'un acteur

²⁸⁴ Franklin Ramirez Gallegos, « Mucho Mas que dos Izquierda », *Nuevo Sociedad*, n° 205, septembre-octobre 2006, p. 30-44.

²⁸⁵ Le document « Appel des mouvements sociaux » a été rédigé lors du cinquième FSM s'étant tenu à Porto Alegre du 25 au 31 janvier 2005. Il établit une liste de 27 pistes d'actions pour l'année à venir et insiste surtout sur des enjeux liés à la guerre et au militarisme. « Appel des mouvements sociaux », janvier 2005 [<http://local.attac.org/13/aix/spip.php?article450>].

sans scène, c'est-à-dire en fonction d'un monde peuplé de sujets » ; dans un monde où le lien social moderne de la nation serait complètement dissous²⁸⁶.

La fin des classes sociales

Selon l'altermondialisme, la mondialisation économique entraînerait aussi l'effacement d'un second corps social : les classes sociales. Les classes sociales cesseraient d'exercer une fonction auxiliaire au pouvoir économique-politique. D'une part, la mondialisation économique provoquerait des bouleversements qui touchent indistinctement toutes les classes sociales ce qui aurait pour conséquence d'abolir celles-ci. Les travailleurs d'usine de textile et les cadres de certaines filières productives du Nord seraient aussi touchés par la mondialisation économique que le sont certains paysans et producteurs du Sud. La mondialisation entraînerait d'importantes perturbations dans le rapport d'une classe sociale entre la fonction qu'elle occupe dans la production et sa position socio-économique dans la société. Tous les citoyens de la planète subiraient les conséquences de la libéralisation des marchés, de la déréglementation et des privatisations. Les classes sociales ne constituant plus une catégorie sociale avec des enjeux propres, elles ne pourraient donc plus agir comme le fondement d'une communauté politique. D'autre part et par conséquent, pour l'altermondialisme, cette grille de lecture, à travers laquelle le socialisme et le communisme lient la production aux inégalités sociales, ne serait plus opératoire. Autrement dit, à l'époque de la mondialisation, le concept de classe sociale aurait une portée heuristique limitée. Il ne permettrait pas de bien saisir les injustices et les nouveaux rapports de domination qui accompagnent la mondialisation économique. Dans son analyse de la situation qui prévaut en 2004, le conseil scientifique d'Attac France est

²⁸⁶ J.-Yvon Thériault, « L'acteur sans scène », dans Juan-Luis Klein, Pierre-André Tremblay et Hugues Dionne (dir.), *Au-delà du néolibéralisme. Quel rôle pour les mouvements sociaux ?*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1997, p. 188.

d'ailleurs explicite quant à l'idée selon laquelle, suivant le schéma marxiste, la période historique du combat des classes sociales serait désormais close²⁸⁷. Ainsi, acquiesce-t-il à l'idée que « la lutte des classes s'effacerait au profit d'une myriade de luttes dispersées, la "multitude" prenant la place du prolétariat comme sujet de la révolution²⁸⁸ ». Pierre Khalfa abonde dans le même sens lorsqu'il affirme, en parlant du mouvement altermondialiste que : « contrairement au mouvement ouvrier, il ne s'agit pas d'un mouvement de "classe", mais d'un mouvement, se dénommant lui-même "citoyen", qui veut représenter l'ensemble de la société²⁸⁹ ». Ainsi, le monde d'aujourd'hui étant « non-classiste », l'altermondialiste devrait l'être tout autant; en d'autres mots, il devrait orienter son combat afin de libérer toutes les classes sociales, mais aucune en particulier²⁹⁰.

Pour autant, malgré les limites empiriques et conceptuelles du concept de classes sociales, plusieurs militants de gauche et d'extrême gauche, dont un nombre considérable se joindra à l'altermondialisme, ne remettent pas en question celui-ci. Pour eux, les classes sociales existeraient toujours. Simplement, admettent-ils généralement qu'elles ne constituent plus la dimension fondamentale de la société. Conséquemment, ils ne reconnaissent plus un caractère ontologique aux classes sociales et acceptent de militer pour des enjeux ne relevant pas de cette catégorie tel que le propose l'altermondialisme. En d'autres termes, pour reprendre la distinction classique du marxisme, les classes sociales,

²⁸⁷ Le Conseil scientifique d'Attac est composé d'une centaine de membres. Ceux-ci ont pour mandat d'organiser les travaux de l'association en fonction de leurs expertises et des thématiques prioritaires telles que définies par Attac.

²⁸⁸ Conseil scientifique d'Attac France, « Nouvelle étape : Attac dans le mouvement altermondialiste », *Attac France*, 2 décembre 2004 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article3731>].

²⁸⁹ Pierre Khalfa, « Le mouvement altermondialiste, nouveau mouvement d'émancipation », *Attac France*, mai 2004 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article2898>].

²⁹⁰ Le fait qu'il n'y a pas de rubrique « classe sociale » dans *Abécédaire partiel et partial de la mondialisation*, d'Ignacio Ramonet, de Ramón Chao et de Woźniak, est un exemple révélateur du statut dont jouit cette notion dans la pensée altermondialiste. Ignacio Ramonet, Ramón Chao et Woźniak, *Abécédaire partiel et partial de la mondialisation*, Paris, Plon, 2003.

pour ce qui en reste, ne constitueraient alors plus un groupe « pour soi », mais un simple groupe « en soi²⁹¹ ». Ils admettent alors que les classes sociales soient remplacées par le citoyen. Ce dernier devient alors le nouvel ingrédient actif de toute politique d'émancipation. Comme nous le verrons lorsque j'analyserai les pistes d'actions de l'altermondialisme, c'est bien autour de la figure du citoyen que sont construits la pensée et le programme politique de cette idéologie. Par ailleurs, en préférant le concept de la « multitude » à celui de classe sociale, Antonio Negri et Michael Hardt, dont les travaux trouvent un écho favorable parmi les altermondialistes, ne font que contribuer au processus de dissolution de la notion de classe sociale²⁹².

J'ajouterai également que le rejet de la catégorie des classes sociales par l'altermondialisme s'explique aussi par une autre raison : il fait une lecture essentiellement juridique et non sociologique des problèmes sociaux. Il considère les problèmes soulevés par la mondialisation sous l'angle du droit et cherche peu à comprendre ceux-ci selon qu'ils seraient les conséquences du système économique capitaliste et de la division sociale du travail. La catégorie sociale des « sans » – sans-papiers, sans-logis, sans-abri, sans-emploi, etc. –, qu'utilise notamment l'altermondialisme français, illustre parfaitement cette nouvelle façon de penser les injustices et qui ne correspond plus à la grille de lecture classique des classes sociales. Bien qu'une partie des personnes frappées de ces exclusions puissent appartenir par exemple à la classe du *lumpenprolétariat* (sous-prolétariat), les altermondialistes ne cherchent pas à établir ce lien, comme si la catégorie des « sans » était

²⁹¹ Une classe « en soi » constitue une donnée sociologique et une classe « pour soi » désigne, pour un groupe, le fait d'avoir pris conscience de sa propre existence et d'accepter de prendre en charge lui-même sa destinée.

²⁹² Negri revient dans un ouvrage plus récent sur le caractère ontologique qu'il attribue au concept de multitude et son rapport avec la classe ouvrière. Il soutient que la multitude est un concept plus englobant que celui de classe ouvrière et qui respecte davantage les singularités des individus, car il tient davantage compte de toutes les facettes de l'exploitation que subit cette nouvelle classe. Antonio Negri, *Reflections on Empire*, Londres, Polity, 2008.

fondamentalement incompatible avec les classes sociales. L'association Agir ensemble contre le chômage et la précarité (AC !), inscrit par exemple sa lutte dans une lecture avant tout juridique, faisant valoir que le travail est d'abord un droit. « Un emploi, c'est un droit, Un revenu, c'est un dû !²⁹³ », peut-on lire sur son site Internet. Ainsi, ne cherche-t-il pas à saisir le capitalisme comme un système économique et expliquer pourquoi celui-ci produit du chômage, mais réclame plutôt des droits aux victimes de précarités de l'emploi.

Les racines conceptuelles de la mondialisation

Cette façon de concevoir le monde comme étant le nouvel espace politique tire largement son inspiration des travaux du sociologue Ulrich Beck²⁹⁴. Ce dernier défend l'idée que le monde constituerait un espace commun et que tous les habitants de la planète formeraient une seule communauté. Les problèmes environnementaux et la menace que représenterait désormais le terrorisme auraient contribué à consolider cette vision cosmopolite du monde²⁹⁵. Publiée en 1986, l'année de la catastrophe de Tchernobyl, *La société du risque* de Beck contribuera en effet à la diffusion de la thèse de la mondialisation se trouvant au cœur de l'altermondialisme qui naîtra un peu plus d'une décennie plus tard.

Le schéma explicatif de l'altermondialisme

La conception du monde altermondialiste s'articule autour d'une grille de lecture simple qui rapporte, de manière générale, les injustices à la mondialisation économique. Considérant comme fondamentalement inéquitable l'ordre actuel dominé par la

²⁹³ Le réseau AC !, « Qui sommes nous ? », *Agir ensemble contre le chômage et la précarité (AC !)*, 1^{er} septembre 2001 [<http://www.ac.eu.org/spip.php?article5>].

²⁹⁴ Ulrich Beck, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Flammarion – Champs, 2003 [1986]. Les travaux de Beck sont eux-mêmes largement inspirés de la réflexion de Hans Jonas sur l'éthique environnementale et génétique de la responsabilité. cf. Hans Jonas, *Le Principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, Paris, Flammarion, coll. « Champs Flammarion Science », 1999 [1979].

²⁹⁵ Le cosmopolitisme serait selon Beck nulle autre chose qu'une forme d'altermondialisme. Ulrich Beck, *Cosmopolitan Vision*, Londres, Polity, 2006.

mondialisation économique, l'altermondialisme adhère aux trois schémas explicatifs de la gauche. Ces schémas explicatifs constituent des manières distinctes d'identifier et de penser : i) qu'elle est la principale source des iniquités ? ; ii) qui en sont les principales victimes ? ; et iii) à qui profite cette situation ?²⁹⁶. Ainsi, l'altermondialisme croit, comme la gauche traditionnelle, que la « minorité » exerce un pouvoir injuste sur la « majorité ». Il croit également au schéma explicatif tiers-mondiste qui postule que les pays du « Sud » sont soumis à la domination des pays du « Nord ». Il adhère également au schéma poststructuraliste qui soutient que la « majorité » impose un poids intolérable sur les « minorités ». Il est possible de faire ressortir chacun de ces schémas dans l'analyse du discours altermondialiste. Toutefois, ce mélange n'est pas si différent de la pratique de la gauche et d'une partie des militants libéraux de gauche qui s'affichent, eux aussi, au gré des combats et des conjonctures, plus favorables à défendre la majorité, les pays du Sud ou les minorités. L'originalité de l'altermondialisme ne se trouve donc pas là, mais plutôt dans la façon dont il interprète les injustices et qu'il cherche à ramener invariablement celles-ci selon qu'elles sont subies par le citoyen pris individuellement. Ainsi, selon la reconfiguration idéologique que propose l'altermondialisme, la majorité devient alors la majorité des citoyens. Les pays du Sud ne seraient désormais plus considérés comme un bloc faisant un front commun contre le colonialisme des pays du Nord, mais seraient plutôt composés de citoyens luttant ensemble contre les politiques économiques du Nord. La majorité imposerait une sujétion sur tous les citoyens en ce qu'elle interdirait l'expression de leur identité propre et unique. Le citoyen constitue donc l'unique acteur du schéma explicatif auquel adhère l'altermondialisme. Il remplace les catégories « prolétariat », « peuple colonisé » et « minorités » dans les idéologies de gauche.

²⁹⁶ Sur la notion de schéma explicatif, cf. Danic Parenteau et Ian Parenteau, *Les idéologies politiques. Le clivage gauche-droite*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2008, p. 23-34.

La politique traditionnelle des partis est obsolète

L'altermondialisme pose comme seconde idée maîtresse que : la politique traditionnelle des partis est obsolète. La politique, comme détenteur de pouvoir, exercerait moins d'autorité qu'auparavant en raison de la mondialisation économique. Les ressorts de cette transformation seraient doubles. D'une part, la mondialisation économique bouleverserait profondément la distribution du pouvoir à travers la planète ce qui diminuerait la portée de la politique et son utilité. D'autre part, la politique traverserait également une grave crise de légitimité. Elle ne semblerait plus capable d'exercer son autorité afin de servir les intérêts des citoyens. Affaibli et délégitimisé par la mondialisation économique, l'altermondialisme soutient que la politique traditionnelle serait aujourd'hui périmée. Il rejette donc hors du politique les problèmes auxquels le monde contemporain serait confronté, mais aussi, les solutions qu'il s'agirait d'apporter.

La mondialisation économique bouleverse le pouvoir

La mondialisation économique bouleverserait le pouvoir politique de diverses façons.

Ces bouleversements seraient premièrement économiques. La concurrence que se livrent les entreprises aurait permis à certaines multinationales de devenir des géants. Leur taille leur permettrait de jouir d'une influence considérable sur l'économie mondiale. L'altermondialisme a montré, par exemple, que le chiffre d'affaires de certaines des plus grandes multinationales était supérieur au produit intérieur brut (PIB) de plusieurs des pays les plus pauvres²⁹⁷. Leur poids économique entraînerait donc, à l'inverse, une diminution relative du pouvoir politique dans la gestion des affaires économiques de la

²⁹⁷ Attac – Alençon, « Croissance des richesses, croissance des inégalités... », *Bulletin aux adhérents*, 18 octobre 1999, p. 1. [<http://www.local.attac.org/attac61/communiqués/bulletin/OMC.rtf>]

planète. L'altermondialisme reprend dans ce sens les thèses développées par certains chercheurs qui analysent les processus à l'œuvre derrière les structures du pouvoir de la mondialisation. C'est le cas notamment de Jacques Poulain qui affirme que, « la mondialisation se [produirait] aujourd'hui comme processus de débordement systématique des États de droit par les multinationales et les marchés financiers²⁹⁸ ».

Deuxièmement, la libéralisation des économies, qui est l'un des principaux volets de la mondialisation économique, aurait également permis d'élargir le pouvoir des entreprises privées, mais surtout des multinationales. Parce que les accords commerciaux leur permettraient plus facilement de déplacer leurs opérations d'un pays à l'autre, les multinationales imposeraient alors des contraintes fortes sur les décisions politiques. Désormais, toute décision politique qui touche à l'économie devrait se conformer aux exigences du commerce international. Pour reprendre la thèse de Reg Whitaker, la libéralisation des économies aurait alors entraîné une sorte de « constitutionnalisme économique », où les décisions prises par les gouvernements précédents auraient un caractère presque irrévocable, ce qui entraînerait pour conséquence importante de saper « la capacité des acteurs politique à imaginer des solutions collectives crédibles aux inégalités sociales²⁹⁹ ». La politique se ferait donc couper l'herbe sous le pied par les accords commerciaux qu'ils auraient eux-mêmes ratifiés. Comme l'a montré Robert Gilpin, les gouvernements auraient en effet joué un rôle décisif dans le développement des

²⁹⁸ Jacques Poulain, « Le mutation du politique à l'âge de la mondialisation », dans Jordi Riba et Patrice Vermeren (dir.), *Philosophies des mondialisations*, Paris, l'Harmattan, 2005, p. 25.

²⁹⁹ Ma traduction. Reg Whitaker, « The flight from politics: Why neither Left nor Right play the game any more », *Inroads. The Canadian Journal of Opinions*, vol. 11, 2002, p. 202.

structures qui permirent à la mondialisation économique de s'imposer comme une évidence à partir des années 1980³⁰⁰.

Troisièmement, dans ce contexte, et de façon plus générale, le marché trouverait à se substituer d'une certaine façon à la politique en devenant l'un des principes décisifs de la régulation mondiale. Ce serait en effet essentiellement sur le principe exclusif du marché que s'organiserait désormais l'économie mondiale. Le marché, comme le souligne Charles-Albert Michalet, remplacerait alors la régulation intergouvernementale telle qu'elle fonctionnait durant l'époque de Bretton Woods³⁰¹. La logique du marché viendrait donc concurrencer la politique, ce qui ne ferait que réduire le pouvoir des élus. C'est ce que soutient aussi Pierre de Senarclens lorsqu'il affirme que ces derniers auraient perdu « une bonne partie de leur autonomie en matière monétaire et financière, ce qui affecterait en certaines circonstances leur capacité de régulation sociale et l'orientation de leurs politiques publiques³⁰² ». Le pouvoir politique pourrait donc moins facilement encadrer le milieu de la production et de la consommation, mais aussi, plus largement agir sur la société, en raison de la mondialisation économique.

Quatrièmement, à l'ère de la mondialisation, le pouvoir politique serait perturbé en raison même de son champ d'intervention : celui-ci reste encore largement cantonné à un échelon qui ne dépasse pas l'État ou la nation. Ainsi, la nature des enjeux que poserait la mondialisation économique réduirait aussi la portée réelle du pouvoir politique en raison

³⁰⁰ Robert Gilpin, *Global Political Economy. Understanding International Economic Order*, Princeton, Princeton University Press, 2001.

³⁰¹ L'« époque de Bretton Woods » symbolise la période qui va de 1944 à environ 1990. Elle désigne les accords économiques du même nom ayant régi le système économique mondial durant cette époque et qui visaient surtout la reconstruction et le développement économique des pays ayant été dévastés par la Seconde Guerre mondiale. Charles-Albert Michalet, *Qu'est-ce que la mondialisation ?*, Paris, La Découverte, 2002, p. 95.

³⁰² Pierre de Senarclens, « Théories et pratiques des relations internationales depuis la fin de la guerre froide », *Politique étrangère*, vol. 4, n° 40, 2006, p. 754.

même de l'étendue limitée de son champ de compétence. L'échelle de la mondialisation ne serait pas la même que celle de la politique, car elle entraîne des effets à tous les niveaux : local, national, régional et mondial. Or, la politique agit uniquement sur les deux premiers niveaux et il n'existe pas de gouvernement mondial. L'organisation régionale du pouvoir politique reste pour l'instant limitée à l'Union européenne par exemple. C'est donc parce que l'autorité politique ne s'étend pas au niveau régional et mondial que son pouvoir sur la mondialisation économique ne pourrait être que limité. La configuration globale de la mondialisation économique invaliderait donc en partie la politique.

La politique est frappée d'une grave crise de légitimité

L'obsolescence de la politique traditionnelle des partis tiendrait également à ce que cette institution et ses acteurs traverseraient aujourd'hui une grave crise de légitimité³⁰³. D'abord, puisque ce sont les élus qui ont signé les accords commerciaux de libre-échange qui permirent aux multinationales d'accroître leur influence, ils devraient alors en quelque sorte porter la responsabilité de la nouvelle configuration du pouvoir qui leur est défavorable. C'est ce que soutient par exemple Gérald Boxberger et Harald Klimenta d'Attac France lorsqu'ils affirment que ce sont ces derniers qui avaient décidé :

³⁰³ Cette remarque concerne bien entendu les démocraties occidentales. La situation est fort différente dans les régimes non démocratiques où, malgré le fait que ce discrédit soit peut-être plus fort, celui-ci ne peut tout simplement pas s'exprimer ouvertement en raison de l'inexistence d'une opinion publique ou du moins du fait que la presse soit largement bâillonnée.

« des abaissements de droits de douane, de la création de monnaies communes et qui [avaient autorisé] les transferts massifs d'argent ; la globalisation ne nous est pas tombée dessus par un coup du destin, elle [a été] voulue telle et pilotée³⁰⁴ ».

Ensuite, une série de signes attesteraient la perte de légitimité dont serait victime la politique aujourd'hui : absentéisme électoral, augmentation du vote protestataire, désaffection des citoyens à l'égard de la politique, etc. Bref, l'altermondialisme verrait se manifester derrière ces symptômes un mouvement irréversible d'atrophie de la politique. Dans ce contexte, la politique ne pourrait donc plus être au cœur du changement qu'il souhaite.

Aussi, non seulement la politique dans son ensemble serait touchée par cette crise, mais la gauche, plus particulièrement, en paierait les frais. En effet, tous les partis politiques de gauche, qui auraient exercé le pouvoir depuis trente ans, auraient largement intégré à leur programme les principes économiques qui caractérisent la droite. Ils auraient, en d'autres termes, généralement glissé vers la droite. Les gouvernements de gauche auraient autant signé les accords commerciaux des années 1980-1990 que les gouvernements de droite. Ainsi, les gouvernements de Tony Blair en Grande-Bretagne (Parti travailliste), de Lionel Jospin en France (Parti socialiste), de Carlos Salinas de Gortari au Mexique (Parti révolutionnaire institutionnel), auraient aussi largement contribué à la mise en place de politiques économiques de droite en ouvrant l'accès au privé dans l'économie et en abolissant des pans entiers de protections douanières. Les partis politiques de gauche n'auraient manifestement pas agi en conformité avec les idées maîtresses que partage cette large famille idéologique. Les partis politiques convoitant le pouvoir politique n'occuperaient désormais plus le même espace sur le clivage gauche-droite que la gauche traditionnelle : la première logerait plus à droite que la seconde. C'est ce glissement vers la

³⁰⁴ Gérald Boxberger et Harald Klimenta, « Les 10 mensonges de la globalisation », *Site Attac France*, 20 septembre 1998 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article831>].

droite des partis politiques de gauche, qui serait responsable, par un effet de généralisation, de la délégitimation la politique dans son ensemble. Puisque complices de la mondialisation économique dont l'altermondialisme se fait la critique, ce dernier ne pourrait espérer de la politique qu'elle contribue à une « autre » mondialisation. L'altermondialisme refuse donc en toute logique de réserver à la politique un monopole d'intervention.

L'altermondialisme expliquerait ce glissement vers la droite, qu'il ne nomme pas comme tel pour autant puisque ses militants refusent en bonne partie d'analyser la situation actuelle sous l'angle d'une lecture idéologique, de plusieurs façons. D'abord, de façon élémentaire, comme les politiciens cherchent à conserver leur pouvoir, ils accepteraient alors de mettre en place des politiques correspondant davantage à l'opinion publique de l'époque qu'à l'intérêt général ; à libéraliser certains marchés afin de stimuler l'économie par exemple³⁰⁵. L'exercice du pouvoir aurait donc tendance à pervertir les détenteurs de charges publiques. C'est le sentiment que semblent partager les participants au FSM de 2005 interrogés par Odaci Luiz Coradini. Ainsi affirme-t-il que selon eux, la politique partisane serait « généralement associée à un certain cloisonnement ou à des "intérêts personnels"³⁰⁶ », voilà pourquoi, ils seraient alors si critiques à son endroit. Ainsi, l'histoire récente de la gauche au pouvoir, comme la droite, ce qui apparaît plus naturel chez cette dernière, montrerait que gauche et droite agissent davantage comme un vecteur de compromis social que l'acteur d'un réel changement. Aussi, conformément à un idéal démocratique, l'altermondialisme expliquerait ce glissement par le fait que l'élite politique chercherait toujours à tenir le peuple loin du pouvoir, « à spolier les citoyens de leur

³⁰⁵ Ce à quoi contribuent bien entendu les campagnes dans ce sens orchestrées par le capital qui cherche à mettre sa main sur certains marchés très lucratifs comme celui de l'énergie et des télécommunications par exemple.

³⁰⁶ Odaci Luiz Coradini, « Les participants et les organisateurs du Forum social mondial : la diversité du militantisme », *Cultures & Conflits*, n° 70, été 2008, p. 168.

pouvoir de réflexion et de décision³⁰⁷ » comme le soutient la section iséroise d'Attac. En somme, aux yeux de l'altermondialisme, la politique d'aujourd'hui ne pourrait plus agir efficacement tant celle-ci manquerait de capacité en raison des nombreuses difficultés qui ponctuent son histoire récente, mais aussi parce que la nouvelle configuration du monde d'aujourd'hui empiéterait sur ses compétences.

Le programme politique de l'altermondialisme

Conformément à la conception cosmopolite du monde à laquelle adhère l'altermondialisme, son programme politique repose sur la conviction que l'ensemble des habitants de la terre forme désormais une seule communauté politique et que la politique traditionnelle est obsolète. Ce programme politique, que je désigne comme « citoyenisme » consacre tous les citoyens en sujets politiques et repose entièrement sur leur engagement volontaire et individuel. Par le citoyenisme, l'altermondialisme remplace ainsi l'action politique traditionnelle, notamment le militantisme au sein des partis politiques, par l'engagement citoyen.

Le citoyenisme vise le renforcement des capacités des citoyens à prendre par eux-mêmes leur avenir en charge dans un mouvement conduisant à la construction d'une autre mondialisation. Dans ce sens, il propose des actions visant à réduire le pouvoir des multinationales afin de redonner aux citoyens la capacité de « se réappropriier ensemble leur avenir³⁰⁸ ». C'est ainsi dans ce rééquilibrage des pouvoirs que l'altermondialisme propose d'entreprendre la construction d'une mondialisation plus humaine. Le champ d'action du citoyenisme est donc vaste, car il s'exerce à l'échelle de la planète. C'est

³⁰⁷ 38 Attac-Isère, « Les biens communs de l'humanité et les biens publics mondiaux », *Attac France*, 10 septembre 2006 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article6579>].

³⁰⁸ « Manifeste de Porto Alegre », janvier 2005 [http://france.attac.org/article.php3?id_article=3993].

d'ailleurs à l'échelle internationale qu'Attac situe sa réflexion et son action³⁰⁹. Toutefois, afin de traduire le citoyennisme en mesures concrètes, l'altermondialisme propose des modes d'action locaux. Les citoyens sont d'abord appelés à s'engager dans des initiatives locales, tout en gardant à l'esprit, que ces dernières trouvent aussi et toujours leur inscription dans une perspective globale. Le slogan de l'altermondialisme : « Agir local, penser global », résume parfaitement le rayon et les modalités d'action du citoyeniste. En avant-propos du livre *Agir local, penser global*, Martin Vanier explique, de la façon suivante, comment le lien entre ces deux échelles s'articule :

« Tels sont en même temps les mots d'ordre d'une mobilisation à amplifier, à partir du local, pour mieux réinvestir le global. Car le devoir de résistance est prolongé par celui d'invention : ni localisme ni globalisme ; ni repli ni soumission. Contre un libéralisme qui prétend faire fi des territoires pour mieux les épuiser, il s'agit au contraire de parier sur eux, comme sur leur mise en réseau, c'est-à-dire, en somme, sur la force du local en action lorsqu'il pense global³¹⁰ ».

Enfin, cette manière pour l'altermondialisme de façonner son action politique de telle sorte correspond à une forme de *Weltinnenpolitik*, soit une politique intérieure mondiale ; idée que développe Ulrich Beck selon laquelle les affaires de la politique intérieure et de la politique extérieure trouveraient à fusionner³¹¹. C'est en effet dans cette perspective générale qu'il faut comprendre le citoyennisme.

Le citoyennisme est un programme politique entier. Il réunit tous les éléments nécessaires à légitimer l'action des militants. Il sert également de guide, car il imprime une direction à l'action politique et définit ses principales modalités. Le citoyennisme correspond par sa portée au programme politique réformiste que prône le socialisme ; au

³⁰⁹ C'est ce qu'affirment par exemple les auteurs du « Manifeste 2002 ». Attac France, « Manifeste 2002 », Attac France, 19 janvier 2002 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article481>].

³¹⁰ Martin Vanier (dir.), *Agir local, penser global*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits livres », 2001, p. 8.

³¹¹ Ulrich Beck, *Nachrichten aus der Weltinnenpolitik*, Francfort, Suhrkamp Verlag, 2010.

programme révolutionnaire du communisme. Le citoyennisme s'articule autour de quatre principaux axes. Premièrement, et c'est ce qui apparaît le plus visible chez l'altermondialisme, ce programme rejette la politique traditionnelle des partis politiques. Deuxièmement, il milite pour une plus grande démocratie et défend les droits humains. Troisièmement, il fait œuvre d'éducation populaire, car ce travail doit conduire à l'engagement des citoyens et permettre de définir les orientations de leurs actions. Quatrièmement, il favorise le réseautage et la transnationalisation comme la principale forme d'organisation de la lutte contre la mondialisation économique. Analysons ces idées une à une.

Rejet de la politique traditionnelle

Comme premier axe du citoyennisme et de façon conforme à la seconde idée maîtresse qui compose sa conception du monde (la politique traditionnelle serait obsolète), l'altermondialisme *refuse de situer son action sur le terrain politique*. Dans une critique radicale du jeu politique, il lui ferme la porte à tout engagement sur la scène de la politique traditionnelle des partis. Conceptuellement, ce rejet de la politique traditionnelle s'apparente par sa portée au second sens de la notion d'« apolitisme », tel que décrit par André J. Bélanger dans son analyse des idéologies du Québec durant la période de 1934-1936. Cet « apolitisme » consisterait à réduire la gouverne à l'administration des choses. Ce rejet de la politique par l'altermondialisme signifierait deux choses distinctes. D'abord, il désignerait une façon de décrire le *type de relation* que ce dernier cherche à nouer avec le pouvoir politique. Ensuite, conformément à sa conception du monde, ce rejet témoignerait aussi d'une *appréciation plutôt négative* des institutions et des acteurs politiques. Ainsi, l'altermondialisme cherche-t-il à la fois à s'opposer au pouvoir établi parce que celui-ci est notamment tenu pour responsable de la mondialisation économique, mais

présente-t-il aussi son action comme étant précisément non-politique puisqu'elle représenterait les intérêts des citoyens dans leur ensemble. L'altermondialisme affirmerait donc une opposition à la politique, mais hors d'elle. Certains altermondialistes tels que Pierre Khalfa, dans un souci de mieux préciser ce qu'ils entendent par cette stratégie non politique d'opposition, affirment par exemple que leur mouvement se veut une forme de « contre-pouvoir³¹² ». D'autres, comme Bernard Teper, sont plus spécifiques quant au rôle qui revient à l'altermondialisme et plus particulièrement à Attac. Selon lui :

« Attac est un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action, rien de moins, mais rien de plus. Attac fait donc de la politique, mais hors du champ politique. Il n'a donc pas à se situer vis-à-vis de la gauche ou de l'extrême gauche ni vis-à-vis d'une portion de ce champ politique³¹³ ».

Dans son « Manifeste altermondialiste » de 2007, Attac précise aussi le rôle non politique dans lequel il s'est engagé. Ainsi, affirme-t-il :

« Ambitieux par ses objectifs, ce Manifeste se veut néanmoins modeste, car il ne suffit pas de faire des propositions pour qu'elles voient le jour, si bonnes qu'elles soient. La construction de rapports de forces pour les imposer passera par le débat d'idées, par la mobilisation sociale et citoyenne et par l'engagement individuel³¹⁴ ».

Cette stratégie d'abandon de la politique conduit l'altermondialisme à adopter différents moyens de luttes. Premièrement, suivant que cette stratégie s'appuie en bonne partie sur une critique du système représentatif par lequel le pouvoir politique est aujourd'hui exercé, l'altermondialisme, comme réponse aux problèmes auxquels ce dernier fait face, milite en faveur de la démocratie participative. Deuxièmement, l'altermondialisme cherche aussi en quelque sorte à dépolitiser l'administration des choses de la Cité, car il

³¹² Pierre Khalfa, « Le mouvement altermondialiste, nouveau mouvement d'émancipation », *Attac France*, mai 2004 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article2898>].

³¹³ Bernard Teper, « Une nouvelle étape pour Attac », *Attac France*, 17 octobre 2003 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article2199>].

³¹⁴ Attac France, « Manifeste altermondialiste », *Attac France*, 17 janvier 2007 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article6839>], p. 4.

croit que les solutions mises de l'avant par ses militants doivent strictement être non politiques et non idéologiques. La proposition d'instaurer une taxe sur les transactions financières s'inscrit par exemple dans une telle orientation dès lors qu'elle se veut une mesure essentiellement administrative et non politique, c'est-à-dire sur laquelle les différents élus seraient incapables d'exercer un contrôle une fois ratifiée et mise en application. Dans ce sens, l'altermondialisme prend alors part au large processus de juridiciarisation du politique qui touche les démocraties occidentales depuis une trentaine d'années sur lequel je reviendrai au chapitre 5. Troisièmement, par son engagement contre la politique, l'altermondialisme refuse surtout de créer un parti politique, d'investir les partis politiques déjà existants ou rejette même l'idée qu'il soit nécessaire de s'emparer du pouvoir politique pour « changer le monde³¹⁵ ». Il interdit par ailleurs formellement à ses militants d'apporter leur soutien aux partis politiques, même à ceux qui pourtant s'affichent partisans de l'altermondialisme³¹⁶. Attac France rappelle régulièrement cette ligne de conduite à ses membres. Dans le document « Manifeste 2002 », les auteurs déclarent que : « Attac, en effet, n'est pas un parti ; aucun de ses responsables ne brigue un mandat ; aucun

³¹⁵ Par l'expression « changer le monde », je fais directement référence au livre de John Holloway : *Changer le monde sans prendre le pouvoir*, qui jouit d'une certaine popularité parmi les militants de l'altermondialisme et dans lequel il défend cette thèse. cf. John Holloway, *Changer le monde sans prendre le pouvoir. Le sens de la révolution aujourd'hui*, Montréal/Paris, Lux/Éditions Syllepse, 2007.

³¹⁶ La relation entre le Parti socialiste français (PS) et Attac France n'est d'ailleurs pas toujours très amicale. Lors du rassemblement altermondialiste au Larzac en août 2003, des militants altermondialistes se sont violemment pris au kiosque du PS. cf. Claude Askolovitch, « Attac-PS : la guerre est finie », *Le Nouvel Observateur* n° 2068, 24 juin 2004. Inversement, le PS critique parfois Attac notamment lors du référendum sur le Traité constitutionnel européen du 29 mai 2005 où Attac avait appelé à voter « non » contre l'appel du « oui » du PS. cf. Nicolas Weill, « Les tensions entre Attac et le PS jettent une ombre sur l'essor de l'association altermondialiste », *Le Monde*, 29 août 2005, p. 6. Toutefois, en général, au Québec, le parti Québec solidaire (QS) et en France le Parti socialiste, malgré quelques épisodes de frictions, soutiennent l'altermondialisme. « Nous sommes altermondialistes » constitue d'ailleurs l'un des points de la Déclaration de principes de QS. cf. QS, « Déclaration de principes » [<http://www.quebecsolidaire.net/declaration-de-principes>]. Le second FSM avait accueilli une forte délégation d'élus français, dont le premier secrétaire du Parti socialiste, François Hollande et la secrétaire nationale du Parti communiste français (PCF), Marie-George Buffet.

candidat ne sera présenté ou soutenu par elle³¹⁷ ». Lors des élections cantonales, régionales et européennes de 2004, Attac déclare par communiqué que : « l'association ne soutiendra aucun candidat ou liste, n'en présentera évidemment aucun ou aucune, et interdira à quiconque – individu ou liste – de se réclamer d'Attac³¹⁸ ». Dans le document « Nouvelle étape : Attac dans le mouvement altermondialiste » que publie le Conseil scientifique d'Attac France en décembre 2004 et qui vise à faire le point sur l'évolution récente de la mondialisation économique et du mouvement altermondialiste, celui-ci réaffirme ainsi clairement dans la rubrique « Attac et le politique » sa position sur le sujet :

« La plupart des composantes du mouvement altermondialiste ne recherchent pas la prise directe du pouvoir politique, mais situent leur action en priorité dans la sphère des contre-pouvoirs, en se fondant principalement sur les mobilisations citoyennes et sur l'éducation populaire, c'est-à-dire sur le combat idéologique contre la pensée unique du néolibéralisme³¹⁹ ».

À la suite d'une rencontre en 2004 entre Christophe Aguiton (Attac France), Alain Krivine (LCR), Jean-Christophe Cambadélis (PS) et Patrick Braouezec (PCF), Attac France avait tenu à affirmer publiquement qu'Aguiton ne détenait « aucun mandat électif au sein d'Attac et ne représentait donc pas l'association à cette réunion³²⁰ » et que « l'association, conformément à sa ligne de conduite habituelle, n'intervient jamais dans les relations entre

³¹⁷ En janvier 2002, au FSM à Porto Alegre, Attac distribue le texte du « Manifeste 2002 » dans lequel il dresse le bilan des quatre premières années d'existence de l'association. Attac France, « Manifeste 2002 », *Attac France*, 19 janvier 2002 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article481>].

³¹⁸ Attac France, « Attac et les élections de 2004 », *Attac France*, 10 décembre 2003 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article2266>].

³¹⁹ Conseil scientifique d'Attac France, « Nouvelle étape : Attac dans le mouvement altermondialiste », *Attac France*, 2 décembre 2004 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article3731>].

³²⁰ Attac France, « Attac, la gauche et les partis politiques », *Attac France*, 22 janvier 2005 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article3817>].

partis politiques ni dans les différentes opérations de rénovation, reconstruction ou recomposition politique³²¹ ». En 2007, Attac réaffirme cette position et écrit que :

« Notre association ne présentera ni ne soutiendra quelque candidat ou candidate que ce soit : elle n'est pas un parti politique, mais un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action, et totalement impliqué dans la vie de la Cité³²² ».

Dans la foulée de la candidature de José Bové à l'élection présidentielle française de 2007, Gustave Massiah alors vice-président d'Attac, avait aussi cru bon de réaffirmer, contrairement à ce qu'avait affirmé certains médias, qu'il n'avait jamais appuyé cette candidature³²³. Cette mise au point témoigne du fort sentiment que partagent les altermondialistes quant au rejet de toute participation au jeu politique.

Dans l'ensemble toutefois, il est généralement inutile de rappeler aux militants la consigne de ne pas s'engager politiquement. Le refus de faire de la politique partisane est en effet solidement ancré de manière idéologique chez les altermondialistes, puisqu'elle est parfaitement conforme à la conception du monde considérant comme obsolètes la politique et les sujets collectifs traditionnels auxquels elle donne une voix. Rares sont alors les militants qui voient, sur la scène de la politique partisane, l'avenir s'ouvrir pour l'altermondialisme. Ce refus de la politique conduit donc les militants à concevoir leur engagement comme une forme d'action collective et de militantisme social. Attac soutient, par exemple, des revendications visant à transformer l'ordre social existant de façon exclusivement extérieure à la politique. Idéologiquement, l'altermondialisme préfère bien entendu le militantisme social au militantisme politique parce qu'il croit précisément que ce dernier est inactuel.

³²¹ *Idem.*

³²² Attac France, « Manifeste altermondialiste », *Attac France*, 17 janvier 2007 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article6839>], p. 1.

³²³ Sur laquelle candidature je reviendrai plus loin. Gustave Massiah, « Mises au point », *Attac France*, 19 juillet 2005 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article5270>].

De façon plus prosaïque toutefois, la stratégie non politique trouve aussi une justification dans la crise de légitimité qui frappe la politique. Parce que les citoyens contesteraient la légitimité de la politique, chercher à investir la scène politique serait une mauvaise stratégie³²⁴. J'ajouterais, que c'est d'une certaine façon pour la raison inverse, qu'il désire s'engager socialement. La forte légitimité des mouvements sociaux et des ONG, lorsque comparées avec la forte désapprobation populaire de la politique, conduit l'altermondialisme à préférer l'action sociale à l'action politique. La légitimité de l'action sociale est à la fois déterminée idéologiquement – puisque non seulement la politique serait obsolète – et stratégiquement – elle serait de surcroît inefficace. La désapprobation de la politique prête alors d'importants attrait au militantisme social et les premiers altermondialistes l'ont bien compris. D'abord, le succès de certains nouveaux mouvements sociaux (NMS) notamment ceux engagés, à partir des années 1960, pour la cause des droits civiques, incite l'altermondialisme à recourir à la même stratégie qui consiste à militer pour l'harmonisation de la législation avec certains principes. À appuyer par exemple, la mise en place de nouvelles lois facilitant l'affirmation des droits pour tous les citoyens. À militer par exemple pour l'adoption d'une loi instaurant la Taxe Tobin³²⁵. Ensuite, la sympathie assez générale que recueille l'engagement humanitaire à partir des années 1970 ouvre la voie vers cette forme de militantisme plus « soft ». Cette stratégie est en effet perçue comme plus humaine, plus noble, parce que moins politique. Ainsi, en choisissant de s'engager dans le social plutôt que dans la politique, l'altermondialisme fait-il un choix stratégique qui est de

³²⁴ D'autres militants qui n'appartiennent pas à l'altermondialisme offrent comme solution au délitement de la politique contemporaine ou encore à ce que nomme Alain Touraine l'« épuisement démocratique » de faire de la politique autrement. C'est le cas par exemple des candidats de la liste de gauche « 100 % Motivé(e)s » aux élections municipales de Toulouse en 2001. Faire de la politique autrement implique toutefois, à l'inverse du refus politique de l'altermondialisme, la nécessité de réinvestir le champ de la politique partisane. cf. Le site des 100 % Motivé(e)s à l'adresse : http://www.motive-e-s.org/le_site/.

³²⁵ C'est en partie en réponse à ce travail que l'Assemblée nationale française (novembre 2001), le Parlement belge (juillet 2004) et le Parlement européen (mars 2010) ont adopté une loi sur les transactions financières. Le Parlement canadien avait par ailleurs été le premier gouvernement à adopter une telle loi en mars 1999.

surcroît idéologiquement cohérent. Enfin, j'ajouterais que contrairement à ce qu'affirme Diane Lamoureux³²⁶, on ne peut alors plus défendre l'idée selon laquelle l'altermondialisme participerait à sa façon à la « revalorisation du politique », car c'est plutôt, d'une certaine façon, pour l'éclatement des frontières de la politique dans lequel le mouvement semble s'être engagé.

L'altermondialisme militerait donc à l'intérieur de l'espace social et à l'extérieur de l'espace politique. Malgré tout, la cloison entre le militantisme social et le militantisme politique n'est pas, bien entendu, totalement étanche. En effet, les enjeux qui interpellent les acteurs de ces deux milieux les amènent à entretenir certains liens. Il est vrai aussi qu'il existe une continuité idéologique entre les militants sociaux et les militants de gauche puisque tous deux se montrent généralement mécontents du pouvoir établi, ce qui contribue à leur rapprochement. Les membres des partis politiques de gauche qui ajoutent foi à l'idée que la mondialisation économique n'est pas souhaitable et les militants de l'altermondialisme prendront par exemple la défense de ceux qui subissent les injustices liées à la réorganisation du commerce international. Conséquemment, l'altermondialisme bénéficie à l'occasion du soutien d'hommes politiques, et, à l'inverse, des militants altermondialistes prêtent leur appui à certaines campagnes politiques. Le cas de la campagne pour le « non » au référendum français sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe au printemps 2005 est emblématique de ce retour d'ascenseur. Attac avait activement participé à la campagne du non au référendum en prenant part à la manifestation du 19 mars à Bruxelles et en publiant des textes comme la série de 15 *fiches argumentaires* pour expliquer les arguments en faveur de la position qu'il défendait³²⁷.

³²⁶ Diane Lamoureux, « Féminisme et altermondialisation », *Colloque international Genre et militantisme - Gender and Activism*, Université de Lausanne, 26-27 novembre 2004, p. 1.

³²⁷ La manifestation a réuni entre 60 000 et 100 000 personnes. Frédéric Lévesque, « Euromarche pour une Europe sociale, solidaire, égalitaire et pacifique », *CADTM*, 21 mars 2005

Plusieurs membres des partis socialistes et communistes français, des péquistes et des québec-solidaristes ont également assisté aux FSM, même si leur participation s'est faite sur la base strictement individuelle et non partisane comme l'exige la Charte de principes de cet événement³²⁸.

Certains altermondialistes, bien que plus rarement, bousculent néanmoins davantage cette frontière entre le social et la politique et cherchent plus ouvertement à offrir un débouché politique à la cause qu'ils portent³²⁹. Sous l'impulsion d'un groupe d'altermondialistes français et européens, José Bové, le leader de la Confédération paysanne et l'une des figures phares du mouvement, s'était par exemple présenté aux présidentielles

[<http://www.cadtm.org/Euromarche-pour-une-Europe-sociale>]. Les fiches sont disponibles sur le site Internet d'Attac France à l'adresse suivante : <http://www.france.attac.org/r623>.

³²⁸ L'article 8 de cette charte se lit comme suit : « Le Forum Social Mondial est un espace pluriel et diversifié, non confessionnel, non gouvernemental et non partisan, qui articule de façon décentralisée, en réseau, des instances et mouvements engagés dans des actions concrètes, au niveau local ou international, visant à bâtir un autre monde. ». Charte de principes du Forum social mondial, 8 juin 2002 [http://www.forumsocialmundial.org.br/main.php?cd_language=3&id_menu=4]. Nicole Ameline (ministre déléguée auprès du ministre des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité à la parité et à l'égalité professionnelle), Luc Ferry (ministre de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche) et Tokia Saïfi (députée européenne) sont par exemple de la délégation française au troisième FSM de Porto Alegre du 23 au 28 janvier 2003. cf. « Trois ministres français en délégation de dernière minute à Porto Alegre », *Le Monde*, 28 janvier 2003, p. 4. Louise Beaudoin (ministre d'État aux Relations internationales), Pierre Paquette (député du Bloc Québécois) y sont également présents. cf. Gil Courtemanche, « 100 000 personnes pour refaire le monde », *Le Devoir*, 23 janvier 2003, p. A5. Jacques Parizeau, ancien premier ministre du Québec, y séjournera aussi en 2002 et 2003. cf. Pascale Breton, « À Porto Alegre. La mondialisation justifie la souveraineté, soutient Parizeau », *La Presse*, 26 janvier 2003, p. A4.

³²⁹ Ces militants cherchent alors à régler la question du manque de débouché politique qui alimente les critiques de l'altermondialisme depuis ses débuts. cf. Entre autres Arnaud Zacharie et François Polet, « L'altermondialisation ? Une course de fond ! » *Centre Tricontinental*, 2007 [www.cetri.be/IMG/pdf/carte_blanche_FSM_2007.pdf]. Gustave Massiah répond en partie à cette critique en affirmant que cette question renvoie à « un jeu de rôle qui n'est pas toujours pertinent ». Gustave Massiah, « Le mouvement altermondialisation et les forums sociaux », *Alternatives internationales*, 14 janvier 2005 [<http://www.alterinter.org/article11.html>]. C'est aussi en partie pour répondre à ce problème que 19 personnalités internationales de l'altermondialisme, parmi elles Walden Bello, Bernard Cassen, Samir Amin et Immanuel Wallerstein, ont rédigé « Le manifeste de Porto Alegre » lors du FSM de 2005. cf. le site d'Attac France où est reproduit ce document : <http://www.france.attac.org/spip.php?article3993>. Aussi, l'absence de proposition de projet concret, ce qui entraîne « une méconnaissance ou une incompréhension du "projet" proposé » serait un facteur qui contribuerait, selon Bruno Rebelle à l'échec relatif de l'altermondialisme. Bruno Rebelle, « Alter... mais encore ? », *Alternatives économiques*, « L'Économie Politique », n° 1, 2006, p. 17.

françaises de 2007³³⁰. Lors des élections européennes de juin 2004, une liste « 100 % Altermondialistes pour une Europe solidaire » avait aussi été créée afin de présenter des candidats sous cette bannière³³¹. Enfin, sous l'égide du groupe *Mémoire des luttes*, des altermondialistes dont notamment Bernard Cassen qui fut pourtant l'une des figures pionnières du mouvement, ont décidé en 2008 de rompre ouvertement avec la stratégie du rejet de la politique traditionnelle³³². Cherchant à renouer avec le socialisme et ainsi agir à nouveau de façon politique, Mémoire des luttes propose de revoir la stratégie plus large de la gauche et de l'altermondialisme dans le contexte de l'évolution récente de la mondialisation économique. Au chapitre 5, je discuterai plus en détail de l'interprétation à donner, sur le plan idéologique, de l'apparition, au sein de l'altermondialisme, d'un schisme sur le sujet de son rapport au champ politique. Retenons toutefois pour l'instant que l'altermondialisme refuse de manière générale et très majoritairement de faire de la politique pour des raisons idéologiques, mais également stratégiques. Le rejet de la

³³⁰ Ancien porte-parole de la Confédération paysanne (un syndicat agricole autonome qui est membre de Via Campesina), Bové se présente aux élections sans étiquette, car il ne se réclame d'aucun parti politique. Toutefois, sa candidature obtient le soutien entier du groupe politique français La gauche antilibérale et émane du Collectif national d'initiative pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes qui voient le jour en 2006 et qui cherchent à occuper le terrain idéologique de la gauche et de l'extrême gauche. Bové ne récoltera, au final, que 1.32 % du suffrage exprimé, ce qui est nettement en deçà de ce qui avait été estimé par les organisateurs de sa campagne.

³³¹ Cette liste ne s'est en définitive pas présentée. Ses organisateurs invoquent plusieurs raisons pour justifier cette décision. Des « tirs de barrage » provenant de l'extrême gauche, et de « certaines polémiques qui se sont développées au sein d'Attac », auraient compromis le succès de cette initiative qui toutefois aurait permis de « déverrouiller le débat sur le rapport du mouvement altermondialiste au champ politique. » C'est dans des termes moins favorables que le Conseil scientifique d'Attac va réagir quelque temps après à cet événement et affirmer que : « A cet égard, à l'occasion des élections européennes en France, le malheureux épisode des listes "100 % altermondialistes" nous a fait perdre de la crédibilité, tant par la crise de confiance qui s'en est suivie au sein d'Attac, que par la confusion créée relativement à notre place vis-à-vis du pouvoir politique. » Conseil scientifique d'Attac France, « Nouvelle étape : Attac dans le mouvement altermondialiste », *Attac France*, 2 décembre 2004 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article3731>]. cf. Alter, « Le rapport du mouvement altermondialiste au champ politique : un débat enfin déverrouillé », *AlterM*, 10 juin 2004 [http://www.alter-m.org/textes_reference.php3?id_article=10&id_rubrique=76]. Certains militants socialistes français sont d'ailleurs quelque peu condescendants à l'endroit des candidats de cette liste et n'ont pas craint la concurrence qu'elle représentait. cf. Didier Hassous, « La gauche ne croit pas à un autre monde électoral possible », *Libération*, 4 mai 2004, p. 15.

³³² Le site du groupe Mémoire des luttes : <http://www.medelu.org/>.

politique traditionnelle des partis politiques constitue donc le premier axe du programme politique citoyeniste de l'altermondialisme.

Les racines idéologiques du rejet de la politique traditionnelle

Les racines idéologiques du rejet par l'altermondialisme de la politique traditionnelle sont multiples.

Premièrement, elles s'apparentent aux arguments qui servent de soutien à la première idée maîtresse de la conception du monde altermondialiste, à savoir que la politique est aujourd'hui obsolète. Le rejet des partis politiques notamment ceux de gauche conduit l'altermondialisme à préférer un engagement hors de la politique. Face à la crise de légitimité qui frappe la politique et en raison de la portée limitée du champ d'action de cette dernière, il propose une principale piste de solution : élargir le pouvoir d'action des citoyens. Ainsi, faudrait-il rendre plus « participative » la démocratie, c'est-à-dire l'organisation politique des démocraties libérales, afin que chaque citoyen puisse prendre lui-même les décisions qui le concernent directement.

Deuxièmement, ce rejet a pour motif des raisons plus idéologiques. Pour les nombreux anciens militants de l'extrême gauche qui se joignent à l'altermondialisme, c'est leur contestation de l'orthodoxie communiste, du stalinisme et du totalitarisme, qui les entraîne par un effet de généralisation à rejeter toute forme d'organisation rigide de la politique, de prime abord celle organisée de manière hiérarchique et centralisée. Les militants altermondialistes s'affichant ou qui s'affichaient plus proches de l'anarchisme avant de se solidariser avec l'altermondialisme, rejettent aussi l'ensemble des institutions politiques à l'aide d'arguments propres à ce registre idéologique, notamment l'antiautoritarisme et l'antisuffragisme. Ce motif de rejet de la politique semble d'ailleurs

trouver un certain écho au sein de l'altermondialisme. Il jouit aussi, à nouveau, de l'influence des travaux à forte résonnance libertaire de John Holloway, d'Antonio Negri et de Michael Hardt à partir desquels s'est largement consolidée l'idéologie altermondialiste³³³. Rejeter la politique partisane, signifie pour les auteurs d'*Empire* et *Multitude*, de jeter les bases d'une nouvelle démocratie qui ne serait « pas seulement une forme institutionnelle d'organisation de la souveraineté, mais un pouvoir constituant dont l'action s'exerce[rait] à même la réalité³³⁴ ».

Troisièmement, les militants qui se réclamaient par le passé plus au centre, ou ceux dont la réflexion les a conduits à endosser, de façon consciente ou non, les idées maîtresses du libéralisme – dont le nombre est largement majoritaire au sein de l'altermondialisme –, critiquent, non directement la politique parlementaire, mais plutôt l'État-providence et les grandes bureaucraties, non pas par crainte de totalitarisme ou par antiautoritarisme, mais tout simplement parce qu'ils jugent inefficace leur fonctionnement. Cette critique les amène, là aussi par analogie, à désapprouver la social-démocratie et sa structuration politique associée. L'altermondialisme partage donc avec le libéralisme, non seulement une forte méfiance à l'endroit de l'autorité politique, mais, plus largement, et cela est surtout vrai pour la variante néolibérale du libéralisme, il rejette le quasi-monopole qu'exerce la politique parlementaire sur l'exercice du pouvoir. Les uns rêvent alors de remplacer cette organisation du pouvoir par des structures décisionnelles qui soient moins archaïques et plus conformes à la nature – le marché dans ce cas – ou encore plus efficaces – les cours de justice, les groupes d'experts et l'utilisation de meilleures techniques de gestion calquées sur celles des entreprises. Les autres ambitionnent de mettre en place une vraie démocratie

³³³ John Holloway, *Changer le monde sans prendre le pouvoir. Le sens de la révolution aujourd'hui*, Montréal/Paris, Lux/Éditions Syllepse, 2007 ; Michael Hardt et Antonio Negri, *Empire*, Paris, Exils, 2000 ; et Michael Hardt et Antonio Negri, *Multitude. Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, Montréal, Boréal, 2004.

³³⁴ Michael Hardt et Antonio Negri, *Multitude*, p. 394.

permettant aux citoyens d'agir selon leurs volontés. Dans les deux cas, c'est surtout au rejet du système politique des démocraties libérales que conduit à cette position d'opposition plus large à la politique qu'emprunte l'altermondialisme au libéralisme contemporain.

Démocratisation et droits humains

Comme second axe du citoyennisme, l'altermondialisme milite pour une véritable *démocratisation de la vie politique et l'affirmation des droits humains* à travers la planète. L'autre mondialisation sera plus démocratique et plus respectueuse des droits pour tous.

Démocratisation

L'altermondialisme s'engage dans la voie de la démocratisation, car il pointe les insuffisances de la démocratie comme l'une des causes de la mondialisation économique. C'est parce que les sociétés souffriraient d'un large déficit démocratique que cette dernière aurait pu triompher. Il faudrait donc réaffirmer partout le principe démocratique. Cette exigence d'une meilleure démocratie est au cœur du citoyennisme. Voici comment Attac présente cet engagement :

« Dans la vision néolibérale, c'est le marché qui permet l'allocation optimale des ressources et qui doit donc réguler l'activité économique. La concurrence est vue comme une fin en soi, censée produire par elle-même des bienfaits pour toute l'humanité, tout obstacle à son déploiement devant, en conséquence, être supprimé. L'économie étant placée hors de son champ d'intervention, la démocratie est vidée de sa substance au profit de minorités toujours plus restreintes³³⁵ ».

Pour revitaliser la démocratie, l'altermondialisme travaille sur deux tableaux à la fois. Il cherche d'une part à renforcer la démocratie à l'échelle locale (dans les institutions

³³⁵ Attac France, « Manifeste altermondialiste », Attac France, 17 janvier 2007 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article6839>], p. 2.

municipales par exemple). D'autre part, il cherche surtout à étendre ce principe à l'échelle globale (à l'OMC et au FMI notamment). Ce deuxième axe du citoyennisme s'articule surtout autour de l'idée d'augmenter la participation des citoyens à la vie démocratique. L'altermondialisme fonde en effet beaucoup d'espoir dans cette idée, car il croit que les citoyens pourront mieux exercer le pouvoir qui leur revient. C'est pourquoi les auteurs de l'« Appel des mouvements sociaux » de 2002 insistent sur la nécessité de rendre plus participative la démocratie. Ainsi affirment-ils :

« Alors que nous luttons pour l'établissement d'une démocratie électorale et participative dans le monde, nous insistons sur la nécessité de démocratiser les États et les sociétés, de lutter contre les dictatures³³⁶ ».

L'altermondialisme justifie son engagement en faveur de la démocratie, car selon lui, les mécanismes démocratiques actuels ne suffiraient plus. En accordant aux citoyens peu de pouvoir réel, les procédures de la démocratie parlementaire porteraient largement atteinte au principe démocratique. Des militants d'Attac affirment dans ce sens que :

« Si la démocratie politique est le pouvoir politique détenu par le peuple et pour le peuple, alors la nomination par des élections au suffrage universel et pour une durée déterminée – qui est l'une des conditions de la démocratie et un acquis dans de nombreux pays – ne peut suffire³³⁷ ».

La démocratie participative serait alors plus démocratique que les mécanismes de délégation des systèmes politiques de tous les pays occidentaux. C'est pourquoi Nadia Demond soutient par exemple que c'est pour répondre au « besoin [d'une] nouvelle culture

³³⁶ Le document « Appel des mouvements sociaux » a été rédigé lors du second FSM de Porto Alegre du 31 janvier au 5 février 2002. Il présente 16 grands axes d'actions communes pour les mouvements sociaux pour l'année à venir. « Appel des mouvements sociaux », 2002 [<http://www.latinreporters.com/forumsocialmondial2conclusions.html>].

³³⁷ Martine Boudet et coll., « La démocratie au cœur du combat altermondialiste », *Attac France*, 5 juillet 2010 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article11522>].

démocratique [qui] est largement proclamé partout » que l'altermondialisme serait né³³⁸. Pour Christine Couvrat, l'altermondialisme serait à la fois l'héritier des militantismes passés, mais aussi et plus largement une réaction de la société civile aux dysfonctionnements de la démocratie représentative. Il serait l'expression d'une « culture démocrate-radical » qui chercherait à « élargir la base du pouvoir politique » et valoriserait les formes directes d'exercice de la démocratie³³⁹. C'est une conclusion similaire à laquelle arrive Roland Bleiker dans son analyse de l'altermondialisme : celui-ci serait porteur d'un « nouvel éthos démocratique international³⁴⁰ ». Les origines de l'altermondialisme seraient donc à trouver non pas dans la mondialisation économique comme telle, mais plutôt dans le grave déficit démocratique qui touche les institutions politiques et les administrations publiques, mais également les institutions économiques internationales telles que le FMI, la banque mondiale, mais surtout le Forum économique mondial (FEM) de Davos. Le mouvement d'opposition à l'OMC qui émerge à Seattle en 1999 aurait, enchaîne-t-elle, jeté les bases d'une « nouvelle globalisation démocratique “par le bas”³⁴¹ » qui ferait une place plus grande aux droits de tous. L'altermondialisme serait donc essentiellement un mouvement réclamant plus de démocratie.

La démocratisation à l'échelle globale

À l'échelle globale, l'altermondialisme milite pour rendre plus démocratiques les institutions économiques internationales. Il cherche à revoir la distribution du pouvoir et les modes de fonctionnement du FMI, de la Banque mondiale, de l'OMC et du G8/G20 par

³³⁸ Nadia Demond dans Patrick Viveret et Gilbert Wasserman (dir.), 2003, *Où va le mouvement altermondialisation?... et autres questions pour comprendre son histoire, ses débats, ses stratégies, ses divergences*, Paris, La Découverte, p. 49.

³³⁹ Christine Couvrat, *L'essor de l'altermondialisme : expression de la montée en Occident d'une culture démocrate-radical*, Paris, l'Harmattan, 2007.

³⁴⁰ Roland Bleiker, « Activism after Seattle: dilemmas of the antiglobalisation movement », *Pacifica Review*, vol. 1, n° 3, 2002, p. 191.

³⁴¹ *Ibid.*, p. 127.

exemple afin que les citoyens puissent exercer un meilleur contrôle sur ces institutions. L'altermondialiste croit qu'en donnant une plus grande place aux citoyens dans les décisions économiques planétaires, l'économie sera plus à même de répondre aux besoins non pas des multinationales, mais de l'ensemble des citoyens. Les premières campagnes menées par Attac prennent par exemple pour cible principale les institutions du commerce international. Elles visent à modifier leur fonctionnement, mais aussi plus largement à réformer le commerce international en combattant par exemple les paradis fiscaux et en luttant contre les délocalisations d'entreprises. Les auteurs du document « Convocation des mouvements sociaux » rédigé en 2002 lors de la seconde édition du FSM, insistent aussi sur l'importance de démocratiser les institutions du commerce internationales dans le combat plus large que mène l'altermondialisme pour une autre mondialisation³⁴². Les auteurs du « Manifeste de Porto Alegre » rappellent quant à eux la nécessité de :

« Réformer et démocratiser en profondeur les organisations internationales et y faire prévaloir les droits humains, économiques, sociaux et culturels, dans le prolongement de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cette primauté implique l'incorporation de la Banque mondiale, du FMI et de l'OMC dans le système et les mécanismes de décision des Nations unies³⁴³ ».

Dans son « Manifeste altermondialiste » de 2007, Attac France pose comme premier point à son programme la réforme de l'OMC³⁴⁴. Ainsi, ces auteurs demandent-t-ils une : « Réforme en profondeur, par la modification de ses objectifs et principes de

³⁴² Cette déclaration finale qui n'est pas un document officiel des organisateurs du forum a été signée par plus de 200 organisations et associations de l'altermondialisme. Parmi elles, la majorité des chapitres d'Attac, le Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde (CADTM), le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST). *Convocation des mouvements sociaux*, 2002 [http://www.forumsocialmundial.org.br/dinamic/fra_portoalegrefinal.php].

³⁴³ « Manifeste de Porto Alegre », janvier 2005 [http://france.attac.org/article.php3?id_article=3993].

³⁴⁴ Attac France, « Manifeste altermondialiste », *Attac France*, 17 janvier 2007 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article6839>], p. 1.

fonctionnement, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et incorporation de cette dernière dans le système des Nations unies, lui-même à réformer³⁴⁵ ».

Plus radicalement encore, Susan George appelle aussi, soit à la « transformation de fond » de l'OMC, transformation qui conduirait à la mise en place de mécanismes démocratiques afin de faire cesser le triomphe du commerce au détriment de « toutes les valeurs humaines », soit encore prône-t-elle la « suppression de l'actuelle Organisation mondiale du commerce³⁴⁶ ».

La démocratisation à l'échelle locale

La démocratisation à l'échelle locale vise pour sa part à redonner le pouvoir aux citoyens afin qu'ils puissent prendre, par eux-mêmes et selon leurs intérêts, les décisions qui concernent leur communauté. Mettre en place des mécanismes de budgets participatifs à l'échelle municipale constitue l'une des propositions phares de ce volet du citoyennisme. Cette proposition s'inscrit dans l'objectif que poursuit Attac dès sa naissance et qui consiste à chercher à « reconquérir les espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère financière » (plate-forme de 1998)³⁴⁷. Il conçoit aussi la lutte qu'il mène pour la démocratie participative comme le principal « axe de résistance à la mondialisation excluante³⁴⁸ ». La pratique des budgets participatifs est largement inspirée de l'expérience dans ce sens de la ville brésilienne de Porto Alegre dans laquelle les citoyens décident de l'allocation d'une partie des fonds municipaux. Cette expérience nourrit l'imaginaire de l'altermondialisme et

³⁴⁵ *Idem.*

³⁴⁶ Susan George (dir.), *Remettre l'OMC à sa place*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits libres », 2001, p. 8-9.

³⁴⁷ Attac, « Plate-forme de l'Association ATTAC adoptée par l'Assemblée constitutive du 3 juin 1998 » [<http://www.sudptt.org/IMG/pdf/82.pdf>], p. 2.

³⁴⁸ Denis Horman, « La société civile et le politique », *Grain de sable*, n° 362, 13 septembre 2002 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article665>].

c'est par ailleurs l'une des raisons pour lesquelles la décision avait été prise de tenir le premier FSM dans la « capitale de la démocratie³⁴⁹ ».

Cette volonté de démocratiser l'échelle locale revêt un caractère additionnel dont l'altermondialisme porte l'empreinte distincte : elle est assimilable à une forme de localisme. En effet, l'altermondialisme privilégie toute initiative locale, qui émane des citoyens de la base. Alors qu'il s'affiche cosmopolite lorsqu'il s'agit de donner un sens aux enjeux plus globaux, l'altermondialisme se montre à l'inverse surtout localiste dans la façon dont il imagine les formes concrètes de l'action politique. L'altermondialisme considère en effet que pour bâtir un autre monde, il faudrait agir à l'échelle locale et trouver à cet échelon les solutions aux enjeux de la mondialisation. Le slogan « agir local, penser global » exprime aussi cette dualité qui se trouve au cœur de l'idéologie altermondialiste. À nouveau, ce serait en militant localement que les citoyens réussiraient à infléchir, à l'échelle globale, une nouvelle direction à la mondialisation.

Conséquemment pour contrer la mondialisation économique et construire une autre mondialisation, l'altermondialisme soutient qu'il faut se réapproprier le local. La collectivité, le quartier d'une ville et le village seraient les pôles d'où les initiatives locales de lutte contre la mondialisation économique doivent émerger. « Redonner du pouvoir aux institutions locales et ouvrir le champ de la participation des citoyens, tels sont les mots d'ordre d'une mobilisation qui doit être amplifiée à partir du terrain, pour mieux réinvestir le global³⁵⁰ », voilà la façon dont Martin Vanier d'Attac résume en 2001 l'adage « agir local, penser global ». Cette valorisation du local – de croire que les citoyens doivent d'abord et

³⁴⁹ Marion Gret et Yves Sintomer, *Porto Alegre. L'espoir d'une autre démocratie*, Paris, La Découverte, 2002, p. 5.

³⁵⁰ Martin Vanier (dir.), *Agir local, penser global*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits libres », 2001, quatrième de couverture.

avant tout s'investir à cet échelon – entraîne nécessairement la subordination de l'échelon national.

L'altermondialisme croit, en effet, non seulement qu'il existe des enjeux globaux, conformément à leur nature, ce qui en soi n'est pas une idée originale, car la prétention universelle d'une pensée n'est pas nouvelle puisque les grandes religions se nourrissent aussi d'une telle ambition, mais qu'en vérité il n'existe désormais que ce type d'enjeux. Chaque enjeu du monde contemporain porterait en lui à la fois une part de local et de global. Ainsi, comme l'affirme Attac c'est bien de « redonner du pouvoir aux institutions locales et ouvrir le champ de la participation des citoyens, tels sont les mots d'ordre d'une mobilisation qui doit être amplifiée à partir du terrain, pour mieux réinvestir le global³⁵¹ ».

L'altermondialisme propose plusieurs luttes locales. La mise en place d'un système d'échanges locaux (SEL) hors de la sphère marchande est une forme de localisme³⁵². Tout comme la création d'une coopérative d'achat d'aliments provenant de la région³⁵³, d'un conseil de quartier ou encore la lutte que mènent certains chapitres locaux des organisations altermondialistes contre la délocalisation d'entreprises³⁵⁴. La décentralisation et la régionalisation des forums sociaux refléteraient aussi une volonté de vouloir assurer une meilleure participation des acteurs locaux en permettant d'orienter les discussions vers cet échelon qui les concerne plus directement. Le localisme ne signifie toutefois pas une forme de repli sur soi, une forme d'égoïsme étroit. Le soutien qu'apporte l'altermondialisme au commerce équitable représente une forme cosmopolite de localisme.

³⁵¹ C'est moi qui souligne. *Idem*.

³⁵² SPIRALE « Des idées pour agir! », « Monnaies complémentaires », *Site de partage d'informations sur les réalisations alternatives, les luttes et l'éducation citoyenne*, 5 octobre 2010 [<http://www.spirale.attac.org/content/monnaies-complementaires>].

³⁵³ Plan Nagua, *Petit guide pratique pour une consommation responsable*, 14 juin 2005 [http://www.plannagua.qc.ca/pdf/guide_pratique.pdf].

³⁵⁴ Raymond Vacheron, « Le cas Michelin », *Attac France*, 29 janvier 2000 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article649>].

Ce type de commerce qui favorise le contact direct entre les producteurs et les consommateurs de produits équitables établirait ainsi les bases, à l'échelle du monde, d'une relation entre deux acteurs « locaux ». C'est d'ailleurs de cette façon qu'Equita, une coopérative québécoise importatrice de cafés équitables, décrit les avantages du commerce équitable : « Diminuer le nombre d'intermédiaires impliqués dans les échanges commerciaux en établissant des liens directs entre les petits producteurs du Sud et les consommateurs du Nord³⁵⁵ ».

La promotion du commerce équitable comme forme de localisme s'accorde également avec des considérations environnementales qui sont cosmopolites. Choisir de consommer du café issu de la filière équitable permettrait de mieux préserver l'environnement au profit de l'ensemble des habitants de la planète. C'est précisément en mobilisant ce type d'argument cosmopolite que Laure Waridel, une militante altermondialiste québécoise, fait la promotion du commerce du café équitable. Dans l'avant-propos de son livre *Acheter c'est voter. Le cas du café*, affirme-t-elle par exemple que :

« Nous, êtres humains sommes liés d'un bout à l'autre de la planète. Notre survie dépend des écosystèmes, dont nous influençons l'état tous les jours. Voilà pourquoi nous pouvons utiliser le pouvoir de nos choix de consommation pour contribuer à un partage plus équitable des ressources et à un plus grand respect de l'environnement. Voilà pourquoi acheter, c'est aussi voter³⁵⁶ ».

Cette priorité accordée à l'échelle locale s'inscrit également dans la lutte plus large que mène l'altermondialisme contre « l'uniformisation de l'économie, de la culture³⁵⁷ » qu'entraîne la mondialisation. L'altermondialisme cherche en effet à préserver les cultures

³⁵⁵ Equita, « Relations commerciales », Site d'Equita [http://www.commerceequitable.com/commerce/relation_commerciale.htm].

³⁵⁶ Laure Waridel, *Acheter c'est voter. Le cas du café*, Montréal, Écosociété et Équiterre, 2005, p. 14.

³⁵⁷ Maurice Leroy, « Une idéologie totalitaire », dans Martin Vanier (dir.), *Agir local, penser global. Les citoyens face à la mondialisation*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits livres », 2000, p. 13.

et les identités « locales » contre la standardisation des produits culinaires ou des pratiques culturelles, qui accompagnerait l'extension du marché mondial par-delà des frontières culturelles. La critique de l'« occidentalisation » que formule le tiers-mondisme ainsi que le combat que mène par exemple la Confédération paysanne contre la malbouffe sont deux formes concrètes qu'emprunte le localisme et qui s'inscrivent dans une volonté de contrer les effets homogénéisant de la mondialisation. La « marchandisation du monde » entraînerait non seulement l'appauvrissement économique, en raison notamment des délocalisations, mais aussi un certain dépérissement culturel. L'imposition de produits de consommation standardisés, tel que la diète offerte chez toutes les chaînes américaines de restauration rapide, qui est favorisée par la mondialisation économique, irait à l'encontre des traditions culinaires locales. Aussi, ce militantisme en faveur des cultures locales s'inscrit plus largement dans une lutte pour la préservation et la valorisation de la diversité. Comme je le montrerai au chapitre 5, alors que la gauche fondait tout son militantisme autour du thème de l'égalité, l'altermondialisme prend essentiellement parti pour la diversité. C'est donc surtout pour la préservation et le maintien de la diversité et des cultures locales que l'altermondialisme lutterait contre la mondialisation économique. La forte présence d'activités et d'expressions culturelles non occidentales (musiques et cuisines du monde, kiosques de vêtements et de produits artisanaux, etc.) lors des rassemblements altermondialistes comme au FSM par exemple, s'inscrit dans ce large programme localiste.

C'est donc par la prise de contrôle des affaires locales par les citoyens que l'altermondialisme cherche à contrer la mondialisation économique. Ce serait d'ailleurs selon plusieurs, cette lutte pour le local, contre l'accord de concessions additionnelles aux multinationales, qui aurait contribué à faire échouer le mouvement de libéralisation du

commerce international qui était au programme de la Cinquième conférence ministérielle de l'OMC tenue à Cancún en septembre 2003³⁵⁸.

Les droits humains

Dans sa volonté de redonner aux citoyens le contrôle démocratique des affaires de la Cité, l'altermondialisme milite aussi pour un plus grand respect des droits humains. L'altermondialiste affirme que le non-respect des droits humains crée des injustices manifestes et que la mondialisation économique bafoue systématiquement le droit des citoyens et des communautés. Les délocalisations porteraient atteinte aux droits économiques les plus élémentaires des travailleurs mis à pied. L'utilisation de semences transgéniques brimerait, non seulement, les droits ancestraux des fermiers auxquelles les industries biochimiques ont imposé des brevets, mais ceux des familles d'agriculteurs qui n'auraient désormais d'autres choix que d'acheter leurs semences pour pouvoir survivre. Susan George critique par exemple l'OMC pour cette raison, car cette institution devrait selon elle « être soumise au droit international, notamment aux droits de l'homme, aux conventions de base de l'Organisation internationale du travail et aux accords multilatéraux sur l'environnement³⁵⁹ ». Attac se rallie aussi à la proposition de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) de créer un tribunal économique international afin « d'assurer l'application effective des droits économiques et sociaux protégés par les

³⁵⁸ Délégation Attac France Mumbai 2004, « La mobilisation contre l'OMC à Bombay : penser global agir local », *Attac France*, 22 janvier 2004 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article2401>]. C'est d'ailleurs la conclusion que tire Chalmers Larose qui a analysé la conférence. cf. Chalmers Larose, « Cinquième conférence ministérielle de l'OMC à Cancún : le multilatéralisme sur la corde raide », *Observatoire des Amériques*, Chronique 03-13, septembre 2003 [http://www.ameriques.uqam.ca/pdf/Chro_0313_Cancun.pdf].

³⁵⁹ Susan George, « Faire dérailler l'OMC », *Attac France*, 10 décembre 2003 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article2265>].

conventions de l'ONU³⁶⁰ ». Selon une lecture libérale de ce que signifie la démocratie, l'altermondialisme s'attache en effet à défendre activement les droits humains³⁶¹. L'altermondialisme participerait, en d'autres termes, à la tendance du militantisme de la *New Rights Advocacy* qui cherche à améliorer les droits des personnes les plus vulnérables.

Éducation populaire

L'éducation populaire des citoyens constitue le troisième axe du citoyennisme. L'altermondialisme affirme une grande confiance dans l'éducation populaire qu'il conçoit comme le principal moyen d'assurer la mobilisation des citoyens à la cause qu'il défend. C'est par l'éducation des citoyens sur les conséquences qu'entraîne la libéralisation du commerce, les délocalisations et la déréglementation qu'ils décideraient par eux-mêmes de passer à l'action. Paul Bélanger croit que l'éducation populaire renforcerait leur « potentiel d'autonomie individuelle³⁶² ». Comme le demandent les auteurs du fascicule « La mondialisation de quoi, comment, pour qui ? » du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC)³⁶³, qui regroupe des chercheurs, des acteurs économiques, des ONG qui proviennent des trois Amériques, « Tous les jours, les journaux rapportent des faits concernant la mondialisation. Si nous voulons infléchir le cours actuel des choses, il faut nous donner des moyens et entretenir notre sens critique³⁶⁴ ». Cette façon d'envisager l'éducation populaire avec optimisme n'est pas étrangère au fait qu'Attac se définisse

³⁶⁰ Bernard Cassen et Gustave Massiah (dir.), *En finir avec la criminalité économique et financière*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits livres », 2002, p. 122.

³⁶¹ Je reviendrai sur cette question au cinquième chapitre.

³⁶² Il est membre du Conseil international de l'éducation aux adultes. Il s'exprimait dans le cadre du Forum social sur l'éducation qui s'est tenu en marge du FSM 2003. William F. Fisher et Thomas Ponniah (dir.), *Un autre monde est possible. Pour une autre mondialisation : Le Forum social mondial*, Paris, Parangon, 2003, p. 186.

³⁶³ Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), « La mondialisation de quoi, comment, pour qui ? », *Site du RQIC*, juin 1999 [<http://www.rqic.alternatives.ca/fr-corrige%20E9/texte/pourqui.htm>].

³⁶⁴ *Idem*.

d'abord comme « un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action ». L'essentiel de son travail consiste en effet à produire des analyses en lien avec les effets néfastes de la mondialisation économique. Le catalogue des titres publiés chez la maison d'édition Mille et une nuits dans la collection les « Les petits libres », où Attac fait paraître l'essentiel de ses ouvrages, regroupent de nombreux titres éducatifs : i) *Enquête au cœur des multinationales*, ii) *Les paradis fiscaux*, iii) *En finir avec la criminalité économique et financière*, iv) *Quand les femmes se heurtent à la mondialisation*, et v) *Pauvreté et inégalités, ces créatures du néolibéralisme*³⁶⁵. Ses lettres électroniques, « Grain de sable », « La Lettre du Conseil scientifique » et « Lignes d'attac. Bulletin de l'association pour une taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne », présentent aussi de nombreux dossiers thématiques visant à informer des dangers que recèle la mondialisation économique. Parmi les nombreux sujets traités se trouvent par exemple ceux de « L'initiative Pays pauvres très endettés (PPTTE) », « AGCS : Attention danger ! », « Dans les flammes du néolibéralisme », « Les paradis fiscaux ou la finance sans lois » et « Pourquoi la croissance n'est pas la solution³⁶⁶ ». Les organisateurs des différentes composantes du FSM, telles que les plénières, les ateliers, les conférences et les forums, affichent également une ambition

³⁶⁵ Bernard Cassen et Gustave Massiah (dir.), *Enquête au cœur des multinationales*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits libres », 2001 ; Bernard Cassen et Gustave Massiah (dir.), *Les paradis fiscaux*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits libres », 2001 ; Bernard Cassen et Gustave Massiah (dir.), *En finir avec la criminalité économique et financière*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits libres », 2002 ; Bernard Cassen et Gustave Massiah (dir.), *Quand les femmes se heurtent à la mondialisation*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits libres », 2003 ; et Bernard Cassen et Gustave Massiah (dir.), *Pauvreté et inégalités, ces créatures du néolibéralisme*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits libres », 2006.

³⁶⁶ Damien Millet, « L'initiative PPTTE : entre illusion et arnaque », *Grain de Sable*, n° 448, 17 décembre 2003 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article2271>] ; Raoul Marc Jennar, « AGCS : Attention danger ! », *Grain de sable*, n° 485, 20 octobre 2004 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article3620>] ; et Jean Christophe Chaumeron, Catherine Lévy et Dominique Manotti, « Dans les flammes du néolibéralisme », *Grain de sable*, n° 510, 20 avril 2005 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article4731>] ; Conseil scientifique d'Attac, « Les paradis fiscaux ou la finance sans lois », *Lignes d'Attac*, n° 5, 1^{er} mai 2005 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article1195>] ; et Michel Husson, « Pourquoi la croissance n'est pas la solution », *La lettre du conseil scientifique d'Attac*, n° 37, 15 décembre 2010 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article12050>].

explicitement pédagogique. De nombreuses associations altermondialistes appuient aussi des initiatives pédagogiques. Le groupe Charentes-Maritimes d'Attac France publie par exemple en février 1999 un papier de vulgarisation économique sur le thème de la mondialisation et des théories économiques élémentaires afin de mieux situer les termes du débat³⁶⁷. Le RQIC fait paraître en juin 1999 une série très complète de plaquettes devant servir comme outils de formation sur le thème de la mondialisation³⁶⁸. Le CETRI publie aussi plusieurs livres portant sur les facettes de la mondialisation économique, comme : i) *Mondialisation : gagnants et perdants* et ii) la série *Mondialisation des résistances. État des luttes*, dans laquelle les auteurs dressent un panorama des luttes sociales contre la mondialisation économique³⁶⁹.

La pédagogie d'Attac ne se réduit toutefois pas au simple modèle de l'enseignement magistral. Celle-ci s'inscrit aussi dans une perspective résolument interactive dans laquelle les militants approfondissent non seulement leurs connaissances, mais sont aussi appelés à mettre en pratique cet apprentissage. Ce volet pratique prend deux formes principales. D'une part et de façon plus classique, les militants font du lobbying auprès des décideurs publics et les acteurs économiques afin d'influencer les choix qu'ils exercent. Ils participent par exemple à la campagne du non au référendum européen de 2005 en faisant pression sur

³⁶⁷ Attac 17, « Mondialisation et théories économiques », *Attac France*, 1^{er} février 1999 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article670>].

³⁶⁸ Il publie 5 documents thématiques : i) Les acteurs de la mondialisation ; ii) Les instruments de la mondialisation des marchés ; iii) Les conséquences de la mondialisation des marchés ; iv) Les résistances à la mondialisation des marchés ; et v) Lexique et Annexe. Ils sont disponibles sur le site du RQIC à l'adresse suivante : <http://www.rqic.alternatives.ca/fr-corrige%20E9/texte/guideRQIC.pdf> et sur le site d'Attac France : <http://www.france.attac.org/spip.php?rubrique352>.

³⁶⁹ Samir Amin et François Houtart (dir.), *Mondialisation des résistances : L'État des luttes 2002*, Paris, L'Harmattan, 2002 ; Laurent Delcourt, Bernard Duterme et François Polet, *Mondialisation des résistances. L'État des luttes 2004*, Paris, Éditions Syllepse, 2004 ; François Polet (dir.), *État des résistances dans le Sud - 2007*, Paris, Éditions Syllepse, coll. « Alternative Sud », 2006 ; Laurent Delcourt (dir.), *État des résistances dans le Sud - 2009. Face à la crise alimentaire*, Paris, Éditions Syllepse, « Alternative Sud », 2008 ; et Bernard Duterme (dir.), *État des résistances dans le Sud 2010 - Monde arabe*, Paris, Éditions Syllepse, « Alternative Sud », 2009.

les élus locaux pour qu'ils refusent de ratifier le traité³⁷⁰. Ils s'investissent aussi dans le mouvement de dénonciation en 2006 de la directive Bolkestein qui visait à modifier la législation sur le marché des services au sein de la Communauté européenne³⁷¹. Ils ont également recours à la rue pour faire valoir leurs doléances. L'altermondialisme est très présent lors des événements qui ponctuent l'histoire sociale récente, que ceux-ci soient ou non étiquetés altermondialistes. De nombreuses associations de l'altermondialisme et de militants participent à la mobilisation internationale contre l'intervention militaire américaine en Irak en mars 2003³⁷². Ils sont également présents lors des fêtes annuelles des travailleurs du 1^{er} mai partout en Europe³⁷³. Les altermondialistes et une soixantaine d'associations, de syndicats et de partis politiques sont aussi descendus dans la rue le 27 avril 2002 pour dire non à Jean-Marie Le Pen, le dirigeant du Front national, à l'annonce de son passage au second tour des élections présidentielles françaises³⁷⁴. L'altermondialisme organise aussi plusieurs événements qui s'inscrivent spécifiquement en direction des thèmes qu'il développe. En outre, depuis la première édition du FSM qui s'est tenu à Porto Alegre en janvier 2001, de très nombreuses éditions continentales, régionales, nationales, municipales et thématiques ont été organisées. Le premier Forum social européen organisé à Florence en novembre 2002 accueille 60 000 participants venus de partout en Europe³⁷⁵.

Les altermondialistes liégeois organisent pour leur part par exemple en 2004 l'événement

³⁷⁰ Ce référendum paneuropéen a eu lieu le 29 mai 2005 et visait à ratifier le traité établissant une Constitution pour l'Europe. Sylvain Besson, « Attac, enquête sur le fer de lance du non français », *Le Temps*, n° 2268, 3 juin 2005.

³⁷¹ Thomas Lemahieu, « La directive Bolkestein rassemble contre elle », *L'Humanité*, 21 mars 2005, p. 5.

³⁷² David Coppi et Philippe Regnier, « Samedi, les pacifistes se donneront la main d'un bout à l'autre du globe », *Le Soir*, 14 février 2003 ; et Danielle Rouard, « L'Irak en ligne de mire. En Italie, les altermondialistes rénovent le pacifisme », *Le Monde*, lundi, 31 mars 2003, p. 10.

³⁷³ François-Xavier Bourmaud, « Les syndicats dispersés, mais déterminés », *Le Figaro*, n° 18579, 30 avril 2004, p. 8 ; et Yelmarc Roulet, « Le 1^{er} mai à Evian, états d'âme d'une ville bientôt cloîtrée », *Le Temps*, n° 1628, 2 mai 2003.

³⁷⁴ Raphaëlle Bacque et Clarisse Fabre, « Contre Le Pen, les Français descendent dans la rue », *Le Monde*, 30 avril 2002, p. 2.

³⁷⁵ Thomas Lemahieu, « Construire un autre monde », *L'Humanité*, 3 janvier 2003, p. 10 ; et Pierre Khalfa, « Un succès porteur d'avenir », *L'Humanité*, 28 novembre 2002, p. 14.

annuel « walloni'off » en marge des Fêtes de la Wallonie afin d'exprimer leur rejet de la « privatisation galopante de la société³⁷⁶ ». Dans le cadre de la Coordination européenne contre le G8 (CECG8), quelques milliers de manifestants altermondialistes se réunissent à Lausanne en juin 2003 pour dénoncer la tenue d'une réunion du G8. Les altermondialistes québécois organisent en août 2007 le premier Forum social québécois à Montréal³⁷⁷. Les militants de Gatineau tiennent le premier Forum social de l'Outaouais les 7, 8 et 9 novembre 2008³⁷⁸. En France, plus d'une soixantaine de Forums sociaux locaux (FSL) – Le FSL de Rennes, le FSL de Verdun, le Forum social à Yvry, etc. – ont eu lieu durant la période de 2007 à 2010³⁷⁹.

D'autre part, et de façon plus complexe, les militants altermondialistes pratiquent également une forme de novatrice de pédagogie : la « politique préfigurative » (*prefigurative politics*). La politique préfigurative consisterait, le temps d'un moment, à mettre en scène la société idéale. Cette pratique qui s'apparente à l'autogestion permettrait par exemple à tous les membres d'un groupe de prendre collectivement part aux décisions relatives à l'organisation de la vie en communauté. La politique préfigurative permettrait aussi, à la manière d'un jeu de rôle, de faire l'expérience *hic et nunc* de l'utopie altermondialiste³⁸⁰. Elle prêterait également vie, telle une vitrine, à la façon dont les militants se représentent ce que serait l'autre mondialisation. Enfin, elle sert aussi de laboratoire pour affiner certaines

³⁷⁶ Philippe Bodeux, « L'alter-parade fait son "walloni'off" », *Le Soir*, 14 septembre 2004, p. 2.

³⁷⁷ cf. <http://www.er.uqam.ca/nobel/social/2007/index.php>.

³⁷⁸ Site du FSO : <http://www.forumsocialoutaouais.blogspot.com/>.

³⁷⁹ L'annuaire des FSL recense chacun d'eux : <http://openfsm.net/projects/facili-tation-de-fsl/annuaire-des-fsl>.

³⁸⁰ Au chapitre 5, nous discuterons des effets qu'entraîne la politique préfigurative et qui consistent à rapporter au *présent* et au niveau de *l'individu* toute l'action politique. La politique préfigurative tranche nettement avec le caractère *sacrificiel* de l'action politique de la gauche traditionnelle qui empruntant la voie de la réforme ou celle de la révolution et repousse sinon à plus tard la mise en œuvre de l'utopie souhaitée ou encore s'engage d'abord et avant tout au bénéfice de l'ensemble de la classe sociale.

pratiques et réfléchir collectivement et dans l'action aux façons plus tangibles d'améliorer le monde.

La pratique de la politique préfigurative a notamment lieu durant les FSM. Des militants organisent par exemple en parallèle à cet événement et depuis la première édition, un campement de la jeunesse qui accueille, non seulement les participants moins âgés, mais aussi ceux qui veulent faire l'expérience au quotidien de l'autre monde. Pour reprendre la réflexion de Nathalie Guay qui a étudié le campement de la jeunesse, celui-ci se présente : « comme un laboratoire d'expérimentation d'alternatives dans lequel les gestes et habitudes de la vie quotidienne, mais également les relations humaines, sont revus et repensés afin de vivre un *autre monde*³⁸¹ ».

Réseautage et transnationalisation

Enfin, le quatrième et dernier axe du citoyennisme est le réseautage et la transnationalisation. L'altermondialisme consacre en effet de larges efforts à tisser des liens avec d'autres actions collectives afin d'accroître à l'échelle locale, nationale et transnationale, le maillage de son réseau militant. Les organisations altermondialistes telles qu'Attac, participent à plusieurs réseaux militants à travers la planète comme : i) Via Campesina, ii) Réseau éducation sans frontières et iii) Réseau national des élus et des collectivités hors Accord général sur le commerce des services (AGCS)³⁸². Plusieurs associations de l'altermondialisme participent aussi à des campagnes comme Jubilé 2000

³⁸¹ Les italiques sont du texte original. Nathalie Guay, « La jeunesse dans le mouvement altermondialiste : marginalisation ou auto-exclusion ? », *Observatoire des Amériques*, avril 2005 [http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/Chro_0514_jeunesse_altermondialiste.pdf], p. 2.

³⁸² Via Campesina est né en 1993 en Belgique et regroupe « de paysans, de petits et moyens producteurs, de sans terre, de femmes et de jeunes du milieu rural, de peuples indigènes et de travailleurs agricoles. » Le réseau a des membres sur les cinq continents. Son site Internet : <http://www.viacampesina.org/fr/>. Via Campesina : http://www.viacampesina.org/main_fr/ ; Réseau éducation sans frontières : <http://www.educationsansfrontieres.org/>; et Réseau national des élus et des collectivités hors AGCS : <http://www.hors-agcs.org/agcs/>.

qui réclame l'annulation de la dette non remboursable des pays les plus pauvres ainsi qu'à la campagne OMC : 10 ans ça suffit ! organisée en 2005 par plusieurs organisations de solidarité internationale comme notamment le Comité français pour la solidarité internationale et le Centre de recherche et d'information sur le développement (CRID). Parmi les principales organisations de l'altermondialisme, certaines comme Attac et le Comité pour l'annulation de la dette du Tiers monde (CADTM), ont des antennes dans des pays sur les cinq continents, ce qui atteste du caractère transnational du mouvement³⁸³. L'utilisation d'Internet joue d'ailleurs un rôle prédominant dans l'organisation de ces réseaux qui fonctionnent très souvent de façon virtuelle et sans contacts soutenus entre les militants de part et d'autre des frontières. C'est le cas du réseau Internet Indymedia qui est né à Seattle en 1999 et qui se présente comme un espace de médias alternatifs³⁸⁴.

L'altermondialisme cherche aussi à étendre son action à l'échelle globale, par la voie de la transnationalisation. Puisque la mondialisation économique est un phénomène de portée mondiale, toute lutte contre celle-ci devrait elle-même avoir lieu à cette échelle. C'est précisément ce que soutient Bernard Cassen dans un texte accompagnant la création d'Attac lorsqu'il affirme que : « Les capitaux ignorent les frontières. ATTAC, par définition, doit donc avoir une dimension internationale³⁸⁵ ». Cette préférence pour la transnationalisation s'explique aussi par le fait que l'altermondialisme cherche d'une certaine façon à battre le

³⁸³ Fondé en Belgique en 1990, le CADTM, comme son site l'indique est « un réseau international constitué de membres et de comités locaux basés en Europe, en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Il agit en coordination avec d'autres organisations et mouvements luttant dans la même perspective (Jubilé Sud et d'autres campagnes agissant pour l'annulation de la dette et l'abandon des politiques d'ajustement structurel). » Son site Internet : <http://www.cadtm.org/>. Attac est présent dans 40 pays à travers l'Europe, l'Amérique, l'Afrique et l'Asie. cf. Attac, « Qu'est-ce que Attac ? », *Site International Attac Network* [<http://www.attac.org/fr/qu%E2%80%99est-ce-que-attac>].

³⁸⁴ Des portails Indymedia existent sur tous les continents à l'échelle municipale, régionale et nationale. Il existe par exemple un Indymedia Brussels (<http://bxl.indymedia.org/>), un Indymedia Paris-île-de-France (<http://paris.indymedia.org/>) et un Indymedia Suisse (<http://switzerland.indymedia.org/>). Le site québécois d'Indymedia s'appelle le Centre des médias alternatifs du Québec : <http://www.cmaq.net/>.

³⁸⁵ Bernard Cassen, « Attac, mode d'emploi », *Attac France*, 1^{er} juillet 1998 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article640>].

néolibéralisme sur le terrain que ce dernier occupe. En effet, suivant le succès du travail mené à l'échelle globale par les tenants du néolibéralisme afin de faire accepter leur programme économique, il apparaît logique pour l'altermondialisme d'adopter une stratégie similaire. La stratégie transnationale déployée durant les années 1970 par les économistes de l'École de Chicago pour imposer au Chili le monétarisme et plus largement le programme politique néolibéral, s'est en effet avérée fructueuse et est largement à l'origine du succès, quelques années plus tard de la mondialisation économique et de la nouvelle autorité idéologique du néolibéralisme³⁸⁶. La voie de la transnationalisation apparaît aussi stratégique pour une seconde raison : depuis 1990, plusieurs organisations internationales accordent un rôle plus grand aux acteurs non étatiques³⁸⁷. Ainsi, l'altermondialisme a-t-il l'occasion d'occuper plus facilement la scène internationale et transnationale que des militantismes antérieurs. Aussi, puisque certaines ONG sont investies d'un pouvoir plus grand, comme c'est le cas à l'ONU, il apparaît judicieux d'investir ce champ inoccupé par les acteurs de la politique nationale. Comme l'affirment Agrikoliansky et ses collègues, la stratégie de la transnationalisation séduit et :

³⁸⁶ cf. Marion Fourcade-Gourinchas et Sarah L. Babb, « The Rebirth of the Liberal Creed: Paths to Neoliberalism in Four Countries », *The American Journal of Sociology*, vol. 108, n° 3, novembre 2002, p. 533-579.

³⁸⁷ Agissant à l'origine dans un rôle strictement consultatif, l'influence des grandes ONG auprès de l'ONU par exemple est aujourd'hui indéniable. Sur ce sujet, cf. Peter Willetts, « From Consultative Arrangements to Partnership: The Changing Status of NGOs in Diplomacy at the UN », *Global Governance*, vol. 6, 2000, p. 191-212; et Peter Willetts (dir.), *The conscience of the world – The influence of Non-Governmental Organisations in the UN System*, Londres, Hurst & Company, 1996.

« on comprend l'empressement de ces militants à considérer l'international, voire le transnational, comme l'avenir du monde et à annoncer le déclin de l'ordre politique étatico-national, au sein duquel ils n'ont justement pas encore leur place³⁸⁸ ».

Enfin, parce que les questions qui touchent les militants altermondialistes sont de nature globale, il semble logique pour ces militants de préférer la stratégie transnationale à une stratégie reposant sur un engagement politique classique confiné à un rôle dont l'action ne peut dépasser la scène nationale. La transnationalisation est donc plus conforme à la configuration globale de la mondialisation et elle facilite aussi, ce qui est par ailleurs non négligeable, la mobilisation d'un plus grand nombre de militants. En tant qu'« espace de rencontre » qui accueille des participants venant des quatre coins du monde, le FSM joue bien entendu un rôle central dans la stratégie de réseautage et de transnationalisation de l'altermondialisme. Comme je le mentionnais au chapitre 1, pour plusieurs, l'altermondialisme désigne d'ailleurs davantage un réseau de réseaux qu'une action collective au sens classique du terme. Le réseautage et la transnationalisation sont donc d'une certaine façon une dimension constitutive de l'altermondialisme.

L'altermondialisme justifie de plusieurs façons le choix de recourir au réseautage et à la transnationalisation. D'abord, et de façon plus stratégique, il soutient que le réseautage facilite les échanges entre les militants. Aussi, les campagnes d'action s'amorcent souvent lors de rencontres internationales où participent des militants de divers réseaux. Ensuite, le réseautage permet aussi la circulation parmi un bassin plus large de militants, de thématiques plus marginales ou encore qui ne sont pas directement liées aux enjeux soulevés par la mondialisation économique. La thématique des paysans sans terre, qui, d'une part concerne somme toute un nombre limité de militants lorsque l'on considère

³⁸⁸ Éric Agrikoliansky, Olivier Fillieule, Nonna Mayer, « Aux origines du mouvement altermondialiste en France », dans Éric Agrikoliansky, Olivier Fillieule, Nonna Mayer (dir.), *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005, p. 34.

l'altermondialisme comme un tout et, d'autre part qui est indirectement liée à l'enjeu central de la mondialisation économique, occupe, malgré cela, une place dans le discours altermondialiste. Le réseautage constitue ainsi une caisse de résonance pour des thématiques émergentes ou périphériques à la mondialisation économique. À l'inverse, le réseautage permet d'accroître l'ancrage de l'altermondialisme chez un réseau plus large de militants et d'organisation plus anciens. Le mouvement altermondialiste peut alors bénéficier du soutien de militants d'expériences. Sa croissance très rapide est d'ailleurs largement attribuable à l'appui dont ont bénéficié les initiateurs du mouvement parmi leurs réseaux militants respectifs. Enfin, l'altermondialisme soutient que c'est en densifiant et en élargissant la portée de son réseau militant qu'il réussira à faire fléchir le pouvoir responsable de la mondialisation économique.

Plus concrètement, sur le plan de l'engagement, le réseautage favorise aussi la mobilisation en imposant aux militants un minimum de contraintes quant à la durée et à la nature de leur relation. En effet, les réseaux sont fluides, ils se créent et se défont de façon beaucoup plus rapide que toute organisation politique classique qui nécessite normalement la mise en place de structures permanentes. Les réseaux étant aussi orientés vers des thématiques spécifiques – ils portent sur un seul sujet à la fois – il est également plus facile d'obtenir l'adhésion des nouveaux membres qui ne sont pas tenus de souscrire à un programme commun. Le militantisme en réseau assure donc davantage le respect de la diversité des opinions des militants qu'une organisation politique classique. Le réseautage répond d'ailleurs parfaitement à cette préoccupation pour le respect de la diversité, que l'altermondialisme exprime également sous la forme du localisme, comme je l'expliquais précédemment. Ainsi, le réseautage permettrait-il à l'altermondialisme de produire une certaine « unité dans la diversité » et de concilier une action globale et le principe de l'engagement individuel et volontaire des citoyens. Le réseau permettrait d'obtenir plus

facilement un large accord en ce que le dénominateur commun qu'il impose est minimal, à l'inverse du programme politique classique. En somme, le réseau et la transnationalisation assureraient le respect de la diversité des opinions des militants, offriraient une grande flexibilité aux actions de l'altermondialisme et permettraient d'obtenir l'adhésion minimale de très nombreux militants à plusieurs causes communes qui s'entrecoupent grâce à la notion parapluie de mondialisation.

Malgré cela, il serait quelque peu erroné de concevoir le réseautage et la transnationalisation comme uniquement des moyens visant à faciliter la mobilisation de militants. Cette double stratégie est aussi l'une des réponses logiques à l'orientation idéologique de l'altermondialisme qui situe l'action politique à l'échelle individuelle du citoyen. Le réseautage permettrait en effet d'agir en commun, mais sur une base non unitaire, sur une base individuelle, essentiellement volontaire et circonstancielle. Dans un document de réflexion sur les stratégies à adopter par Attac, Jean-Pierre Escaffre, membre du Conseil scientifique de l'association, résume d'ailleurs parfaitement ce qui constitue fondamentalement un réseau en insistant sur la dimension individuelle de l'engagement. Le réseau serait, selon lui :

« un ensemble d'entités à décisions autonomes » qui sont liées de « manière volontaire par des intentions fondamentales proches (idéaux, identités, intérêts communs) ; ce volontariat sur de telles bases fondamentales crée des potentiels de solidarité et d'apprentissages collectifs, ce qui en retour pousse à des relations durables » et ; « les entités sont reliées de manière non hiérarchique³⁸⁹ ».

L'action en réseau et la transnationalisation remplacent également la stratégie de confrontation propre aux programmes politiques réformistes du socialisme – où, dans le cadre des élections, la confrontation est pacifique – et révolutionnaire du communisme et

³⁸⁹ Jean-Pierre Escaffre, « Forces et limites des "réseaux" en politique et ailleurs », *Grain de Sable*, n° 525, 14 septembre 2005 [<http://www.france.attac.org/spip.php?action=autoriser&arg=3100>].

qui débouche, de manière générale, sur la violence. Le réseautage et la transnationalisation ainsi que son refus de faire de la politique partisane, permettraient, d'une certaine façon, à l'altermondialisme de critiquer la mondialisation économique sans être amené à se mesurer directement aux responsables de cette politique. Certains militants expliquent les raisons les ayant conduits à adopter cette stratégie de non-confrontation en invoquant la difficulté qu'ils rencontrent à identifier les responsables de la mondialisation économique. Il serait en effet hasardeux d'imputer, à la manière dont le marxisme fait porter à la bourgeoisie la responsabilité des méfaits du capitalisme, la faute de la mondialisation économique à un acteur unique³⁹⁰. C'est d'ailleurs dans ce sens qu'il faut comprendre l'attrait qu'exerce le concept négriste d'Empire chez les militants altermondialistes. Comme « appareil décentralisé et déterritorialisé de gouvernement qui intègre progressivement l'espace du monde entier³⁹¹ », l'Empire exprime sans détour le caractère à la fois omnipotent et désincarné des responsables de la mondialisation économique. Ainsi, ne pouvant identifier l'Empire, toute lutte organisée serait-elle alors vaine, sinon celle menant à l'affirmation, par les citoyens ou encore par la « multitude », de la démocratie à l'échelle de la planète. C'est en gros à cela que milite l'altermondialisme.

Pour conclure, dans un texte dressant le bilan des 12 premières années d'Attac, les rédacteurs de la *Lignes d'Attac* résument parfaitement le programme politique de l'altermondialisme de la façon suivante :

³⁹⁰ C'est pour la même raison que l'altermondialisme préfère ne pas s'afficher anticapitaliste dans la mesure où, non seulement il n'est pas possible d'identifier les responsables de ce système économique, mais aussi parce que, comme l'affirme Dominique Plihon, il « est impossible de savoir ce que sera le post-capitalisme ». Je reviendrai sur cette question au chapitre 5. cf. Dominique Plihon, « L'altermondialisme, version moderne de l'anticapitalisme ? », *Actuel Marx*, vol. 2, n° 44, 2008, p. 34.

³⁹¹ Michael Hardt et Antonio Negri, *Empire*, Paris, Exils, 2000, p. 17.

« Le "+" d'Attac, c'est de combiner trois choses :
- une cible : l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde
- un objectif qui est aussi un moyen : la prise de pouvoir des citoyens sur leur vie, la construction d'une démocratie active
- une méthode : la construction de convergences entre mouvements sociaux, en particulier au sein du mouvement altermondialiste³⁹² ».

Ces cibles, objectifs et méthodes sont une bonne synthèse du citoyennisme par lequel l'altermondialisme propose de combattre la mondialisation économique.

³⁹² « Redonner son dynamisme à l'association », *Ligne d'Attac*, n° 80, février 2010, p. 1 et 4.

CHAPITRE 4

LES ORIGINES DE L'ALTERMONDIALISME

« Renouant avec la tradition eschatologique, les grands récits de la conquête spatiale ouvrent à la notion de “grande famille humaine” un champ d’expansion infini. L’invention des notions de “village global” et de “société globale” dans les années soixante est la résultante d’un cheminement sinueux accompli dans un univers marqué par le manichéisme de la guerre froide. La nécessité de frapper fort prend le dessus sur celle de toucher juste. » (Armand Mattelart, 1999³⁹³)

L'idéologie altermondialiste est le produit des conditions propres à l'époque des années 1990 qui l'ont vue naître. Elle est l'une des conséquences des bouleversements qui agitent alors l'idéologique contemporain. C'est ce que j'entends montrer dans le présent chapitre qui porte sur les origines de l'altermondialisme.

L'apparition de l'altermondialisme marque un tournant dans l'idéologique contemporain. En effet, cette nouvelle idéologie et action collective oblige les militants de

³⁹³ Armand Mattelart, *Histoire de l'utopie planétaire : de la cité prophétique à la société globale*, Paris, La Découverte, 1999, p. 305.

gauche et de centre gauche à se repositionner. Ceux-ci doivent consentir ou non à accepter l'idée que la mondialisation serve désormais de pivot central à leur conception du monde. C'est dans ce contexte, qu'animés d'un large enthousiasme, ce qui détonne dans le paysage militant de l'époque empreint d'une grande morosité, que de nombreux militants joignent les rangs de l'altermondialisme. Ceux-ci voient dans la mondialisation un processus inéluctable et abandonnent les conceptions du monde de la gauche ; ils cessent de dénoncer le capitalisme et accusent alors la mondialisation économique d'être la principale responsable de l'accroissement des injustices et des inégalités sociales. Habités par l'idéal cosmopolite qui sous-tend cette conception du monde, ils souscrivent naturellement au citoyennisme qui leur paraît la solution la plus porteuse. Ces anarchistes, communistes et socialistes cessent de s'afficher comme tels et se présentent dorénavant comme altermondialistes.

Accueillant cette nouvelle forme de militantisme avec plus de circonspection, d'autres militants de gauche déclinent au contraire l'appel de l'altermondialisme. Ils ne se rangent pas à l'opinion selon laquelle la mondialisation économique représenterait un ordre inégalitaire radicalement différent du capitalisme. Ils préfèrent rester fidèles à la conception du monde de la gauche et continuent d'appuyer ses différents programmes politiques. Ils refusent de voir dans les initiatives citoyennes les linéaments d'un monde plus égalitaire et plus juste. Ces anarchistes, communistes et socialistes maintiendront leur engagement idéologique envers la gauche.

Face au désordre dans l'offre politique et idéologique de la fin du siècle, un dernier groupe de militants de gauche est incapable de souscrire à l'une ou l'autre des conceptions du monde de gauche et altermondialiste – la première leur apparaissant désuète, la seconde, peu attrayante – et coupera les ponts avec le militantisme. Ces anciens militants

contribueront alors au mouvement contemporain du déclin de la politique auquel participe le discours sur la mondialisation tel que le soutient le politologue Peter Marden. L'imposition de l'idée que la mondialisation serait inévitable entraînerait en effet le déclin de la politique ou plus précisément serait à l'origine du large mouvement par lequel les forces *antipolitiques* réduisent la sphère publique, empêchent la participation des citoyens et entravent leur capacité à penser et à agir politiquement³⁹⁴.

Aux chapitres précédents, j'ai présenté le paradigme de l'analyse idéologique et j'ai procédé à l'analyse de son premier volet. J'ai exposé ce que sont la conception du monde et le programme politique altermondialistes. Dans le présent chapitre, j'analyserai le second volet : soit quelles ont été les conditions d'émergence de la nouvelle conception du monde, puis de l'idéologie altermondialiste. Dans la première partie, je présenterai le rôle clé du pivot idéologique de la mondialisation dans cette nouvelle conception du monde. Dans la seconde partie, je remonterai à la genèse de l'altermondialisme et j'insisterai sur les deux principales conditions structurelles et conditions idéologiques dont il tire son origine : la fin de la guerre froide et la création d'Internet.

Le pivot idéologique de la mondialisation

La période s'ouvrant avec le nouveau millénaire sera d'abord marquée par la consécration dans tous les discours de la notion de mondialisation. Que le sujet d'un discours touche ou non des questions liées à l'économie mondiale et au commerce international, cette notion se trouve désormais intégrée à tous les discours. Dans ce mouvement, le thème de la mondialisation vient à imprégner la contestation sociale d'où surgit l'altermondialisme comme discours et action collective inédits. Le thème de la

³⁹⁴ Peter Marden, *The Decline of Politics: Governance, Globalization and the Public Sphere*, Burlington, Ashgate Publishing, 2003, p. ix.

mondialisation agira, en d'autres termes, comme le « pivot idéologique » de l'altermondialisme.

Le pivot idéologique de la mondialisation est central à l'apparition de l'altermondialisme et sans celui-ci, l'histoire de cette idéologie ne pourrait être écrite. Ainsi, est-il nécessaire, j'estime, de bien saisir le sens et la portée de cette notion, d'autant plus qu'elle possède pour principale caractéristique le fait d'être quelque peu ambiguë, comme je le soulignais au premier chapitre. Par ailleurs, le pivot idéologique de la mondialisation ne correspond ni à la mondialisation économique, ni à l'autre mondialisation. Même s'il reprend des éléments qui composent ces deux types de mondialisation, celui-ci ne constitue pas spécifiquement une politique économique ou un projet politique, mais représente plutôt l'idée centrale qui traverse toute la pensée altermondialiste. Dans ce sens, ce pivot sert de principal fondement doctrinal qui sous-tend sa conception du monde. D'un point de vue conceptuel, le pivot idéologique de la mondialisation agit, par les effets qu'il entraîne sur le champ des idéologies, en quelque sorte à la manière du visa idéologique que décrit André-J. Bélanger dans *Ruptures et constantes : quatre idéologies du Québec en éclatement* : La Relève, La JEC, Cité Libre et Parti Pris³⁹⁵. Le visa idéologique est une « sorte de sauf-conduit qui permet d'échapper à la sanction de l'orthodoxie. Le visa sert à légitimer une rupture importante dans l'ordre des idées³⁹⁶ ». Toutefois, en plus d'agir comme principe légitimant – ce qui sert à justifier cette rupture –, le pivot idéologique de la mondialisation est aussi, plus profondément, la principale cause de cette rupture. Le pivot idéologique de la

³⁹⁵ André J. Bélanger, *Ruptures et constantes : quatre idéologies du Québec en éclatement* : La Relève, La JEC, Cité Libre et Parti Pris, Montréal Hurtubise HMH, 1977.

³⁹⁶ *Ibid.*, p. 1.

mondialisation *entraîne un tournant* dans l'idéologique des années 1990 et ce tournant trouve dans ce pivot *sa principale justification*³⁹⁷.

D'abord utilisé dans la presse économique des années 1990 pour décrire le processus d'expansion et de conquête des marchés par les multinationales, le concept de mondialisation s'est rapidement diffusé à l'extérieur du champ économique. Comme le rappelle Charles-Albert Michalet, en l'espace de quelques années, il devient « une composante obligée du discours politique³⁹⁸ » et est largement relayé par les médias, puis s'installe bientôt comme sujet d'études en sciences économiques, en sciences sociales et en philosophie. Le monde académique a en effet rapidement été séduit par ce concept « qui exerce une véritable fascination sur les sciences sociales³⁹⁹ ». De nombreux auteurs développeront une réflexion sur le thème de la mondialisation et des écoles ainsi que des programmes d'étude dédiés à ce large phénomène seront créés⁴⁰⁰. Dans leur analyse des aspects sociaux et culturels de la mondialisation, David R. Cameron et Janice Gross Stein justifient la nécessité de ce travail par le fait que la mondialisation serait « un phénomène extrêmement complexe, essentiel à l'existence humaine moderne et au sort du Canada dans

³⁹⁷ Le pivot de la mondialisation désigne la façon dont ces deux types de mondialisation – la mondialisation économique et la mondialisation historique – agissent dans la pensée altermondialiste et la manière dont les altermondialistes se sont servi de ce pivot pour s'imposer sur la scène de l'action collective. Au chapitre 5, je vais compléter cette analyse et ajouter une autre dimension à la pensée altermondialiste : le mythe de la mondialisation imaginaire. Je montrerai comment le pivot de la mondialisation est parvenu sous la forme du mythe de la mondialisation imaginaire dans l'esprit des altermondialistes. De manière synthétique, je dirais que le pivot de la mondialisation a tenu lieu de principale stratégie de positionnement de l'altermondialisme alors que le mythe de la mondialisation est, plus profondément, à l'origine de la pensée altermondialiste.

³⁹⁸ Charles-Albert Michalet, *Qu'est-ce que la mondialisation ?*, Paris, La Découverte, 2002, p. 7.

³⁹⁹ Jean-Sébastien Guy, *L'idée de mondialisation. Un portrait de la société par elle-même*, Montréal, Liber, 2007, p. 35.

⁴⁰⁰ Les exemples sont nombreux. Le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation CEIM est créé en 2000 avec pour mandat d'étudier, « dans une perspective interdisciplinaire, les transformations dans les domaines du droit international, de l'économie internationale, de la sécurité et de la politique étrangère, et ce, à la lumière de la mondialisation. » [<http://www.ceim.uqam.ca/spip.php?article463>]. L'Université d'Ottawa crée en 2008 l'École d'étude de la mondialisation et du développement international et offre des diplômes de premier et second cycle sur ce double thème. L'université offrait déjà, dès 2004, des cours sur le thème de la mondialisation. Son site Internet : www.sciencessociales.uottawa.ca/edim/fra/index.asp.

les prochaines décennies⁴⁰¹ ». Si telle est l'ampleur de la mondialisation, on comprend alors l'empressement des chercheurs à vouloir contribuer à la compréhension de cette notion et pourquoi dans l'esprit de plusieurs, ce phénomène s'est imposé, à la manière d'une simple évidence, comme le trait le plus distinctif de l'époque historique actuelle.

Pour autant, une bonne partie de la gauche refuse de reconnaître que la mondialisation scelle une rupture importante avec l'époque précédente. À ses yeux, la marche du capitalisme n'est pas radicalement différente. Tout au plus, reconnaît-elle qu'il est juste d'affirmer que l'expansion des marchés s'accélère. Ainsi, selon la gauche la mondialisation n'apporterait rien de nouveau sur le plan conceptuel et ne permettrait pas une meilleure description des rapports de domination et des inégalités sociales inhérentes au capitalisme. D'ailleurs, certains penseurs de gauche comme James Petras critiquent cet enthousiasme pour le concept de mondialisation qu'il qualifie péjorativement de « globaloney⁴⁰² ». L'excès de naïveté dont font part ceux qui croient que la mondialisation est inéluctable, les conduiraient à oublier, estime-t-il, les origines de cette politique économique. La mondialisation n'est pas une époque qui est durablement enracinée dans l'histoire universelle, mais elle constitue plutôt et plus simplement le produit de la troisième révolution technologique par laquelle le capitalisme aurait réussi à étendre son emprise. C'est aussi ce que croit Henry Veltmeyer pour qui la mondialisation ne serait pas non plus « une force irrésistible », mais plutôt un moyen qui « sert à justifier l'action des apologistes

⁴⁰¹ David R. Cameron et Janice Gross Stein, *Contestation et mondialisation. Repenser la culture de la communication*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2003, p. 7.

⁴⁰² James Petras, « Globalisation: A Socialist Perspective », *Economic and Political Weekly*, vol. 34, n° 8, 20-26 février 1999, p. 460. Michael Veseth qui consacre un livre entier à ce concept, décrit le « globaloney » de la façon suivante : « est un critique de la rhétorique de la mondialisation: des images vives, des métaphores habiles, et des récits convaincants qui manipulent et faussent notre compréhension du syndrome de la mondialisation. » (p. 2-3.) Ma traduction. Michael Veseth, *Globaloney: Unraveling the myths of Globalization*, Oxford, Rowman & Littlefield, 2005.

et des partisans du système actuel⁴⁰³ ». Pour Petras et Veltmeyer, la mondialisation ne serait donc pas un simple portrait factuel de l'époque actuelle et le simple reflet de l'histoire universelle en marche, mais servirait plus spécifiquement, les desseins de l'ordre idéologique présent dans le maintien de son pouvoir sur la société. L'époque historique de la mondialisation serait un mythe et le projet auquel celui-ci donne corps ne serait pas non plus souhaitable, ni dans le présent, ni dans le futur, contrairement à ce que plaident ses zéloteurs⁴⁰⁴. Ainsi, malgré le large attrait du concept de mondialisation – attrait auquel concourt bien entendu le vide idéologique de l'ère postsoviétique –, pour la gauche, celui-ci ne désignerait aucune nouvelle réalité historique encore moins une sorte de destin inéluctable.

Les fonctions de ce pivot

Le pivot idéologique de la mondialisation occupe, dans la pensée et dans le domaine des idées, plusieurs fonctions importantes.

Premièrement, le pivot idéologique de la mondialisation fait converger vers lui une pluralité de problèmes que ceux-ci soient liés ou non à l'économie politique internationale. La mondialisation est censée décrire l'ensemble des changements contemporains dans les domaines de la politique, de l'économie, de la culture, de l'identité, etc. Elle tiendrait essentiellement son autorité de la large influence qu'elle exercerait sur toutes les sociétés de la planète. En plus d'aggraver de manière plus évidente « l'insécurité économique et les

⁴⁰³ Ma traduction. Henry Veltmeyer, « The Antinomies of Antiglobalization », dans Henry Veltmeyer (dir.), *Globalization and Antiglobalization. Dynamics of Change in the New World Order*, Aldershot, Ashgate, 2004, p. 191.

⁴⁰⁴ En évoquant toujours, bien entendu, l'effet de « percolation » (*trickle-down effect*), soit l'idée que la concentration de la richesse dans les mains d'un petit nombre de personnes profite à terme aux plus pauvres, car cette richesse génère une demande en produits et services qui crée des emplois. Je reviendrai plus en détail au chapitre suivant sur ce qui constitue le « mythe » de la mondialisation et ses effets sur l'idéologique.

inégalités sociales⁴⁰⁵ », la mondialisation économique entraînerait aussi des conséquences négatives dans plusieurs autres domaines. Selon l'altermondialisme, la mondialisation économique intensifierait les inégalités entre les hommes et les femmes :

« Au nord comme au sud, de manière différente et à des degrés divers, les femmes sont gravement affectées par les conséquences de la libéralisation de l'économie. Au premier rang des armes néolibérales, le travail féminin, dont le coût est constamment revu à la baisse, donc la sollicitation toujours plus grande d'une main-d'œuvre féminine pas chère, corvéable à merci, par les grandes firmes transnationales. Cette constante recherche d'un travail féminin dévalorisé accentue et remodèle la division sexuelle du travail, les rapports sociaux, et jusqu'à la place des femmes dans les familles⁴⁰⁶ ».

La mondialisation économique accentuerait la fréquence des guerres :

« La guerre n'a évidemment pas perdu son caractère de "continuation de la politique – et donc de l'économie – par d'autres moyens". Le fait original au cours de ces deux dernières décennies, ou qui du moins a pris les dimensions d'un fait systémique, c'est l'absence de solution de continuité entre l'économie et la guerre. L'économie de prédation qui structure, ou en tout cas accompagne ces guerres, est liée à la domination du néolibéralisme et du capital financier. Elle justifie un peu plus l'expression de *mondialisation impérialiste*⁴⁰⁷ ».

La mondialisation économique entraînerait la dégradation de l'environnement :

⁴⁰⁵ Attac, « Plate-forme du mouvement international "ATTAC" », *Attac International Network* [<http://www.attac.org/fr/whatisattac/plate-forme-internationale>].

⁴⁰⁶ Esther Jeffers et Christiane Marty (coord.), *Quand les femmes se heurtent à la mondialisation*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits livres », 2003, p. 10.

⁴⁰⁷ Italiques dans le texte original. Claude Serfati, « Guerres et militarisme dans la mondialisation », *Attac France*, 13 novembre 2006 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article6750>].

« Depuis plus de deux décennies se multiplient les naufrages de navires chargés de pétrole brut, de fioul lourd ou de produits chimiques divers. Des pollutions sévères se produisent, provoquant atteintes à l'environnement et crises dans les activités économiques liées à la mer et aux côtes : pêche, ostréiculture, tourisme.[...] [Or] le commerce mondial des biens s'est accru d'une manière spectaculaire depuis 50 ans. L'augmentation du trafic maritime international en est le moyen et le reflet. Ce secteur économique utilise environ 38 000 navires de plus de 300 tonneaux et occupe 930 000 marins. Sur la durée, on constate cependant que les exportations ont augmenté beaucoup plus vite que la production mondiale (4 fois plus vite pour la période 1990-1997)⁴⁰⁸ ».

En raison de l'étendue et de la gravité des conséquences de la mondialisation économique, l'altermondialisme érige alors la lutte contre cette politique économique, comme la solution la plus adaptée au contexte d'aujourd'hui, ce qui résume parfaitement tout le combat qu'il poursuit.

Deuxièmement, le pivot idéologique de la mondialisation est concurrentiel. Par l'entremise de la conception du monde auquel il donne corps, il soumet à sa concurrence les conceptions du monde rivales que partagent les autres idéologies. Les autres conceptions du monde de la gauche et de la droite se trouvent alors d'une certaine façon déclassées par le thème de la mondialisation qui semble mieux cerner l'époque actuelle. C'est donc en imposant la mondialisation dans tous les discours que le libéralisme aurait contribué à la rapide ascension du néolibéralisme puis de l'altermondialisme.

Le processus de déclassement des autres conceptions du monde est complexe. C'est en effet une série de conditions idéologiques et structurelles qui permet à la notion de mondialisation de s'imposer avec tant de vigueur. Toutefois, au-delà de ces conditions qui ont agi comme contexte propice à l'apparition de celle-ci et qui ont facilité son ancrage dans la pensée contemporaine, sur lesquelles je me pencherai dans un instant, il convient de

⁴⁰⁸ Attac France, « Le transport maritime : un exemple de la mondialisation libérale », *Attac France*, 29 juin 2003 [<http://www.france.attac.org/articles/le-transport-maritime-un-exemple-de-la-mondialisation-lib-rale>].

ramener le succès de la mondialisation au principal mode opératoire que ses partisans adoptent, que ceux-ci soient altermondialistes ou néolibéraux : présenter la mondialisation comme un phénomène historique inéluctable. Bien entendu, de nombreux penseurs, ne s'associant pas nécessairement à l'une ou l'autre des idéologies mondialistes, prêteront aussi leur appui à cette stratégie en donnant crédit à cette idée dans leurs travaux de recherche. C'est par exemple le cas du sociologue Zigmunt Bauman qui affirme que la mondialisation serait un fait, c'est pourquoi, doit-elle alors « être adoptée comme une loi indiscutable⁴⁰⁹ ». Thomas L. Friedman soutient pour sa part que « la dynamique d'expansion de la mondialisation économique est tellement forte, que sa consolidation à travers le monde est inévitable⁴¹⁰ ». Pour Manfred B. Steger, la mondialisation serait aussi un phénomène « inévitable et irréversible⁴¹¹ ». Tel un dogme dont la vérité est incontestable, c'est en effet en se présentant comme tel dans le domaine des sciences sociales et plus particulièrement en économie, mais aussi en sociologie, que la mondialisation va s'imposer plus largement sur l'idéologique de notre époque. Bien entendu, parmi ceux acceptant le cadre indépassable de la mondialisation, ils seront nombreux à se joindre à l'altermondialisme.

Les conséquences de ce pivot

Le succès que rencontre le pivot idéologique de la mondialisation entraîne des conséquences idéologiques et politiques importantes. Ce pivot conduit les militants, mais aussi les chercheurs de l'altermondialisme, comme je le mentionnais au chapitre 1, non seulement à ignorer la portée idéologique de la notion de mondialisation, mais aussi à

⁴⁰⁹ Zigmunt Bauman, *Le coût humain de la mondialisation*, Hachette, Paris 1999.

⁴¹⁰ Ma traduction. Thomas L. Friedman, *The World Is Flat: A Brief History of the Twenty-first Century*, New York, Farrar, Strauss and Giroux, 2005, p. 204-205.

⁴¹¹ Manfred B. Steger, « Globalization and Ideology », dans George Ritzer (dir.), *The Blackwell Companion to Globalization*, Malden, MA, Blackwell Publishing, 2007, p. 371.

consolider leur adhésion à la thèse de la faillite des idéologies. Dans la mesure où aucune idéologie n'avait anticipé la mondialisation, ceux-ci doutent en effet de leur pertinence, d'autant que la fin de l'URSS et de ce qui semble correspondre aussi à la mort de l'idéologie communiste, voir des idéologies de gauche dans leur ensemble, ajoute facilement crédit à cette idée. Puisque comme la thèse de la fin des idéologies se présente elle aussi comme une fatalité historique, ils croient alors nécessaire de restructurer l'organisation économico-politique selon l'axe unique de la mondialisation, comme chacun le propose avec les nuances qui conviennent, l'altermondialisme et le néolibéralisme. Ainsi, quoique les chercheurs et militants de l'altermondialisme proposent de montrer que la mondialisation économique n'est pas inéluctable – en dénonçant le mensonge de la « *there is no alternative* » des années 1980 et de la « pensée unique » – tous souscrivent néanmoins à l'idée que la mondialisation, expurgée de son pan économique, est non seulement un phénomène désirable, mais plus encore, quelque chose contre lequel l'homme ne peut rien. Ils adhèrent en quelque sorte, comme je l'ai montré au chapitre précédent, à l'idéologie dominante qui présente la mondialisation comme un fait accompli et participent, par cet appui, à consolider cette conception du monde avec toutes les conséquences idéologiques que cela entraîne⁴¹².

Sur le plan politique, le pivot idéologique de la mondialisation oblige les militants à mettre à jour les schémas explicatifs qu'ils utilisent comme clé de lecture des injustices et des inégalités sociales. C'est ainsi que la problématique générale du tiers-monde se trouve alors totalement intégrée à la mondialisation économique. Les problèmes de la pauvreté des pays du Sud trouvent désormais leurs origines dans la mondialisation économique. « La famine est le résultat d'un processus de restructuration en "marché libre" de l'économie

⁴¹² Conséquences que j'aborderai au chapitre 5 lorsque je situerai l'altermondialisme par rapport à la gauche et au libéralisme.

mondiale qui prend ses assises dans la crise de la dette du début des années 1980⁴¹³ », telle est le constat que dresse par exemple Michel Chossudovsky. Les problèmes liés à la dégradation de l'environnement se trouvent aussi liés à la mondialisation. Comme le soutiennent les auteurs du fascicule « La mondialisation de quoi, comment, pour qui ? » :

« À cause de la déréglementation des marchés et à cause de la surenchère engagée entre gouvernements pour attirer à tout prix l'investissement étranger, nous assistons présentement à une surexploitation des richesses naturelles renouvelables et non renouvelables, de même qu'à une forte détérioration de l'environnement⁴¹⁴ ».

Le pivot idéologique de la mondialisation entraîne donc des conséquences sur la façon dont les militants d'aujourd'hui articulent leur critique sociale. C'est ce que soutient Manfred B. Steger, dans un débat qu'il engage avec Michael Freeden, lorsqu'il affirme que la mondialisation n'est pas seulement :

« un ensemble d'idées et de convictions politiques cohérent pour justifier le statut d'une nouvelle idéologie, mais elle représente également l'idéologie dominante de notre temps contre lequel l'ensemble de ses opposants doivent se définir eux-mêmes⁴¹⁵ ».

C'est d'ailleurs non sans ironie, que Zaki Laïdi soutient que l'apparition de la thématique de l'« anti » mondialisme avait contribué à l'idée que la mondialisation existait bel et bien comme nouvelle phénoménologie du monde⁴¹⁶. Ainsi, non seulement serait-elle porteur d'importants changements s'opérant au niveau de la politique et de l'économie, mais, en outre, la mondialisation économique modifierait aussi la composition de

⁴¹³ Michel Chossudovsky, « La famine mondiale », *CADTM*, 1^{er} juin 2008 [<http://www.cadtm.org/La-famine-mondiale>].

⁴¹⁴ Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), « La mondialisation de quoi, comment, pour qui ? », *Site du RQIC*, juin 1999 [<http://www.rqic.alternatives.ca/fr-corrige%20E9/texte/pourquoi.htm>].

⁴¹⁵ Manfred B. Steger, « Ideologies of globalization », *Journal of Political Ideologies*, vol. 10, n° 1, 2005, p. 12.

⁴¹⁶ Zaki Laïdi, « La mondialisation comme phénoménologie du monde », *Projet*, n° 262, 2000, p. 41-48.

l'idéologique de l'époque actuelle en faisant émerger une nouvelle idéologie condensant en elle la critique sociale de la mondialisation.

Le pivot idéologique de la mondialisation entraînerait aussi d'importantes conséquences sur la recherche.

Premièrement, les militants et les analystes de l'altermondialisme, et plus largement les chercheurs des sciences sociales, ne cherchent pas à montrer que le processus de mondialisation est, contrairement à ce que soutiennent l'altermondialisme et le néolibéralisme, un phénomène réellement historique, soit un processus opérant sur le long terme, mais bien davantage l'élément clé d'une stratégie politique libérale mise au point durant les années 1970-1980. En introduisant cette notion dans la théorie, ils tiennent alors pour acquis que la mondialisation serait un phénomène irréversible et naturel. Ils font alors le jeu des promoteurs de la mondialisation économique qui présentent la mondialisation au sens large du terme comme nulle autre chose qu'une « sorte de force naturelle, comme le climat ou la gravité », ce qui leur permet de convaincre les gens « qu'ils doivent s'adapter à la discipline du marché s'ils veulent survivre et être prospères⁴¹⁷ ». Puisque ces chercheurs contribueraient à naturaliser la mondialisation, la société pourrait dès lors encore moins facilement échapper à sa « fatalité ».

Deuxièmement, le pivot idéologique de la mondialisation interdit aussi aux chercheurs de bien comprendre le rapport entre mondialisation et altermondialisme. À nouveau, la mondialisation constitue la cause déterminante de l'altermondialisme et ses militants se rallient avant tout à bloquer la mondialisation économique. Toutefois, contrairement à ce qu'affirment les chercheurs de l'altermondialisme, l'histoire de la

⁴¹⁷ Ma traduction. Manfred B. Steger, « Globalization and Ideology », dans George Ritzer (dir.), *The Blackwell Companion to Globalization*, Malden, MA, Blackwell Publishing, 2007, p. 372.

mondialisation s'est d'abord et surtout écrite à l'extérieur de l'altermondialisme et du champ de l'action collective. En effet, ce n'est pas l'altermondialisme qui invente ou du moins qui formalise la notion de mondialisation en lui greffant une série de problématiques, c'est plutôt le libéralisme qui, à partir des années 1990, l'utilise avec succès dans son discours dans le dessin précis d'étendre son influence sur l'idéologie contemporain. La mondialisation est donc d'abord née chez le libéralisme, en fait plus précisément chez les cosmopolites libéraux, pour ensuite s'insérer dans l'altermondialisme. Le succès de l'altermondialisme tient alors surtout au fait qu'en axant, dès sa naissance, tout son discours autour de la mondialisation, il tire avantage du large attrait dont cette notion bénéficiait déjà au sein de la population en général, en raison des efforts déployés dans ce sens par le libéralisme quelques années auparavant. Ainsi, le succès de l'altermondialisme tient à ce qu'il propose tout simplement une fabrication idéologique infiniment plus désirable du concept de mondialisation qui serait aujourd'hui plébiscité par nombre de militants et citoyens. Ce pivot idéologique occupe donc une fonction beaucoup plus large que la façon dont les chercheurs de l'altermondialisme conçoivent la mondialisation, comme si cette notion se confondait simplement avec l'observation empirique et par conséquent neutre de la société actuelle. Voilà pourquoi il faut, pour bien comprendre l'altermondialisme, remonter la genèse idéale de la mondialisation.

Troisièmement, le pivot idéologique de la mondialisation empêche aussi les chercheurs de l'altermondialisme de bien comprendre pourquoi l'altermondialisme se manifeste si brusquement à une époque qui coïncide pourtant au dépérissement général de l'action collective⁴¹⁸. De rapporter l'émergence de l'altermondialisme à la thèse de la cyclicité du militantisme et de la transnationalisation (Sydney Tarrow) est l'une des façons

⁴¹⁸ Jacques Ion montrera d'ailleurs que cette période correspond aussi à la fin du modèle associatif traditionnel et à la spécificité française de l'acte d'association. cf. Jacques Ion, *La fin des militants ?*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1997.

d'aborder cette problématique⁴¹⁹. Toutefois, celle-ci n'est pas totalement conforme à la réalité de l'évolution idéologique des dernières années. La thèse de la transnationalisation des mouvements sociaux pour expliquer l'émergence de l'altermondialisme n'accorde pas non plus assez d'importance à certains éléments structurels qui ne sont pas liés à la mondialisation ou à l'échelle internationale et en premier lieu aux facteurs idéels⁴²⁰. Ainsi, les travaux sociologiques reprenant ou non cette thèse négligent de reconnaître le rôle clé qu'ont pu jouer certains facteurs extérieurs au champ de l'action collective dans l'apparition de l'altermondialisme et pour cette raison, les conclusions auxquelles ils arrivent sont en partie inexactes. Pour bien comprendre l'émergence de l'altermondialisme, il faut reconnaître que l'évolution dont il est le produit ne s'est pas opérée en vase clos, soit au sein du seul champ de l'action collective. L'altermondialisme est le produit d'une combinaison de conditions structurelles extérieures domaine des idéologies; et de conditions idéologiques partiellement liées à ce dernier, que seule, en définitive, regroupait l'époque de la fin des années 1990. Ainsi, les travaux de la sociologie et de l'histoire de l'action collective permettent-ils alors simplement d'identifier les premiers moments où s'expriment, dans le champ de l'action collective, la notion de mondialisation et les prémisses de ce qui constituera l'antimondialisme, puis l'altermondialisme. Ils ne peuvent par contre pas bien expliquer les raisons de l'émergence de cette idéologie.

Pour illustrer plus clairement ce problème que je qualifierais « de l'analyse en vase clos », reprenons l'idée de l'erreur de circularité que relevaient Agrikoliansky, Fillieule et Mayer que j'ai présenté au chapitre 1. Ceux-ci soutenaient que la thèse présentant

⁴¹⁹ cf. entre autres, Sidney Tarrow, *Power in Movement: Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.

⁴²⁰ C'est par exemple une critique dans ce sens que formulent aussi Marco Giugni, Marko Bandler et Nina Eggert de la thèse de Tarrow soit qu'elle minimiserait l'importance des idées dans l'analyse des conflits transnationaux. cf. Marco Giugni, Marko Bandler et Nina Eggert, « The Global Justice Movement. How Far Does the Classic Social Movement Agenda Go in Explaining Transnational Contention? », *UNESCO. Civil Society and Social Movements Programme*, Papier n° 24, juin 2006, p. 3

l'altermondialisme comme le produit des mutations de l'économie capitaliste reposait sur un « raisonnement circulaire selon [lequel] la contestation de la mondialisation serait causée... par la mondialisation⁴²¹ ». Selon eux, la mondialisation économique ne pouvait pas avec été la cause de l'émergence de l'altermondialisme. Ainsi, cherchent-ils à trouver des indices de son émergence non pas dans le domaine de l'économie politique, mais dans la sphère des militantismes des années précédant l'apparition de l'altermondialisme. Or, comme je l'ai présenté au chapitre 1, je conteste en bonne partie cette hypothèse. D'une part, tout comme le communisme, c'est-à-dire l'idéologie qui dénonce le capitalisme pour sa nature profondément inégalitaire, est apparu *environ au même moment que* ce système économique, l'altermondialisme pourrait aussi être apparu d'une part, en réaction non pas au capitalisme, mais de la mondialisation économique puisque ce serait désormais elle qui concentrerait les injustices et les inégalités sociales du monde d'aujourd'hui. La mise en œuvre de la politique de la mondialisation économique vers la fin des années 1980, aurait entraîné l'émergence d'un nouveau militantisme hostile à cette politique et qui épouse la forme de l'altermondialisme à partir de la fin des années 1990. D'autre part, cette nouvelle contestation serait elle-même conditionnée par le contexte idéologico-politique de l'époque. Elle serait, en d'autres termes, un appel à la *radicalisation* des idées maîtresses qui accompagne la nouvelle conception du monde « mondialiste » que le libéralisme a réussi à imposer à partir des années 1980-1990. Le libéralisme propose la mondialisation, nous proposons une mondialisation plus complète, plus radicale et plus humaine ; voilà ce que pensent les militants altermondialistes, car ils sont déçus non pas de voir apparaître la « mondialisation », au contraire ils s'en réjouissent, mais de constater que celle-ci reste inachevée. Ainsi, pour revenir au problème qu'avaient identifié Agrikoliansky et ses collègues, il est donc juste de déceler une erreur dans la logique qui établit un lien causal

⁴²¹ Éric Agrikoliansky, Olivier Fillieule et Nonna Mayer (dir.), *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005, p. 23.

entre la mondialisation et l'altermondialisme, toutefois, celle-ci ne tient pas d'un raisonnement qui serait circulaire, mais relève plutôt d'une certaine analyse tronquée, car elle refuse de faire endosser à l'altermondialisme et à la mondialisation une paternité idéologique commune.

À nouveau, les idéologies naissent lorsque des événements modifient le registre des conceptions du monde sur lequel celles-ci se fondent. Elles apparaissent, suite à un *tournant* qui altère la composition de ce registre et qui bouleverse alors les idéologies et qui entraîne l'émergence d'une nouvelle conception du monde et d'une nouvelle idéologie. Ainsi, les idéologies sont toujours situées historiquement, car elles sont le prolongement dans le domaine des idées, des enjeux politiques et économiques qui traversent l'époque où elles voient le jour. Conséquemment, toute transformation importante dans le domaine de l'économie politique modifie nécessairement la composition des champs de l'action collective et de la critique sociale, car ces derniers expriment l'idéologique de leur époque. Ces champs ne sont donc pas autonomes vis-à-vis de l'idéologique, contrairement à ce que laissent entendre de nombreux sociologues et historiens de l'action collective notamment par l'indifférence dont ils font preuve pour cette question, mais entretiennent plutôt un rapport dialectique.

Quatrièmement, par voie de conséquence, le pivot idéologique de la mondialisation amène les chercheurs et les militants à ne pas apercevoir la grande proximité idéologique du discours favorable à la mondialisation économique et du discours centré sur une « autre » mondialisation. Alors que du point de vue des militants, surtout pour ceux s'affichant anarchistes, communistes et socialistes, cette proximité est un lieu commun, une majorité de chercheurs de l'altermondialisme semblent nier ce constat puisqu'ils tournent le dos à l'analyse idéologique de l'altermondialisme. Comme je le montrerai au chapitre

suivant, là se trouve pourtant, dans cette proximité, la difficulté la plus importante à laquelle est confronté l'altermondialisme : parce qu'il est né du sérail libéral, il serait essentiellement incapable de formuler une critique sociale non libérale de l'ordre établi. Ainsi, bien que l'altermondialisme ait réussi à renouveler la critique sociale, celle-ci est profondément imprégnée de l'idéologie au pouvoir.

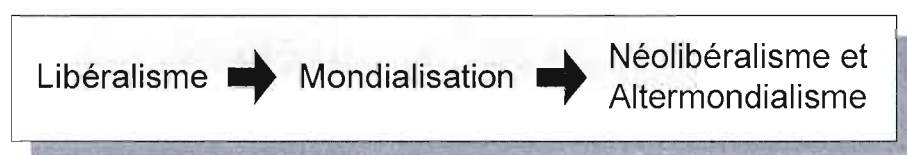
Le succès du pivot idéologique de la mondialisation tient lui-même à quelques facteurs. Sur le plan sociologique, le caractère très diversifié des origines des militants prenant part aux premières mobilisations altermondialistes va contribuer à orienter vers l'international, donc vers le large thème de la mondialisation, le développement de la pensée altermondialiste. Comme l'a montré Boris Gobille, c'est en bonne partie le profil même des militants qui fera d'eux des « activistes transnationaux⁴²² ». Le fait que les dirigeants les plus actifs des grandes organisations de l'altermondialisme « aient un fort parcours militant et des expériences internationales⁴²³ » concourt aussi certainement à ce que la pensée de l'altermondialisme s'amorce autour de l'inévitabilité de la mondialisation. Sous un angle idéologique, le « succès » des premières politiques d'ouvertures des marchés mises en place en Amérique latine à partir des années 1970 et suivant le travail de lobbying et de noyautage mené efficacement par les économistes de Chicago auprès des institutions économiques internationales et des gouvernements où le parti au pouvoir se montrait idéologiquement plus réceptif à ce genre de politiques, participe aussi à faire accepter, une décennie plus tard, la mondialisation à l'extérieur de ce continent. Internet, comme je le montrerai plus bas, permet aussi de populariser le concept de mondialisation qui profite largement de la conjoncture idéologique où la trajectoire de l'histoire qui s'était amorcée 45

⁴²² Boris Gobille, « Les altermondialistes : des activistes transnationaux ? », *Critique internationale*, vol. 27, avril-juin 2005, p. 131-145.

⁴²³ Odaci Luiz Coradini, « Les participants et les organisateurs du Forum social mondial : la diversité du militantisme », *Cultures & Conflits*, n° 70, été 2008, p. 164.

ans auparavant vient de se clore. Enfin, le succès du libéralisme contemporain qui aurait triomphé de tous ses ennemis conforte l'idée que la mondialisation doit constituer l'évidence d'une vérité. En délaissant l'étude des idéologies et des idées, les chercheurs de l'altermondialisme agissent alors en quelque sorte comme les gardiens du *mythe* de la mondialisation, sur lequel je reviendrai au chapitre suivant. Cette adhésion fait nécessairement obstacle à leur compréhension de l'altermondialisme et, par extension, participe aussi, d'une autre façon, à assurer l'ancrage du libéralisme sur la société contemporaine.

La mondialisation joua donc un rôle clé dans l'émergence de l'altermondialisme. Il convient toutefois d'insister sur le fait qu'elle n'en est pas pour autant la cause – ce n'est pas la mondialisation qui donna naissance à l'altermondialisme –, mais constitue le pivot idéologique, tel un outil, par lequel le libéralisme réussira à s'imposer à travers l'altermondialisme comme nouvelle idéologie mondialiste. En d'autres termes, ce qui lie libéralisme, mondialisation, néolibéralisme et altermondialisme se résume par la proposition élémentaire suivante :



Aux origines de l'altermondialisme

Tournons-nous maintenant vers l'altermondialisme afin de retracer les origines de cette idéologie à l'aide de la même grille de l'analyse idéologique. Comme je l'ai montré au premier chapitre, les deux principales hypothèses quant aux origines de l'altermondialisme – voulant qu'il soit une réaction à la mondialisation économique ou encore l'héritier des militantismes passés –, ne permettent pas de bien identifier ses facteurs d'émergence les

plus déterminants. L'altermondialisme n'est pas le simple produit de la mondialisation, ni même l'aboutissement des vagues antérieures de contestations sociales, mais représente bien plus le corollaire de l'évolution récente du libéralisme comme idéologie dominante. C'est précisément du côté de l'idéologique et de certaines conditions structurelles liées au contexte des années 1990 qu'il faut déterminer la provenance de l'altermondialisme qui est inséparable du parcours qu'emprunte le libéralisme contemporain.

La fin de la guerre froide comme condition idéologique

La période qui précède l'émergence de l'altermondialisme est marquée par un événement directement lié au destin de l'altermondialisme : la chute du Mur de Berlin. Novembre 1989 et la série d'événements qui s'enclencheront par la suite – La Révolution de velours en Tchécoslovaquie (novembre-décembre 1989), la réunification de l'Allemagne (octobre 1990), la dissolution de l'URSS (décembre 1991) – auront des prolongements importants sur l'idéologique de cette époque. La fin de la guerre froide constitue la principale condition idéologique d'émergence de l'altermondialisme.

Le déclin de la gauche

De manière la plus apparente, le communisme, mais aussi la gauche en général, devra porter tout le discrédit de l'expérience soviétique. L'échec « politique » de l'URSS en viendra à signifier l'échec « idéologique » de la famille idéologique de la gauche. La fin du soviétisme n'aurait pas seulement entraîné le bolchevisme avec lui, mais aurait plongé la gauche en général et le communisme en particulier dans un brusque abattement⁴²⁴. La fin

⁴²⁴ Roger Martelli, « L'héritage du stalinisme », dans Denis Berger, Roger Martelli, Michèle Riot-Sarcey, Francis Sittel et Pierre Zarka, *Révolution, les impensés d'un héritage*, Paris, La Dispute, coll. « Comptoir de la politique », 2009, p. 114.

de la guerre froide incarnera aussi la « capitulation idéologique des ex-intellectuels de gauche⁴²⁵ ». Une partie de la gauche ne sera désormais plus en mesure d'alimenter sa propre réflexion par-delà de l'échec du socialisme réellement existant. Comme signe des temps troubles qui frappent la gauche, des changements importants toucheront aussi les partis politiques de gauche. Les partis communistes subiront de larges déconvenues électorales. Pour Roger Martelli qui étudie l'évolution des résultats électoraux du PCF, « l'affaissement est généralisé⁴²⁶ ». Aux législatives françaises de 1968, le parti avait obtenu 20.0 % des suffrages exprimés. En 1978, il récolte 17.62⁴²⁷ %; en 1986, 9.78 % et en 2002, l'appui des électeurs au PCF chute à 3.65 %. Certes, il faudra peut-être attendre 2002, comme le soutient Marc Lazar, pour que l'« acte de décès⁴²⁸ » du PCF soit signé, il reste que l'année 1989 s'annonce comme un long « chemin de croix⁴²⁹ ». C'est ainsi que pour plusieurs, 1989 semble réellement clore la trajectoire historique de la gauche qui s'était ouverte en 1917.

Plusieurs partis politiques communistes seront aussi soit dissous, soit incorporés à d'autres partis politiques plus centristes. Le Parti communiste italien (PCI) disparaît en janvier 1991. En 1992 d'anciens militants trotskystes et marxistes-léninistes fondent à Genève le parti solidaritéS. En 2002, le Québec accueille un nouveau parti politique : l'Union des forces progressistes (UFP), regroupant le Parti communiste du Québec (PCQ), le Rassemblement pour l'alternative progressiste (RAP), le Parti de la démocratie socialiste

⁴²⁵ James Petras, « Globalisation: A Socialist Perspective », *Economic and Political Weekly*, vol. 34, n° 8, 20-26 février 1999, p. 460.

⁴²⁶ Roger Martelli, « La crise d'identification de la gauche française », *Nouvelle Fondation*, vol. 3, n° 7-8, 2007, p. 74.

⁴²⁷ Marc Lazar, « La gauche communiste plurielle », *Revue française de science politique*, vol. 49, n° 4-5, 1999, p. 698.

⁴²⁸ Marc Lazar, *Le communisme, une passion française*, Paris, Perrin, 2002.

⁴²⁹ C'est à l'aide de cette expression que Yves Santamaria désigne la période qui débute en 1989 pour le PCF. Yves Santamaria, *Histoire du Parti communiste français*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 1999, p. 96.

(PDS)⁴³⁰. Des militants de gauche radicale allemands fondent *Die Linke* en juin 2007. Enfin, des militants autour d'Olivier Besancenot (ancien dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire [LCR]) créent en France en février 2009 le Nouveau parti anticapitaliste (NPA). Il est clair qu'en 1989, la gauche fait désormais face à une « saison moins favorable » que celle dont elle a profité durant les années 1960⁴³¹. Pour Michel Vakoulis et ses collègues, 1989 marquerait « la fin lucide d'un déterminisme béat et dangereux, mais aussi la perte de sentiment d'être une force motrice capable de maîtriser le cours des choses⁴³² ». La fin de la guerre froide correspondrait à « son déclin et sa mutation », comme le montrent Luke March et Cas Mudde dans leur analyse de la gauche radicale⁴³³. Autrement dit, 1989 marquerait le net déclin de la gauche comme force politique réelle.

C'est d'ailleurs un sentiment que partagent nombre de militants altermondialistes.

Ainsi, pour Christophe Aguiton :

« La crise des organisations du mouvement ouvrier, de la gauche en général, fut aussi, et c'est peut-être le plus important, une crise idéologique, une crise de perspective. Les trois grandes réponses idéologiques de l'après-guerre sont entrées en crise dans la même période⁴³⁴ ».

C'est également ce que croit Bernard Cassen, lorsqu'il affirme, dans un texte polémique, dans la mesure où par celui-ci il cherche à positionner l'altermondialisme par rapport à la gauche, que « les grands mouvements émancipateurs du XX^e siècle, la social-

⁴³⁰ L'UFP fusionnera en février 2006 avec le mouvement politique Option citoyenne pour former le parti politique Québec solidaire.

⁴³¹ Maurice Lagueur utilise l'expression « saison favorable » pour décrire le contexte des années 1960 dans lequel la gauche occupait le haut du pavé idéologique. Maurice Lagueur, *Le marxisme dans les années soixante. Une saison dans l'histoire de la pensée critique*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH, 1982.

⁴³² Michel Vakoulis, Jean-Marie Vincent et Pierre Zarka, *Vers un nouvel anticapitalisme. Pour une politique d'émancipation*, Paris, Éditions du Félin-Kiron, coll. « Questions d'époque », 2003, p. 70.

⁴³³ Luke March et Cas Mudde, « What's Left of the Radical Left? The European Radical Left After 1989: Decline and Mutation », *Comparative European Politics*, vol. 3, 2005, p. 24.

⁴³⁴ Christophe Aguiton, *Le monde nous appartient. Porto Alegre, Florence, Évian : les acteurs d'une autre mondialisation*, Paris, Éditions Plon, 2001, p. 15.

démocratie et le communisme semblent avoir épuisé leur force propulsive et perdu leur assise populaire⁴³⁵ ». Idem pour Gustave Massiah qui dans ces conditions, appelle les militants à « faire le deuil du keynésianisme et du soviétisme » afin de « dépasser [leurs] contradictions⁴³⁶ ». Le conseil scientifique d'Attac France reconnaît aussi que l'altermondialisme est partiellement né de la période d'après 1989 s'étant soldée par l'échec de la gauche. Ainsi, Attac serait une réaction « aux offensives multiformes du néo-libéralisme, dans un contexte marqué par le vide politique laissé par l'effondrement du modèle "socialiste réel" qui se présentait comme alternatif au capitalisme de marché⁴³⁷ ». Enfin, Pierre Khalfa soutient aussi que l'altermondialisme serait né de la défaite sociologique et idéologique du mouvement ouvrier et qu'il devrait donc se construire « sur de nouvelles bases⁴³⁸ ».

Avec l'échec de l'URSS, la gauche devra, selon les chercheurs et les militants de l'altermondialisme, revoir les fondements de sa pensée afin de prendre ses distances avec l'expérience soviétique. C'est dans ce contexte d'une gauche en phase déclinante que l'altermondialisme émergera. Comme le soutient Eddy Fougier, le « nouveau contexte caractérisé par la mondialisation, la fin de la guerre froide et de l'expérience soviétique, la domination des idées libérales, et la crise du tiers-mondisme⁴³⁹ » conduira nombre de militants de gauche à adopter l'altermondialisme. Certains anciens communistes, socialistes et anarchistes, mais aussi de nouvelles recrues en politique, seront séduits par le discours

⁴³⁵ Bernard Cassen, « Socialistes et communistes ont épuisé leur force propulsive », *Le Figaro*, 8 octobre 2003, p. 6.

⁴³⁶ Gustave Massiah, « Le Forum social mondial pour dépasser les contradictions », Colloque *Altermondialisme et post-altermondialisme*, Paris, 26 janvier 2008 [<http://medelu.org/spip.php?article45>].

⁴³⁷ Conseil scientifique d'Attac France, « Nouvelle étape : Attac dans le mouvement altermondialiste », *Attac France*, 2 décembre 2004 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article3731>].

⁴³⁸ Pierre Khalfa, « Le mouvement altermondialiste, nouveau mouvement d'émancipation », *Attac France*, mai 2004 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article2898>].

⁴³⁹ Eddy Fougier, *L'altermondialisme*, Paris, Le Cavalier bleu, coll. « Idées reçues », 2008, p. 58.

fort critique de l'altermondialisme. Le principal attrait de ce discours résiderait dans le fait qu'il apparaît plus actuel que tout autre discours politique et qu'en cela il semble porteur de nombreuses potentialités.

Le vide idéologique des années 1990

Deuxièmement, la fin de la guerre froide engendre aussi un revirement des perspectives idéologiques. L'époque s'annonce enfin affranchie des idéologies, du moins, pour ceux dont le jugement est moins sévère, elle devrait être moins marquée par les antagonismes que celles-ci alimentent. Un vide idéologique planerait désormais partout en Occident. La « mollesse idéologique des débats contemporains⁴⁴⁰ » contraste en effet avec l'âpreté des antagonismes idéologiques de la période précédant l'effondrement de l'URSS. Ainsi, non seulement la fin de la guerre froide nous forcerait à devoir chercher la « nouvelle cartographie géopolitique » du monde, comme le soutient John Lewis Gaddis, recherche qui conduira par ailleurs Samuel Huntington à défendre la thèse du choc des civilisations, mais elle obligerait aussi la gauche à reprendre son aplomb et à redéfinir son socle idéologique⁴⁴¹. Le discrédit qui frappe les idéologies de gauche et la « fin » des idéologies permettront alors à la thématique de la mondialisation de s'imposer sans rivale comme nouvelle conception du monde et ainsi exercer sa domination. À nouveau, en l'espace de quelques années, la mondialisation deviendra la composante incontournable de tous les discours que ceux-ci logent à droite ou à gauche. Le libéralisme comme principal artisan de la mondialisation, ne trouvant plus d'adversaire sérieux à affronter, consolidera l'élargissement de son influence sur l'idéologique contemporain. La période de la fin de la

⁴⁴⁰ Pierre-Olivier Monteil, « Interpeller la pensée unique », *Autres Temps*, vol. 68, hiver 2000-2001, p. 4.

⁴⁴¹ John Lewis Gaddis, « Toward the Post-Cold War World », *Foreign Affairs*, vol. 70, n° 2, printemps 1991, p. 103; et Samuel P. Huntington, « The Clash of Civilizations? », *Foreign Affairs*, vol. 72, n° 3, été 1993, p. 22-49.

guerre froide coïnciderait alors comme le soutient Alain Touraine, à « la fin de la représentation révolutionnaire de l'histoire », mais aussi au « retour de la pensée libérale et cela même dans un pays comme la France où elle avait longtemps été marginalisée et considérée avec mépris au moment où l'idée de révolution triomphait⁴⁴² ». 1989 marquerait donc à la fois le triomphe indiscutable du libéralisme sur les autres idéologies et le déclin de ces dernières plus particulièrement de la gauche.

L'altermondialisme émergera dans cette double conjoncture d'un vide idéologique et d'une gauche abandonnée à sa misère. Il tentera de fournir un second souffle à la critique sociale en réorientant celle-ci autour du thème de la mondialisation. Le succès qu'il rencontre sur le terrain de l'action collective permettra, en outre, aussi d'actualiser certains engagements plus marginaux au sein de la large famille de gauche comme le tiers-mondisme et comme c'est le cas en France, de certaines formes de militantismes syndicaux autonomes⁴⁴³. En centrant toute sa critique sociale autour de la mondialisation, l'altermondialisme marque une rupture nette avec la gauche. Comme je le présenterai au chapitre suivant, ce n'est plus le capitalisme pris dans son ensemble qui constitue la source première des injustices et des inégalités sociales, mais c'est la mondialisation économique qui concentre désormais en elle l'essentiel des objections.

⁴⁴² Alain Touraine, « Can One Still Be On the Left ? », *Thesis Eleven*, vol. 28, 1991, p. 101.

⁴⁴³ Comme SUD PTT (Solidaires unitaires démocratiques PTT) et l'Union syndicale Solidaires qui sont parmi les organisations fondatrices d'Attac. Éric Agrikoliansky, Olivier Fillieule et Nonna Mayer parlent de « outsiders » pour désigner les organisations marginales s'étant jointes à Attac. Éric Agrikoliansky, Olivier Fillieule et Nonna Mayer, « La dynamique altermondialiste en France », *Alternatives économiques*, « L'Économie Politique », n° 1, 2006, p. 86. cf. aussi Sophie Bérout et Georges Ubbiali qui précise le rôle de la CGT en France dans l'émergence de l'altermondialisme. Sophie Bérout et Georges Ubbiali, « La CGT, entre soutien distancié et refondation de l'activité internationale », dans Éric Agrikoliansky, Olivier Fillieule et Nonna Mayer (dir.), *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005, p. 291-316.

Internet comme condition structurelle

La fin de la guerre froide ébranle la gauche, produit un vide idéologique et de ces bouleversements naîtra l'altermondialisme. Voilà pour l'explication idéologique. Maintenant, pour s'imposer durablement, le pivot de la mondialisation a nécessité l'appui d'une puissante force de communication qui transformera radicalement la façon de concevoir le vivre ensemble : Internet. Les origines idéologiques de l'altermondialisme ne sont pas à trouver dans Internet, mais dans les conséquences qu'entraîne l'apparition de ce moyen de communication planétaire qui contribue significativement à répandre la notion de mondialisation. La naissance d'Internet correspond en gros au lancement du premier navigateur web Mosaic en mars 1993. Grâce à cet outil, il est désormais possible de communiquer presque gratuitement, par le moyen d'abord de message diffusé sur les babillards électroniques (BBS), par courriels, via les sites Internet et les messageries instantanées et, aujourd'hui, grâce à des sites de socialisation comme Facebook et Twitter. Aidé en cela par le vide idéologique des années 1990, Internet assurera le triomphe de la mondialisation, puis de l'altermondialisme.

Le rôle d'Internet sera double. Premièrement, il favorise la *mobilisation sociale de l'altermondialisme*. Il est un soutien logistique et communicationnel important à l'origine du succès de l'altermondialisme. Il favorise la mobilisation à l'échelle globale en facilitant la communication à travers la planète et en réduisant ses coûts. Même les groupes aux moyens limités peuvent désormais assurer leur visibilité médiatique grâce à Internet. Par ailleurs, Internet permet aussi d'établir une certaine proximité entre les différentes composantes de l'altermondialisme, peu importe la distance réelle qui les sépare. Comme le souligne Isabelle Sommier : « le premier avantage [d'Internet] tient évidemment à la rapidité de l'information et de la propagande au moindre coût, qui permet de pallier le manque de moyens financiers

et humains, mais aussi de faciliter les contacts et la proximité (virtuelle) avec les adhérents et les autres organisations⁴⁴⁴ ».

Pour Éric Agrikoliansky et ses collègues, Internet aurait ainsi permis « l'émergence de modalités nouvelles de mobilisation et de coordination et d'action "à distance"⁴⁴⁵ ». Pour Donnatella Della Porta, Internet permet également « aux idées et aux projets de voyager rapidement à l'échelle mondiale⁴⁴⁶ ». Il réduit alors le temps nécessaire pour coordonner des actions conjointes menées par plusieurs organisations. La Journée mondiale d'action contre l'occupation de l'Irak du 15 février 2003 qui a été décidée par les participants au Forum social européen de Florence en novembre 2002 qui a réuni des millions de personnes dans 600 villes à travers 75 pays a été possible en grande partie grâce à Internet⁴⁴⁷. Selon la thèse que développent Peter Van Aelst et Stefaan Walgrave, Internet aurait de cette façon joué un rôle central dans l'émergence de l'altermondialisme⁴⁴⁸. Selon Éric George, Internet aurait aussi permis, dans une certaine mesure, « l'établissement de liens plus ou moins étroits, plus ou moins permanents entre différentes structures à partir d'objectifs et de projets communs ou proches⁴⁴⁹ ». Les changements technologiques qu'entraîne la « révolution des communications globales » donneraient aux groupes de citoyens et aux ONG des nouvelles façons plus efficaces d'organiser leurs luttes à travers les

⁴⁴⁴ Isabelle Sommier, *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003, p. 198.

⁴⁴⁵ Isabelle Sommier, Olivier Fillieule et Éric Agrikoliansky (dir.), *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*, Paris, Karthala; Aix-en-Provence, IEP, 2008, p. 13.

⁴⁴⁶ Donatella Della Porta, « L'altermondialisme et la recherche sur les mouvements sociaux. Quelques réflexions », *Cultures & Conflits*, n° 70, été 2008, p. 14.

⁴⁴⁷ Luis Lema, « "15 F": les premiers pas de la contestation globale », *Le Temps*, n° 1567, mardi, 18 février 2003; et Patrick E. Tyler, « A New Power In the Streets », *New York Times*, 17 février 2003.

⁴⁴⁸ Peter van Aelst et Stefaan Walgrave, « New media, new movements? The role of the internet in shaping the "anti-globalization" movement », *Information, Communication & Society*, vol. 5, n° 4, 2002, p. 465-493.

⁴⁴⁹ Éric George, « De l'utilisation d'Internet comme outil de mobilisation : Les cas d'ATTAC et de SalAMI », *Sociologie et sociétés*, vol. 32, n° 2, 2000, p. 183.

frontières nationales⁴⁵⁰. Non seulement Internet influence aussi le développement d'actions conjointes, mais, en outre, il canalise, en raison de ses modalités mêmes de communications, les activités des groupes vers la planète tout entière⁴⁵¹. Les mobilisations revendiquent désormais plus facilement une portée universelle puisque logistiquement parlant cela est virtuellement possible.

Internet remplit un second rôle encore plus déterminant : il modifie aussi *la configuration même de l'altermondialisme*. Internet altère en effet profondément la conception du monde des militants qui sont pour devenir altermondialistes et qui le sont encore aujourd'hui. Cet aspect, sur lequel peu d'auteurs se sont penchés, est encore plus central à l'apparition de l'altermondialisme. Non seulement Internet facilite l'organisation d'actions communes à travers la planète, mais il pousse aussi les organisateurs de ces actions à croire que cette échelle de mobilisation est aujourd'hui le seul niveau à partir duquel il faille réfléchir les enjeux contemporains. En raison de la mondialisation et grâce à Internet, il faudrait désormais penser globalement les problèmes du monde d'aujourd'hui. C'est ainsi que des enjeux locaux qui frappent les communautés du Sud par exemple se retrouvent totalement intégrés dans la critique sociale que produisent les altermondialistes du Nord, comme si le couple Internet/mondialisation avait aboli les distances séparant les communautés des deux hémisphères. En ce sens, Internet ne représente pas seulement un facteur contribuant à la mobilisation rapide de l'altermondialisme, mais plus encore, le levier qui permet au concept de mondialisation – de l'idée que la planète forme un « seul monde⁴⁵² » – de s'imposer avec tant de vigueur. L'augmentation vertigineuse des flux de

⁴⁵⁰ David Held et Anthony McGrew, *Globalization/Anti-Globalization*, Cambridge, Polity Press, 2002, p. 68.

⁴⁵¹ John D. Clark et Nuno S. Themudo, « Linking the Web and the Street: Internet-Based "Dotcauses" and the "Anti-Globalization" Movement », *World Development*, vol. 34, n° 1, 2006, p. 51.

⁴⁵² « OneWorld » est d'ailleurs le nom donné au portail OneWorld.net qui est né en janvier 1995 afin d'offrir un espace à la société civile dans sa lutte contre la mondialisation économique.

communications dans Internet participerait de façon technique à valider l'idée qu'il existe en réalité un seul monde qui regroupe tous les habitants de la terre. Cette nouvelle *Gemeinschaft* planétaire agirait non pas comme un simple *processus* entraînant des effets sur le long terme – soit ce qui suit le cours de l'histoire –, mais serait plutôt la *condition* déjà empiriquement vécue de l'homme contemporain⁴⁵³.

Cette idée qu'il faille désormais appréhender le monde dans sa globalité auquel ont contribué le support d'Internet et le pivot idéologique de la mondialisation conduit l'altermondialisme à orienter son action dans une perspective résolument transnationale. Suivant le même procédé que celui utilisé pour diffuser à travers la planète l'idée de la mondialisation économique, comme je le disais précédemment, grâce à l'appui de *think tanks* de droite, au travail de lobbying mené par des économistes de l'école de Chicago et au support d'Internet, l'altermondialisme choisit lui aussi d'agir dans plusieurs pays et régions à la fois⁴⁵⁴. La thématique de la transnationalisation des mouvements sociaux, à laquelle a grandement contribué Sidney Tarrow, se rattache directement à Internet qui occasionnerait un « changement d'échelle » (*scale shift*) au niveau du militantisme⁴⁵⁵. C'est ce changement d'échelle qui aurait favorisé la mise en place de réseaux militants transnationaux – comme Via Campesina, le Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM) et le réseau Indymedia par exemple. Ceux-ci s'inscrivent par ailleurs dans la continuité de la thèse de Manuel Castells sur la société en réseaux, comme je le montrerai au chapitre suivant⁴⁵⁶. La période qui succéderait à la société industrielle et qui s'amorce avec la révolution

⁴⁵³ Comme le souligne Martha C. E. Van Der Bly. cf. Martha C. E. Van Der Bly., « Globalization: A Triumph of Ambiguity », *Current Sociology*, vol. 53, n° 6, 2005, p. 879-882.

⁴⁵⁴ Peter Van Aelst et Stefaan Walgrave, *op. cit.*, p. 487.

⁴⁵⁵ Sidney Tarrow, *The New Transnational Activism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, p. 136. cf. Aussi Donatella Della Porta et Sidney Tarrow (dir.), *Transnational Protest and Global Activism*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2004.

⁴⁵⁶ Manuel Castells, *L'ère de l'information. Vol. 1. La société en réseaux*, Paris, Fayard, 1998; *L'ère de l'information. Vol. 2. Le pouvoir de l'identité*, Paris, Fayard, 1999; et *L'ère de l'information. Vol. 3. Fin de millénaire*, Paris, Fayard, 1999.

technologique reposerait en totalité sur les réseaux dans lesquels le savoir et l'information seraient devenus les principales sources de la productivité. Comme l'affirment Castells et ses collègues, Internet et plus largement le développement des moyens de télécommunication modernes auraient alors créé « les infrastructures pour la mise en place de l'économie globale, dans un mouvement similaire à celui qui se trouvait derrière la construction des chemins de fer et la formation des marchés nationaux au cours du XIX^e siècle⁴⁵⁷ ».

Dans ce sens, Internet occupe une fonction similaire à celle de la presse écrite dans l'émergence du nationalisme. En effet, selon la thèse développée par Benedict Anderson, l'apparition au cours du XIX^e siècle de cette idéologie aurait pour origine la nouvelle industrie de la presse écrite⁴⁵⁸. La presse écrite aurait permis la consolidation d'une conscience nationale qui agira elle-même comme principal levier du nationalisme. Selon lui, les langues imprimées (*print-languages*) auraient permis trois choses. D'abord, elles auront créé un espace commun de communication pour les langues vernaculaires. Ensuite, le capitalisme-imprimé (*print-capitalism*) aurait donné une nouvelle fixité à la langue, en normalisant son écriture, sur laquelle se construira le nationalisme. Enfin, il aurait associé certaines langues au pouvoir au détriment des autres⁴⁵⁹. De ces trois processus serait né le nationalisme dont les partisans revendiquent d'abord et avant tout le partage d'une langue commune. C'est donc la stabilisation des langues, leur diffusion par le moyen de la presse écrite et la prise de conscience de ses locuteurs d'une identité commune que serait né le nationalisme. Internet pour sa part aura non pas permis la création d'une nouvelle communauté de locuteurs parmi les internautes, mais aurait plutôt conduit à une prise de

⁴⁵⁷ M. Carnoy, M. Castells, S. Cohen et F. H. Cardoso, *The New Global Economy in the Information Age*, University Park, PA, Penn State University Press, 1993, p. 19-20.

⁴⁵⁸ Benedict Anderson, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres, Verso, 1991 [1983].

⁴⁵⁹ *Ibid.*, p. 44-45.

conscience cosmopolite en ce que ce moyen de communication abolirait dans leur esprit, par voie de la virtualité, les frontières nationales. L'espace des sites Internet et des courriels est en effet totalement ouvert à la grandeur de la planète⁴⁶⁰. Certes, il existe des extensions de noms de domaine d'une portée nationale comme « .qc.ca », « .fr » ou « .be » par exemple. Toutefois, cette nomenclature du web ne marque en réalité aucune frontière pour les usagers d'Internet. Le moyen de communication d'Internet participe alors à « l'immersion dans la mondialisation⁴⁶¹ ». En plus de modifier *quantitativement* l'altermondialisme, Internet transformerait donc aussi *qualitativement* cette idéologie en altérant la conception du monde de ses militants en direction d'un idéal cosmopolite.

L'idéal cosmopolite

L'idéal cosmopolite que porte en lui l'altermondialisme trouve dans Internet un moyen efficace de diffusion. Abolissant de façon virtuelle la frontière entre les sujets collectifs tels que les nations et les classes sociales, grâce à Internet, tous les enjeux à travers la planète toucheraient indistinctement tous les membres de la même communauté globale. S'engager pour le sort des plus démunis des sociétés du Sud prendrait alors un autre sens dans la mesure où il doit alors s'accompagner au même moment de revendications au Nord qui visent l'allègement ou l'élimination de la dette des pays les plus pauvres comme le défend par exemple le CATDM. Internet constitue alors non seulement un support communicationnel puissant, mais comme le soutiennent Dominique Cardon et Nicolas Haeringer, il donnerait aussi « un esprit et une forme particuliers⁴⁶² » aux

⁴⁶⁰ Mis à part bien entendu la Corée du Nord, le Yémen ou la Somalie par exemple. Mais dans les pays où l'altermondialisme s'est implanté, Internet n'est soumis à aucun obstacle géographique.

⁴⁶¹ John Boli et Velina Petrova, « Globalization Today », dans George Ritzer (dir.), *The Blackwell Companion to Globalization*, Malden, MA, Blackwell Publishing, 2007, p. 104.

⁴⁶² Dominique Cardon et Nicolas Haeringer, « Formes politiques et coopération digitale. Les usages d'Internet par les Forums sociaux », dans Isabelle Sommier, Olivier Fillieule et Éric Agrikoliansky

mobilisations. En facilitant les contacts et la mobilité entre les militants et en abolissant l'échelle des militantismes (locales, nationales, régionales, continentales et mondiales), Internet réveillerait aussi une « certaine conscience universelle⁴⁶³ ». Les réseaux virtuels d'Internet conforteraient alors l'idée que le monde est « un » dans la « réalité » qu'ils offrent en simulation. Internet permettrait ainsi de réaliser virtuellement le rêve cosmopolite de l'unification de toute l'espèce humaine.

Internet, par le support qu'il apporte au cosmopolitisme et à la notion de mondialisation, participera donc lui aussi au déclassement de la gauche. Les conceptions du monde que partage cette famille idéologique n'étant pas orientée vers la mondialisation, elles apparaissent alors obsolètes pour plusieurs militants, et ce, plus certainement encore chez les jeunes militants fervents adeptes du cyberspace. Internet, mais aussi le démantèlement du Mur de Berlin et l'ouverture subséquente des marchés qui se traduit notamment par l'accès à des produits de consommation en provenance du monde entier, auront donc permis de réactualiser ce que Robert Fine nomme un « nouveau cosmopolitisme » qui tire ses racines des bouleversements qui frappent le monde à partir de 1989⁴⁶⁴. C'est en somme dans ce contexte favorable au cosmopolitisme que l'altermondialisme viendra au monde et je dirais que plus précisément c'est en raison de ce contexte qu'il apparaît. Ses premiers militants envisageront donc des solutions planétaires aux problèmes découlant de la mondialisation économique. Le niveau mondial se trouve complètement intégré à la pensée qu'ils développent comme s'il ne restait plus de frontière entre les nations. À nouveau, le slogan « Penser global, agir local » exprime l'importance de

(dir.), *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*, Paris, Karthala; Aix-en-Provence, IEP, 2008, p. 247.

⁴⁶³ Eddy Fougier (dir.), « Le mouvement altermondialiste », *La documentation française*, n° 897, février 2004, p. 7.

⁴⁶⁴ Robert Fine, *Cosmopolitanism*, New York et Londres, Routledge, coll. « Key Ideas », 2007, p. 1.

cette nouvelle façon de concevoir à la fois les enjeux qui frappent le monde contemporain, mais aussi les façons d'imaginer leurs solutions.

Ainsi, les origines matérielles de l'altermondialisme sont à trouver dans Internet. Internet agit à la fois comme facteur de mobilisation, mais surtout, comme principal vecteur contribuant à promouvoir l'idée de l'unicité du monde. Tout comme la forte poussée démographique de l'après-guerre avait largement contribué aux tensions sociales d'où émergea la contestation de mai 68, Internet sera la condition structurelle de la mise au monde de l'altermondialisme.

Les transformations qu'occasionnent Internet sont donc importantes tant sur le plan de l'action collective que des idées. Comme je le disais, il transforme à la fois quantitativement et qualitativement l'altermondialisme. D'ailleurs, dans ce dernier sens, Internet entraîne aussi chez certains militants un accès d'enthousiasme qui s'accorde avec l'orientation idéologique cosmopolite de l'altermondialisme. Ainsi, certains militants technophiles se réjouissent à l'idée que la « culture de l'activisme numérique en réseaux » permettrait aux « domaines physiques et virtuels [de devenir] complètement entrelacés⁴⁶⁵ ». La mondialisation aurait aboli les sujets collectifs classiques et éliminé les frontières. Internet compléterait ce processus en réalisant l'unité de la réalité virtuelle et de la réalité sociale. Ainsi, l'optimisme qu'affichent ces militants pour Internet tiendrait surtout à ce qu'ils s'affichent cosmopolites. Ils croient en particulier que tous les humains appartiennent à une seule et même communauté ce à quoi contribue très certainement le simulacre de réalité auquel donne « vie » Internet. Internet serait donc un formidable carrefour cosmopolite.

⁴⁶⁵ Jeffrey S. Juris, « The New Digital Media and Activist Networking within Anti-Corporate Globalization Movements », *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 597, n° 1, janvier 2005, p. 205.

De l'importance de la révolte zapatiste

La révolte zapatiste du Chiapas de janvier 1994 occupe une fonction du même ordre dans la pensée cosmopolite de l'altermondialiste. Cet événement où Internet sera à la fois utilisé par les insurgés comme moyen de lutte et pour mobiliser des appuis à l'international pour la cause des Amérindiens du Chiapas s'inscrit lui aussi dans une vision cosmopolite⁴⁶⁶. Le grand nombre de sites Internet d'appui à l'armée zapatiste de libération nationale (EZLN) provenant de partout à travers le monde témoigne en effet de la sympathie que les insurgés ont subitement suscitée même chez des personnes qui pourtant n'étaient en rien touchées par les enjeux soulevés par l'EZLN⁴⁶⁷. Bien entendu, la « résonnance » du zapatisme poussera certains militants de la parole aux actes et de nombreux activistes occidentaux se rendront au Chiapas pour montrer leur appui aux zapatistes⁴⁶⁸. Toutefois, Internet permettra surtout et de manière plus large de créer ce que Thomas Olesen a appelé une forme de « Zapatisme longue distance » (*Long distance Zapatismo*), soit d'être engagé virtuellement dans le combat mené par les zapatistes sans néanmoins prendre part physiquement à leurs actions⁴⁶⁹. La révolte du Chiapas aurait permis, pour ceux qui ont été solidaires du zapatisme, de faire l'essai d'une forme de cosmopolitisme et, par extension d'entretenir l'idée, par cette expérience de solidarité virtuelle, que la mondialisation est bien réelle.

⁴⁶⁶ Robert Ronfeldt et ses collègues désignent d'ailleurs le soulèvement zapatiste comme l'une des premières formes de « cyberguerre sociale » (*social netwar*) soit une forme d'activisme ou un conflit de faible intensité mené par des acteurs du réseau social. Robert Ronfeldt, John Arquilla, Graham E. Fuller et Melissa Fuller, *The Zapatista Social Netwar in Mexico*, Santa Monica, Rand, 1998.

⁴⁶⁷ C'est la thèse que développent Josée Johnston et Gordon Laxer dans « Solidarity in the age of globalization: Lessons from the anti-MAI and Zapatista struggles », *Theory and Society*, vol. 32, 2003, p. 74.

⁴⁶⁸ Alex Khasnabish, *Zapatismo Beyond Borders. New Imagination of Political Possibility*, Toronto, University of Toronto Press, 2008, p. 8.

⁴⁶⁹ Thomas Olesen, *Long Distance Zapatismo. Globalization and the Construction of Solidarity*, Thèse de doctorat, Département de science politique, University of Aarhus, Aarhus, Danemark, 2002. Idée qu'il développera plus à fond dans Thomas Olesen, *Long distance Zapatismo*, Londres, Zed Books, 2004.

Le savant syncrétisme idéologique du discours du sous-commandant Marcos qui dirige l'EZLN à travers lequel il lie la condition des Amérindiens à la « mondialisation » du capitalisme a aussi contribué à l'inscription de cet événement dans la généalogie de l'altermondialisme. La rhétorique liant cette révolte à la mondialisation économique signale les débuts de la mondialisation comme nouvelle conception du monde. C'est d'ailleurs peut-être la plus importante part d'héritage laissé par le zapatisme dans la pensée de l'altermondialisme. Il reste que c'est dans *l'extension thématique* de cet événement où la mondialisation et Internet ont occupé des rôles clés que l'altermondialisme émergera comme nouvelle idéologie à peine quelques années plus tard.

Pour autant, cette révolte ne marque pas à proprement parler la naissance de l'altermondialisme. En effet, je ne crois pas que la révolte zapatiste soit le point de départ de l'altermondialisme. D'abord, le soulèvement zapatiste est une révolte armée qui rappelle davantage les méthodes employées par le *Sendero Luminoso* (Sentier lumineux) ou encore les troubles qu'a connus la péninsule du Yucatan durant la Guerre des castes ou la rébellion des Mayas de Chan Santa Cruz contre l'autorité mexicaine (1847-1901) dans la mesure où le principal mode d'action des trois groupes consiste à prendre les armes contre le pouvoir établi et de recourir à la guérilla. Le soulèvement zapatiste vise essentiellement à assurer aux paysans la préservation de leurs terres contre le danger de spoliation. C'est pourquoi, à bien des égards, cette révolte est une jacquerie. Certes, le discours révolutionnaire des zapatistes qui appellent entre autres à l'abolition de capitalisme et à une mobilisation « intergalactique » est pour le moins original et rompt rhétoriquement avec le discours révolutionnaire marxiste. Néanmoins, une différence importante sépare les altermondialistes des zapatistes : ces derniers utilisent la violence et conçoivent ce moyen comme la seule stratégie de lutte réellement efficace contre l'État central du Mexique. Pour sa part, l'altermondialisme au contraire rejette de façon générale la violence. Comme le

souligne Francis Dupuis-Déri, certains militants de l'altermondialisme, notamment les Black Blocs, peuvent utiliser dans certains cas la violence sous la forme d'actions directes, mais celles-ci se veulent uniquement une réplique à « la "violence" des États et du capitalisme⁴⁷⁰ », dans la mesure où ce dernier est « infiniment plus violent et destructeur que ne peut l'être n'importe laquelle de leurs actions directes⁴⁷¹ ». Faut-il aussi rappeler que cette pratique n'a pas l'approbation de l'ensemble des militants de l'altermondialisme. En fait, ils se montrent au contraire très largement contre l'utilisation de la violence comme moyen d'action dans la mesure où cela serait contraire aux valeurs défendues par l'altermondialisme. De plus, j'ajouterais que puisque la violence est un acte illégal, elle porterait donc aussi atteinte au principe de droit qui se trouve pourtant totalement intégré à cette idéologie comme nous le verrons au chapitre suivant. La « Charte des principes du Forum social mondial » et l'« Appel des mouvements sociaux de 2002 » sont d'ailleurs explicites quant au rejet de la violence. Dans ce dernier peut-on lire par exemple que « Les mouvements sociaux condamnent énergiquement la violence et le militarisme comme moyens de résolution des conflits⁴⁷² ». Je dirais que les racines idéologiques de cette condamnation de la violence sont identiques à celles ayant conduit l'altermondialisme à rejeter l'option d'entrer en politique, car dans les deux cas, il cherche à éviter la confrontation, car cela serait nécessairement préjudiciable à la liberté individuelle de chacun des militants.

⁴⁷⁰ Francis Dupuis-Déri, *L'Altermondialisme*, Montréal, Boréal, coll. « Boréal Express », 2009, p. 107.

⁴⁷¹ Francis Dupuis-Déri, *Les Black Blocs. La liberté et l'égalité se manifestent*, Montréal, Lux, 2003, p. 21.

⁴⁷² « Appel des mouvements sociaux. Résistance au néolibéralisme, à la guerre et au militarisme : pour la paix et la justice sociale », www.latinreporters.com/forumsocialmondial2conclusions.html.

1989, Internet, la mondialisation et l'altermondialisme

En conclusion, ce second volet de l'analyse idéologique de l'altermondialisme à travers lequel je lie la période de la fin de la guerre froide et l'apparition de la mondialisation à l'altermondialisme est donc contraire à une majorité des recherches sur le sujet dont j'ai fait l'analyse au chapitre 1. L'altermondialisme trouve ses racines non pas dans le phénomène de la mondialisation qu'il dénonce et autour duquel il organise toute sa pensée, mais plutôt dans le contexte idéologique des années 1990 où la mondialisation s'est imposée tous azimuts. L'altermondialisme est le produit du travail idéologique mené par le libéralisme durant la période de l'après-guerre froide.

Cette lecture est également différente de la façon classique selon laquelle l'apparition d'une action collective ou encore d'une idéologie serait principalement attribuable à des conditions matérielles. Selon l'hypothèse du déterminisme matériel, défendue notamment par le marxisme et ses successeurs, les bouleversements dans le monde de la production seraient à l'origine des idées que partage le pouvoir établi. Il faut reconnaître il va sans dire que des facteurs matériels – Internet en premier lieu – ont aussi contribué à faire naître l'altermondialisme. Toutefois, ce facteur n'a pas agi seul. L'imposition de la mondialisation comme nouvelle norme universelle s'est opérée à la fois à la suite des bouleversements ayant frappé la sphère économique, mais aussi dans le domaine des idées et dans « l'esprit » même du capitalisme. En effet, comme plusieurs auteurs l'ont montré, les nouvelles modalités d'accumulation du capital, l'évolution du capitalisme productif vers un « capitalisme immatériel » (André Gorz) ou un « capitalisme cognitif » (Yann Moulier-Boutang) aurait aussi bousculé les mentalités, notamment des cadres ayant pour tâche d'assurer le bon fonctionnement de l'esprit du capitalisme⁴⁷³. Ainsi,

⁴⁷³ André Gorz, *L'immatériel*, Paris, Galilée, 2003; et Yann Moulier-Boutang, *Le capitalisme cognitif. La Nouvelle Grande Transformation*, Paris, Éditions Amsterdam, 2007.

les tenants du capitalisme se sont donc trouvés à devoir consolider « l'idéologie qui justifie l'engagement dans le capitalisme » (Luc Boltanski et Ève Chiapello)⁴⁷⁴. Celui qui accepte aujourd'hui le capitalisme n'est-il pas alors d'une certaine façon le produit de ces doubles conditions matérielles et idéologiques ? J'en suis convaincu. Ainsi, c'est donc dans le double soutien structurel et idéologique d'Internet et de la fin de la guerre froide que l'altermondialisme doit revendiquer ses origines.

⁴⁷⁴ Luc Boltanski et Ève Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, coll. « NRF Essais », 1999.

CHAPITRE 5

L'ALTERMONDIALISME DANS L'IDÉOLOGIQUE CONTEMPORAIN

« Pour plus d'une décennie maintenant, la perte progressive de la légitimité du pouvoir s'est accompagnée d'une crise idéologique sans précédent qui entraîne comme conséquences les plus visibles non-pas le crépuscule des idéologies, mais souligne plutôt la nécessité pressante d'ancrer l'action sociale dans une nouvelle référence idéologique. » (Carlo Mongardini, 1980⁴⁷⁵)

Introduction

Aux deux chapitres précédents, j'ai décrit ce qu'est l'idéologie altermondialiste et montré quelles avaient été ses conditions idéologiques et structurelles d'émergence. Dans le présent chapitre, je vais compléter le troisième volet de l'analyse idéologique en situant l'altermondialisme par rapport aux autres idéologies. Pour cela, je conduirai une réflexion en trois temps. Premièrement, je déterminerai la coordonnée qu'occupe l'altermondialisme sur l'idéologique de son époque. Deuxièmement, en comparant sa conception du monde et

⁴⁷⁵ Ma traduction. Carlo Mongardini, « Ideological Change and Neoliberalism », *International Political Science Review / Revue internationale de science politique*, vol. 1, n° 3, 1980, p. 309.

son programme politique avec ceux de la gauche et du libéralisme, je montrerai que bien que l'altermondialisme soit le principal porteur de la critique sociale contemporaine, il n'appartient pas, en définitive, idéologiquement à la gauche. Troisièmement, je vais montrer que l'altermondialisme fait plutôt partie de l'entourage idéologique immédiat du libéralisme.

Quelques observations préalables

Avant de poursuivre cette réflexion, j'estime toutefois nécessaire de consigner quelques remarques sur lesquelles j'ai bâti l'argumentaire de ce chapitre.

La gauche et l'anticapitalisme

Premièrement, je soutiens que la gauche et les idéologies appartenant à cette famille idéologique (l'anarchisme libertaire, le communisme et le socialisme) partagent une même idée maîtresse : l'anticapitalisme. Puisque ces idéologies sont égalitaristes – qu'elles militent pour l'égalité sociale –, elles manifestent en effet une opposition fondamentale au capitalisme. Elles proposent toutes d'abolir sinon de réguler ce système économique de telle façon à ce qu'il cesse de produire des inégalités sociales. Bien entendu, compte tenu du degré variable de radicalité propre à chacune des idéologies qui appartiennent à cette large famille idéologique, cette position s'exprime avec des nuances. Chez l'anarchisme et le communisme, l'anticapitalisme passe par la nécessité de son abolition tant ce dernier est-il profondément inique. Ce serait donc uniquement par le geste brusque et violent de la révolution que le monde deviendrait égalitaire. Parce que le socialisme est plus modéré, il ne souhaite toutefois pas la destruction rapide du capitalisme. Il plaide plutôt pour une réforme de ce système économique afin qu'il rende l'âme sinon sur le long terme, du moins

qu'il cesse d'engendrer autant d'inégalités sociales à plus court terme. Ce serait donc une fois le capitalisme réformé, que le milieu de la production ne serait plus source d'inégalités sociales. Malgré une certaine réserve du socialisme quant aux moyens à utiliser pour lutter contre le capitalisme, en comparaison de la radicalité de la solution envisagée par l'anarchisme et le communisme, celui-ci n'en demeure pas moins profondément marqué par l'anticapitalisme.

Le caractère individualiste du libéralisme

Deuxièmement, le libéralisme présente aussi un trait caractéristique : il est individualiste. La conception du monde et le programme politique libéral reposent tout entier sur l'individu. Le libéralisme affirme que fondamentalement les individus naissent libres et qu'ils jouissent ainsi d'une autonomie presque totale vis-à-vis de la société qui les entoure. Dans la conception du monde libérale, la société est un ensemble formé d'individus qui n'a lui-même occupé existence propre. En effet, le libéralisme doit être :

« conçue comme n'étant rien d'autre qu'un simple agrégat, celui des individus qui en sont membres. Privée d'essence propre, la société s'affiche comme un élément extérieur qui vient en quelque sorte se greffer aux individus qui la composent, comme un simple "dérivé" provenant de la cohabitation, à l'intérieur d'un même horizon territorial et historique, d'une collection d'individus⁴⁷⁶ ».

Il existe certes des variantes du libéralisme qui insistent moins sur la primauté de l'individu. Le libéralisme républicain par exemple vise moins à défendre la liberté individuelle à proprement parler qu'il ne milite pour la défense du « bien commun », et en cela il s'affiche nécessairement moins ouvertement individualiste même si cette défense concerne *in fine* la liberté des individus. Aussi, affirmer que le libéralisme est individualiste

⁴⁷⁶ Danic Parenteau et Ian Parenteau, *Les idéologies politiques. Le clivage gauche-droite*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2008, p. 53

ne signifie-t-il pas pour autant que je cherche, par cela, à éviter de restituer cette idéologie dans toute sa complexité. L'histoire de cette idéologie est fort riche. Selon André Vachet, le libéralisme serait en effet « l'expression idéologique de la genèse et de l'affermissement de la société qui naît en Europe centrale, puis en Amérique, à la suite de l'éclatement de la société médiévale⁴⁷⁷ ». Pour Immanuel Wallerstein, la modernité ne serait elle-même rien d'autre que l'affirmation politique de cette idéologie⁴⁷⁸. Gardant à l'esprit ces deux remarques, je crois qu'il est tout de même juste de résumer le libéralisme par son trait principal qui est celui de l'individualisme.

L'individu, le libéralisme, le libertarisme et le libertarianisme

Troisièmement, il importe aussi de préciser que, si le libéralisme est individualiste, tout partisan de l'individualisme n'est pas forcément libéral. En effet, l'individualisme n'est pas un trait exclusif au libéralisme : il est aussi partagé par l'anarchisme libertaire (de gauche) et l'anarchisme libertarien (de droite). Les conceptions du monde de ces deux dernières idéologies étant également atomistiques, ses militants, comme les libéraux, ne voient aussi que des individus dans l'ordonnancement de toute société. Ainsi, montrer que la conception du monde altermondialiste est individualiste ne permet-il pas encore d'affirmer qu'il est libéral, car il pourrait appartenir à l'une des deux autres idéologies individualistes. Pour montrer que l'altermondialisme n'est pas une variante de l'anarchisme libertaire ou de l'anarchisme libertarien, il faut alors l'examiner sous l'angle d'une seconde caractéristique qui ne se rapporte pas *conceptuellement aux idéologies*, mais qui concerne plutôt le *contexte idéologique actuel*. Pour montrer que l'altermondialisme s'apparente au

⁴⁷⁷ André Vachet, *L'idéologie libérale. L'individu et sa propriété*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1988, p. 23-24.

⁴⁷⁸ Immanuel Wallerstein, « Trois idéologies ou une seule ? La problématique de la modernité », *Genèses*, n° 9, octobre 1992, p. 7-24.

libéralisme, il faut analyser le degré de radicalité de son programme politique. Si l'altermondialisme vise à rompre avec le pouvoir établi et qu'il alimente son discours d'extrémisme, on peut alors affirmer qu'il appartient soit à l'extrême gauche – il serait alors libertaire – soit à la droite radicale – il serait libertarien. Au contraire, s'il ne cherche pas à mettre fin à l'ordre idéologique actuel et à faire disparaître la société libérale, alors il s'avérerait logique d'affirmer qu'il est libéral. Ainsi, pour valider la thèse selon laquelle l'altermondialisme est une variante du libéralisme, faut-il démontrer : i) qu'il n'est pas de gauche puisqu'il n'est pas anticapitaliste ; ii) qu'il oriente tout entier son discours sur l'affirmation de l'individu ; et iii) il affiche une grande modération à l'endroit du pouvoir établi puisqu'il adhère à l'idéologie libérale.

Enfin, pour montrer le caractère modéré de l'altermondialisme ou, en d'autres termes *son degré d'intégration au libéralisme*, je soulèverai une interrogation supplémentaire : les militants de l'altermondialisme acceptent-ils la stratégie libérale de dépolitisation de la société ? S'ils la refusent, c'est donc qu'ils manifestent une réelle opposition à l'endroit du pouvoir établi et qu'ils sont loin idéologiquement de celui-ci. Si au contraire, c'est le cas comme nous le verrons, l'altermondialisme ne manifeste aucune ambition politique, c'est donc qu'il fait preuve de modération dans l'expression de sa critique du pouvoir établi et que, du même coup, il ne cherche alors pas son renversement. La stratégie de dépolitisation est donc centrale au maintien et à l'extension du pouvoir libéral.

Le libéralisme chercherait en effet par divers moyens, dont celui de la juridiciarisation et du constitutionnalisme économique, à vider de son contenu politique l'administration publique et les affaires de la Cité afin d'assurer son règne idéologique sur la période actuelle. Ainsi, plutôt que de concentrer le pouvoir dans les mains des politiciens et

de l'État, le libéralisme essaie de déléguer le pouvoir soit à des experts scientifiques – lorsque les enjeux concernent la science et la technique – soit à des juges – lorsqu'ils touchent la morale et les valeurs – ou soit encore à des gestionnaires – lorsqu'ils portent sur des questions économiques et d'administration. Cette stratégie prenant la forme essentielle du management serait, comme l'affirme Emmanuel Diet, le principal mécanisme de « désubjectivation⁴⁷⁹ » ainsi que le « bras armé⁴⁸⁰ » par lequel le libéralisme a pu s'imposer à la société contemporaine. Au demeurant, cette volonté de restreindre le pouvoir politique serait aussi parfaitement conforme à l'idéologie libérale qui considère avec méfiance le pouvoir politique. En ce sens, je soutiens alors que l'altermondialisme ne serait rien d'autre que l'une des modalités de ce processus de dépolitisation, puisqu'en militant pour étendre le pouvoir des citoyens, il étiole davantage le champ d'action du pouvoir politique. En effet, puisque l'aménagement du pouvoir dans une société est, en l'occurrence, un jeu à somme nulle, l'extension du pouvoir des citoyens équivaudrait alors en proportion à la réduction équivalente du pouvoir des politiciens. Cette équation permettrait donc au libéralisme d'asseoir seul son autorité dans l'espace du pouvoir politique.

La critique de gauche de l'altermondialisme

Quatrièmement, pour procéder à l'analyse idéologique de l'altermondialisme, la critique que formulent certains penseurs de gauche est fort éclairante. Cette critique s'avère en effet utile à celui qui cherche, comme je le propose, à situer idéologiquement l'altermondialisme. Bien qu'elle puisse parfois s'adresser à des aspects ne se rapportant pas directement à la conception du monde de cette idéologie et se montrer radicale à l'endroit de l'altermondialisme, les militants de gauche à l'origine de celle-ci s'appuient généralement

⁴⁷⁹ Emmanuel Diet, « Management, discours de l'emprise, idéologie et désubjectivation », *Connexions*, n° 91, 2009, p. 81.

⁴⁸⁰ *Ibid.*, p. 77.

sur une réflexion d'ordre idéologique⁴⁸¹. Globalement, elle reproche à l'altermondialisme de contribuer à consolider le pouvoir libéral actuel, qui serait, selon elle, lui-même orchestré par la bourgeoisie ou l'*over-class*. Autrement dit, l'altermondialisme constituerait un appui circonstanciel, mais décisif au capitalisme et conséquemment un mouvement sans portée réelle en matière d'égalités sociales. Cette critique générale de l'altermondialisme n'est toutefois pas toujours explicite dans les textes dont je ferai l'analyse. En effet, puisque plusieurs des auteurs de ces textes restent attachés aux grilles de lectures marxistes, ceux-ci s'intéressent alors de façon secondaire aux questions que soulève le pouvoir libéral ou idéologique sauf peut-être ceux qui s'affichent gramsciens ou althussériens, ce qui est plutôt rare⁴⁸². Malgré cela, il est possible de repérer dans leurs textes une dénonciation du caractère libéral de l'altermondialisme, pour autant qu'on y prête attention.

Succinctement, selon cette critique, l'altermondialisme serait par exemple « un moyen d'attirer les éléments en recherche dans le giron bourgeois⁴⁸³ ». Aussi, dès lors que « la classe dominante » constitue le « principal bailleur de fonds de l'altermondialisme⁴⁸⁴ », faudrait-il entretenir aucun doute quant aux objectifs réels desservis par ce mouvement et cette nouvelle idéologie. Comme dans le cas de la critique qui émane de la droite, cette critique peut à l'occasion soulever des objections parce qu'on y retrouve un biais idéologique fort. Toutefois, si l'on saisit bien la portée idéologique des idées qui s'y distillent

⁴⁸¹ Ce qui en soi n'a rien de surprenant car, de manière générale, les militants de gauche se réclament plus facilement appartenir à une idéologie que les militants de droite.

⁴⁸² Les militants gramsciens et althusseriens adhèrent aux thèses formulées par les penseurs marxistes Antonio Gramsci (1891-1937) et Louis Althusser (1918-1990). Ceux-ci se sont intéressés au concept d'idéologie et ont développé une réflexion originale sur ce thème que Marx avait peu développé. cf. notamment Antonio Gramsci, *Lettres de prison*, Gallimard, Paris, 1971 [1926-1934]; et Louis Althusser, *Positions (1964-1975)*, Paris, Les Éditions sociales, 1976 qui contient notamment : « Idéologie et appareils idéologiques d'État. (Notes pour une recherche) ».

⁴⁸³ « L'altermondialisation : un poison contre la perspective prolétarienne », *Révolution internationale*, n° 339, octobre 2003 [http://www.internationalism.org/french/ri/339_altermondialisation.htm].

⁴⁸⁴ « Forum social européen : l'altermondialisme est une idéologie de la bourgeoisie », *Révolution Internationale*, n° 341, décembre 2003 [<http://fr.internationalism.org/ri341/fse.html>].

en filigrane, cette critique est un élément de preuve additionnel montrant que l'altermondialisme n'est pas de gauche mais qu'il est plutôt libéral. Du point de vue de la gauche et de l'extrême gauche, la proximité des positions plus au centre sur le clivage gauche-droite de l'altermondialisme et du libéralisme, semble plus manifeste. Parmi les militants de la gauche qui jettent un œil critique sur l'altermondialisme, j'analyserai plus particulièrement cinq sources principales : les penseurs autour de *Mémoire des luttes*, ceux autour de la revue *Actuel Marx*, ceux de *l'anticitoyennisme*, ainsi que Jean-Claude Michéa et Walter Benn Michaels. La réflexion de ces auteurs permettra d'éclairer diverses facettes de l'idéologie altermondialiste et au bout du compte m'aidera à consolider la thèse que je défends.

Enfin, bien que je puiserai essentiellement dans la littérature critique de gauche, cette famille idéologique ne détient pas pour autant le monopole des oppositions suscitées par l'altermondialisme. La droite s'est en effet manifestée à plusieurs reprises et parfois vivement à son encontre, y voyant, de manière générale, une simple stratégie gauchiste pour s'imposer sur l'idéologique de la période d'après-guerre froide. Jacques de Guenin, Serge Champeau et Daniel Martin sont de ceux qui ont formulé une critique dans ce sens d'Attac et de l'altermondialisme⁴⁸⁵. Celle-ci reprend, dans la plupart des cas, en sous-œuvre la thèse développée par Stéphane Courtois et ses collègues dans *Le livre noir du communisme*, elle-même alimentée par la pensée « antijacobine » de François Furet⁴⁸⁶. Elle répand en outre l'idée selon laquelle toute la gauche serait génétiquement programmée

⁴⁸⁵ Jacques de Guenin, *Attac ou l'intoxication des personnes de bonne volonté*, Paris, Institut Charles Coquelin, 2004 ; Serge Champeau, « L'idéologie altermondialiste », *Commentaire*, n° 107, automne 2004, p. 699-707 ; et Daniel Martin, « Altermondialisme : une analyse critique », *Site personnel de Daniel Martin*, 9 février 2007 [<http://www.danielmartin.eu/Politique/Altermondialistes.htm>].

⁴⁸⁶ François Furet, *Le Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, Paris, Calman Lévy / Robert Laffont, 1995.

pour devenir totalitaire⁴⁸⁷. Elle s'inscrit alors également dans la filiation de ce que Michael Scott désigne comme « la vigoureuse offensive contre le "totalitarisme de gauche"⁴⁸⁸ » offensive à laquelle ont pris part de nombreux intellectuels antitotalitaires au cours des années 1970.

Selon Daniel Martin, les altermondialistes seraient une menace pour l'espèce humaine, car ils voudraient par exemple :

« détruire notre société libérale, pour la remplacer par une société collectiviste. Cette société est un *communiste* (sic) *utopique*, parce que les hommes ne sont pas parfaits et que toutes les expériences communistes ont produit misère et négation des droits de l'homme, c'est-à-dire le contraire de ce que promettaient ses (sic) zéloteurs⁴⁸⁹ ».

D'autres auteurs de droite chercheraient aussi à montrer, comme Jacques de Guenin, que les thèses économiques auxquelles adhère l'altermondialisme seraient « des vues extrêmement superficielles⁴⁹⁰ ». Les fonds constitués par la Taxe Tobin par exemple ne permettraient pas d'aider les pauvres, comme le suggèrent ses partisans, mais seraient inévitablement détournés « par des dirigeants corrompus et incompetents pour acheter des armes et étoffer leur armée, pour remplir leurs propres comptes à l'étranger, ou pour se lancer dans de grands travaux de prestige qui contribuent peu au sort des plus pauvres⁴⁹¹ ». La proposition phare d'Attac a de fait été l'objet de plusieurs critiques et semble présenter

⁴⁸⁷ Publié en 1997, ce livre, qui juge-t-on est bâti sur des amalgames grossiers afin de prouver le caractère foncièrement sanguinaire du communisme, suscite un débat acerbe entre les tenants de la gauche et de ses critiques. Stéphane Courtois (dir.), *Le Livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*, Robert Laffont, Paris, 1997. Plus récemment, Courtois va même jusqu'à affirmer que l'altermondialisme est l'héritier du stalinisme impliquant bien entendu qu'il pourrait, lui aussi, un jour ou l'autre verser dans le totalitarisme. Stéphane Courtois (dir.), *Le Jour se lève. L'héritage du totalitarisme en Europe, 1953-2005*, Paris, Éditions du Rocher, 2006.

⁴⁸⁸ Michael Scott, *Les intellectuels contre la gauche. L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*, Marseille, Contre-feux et Agone, 2009, p. 1.

⁴⁸⁹ Italiques dans le texte. Daniel Martin, « Altermondialisme : une analyse critique », *Site personnel de Daniel Martin*, 9 février 2007 [<http://www.danielmartin.eu/Politique/Altermondialistes.htm>].

⁴⁹⁰ Jacques de Guenin, « Comment ATTAC voit "L'aide aux Citoyens" permise par le fruit de la taxe Tobin », *Catallaxia* [http://www.catallaxia.org/wiki/Jacques_de_Guenin:Attac_et_la_taxe_Tobin].

⁴⁹¹ *Idem*.

certaines limites⁴⁹². Or, la façon dont de Guenin oriente sa critique, comme c'est le cas chez la droite en général, permet moins de montrer les limites des propositions de l'altermondialisme que d'exposer la « dangerosité » de l'altermondialisme « stalinien ».

J'ajouterai brièvement, comme je l'ai montré auparavant, que l'altermondialisme accueille certes dans ses rangs d'anciens militants communistes, qu'ils soient d'ailleurs d'anciens léninistes, trotskystes, maoïstes ou plus rarement véritablement staliniens. Or, je ne crois pas que l'altermondialisme puisse pour autant sombrer dans le totalitarisme, car son programme politique ne la prédispose pas du tout à faire usage d'une force excessive nécessaire à tout régime totalitaire. Ainsi, contrairement à ce que soutient aussi Alain Caillé, mais à partir d'un point de vue de gauche, l'altermondialisme ne ferait-il pas non plus le lit du « parcellitarisme », soit d'un totalitarisme nouveau genre, même s'il est vrai que le libéralisme a réussi, comme je le soutiens dans ma thèse, une rapide ascension au cours des années 1990 en utilisant, comme l'une de ses stratégies, la décomposition des « sujets collectifs » en individus ou, comme dans le discours altermondialiste, en citoyens⁴⁹³. J'estime que la critique de l'altermondialisme émanant de la droite présente, en définitive, peu d'intérêt pour celui qui cherche à analyser idéologiquement ce qu'est l'altermondialisme, tellement elle semble reprendre à son compte tous les poncifs des opposants à la gauche. Elle mélange, par un raisonnement syllogistique, d'une part l'expérience soviétique et le communisme et, d'autre part, elle tient pour équivalent le

⁴⁹² Sur cette question, le numéro thématique « La nouvelle stratégie économique d'Attac » de la revue *L'Économie politique* est intéressante, car il permet de voir les arguments que mobilisent les partisans et les détracteurs de la taxe sur la spéculation financière. cf. *L'Économie politique*, « La nouvelle stratégie économique d'Attac », n° 17, janvier 2003, 112 p. Aussi, Heikki Patomäki, « The Tobin tax: a new phase in the politics of globalization », *Theory, Culture & Society*, vol. 17, n° 4, 2000, p. 77-91.

⁴⁹³ cf. Alain Caillé, « Démocratie, totalitarisme et parcellitarisme », *Revue du MAUSS semestrielle*, vol. 25, n° 1, 2005, p. 95-126.

communisme et la gauche. En ce sens, elle est moins riche idéologiquement que la critique, aussi acerbe puisse-t-elle être, provenant de penseurs de gauche.

La position de l'altermondialisme dans l'idéologique contemporain

Comme le montre le tableau 2 – La composition de l'idéologique de 1945 à 2010 en annexe de la thèse, la coordonnée qu'occupe l'altermondialisme dans l'idéologique contemporain (représentée par le bloc vert), se situe i) à gauche du point médian du clivage gauche-droite; et ii) entre l'espace occupé par le socialisme à sa gauche et, à sa droite, le libéralisme de droite. Il n'occupe pas l'espace du socialisme, du communisme et de l'anarchisme libertaire. Sa coordonnée aussi est plus proche du centre qu'elle ne l'est de l'extrême gauche. L'altermondialisme n'est donc pas à proprement parler de gauche, si l'on réduit cette dernière à être composée de l'anarchisme libertaire, du communisme et du socialisme et de leurs variantes. Il est plutôt libéral, plus précisément une forme de libéralisme de gauche. Ainsi, l'altermondialisme est-il une idéologie centriste au même titre que le libéralisme. Enfin, l'espace occupé par l'altermondialisme correspond en gros à celui tenu par le « gauchisme » (représenté en rose) trente ans plus tôt. Le « gauchisme » et l'altermondialisme ont en effet, malgré le discours radical qu'entretiennent leurs militants respectifs, émergé au sein du libéralisme et non au sein du socialisme et du communisme.

L'idéologie altermondialiste soutient une conception du monde autonome et un programme politique essentiellement libéraux. Suivant l'idéal *cosmopolite* qui anime tous ses militants, l'altermondialisme se distingue du libéralisme par le fait qu'il est résolument *mondialiste*; il croit que tous les habitants de la terre appartiennent à une même communauté. Enfin, il est certes possible de trouver les traces du cosmopolitisme chez des penseurs libéraux ne s'affichant pas altermondialistes. Dire que Kant est altermondialiste

n'a par exemple aucun sens, puisque cette affirmation est un anachronisme. L'originalité de l'altermondialisme tient à son assemblage efficace du cosmopolitisme et de la mondialisation au sein d'une nouvelle conception du monde. Si la question de la mondialisation se trouve au cœur de la pensée altermondialiste, c'est que ses militants sont d'abord et avant tout cosmopolites. Ils voient dans la mondialisation actuelle l'occasion historique de mettre de l'avant l'idéal qu'ils caressent. Ainsi, l'altermondialisme est-il à la fois une idéologie distincte du libéralisme contemporain et l'une de ses variantes. Variante parce qu'elle partage des traits fondamentaux ; distincte, parce qu'elle s'affiche résolument plus cosmopolite.

L'altermondialisme, une idéologie centriste

Bien entendu, il ne faut pas interpréter l'affirmation selon laquelle l'altermondialisme n'est pas de gauche et en déduire qu'il loge par le fait même à droite du clivage gauche-droite ; qu'il est une idéologie de droite. Comme je viens de l'affirmer, il est une idéologie centriste qui penche à gauche puisqu'elle se situe dans l'espace du libéralisme de gauche. Aussi, cette coordonnée n'annonce-t-elle pas non plus que l'altermondialisme rejette totalement les idées maîtresses de la gauche. Son discours est composé de plusieurs éléments empruntés à la gauche et il milite aussi, bien que de façon moins affirmée, pour l'établissement d'une société égalitaire. Toutefois, contrairement à la gauche, et à la manière du libéralisme de gauche, il croit que l'égalité est en quelque sorte subsidiaire au principe de liberté individuelle. Pour que les individus puissent être égaux entre eux, il faut d'abord qu'ils soient libres.

Je reconnais que la position que je prête à l'altermondialisme dans l'idéologique contemporain peut ne pas faire l'unanimité, ce n'est sans doute pas tous les

altermondialistes qui l'accepteront par exemple. D'abord, encore une fois, mon analyse porte sur le courant principal de l'altermondialisme. Elle ne concerne pas directement les groupes qui défendent des positions minoritaires au sein de ce large mouvement social et idéologique, mais a pour principal objet la pensée d'Attac. Aussi, les anciens militants de gauche qui sont encore marqués par leur engagement passé jugeront-ils par exemple que la coordonnée attribuée est incorrecte parce qu'elle ne correspond pas à l'image qu'ils se font de l'altermondialisme. Ils préféreront placer l'altermondialisme plus à gauche, soit dans l'espace occupé non pas par le libéralisme, mais par le socialisme, le communisme ou l'anarchisme. Ces militants toujours attachés à leur position de gauche persistent à croire que l'altermondialisme s'y situe également. C'est d'ailleurs ce que montre Donnatella Della Porta dans une étude de terrain conduite lors du second FSE de Paris en 2003, soit que l'ensemble des participants s'autoidentifie sur le clivage gauche-droite majoritairement à gauche⁴⁹⁴. Leur autoidentification s'exprime ainsi :

Tableau 1 - Autoidentification sur le clivage gauche-droite des participants au FSE 2003⁴⁹⁵

Extrême gauche	29.7 %
Gauche	45.7 %
Centre gauche	9.7 %
Centre	0.9 %
Centre droit et droite	0.4 %
Refus de s'autoidentifier, choisir	14.0 %
Total :	100.4%

Dans un sondage mené auprès des participants au forum social de Brisbane (mai 2004) et de Sydney (septembre 2004), Tom Bramble arrive lui aussi à une conclusion similaire et montre que 90 % des répondants disent s'identifier à la gauche⁴⁹⁶.

⁴⁹⁴ Donnatella Della Porta, « The Emergence of European Movements? Civil Society and the EU », *European Journal of Legal Studies*, vol. 1, n° 3, 2008, p. 15-16.

⁴⁹⁵ Ma traduction. *Idem*.

Or, ces données sont sujettes à caution. Elles ne permettent pas de déterminer la position qu'occupe l'altermondialisme sur le clivage gauche-droite, mais donnent plutôt une mesure de la perception des militants en ce sens. Ces deux études mettent en évidence ce que les militants *croient être* l'appartenance idéologique de l'altermondialisme et non ce à quoi ce dernier *correspond dans la réalité*. Comment peut-on alors expliquer cette forte dissonance entre la réalité idéologique de l'altermondialisme et la perception qu'ont ses militants ? Trois facteurs d'explications peuvent servir à éclairer ce phénomène.

Premièrement, une bonne partie des militants de gauche refusent ce constat parce qu'ils croient qu'en tant que principal porteur de la critique sociale du pouvoir établi, l'altermondialisme ne pourrait pas en toute logique appartenir à la même famille idéologique dont les militants dénoncent l'une des variantes (le néolibéralisme). Puisque l'altermondialisme lutte contre les iniquités de l'ordre actuel, reprenant alors à son compte cette fonction qui incombe historiquement à la gauche, il ne pourrait entretenir aucune proximité avec le pouvoir établi. Dans la mesure où il assumerait le rôle social de la gauche, l'altermondialisme en serait l'héritier; il serait, autrement dit et à tort, de gauche.

Deuxièmement, parce que les militants altermondialistes sont mondialistes, que ceux-ci se soient ou non réclamés de gauche par le passé, ils ont alors certainement de la difficulté à voir que le projet d'une autre mondialisation ne soit nul autre chose qu'un choix idéologique libéral. Ils croient en effet que la mondialisation n'est pas une prise de position idéologique, qu'elle constituerait plutôt un phénomène inéluctable. Voilà pourquoi ils s'investissent dans le projet d'une autre mondialisation. Or, ils ne parviennent donc pas à percevoir que le libéralisme est à l'origine non seulement de ce qu'ils désignent comme la mondialisation économique, mais que, plus largement, l'autre mondialisation est elle-même

⁴⁹⁶ Tom Bramble, « "Another world is possible" A study of participants at Australian alter-globalization social forums », *Journal of Sociology*, vol. 42, n° 3, 2006, p. 299.

un projet politique libéral. La mondialisation économique est en quelque sorte la concrétisation d'un idéal cosmopolite par lequel le libéralisme souhaite abolir les frontières – culturelles, religieuses, nationales et classistes – afin de réunir au sein d'une même communauté tous les consommateurs et producteurs de la planète. Pour autant, l'idéal d'une communauté mondiale qui intégrerait tous les citoyens de la terre est un *desideratum* : une ambition, un désir profond et non un fait accompli. La mondialisation et le projet cosmopolite qui la sous-tend constituent une utopie dans un sens mannheimien, en ce que par celle-ci l'altermondialisme cherche « à ébranler, partiellement ou totalement, l'ordre des choses qui règne à ce moment⁴⁹⁷ ». La mondialisation ne serait donc pas un simple fait historique, mais bien plus une intention. La perte de repères idéologiques dont souffrent les militants de l'altermondialisme les entraînerait donc à se méprendre sur la nature même de leur propre militantisme.

Troisièmement, nonobstant les deux remarques précédentes, de façon épistémologique, si l'on devait demander à chacun des militants de l'altermondialisme ce qu'il croit être la position qu'occupe cette idéologie sur l'idéologique contemporain, je ne suis pas convaincu qu'ils seraient réellement capables de répondre adéquatement à cette question. Plusieurs obstacles se dressent en effet devant une telle démarche. D'abord, je doute qu'ils puissent réfléchir *de façon idéologique* à cette question alors que c'est uniquement en adoptant une telle réflexion qu'il est possible de comprendre la nature idéologique de l'altermondialisme. Or, pour qu'ils souscrivent à une telle démarche, ils doivent préalablement reconnaître la pertinence du concept d'idéologie et accepter d'utiliser celui-ci. Ensuite, malgré cela, comme l'ont montré Ronald Inglehart et Hans-Dieter Klingemann dans une étude portant sur plusieurs pays occidentaux, en règle

⁴⁹⁷ Karl Mannheim, *Idéologie et utopie. Une introduction à la sociologie de la connaissance*, Paris, Librairie Marcel Rivière et cie, 1956, p. 63.

générale, il serait aussi plus facile pour les citoyens de se situer sur le clivage gauche-droite à l'aide du repère des partis politiques que s'ils utilisent les idéologies⁴⁹⁸. Quelqu'un pourrait ainsi plus facilement s'afficher partisan du Parti Québécois ou du Parti socialiste que se déclarer militant du socialisme. Comme l'altermondialisme n'est pas un parti politique, son identification idéologique serait donc plus difficile pour ses militants. En outre, John H. Holm et John P. Robinson soutiennent aussi que, même si l'identification à une idéologie est plus facile pour les électeurs les plus scolarisés, ce qui est le cas de la majorité des altermondialistes comme le confirment les études de leur profils socioéconomiques, il n'en demeure pas moins que cet exercice n'offre pas toujours des résultats concluants. Différents militants sondés peuvent par exemple « se placer au même point sur le clivage gauche-droite aidés pour cela de définitions très différentes⁴⁹⁹ ». Leur appréciation de la composition de l'idéologique et de la place qu'ils y occupent serait donc naturellement influencée par des contours idéologiques imprécis. En outre, j'ajouterai que l'époque actuelle, où les idéologies n'« existeraient plus » et où, par exemple, les Français (pour ne mentionner qu'eux) sont près de 40 % à se réclamer en 2006 « ni de droite ni de gauche⁵⁰⁰ », rend l'exercice de l'auto-identification idéologique encore plus épineux. Voilà pourquoi j'estime que demander aux militants de décrire eux-mêmes la teneur idéologique

⁴⁹⁸ Inglehart et Klingemann ont montré qu'en général, les gens pouvaient beaucoup plus facilement identifier la position qu'ils occupent sur le clivage gauche-droite lorsqu'ils se réfèrent aux partis politiques plutôt qu'aux idéologies. Oddbjørn Knutsen a confirmé cette thèse en étudiant de manière empirique le comportement électoral de citoyens de huit et treize pays européens à partir de données de l'Eurobaromètre (1981) et du European Values Survey (1990). cf. Ronald Inglehart et Hans-Dieter Klingemann, « Party Identification, Ideological Preference and the Left-Right Dimension among Western Mass Publics », dans I. Budge, I. Crewe et D. Farlie (dir.), *Party Identification and Beyond. Representations of Voting and Party Competition*, Londres, Wiley, 1976, p. 243-276; et Oddbjørn Knutsen, « The Partisan and the Value-based Component of Left-Right Self-placement: A Comparative Study », *International Political Science Review*, vol. 18, n° 2, 1997, p. 191-225.

⁴⁹⁹ John D. Holm et John P. Robinson, « Ideological Identification and the American Voter », *Public Opinion Quarterly*, vol. 42, n° 2, janvier 1978, p. 237.

⁵⁰⁰ Daniel Boy, Bruno Cautrès, Jean Chiche, « Baromètre Politique Français (2006-2007) CEVIPOF-Ministère de l'Intérieur », avril 2006, p. 3.

de leur engagement contribue peu à éclairer cette facette pourtant centrale de l'altermondialisme.

L'altermondialisme n'appartient pas à la gauche traditionnelle

L'altermondialisme loge plus au centre du clivage gauche-droite et non dans l'espace occupé par la gauche traditionnelle. Je vais maintenant étayer cette affirmation. Je vais expliquer pourquoi la conception du monde et le programme politique de l'altermondialisme ne sont pas anticapitalistes, et qu'en conséquence cette idéologie ne peut pas être de gauche. Pour cette démonstration, j'analyserai les documents clés de l'altermondialisme que j'ai présentés en introduction.

Fondamentalement, à la différence de la gauche, l'altermondialisme n'est pas anticapitaliste. Tous les altermondialistes partagent l'idée que le capitalisme, pris dans son ensemble, ne serait pas fondamentalement une source d'inégalités sociales et d'injustices. Ils croient plutôt que c'est la mondialisation économique – soit la direction générale qu'aurait emprunté l'économie à partir des années 1980-1990, direction d'une autre nature que celle du capitalisme qui la précède, – qui serait porteuse des tares qui frappent le monde d'aujourd'hui. Les inégalités sociales et les injustices trouveraient leur principale source dans la libéralisation, la déréglementation et la privatisation des économies. Ce n'est donc pas le capitalisme qu'il faudrait dénoncer, mais plutôt les excès de sa variante « néolibérale ». Ainsi, contrairement à la gauche, l'altermondialisme reste quant à lui attaché aux principes fondateurs de l'économie de marché. Ses militants se résignent à accepter l'idée que l'*auri sacra fames* institué en système économique, comme nous l'a enseigné Max

Weber, doit sceller le destin de l'histoire humaine⁵⁰¹. Parce qu'il n'est pas anticapitaliste, l'altermondialisme rompt donc avec la gauche.

Dans « L'appel de Morsang » de janvier 2000, l'un des textes pionniers d'Attac et de l'altermondialisme, ses auteurs fixent cinq priorités pour le mouvement naissant⁵⁰². La première consiste à « revivifier la démocratie locale » afin que les citoyens puissent devenir maîtres de leur propre avenir. La seconde priorité : dénoncer la financiarisation de l'économie, soit le développement de l'économie financière au détriment de l'économie réelle ou productive. La troisième : redonner « aux services publics les moyens de jouer pleinement leur rôle d'acteurs économiques » afin de réduire les inégalités sociales. La quatrième : mieux prendre en compte les besoins culturels. Enfin, la cinquième priorité : tisser des liens et établir des coopérations « particulièrement avec les pays du Sud et ceux d'Europe de l'Est » afin de répondre aux quatre autres priorités. Aucune de ces pistes d'action ne prend pour cible le capitalisme.

Le texte « Appel des mouvements sociaux » de 2002 ne dénonce pas non plus le capitalisme, mais s'en prend plutôt aux « politiques néolibérales » qui « génèrent misère et insécurité⁵⁰³ ». Le dernier paragraphe du document réunit les luttes prioritaires identifiées par les auteurs. Parmi les deux seules qui se rapportent à l'économie, la première exige « l'abolition de la dette externe [des pays pauvres très endettés] et les réparations », la

⁵⁰¹ Max Weber, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1964 [1904-1905], p. 32.

⁵⁰² « L'appel de Morsang » constitue la déclaration finale des participants au colloque « Quand le local est confronté à la mondialisation libérale. Les collectivités, ancrages du sursaut citoyen », organisé les 28 et 29 janvier 2000 par Attac à Morsang-sur-Orge (Essonne). Le texte est reproduit dans Bernard Cassen et Gustave Massiah (dir.), *Tout sur Attac*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits libres », 2001, p. 29-34; et à l'adresse suivante : <http://www.france.attac.org/spip.php?article660>.

⁵⁰³ L'« Appel des mouvements sociaux » a été rédigé par un bon nombre de représentants des mouvements sociaux présents lors du FSM de 2002 qui a eu lieu à Porto Alegre du 31 janvier au 5 février 2002. Le texte est disponible à l'adresse suivante : <http://www.france.attac.org/spip.php?article394>.

seconde demande « la création de taxes spécifiques telles que la taxe Tobin et l'abolition des paradis fiscaux ».

Idem pour le « Manifeste de Porto Alegre » de 2005 qui contient « Douze propositions pour un autre monde possible⁵⁰⁴ ». Au nombre de ces propositions, quatre portent plus directement sur l'économie. La première appelle elle aussi à l'annulation de la dette publique des pays du Sud, dont le maintien permettrait aux institutions financières internationales « de mettre la majeure partie de l'humanité sous leur tutelle et d'y entretenir la misère. » La seconde proposition exige la mise en place de la taxe Tobin et interpelle les pays riches pour qu'ils s'engagent à respecter l'objectif fixé par l'ONU en 1970 de contribuer à hauteur de 0.7 % de leur produit intérieur brut à l'aide publique au développement⁵⁰⁵. La troisième demande la mise en place de mesures pour contrer l'évasion fiscale. Enfin, la quatrième fait la promotion du commerce équitable.

Dans le second « Appel des mouvements sociaux » publié en 2006, les auteurs du texte annoncent quatre campagnes d'actions concrètes pour l'année à venir⁵⁰⁶. La première concerne la dénonciation, par le moyen d'une journée de mobilisation internationale, contre l'occupation américaine de l'Irak. Ensuite, étant donnée l'ampleur des mobilisations qui ont eu lieu contre la rencontre ministérielle de l'OMC à Hong Kong du 13 au 18 décembre 2005, la seconde campagne appelle les mouvements sociaux à « mener des campagnes et des

⁵⁰⁴ Le « Manifeste de Porto Alegre » a été rédigé au FSM 2005 par 19 penseurs de l'altermondialisme. Il contient douze propositions pour « un autre monde possible ». Ses signataires sont : Tariq Ali, Samir Amin, Walden Bello, Frei Bettom, Atilio Boron, Bernard Cassen, Eduardo Galeano, François Houtart, Armand Mattelart, Adolfo Pérez Esquivel, Riccardo Petrella, Ignacio Ramonet, Samuel Ruiz García, Emir Sader, José Saramago, Roberto Savio, Boaventura de Sousa Santos, Aminata Traoré, Immanuel Wallerstein. Le texte est disponible à l'adresse suivante : <http://www.france.attac.org/a3993>.

⁵⁰⁵ Sur l'histoire de cet objectif, cf. « Historique de l'objectif de 0.7 % », *Journal du Comité d'aide au développement (CAD)*, vol. 3, n° 4, 2004, p. 11-13.

⁵⁰⁶ Le texte a été rédigé le 29 janvier 2006 lors de l'Assemblée des mouvements sociaux qui s'est tenue au Théâtre Teresa Carreño pendant le FSM polycentrique de Caracas au Venezuela.

actions communes pour faire pression sur les gouvernements afin de renverser les résultats de Hong-Kong et faire dérailler l'OMC lors de la prochaine réunion de son Conseil général en mai 2006. » La troisième campagne a pour objectif d'organiser un contre-sommet du G8 se réunissant à Saint-Pétersbourg en juillet de la même année. La quatrième propose de tenir une journée de mobilisation internationale contre la tenue des réunions annuelles de la Banque mondiale et du FMI qui auront lieu en septembre 2006.

Ces quatre textes qui s'échelonnent de 2000 à 2006 et qui forgent l'idéologie altermondialiste ne dénoncent donc pas le capitalisme. Le mot « capitalisme » n'y apparaît même pas ! Ainsi, aucun rapprochement n'est-il possible entre ce qu'ils proposent et une lutte qui viserait directement ou par voie détournée le capitalisme. Ces textes dénoncent plutôt certaines politiques économiques qui accompagnent l'apparition de la mondialisation économique. Or, comme je l'expliquerai plus bas, toute critique de l'OMC, du FMI et de la Banque mondiale ne vise pas nécessairement le capitalisme : elle concerne plutôt et uniquement le système d'échanges commerciaux et financiers que l'altermondialisme désigne comme la mondialisation économique. Ainsi, est-il possible de critiquer l'OMC, voire d'appeler par exemple à sa liquidation, sans rompre avec le capitalisme.

Altermondialistes : un rapport ambigu à l'endroit du capitalisme

Si ces documents demeurent muets quant au capitalisme en n'adoptant aucune position officielle à l'endroit de ce système économique, ce n'est toutefois pas l'attitude qu'observent tous les militants de l'altermondialisme. Malgré leur adhésion à l'altermondialisme, certains militants préférèrent en effet maintenir une position d'opposition à l'endroit du capitalisme et appellent même à son dépassement. À ce sujet, je

donnerai cinq exemples qui peuvent paraître contradictoires et pour lesquels je donnerai une explication plus loin.

Dans une communication au second FSM de 2002, Manuel Monereo propose de rompre avec le capitalisme dans un mouvement d'unité avec la gauche⁵⁰⁷. Lors du troisième FSM de 2003, Aníbal Quijano présente lui aussi un mémoire dans lequel il appelle au dépassement du capitalisme par le renforcement de la démocratie comme point de départ de cette lutte⁵⁰⁸. Lors de la cinquième édition du FSM en 2005, l'un des panels avait par exemple pour titre : « Pensée et action contre la culture capitaliste et patriarcale ». Organisé par le Centro Memorial Dr. Martin Luther King, Jr. (CMMLK) de Cuba, les participants ont été amenés à discuter de la possibilité d'un dépassement du capitalisme comme solution aux injustices et aux inégalités sociales contemporaines. Dans un texte publié en 2009 au titre fort éclairant : « Pourquoi est-il raisonnable d'être anticapitaliste⁵⁰⁹ », Olivier Bonfond du CADTM, invite explicitement le mouvement altermondialiste à s'engager dans une lutte contre le capitalisme. Dans une entrevue qu'il accorde au quotidien brésilien *O estado de São Paulo*, Gustavo Massiah, membre du Conseil scientifique d'Attac et l'un des auteurs les plus prolifiques de l'altermondialisme, appelle lui aussi à rompre avec le capitalisme. Il affirme en effet que :

⁵⁰⁷ Manuel Monereo, « Génova: resistencias, nuevos sujetos y reconstrucción de un movimiento anticapitalista », *Bibliothèque des alternatives, Forum social mondial 2002* [<http://www.forumsocialmundial.org.br/dinamic/es/monereo.php>].

⁵⁰⁸ Aníbal Quijano, « El nuevo imaginario anticapitalista », *Bibliothèque des alternatives, Forum social mondial 2003* [http://www.forumsocialmundial.org.br/dinamic/es/tbib_Anibal_Quijano.php].

⁵⁰⁹ Olivier Bonfond, « Pourquoi est-il raisonnable d'être anticapitaliste », *CADTM*, 30 avril 2009 [<http://www.cadtm.org/Pourquoi-est-il-raisonnable-d-etre>].

« [l']altermondialisme est aujourd'hui un mouvement anti-systémique, qui s'oppose à la logique dominante du système néo-libéral. Mais, la profondeur de la crise met en cause, au-delà de la logique néolibérale, la logique capitaliste elle-même⁵¹⁰ ».

En janvier 2010, dans un document de réflexion sur les deux tendances qui s'offrent aujourd'hui à l'altermondialisme quant à son rapport au capitalisme, il affirme aussi que :

« Plusieurs variantes sont possibles autour de chaque tendance. La première tendance est celle d'une dominante conservatrice avec une confrontation d'un néolibéralisme de guerre. La deuxième tendance est celle d'une réforme en profondeur du capitalisme sous une forme néokeynésienne et écologique, celle d'un "Green New-Deal". Une issue plus radicale est possible à moyen terme ; à court terme, le renforcement du mouvement altermondialiste pèsera sur les issues immédiates⁵¹¹ ».

Enfin, dans une autre entrevue, Massiah défend l'idée selon laquelle la crise économique de 2007-2009 poserait « une grande question pour la première fois depuis longtemps : "Quelles sont les perspectives de dépassement du capitalisme et d'une reformulation complète du système mondial ?" ⁵¹² » Ainsi, se montre-t-il ouvertement favorable à discuter de cette question et laisse-t-il entendre qu'il est prêt à renouer avec une lutte contre le capitalisme.

Il est donc possible de retrouver des traces d'anticapitalisme chez certains altermondialistes, même si l'idéologie à laquelle ils adhèrent ne propose aucune rupture avec ce système économique. Deux principales raisons peuvent expliquer le décalage existant entre ce que certains militants affirment et la position officielle de l'altermondialisme sur le sujet du capitalisme.

⁵¹⁰ Wilson Machado et Tosta Junior, « 10 ans du Forum Social Mondial : une interview de Gus Massiah », *O estado de São Paulo*, 27 janvier 2010 [<http://www.crid.asso.fr/spip.php?breve87>].

⁵¹¹ Gustave Massiah, « Le mouvement altermondialiste face à la crise globale », *Mouvements des idées et des luttes*, 29 janvier 2010 [<http://www.mouvements.info/Le-mouvement-altermondialiste-face.html>].

⁵¹² Montassir Sakhi, « Gustave Massiah : la crise structurelle n'est pas seulement celle du néolibéralisme, mais aussi du capitalisme », *Libération* (Maroc), 9 juin 2010 [http://www.libe.ma/Gustave-Massiah-la-crise-structurelle-n-est-pas-seulement-celle-du-neoliberalisme-mais-aussi-du-capitalisme_a11871.html].

Le vrai anticapitalisme des *faux* altermondialistes

La grande hétérogénéité de l'altermondialisme permet d'abord à des militants anticapitalistes n'adhérant pas totalement à l'idée qu'un autre monde est possible de participer aux événements étiquetés altermondialistes. Nul participant au FSE et au FSM n'est par exemple obligé de faire une profession de foi altermondialiste⁵¹³. Aucun contrôle n'est aussi exercé chez les participants à ces événements quant à leurs engagements au sein d'autres mouvements. C'est ainsi que lors des différentes éditions du FSE, la LCR, le PCF, Lutte ouvrière (LO) et le Parti des travailleurs socialistes anglais (SWP) envoient généralement une délégation de militants⁵¹⁴. Il est alors normal qu'à ces événements, la question du capitalisme soit soulevée. C'est l'idée que confirment par exemple Tanguy Coulouarn et Ariane Jossin dans leur étude des participants du second FSE de Paris de 2003, à qui ils ont posé la question suivante « Quelles propositions pour changer le monde ?⁵¹⁵ » C'est sans surprise que les militants ayant déclaré appartenir à la LCR et au

⁵¹³ C'est d'ailleurs pour cette raison que certains militants, dont la présence pourtant ne fait pas consensus chez les altermondialistes, participent malgré cela aux forums sociaux avec les contentieux que cela entraîne. Le cas « l'affaire Ramadan » qui a divisé l'altermondialisme marque les limites de la volonté d'ouverture qu'affiche l'altermondialisme. Tariq Ramadan, un intellectuel musulman a participé au FSE de 2003. Les thèses qu'il défend s'inscrivant dans la large critique de l'économie que formule notamment l'altermondialisme, sa présence paraissait alors pour plusieurs militants comme compatible. Or, certaines de ces déclarations favorables à l'Islam ont provoqué la désapprobation, parfois même acrimonieuse, d'une majorité d'altermondialistes. La direction d'Attac a même dû intervenir pour dénoncer, dans un communiqué, toute démarche « communautariste » telle que celle proposée par Ramadan et le groupe *Présence musulmane* avec lequel il est associé. cf. Attac France, « Nos relations avec Tariq Ramadan », *Attac France*, 10 novembre 2003 [<http://www.france.attac.org/a2236>].

⁵¹⁴ Leur présence n'est d'ailleurs pas sans occasionner certaines frictions politiques et idéologiques avec les autres militants, comme le rappellent Florence Johsua et Yann Raison du Cleuziou dans leur étude du second FSE de Paris en 2003. Christophe Bourseiller abonde dans le même sens dans son analyse du FSE s'étant tenu à Londres en 2004 où le SWP a joué un rôle encore plus important dans l'organisation de l'événement. Florence Johsua et Yann Raison du Cleuziou, « Entre radicalité et apolitisme », dans Éric Agrikoliansky et Isabelle Sommier (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le second Forum social européen*, Paris, La dispute/SNÉDIT, 2005, p. 239-262; Christophe Bourseiller, « La faucille et le Coran », *Le meilleur des mondes*, n° 3, printemps 2007.

⁵¹⁵ Tanguy Coulouarn et Ariane Jossin, « Représentations et présentations de soi des militants altermondialistes », dans Éric Agrikoliansky et Isabelle Sommier (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le second Forum social européen*, Paris, La dispute/SNÉDIT, 2005, p. 127-155.

PCF ont répondu qu'il faut supprimer le capitalisme⁵¹⁶. Cet exemple montre donc qu'il est possible de participer aux événements de l'altermondialisme et continuer de croire que la seule solution consiste à en finir avec le capitalisme. Je dirais pour résumer que cette première forme d'anticapitalisme est alors *authentique*, ceux qui l'expriment croient réellement qu'il faille lutter contre ce système économique. En revanche, ces militants ne sont toutefois pas totalement intégrés à l'altermondialisme. Ils sont en quelque sorte de *faux militants* altermondialistes puisque, d'une part, ils ne souscrivent pas en entier à la conception du monde de cette idéologie, d'autre part, ils continuent d'appuyer le communisme, le socialisme ou l'anarchisme.

Le *faux* anticapitalisme des *vrais* altermondialistes

Ensuite, l'anticapitalisme qu'expriment Olivier Bonfond et Gustave Massiah notamment serait d'une autre nature. Je dirais qu'à l'inverse de l'anticapitalisme précédent, le leur serait d'une certaine façon *inauthentique*, mais proviendrait, en contre-partie, de *vrais militants* altermondialistes.

Premièrement, malgré les déclarations de Bonfond et Massiah, l'altermondialisme n'a pas modifié sa ligne de pensée concernant cette question. La cible de sa critique reste inchangée : c'est contre la mondialisation économique qu'il faut lutter. Ce n'est donc pas l'altermondialisme qui s'affiche désormais comme anticapitaliste, mais certains de ses militants.

⁵¹⁶ *Ibid.*, p. 132.

Deuxièmement, ces déclarations ont été faites récemment. Elles coïncident d'abord avec un certain essoufflement du mouvement⁵¹⁷. Après plus de dix ans d'existence, l'altermondialisme ne mobilise plus autant qu'auparavant. Ce serait donc peut-être de manière stratégique, pour chercher à rallier les militants de gauche au mouvement altermondialiste, que Bonfond et Massiah se seraient réconciliés avec l'anticapitalisme. Par ailleurs, dans son texte, Bonfond est explicite quant à la nécessité de « réinventer le socialisme au XXIème siècle », ce qui laisse entendre qu'il chercherait à tendre la main aux militants de gauche. Dans le même sens, le discours anticapitaliste de Bonfond et Massiah insiste alors aussi sur le caractère radical de leur critique du pouvoir établi, ce qui plaît certainement davantage aux militants de gauche puisqu'ils défendent un programme politique plus musclé que le programme centriste et très mesuré de l'altermondialisme. « Mort au capitalisme ! » produit alors plus d'effet chez ceux que l'on cherche à recruter que de scander « Mort à l'une des variantes du capitalisme contemporain ! » Ce deuxième type d'anticapitalisme serait essentiellement rhétorique dans le but surtout de favoriser le recrutement de nouveaux militants chez la gauche.

Troisièmement, les interventions de Bonfond et Massiah concernant aussi le capitalisme précisément associé à la grave crise économique des hypothèques à risque qui débute en 2007. Celle-ci entraînerait selon eux non seulement des conséquences bien évidentes sur l'économie, mais aussi sur le champ militant. Elle obligerait en quelque sorte

⁵¹⁷ Cet essoufflement a d'ailleurs été l'objet de débats entre les militants et les analystes de l'altermondialisme. Certains y voient, soit une lame de fond, ce qui obligerait le mouvement à réfléchir sérieusement à son avenir, à penser ce que devrait être un « post-altermondialisme » (Eddy Fougier), soit, au contraire, le signe que l'altermondialisme amorce une nouvelle phase de son développement dans laquelle celui-ci continuera à exercer un certain pouvoir non plus par ses organisations, mais par le poids de ses idées (Geoffrey Pleyers). cf. Eddy Fougier, « Où en est le mouvement altermondialiste ? Réflexions sur l'essoufflement », *lavedesides.fr*, 3 mars 2008 [<http://www.lavedesidees.fr/Ou-en-est-le-mouvement.html>]; et Geoffrey Pleyers, « L'altermondialisme : essoufflement, ou reconfiguration ? », *lavedesides.fr*, 21 mars 2008 [<http://www.lavedesidees.fr/L-altermondialisme-essoufflement.html>].

l'altermondialisme à revoir certaines des idées qu'il défendait jusqu'alors. L'étendue de la crise forcerait ainsi la radicalisation de la contestation de la mondialisation économique. Comme l'affirme Massiah : « [l']enjeu de l'issue de la crise, c'est la définition d'un nouveau projet d'émancipation pour le 21ème siècle⁵¹⁸ ». C'est dans ce contexte précis que Massiah ouvre la porte à l'idée de renouer, du moins discursivement, avec l'anticapitalisme. Cet appel contre le capitalisme serait surtout déterminé par les circonstances de cette crise. Il revêtirait alors un caractère provisoire.

Quatrièmement, je dirais qu'au-delà des enjeux de pouvoir entre les organisations de gauche et l'altermondialisme, le fait que ce dernier accueille nombre d'anciens militants de gauche, il est alors normal, comme le souligne Eddy Fougier, que certains discours altermondialistes, qui occupent il faut le rappeler une place marginale dans la littérature de cette idéologie, soient à l'occasion teintés d'anticapitalisme⁵¹⁹. Ainsi, certains militants de l'altermondialisme appelleraient-ils à rompre avec le capitalisme puisque cela est, d'une certaine façon, ancré dans leurs habitudes. Leur opposition au capitalisme ne serait alors pas de la même catégorie que celle qu'expriment les militants trotskystes au FSE par exemple alors que ceux-ci agissent conformément à l'idéologie communiste. La position anticapitaliste qu'adoptent ces militants qui sont pleinement intégrés à l'altermondialisme est donc d'une autre nature : elle est essentiellement un anticapitalisme résiduel ou de parole. En d'autres termes, ce qu'ils disent ne correspond pas aux actions dans lesquelles ils sont engagés.

⁵¹⁸ Gustave Massiah, « Le mouvement altermondialiste face à la crise globale », *Mouvements des idées et des luttes*, 29 janvier 2010 [<http://www.mouvements.info/Le-mouvement-altermondialiste-face.html>].

⁵¹⁹ Eddy Fougier, *L'altermondialisme*, Paris, Le Cavalier bleu, coll. « Idées reçues », 2008, p. 149.

Une conception du monde qui n'est pas anticapitaliste

Comme je l'ai montré au chapitre 3, la conception du monde altermondialiste est essentiellement mondialiste. Elle repose toute entière sur une double idée. La première consiste à affirmer que le monde d'aujourd'hui est entré dans la phase historique de la mondialisation et que cela entraîne déjà l'abolition des frontières entre les peuples et les personnes de telle sorte que l'ensemble des habitants de la planète formerait aujourd'hui une seule et même communauté. La seconde idée est que, dans ce contexte précis, la politique serait aujourd'hui désuète. La première idée donne lieu à une principale interprétation qui sera à l'origine du programme politique altermondialiste. Parce que la mondialisation économique chercherait à modifier le cours de la mondialisation dans une direction qui ne serait pas favorable à l'ensemble des habitants de la planète, c'est donc contre celle-ci qu'il faut lutter. Cette conception du monde n'est pourtant pas anticapitaliste.

Le capitalisme n'occupe d'abord pas une place centrale dans la conception du monde altermondialiste. Certains penseurs et militants croient toutefois que lorsque l'altermondialisme critique la mondialisation économique, il pourfend du même coup le capitalisme⁵²⁰. Or, comme je l'ai montré plus haut, à la lecture des textes clés de l'altermondialisme rien n'est moins vrai. Lorsque les auteurs altermondialistes présentent l'époque où est né l'altermondialisme, ils insistent toujours sur le caractère inédit de celle-ci comme si elle était radicalement différente des époques antérieures. Cette croyance conduit alors les premiers militants de l'altermondialisme à considérer nécessaire de rompre avec la conception du monde de la gauche. Ainsi, dans leur esprit, la mondialisation économique ne serait-elle pas une forme de capitalisme dépoussiérée, mais quelque chose de nouveau.

⁵²⁰ C'est le cas notamment de Dominique Plihon sur lequel je reviendrai ultérieurement. Dominique Plihon, « L'altermondialiste, version moderne de l'anticapitalisme ? », *Actuel Marx*, vol. 2, n° 44, 2008, p. 31-40.

La mondialisation appartiendrait à une catégorie ontologique distincte. Voilà pourquoi l'altermondialisme devait naître. Par cette insistance à vouloir rompre avec le passé, l'altermondialisme fournit l'un des indices de sa volonté de ne pas s'engager dans une lutte anticapitaliste.

La plupart des militants de gauche qui s'affichent aujourd'hui comme anticapitalistes reconnaissent, ce qui leur apparaît d'ailleurs assez naturel, que l'altermondialisme ne conteste pas le capitalisme. Cela les amène à ignorer l'existence même de l'altermondialisme lorsqu'ils analysent la lutte actuelle qui les oppose au capitalisme. C'est le cas par exemple de Daniel Bensaïd et Olivier Besancenot qui fondent le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) en France en février 2009. Dans l'ouvrage *Prenons Parti pour un socialisme du XXI^e siècle*, qu'ils publient juste avant le congrès de fondation du NPA et dans lequel ils annoncent les grandes lignes du parti, Bensaïd et Besancenot ne font pas mention de l'altermondialisme comme si celui-ci n'existait pas sur la scène militante française⁵²¹. À leurs yeux, il ne fait aucun doute que l'altermondialisme mène un tout autre combat sans quoi on se serait attendus d'eux qu'ils s'expriment sur la possibilité de tisser une alliance avec ses militants, ce à quoi ils tournent résolument le dos. C'est également une position similaire qu'adopte François Coustal dans un ouvrage qu'il signe sur le NPA où il n'évoque pas non plus l'altermondialisme⁵²². De manière peut-être plus stratégique, Philippe Pignard aborde quant à lui, dans *Être anticapitaliste aujourd'hui. Les défis du NPA*,

⁵²¹ Daniel Bensaïd et Olivier Besancenot, *Prenons Parti : Pour un socialisme du XXI^e siècle*, Paris, Mille et une Nuits, 2009. Selon Laurent Olivier, le PS en France a lui aussi manifesté une « relative indifférence » (p. 2) à l'endroit de l'altermondialisme dans la mesure où il percevait celui-ci comme dominée par l'extrême gauche en raison de la présence, il est vrai, de certains militants provenant de ce milieu, comme Christophe Aguiton ancien membre de la LCR par exemple, qui étaient très actifs au début de la construction de l'altermondialisme. cf. Laurent Olivier, « Le PS et l'altermondialisme. Enjeux d'une réappropriation partisane ambiguë », *Colloque sur les mobilisations altermondialistes GERMM*, Paris, décembre 2003, 16 p. [<http://www.afsp.msh-paris.fr/activite/groupe/germm/collgermm03txt/germm03olivier.pdf>]

⁵²² François Coustal, *L'incroyable histoire du Nouveau Parti Anticapitaliste*, Paris, Demopolis, 2009.

le rapport que ce dernier devrait tisser avec les autres militantismes, notamment avec l'altermondialisme⁵²³. Il reconnaît que la LCR, dont le NPA se veut la continuation, avait fait le bon choix d'être partie prenante de l'altermondialisme. Toutefois, il admet aussi que ce choix comportait des limites importantes et affirme que l'adhésion à l'altermondialisme a été une « phase nécessaire, mais temporaire, avant de se lancer dans une phase plus unificatrice⁵²⁴ ». La vraie lutte n'aurait donc pas encore débuté et se déroulerait sans l'altermondialisme. Tous ces auteurs présentent donc l'altermondialisme comme appartenant à une variété différente de militantisme, qui n'est pas à proprement parler de gauche, puisque ces militants ne croient pas qu'il faille rompre avec le système économique en place. C'est pourtant précisément pour une telle lutte que milite le NPA.

Le fossé qui sépare la gauche et l'altermondialisme tient à l'idée qu'occupe – ou n'occupe justement pas – la notion de mondialisation dans leurs pensées respectives. L'altermondialisme postule qu'un nouvel ordre mondial est né avec la mondialisation économique et que celui-ci obligerait la mise à plat de la conception du monde que partage la gauche. Le monde serait entré, à partir des années 1980, dans une nouvelle période historique. Or, bon nombre d'auteurs de gauche contestent ce point de vue. Pour eux, non seulement la « mondialisation » ne marquerait pas une nouvelle période historique, mais ce concept serait lui-même faux. La mondialisation relèverait tout simplement d'un mythe.

Le mythe de la mondialisation imaginaire

Pour mieux comprendre pourquoi la mondialisation est parvenue sous la forme d'un mythe qu'entretiennent à la fois le néolibéralisme et l'altermondialisme, il faut revenir aux

⁵²³ Philippe Pignarre, *Être anticapitaliste aujourd'hui. Les défis du NPA*, Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2009.

⁵²⁴ *Ibid.*, p. 90.

origines de celui-ci. Du côté de l'altermondialisme, le mythe de la mondialisation tiendrait à ce que pour les militants de cette idéologie il existerait trois types de mondialisation qui renverraient à autant de réalités distinctes et dont la synthèse prend précisément la forme d'un mythe, celui de la mondialisation imaginaire. C'est fondamentalement ce mythe qui nourrit la réflexion de l'altermondialisme et sur celui-ci que s'est façonnée toute sa pensée.

D'abord, bien qu'il soit au fondement même de l'idéologie altermondialiste, ce mythe n'y apparaît toutefois pas en toutes lettres dans le discours de ses militants. Celui-ci demeure d'une certaine façon invisible dans la pensée de l'altermondialisme. Le mythe de la mondialisation imaginaire ou une notion analogue ne sont introduits dans aucun des textes de l'altermondialisme. Ainsi, la seule façon de le rendre visible consiste-t-elle à adopter la perspective de l'analyse idéologique. Là alors, la présence de ce mythe dans le discours altermondialiste peut-elle s'affirmer et est-il possible de comprendre les conséquences qu'il entraîne sur la conception du monde et le programme politique de cette idéologie. Résumons d'abord à nouveau les trois mondialisations sur lesquelles s'est construit le mythe de la mondialisation imaginaire, pour ensuite s'attarder à comprendre la fonction que ce dernier occupe dans la pensée altermondialiste.

Premièrement, dans le discours altermondialiste, la *mondialisation historique*, souvent nommée par ce dernier et ailleurs sans l'adjectif « historique », désigne le processus historique de long terme à travers lequel les sociétés entreraient en contact les unes avec les autres et multiplieraient les échanges. La mondialisation historique serait d'une certaine façon contingente, le résultat de l'histoire universelle en marche. Elle ne pourrait alors pas constituer un projet manifeste, mais serait plutôt fondamentalement inscrite dans les gènes mêmes de l'histoire humaine. Elle peut néanmoins parfaitement

correspondre à un idéal puisqu'elle satisfait l'instinct grégaire et répond à certaines valeurs humaines comme l'altruisme.

Deuxièmement, la *mondialisation économique* – la mondialisation libérale, la mondialisation néolibérale, la « *corporate globalisation* » ou encore la globalisation – serait une politique économique d'ouverture des marchés qui profiterait, selon l'altermondialisme, en premier aux multinationales et à leurs actionnaires. La mondialisation économique serait un processus d'intégration des économies du monde s'étant accéléré à partir de la fin des années 1980 et auquel la fin de la guerre froide, qui avait obligé la division du monde en deux, aurait largement contribué. Les traces de cette mondialisation sont nombreuses et indéniables : entrée en vigueur de l'ALÉNA en janvier 1994, création de l'OMC en janvier 1995, établissement de la zone euro en janvier 1999, croissance importante du commerce des biens et des services, etc. Une lecture même sommaire des données de l'économie mondiale témoigne de l'expansion des échanges transfrontaliers durant cette période.

Troisièmement, l'*autre mondialisation* désigne le projet et la vision utopique altermondialiste. C'est en travaillant à la réalisation de ce projet que travaillent les militants. Il constitue la réponse aux problèmes de l'époque actuelle et son objectif est simple : réaffirmer avec force, de façon plus humaine, la mondialisation historique en opposition à la mondialisation économique.

Ces trois mondialisations sont réunies au sein d'une synthèse qui prend la forme d'un mythe : la *mondialisation imaginaire*. Contrairement à l'autre mondialisation, la mondialisation imaginaire ne constitue pas un projet. À l'inverse de la mondialisation historique et de la mondialisation économique, la mondialisation imaginaire n'est pas non

plus un fait, une donnée recueillie par l'historien ou l'économiste. Elle est plutôt une illusion qui berce la pensée des altermondialistes et qui les séduit précisément parce qu'ils partagent un idéal cosmopolite. La mondialisation imaginaire est essentiellement la façon dont l'altermondialisme interprète et donne un sens à la période débutant autour de 1980. Elle constitue en d'autres termes un schéma interprétatif général à partir duquel naîtra l'altermondialisme.

La mondialisation imaginaire serait basée sur une double idée selon laquelle d'une part, le monde serait récemment entré dans la phase de la mondialisation historique, d'autre part, la politique de la mondialisation économique aurait détourné le cours de la mondialisation historique vers une direction défavorable à l'ensemble des habitants de la planète. L'autre mondialisation se voudrait alors le projet permettant au cours de l'histoire du monde de retrouver sa normalité. Or, cette idée pose problème, car elle semble davantage renforcer certaines convictions idéologiques qu'elle ne repose sur une lecture objective de la réalité. En fait, elle constitue l'une des séquelles du succès de la politique économique de la mondialisation. La mondialisation imaginaire est le résultat, dans l'esprit de ceux qui anticipent avec un optimisme parfois débordant, de l'idéal de la mondialisation historique – idéal que partagent en particulier les cosmopolites –, mais puisqu'ils vivent à l'époque où le programme politique néolibéral s'est imposé sans partage, ils en sont venus à croire que la réalité qu'ils observent dans le monde qui les entoure serait non pas le produit de la mondialisation économique, mais de la mondialisation historique. Voilà la confusion qu'entraîne le mythe de la mondialisation imaginaire. Cette confusion relèverait elle-même de deux principales équivoques qui se rapportent conceptuellement à ce que sont la mondialisation historique et la mondialisation économique.

Premièrement, contrairement à ce que soutient l'altermondialisme, il serait faux, sinon ingénu de croire que l'histoire humaine est essentiellement guidée par une curiosité universelle que manifesterait l'homme à vouloir rencontrer l'autre. S'il est vrai que le cours de l'histoire universelle semble indiquer un certain rapetissement social de la planète, ce n'est pas uniquement, voire centralement, parce que l'homme agit par altruisme. C'est plutôt pour d'autres raisons, surtout liées à sa volonté de conquérir de nouveaux territoires pour des raisons économiques, religieuses ou stratégiques, que les contacts entre les différents peuples de la terre ont lieu. L'étude des phases de l'histoire humaine où ces contacts sont plus nombreux semble en effet montrer que l'« ouverture à l'autre » relèverait d'un certain euphémisme. Lorsque Alexandre le Grand entame avec sa grande armée macédonienne la conquête de l'Asie Mineure en 334 av. J.-C., il ne cherche pas à nouer des contacts avec les peuples qu'il croise sur son chemin, très certainement pas avec le roi perse Darius qu'il affronte, mais vise plus simplement à conquérir, puis à annexer à son Empire, les territoires qu'il foule. Les explorateurs européens qui abordent les côtes des Caraïbes au XVI^e siècle ne cherchent pas non plus à rencontrer d'autres peuples, ou encore à favoriser les échanges entre les sociétés européennes et celles dont ils ignorent même l'existence, ils veulent tout simplement trouver une voie maritime occidentale vers les marchés asiatiques. Certes, dans les deux cas, tous ces peuples ont été amenés à nouer des liens. Toutefois, ces liens sont davantage l'une des conséquences des contacts, qu'ils n'avaient été voulus comme tels. Ainsi, j'estime qu'il est faux de croire que la mondialisation historique est *ce qui doit arriver* au terme de l'histoire humaine, et que la rencontre des peuples se fait d'abord par altruisme.

Deuxièmement, l'altermondialisme ne semble pas non plus capable de comprendre que sa lecture de l'époque est conditionnée idéologiquement par celle-ci. Cette lecture est en bonne partie le reflet du contexte idéologique et matériel qui prévaut en Occident vers la

fin du XXe siècle. Sans la fin de l'URSS et ses effets délétères sur la gauche, l'ouverture des marchés et l'invention d'Internet, l'époque actuelle ne coïnciderait tout simplement pas à la mondialisation historique. Ainsi, l'altermondialisme accepte-t-il comme vraie l'idée que cette réalité aurait pu voir le jour sans le soutien technique de la mondialisation économique. Pourtant, c'est uniquement en confondant grâce à Internet les deux premières mondialisations – la libéralisation du commerce, l'augmentation des communications planétaire; et le cours de l'histoire universelle – que l'altermondialisme s'oriente idéologiquement en direction de la conception du monde qu'il propose. Comme nous l'avons vu au chapitre 4, Internet a été une condition déterminante dans la conception du monde altermondialiste. Or, les moyens de communication modernes tout comme par ailleurs les voyages intercontinentaux ne sont pas apparus pour favoriser l'enracinement et la pérennisation de la mondialisation historique, comme s'ils étaient le signe inexorable que les peuples et les hommes cherchent, par-delà les frontières, à découvrir leurs prochains, à multiplier les échanges. Ils sont plus prosaïquement surtout nés comme des offres de services marchands que seule rendait possibles la technologie moderne et qui profitent d'abord et avant tout au capital puisqu'ils participent à son enrichissement. La mondialisation économique permet certes de combler certains besoins d'altruisme, elle contribue toutefois surtout à créer, même chez ceux qui ne partagent aucune disposition à s'intéresser à autrui, le besoin de voyager et de découvrir d'autres cultures par le moyen notamment d'Internet. Dit autrement, les moyens de communication modernes et la facilité avec laquelle on peut aujourd'hui s'offrir des voyages lointains permettent de simuler l'idéal de la mondialisation historique, mais aussi et surtout d'assurer le plus grand déploiement du projet néolibéral de mondialisation économique. Ces deux projets et idéaux sont donc inséparables. La mondialisation historique ne peut se réaliser sans l'appui que lui prête le néolibéralisme par sa réussite sur le terrain idéologico-politique.

La mondialisation historique est aussi d'abord apparue dans l'esprit des citoyens appartenant aux classes aisées et éduquées, celles-là mêmes qui sociologiquement profitent le plus de la mondialisation économique. C'est d'ailleurs logiquement chez cette même classe sociale, comme l'a montré Craig Calhoun, que l'idéal cosmopolite serait le plus vif⁵²⁵. La mondialisation historique ne précède donc pas dans le temps le néolibéralisme, mais de croire que celle-ci existe constitue une condition *sine qua non* du succès politique de cette idéologie. Cette croyance accélère le processus de la seconde mondialisation puisque nourrie d'illusions, elle la rend plus légitime auprès de ceux qui lui sont idéologiquement plus réfractaires. La mondialisation imaginaire appuie le programme politique néolibéral dont l'objectif est d'abolir les frontières, notamment nationales et classistes, afin d'offrir plus d'occasions de débouchés pour le capital et faire jouer davantage les régions entre elles pour réduire les coûts de production. Ainsi, dans l'observation qu'il fait du monde d'aujourd'hui, l'altermondialisme confond, j'estime, des faits empiriques observables et le discours idéologique néolibéral. La mondialisation imaginaire serait tout simplement fondée sur cette confusion. C'est de celle-ci qu'émergera la première idée maîtresse de l'altermondialisme.

Le concept de mondialisation et ses résultantes seraient ainsi une stratégie qui profiterait d'abord et avant tout au capital. C'est grâce à celui-ci que le pouvoir établi a réussi à la fois à déloger la critique sociale et imposer l'idée, à travers la planète, que le couple capitalisme/démocratie libérale constituait le point d'aboutissement de l'histoire humaine. Ainsi, pour utiliser une image, je dirais que la mondialisation est au libéralisme ce que le Panzer a été à la Wehrmacht durant la Seconde Guerre mondiale : il représente une arme redoutable avec laquelle les lignes adverses ont pu être percées. L'idée d'une autre

⁵²⁵ Craig Calhoun, « The Class Consciousness of Frequent Travellers: Towards a Critique of Actually Existing Cosmopolitanism », *The South Atlantic Quarterly*, vol. 10, n° 4, automne 2002, p. 869-897.

mondialisation et je dirais aussi l'idée consistant à vouloir abolir les classes sociales comme dans le marxisme, auraient alors peu à voir avec l'histoire, contrairement à ce que soutiennent ceux qui se posent comme les champions de ces projets, mais constitueraient plus trivialement des projets politiques. Ils seraient, comme tous projets politiques, issus d'une culture idéologique. En somme, les trois autres formes de mondialisation exercent chacune une fonction préalable à l'autre mondialisation, mais c'est la mondialisation imaginaire qui permet l'assemblage idéologique de l'altermondialisme, en étant la source d'un mythe tenace.

Les conséquences de ce mythe

Certains auteurs de gauche, qui restent attachés à l'idée que le capitalisme occupe une place centrale dans l'analyse qu'ils proposent, critiquent d'ailleurs le rôle déterminant que joue la notion de mondialisation dans la pensée de l'altermondialisme. Ils prennent à partie ce qu'ils considèrent comme fondamentalement erroné dans la lecture de l'altermondialisme du monde d'aujourd'hui. Sa conception ne serait pas fondée sur une observation attentive de la réalité empirique – de l'étude des faits entourant le développement économique et des répercussions que cela entraîne –, mais serait, au contraire, plus précisément un échafaudage idéologique admirable qui aurait permis au libéralisme de s'imposer encore davantage sur son époque. Pour le sociologue Jean-Pierre Le Goff, la période qui débute avec les années 1980 ne serait nulle autre chose qu'une forme de « barbarie douce » qui se serait installée et qui « serait liée au déploiement du libéralisme et avec la décomposition culturelle qui l'a rendue possible⁵²⁶ ». La

⁵²⁶ Jean-Pierre Le Goff, *La barbarie douce. La modernisation aveugle des entreprises et de l'école*, Paris, La Découverte, coll. « Sur le vif », 2003, quatrième de couverture.

mondialisation serait alors, pour paraphraser très librement Clausewitz, le prolongement de la politique libérale par d'autres moyens.

Le concept de mondialisation revêtirait ainsi selon ces auteurs de gauche un caractère largement apocryphe. Contrairement à l'altermondialisme qui traite par exemple la notion de mondialisation de façon *sui generis*, ces derniers rejettent cette fatalité et soutiennent plutôt que la mondialisation économique n'est qu'une simple politique économique. Cette politique économique délibérée a été mise en place par le capital pour étendre son emprise sur de nouveaux marchés à travers le monde. Ainsi, comme le soutient Jean-Pierre Garnier qui critique l'altermondialisme, de « parler de "mondialisation" revient-il, au plan idéologique, à avaliser le postulat devenu vulgate selon lequel le devenir-monde du capitalisme daterait des dernières décennies du XX^e siècle⁵²⁷ ». La mondialisation n'aurait alors rien d'historique, si ce n'est bien entendu que l'on parle, en utilisant ce terme, du capitalisme dans son ensemble et que par historique l'on désigne tout simplement le fait que ce système économique a existé à une certaine époque dans l'histoire universelle. Dans ce sens, la mondialisation n'est donc pas inéluctable. La mondialisation serait alors tout simplement un mythe qui fonctionnerait à la manière des idéologies, voilà pourquoi James Petras parle par exemple de « l'idéologie globaliste⁵²⁸ ». La mondialisation n'aurait alors lieu que dans l'esprit de ceux qui acceptent d'en être persuadés.

C'est aussi sans complaisance que Pierre Bourdieu résume ce qu'est la mondialisation :

⁵²⁷ Jean-Pierre Garnier, « Renouer avec un anticapitalisme assumé », Colloque *Altermondialisme et post-altermondialisme*, Paris, 26 janvier 2008, *Mémoire des luttes* [<http://medelu.org/spip.php?article49>].

⁵²⁸ James Petras, « Globalisation: A Socialist Perspective », *Economic and Political Weekly*, vol. 34, n° 8, 20-26 février 1999, p. 459.

« Tout ce que l'on décrit sous le nom à la fois descriptif et normatif de "mondialisation" est l'effet non d'une fatalité économique, mais d'une politique, consciente et délibérée, mais le plus souvent inconsciente de ses conséquences : c'est cette politique néo-libérale qui a conduit les gouvernements libéraux ou même socio-démocrates d'un ensemble de pays économiquement avancés à se déposséder du pouvoir de contrôler les forces économiques ; c'est elle surtout qui est élaborée dans les réunions secrètes des grands organismes internationaux, comme l'OMC ou la Commission européenne, ou au sein de tous les "réseaux" d'entreprises multinationales qui sont en mesure d'imposer, par les voies les plus diverses, juridiques notamment, leurs volontés aux États⁵²⁹ ».

Immanuel Wallerstein insiste pour sa part sur le fait qu'en plus d'être un concept mensonger, la mondialisation enfermerait également l'altermondialisme dans une vision tronquée des enjeux politiques, sociaux et culturels qui frappent réellement le monde d'aujourd'hui. Ainsi, soutient-il que le discours de la mondialisation :

« est en fait une lecture totalement erronée de la réalité actuelle – une *tromperie* qui nous est *imposée par des groupes puissants*, et pis encore à laquelle nous nous sommes nous-mêmes soumis, souvent avec désespoir. C'est un discours qui nous amène à ignorer les vrais problèmes et à méconnaître la crise historique actuelle. Nous nous trouvons en effet dans une période de transformation. Mais ce n'est pas celle d'un monde nouvellement mondialisé avec des règles claires. Nous nous trouvons plutôt dans un *âge de transition* – pas seulement la transition de quelques pays arriérés qui ont besoin de rattraper l'esprit de la mondialisation –, mais une transition dans laquelle l'ensemble du système-monde capitaliste se transformera en autre chose. L'avenir, loin d'être inévitable et contre quoi aucune alternative ne serait possible, est au contraire déterminé par cette transition dont les conséquences sont plus qu'incertaines⁵³⁰ ».

Considérant lui aussi l'inévitabilité de la mondialisation comme un mythe, Pierre Bourdieu interpelle quant à lui les militants afin qu'ils s'engagent à mettre à nu la doxa libérale de la mondialisation. Dans un texte qu'il publie en 2000 avec Loïc Wacquant dans *Le Monde diplomatique*, ils développent cette critique et montrent les conséquences que l'adhésion à ce mythe entraînent chez les militants. Selon eux :

⁵²⁹ Pierre Bourdieu, « Contre la politique de dépolitisation », *Contre-feux 2*, Paris, Liber-Raisons d'Agir, 2000, p. 64.

⁵³⁰ Ma traduction. J'ai ajouté les italiques au texte original. Immanuel Wallerstein, « Globalization or The Age of Transition? A Long-Term View of the Trajectory of the World-System », *International Sociology*, vol. 15, n° 2, 2000, p. 250.

« Les effets en sont d'autant plus puissants et perniciox que cet impérialisme est porté non seulement par les partisans de la révolution néolibérale, lesquels, sous couvert de modernisation, entendent refaire le monde en faisant table rase des conquêtes sociales et économiques résultantes de cent ans de luttes sociales, et désormais dépeintes comme autant d'archaïsmes et d'obstacles au nouvel ordre naissant, mais aussi par des producteurs culturels (chercheurs, écrivains, artistes) et des militants de gauche qui, pour la grande majorité d'entre eux, se pensent toujours comme progressistes⁵³¹ ».

Pour James Petras, la mondialisation serait aussi un concept creux, mais pour une autre raison : il désignerait tout simplement ce que le marxisme nomme l'impérialisme. En tant que cycle ascendant du capitalisme, la mondialisation participerait à l'extension du pouvoir impérial des États-Unis à travers la planète. Ainsi, selon lui, les analyses centrées sur la notion de mondialisation entraîneraient-elles des débats stériles, car elles ne seraient pas capables de percevoir encore moins de lutter contre l'impérialisme et « l'idéologie mondialiste ». Selon Petras, « l'analyse comparative rigoureuse des réalités socio-économiques du monde contemporain suggère que le concept "mondialiste" d'"interdépendance" est beaucoup moins utile pour comprendre le monde que le concept marxiste de l'impérialisme⁵³² ».

Pour Serge Latouche la mondialisation économique ne serait nulle autre chose qu'une forme d'impérialisme culturel. Ce projet viserait à assurer plus durablement la domination culturelle de l'Occident sur l'ensemble de la planète. Alors qu'il s'oppose tout autant à la forme globalisée que revêt aujourd'hui le capitalisme, Latouche croit fondamentalement que l'humanisme universel qui anime les penseurs de l'altermondialisme les conduira à imposer nécessairement aux autres peuples une seule vision du monde, mais surtout, une forme renouvelée d'impérialisme culturel et un

⁵³¹ Pierre Bourdieu et Loïc Wacquant, « La nouvelle vulgate planétaire », *Le Monde diplomatique*, mai 2000.

⁵³² Ma traduction. James Petras, « Globalisation: A Socialist Perspective », *Economic and Political Weekly*, vol. 34, n° 8, 20-26 février 1999, p. 459.

« développement ethnocide⁵³³ ». L'altermondialisme contribuerait donc à l'occidentalisation du monde par le biais du double mythe de la mondialisation et de son projet de construction d'une autre mondialisation. Toutefois, cette critique de l'occidentalisation du monde n'échappe elle-même pas au reproche. Comme l'a montré par exemple Joseph Heath, dans un texte fort éclairant, le processus d'occidentalisation serait tout simplement le phénomène selon lequel les sociétés non occidentales adoptent par un effet d'émulation les valeurs du monde occidental qui seraient elles-mêmes en bonne partie le produit de la modernité et du libéralisme. Selon lui, il serait alors plus juste de dénoncer soit la modernisation – qui conduit sommairement à l'extension de la bureaucratie – soit la libéralisation – qui pousse à une plus grande ouverture à l'endroit de la différence – que l'occidentalisation dans la mesure où ceux-ci produisent au contraire des effets beaucoup plus importants⁵³⁴.

Enfin, de façon plus terre-à-terre, d'autres penseurs, essentiellement des économistes qui ne s'affichent pas nécessairement à gauche, ont également montré les limites de la pensée économique de l'altermondialisme. Charles-Albert Michalet considère par exemple que l'altermondialisme se trompe de cible en s'en prenant à l'OMC. Certes l'on peut de façon légitime faire plusieurs reproches à l'OMC à la manière par exemple dont Joseph Stiglitz critique les programmes d'ajustements structurels (PAS)⁵³⁵. Toutefois, l'objectif de l'OMC consisterait selon Michalet, à mieux réguler l'économie mondiale et non pas à faire la promotion de la mondialisation économique⁵³⁶. La mondialisation économique serait, de façon corollaire, une manière de synthétiser les politiques économiques de la

⁵³³ Serge Latouche, « D'autres mondes sont possibles, pas une autre mondialisation », *Revue du MAUSS semestrielle*, n° 20, 2002, p. 77.

⁵³⁴ Joseph Heath, « Liberalization, modernization, westernization », *Philosophy & Social Criticism*, vol. 30, n° 5-6, 2004, p. 665-690.

⁵³⁵ Joseph Stiglitz, *La grande désillusion*, Paris, Éditions Fayard, 2002.

⁵³⁶ Charles-Albert Michalet, *Qu'est-ce que la mondialisation ?*, Paris, La Découverte, 2002, p. 121.

période qui s'amorce en 1990 et non un fait inéluctable, sinon, une institution comme l'OMC n'aurait alors aucune raison d'être.

Ces trois auteurs s'opposent donc à la façon « imaginaire » dont l'altermondialisme perçoit ce qu'est la mondialisation. La mondialisation ne serait donc pas, comme le propose de façon neutre Jan Aart Scholte : « les processus dans lesquels sont abolies les frontières et les distances dans les relations sociales, de sorte que le sort des vies humaines est de plus en plus joué sur l'unique scène que constitue désormais le monde⁵³⁷ ». Elle ne serait pas non plus, comme le soutiennent Michel Vakaloulis et ses collègues, un simple « *fatum*, mais le résultat de décisions humaines⁵³⁸ ». C'est dans cette seule perspective critique qu'il faut comprendre la mondialisation. La pensée unique contre laquelle lutte l'altermondialisme dès ses débuts ne serait donc pas celle qui présente la mondialisation économique comme *la seule forme possible* de mondialisation, mais plutôt et de façon encore plus insidieuse, l'idée même que la mondialisation puisse exister comme phénomène historique souhaitable. Cette méprise sur le sens de la mondialisation entraînerait les altermondialistes à ne pas bien comprendre les enjeux d'aujourd'hui, car ils auraient, d'une certaine façon, sombrés idéologiquement dans une perspective ébrieuse. Ils ne sauraient alors plus parfaitement distinguer le vrai du faux.

La mondialisation imaginaire serait donc ce qui aurait permis dans l'esprit des militants qui deviendront altermondialistes le déclassement, dans la pensée de la critique sociale, du capitalisme comme la source première des inégalités sociales et plus largement des problèmes contemporains. Cette croyance serait fondée, comme l'a très bien montré

⁵³⁷ Ma traduction. Jan Aart Scholte, « The Globalization of World Politics », John Baylis et Steve Smith (dir.), *The Globalization of World Politics. An Introduction to International Relations*, New York, Oxford University Press, 1999, p. 14.

⁵³⁸ Michel Vakaloulis, Jean-Marie Vincent et Pierre Zarka, *Vers un nouvel anticapitalisme. Pour une politique d'émancipation*, Paris, Éditions du Félin, 2003, p. 135.

Jean-Sébastien Guy, sur une sorte de proposition d'équivalence simple qui serait une forme de truisme selon laquelle « monde = planète = terre⁵³⁹ ». Cette équivalence conduirait elle-même à croire que :

« la mondialisation serait ainsi quelque chose d'exceptionnel parmi l'ensemble des phénomènes sociaux : ce serait le premier phénomène social à prendre appui sur une vision juste ou adéquate du monde, ou encore le premier phénomène social à être en accord avec le monde ou conforme à lui⁵⁴⁰ ».

Selon Guy, la mondialisation serait alors, en d'autres termes, tout simplement *le portrait de la société par elle-même*. L'altermondialisme ne ferait que contribuer à l'ébauche de ce portrait dans lequel il se reconnaît pleinement puisqu'il accepte de se soumettre à l'ordre idéologique dominant. Ainsi, la conception du monde de l'altermondialisme n'est pas anticapitaliste, mais est plutôt centrée sur la mondialisation économique. Elle ne conçoit pas le capitalisme comme étant à l'origine des maux contre lesquels se battent ses militants. Elle ne peut donc pas appartenir idéologiquement à la gauche.

Le citoyennisme n'est pas non plus anticapitaliste

Le programme politique de l'altermondialisme n'est pas non plus anticapitaliste. L'altermondialisme ne propose pas d'abolir ce système économique puisqu'il le tient pour acquis. L'altermondialisme cherche plutôt, par le moyen du citoyennisme, à recruter des citoyens afin qu'ils réclament d'étendre l'idéal de la démocratie et qu'ils promeuvent un plus grand respect des droits humains. Pour ce programme qui n'est pas anticapitaliste, l'altermondialisme utilise trois principales stratégies : ne pas agir politiquement, assurer l'éducation populaire d'une majorité de gens et faire du réseautage.

⁵³⁹ Jean-Sébastien Guy, *L'idée de mondialisation. Un portrait de la société par elle-même*, Montréal, Liber, 2007, p. 14.

⁵⁴⁰ *Idem*.

D'affirmer que l'altermondialisme n'est pas anticapitaliste ne signifie pas pour autant qu'il n'a pas développé une pensée économique ou qu'il ne cherche pas à comprendre les enjeux du monde contemporain dans une perspective économique. Au contraire, c'est d'ailleurs autour d'une principale proposition économique, soit de mettre en place une taxe sur les transactions financières, qu'Attac et plus largement l'altermondialisme sont nés. Toutefois, comme c'est le cas avec la Taxe Tobin, aucune des revendications économiques de l'altermondialisme ne vise à éliminer le capitalisme, que cette élimination ait lieu brusquement ou progressivement. Elles cherchent au contraire, sans pourtant que ne l'admettent ouvertement les altermondialistes, ou sinon en de rares occasions, à maintenir le capitalisme tout en proposant, plus officiellement, de lutter contre certains des excès qu'entraîne la mondialisation économique. Ainsi, contrairement à ce que soutient le militant altermondialiste et intellectuel Philippe Corcuff, je ne crois pas que l'altermondialisme marque la renaissance de l'anticapitalisme en France, mais au contraire, il incarne plutôt le repli de la critique sociale sur des questions ne concernant pas en premier lieu ni l'économie capitaliste, ni les inégalités sociales⁵⁴¹.

En général, je dirais également que la question du rapport entre altermondialisme et capitalisme est très peu souvent soulevée dans la littérature militante, mais aussi dans les travaux des chercheurs sur ces deux sujets. D'abord, cette absence semble indiquer que les auteurs de ces travaux croient alors que la question du rapport altermondialisme et capitalisme n'est pas d'actualité. Ensuite, la gauche, qui incarne la principale critique du capitalisme, s'intéresse aussi, somme toute, peu à l'étude de l'altermondialisme. Il n'existe en effet guère de publications qui combinent par exemple les sujets altermondialisme et socialisme ou encore altermondialisme et capitalisme. Pour illustrer ceci, il suffit de

⁵⁴¹ Philippe Corcuff, « Renaissance de l'anticapitalisme en France », *Mediapart*, 20 avril 2009 [<http://www.mediapart.fr/club/blog/philippe-corcuff/200409/renaissance-de-l-anticapitalisme-en-France>].

regarder le thème des communications au Congrès Marx International qu'organise Actuel Marx depuis 1995 (1995, 1998, 2001, 2004, 2007 et 2010) pour constater l'absence presque complète de textes portant sur l'altermondialisme et le capitalisme. Cela surprend d'ailleurs d'autant que chacune des éditions du congrès accueille en moyenne plus de trois cents intervenants et que le cinquième congrès de 2007, dont le titre était « Altermondialisme / anticapitalisme », portait précisément sur cette double thématique qui, en définitive, n'a pas été directement traitée par les conférenciers⁵⁴². Ceux-ci ont en effet traité de façon complètement séparée le thème de l'altermondialisme et de l'anticapitalisme qui recoupait essentiellement des communications sous le thème des théories marxistes. Suite à ce congrès, la revue Actuel Marx de 2008 publiera un numéro thématique dans lequel elle reproduira certaines communications. Ces textes permettent de mieux illustrer la distance qui sépare la gauche et l'altermondialisme par la volonté, comme le soulignent les auteurs de la revue, que ce dernier affiche à ne pas se définir comme « anticapitaliste⁵⁴³ ». Deux articles sont malgré cela particulièrement instructifs. Dans le premier, Dominique Plihon propose une réponse à la question qui apparaissait dans le titre de son article « L'altermondialisme, version moderne de l'anticapitalisme ?⁵⁴⁴ » Dans le second article, la revue a soumis à des penseurs marxistes de divers pays une série de questions en lien avec le thème du numéro. Leurs réponses apportent un éclairage idéologique sur la façon dont la gauche situe l'altermondialisme par rapport à elle-même. J'aborderai plus en détail ces réponses au point suivant, car elles permettent aussi de montrer que ces auteurs considèrent l'altermondialisme comme n'étant pas assez radical, ce qui serait, selon eux, le signe de son accointance idéologique avec le libéralisme.

⁵⁴² Un certain nombre d'interventions sont disponibles à l'adresse suivante : <http://actuelmarx.u-paris10.fr/cm5/allliste.htm>.

⁵⁴³ *Actuel Marx*, « Altermondialisme/anticapitalisme », vol. 2, n° 44, 2008, 214 p.

⁵⁴⁴ Dominique Plihon, « L'altermondialisme, version moderne de l'anticapitalisme ? », *Actuel Marx*, vol. 2, n° 44, 2008, p. 31-40.

Dans son texte, Dominique Plihon cherche à montrer sommairement que l'altermondialisme est anticapitaliste en soutenant que :

« L'altermondialisme peut être présenté comme une posture anticapitaliste au sens où son point de départ est une remise en cause de la mondialisation néolibérale. Or la mondialisation actuelle, depuis la chute du mur de Berlin, correspond à l'hégémonie sans partage du capitalisme⁵⁴⁵ ».

La thèse développée par Plihon repose d'abord sur une synonymie qui existerait entre « capitalisme » et « mondialisation économique ». Or, tout en gardant à l'esprit le commentaire que je formulais précédemment selon lequel l'altermondialisme n'est pas anticapitaliste, je ne crois pas que l'on puisse tenir ces deux notions pour équivalentes. La mondialisation économique est essentiellement la façon de décrire la financiarisation récente du capitalisme et son extension à travers la planète. Elle est une politique de réorientation stratégique de l'économie mondiale. Elle n'est donc pas *le* capitalisme, mais constitue plutôt *l'une de ses configurations possibles* et la configuration actuelle. Ainsi, peut-on s'opposer à la mondialisation économique tout en étant généralement favorable au capitalisme. On peut en effet justifier cette opposition de plusieurs façons. On peut bien entendu s'opposer à la mondialisation économique en invoquant l'anticapitalisme pour motif. On peut nourrir cette opposition de la pensée de Marx, mais aussi de Karl Polanyi, Joseph Schumpeter ou encore Thorstein Veblen. On peut aussi manifester une opposition à la mondialisation économique dans une perspective néokeynésienne, parce que l'on souhaite le rétablissement d'une forme de capitalisme rhénan et plus social. L'altermondialisme peut donc s'opposer à la mondialisation économique, en adoptant une position qui n'est pas forcément anticapitaliste⁵⁴⁶.

⁵⁴⁵ *Ibid.*, p. 33.

⁵⁴⁶ Sur cette question, plusieurs altermondialistes s'inspirent également des thèses développées par Antonio Negri et Michael Hardt selon lesquelles la multitude serait appelée à vaincre l'Empire, soit la forme que prend l'impérialisme organisé sans tête et en réseaux. On peut assez facilement reprocher

Pourquoi refuse-t-il de rompre avec le capitalisme ?

Alors que l'altermondialisme se montre très critique à l'endroit de la mondialisation économique, pourquoi refuse-t-il de rompre avec le capitalisme ? Quatre principales explications permettent de répondre à cette question.

Absence de perspective postcapitaliste

Premièrement, l'altermondialisme, tout comme une partie de la gauche d'après 1989, éprouve de la difficulté à envisager un monde où l'économie réelle ne serait plus organisée autour des principes du libre marché et de la libre concurrence. L'altermondialisme peut difficilement se représenter ce que serait une société *postcapitaliste*. Comme le souligne Dominique Plihon, dans un passage de son article précédent, les altermondialistes « défendent le plus souvent l'idée qu'il est impossible de savoir ce que sera le post-capitalisme⁵⁴⁷ ». Or, l'anticapitalisme signifie à la fois lutter contre l'économie de marché et chercher à fonder un système économique *différent*. Derrière le slogan un autre monde est possible, se cacherait en réalité une vision du monde à venir encore très inachevée sur le plan économique. Cette difficulté entraîne intuitivement l'altermondialisme à ne pas adopter une position anticapitaliste.

Par son travail de classement typologique de la contestation contemporaine, Marie-Christine Granjon soutient elle aussi que l'altermondialisme ne serait pas capable

à cette position de ne pas être strictement anticapitaliste, car elle n'est pas fondée sur une analyse empirique de la réalité économique ou encore, car par celle-ci, Negri et Hardt semblent confondre la « réalité économique et politique actuelle et la rhétorique néolibérale des politiciens » (Dupuis-Déri, 2008, p. 17). Toutefois, cette critique soulève elle-même des oppositions et je ne crois pas qu'il soit utile ici de développer davantage ma réflexion dans ce sens. cf. Francis Dupuis-Déri, « L'ambition politique d'Antonio Negri : Philosophie radicale et mouvement altermondialiste », *Monde commun* (revue du CIRCEM, Université d'Ottawa) juin 2008 [www.mondecommun.com/uploads/PDF/Francis_Dupuis_Deri.pdf].

⁵⁴⁷ Dominique Plihon, p. 34.

d'anticapitalisme parce qu'il aurait abandonné l'utopie et l'idée révolutionnaire. Selon elle, la contestation contemporaine prendrait aujourd'hui trois principales formes. Elle serait composée soit d'*antidémocrates révolutionnaires*, soit d'*ultradémocrates utopistes* soit encore d'*hypercritiques postrévolutionnaires ou postutopiques*⁵⁴⁸. L'altermondialisme appartiendrait à la dernière forme et aurait « renoncé à la perspective d'une cité idéale établie par un changement global », il ne serait plus révolutionnaire ni même apte à développer une pensée utopique. Il serait alors incapable de penser ce que serait l'autre monde *non capitaliste*. Conséquemment, la seule critique de l'ordre établi qui puisse émaner de la pensée altermondialiste ne peut qu'être le produit d'une perspective libérale dans laquelle le capitalisme occupe, comme aujourd'hui, une place centrale. Voilà pourquoi Granjon affirme que l'altermondialisme serait forcé d'inscrire « son action *hic et nunc*, dans le cadre politique existant⁵⁴⁹ ». L'altermondialisme, dans sa branche majoritaire, celle qu'elle présente comme optimiste – en opposition à l'autre branche pessimiste ou nihiliste –, serait ainsi une forme de réformisme radical. Un mouvement essentiellement libéral qui lutterait, tout au plus, contre les plus graves dysfonctionnements du système actuel et qui s'accommode aisément du capitalisme.

Le développement doit sceller le destin des peuples

L'altermondialisme refuse d'adopter une position anticapitaliste pour une seconde raison : une bonne partie de ses militants sont développementalistes, ils sont favorables au développement économique. De manière téléologique, ils croient que toutes les économies doivent suivre le chemin de la modernisation et que toutes les politiques économiques doivent soutenir la croissance. La publication en 2002 par Oxfam international d'un rapport

⁵⁴⁸ Marie-Christine Granjon, « Les courants hypercritiques de la démocratie libérale », *Esprit*, octobre 2003, p. 86.

⁵⁴⁹ *Ibid.*, p. 87.

favorable à une plus grande insertion des pays du Sud dans l'économie capitaliste comme principal moyen de développement montre l'importance de cette idée chez l'altermondialisme⁵⁵⁰. Malgré le large débat à l'époque que ce document suscita dans les rangs de l'altermondialisme, certains y voyaient l'apologie pure et simple de la mondialisation économique, d'autres au contraire, plus favorables, considéraient cette proposition comme si elle s'inscrivait dans l'idéal du développement durable, il faut aujourd'hui admettre que cette proposition est largement acceptée par l'altermondialisme. Dans sa lutte contre la mondialisation économique, le militant Raoul-Marc Jennar demande par exemple, citant en appui un rapport de la CNUCED, la réduction des barrières tarifaires pour les produits du Sud afin de favoriser le développement économique de ces pays⁵⁵¹. Par cet appel à abolir les entraves au commerce des pays du Sud, Jennar révèle la nature développementaliste de la pensée altermondialiste. Ainsi puisque favorable au développement, l'altermondialisme accepterait alors d'une part l'idée selon laquelle l'intérêt individuel serait la source de développement économique et du bien-être collectif. D'autre part, comme conséquence de cette première idée, il serait alors conduit à croire que l'augmentation de la production est un objectif essentiel au salut des peuples. Dès lors qu'il se montre partisan du développement, l'altermondialisme ne peut logiquement espérer la fin du capitalisme.

Pour autant, il faut admettre, malgré cela, qu'il existe aussi au sein de l'altermondialisme une tendance qui propose la « décroissance » de l'économie. Ce concept

⁵⁵⁰ Oxfam international, *Deux poids, deux mesures : commerce, globalisation et lutte contre la pauvreté*, Londres 2002
[<http://pouruncommerceequitable.com/fr/index.php?file=01012001180605.htm&cat=3&subcat=3&select=1>.]

⁵⁵¹ La Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED). Raoul-Marc Jennar, « Pourquoi s'opposer à la globalisation ? », dans Bruno Jetlin, et coll., *ATTAC. Pour une mondialisation à finalité humaine*, Paris et Bruxelles ; Éditions Syllepse et Éditions Vista, 2002, p. 52.

développé et défendu notamment par Nicholas Georgescu-Roegen et Serge Latouche, désigne la nécessité de réduire de façon contrôlée l'économie mondiale comme principal moyen pour assurer le bien-être collectif. La décroissance s'intègre bien à la conception du monde altermondialiste puisque de manière générale, ses penseurs critiquent eux aussi la mondialisation économique et ils croient possible de changer le monde à partir de gestes individuels⁵⁵². Cette position est toutefois, pour l'instant, fort minoritaire ce qui d'ailleurs n'est pas différent de la situation qui prévaut au sein du mouvement écologique plus large où le thème de la décroissance occupe là aussi un second plan.

Quand la diversité remplace les inégalités sociales

Une troisième raison explique aussi le refus de l'altermondialisme à vouloir rompre avec le capitalisme : il abandonne l'idée, pourtant constitutive de la gauche, que le capitalisme se maintient précisément au moyen des inégalités sociales. Selon une lecture (il est vrai quelque peu étroite) du marxisme, sans inégalités sociales il ne peut y avoir de capitalisme ; sans capitalisme, point d'inégalités sociales⁵⁵³. Ainsi, selon la tradition marxiste, celui qui cherche à abolir les inégalités sociales doit nécessairement s'opposer au capitalisme. Inversement, celui qui abandonne la lutte pour l'égalité sociale ne voit plus alors la nécessité d'abolir le capitalisme. C'est précisément ce qui serait arrivé à une bonne partie de la gauche à partir des années 1960. Elle se serait graduellement réfugiée dans une lutte pour la diversité et aurait renoncé du même coup à son combat pour l'égalité. C'est la

⁵⁵² Les militants décroissantistes Bruno Clémentin et Vincent Cheynet affirment par exemple que : « La priorité est donc de s'engager à l'échelle individuelle dans la simplicité volontaire. C'est en changeant nous-mêmes que nous transformerons le monde. » cf. Bruno Clémentin et Vincent Cheynet, « La décroissance soutenable », *Institut d'études économiques et sociales pour la décroissance soutenable* [<http://www.decroissance.org/index.php?chemin=textes/decroisoute>].

⁵⁵³ Si bien entendu, pour être conforme à Marx, la société a déjà atteint le stade de développement économique capitaliste, ce qui n'est pas le cas des sociétés précapitalistes (communisme primitive, esclavagiste et féodale).

thèse que défend notamment Walter Benn Michaels dans *La diversité contre l'égalité*⁵⁵⁴. Selon lui, le « tournant libéral de la gauche » n'aurait fait qu'accélérer aujourd'hui le militantisme pour la diversité qui a germé au cours des années 1960. La gauche actuelle serait alors totalement engagée dans ce combat qui aurait pour principale conséquence d'enterrer la question sociale. Ainsi, affirme-t-il que la :

« lutte contre les discriminations (SOS Racisme...) a remplacé la "rupture avec le capitalisme" en tête de l'agenda politique. Dès lors qu'il s'est souvent substitué au combat pour l'égalité (au lieu de s'y ajouter), l'engagement en faveur de la diversité a fragilisé les digues politiques qui contenaient la poussée libérale⁵⁵⁵ ».

Dans son analyse de l'évolution de la gauche française, Roland Hureaux arrive à une conclusion semblable et affirme que :

« [d]epuis l'effondrement du socialisme réel et l'échec du Programme commun, la gauche française a opéré une large reconversion idéologique au bénéfice d'une défense tous azimuts des droits de l'homme et de l'antiracisme, mais aussi de la remise en cause des valeurs morales traditionnelles, en particulier familiales⁵⁵⁶ ».

Selon ces auteurs, la gauche, qu'ils associent implicitement à l'altermondialisme, aurait donc abandonné en grande partie la lutte pour l'égalité sociale. N'étant plus égalitaristes, l'altermondialisme et la gauche d'aujourd'hui ou disons celle dont critiquent Benn Michaels et Hureaux, ne verraient alors plus la nécessité d'abolir le capitalisme⁵⁵⁷.

⁵⁵⁴ Walter Benn Michaels, *La diversité contre l'égalité*, Paris, Raisons d'agir, 2009.

⁵⁵⁵ *Ibid.*, p. 7.

⁵⁵⁶ Roland Hureaux, « Les trois âges de la gauche », *Le Débat*, n° 103, 1999, p. 30.

⁵⁵⁷ Il importe peut-être de préciser ici, pour être plus clair, que la gauche est anticapitaliste, comme je le disais plus haut, précisément parce qu'elle est égalitariste, elle milite pour une société où les hommes seraient tous égaux entre eux.

Libéralisme politique et libéralisme économique : une aporie

Enfin, une dernière raison explique le refus de l'altermondialisme de s'engager dans une lutte contre le capitalisme : ses militants se tromperaient sur la nature du libéralisme. Ils croient en effet qu'il existerait *deux formes distinctes de libéralisme* et non une seule. Ainsi, l'une d'elles militerait pour la liberté d'expression, le respect des droits humains, des élections libres, régulières et démocratiques. L'autre, puisque militant pour la liberté économique, serait responsable de la mondialisation économique. Dans l'esprit de l'altermondialisme, il existerait donc deux libéralismes : un *libéralisme politique* pour lequel il milite et un *libéralisme économique* contre lequel il se bat. Cette distinction conduit l'altermondialisme à croire qu'il est possible de lutter pour la liberté individuelle sans pour autant devoir sanctionner le capitalisme dans la mesure où ce n'est pas le libéralisme politique qui est la matrice idéologique de l'économie de marché, mais bien le libéralisme économique.

Or, pour Jean-Claude Michéa, cette distinction entre libéralisme politique et libéralisme économique serait une aporie. En vérité, il n'existerait pas deux libéralismes, mais un seul. Il serait faux de croire qu'il existe une forme plus pure de libéralisme politique, d'où proviennent notamment la démocratie et les droits humains, et une espèce moins noble, qui renvoie au libéralisme économique d'où serait né le capitalisme. Selon Michéa, il existerait en définitive qu'un seul libéralisme, que ce dernier penche à gauche ou à droite serait, en définitive, essentiellement cosmétique. En conséquence, aucun militant ne pourrait se présenter, comme c'est le cas dans l'altermondialisme, comme l'héritier de la première branche du libéralisme et au même moment s'opposer aux dérives qu'entraînerait la seconde branche. En d'autres termes, le néolibéralisme ne serait pas une forme différente, contemporaine et radicale du libéralisme, mais bien :

« l'accomplissement logique (ou la vérité) du projet philosophique libéral [...ce qui] revient à dire que le monde sans âme du capitalisme contemporain constitue la seule forme historique sous laquelle cette doctrine libérale originelle pouvait se réaliser dans les faits, il est, en d'autres termes, le libéralisme réellement existant⁵⁵⁸ ».

Enfin, comme le soutient aussi Philippe Raynaud dans sa description de l'idéologie libérale, puisque le libéralisme reste « impensable sans une certaine dimension économique⁵⁵⁹ », l'altermondialisme ne peut donc pas s'afficher partisan du *libéralisme politique* et au même moment croire qu'il s'oppose au *libéralisme économique*. Dès lors qu'il milite pour les droits humains et qu'il ne rejette pas le capitalisme, l'altermondialisme montrerait alors sa vraie nature libérale et, par la même occasion, sa désinscription idéologique de la gauche.

L'altermondialisme fait partie de la famille libérale

Confirmer le caractère libéral du programme politique altermondialiste est un exercice plus complexe. D'abord, parce que logeant au centre du clivage gauche-droite, les actions qu'il propose sont moins radicales que le programme des idéologies d'extrême gauche ou d'extrême droite. Déchiffrer le caractère communiste ou fasciste d'un discours est relativement facile puisque celui-ci s'alimente nécessairement de points de vue radicaux aisément reconnaissables, ce qui n'est pas toujours le cas de l'altermondialisme. Pour autant, au même titre que je crois qu'il existe une idéologie altermondialiste clairement identifiable, il est possible de montrer que cette dernière est une variante du libéralisme contemporain. Elle est, par ailleurs, comme le néolibéralisme, une faction au sein même du libéralisme qui cherche à donner une direction à cette vaste idéologie qui exerce une influence considérable sur la société actuelle. Comme le montre Fabrice Flipo, l'idéologie

⁵⁵⁸ Jean-Claude Michéa, 2007, *L'Empire du moindre mal : Essai sur la civilisation libérale*, Paris, Climats.

⁵⁵⁹ Philippe Raynaud, « Qu'est-ce que le libéralisme ? », *Commentaire*, n° 118, été 2007, p. 329.

altermondialiste serait alors à la fois une « tentative de redonner du sens au libéralisme politique classique⁵⁶⁰ » et, conséquemment, une action augmentant l'influence de l'idéologie au pouvoir.

Pour révéler la nature libérale de l'altermondialisme, je vais procéder à une analyse comparative. Je vais montrer que l'altermondialisme partage avec le libéralisme, considéré à la fois comme une idéologie et l'idéologie qui détient le pouvoir politique à présent, trois principaux traits. Il possède certaines caractéristiques idéologiques du libéralisme et s'accommode parfaitement de l'ordre idéologique contemporain. Cette analyse permettra de montrer que : i) l'altermondialisme est individualiste comme le libéralisme ; ii) l'altermondialisme fait preuve d'une grande modération à l'endroit du pouvoir établi ; et iii) il est possible d'observer cette modération à travers son rejet de la politique classique. En d'autres mots, je montrerai comment la conception du monde « mondialiste » et le réseautage constituent une sorte de repli individualiste ; qu'exiger le plein respect des droits humains les plus élémentaires peut certes être une demande pressante, mais qui n'ébranle en rien le pouvoir établi ; et que l'altermondialisme participe à la dissolution de la politique en cherchant à inscrire son action au sein de réseaux transnationaux. C'est donc par ce travail de recoupage que je propose de terminer ma démonstration.

Avant de poursuivre, il importe de faire quelques remarques.

Premièrement, l'analyse seule d'un des axes du programme citoyeniste ne permet pas la pleine validation de l'argument en trois points que je propose. Recourir à la transnationalisation ne fournit, par exemple, aucun indice du caractère modéré du

⁵⁶⁰ Fabrice Flipo, « L'altermondialisme : un retour du libéralisme politique classique ? », dans René Audet, Corinne Gendron et Jean-Guy Vaillancourt, *Développement durable et responsabilité sociale. De la mobilisation à l'institutionnalisation*, Montréal, Presses internationales polytechniques, 2010, p. 29.

citoyennisme. La transnationalisation peut être utilisée autant par des militants proches du pouvoir que par des extrémistes. L'éducation populaire ne participe pas et n'accélère pas non plus nécessairement le processus de dissolution de la politique. Toutefois, lorsque l'on considère le citoyennisme et la conception du monde altermondialiste dans leur totalité, il ne ressort de cette analyse aucune ambiguïté quant au caractère libéral de cette idéologie. C'est ce que j'entends montrer.

Deuxièmement, pour être juste, je dois préciser ce que signifie l'affirmation selon laquelle par son rejet de la politique traditionnelle, l'altermondialisme avalise l'ordre libéral. Je soutiens par cela deux choses distinctes, mais qui se recoupent en partie. Premièrement, comme je le montrerai, ce rejet de la politique traditionnelle constitue en soi une position qui élude en bonne partie la question du pouvoir. En misant sur la stratégie citoyenniste, je crois que l'opposition que manifeste l'altermondialisme au pouvoir libéral manque de vigueur. Elle ne peut donc pas déboucher sur un rapport de force qui lui serait favorable et par lequel l'altermondialisme pourrait s'imposer. Dans ce cas, on peut en douter, le projet d'un autre monde ne pourra pas dépasser le stade d'ébauche. Ce rejet de la politique n'est ainsi pas directement ou idéologiquement parlant lié au libéralisme en tant qu'idéologie, mais est un type de rapport au pouvoir idéologique actuel qui donne la marque de la proximité de l'altermondialisme à ce dernier. En clair, si le pouvoir politique était non pas libéral, mais communiste par exemple, et que l'altermondialisme continuait, comme il le fait en ce moment, à entretenir la critique dans une perspective strictement non politique, je pourrais en déduire qu'il montre alors une certaine modération à l'égard de cette idéologie et qu'en conséquence, il doit lui être minimalement favorable.

Troisièmement, dans un sens plus idéologique, je soutiens aussi que parmi toutes les idéologies, le libéralisme est le plus idéologiquement favorable au rejet de l'action politique

en raison même de sa méfiance à l'égard de l'autorité⁵⁶¹. Le libéralisme craint en effet que l'autorité politique entrave la jouissance de la liberté individuelle, voilà pourquoi il s'affiche méfiant à l'endroit du pouvoir politique. Comme Danic Parenteau et moi-même le signalions ailleurs :

« C'est en effet dans une *conjoncture élémentaire d'opposition* que le pouvoir est généralement conçu par le libéralisme, à la manière d'un jeu à somme nulle où toute appartenance au pouvoir se fait forcément au détriment de la liberté des individus et où, à l'opposé, toute la liberté dont peuvent jouir les individus n'existe toujours qu'en soustraction de ce qui revient au pouvoir⁵⁶² ».

Cette méfiance conduit le libéralisme, lorsqu'au pouvoir, à dévaloriser l'action politique⁵⁶³. Cette dévalorisation ne peut, bien entendu, pas se comparer à la *négarion de la politique* par les régimes totalitaires comme l'ont analysé Hannah Arendt et Claude Lefort⁵⁶⁴. Contrairement au stalinisme, au nazisme et au polpotisme, ce processus de dévalorisation ne conduit pas le libéralisme à nier l'existence même de la politique, mais impose plutôt l'idée qu'il existe des moyens plus efficaces, plus justes de gouverner. La négation de la politique par sa dévalorisation s'opère par différents moyens parmi lesquels se trouvent la juridiciarisation du politique et la gouvernance. Derrière ce dernier terme se

⁵⁶¹ Il faut bien entendu reconnaître que l'anarchisme, qu'il soit de droite ou de gauche, est encore plus méfiant à l'endroit du pouvoir politique. Il se montre en effet tout simplement opposé à toute forme d'autorité et de hiérarchie. Toutefois, compte tenu de leur radicalité et au regard de l'histoire, ces deux idéologies n'ont pas, jusqu'à présent, occupé le pouvoir politique dans aucune société, si ce n'est que durant la courte expérience du pouvoir anarchiste de la CNT et de la FAI en Catalogne durant la Guerre civile espagnole. Selon cette dernière remarque, peut-être byzantine, la phrase précédente devrait donc se lire ainsi : « Troisièmement, dans un sens plus idéologique, je soutiens aussi que parmi toutes les idéologies *qui ont exercé le pouvoir politique*, le libéralisme est la plus idéologiquement favorable au rejet de l'action politique en raison même de sa méfiance à l'égard de l'autorité. »

⁵⁶² Les italiques sont du texte original. Danic Parenteau et Ian Parenteau, *Les idéologies politiques. Le clivage gauche-droite*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2008, p. 55-56.

⁵⁶³ J'ajouterai à cela, même si ce n'est pas le sujet propre de la réflexion actuelle, que cette méfiance de la politique s'accompagne aussi de la pratique de la rectitude politique qui constitue une autre forme de formatage idéologique qu'impose le libéralisme aux militants des autres idéologies qui semblent aujourd'hui s'y conformer de plein gré.

⁵⁶⁴ Hannah Arendt, *Le système totalitaire. Les origines du totalitarisme*, Paris, Seuil, 2005 [1951] ; et Claude Lefort, *L'Invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire*, Paris, Fayard, 1981.

cacherait en effet, comme la montré Dany-Robert Dufour, un projet qui cherche à « ranger la chose publique au rayon des vieilleries et à la remplacer par l'ensemble des intérêts privés, supposés pouvoir s'autoréguler. C'est précisément en cette autorégulation des intérêts privés que consiste la gouvernance politique⁵⁶⁵ ». Le rejet de la politique serait donc un trait du libéralisme au pouvoir.

Quatrièmement, sur un plan plus méthodologique, j'entends faire intervenir une partie de la critique que formule la gauche à l'endroit de l'altermondialisme. L'intérêt de cette critique est double. Elle tient d'abord à ce qu'elle jette un éclairage plus précisément idéologique sur l'altermondialisme. Elle permet d'opposer les idées que partage la gauche et celles que défend l'altermondialisme afin de montrer que le rejet de la politique par ce dernier témoigne de son caractère modéré. Ensuite, cette critique participe aussi à valider l'argument précédent selon lequel l'altermondialisme ne serait pas de gauche, car il n'est pas anticapitaliste, car en substance c'est aussi l'idée que cette gauche défend. Elle sert donc en quelque sorte de point de jonction à l'argument plus large que j'avance dans ce chapitre.

Une idéologie individualiste

La conception du monde et le programme politique citoyeniste sont essentiellement individualistes. La mondialisation elle-même est une conception du monde individualiste puisqu'elle repose sur l'idée que les nations et les classes sociales sont aujourd'hui dépassées et où il n'existe que des individus. Aussi, s'inscrit-elle dans une vision cosmopolite du monde que partagent les militants de l'altermondialisme.

⁵⁶⁵ Dany-Robert Dufour, « La gouvernance comme nouvelle forme de contrôle social », *Connexions*, vol. 1, n° 91, 2009, p. 50.

L'individualisme et le rejet de la politique

D'abord, le rejet de la politique classique des partis politiques par l'altermondialisme conduit celui-ci à une certaine individualisation sociale de la société. L'action collective des partis politiques étant surtout organisée collectivement, de rejeter ceux-ci reviendrait en d'autres termes à vouloir accorder plus de libertés aux individus. C'est d'ailleurs poursuivant l'objectif de faire la promotion de l'« individualité » que milite ouvertement Attac. C'est ce qu'affirme par exemple son conseil scientifique lorsque s'adressant aux militants ses membres écrivent que :

« [P]arce que c'est aussi pour promouvoir l'individualité, mais une individualité sociale et non pas autarcique, qu'on doit mettre en cause le néolibéralisme. Sa critique doit se faire bien sûr au nom des solidarités collectives défaites, mais également au nom d'une singularité individuelle écrasée par la marchandisation des activités humaines et par l'aliénation résultant des méga-systèmes techniques, médiatiques ou étatiques. L'individu ne doit pas être laissé au néolibéralisme. L'émancipation dont nous nous efforçons de retrouver le chemin est indissociablement collective et individuelle. Dans cette perspective, une part de la tradition libertaire, historiquement plus sensible à l'individualité, doit être réactivée. Mais en n'oubliant pas que les dispositifs publics (citoyenneté et État social notamment), aujourd'hui mis à mal par le néolibéralisme, constituent historiquement des conditions nécessaires de l'autonomie de l'individu moderne⁵⁶⁶ ».

L'application du premier axe du citoyennisme, soit le rejet de la politique, serait donc conforme, voire fondée sur l'individualisme comme le soutient Attac.

L'individualisme, la démocratie et les droits humains

On peut aussi reconnaître ce trait libéral à travers la faveur que l'altermondialisme accorde pour défendre la démocratie. En soutenant l'idée qu'il soit possible de s'opposer à la mondialisation économique et de construire une autre mondialisation en étendant la

⁵⁶⁶ Conseil scientifique d'Attac France, « Nouvelle étape : Attac dans le mouvement altermondialiste », *Attac France*, 2 décembre 2004 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article3731>].

portée de la démocratie et en la rendant plus participative, l'altermondialisme fait la démonstration de son adhésion à une vision individualiste de l'action politique et plus particulièrement de la participation politique.

L'altermondialisme soutient en effet qu'en redonnant le pouvoir à chacun des citoyens, par le moyen de la démocratie participative, ceux-ci feraient de meilleurs choix politiques puisque les décisions qu'ils prendraient les concernent directement. Conséquemment, ils choisiraient naturellement de mettre en place des politiques limitant la mondialisation économique et mettraient de l'avant la mondialisation historique. Or, par cette façon de concevoir l'action politique, l'altermondialisme affiche clairement un parti-pris individualiste. Ce parti-pris repose sur l'idée selon laquelle les meilleures décisions seraient celles qui, d'une part, sont prises par la personne qui en subit directement et personnellement les conséquences et, d'autre part, qui visent à régler des problèmes touchant les individus et non les collectivités⁵⁶⁷. Ainsi, dans la première perspective conséquentialiste, le principal défaut de l'organisation politique traditionnelle des partis tiendrait à ce que les politiciens prennent de mauvaises décisions parce qu'ils n'en subissent pas personnellement les effets. Ensuite, puisqu'ils s'attachent surtout à défendre l'intérêt collectif, les politiciens feraient de choix navrants. Sur ce dernier point, il est vrai qu'en raison même de leur nature, les partis politiques défendent généralement des intérêts collectifs et moins souvent l'intérêt des individus. Ils seraient d'ailleurs précisément apparus à la fin du XIXe siècle pour donner une voix à des groupes sociaux et des classes

⁵⁶⁷ Par ailleurs, je ne suis pas convaincu que les citoyens prendraient les décisions souhaitées par l'altermondialisme et qu'ils feraient des choix radicalement différents des politiques mises en place par les politiciens les ayant précédés. Puisqu'ils partagent avec la majorité sinon la totalité selon le pays la même idéologie, il est alors peu probable qu'ils abandonnent totalement la politique économique de la mondialisation. Bien qu'il puisse infléchir à gauche et à droite du centre du clivage gauche-droite, il reste à nouveau que le libéralisme est indissociable du capitalisme. Ainsi, tout au plus les citoyens au pouvoir apporteraient-ils alors, j'estime, des changements d'une portée somme toute limitée.

sociales spécifiques. C'est suivant des clivages sociologiques élémentaires, tels que les nations et les classes sociales et défendant des intérêts dans ce sens, que s'organisent encore aujourd'hui ou disons jusqu'à récemment, la plupart des partis politiques. Aussi, les partis politiques ont-ils un certain devoir de proposer des projets à portée collective dans la mesure où leur élection relève elle-même d'un geste collectif. Puisqu'ils doivent chercher à recueillir le plus grand nombre de votes pour remporter les scrutins, cela les oblige à saisir davantage les enjeux du point de vue de l'intérêt collectif que du point de vue de l'individu et, par conséquent, à proposer des solutions dans ce sens. C'est exactement à l'inverse de cette logique que militent les défenseurs de la démocratie participative. Ils cherchent précisément à supplanter la représentation collective des intérêts qui est à l'œuvre dans les démocraties représentatives pour donner plus de pouvoir individuel aux citoyens ; pouvoir, qui est par ailleurs conditionnel à leur participation, faut-il le rappeler. Voilà, le dessein de l'altermondialisme et l'une des raisons pour lesquelles il est si critique à l'endroit des partis politiques dont l'existence même repose sur une conception du monde dans laquelle il existe des intérêts collectifs et où le bien-être général de la société se confond en bonne partie à celui des groupes sociaux. Bref, une société qui n'est pas totalement atomisée.

La défense des droits humains constitue aussi de façon manifeste une manière de protéger les individus et non les groupes sociaux. En cela les altermondialistes embrassent-ils aussi alors une perspective individualiste. Cet individualisme s'exprimerait de deux façons. Premièrement, puisqu'il est de type libéral, il aborde les problèmes sociaux d'un point de vue surtout légal. Le libéralisme cherche en effet généralement à résoudre ces problèmes sociaux en ayant recours à la loi. Cette approche legaliste est d'ailleurs ce qui caractérise l'altermondialisme dès ses débuts. En effet, comme le soutient François Polet dans son analyse de l'altermondialisme, « si un "bagage commun" relie la diversité des démarches militantes, il doit être cherché dans la priorité qu'une majorité d'organisations

altermondialistes accorde à la thématique des droits au sens large⁵⁶⁸. Ainsi, puisque légaliste, le programme politique altermondialiste s'orienterait donc en direction du libéralisme. L'expression utilisée en anglais pour désigner l'altermondialisme, soit le « global justice movement » témoigne aussi de cette faveur pour le droit⁵⁶⁹. Le citoyennisme est donc un programme politique libéral, car il se conforme entièrement à un principe de droit. Par ailleurs, ce recours au droit constitue l'une des critiques que la gauche adresse à l'altermondialisme. Raymond Debors condamne par exemple le fait que l'altermondialisme ait choisi d'inscrire sa démarche dans une dynamique légaliste par laquelle « [l]'ensemble des questions de société sont vues par le prisme de la prolifération des droits que chacun cherche à faire entrer dans la loi⁵⁷⁰ ».

Deuxièmement, le caractère libéral du citoyennisme tient aussi à sa défense de l'homme abstrait, de l'homme dépourvu d'attachements sociaux envers une classe sociale ou une nation. Dans ce sens, comme le souligne Pierre Rosanvalon dans son analyse du libéralisme, ce dernier « entend saisir l'homme dans sa généralité » et non de façon concrète⁵⁷¹. C'est d'ailleurs essentiellement ce que fait l'altermondialisme en s'engageant dans la défense des droits humains qui doivent s'appliquer *de manière générale*. Le discours des droits humains cherche à assurer une meilleure protection des personnes, il ne s'insère alors plus dans la défense de l'intérêt collectif à laquelle participe la gauche. Enfin, comme le soutient Philippe Raynaud, le militantisme des droits humains constitue en définitive l'un

⁵⁶⁸ François Polet, « Clés de lecture de l'altermondialiste. Pour une cartographie des propositions alternatives », Centre Tricontinental, 2006 [<http://www.cetri.be/Explorateur4/Textes/cles%20lecture%20alter-dec06.pdf>], p. 5.

⁵⁶⁹ C'est par exemple de cette façon que David McNally désigne l'altermondialisme comme « le mouvement de la justice globale » (*The Global Justice Movement*). David McNally, *Another World is Possible : Globalization & Anti-Capitalism*, Winnipeg, Arbeiter Ring Publishing, 2006, p. 5.

⁵⁷⁰ Raymond Debord, « Une approche du citoyennisme (et de sa critique) », *Militant*, mai 2005 [<http://www.le-militant.org/remu/citoyenni.htm>].

⁵⁷¹ Pierre Rosanvalon, *La nouvelle question sociale. Repenser l'État-providence*, Paris, Éditions du Seuil, 1995, p. 60-61.

des traits permanents du libéralisme, car il repose sur une défense des personnes sur une base strictement individuelle et non collective⁵⁷².

L'individualisme et l'éducation populaire

Le volet d'éducation populaire du citoyennisme par lequel l'altermondialisme propose de mobiliser les citoyens s'inscrit aussi dans une approche essentiellement individualiste. C'est en effet le citoyen pris individuellement et surtout à travers son éducation personnelle qu'il est appelé à se mobiliser, même si la politique préfigurative, comme je le mentionnais au chapitre 3, permet d'étendre l'éducation à une certaine sphère et pratique sociale. Désormais mieux informé, reconnaissant davantage le caractère foncièrement répréhensible de la mondialisation économique, l'altermondialisme croit en effet que les citoyens s'engageront dans la lutte pour une autre mondialisation.

L'individualisme, le réseautage et la transnationalisation

Enfin, c'est surtout par le réseautage et la transnationalisation que le caractère individualiste du citoyennisme est le plus explicite. L'analyse des raisons pour lesquelles l'altermondialisme prend le parti de cette double stratégie montre qu'il est clairement engagé à un point de vue individualiste.

Premièrement, suivant qu'il cherche à préserver la liberté individuelle des militants, le réseautage se présente comme la stratégie la moins contraignante sur ce plan. Le réseau serait la stratégie par excellence de l'engagement individuel, car il impose peu de contraintes aux participants. Le réseautage et la transnationalisation permettraient en effet d'abolir les hiérarchies et d'établir des structures de pouvoir plus horizontales. Pour cette raison, cette double stratégie devrait remplacer les formes plus classiques d'organisations

⁵⁷² Philippe Raynaud, « Qu'est-ce que le libéralisme ? », *Commentaire*, n° 118, été 2007, p. 326.

politiques autour des partis politiques par des structures plus « démocratiques ». C'est le souhait que formule par exemple Patrick Viveret lorsqu'il affirme que :

« L'organisation en réseau, l'utilisation des technologies de l'information et singulièrement du courrier électronique et d'Internet, la capacité de développer une nouvelle forme de militantisme plus ludique, une vraie capacité d'expertise sont des points saillants de ces nouvelles formes d'action sociale et citoyenne⁵⁷³ ».

Deuxièmement, en choisissant le réseautage et la transnationalisation, l'altermondialisme montre aussi qu'il ajoute foi à l'idée que le monde serait aujourd'hui plus fragmenté et individuel. Il adhère en d'autres termes à la thèse de la nouvelle configuration sociologique du monde tel que le décrit Manuel Castells dans *La Société en réseaux*⁵⁷⁴. L'altermondialisme croit alors que : « [l]es réseaux constituent la nouvelle morphologie sociale de nos sociétés, et la diffusion de la logique de la mise en réseau détermine largement les processus de production, d'expérience, de pouvoir et de culture⁵⁷⁵ ». Internet a bien sûr joué un rôle prépondérant dans l'acceptation par l'altermondialisme de cette thèse. Face au monde constitué en réseaux, il devrait adopter lui aussi des modes d'action compatibles à cette nouvelle réalité. L'individu devrait désormais constituer le principal point nodal des réseaux militants. De surcroît, cette lecture réserve une place bien mince aux acteurs collectifs tels que les classes sociales et les nations, comme si ceux-ci n'existaient plus. C'est en effet pour l'altermondialisme non pas les nations et les classes sociales qui devraient agir de concert en tissant des liens et en formant des alliances, mais les individus

⁵⁷³ Patrick Viveret, « Capitalisme informationnel et émergence d'une société civique planétaire », dans Martin Vanier (dir.), *Agir local, penser global*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits livres », 2001, p. 29.

⁵⁷⁴ Manuel Castells, *La société en réseaux. L'ère de l'information*, Paris, Fayard, 2001. Castells n'est d'ailleurs pas le seul à constater la reconfiguration réticulaire du capitalisme. Luc Boltanski et Ève Chiappello font la même observation dans *Le nouvel esprit du capitalisme* lorsqu'ils étudient la littérature du management des années 1990. Idem pour Jeremy Rifkin. Luc Boltanski et Ève Chiappello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, coll. « NRF Essais », 1999 ; et Jeremy Rifkin, *L'âge de l'accès : survivre à l'hypercapitalisme*, Paris, La Découverte, 2000.

⁵⁷⁵ *La société en réseaux. L'ère de l'information*, p. 575.

qui devraient développer et exploiter des réseaux militants. Dans cette perspective, il est alors juste de dire que dans l'esprit des altermondialistes, la notion de « réseau » remplace alors « alliance ». Comme pour l'éducation populaire, le réseautage est aussi une forme d'individualisme, car, comme l'affirme Élisabeth Pacherie, il constitue un processus par lequel le sentiment de soi – la volonté de préserver sa liberté individuelle – précède et conditionne tout engagement collectif au sein d'une action collective⁵⁷⁶. En bref, pour l'altermondialisme, il faut certes se mobiliser, toutefois, cette action ne doit en aucun cas nuire à l'autonomie individuelle des militants.

La gauche et l'individualisme

J'ajouterai pour terminer que, malgré sa critique de l'altermondialisme, de manière générale la gauche ne désapprouve pas cette perspective individualiste. En dépit de son attachement à des valeurs collectives, elle ne voit pas d'un mauvais œil l'idée de redonner plus de liberté à l'individu. Elle se range elle aussi à l'opinion selon laquelle l'échec du soviétisme tiendrait en bonne partie au fait que les citoyens des pays de l'Est étaient privés de liberté. En conséquence, elle se montre favorable à repenser l'action politique de façon à ce qu'elle accorde une plus grande place à l'individu. Cette ouverture sur l'individualisme est d'ailleurs aussi vraie pour la gauche « classique » que pour la gauche « poststructuraliste », soit qui adhère au troisième schéma explicatif de la gauche et qui voit des inégalités dans la domination qu'impose la « majorité » sur les « minorités⁵⁷⁷ ». Je dirais alors que la faveur de la gauche « classique » pour l'individu tiendrait plus au contexte idéologique actuel où le libéralisme exerce une influence déterminante, qu'à une position idéologique ferme. À l'inverse, les penseurs et militants libertaires, qu'ils se rangent

⁵⁷⁶ Élisabeth Pacherie, « Individualisme », dans Michel Blay (dir.), *Grand dictionnaire de la philosophie*, Paris, Bordas, 2003, p. 549-550.

⁵⁷⁷ Danic Parenteau et Ian Parenteau, *Les idéologies politiques. Le clivage gauche-droite*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2008, p. 25.

derrière une approche « classique » ou « poststructuraliste », sont idéologiquement favorables à l'individualisme pour des raisons évidentes se rapportant à la conception du monde qu'ils partagent selon laquelle les individus sont intrinsèquement égaux et libres.

Une idéologie qui affiche une grande modération à l'endroit du pouvoir établi

Le fait que l'altermondialisme fasse preuve d'une grande modération à l'endroit du pouvoir établi témoigne dans un second temps de son caractère essentiellement libéral. Quoiqu'ils soutiennent être engagés dans une lutte radicale et qu'ils usent d'une rhétorique fort contestataire pour dénoncer les tenants de la mondialisation économique et plus généralement la politique traditionnelle des partis, en réalité, les militants altermondialistes se résignent à accepter le pouvoir libéral sans trop de peine. Contrairement à ce que soutient par exemple Christophe Aguiton lorsqu'il affirme que « la force du mouvement tient à ses méthodes radicales⁵⁷⁸ », je ne crois donc pas que les moyens qu'il déploie sur le terrain de l'action soient si « radicaux ». Ils seraient, en fin du compte, résolument plus modestes que ce que croit Aguiton et bon nombre de militants. Le citoyennisme est un programme politique qui ne cherche pas réellement à rompre avec l'ordre libéral bien qu'il puisse, à l'occasion, adopter à l'endroit de ce dernier certaines positions tranchées. C'est ce que j'expliquerai plus loin.

Le caractère modéré du citoyennisme s'exprime de différentes façons à travers ses quatre axes. Alors qu'il est relativement facile de montrer que le citoyennisme est fondé sur l'individualisme, il est plus difficile de mesurer le caractère modéré d'une action, car celui-ci se rapporte autant aux moyens utilisés qu'à leurs effets réels. Une action peut être modérée dans les moyens qu'elle met de l'avant et entraîner des conséquences importantes ou, au

⁵⁷⁸ Christophe Aguiton, *Le monde nous appartient. Porto Alegre, Florence, Évian : les acteurs d'une autre mondialisation*, Paris, Éditions Plon, 2001, p. 19.

contraire, elle peut adopter une ligne de conduite radicale qui a, en définitive, exerce peu d'impacts sur le pouvoir établi. Lorsque le 23 février 1917 les femmes de Petrograd manifestent pour réclamer du pain, une demande modérée exprimée par des moyens peu radicaux dans le contexte de l'époque, surtout compte tenu des bouleversements importants qui frappent le régime depuis plus d'une décennie, rien ne laisse présager que le pouvoir tsariste est sur le point de s'effondrer. La manifestation du 23 février aura donc été radicale non par ses moyens mais pour ses effets. À l'inverse, la révolution espagnole qui débute le 20 juillet 1936 entraîne, malgré un large mouvement de collectivisation des terres, du transport et de l'industrie, peu d'effets sur le camp nationaliste qui marche sur Barcelone le 26 janvier 1939. La révolution espagnole aura donc été radicale dans ses moyens, mais aura entraîné peu d'effet sur le pouvoir du général Franco qui s'installe à la tête de l'État espagnol jusqu'en 1975. Pour mesurer la modération du citoyennisme, il faut donc mesurer autant ses effets sur le pouvoir établi que la nature des moyens mobilisés par les militants.

Le caractère modéré du citoyennisme s'exprime d'abord par le fait qu'en préférant situer son action à l'extérieur de la scène politique, l'altermondialisme, laisse le libéralisme libre d'occuper encore plus d'espace. Autrement dit, l'absence de concurrence politique aiderait le libéralisme à étendre son influence sur l'idéologique contemporain. Pour ceux qui contestent le pouvoir établi, l'offre idéologique apparaît alors moins riche qu'auparavant. Il est donc moins probable qu'ils choisissent d'alimenter leur contestation par une autre idéologie que le libéralisme. Dans ces circonstances, ce dernier peut régner en maître. Le refus de la politique serait donc une stratégie modérée, car elle entraînerait peu de changements sur le pouvoir en place.

Ensuite, chercher à renforcer la démocratie et les droits humains ne bouscule pas non plus l'ordre libéral. Ces deux stratégies s'inscrivent en réalité pleinement dans la continuité de celui-ci puisqu'elles sont parfaitement conformes idéologiquement avec le libéralisme. Le libéralisme accepte en effet pleinement la démocratie et les droits humains et s'en porte défenseur. Aussi, contrairement à ce que soutient l'altermondialisme, rendre plus « démocratique » la démocratie ne réglerait-il pas nécessairement les dysfonctionnements qu'il dénonce notamment en ce qui a trait au problème de la répartition du pouvoir. La démocratie participative montrerait en effet deux principales limites à travers lesquelles il est possible de saisir la mesure du caractère modéré de cette stratégie.

Une première limite de la démocratie participative se rapporte au fait que cette pratique refléterait certains déséquilibres de pouvoir alors que c'est pour pallier un problème similaire propre à la démocratie représentative que cette stratégie a été adoptée. Des travaux de recherche ont en effet montré qu'elle ne serait pas nécessairement plus démocratique, si l'on entend par le terme « démocratique » l'idée selon laquelle l'ensemble de la population exercerait le pouvoir. Au lieu de donner plus de pouvoir à cette dernière, comme le souhaitent ses artisans, la démocratie participative risque en réalité d'augmenter le pouvoir des citoyens qui se mobilisent davantage que les autres. Ainsi, c'est surtout les citoyens possédant un plus riche capital culturel, pour reprendre les termes de Bourdieu, qui tireraient alors un certain avantage de cette pratique. Ajoutons que, la démocratie participative maintiendrait aussi une certaine asymétrie du pouvoir alors qu'elle accorderait, comme dans la démocratie représentative, le privilège à « certaines rhétoriques et certains types d'arguments propres aux groupes dominants, au détriment des modes de

communication habituels des groupes dominés⁵⁷⁹ ». Pour ces deux raisons, la démocratie participative ne ferait alors que reproduire sous une autre forme les problèmes de répartition du pouvoir que rencontre la démocratie représentative. Comme le souligne Rémi Lefebvre, il ne faudrait donc pas surestimer, la portée des changements qu'apporterait la démocratie participative⁵⁸⁰. Elle serait alors modérée en raison de son faible impact sur le pouvoir.

Une seconde limite de la démocratie participative résiderait dans son fonctionnement qui vise la création d'un consensus. Pour rendre la démocratie plus démocratique, il faudrait, comme le soutient l'altermondialisme, non seulement que les citoyens participent davantage aux instances de pouvoir, mais aussi qu'ils adoptent des positions plus consensuelles comme c'est le cas pour l'organisation du FSM par exemple⁵⁸¹. Cette valorisation de la « consensualité » repose alors, comme le souligne le sociologue Philippe Urfalino, sur l'idée que « la participation de tous à la délibération et l'exigence de consensus accroissent la qualité et la légitimité de la décision⁵⁸² ». Or, comme je le disais précédemment, puisqu'une majorité de citoyens adhère à l'idéologie dominante, je ne suis pas convaincu que leurs décisions, qui seraient peut-être certes plus légitimes, freineraient pour autant la mondialisation économique, car les politiciens les ayant précédés et qui ont prêté la main à cette politique économique, sont eux aussi des citoyens. Supposer cela équivaut à croire, j'estime, qu'ils puissent échapper à l'influence des idéologies, ce qui est pourtant une chose impossible puisque ces dernières, comme je l'ai présenté au chapitre 2,

⁵⁷⁹ Loïc Blondiaux, « La démocratie participative, sous conditions et malgré tout. Un plaidoyer paradoxal en faveur de l'innovation démocratique », *Mouvements*, vol. 2, n° 50, 2007, p. 124.

⁵⁸⁰ Rémi Lefebvre, « Non-dits et points aveugles de la démocratie participative », dans François Robbe (dir.), *La démocratie participative*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 34.

⁵⁸¹ Walden Bellon, l'un des organisateurs du FSM, se réjouit d'ailleurs du fait que l'organisation même de l'événement s'est faite sur la base de décisions adoptées par consensus. Walden Bello, « The Forum at the Crossroads », *Foreign Policy in Focus*, 4 mai 2007 [<http://www.fpif.org/fpiftxt/4196>].

⁵⁸² Philippe Urfalino, « La décision par consensus apparent. Nature et propriétés », *Revue européenne des sciences sociales*, vol. 45, n° 136, 2007, p. 47.

sont une manière de « donner un sens » à la réalité sociale à travers la conception du monde sur laquelle elles se fondent. En définitive, même si la démocratie participative et une démarche par consensus permettaient d'aplanir les différences et d'éliminer les conflits au sein des instances de décision, cette pratique n'entraînerait en contrepartie aucun effet sur le pouvoir établi.

Du reste, je crois que la recherche de consensus contribuerait aussi en bonne partie à l'effritement du pouvoir politique des citoyens, car ces derniers seraient probablement englués dans des débats sans fin, ce qui ralentirait nécessairement leur combat contre la mondialisation économique. Au-delà de la difficulté qu'a relevée notamment Carl Schmitt au sujet de la décision par consensus selon lequel cette démarche entraînerait inévitablement une forme d'exclusion tant le consensus est impossible, fondamentalement, je crois aussi que les seules décisions pouvant être prises par consensus sont celles faisant l'objet de moins de litiges car elles sont précisément insignifiantes⁵⁸³. Ainsi, à trop vouloir éviter d'entrer en conflit, les citoyens s'empêchent-ils d'une certaine façon d'agir politiquement ou en d'autres mots de passer aux actes. En effet, prendre des décisions politiques signifie toujours discriminer et conduit nécessairement à une certaine forme de conflits. Comme le soutient Julien Freund dans son étude monumentale sur *l'essence du politique*, le conflit serait une caractéristique inhérente à la politique⁵⁸⁴. Chercher à éliminer le conflit par la valorisation du consensus, comme le proposent les tenants de la démocratie participative, viderait alors la démocratie de tout son sens politique puisque la pratique du consensus restreindrait considérablement l'action des citoyens. Elle participerait alors au processus de

⁵⁸³ Carl Schmitt, *The Concept of the Political*, Chicago, The University of Chicago Press, 1996 [1932]; cité dans Chantal Mouffe, *On the Political. Thinking in Action*, New York, Routledge, 2005, p. 11.

⁵⁸⁴ Julien Freund résume le concept de politique de la façon suivante : « l'activité sociale qui se propose d'assurer par la force, généralement fondée sur le droit, la sécurité extérieure et la concorde intérieure d'une unité politique ». cf. Julien Freund, *L'essence du politique*, Paris, Librairie le Recueil Sirey, 1965, p. 751.

dissolution de la politique qui favorise le maintien du pouvoir libéral. Enfin, contrairement à ce qu'affirme Denis Horman d'Attac Belgique, je ne crois pas non plus que « le combat pour la démocratie participative et directe [soit] un axe de résistance à la mondialisation excluante et un processus de réappropriation radicale de la politique par les citoyens⁵⁸⁵ ». Ce combat contribue plutôt de manière générale au délitement de la politique qu'il ne participe réellement à entraver la progression de cette politique économique. Rendre plus participative la démocratie serait alors une mesure qui s'inscrit sinon dans une perspective individualiste, en ce qu'elle donnerait plus de pouvoir aux individus les plus mobilisés, ou encore qui n'entraînera réellement pas beaucoup d'effets. La démocratie participative, pour les raisons que je viens d'évoquer, serait donc une *solution trop modérée* qui entraînerait *peu d'effets* sur le pouvoir en place.

De surcroît, cette façon dont l'altermondialisme conçoit la démocratie permet aussi de mieux mesurer la distance qui le sépare de la gauche. En effet, certains penseurs de gauche se sont aussi intéressés à l'étude des déséquilibres du pouvoir au sein de la démocratie. Toutefois, ce qu'ils proposent est largement contraire à ce que défend l'altermondialisme. Ceux-ci soutiennent que ce n'est pas tant par le détour de la question de sa répartition qu'il faudrait aborder le problème du pouvoir, mais plutôt en questionnant plus profondément la notion de conflit. La question du conflit se trouve ainsi au cœur de leur démarche de réflexion à travers laquelle ils cherchent à renouveler la perspective démocratique. Pour remédier aux dysfonctionnements de la démocratie représentative, il faudrait non pas tenter de la vider de toute sa substance politique, mais inversement, chercher à faire ressortir le conflit et mieux encadrer celui-ci, puisqu'il est constitutif de la politique. C'est par exemple la position qu'adoptent Ernesto Laclau et Chantal Mouffe dans

⁵⁸⁵ Denis Horman, « La société civile et le politique », *Grain de sable*, n° 362, 13 septembre 2002 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article665>].

leur défense d'une « démocratie radicale⁵⁸⁶ ». Ce projet consiste à réhabiliter la dimension conflictuelle de la démocratie, car là se trouverait l'essence même de la politique. Ainsi, pour Laclau et Mouffe, la réaffirmation de la démocratie ne doit-elle pas aboutir à un consensus, mais doit au contraire conduire à la mise en place de mécanismes d'arbitrage rationnels du conflit. Cette perspective est donc contraire à celle qu'adopte l'altermondialisme, car elle amène les militants à entretenir une relation ouvertement conflictuelle avec le pouvoir établi, ce qu'il refuse pourtant.

Faire la promotion des droits humains n'entraînerait par ailleurs aucun changement radical dans les structures du pouvoir en place. Comme l'a montré Marcel Gauchet, le militantisme pour les droits humains en Europe de l'Est au cours des années 1980 a certes participé à sonner le glas des régimes communistes; pour autant, celui-ci ne peut en aucun cas constituer une politique pour les sociétés libres. Les droits humains lorsqu'ils sont utilisés de cette façon ne seraient, selon lui, « qu'une façon d'éviter, en les nommant à côté d'une réponse toute prête, les questions qui naissent de l'effondrement du projet de société forgé au cours d'un siècle et demi de mouvement ouvrier⁵⁸⁷ ». Si par le mot politique on entend « une action qui cherche à se donner les moyens de l'exigence qui la porte, alors les droits de l'homme, et on ne saurait trop fortement y appuyer, ne sont pas une politique⁵⁸⁸ ». Voilà comment Gauchet conclut son analyse. Toute action qui se revendique des droits humains doit être d'une portée politique très limitée. Au total, les droits humains ébranlent donc très peu le pouvoir libéral des sociétés libres, c'est-à-dire là précisément où l'altermondialisme est actif.

⁵⁸⁶ Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategy. Towards a Radical Democratic Politics*, Londres, Verso, 1985; Chantal Mouffe, « Deliberative Democracy or Agonistic Pluralism ? », *Social Research*, vol. 66, n° 3, 1999, p. 745-758; et Chantal Mouffe, « La politique et la dynamique des passions », *Politique et Sociétés*, vol. 22, n° 3, 2003, p. 143-154.

⁵⁸⁷ Marcel Gauchet, « Les droits de l'homme ne sont pas une politique », *Le Débat*, n° 3, juillet-août 1980, p. 6.

⁵⁸⁸ *Idem.*

L'éducation populaire

L'éducation populaire est aussi un mode d'action marqué d'une grande retenue. Je doute qu'elle puisse changer le monde comme le prétend l'altermondialisme dans la mesure où elle entraîne peu d'effets sur le pouvoir. Par ailleurs, même la politique préfigurative, qui se veut le volet plus radical du programme d'éducation populaire, parce que pratiqué par les militants de l'altermondialisme les plus dynamiques, serait elle aussi d'une portée réelle limitée. La politique préfigurative sert surtout de support pédagogique au programme éducatif de l'altermondialisme. Elle possède en cela un fort sens symbolique. Elle exerce toutefois peu d'influence sur le pouvoir en place car elle ne reste, en définitive, que le signe d'une intention. Elle ne bouleverse que *symboliquement* les rapports de forces qui existent *réellement* dans la société. Contrairement à ce que soutiennent certains altermondialistes, établir un parallèle entre la politique préfigurative et la pratique plus radicale de l'autogestion est fort discutable. L'autogestion assure le transfert réel de pouvoirs à la communauté s'adonnant à cette pratique. C'est le cas par exemple des travailleurs d'une usine qui confisquent aux propriétaires sa direction, comme chez les « FaSinPat » en Argentine⁵⁸⁹. En exerçant alors par eux-mêmes le plein contrôle des opérations de production, les travailleurs s'arrogent un pouvoir réel. Or, les campements de la jeunesse qu'organisent des altermondialistes ne sont d'aucune façon assimilables aux « FaSinPat ». Fondamentalement, ceux qui pratiquent l'autogestion savent déjà la façon dont ils veulent organiser le pouvoir et se rangent déjà aux arguments favorables à une distribution égalitaire des pouvoirs parmi tous. Ils ne sont pas là pour apprendre, mais pour changer les choses, pour agir politiquement ; pour exercer un pouvoir réel. Ceux qui pratiquent la

⁵⁸⁹ L'expression qui désigne « Fábrica Sin Patrones » (usine sans patron) sert, à l'origine, à décrire la prise de contrôle par les travailleurs de l'usine Zanon en Argentine en mars 2002. cf. sur ce sujet : Guillermo Almeyra, *La Protesta Social en la Argentina (1990-2004): Fábricas Recuperadas-Piquetes-Cacerolazos-Asambleas Populares*, Buenos Aires, Ediciones Continente, 2004 ; et James Petras, « Argentina: 18 Months of Popular Struggle », *Economic and Political Weekly*, vol. 38, n° 23, 7-13 juin 2003, p. 2255-2260.

politique préfigurative poursuivent au contraire une exploration, ils parcourent symboliquement les lieux de la société idéale. Cette exploration constitue sans nul doute une étape nécessaire à la construction d'un autre monde. Toutefois, et en cela, la politique préfigurative n'est pas encore une action politique, car elle n'altère pas réellement la distribution du pouvoir ou sinon agit-elle sur des enjeux qui sont, somme toute, sans importance⁵⁹⁰. Ainsi, savoir identifier les mécanismes injustes de la mondialisation économique est-il certes une étape nécessaire à celui qui s'oppose à cette politique. L'éducation populaire et la politique préfigurative ne constituent toutefois pas le théâtre principal de la bataille à livrer d'autant qu'elle entraîne d'autres conséquences négatives, comme le soutient Michel Barrillon⁵⁹¹. En effet, la stratégie citoyenniste d'éducation populaire dont le travail consiste à identifier les failles de la mondialisation économique ne ferait, selon lui, qu'apporter un supplément d'âme au capitalisme en lui permettant de corriger précisément ses défauts, souvent les plus visibles, ayant été mis en évidence par l'altermondialisme. En réalité, l'éducation populaire serait alors, soit une simple prophétie autoréalisatrice pour le militant, soit encore un simple baume pour le capitalisme. Elle

⁵⁹⁰ Comme celui de choisir comment s'organise la distribution des repas ou encore l'horaire d'un campement. Le village alternatif, anticapitaliste et antiguerre (VAAAAG), le Le village intergalactique (VIG) ou le Campement intercontinental de la Jeunesse (CIJ) sont des exemples d'espaces de pratiques alternatives qui s'organisent en marge à la fois des contre-sommets comme le FSM depuis 2001 et des sommets officiels comme celui du Forum économique mondial (FEM) de Davos. Lors de l'édition 2009 du FSM qui s'est tenu à Belem au Brésil, le campement « Aldea da Paz » proposait aux campeurs de vivre une expérience pacifique dans laquelle toute hiérarchie était abolie. cf. Thalie-Anne Provost, « FSM 2009 : La dynamique du Campement intercontinental de la Jeunesse », *Possibles*, 24 septembre 2009, <http://redtac.org/possibles/2009/09/24/fsm-2009-la-dynamique-du-campement-intercontinental-de-la-jeunesse-%E2%80%93-par-thalie-anne-provost/>. Voir aussi Geneviève Olivier-D'Avignon, « De la production sociale du quotidien à la construction sociale de l'utopie : le Campement autogéré », Mémoire de maîtrise en anthropologie, Université Laval, 2009 ; Nathalie Guay, « La jeunesse dans le mouvement altermondialiste : marginalisation ou auto-exclusion ? », *Chronique des Amériques*, Observatoire des Amériques, n° 14, avril 2005 [http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/Chro_0514_jeunesse_altermondialiste.pdf] ; Daniel H.O. Morrison, « The Intercontinental Youth Camp 2001-2005: Linking Open Space Activism, The World Social Forum, and Imaginaries for Alternative Worlds », Mémoire de maîtrise, Université Dalhousie, juin 2006 ; et Rodrigo Nunes, « The Intercontinental Youth Camp as the Unthought of the World Social Forum », *Ephemeris*, vol. 5, n° 2, 2005 [<http://www.ephemeraweb.org/journal/5-2/5-2nunes1.pdf>].

⁵⁹¹ Michel Barrillon, *ATTAC, encore un effort pour réguler la mondialisation*, Castelnau-le-Lez, Climats, 2001.

exercerait en contrepartie très peu de pressions réelles sur le pouvoir libéral maître d'œuvre de la mondialisation économique. Voilà pourquoi l'éducation populaire est une stratégie modérée.

Le réseautage et la transnationalisation

Enfin, la stratégie du réseautage et de la transnationalisation apparaît aussi trop mesurée. En cherchant à inscrire son action dans la logique du réseau, l'altermondialisme agit avec modération autant à l'endroit de ceux qu'il cherche à mobiliser, en ne leur imposant guère de contraintes, qu'envers le pouvoir politique actuel puisqu'il n'engage aucune réelle confrontation.

Comme je l'ai mentionné au point précédent, les modalités mêmes de l'engagement citoyen font en sorte qu'elles soumettent les militants à peu de conditions. Ces derniers peuvent s'engager librement le temps d'une lutte, comme ils peuvent s'en désaffilier aussitôt que leur intérêt s'émousse. Il n'existe pas de carte de membre de l'altermondialisme et la participation à une manifestation altermondialiste tout comme la signature de l'une de ses pétitions n'entraînent aucun sacrifice ni engagement solide. Il est difficile dans ce contexte d'établir un rapport de force durable avec ses adversaires, car devant l'imprévu qui peut surgir de la lutte, l'altermondialisme court le risque d'être affaibli par la désertion. C'est d'ailleurs l'idée que défend notamment Joël Roman dans sa critique de l'altermondialisme qui, selon lui, ne constituera pas un vrai mouvement social en raison de sa construction en forme de réseau et pour cela, il court le danger de « se dégonfl[er] donc d'autant plus aisément qu'il était artificiellement gonflé, et que ses initiateurs se leurraient eux-mêmes, prenant l'écho de leur propre voix pour un puissant relais⁵⁹² ». C'est

⁵⁹² Joël Roman, « Les contradictions de l'altermondialisation », *Alternatives économiques*, « L'Économie Politique », n° 1, 2006, p. 76.

donc la nature même du réseau pouvant se délier facilement, qui empêcherait l'altermondialisme d'organiser son combat d'une main ferme et de recourir, en ce sens, à des moyens plus radicaux.

Cet empêchement ne permettrait pas non plus à l'altermondialisme d'établir un rapport de force réel avec le pouvoir libéral. La force de l'action politique de la gauche tient en effet en grande partie en ce qu'elle est unitaire. Elle s'organise autour de la classe sociale des travailleurs et oblige ceux-ci à agir solidairement. Elle exerce donc sur eux une certaine contrainte, mais cette contrainte constitue toute la force du mouvement. Seuls, les travailleurs ne peuvent rien contre le capital. Unis, ils peuvent s'imposer à lui. Voilà pourquoi Marx et Engels lancent en 1848 le célèbre mot d'ordre : « Prolétaires de tous les pays unissez-vous ! ». Inversement, le réseautage semble au contraire libérer de toute contrainte le citoyen militant en le laissant libre d'inscrire son action dans les réseaux de son choix pendant le temps que lui seul juge nécessaire. Par ailleurs, dans un contexte où les rapports de forces s'exercent de façon très inégale entre ceux qui contestent la mondialisation économique et ceux qui sont chargés de sa promotion, la puissance du nombre – qui constitue le principe de légitimation de tout le programme politique altermondialiste – se révèle, somme toute, limitée contrairement à ce que soutient par exemple la militante altermondialiste et intellectuelle Susan George⁵⁹³. Certes le nombre constitue le principe fondamental avec lequel les décisions sont prises en démocratie idéale. Suivant celui-ci, l'altermondialisme croit que la mobilisation d'une majorité de la population en faveur d'une autre mondialisation devrait conduire les États à renoncer à la mondialisation économique. Or, la réalité et cet idéal sont deux choses et dans le monde réel les puissants s'imposent toujours aux plus faibles. Ils ne tirent pas non plus leur puissance

⁵⁹³ George affirme : « nous ne gagnerons pas sans [en parlant de la lutte que mène l'altermondialisme] 1) le nombre 2) une bonne organisation et des alliances. » Susan George, *Un autre monde est possible, si...*, Paris, Fayard, 2004, p. 183.

de leur grand nombre – les riches constituent toujours une minorité –, mais plutôt de leur contrôle des appareils idéologiques par lesquels ils font la promotion de l'économie de marché, de l'État minimal, de la mondialisation économique et de l'idée que la mondialisation a cours. Le succès que rencontre le « néolibéralisme » à partir des années 1980 montre très clairement que l'« opinion de la société civile » pèse en définitive peu sur le déroulement des affaires de la planète puisqu'avant 1999, celle-ci s'était peu opposée à la mondialisation économique. D'ailleurs, même si cette dernière comptait davantage, il existe de multiples moyens de contourner celle-ci grâce aux appareils idéologiques que contrôlent les tenants de l'ordre en place. L'utilisation judicieuse de ces appareils idéologiques assure alors le triomphe de ce que Jean-Pierre Le Goff nomme la « barbarie douce ». Cette barbarie permet, à travers les entreprises et les écoles, d'imposer de nouvelles formes de pouvoir sur les individus en réclamant d'eux qu'ils développent leur « autonomie », qu'ils soient en tout temps « “motivés”, “réactifs” et “participatifs”⁵⁹⁴ ». L'autonomie individuelle serait devenue le nouveau carburant du capitalisme... mais aussi de l'altermondialisme.

J'ajouterai que la stratégie du réseautage se heurte également à un paradoxe de taille. C'est à l'aide de l'argument de la flexibilité, qui sert à justifier le recours à cette stratégie, que le capitalisme s'est lui aussi réorganisé à partir des années 1980 sous la forme de réseaux. Cette réorganisation entraînera la libéralisation du commerce, la délocalisation d'entreprises et le recours à la sous-traitance que dénonce l'altermondialisme. Bref, c'est le même motif de la flexibilité qui fera émerger la mondialisation économique. Le réseautage et la flexibilité concilient à la fois les exigences du libéralisme et sa préoccupation relative à la préservation de la liberté individuelle et permettent au capital d'occuper les nouveaux marchés laissés libres par l'effondrement de la zone d'influence soviétique. Liberté

⁵⁹⁴ Jean-Pierre Le Goff, *La barbarie douce. La modernisation aveugle des entreprises et de l'école*, Paris, La Découverte, coll. « Sur le vif », 2003, p. 8-9.

individuelle et liberté de commerce se trouvent donc au cœur de l'argumentaire de la flexibilité et ce précepte aurait obligé à la fois l'altermondialisme et le néolibéralisme à densifier chacun de leurs réseaux respectifs pour des raisons différentes, mais aux conséquences semblables qui résultent d'une plus grande individualisation des sociétés.

La critique anticitoyenniste

Pour compléter l'argument selon lequel le citoyennisme serait une stratégie modérée par ses moyens et ses effets, j'estime que la critique anticitoyenniste permet un éclairage en ce sens particulièrement révélateur, car c'est surtout autour de ce thème qu'elle s'organise. L'anticitoyennisme peut en effet s'interpréter comme une critique véhémement du caractère modéré du programme politique altermondialiste. L'anticitoyennisme s'est surtout développé chez l'anarchisme libertaire. Certains militants et penseurs de cette idéologie conçoivent en effet plus clairement le caractère modéré du citoyennisme, car ils font montre d'une plus grande fidélité aux fondements idéologiques de l'extrême gauche. Contrairement à la critique plus idéologiquement affirmée et mieux développée que formule le socialisme, dont j'évoquerai plus bas les grandes lignes, l'anticitoyennisme reste pour l'instant à l'état d'une esquisse générale. Les arguments que développent ses auteurs reposent parfois sur des positions doctrinaires et en cela ils ne permettent pas toujours de bien comprendre la nature libérale du citoyennisme. Toutefois, l'intérêt de cette critique tient à ce qu'elle s'attaque *de façon idéologique* au cœur de la pensée de l'altermondialisme. Elle n'est pas non plus produite par des militants qui acceptent la conception du monde altermondialiste et qui rejettent son programme politique, mais provient majoritairement de militants qui contestent ces deux composantes de l'idéologie altermondialiste. Pour être clair, il existe donc des anticitoyennistes mondialistes et non mondialistes. Aussi, pour des raisons idéologiques, parce que cette critique émane de l'anarchisme libertaire,

l'anticitoyennisme dénonce le caractère non pas individuel du citoyennisme, idée qu'il appuie au contraire, mais son caractère trop peu radical. L'anticitoyennisme désapprouve en un mot l'idée qu'il soit possible de faire reposer un programme politique en entier sur l'action seule des citoyens non pas parce que cette action est individuelle, mais parce qu'elle est trop centrée. Le citoyennisme serait voué à un échec certain parce que trop peu radical, c'est pourquoi alors, qu'il participerait, selon la critique anticitoyenniste, à la consolidation du pouvoir libéral actuel.

La critique anticitoyenniste suit trois principales directions. Premièrement, selon ses auteurs, le citoyennisme ne permettrait pas aux citoyens de déloger le pouvoir du capital. Pour les anticitoyennistes mondialistes – qui souscrivent au mythe de la mondialisation imaginaire –, le citoyen serait incapable d'infléchir une nouvelle direction à la mondialisation au bénéfice d'une plus grande partie de la population. Pour les anticitoyennistes non mondialistes – qui sont majoritaires et quant à eux suffisamment lucides pour saisir le caractère mythique de la mondialisation imaginaire –, le citoyennisme ne permettrait tout simplement pas d'abolir les inégalités sociales et d'accorder plus de liberté aux individus. L'action des citoyens non seulement contribuerait à augmenter dangereusement le pouvoir du capital, mais également celui de l'État. C'est ainsi que Jacques, un militant anarchiste, résume alors le programme politique altermondialiste :

« [le] citoyennisme s'inscrit bien évidemment dans une vision idyllique et trompeuse de l'État. État dans lequel il suffirait aux citoyens d'être actifs, informés, de voter correctement, pour que son fonctionnement -- et la mondialisation du capitalisme s'en trouvent changés, limités, taxés, contrôlés, maîtrisés⁵⁹⁵ ».

La plaidoirie de l'altermondialisme en faveur du citoyennisme et de l'État cautionnerait donc « le modèle de gouverne existant, lequel est hiérarchique, autoritaire,

⁵⁹⁵ Jacques (CNT AIT Essonne), « Chronique anti-industrielle », *Syndicat Interco Paris Nord de la CNT AIT*, 17 mai 2003 [http://cnt-ait.info/article.php3?id_article=696].

philanthropique, centré sur l'État et les possesseurs du capital⁵⁹⁶ », plus qu'il ne le combat. En effet, puisque c'est l'État qui accorde la citoyenneté, toute mesure de réaffirmation du citoyen ne ferait nécessairement que concentrer son pouvoir.

Deuxièmement, l'anticitoyennisme estime que le programme politique altermondialiste n'est pas assez radical, car il ne poursuit pas l'objectif de rompre avec le capitalisme et ne mobilise ainsi aucun moyen dans ce sens alors que les problèmes auxquels s'attaque l'altermondialisme seraient inséparables d'une lutte contre de ce système économique. La seule solution aux problèmes contemporains consisterait à s'opposer au capitalisme en vue de son dépassement. Toute autre politique ne peut connaître qu'un revers. Ainsi, comme l'affirment les auteurs du « Manifeste(?) du Web Anticitoyenniste & indépendant » :

« Le citoyennisme, fausse conscience et mouvement réactionnaire, concourt à étouffer ce qui n'est encore qu'en devenir, c'est-à-dire le nécessaire dépassement des structures capitalistes et étatiques que ne vont pas manquer de mettre prochainement en oeuvre ceux qui veulent réellement transformer le monde⁵⁹⁷ ».

Le citoyennisme ne serait, en définitive, nulle autre chose qu'un nouveau mécanisme permettant à la bourgeoisie d'assurer le maintien de « l'ordre social existant⁵⁹⁸ » et serait pour cette raison « le stade suprême du réformisme⁵⁹⁹ ». À tout prendre, le citoyennisme serait la dernière stratégie déployée par le capital et l'État pour asseoir leur domination et non l'amorce d'une révolution à venir. C'est pourquoi Dominique Pinsolle soutient qu'il

⁵⁹⁶ Marco Silvestro, « Altermondialisme et individualisme: une critique libertaire », Communication dans le cadre de *La Nuit de la philosophie*, 2e édition, 25-26 mars 2006, UQAM [<http://www.crack-kebec.org/?q=node/27>].

⁵⁹⁷ « Manifeste(?) du Web Anticitoyenniste & indépendant », 13 mai 2006 [<http://baroud.international.free.fr/webanti.htm>].

⁵⁹⁸ En attendant, *Contribution à une critique du citoyennisme*, 1995 [http://cabanel.jennifer.free.fr/reserve_2/contribution_a_une_critique_du_citoyennisme.doc].

⁵⁹⁹ Des libertaires, « Le citoyennisme, stade suprême du réformisme », avril 2001, *A-Infos* [<http://www.ainfos.ca/01/apr/ainfos00388.html>].

faudrait renouer avec la lutte contre le capitalisme et qu'il « ne s'agit pas de continuer "d'attendre imperturbablement le 'matin du grand soir' comme d'autres le retour du messie", mais d'éviter que l'altermondialisation se réduise à un "altercapitalisme"⁶⁰⁰ », soit un capitalisme moins radicalement excessif. Dans cette critique du caractère trop modéré du programme politique altermondialiste, certains penseurs anticitoyennistes soutiennent aussi que ce dernier agit surtout de façon non systématique, c'est-à-dire qu'il ne s'en prend pas directement au système capitaliste dans son ensemble. Ainsi, la démarche du citoyennisme vise-t-elle alors davantage à régler les « problèmes » qui émergent du capitalisme qu'à en finir avec celui-ci. Voilà ce qu'affirme en substance Roland, un militant anticitoyenniste :

« L'essentiel est tout bêtement là : le démocratisme radical a des solutions pour tout dans la société actuelle. Travail, loisirs, condition féminine, formation, condition animale, circulation automobile, homosexuels, tiers-monde...; il n'est pas "le mouvement qui abolit les conditions existantes", mais qui en résoud les "problèmes". L'alternative est sa forme générale⁶⁰¹ ».

Troisièmement, l'anticitoyennisme critique également le militantisme pour les droits humains. Pour l'anticitoyennisme, le discours favorable aux droits humains serait une stratégie permettant au capitalisme d'étendre son emprise sur le monde actuel puisqu'elle ferait détourner l'attention des enjeux économiques plus importants⁶⁰². Le militantisme « droitdelhommiste » servirait également et plus spécifiquement les intérêts d'Attac qui chercherait à « évacuer de l'association les "gauchistes" qui auraient encore quelques velléités de transformation radicale de la société, et ce, pour mieux intégrer dans ses rangs la "petite bourgeoisie intellectuelle" réformiste avec qui ils ont des intérêts bien

⁶⁰⁰ Dominique Pinsolle, « Les limites du front anti-libéral. Tous ensemble », *Poivre rouge*, 13 mai 2006 [http://www.poivrerouge.ouvaton.org/article.php3?id_article=46].

⁶⁰¹ Roland, « Critique du démocratisme radical », *Anticitoyennisme*, s. d. [www.web.tiscalinet.it/anticitoyennisme/critique.html].

⁶⁰² Unite-libertaire, « Le citoyennisme..... », *Bellaciao.org*, 28 novembre 2003 [http://bellaciao.org/fr/article.php3?id_article=3716].

compris⁶⁰³ ». Cette volonté de vouloir étendre la démocratie et réaffirmer les droits humains serait, en réalité « une fausse conscience et [un] mouvement réactionnaire⁶⁰⁴ ». Militer pour les droits humains serait donc un moyen de lutte aux effets trop modérés.

La critique anticitoyennisme est parfaitement conforme idéologiquement avec l'anarchisme libertaire. Opposé à l'autorité, ce dernier observe dans le citoyennisme un moyen pour l'État d'allonger son pouvoir. Logeant à l'extrême gauche du clivage politique, il juge le citoyennisme et les moyens mis en branle par ce programme politique comme étant incompatibles avec la révolution. Ce souci de cohérence idéologique dont fait preuve le libertarisme l'entraîne toutefois peut-être à surestimer la place qu'occupe l'État dans le citoyennisme. Comme l'ont montré François Polet, Eddy Fougier et Francis Dupuis-Déri, l'altermondialisme, pris dans son ensemble, entretient en effet un rapport très ambigu avec l'État⁶⁰⁵. Tous les altermondialistes ne sont pas favorables à « plus d'État ». Certes, il est vrai que certaines propositions de l'altermondialisme cherchent à renforcer ses prérogatives. Elles appellent à renouveler avec le keynésianisme afin de réaffirmer le rôle social des pouvoirs publics. Par contre, d'autres propositions visent au contraire à réduire la taille de l'État afin de laisser une plus grande place aux initiatives citoyennes et à l'affirmation de la société civile. La question de l'État et de son rôle dans la construction d'un autre monde reste donc encore en suspens au sein de l'altermondialisme. Contrairement à ce qu'affirme

⁶⁰³ Valérie Minerve Martin, « Citoyennisme ou luttes des classes », *En dehors*, mai 2006 [<http://endehors.org/news/3577.shtml>].

⁶⁰⁴ « Manifeste(?) du Web Anticitoyenniste & indépendant », 13 mai 2006 [<http://baroud.international.free.fr/webanti.htm>].

⁶⁰⁵ Dans sa présentation des clivages au sein de l'altermondialisme, Dupuis-Déri montre bien que les réformistes et les radicaux s'opposent face au rôle de l'État dans la construction d'un autre monde. Francis Dupuis-Déri, *L'Altermondialisme*, Montréal, Boréal, coll. « Boréal Express », 2009, p. 57-61. Idem pour Fougier dans l'entrée « Débouché politique » de son dictionnaire. cf. Eddy Fougier, *Dictionnaire analytique de l'altermondialisme*, Paris, Ellipses Éditions, 2006, p. 37-50. À l'inverse, pour sa part François Polet montre qu'un courant de l'altermondialisme s'attarde à renforcer l'État comme moyen de contrer la mondialisation économique. cf. François Polet, *Clés de lecture de l'altermondialisme*, Bruxelles, Couleur livres, 2008, p. 32-35.

l'anticitoyennisme, le programme politique altermondialiste ne mènerait donc pas logiquement au renforcement des prérogatives de l'État.

En somme, le citoyennisme apparaît fort modéré en comparaison de l'âpreté de son discours et de l'importance de la tâche qui attend la gauche dans son ensemble. Du point de vue plus radical qu'exprime l'anarchisme libertaire et qui préconise, soit l'action directe, soit l'usage de la révolution comme seule façon d'abolir le système intrinsèquement inégalitaire du capitalisme – que ce dernier revête ou non la forme de la mondialisation économique –, le citoyennisme apparaît en effet bien tiède. En essence, pour le libertarisme, seul un programme politique *radical* peut conduire à des *changements réels*. Parce que trop modérées, les actions menées par les citoyens dans le cadre du citoyennisme seraient autrement dit sans portée réelle.

Le refus de la politique traditionnelle comme signe de cette modération

La modération de l'altermondialisme à l'endroit du pouvoir libéral s'exprime surtout à travers l'idée selon laquelle la politique serait aujourd'hui dépassée et qui le conduit à adopter une stratégie de refus de la politique traditionnelle des partis. Par cette stratégie, l'altermondialisme évite à nouveau d'inscrire son action au sein du jeu politique traditionnel car il dévalorise celui-ci. Il rejette l'idée de se constituer en parti politique et ne cherche pas non plus à prendre le pouvoir. Il préfère au contraire s'imposer comme un acteur émancipé des espaces classiques de l'agir politique. Or, cette stratégie, comme le souligne la gauche, participerait pleinement au maintien de l'ordre idéologique actuel. Voilà pourquoi elle serait à ses yeux trop modérée et inefficace.

La critique de gauche du rejet de la politique

C'est d'abord autour du rejet de la politique par l'altermondialisme que la gauche focalise sa critique. Celle-ci laisse globalement entendre trois choses. Premièrement, par son refus de rompre avec le capitalisme, l'altermondialisme, comme je l'ai montré précédemment, ne serait pas de gauche. Deuxièmement, par son refus de s'engager sur la scène politique, celui-ci se montrerait largement favorable au maintien du pouvoir libéral ce qui renforcerait l'influence du libéralisme sur l'idéologique contemporain. Troisièmement, le refus de la politique devrait s'interpréter comme l'un des indices de la proximité idéologique de l'altermondialisme et du libéralisme.

Selon la critique générale qu'exprime cette gauche, l'altermondialisme devrait rompre avec la stratégie d'autonomisation face à la politique. Il devrait accepter de prendre part au jeu politique sans quoi sa lutte ne peut qu'aboutir à un échec. Le citoyen et le citoyennisme ne peuvent constituer les seules, voire les principales, modalités d'une action politique efficace. Conséquemment, dans l'esprit des militants de gauche qui expriment cette critique et contrairement à ce que soutient l'altermondialisme, la politique ne serait pas totalement tombée en désuétude, même s'il est vrai que la configuration du monde contemporain semble restreindre son champ d'action. Les citoyens jouissent par exemple aujourd'hui d'un pouvoir plus grand car, comme ils sont plus éduqués, ils participent davantage à la vie démocratique. En d'autres mots, à présent les citoyens sont des acteurs politiques de premier plan. Néanmoins, la politique conserverait un pouvoir réel : c'est encore elle qui est chargée de la conduite de l'État. Voilà pourquoi cette gauche insiste sur la nécessité de ne pas désertier la politique et invite l'altermondialisme à renouer avec l'action politique de gauche.

***Mémoire des luttes* et la nécessité du combat politique**

Le premier groupe de penseurs et militants de gauche à exprimer des réserves importantes à l'endroit de la stratégie politique de retrait est associé à *Mémoire des luttes*. Leur critique est d'autant plus intéressante qu'elle provient en bonne partie d'anciens altermondialistes. Parmi eux se trouve nul autre que Bernard Cassens, l'un des pionniers et l'une des figures phares de l'altermondialisme. Cette critique marque donc une cassure au sein même de l'altermondialisme. À l'inverse des autres critiques que je vais présenter plus loin, et qui restent d'une certaine façon étrangères à l'altermondialisme puisque ceux qui la formulent n'adhèrent jamais totalement à cette idéologie, ceux qui expriment cette critique ont pleinement épousé la cause de l'altermondialisme et leur engagement en son sein a constitué, durant plusieurs années, le principal pôle de leurs activités militantes. C'est donc, en quelque sorte, et partiellement comme nous le verrons, le désaveu de fidèles qu'exprime *Mémoire des luttes*.

Mémoire des luttes est une association née en France en 2000. Elle agit comme espace de diffusion de l'histoire passée et présente des luttes menées par la gauche. Elle devient plus active à partir de 2008 lorsque certains altermondialistes décident de s'y investir afin de relancer le débat sur le sujet de l'avenir général de la gauche et de l'altermondialisme. Bernard Cassen, Ignacio Ramonet, Immanuel Wallerstein et François Houtart tiennent une chronique sur le site Internet de l'association. Cette dernière organise également une série de journées d'étude et de colloques en lien avec sa mission.

Conjointement avec la revue *Utopie critique*, *Mémoire des luttes* organise en janvier 2008 un colloque international qui s'inscrit dans le cadre de la « Journée internationale d'action et de mobilisation » décidée par le Conseil international du FSM. Ce colloque propose de faire le bilan des dix premières années de l'altermondialisme et de réfléchir aux

perspectives qui s'ouvrent au mouvement. Intitulé « Altermondialisme et post-altermondialisme », l'événement réunit de nombreux penseurs et militants de gauche et altermondialistes qui s'interrogent sur les limites de ce dernier et sur les possibilités de faire converger les programmes socialistes et altermondialistes. L'importance de ce colloque tient à ce qu'il participe à la remise en cause de l'idée de l'obsolescence de la politique qui se trouve pourtant au fondement doctrinal de l'altermondialisme. Dans l'appel de communication du colloque qui porte le titre « Vers un Manifeste pour un socialisme du XXI^e siècle », les auteurs affirment noir sur blanc la nécessité pour l'altermondialisme de renouer avec l'action politique. Ainsi, dans le bilan qu'ils dressent des années passées et dans le contexte de la nouvelle dynamique que ces auteurs cherchent à impulser, ceux-ci affirment-ils que :

« [l']altermondialisme conserve toute sa raison d'être comme espace de "conscientisation" et d'éducation populaire, et pour sa contribution aux mobilisations. [...] Cependant, cette hétérogénéité [que les auteurs applaudissent juste avant] exclut de sa part toute possibilité de développer une vision stratégique dynamique, cohérente et partagée, intégrant la conquête du pouvoir comme horizon de son action. [...] La mouvance altermondialiste est donc encore moins en mesure de se déterminer par rapport aux processus de profondes transformations économique et sociale – non pas rêvés, mais *réellement existants* – telles qu'ils sont engagés, entre autres, par des mouvements populaires comme le Mouvement des sans terre (MST) au Brésil ou les mouvements paysans en Inde, et par des gouvernements issus de la dynamique sociale en Bolivie, en Équateur ou au Venezuela. D'où la nécessité d'entrer dans un post-altermondialisme de combat pour dégager les perspectives d'un socialisme du XXI^e siècle⁶⁰⁶ ».

Dans sa communication, Bernard Cassen, s'appuyant sur les récents succès du bolivarisme en Amérique latine, appelle aussi explicitement les altermondialistes à « établir des convergences » avec l'action politique. D'après lui :

⁶⁰⁶ Les italiques sont du texte original. Ce manifeste est signé par : pour *Mémoire des luttes* : Mireille Azzoug, Bernard Cassen, Ramon Chao, Ignacio Ramonet et Christophe Ventura. Pour *Utopie critique* : Tony Andréani, Henri Benoits, Robert Charvin, Florence Gauthier, Gilbert Marquis, Michel Naudy et Danielle Riva. Vers un Manifeste pour un socialisme du XXI^e siècle, *Mémoire des luttes*, 9 novembre 2007 [<http://www.medelu.org/spip.php?rubrique4>].

« [u]ne partie du mouvement altermondialiste pousse dans un certain sens ; des partis politiques et des gouvernements poussent dans le même sens, mais comme sur une autoroute à deux voies superposées. Pourquoi ne pas faire converger les convergences jusqu'ici parallèles à partir des quelques points d'appui dont nous disposons dans le monde, que ce soient des luttes sociales très fortes, mais le plus souvent ignorées par les médias ; que ce soient des options politiques prises par certains partis ; ou que ce soient les actions de certains gouvernements ?⁶⁰⁷ »

Christophe Ventura, également membre d'Attac depuis ses débuts, abonde dans le même sens. La crise que vit l'altermondialisme constituerait une menace sérieuse qui l'obligerait à réagir avec urgence en renouant avec la pratique politique⁶⁰⁸. Ainsi, selon Ventura :

« L'urgence consistant à intégrer la question de la conquête de territoires politiques concrets est d'autant plus vitale que le néolibéralisme, lui, formule aujourd'hui son véritable projet politique pour toutes les sociétés du monde⁶⁰⁹ ».

Frédéric LeBaron propose lui aussi que l'altermondialisme réinvestisse le champ politique. Toutefois, au-delà du simple fait que cette proposition ne risque pas, juge-t-il, d'obtenir la faveur des militants, il doute également que la scène politique française puisse réunir les conditions propices à cette ambition. En effet, l'altermondialisme risque, en raison de « la permanence et la relative stabilité des structures partisans au sein de

⁶⁰⁷ Bernard Cassen, « Faire converger les "convergences parallèles" », Colloque *Altermondialisme et post-altermondialisme*, Paris, 26 janvier 2008 [<http://medelu.org/spip.php?article41>].

⁶⁰⁸ La crise dont il fait référence concerne surtout Attac. La crise éclate en juin 2006 après que des fraudes électorales auraient été mise à jour suite à des élections au sein des instances d'Attac France. cf. l'ouvrage de Raphaël Wintrebert et surtout le chapitre 6 qui analyse la crise en détail. Raphaël Wintrebert, *Attac, la politique autrement ? Enquête sur l'histoire et la crise d'une organisation militante*, Paris, La Découverte, coll. « Textes à l'appui/Politique et société », 2007; ainsi que Julien Lussion, « Un nouvel élan pour Attac », *Mouvements*, vol. 49, janvier-février 2007, p. 116-123, dans lequel il retrace les étapes de la crise et son dénouement.

⁶⁰⁹ Christophe Ventura, « Sommes-nous contemporains de notre époque ? », Colloque *Altermondialisme et post-altermondialisme*, Paris, 26 janvier 2008 [<http://medelu.org/spip.php?article29>].

l'espace politique⁶¹⁰ » de se faire voler le label par des partis comme le PCF et la LCR. Ainsi, conclut-il qu'aucune « organisation n'est en situation pour l'instant d'envisager de se dépasser dans une organisation que l'on pourrait qualifier d'altermondialiste⁶¹¹ ». Samir Amin, quant à lui, juge que l'altermondialisme, dans le contexte actuel où le capitalisme revêtirait une forme plus mondialisée, devrait renouer avec la lutte des classes. Pour cela, il faudrait surtout qu'il affiche une plus grande « radicalité⁶¹² », qu'il redevienne, en d'autres termes, de gauche au sens idéologique et politique du terme.

Ainsi, pour *Mémoire des luttes*, ou du moins pour les militants que je viens de présenter, le refus de la politique par l'altermondialisme aurait été une mauvaise stratégie. L'engagement social ne pourrait à lui seul en finir avec la mondialisation économique. La conception du monde et la stratégie selon laquelle la politique aurait été rendue obsolète par la mondialisation se révéleraient erronées. Cette lecture donne lieu à deux principales objections qui entraînent à leur tour une importante contradiction. D'abord, ces penseurs laissent entendre que leur critique doit s'interpréter simplement comme une nouvelle étape dans l'évolution générale de l'altermondialisme. Elle s'inscrit dans la recherche d'un second souffle pour l'altermondialisme. Ils ne rejettent donc pas sa conception du monde, mais cherchent plutôt à actualiser son programme politique. Le refus de l'action politique aurait généralement été une mauvaise stratégie.

⁶¹⁰ Philippe LeBaron, « De quelques particularités du mouvement altermondialiste », Colloque *Altermondialisme et post-altermondialisme*, Paris, 26 janvier 2008 [<http://medelu.org/spip.php?article51>].

⁶¹¹ *Idem*.

⁶¹² Samir Amin, « Le capitalisme sénile », *Actuel Marx*, vol. 1 n° 33, 2003, p. 102. C'est aussi la position qu'il défend dans son ouvrage : *Au-delà du capitalisme sénile : pour un XXI^e siècle non-américain*, Paris, Presses universitaires de France, 2002. Dans un entretien avec Amin en septembre 2008 au FSE de Malmö, celui-ci insistait sur le fait que l'altermondialisme devrait, selon lui, être soumis à l'obligation de radicaliser son action. Entretien avec Samir Amin, Malmö (Suède), 19 septembre 2008.

Ces auteurs affirment également que la stratégie de refus de la politique classique aurait été mauvaise parce qu'elle aurait été précisément trop pondérée. Ils appellent donc à une radicalisation de l'altermondialisme. D'une part, l'altermondialisme devrait se montrer moins méfiant de l'autorité politique. Il faudrait en clair, c'est ce que l'on décode de leur pensée, que l'altermondialisme réinvestisse l'action politique et retisse les liens avec le socialisme. D'autre part, cet appel à renouer avec l'action politique de gauche implique nécessairement que l'altermondialisme réoriente, en définitive, sa critique de l'ordre actuel selon que celui-ci est le produit non plus de la mondialisation économique, mais du capitalisme. Redevenir socialistes voudrait donc dire admettre en toute logique qu'il faille un jour se départir du capitalisme. La critique de ces auteurs et de ces militants de gauche signifie dès lors que l'altermondialisme devrait se réconcilier minimalement avec à la fois l'action politique classique et l'anticapitalisme ; qu'il cesse, pour ainsi dire, d'être libéral et qu'il redevienne de gauche...

« Ce que pensent les marxistes de l'altermondialisme ? »

La seconde critique de gauche de la position de rejet de la politique par l'altermondialisme provient d'un petit groupe de penseurs marxistes dans l'entourage de la revue *Actuel Marx*. Dans un numéro thématique sur le sujet de l'altermondialisme, les auteurs de la revue ont soumis huit questions à des militants marxistes européens⁶¹³. Cet article est fort important pour mon analyse car, à nouveau, très rarement les marxistes ont-ils commenté le rapport qu'ils entretenaient à l'endroit de l'altermondialisme comme si ce dernier n'existait tout simplement pas. Il ressort deux choses des réponses qu'ils fournissent à ces questions. Premièrement, tous critiquent la stratégie du refus de l'action

⁶¹³ Ces militants sont : Alex Callinicos, Marta Harneker, Wolfgang Haug, Domenico Jervolino, Maximo Modonesi, Hilary Wainright et Otto Wolf. Le numéro : « Que pensent les marxistes de l'altermondialisme ? », *Actuel Marx*, « Altermondialisme/anticapitalisme », vol. 2, n° 44, 2008, p. 12-30.

politique que poursuit l'altermondialisme. Deuxièmement, ils s'opposent au fait que l'altermondialisme ne soit pas anticapitaliste. Analysons plus en détail ces réponses, car elles permettent de mieux cerner le rapport gauche-altermondialisme à partir duquel il nous est permis de tirer des conclusions générales sur la proximité idéologique de l'altermondialisme et du libéralisme.

À la première question que pose *Actuel Marx* à ces militants « Quel bilan dressez-vous de l'altermondialisme depuis 2001 ? » (p. 12), ils sont une majorité à souligner que l'altermondialisme aurait apporté un vent de fraîcheur au militantisme. Marta Harneker salue le fait que grâce à l'altermondialisme « une nouvelle culture de la gauche commence à voir le jour » (p. 12). Elle ajoute toutefois, qu'il faut unir tous les « efforts militants de tous les courants de la gauche, aussi bien politique que sociale » (p. 12) afin de vaincre la mondialisation néolibérale. C'est la même conviction que partage Domenico Jervolino lorsqu'il affirme que « [c]ertes, il ne peut représenter à lui seul [l'altermondialisme] une force capable de changer le monde » (p. 12-13). Idem pour Wolfgang Hung qui soutient que « [l']altermondialisme est au moins parvenu à modifier quelque peu les rapports d'hégémonie à l'échelle mondiale. Il serait illusoire d'en attendre beaucoup plus. » (p. 13) Il enchaîne alors sur les effets tangibles et en cela positifs qui découlent de la création en Allemagne du nouveau parti de gauche *Die Linke*⁶¹⁴. Le bilan de l'altermondialisme que dressent ces trois auteurs est donc dans l'ensemble positif, même s'ils émettent un bémol quant à la portée de l'action située exclusivement à l'extérieur du champ politique. Toute action politique efficace devrait être menée sur le terrain social, mais aussi politique.

⁶¹⁴ Le parti politique *Die Linke* (soit « la gauche ») est né en juin 2007 de la fusion de deux partis de gauche. Son programme politique se veut antilibéral et centré sur le socialisme démocratique. Lors des élections fédérales allemandes de septembre 2009, *Die Linke* a fait élire 76 députés.

À la seconde question « On a parlé d'essoufflement de l'altermondialisme, d'une incapacité à aller au-delà de forums de rencontre et de discussion, à influencer sur les grandes décisions politiques à l'échelle de la planète. Qu'en pensez-vous ? », Massimo Modosi fait un constat similaire en affirmant que :

« [s]imultanément, les conditions effectives de la mondialisation capitaliste, dans son déroulement normal, garantissent l'existence d'une contrepartie antagonique et donnent, en outre, corps aux éléments constitutifs de possibles crises (économiques, politiques et sociales), les ferments de *processus de politisation* et de *radicalisation* se nourrissant des circonstances particulières qui font régulièrement leur apparition⁶¹⁵ ». (p. 14)

Modosi croit donc que la lutte entamée par l'altermondialisme doit continuer, mais que celle-ci devrait toutefois se politiser et se radicaliser. Hilary Wainwright endosse un point de vue semblable et affirme que « [l]e problème a résidé dans la difficulté de donner à l'altermondialisme des "racines" en matière de stratégie politique » (p. 14). Otto Wolf croit aussi que l'altermondialisme doit durcir ses positions et surtout développer des théories critiques « au sein desquelles figure la théorie, élaborée par Marx, du mode de production capitaliste et de sa domination dans nos sociétés. » (p. 15) L'altermondialisme devrait donc renouer avec l'anticapitalisme et l'action politique de gauche.

À la troisième question :

« Le quatrième point de la charte des principes du Forum social mondial, définie en 2001 après le premier forum, semble éviter de prendre une position "anticapitaliste" sans détour. Le texte retenu marque une opposition "au processus de mondialisation capitaliste commandé par les entreprises multinationales et les gouvernements et institutions internationales au service de leurs intérêts". Y voyez-vous une formule de compromis entre différentes composantes du mouvement ? » (p. 16)

Alex Callinicos dénonce à nouveau le fait que l'altermondialisme ne soit pas anticapitaliste et affirme qu'« ATTAC, par exemple, opte pour la première solution [c.-à-d. de

⁶¹⁵ J'ai moi-même ajouté les italiques.

critiquer le néolibéralisme et non le capitalisme] : d'où l'accent mis sur la taxe Tobin, qui est un dispositif pour le retour à une version plus régulée du capitalisme. » (p. 16)

À la quatrième question « Que penser d'un tel compromis [celui de ne pas s'afficher anticapitaliste] s'il existe ? », Harneker répond qu'elle croit :

« que la Charte des Principes, en se posant contre "le processus de la mondialisation néolibérale capitaliste sous la direction des entreprises transnationales et des gouvernements et institutions internationales au service de leurs intérêts", a adopté une position correcte, puisqu'elle désigne ainsi l'ennemi principal contre lequel il faut concentrer la lutte à cette étape concrète du développement de l'économie mondiale, cherchant à gagner tous ceux qui se positionnent en contradiction avec cet ennemi principal. » (p. 17)

Elle reconnaît donc la justesse de cette position, qui ne vise pas directement le capitalisme, car elle s'inscrit dans la poursuite de la mobilisation. Par contre, lorsque les circonstances s'y prêteront, cette mobilisation devrait engager une lutte directe contre le capitalisme.

À la même question, Modosi répond que ce compromis « est le reflet de la difficile, mais nécessaire, coexistence et convergence de deux positions distinctes animant le débat altermondialiste. » (p. 18) La première position, celle altermondialiste, serait « radicalement antisystémique [et] subjectivement anticapitaliste » ; la seconde se voudrait au contraire « objectivement et tendanciellement anticapitaliste » (p. 18). Il se questionne toutefois sur les conditions nécessaires et sur ce que l'espace militant devrait réunir pour que le « passage à une union anticapitaliste radicale et consciente » (p. 18) puisse voir le jour et émet des réserves sur le symptôme qu'il voit dans « la stabilisation d'un camp réformiste permanent au sein de l'altermondialisme ». (p. 18) Wolf croit pour sa part que ce compromis est un « refus intelligent de retomber dans une rhétorique "anti-capitaliste" dont le contenu émancipateur resterait indéfini. » (p. 18) Il précise cependant qu'un

« "anticapitalisme dûment repensé" sera nécessaire pour surmonter les graves séquelles laissées par la période post-moderne dans la pensée de l'émancipation. » (p. 18) Wolfgang Haug pense que ce compromis est stratégiquement utile dans la mesure où il sert des intérêts de lutte plus immédiats. Il affirme toutefois que l'« objectif lointain est la cohabitation des hommes et un traitement de leurs conditions naturelles d'existence qui soient libérés de la domination du profit. » (p. 19); soit, en termes clairs, l'objectif lointain serait le dépassement du capitalisme. Pour Harnecker, Modonesi, Wolf et Haug, l'anticapitalisme devrait donc *éventuellement* être à nouveau inscrit au programme de l'altermondialisme, sans quoi sa lutte se soldera par un échec.

La cinquième question est la suivante :

« En quoi le marxisme a-t-il vocation à parler d'altermondialisme ? La référence au marxisme est-elle celle qui permet de conjuguer, au plan théorique et dans la pratique, anticapitalisme et altermondialisme ? Ou du moins est-elle centrale dans la synthèse de ces deux termes ? » (p. 21)

Pour Haug, il faudrait que l'altermondialisme s'abreuve à la fois de la pensée marxiste et qu'il développe « une connaissance scientifique du monde capitaliste » (p. 21) à défaut de quoi « il n'y a ni vision claire d'un "autre monde", ni critères d'évaluation pour le choix de mesures politiques concrètes. » (p. 21) Il devrait aussi renouveler « les modèles politiques marxistes, dont beaucoup sont devenus des entraves. » (p. 21) Il devrait, autrement dit, se réconcilier à la fois avec la pensée marxienne et l'action politique marxiste.

À la dernière question :

« Comment structurer aujourd'hui un altermondialisme anticapitaliste à l'échelle mondiale ? Quelles forces sociales diverses le mouvement doit-il intégrer ? Quelles formes doit-il se donner ? À quel échelon les acteurs politiques doivent-ils être situés : à l'échelle infranationale des mouvements (mouvement des mouvements), à l'échelle nationale (des alternatives socialement concertées), à l'échelle régionale ou continentale (des constructions de trajectoires historiques divergentes), à l'échelle d'une citoyenneté et d'un État mondial ? » (p. 27)

Callinicos répond que l'altermondialisme est confronté à deux principales difficultés : sa méthode de prise de décision par consensus et sa relation avec les partis politiques. Au sujet de la seconde difficulté, il plaide résolument en faveur de l'action politique classique, car qu'on « le veuille ou non, cela reste le principal terrain sur lequel se déroulent les luttes politiques. Pour présenter des "alternatives socialement concertées", il faut intervenir dans le domaine politique. Les partis politiques sont encore le moyen le plus efficace pour de telles interventions. » (p. 27) La lutte dans laquelle l'altermondialisme est engagé auprès de la gauche devrait donc aussi redevenir politique.

Tous ces commentaires impliquent deux choses distinctes, mais qui résument assez bien la façon dont la gauche marxiste perçoit l'altermondialisme et le rôle que ce dernier doit jouer dans la stratégie plus large de lutte contre le capitalisme et la mondialisation économique. D'abord, de façon informulée, ces auteurs affirment que l'altermondialisme appartient à la gauche sociale ; le socialisme à la gauche politique. L'altermondialisme ne serait pas une force politique véritable, mais un appui important et capital pour le travail politique de la gauche. Ensuite, ils croient que le combat devrait être livré conjointement sur la scène de l'action sociale (ou collective) et de la politique sous la direction ultime des acteurs de cette dernière. Ils considèrent, en d'autres termes, la tâche revenant à l'altermondialisme comme étant un processus concomitant à celui plus central de la lutte politique dans laquelle le socialisme est engagé. La lutte réelle à mener serait donc une politique et la stratégie du refus politique de l'altermondialisme connaîtra un échec si celui-

ci s'obstine à vouloir agir seul. S'investir uniquement dans l'altermondialisme serait une erreur stratégique, car, puisque trop peu radicale, cette action permettrait à l'ordre idéologique actuel de renforcer son pouvoir sur la société. Autrement dit, le rejet de la politique par l'altermondialisme et le fait qu'il ne cherche pas à dépasser le capitalisme seraient sinon des mauvais choix stratégiques, ou du moins, ceux-ci devraient être suivis d'une action politique de gauche pour qu'ils puissent être efficaces. Ces marxistes fondent donc leur espoir dans une lutte politique contre le capitalisme dans laquelle ils seraient accompagnés par les altermondialistes. C'est aussi l'opinion qu'exprime Yves Salesse, ayant publié un article dans le même numéro d'*Actuel Marx*, dans lequel il affirme que la « force politique. Ce n'est pas le sujet de cet article. Il est toutefois bien clair que ces élaborations, mesures et programmes ne trouveront leur pleine utilité que si est construite une force capable de les porter⁶¹⁶ ». J'ajouterai à cela que c'est dans une direction similaire que Serge Denis soutient que l'altermondialisme devrait aussi chercher à tisser des ponts avec le mouvement ouvrier avec qui il partage un point de vue similaire à l'égard des systèmes de pouvoir⁶¹⁷.

Enfin, bien entendu, ces auteurs et militants marxistes ne sont pas les seuls à émettre une critique de la stratégie de retrait politique de l'altermondialisme. C'est en effet sous un angle similaire qu'André Bellon critique ailleurs l'altermondialisme. Il refuse d'adhérer à l'altermondialisme, malgré sa solidarité pour les luttes que mènent ses militants, parce que précisément ceux-ci refusent de s'engager politiquement. Il justifie cette position ainsi :

⁶¹⁶ Yves Salesse, « Des propositions alternatives au programme de transformation sociale », *Actuel Marx*, numéro thématique « Altermondialisme/anticapitalisme », n° 44, 2008, p. 103.

⁶¹⁷ Serge Denis, *L'action politique des mouvements sociaux d'aujourd'hui. Le déclin du politique comme procès de politisation ?*, Ste-Foy, Les Presses de l'Université Laval, coll. « Prisme », 2005, chapitre 8.

« Je suis antimondialiste parce que je crois que la période qui s'ouvre demande aux hommes de retrouver une identité politique, loin de ces magmas idéologiques sans signification concrète qui leur sont imposés pour mieux pervertir leur pensée ; parce que je crois que la revitalisation de la politique, attribut essentiel de l'homme libre et donc du citoyen, et le retour de l'humanisme passent par le combat contre le concept même de mondialisation⁶¹⁸ ».

La critique marxiste rejette donc le premier axe du citoyennisme et rejette en bonne partie l'idée selon laquelle la mondialisation aurait rendu la politique obsolète. Dans l'esprit de ces auteurs, la politique disposerait toujours d'un pouvoir qu'il faudrait impérativement mettre au service de la gauche et de l'altermondialisme.

L'altermondialisme et la question du pouvoir

Cette critique de gauche de l'altermondialisme soulève une question générale quant au rapport de ce dernier au pouvoir : comment cherche-t-il à agir sur celui-ci ? Les rares occasions où l'altermondialisme aborde la question du pouvoir, c'est souvent pour se présenter en tant que contre-pouvoir. Pour certains de ses militants, l'altermondialisme s'érigerait surtout en contre-pouvoir en critiquant les gouvernements et les multinationales qui participent à la mondialisation économique. D'abord, j'estime que ce rôle renvoie à une certaine idéalisation de l'équilibre des pouvoirs qui n'est pas totalement fidèle à la réalité, devant laquelle la gauche refuse de s'incliner, du moins celle que je viens de présenter. Aussi, comme l'affirme Christophe Ramaux dans sa critique qu'il adresse à l'altermondialisme, le « pouvoir n'est d'ailleurs pas nécessairement synonyme de mal. Il est aussi synonyme de prise de responsabilités, ce qui, à ce qu'on sache, n'est pas en soi

⁶¹⁸ André Bellon, *Pourquoi je ne suis pas altermondialiste : éloge de l'antimondialisation*, Paris, Éditions Mille et une nuits, 2004, p. 17.

condamnable et peut même être bienvenu⁶¹⁹ ». C'est donc, autrement dit, fondé sur une certaine éthique que l'altermondialisme devrait, selon lui, réinvestir la politique.

Aussi, dans une perspective de contre-pouvoir, contrairement au socialisme et au communisme, l'altermondialisme refuse-t-il toute ambition politique comme moyen de rendre conforme la réalité à sa conception du monde. Bien entendu, comme l'ont souligné Francis Dupuis-Déri, Alex Callinicos et Daniel Bensaïd, les écrits de Antonio Negri et John Holloway exercent une large influence sur la pensée altermondialiste⁶²⁰. Cette influence entraîne l'altermondialisme par exemple à croire qu'il n'est pas nécessaire de prendre le pouvoir comme le soutient Holloway puisque, comme ce dernier l'affirme :

« Notre cri est un cri de frustration, c'est le mécontentement de l'impuissant. Or, si nous n'avons pas de pouvoir, nous ne pouvons rien faire. Et si nous cherchons à devenir puissants en créant un parti, en prenant les armes ou en gagnant une élection, nous ne serons pas différents de tous les puissants de l'histoire⁶²¹ ».

Le socialisme et le communisme reconnaissent au contraire l'importance que revêt la prise du pouvoir politique dans l'instauration d'une société égalitaire. Leurs militants insistent sur la nécessité d'établir d'une manière ou d'une autre un rapport de force avec le pouvoir en place qu'ils cherchent à déloger. L'altermondialisme propose une trajectoire radicalement différente de la gauche. Plutôt que de recourir à la force pour s'imposer au pouvoir, il propose au contraire comme principale stratégie de lutte, d'élargir le bassin de

⁶¹⁹ Christophe Ramaux, « Misères de l'altermondialisme ? », *Mouvements*, n° 31, janvier-février 2004, p. 166.

⁶²⁰ Francis Dupuis-Déri, *L'Altermondialisme*, Montréal, Boréal, coll. « Boréal Express », 2009, p. 77 et 79; Alex Callinicos, « Toni Negri, théoricien de l'Empire », dans Chiara Bonfiglioli et Sébastien Budgen (dir.), *La Planète altermondialiste. Guide critique de la pensée de...*, Paris, Textuel, 2006, p. 161; et Daniel Bensaïd, « John Holloway, révolution sans la révolution », dans *La Planète altermondialiste. Guide critique de la pensée de...*, p. 105. Malgré cela, il est tout de même curieux de constater qu'il n'existe pas, à ma connaissance, d'étude qui propose de mesurer l'impact réel de la pensée négriste sur l'idéologie altermondialiste.

⁶²¹ John Holloway, *Changer le monde sans prendre le pouvoir. Le sens de la révolution aujourd'hui*, Montréal/Paris, Lux/Éditions Syllepse, 2007, p. 25-26.

citoyens sympathisants à sa cause pour qu'ils prennent eux-mêmes des actions individuelles en vue d'affirmer une autre mondialisation. L'altermondialisme n'anticipe pas renverser le rapport de force entre lui et le pouvoir libéral afin de présider à la construction d'un autre monde. Si par son goût pour l'action individuelle on peut dire qu'il n'est pas socialiste ni communiste, l'altermondialisme est d'ailleurs encore moins marxiste-léniniste, dans le sens où il se méfie encore plus de tout programme politique musclé d'affirmation de l'égalité. Il interprète en effet le régime soviétique comme un aveu d'échec pour ce type de programme. Comme le soutient Dominique Plihon, l'altermondialisme accueillerait en effet avec « une méfiance et une hostilité liées aux échecs du socialisme réel dans les pays qui se réclamaient de l'idéologie marxiste⁶²² », les programmes se voulant fermes et unitaires. Je dirais que c'est d'ailleurs sur les conséquences d'une telle position qu'André Tosel avance le pronostic permissimiste suivant :

« [L]a crise structurale de la représentation démocratique s'est aiguisée ces derniers temps dans le sens d'une crise permanente de l'entreprise démocratique, laissant apparaître le péril inédit d'une autoliquidation de la démocratie libérale-sociale sous la forme d'un régime bonapartiste soft multi-médial, véritable anti-polis contemporaine⁶²³ ».

Cette lecture du monde contemporain nécessiterait peut-être, il est vrai, quelques nuances. Elle exprime toutefois une vérité que l'altermondialisme ne souhaite pas admettre : le rejet de la politique appuie le pouvoir libéral actuel plus qu'il ne contribue à son échec. Ce premier axe du citoyenisme participe au travail de sape de la politique et laisse alors le champ libre à la domination gestionnaire et managériale du libéralisme contemporain que j'évoquais précédemment. Les partis politiques ont certes perdu une bonne partie de leur autorité – ce que soutient à bon droit l'altermondialisme – et le

⁶²² Dominique Plihon, « L'altermondialiste, version moderne de l'anticapitalisme ? », *Actuel Marx*, vol. 2, n° 44, 2008, p. 34.

⁶²³ André Tosel, « Anti-Polis: Vers l'autoliquidation de la démocratie ? », *Actuel Marx*, n° 35, premier semestre 2004, p. 165-187;

délitement de la politique contemporaine ne contribue en rien à réaffirmer leurs pouvoirs. Toutefois, tout projet qui vise à établir un monde plus juste et égalitaire doit nécessairement passer par une action politique classique à laquelle prendront part les citoyens⁶²⁴. Il faut alors, comme l'exhorte Alex Callinicos, « ne pas être effrayé de s'engager dans la politique électorale⁶²⁵ ». Toute action qui vise à transformer la redistribution du pouvoir ne peut faire l'impasse sur la politique. Rompre avec l'action politique socialiste et communiste et poursuivre une stratégie de retrait de la politique, entraîne des conséquences inévitables. Ces auteurs de gauche pensent alors que l'altermondialisme n'est pas totalement capable de prendre acte de l'échec qui l'attend. J'ajouterai également que c'est peut-être même d'une façon ironique que l'altermondialisme se présente comme à la fois le champion du citoyen et des actions citoyennes alors même qu'il refuse de s'engager politiquement, car comme nous le rappelle Joël Roman, c'est au contraire, uniquement lorsqu'une « action collective rencontre le politique qu'elle est pleinement citoyenne⁶²⁶ ». C'est dans cette rencontre que, d'une part, elle peut proposer un projet proprement politique et qui revêt une « vocation collective ». D'autre part, qu'elle peut s'affirmer auprès des projets concurrents des autres citoyens. Or, c'est justement dans un processus contraire à celui-ci que l'altermondialisme semble s'être engagé, en refusant la confrontation politique et en proposant un projet à faible vocation collective, si ce n'est que l'addition du bonheur individuel de chacun des citoyens puisse représenter l'intérêt collectif.

⁶²⁴ C'est aussi la conclusion de Carl Boggs dans l'analyse qu'il propose du phénomène d'« atrophie politique » qui constitue une limite de la « protestation du style Seattle ». cf. Carl Boggs, « Economic Globalization and Political Atrophy », *Democracy & Nature*, vol. 7, n° 2, 2001, p. 303-316.

⁶²⁵ Ma traduction. Alex Callinicos, « The Case of Revolutionary Socialism », *Znet*, 7 décembre 2003 [<http://www.zcommunications.org/the-case-for-revolutionary-socialism-by-alex-callinicos.pdf>].

⁶²⁶ Joël Roman, « Une société citoyenne », dans Philippe Herzog, Blandine Kriegel, Joël Roman et Dominique Voynet, *Quelle démocratie ?, Quelle citoyenneté ?*, Paris, Les Éditions de l'Atelier/Éditions ouvrières, 1995, p. 60.

Quelles sont, finalement, les racines idéologiques du refus de la politique traditionnelle des partis politiques ? Je dirais d'abord que cette position reflète le rejet de l'offre politique actuelle. Elle exprime la déception de l'altermondialisme à l'endroit autant de la droite que de la gauche au pouvoir, car ce sont indistinctement elles qui ont jeté les bases de la mondialisation économique. L'altermondialisme croit donc que toute action sur cette scène s'imposera d'emblée comme viciée. Il ne pourrait, dans ces conditions, rien espérer de la politique. Ensuite, cette position de retrait est parfaitement conforme à une vision individualiste et non contraignante de l'action politique. Si le réseau s'est imposé comme forme d'organisation à l'altermondialisme, c'est parce qu'il soumet peu d'obligations aux militants. L'engagement dans un réseau comme dans une action « sans tête dirigeante » est plus souple. Il est plus convivial aussi⁶²⁷. La critique altermondialiste de la politique s'alimente aussi d'un fort rejet de l'obligation qui pèse sur les membres des partis politiques à adhérer en bloc au programme du parti. L'altermondialisme croit que cette pratique brimerait la liberté des individus et serait une forme de sujétion. Alors qu'il prône une société entièrement fondée sur la liberté individuelle – parce qu'il est libéral –, il refuse tout compromis dans ce sens. C'est exactement ce qu'exprime Philippe Corcuff, membre du Conseil scientifique d'Attac, lorsqu'il affirme que :

⁶²⁷ Le caractère festif que l'on retrouve dans l'altermondialisme jouerait, selon Nicole Forstenzer, un rôle identitaire important pour les nouveaux militants. Je dirais plutôt que cet esprit festif correspond parfaitement à l'exigence d'abolir toute forme de contrainte, c'est-à-dire même les aspects rebutants du militantisme comme celui d'offrir des perspectives qui ne sont pas toujours réjouissantes. cf. Nicole Forstenzer, « Le festif dans la manifestation altermondialisation : une "forme-sens" au service de la construction identitaire », Séminaire *Formes contemporaines de participation politique*, Rennes, Institut d'études politiques, 2003.

« Aujourd'hui, davantage que du vocabulaire de "l'unité" et de "l'unification", nous avons besoin du vocabulaire plus souple des convergences et des coordinations, mettant l'accent sur le travail nécessaire pour rapprocher les analyses, les identités et les intérêts, sans écraser les différences, plutôt que d'imposer une "ligne unique" (une "anti-pensée unique" unique)⁶²⁸ ».

Idem pour Christophe Aguiton qui explique que la force du réseau tiendrait à ce qu'il :

« donne à ses composantes une plus grande capacité d'initiatives et d'actions autonomes que les modes de fonctionnement antérieurs, fondés sur des structures pyramidales et l'élection de représentants chargés de mettre en œuvre des décisions prises à la majorité. En somme, le réseau offre beaucoup plus de possibilités d'autoémancipation que les autres systèmes⁶²⁹ ».

C'est un sentiment semblable qu'exprime Martine Boulet et ses collègues qui critiquent les partis politiques en affirmant que :

« D'autre part, les électeurs ont choisi les candidats en fonction de leur programme, de leur personnalité et de leur parti politique, et donc en fonction d'un ensemble d'éléments sur lequel ils ne peuvent se prononcer en particulier. Ainsi, les élus n'ont pas la légitimité pour mettre en œuvre l'ensemble de leur programme, notamment si certains points rencontrent l'opposition d'une nette majorité de citoyens⁶³⁰ ».

Or, comment ce réseautage doit-il déboucher sur un autre monde ? C'est cette question que pose le militant et penseur Éric Martin lorsqu'il écrit :

⁶²⁸ Philippe Corcuff, « Quelques repères communs pour la galaxie altermondialiste » *ContreTemps*, n° 11, septembre 2004, p.1.

⁶²⁹ Christophe Aguiton, « Comment inventer une nouvelle culture démocratique et de nouvelles pratiques politiques ? », dans Patrick Viveret et Gilbert Wasserman (dir.), *Où va le mouvement altermondialisation ? ... et autres questions pour comprendre son histoire, ses débats, ses stratégies, ses divergences*, Paris, La Découverte, 2003, p. 45.

⁶³⁰ Martine Boudet, *et coll.*, « La démocratie au cœur du combat altermondialiste », *Attac France*, 5 juillet 2010 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article11522>].

« Au FSM, on faisait du "réseautage" et de la mise-en-partage d'expériences, en remplissant son livret de "contacts". Au final, par contre, l'affaire débouchait tout au plus sur une dénonciation du "néolibéralisme", sans que celle-ci soit suivie de quelque plan offensif coordonné des résistances et mouvements sociaux. Accumuler des adresses et multiplier son appartenance à des réseaux de "solidarité", voilà qui est bien beau, mais on serait tenté de poser à nouveau la question du romancier français Georges Bernanos qui disait "la liberté, pour quoi faire ?" : du réseautage, ok, mais, "pour quoi faire ?" ⁶³¹ »

À l'inverse, le citoyennisme se veut aussi, toujours sur le plan idéologique, une démarche qui ne débouche sur aucune confrontation. Cette démarche est parfaitement conforme à l'idéologie altermondialiste. La confrontation serait en effet contraire à l'esprit même du citoyennisme qui cherche à garantir les droits de tous les citoyens même à ceux qui décident de militer pour cette garantie. Or, en recourant à la confrontation, l'altermondialisme obligerait alors certains de ces militants à faire un sacrifice, c'est-à-dire de mettre en péril leurs droits individuels et la liberté dont ils jouissent aux profits des autres citoyens dont ils cherchent le bien. Derrière cet argument se trouve l'une des preuves du caractère foncièrement individualiste et modéré de l'altermondialisme. Aussi, l'altermondialisme ne partage pas avec la gauche traditionnelle l'esprit de sacrifice qui est propre au réformisme et à la stratégie révolutionnaire. Bref, je dirais qu'en refusant de croire à la nature organique de la société – à savoir que toute société est formée d'un tout qui jouit d'une importance plus grande auprès des membres qui le composent et qui lui sont subordonnés – l'altermondialisme est incapable d'agir politiquement à la manière de la gauche puisque celle-ci oblige ses militants à faire des sacrifices au bénéfice de l'ensemble de la classe subissant la domination du capital. La stratégie de refus de la politique de l'altermondialisme permet de préserver à la fois la liberté individuelle de ceux qui désirent se joindre temporairement à cette idéologie et d'assurer leur pleine intégrité physique alors que cette stratégie ne mène à aucune confrontation réelle. Le programme politique non

⁶³¹ Éric Martin, "Après le Forum social Québécois. La gauche : réseautage ou combativité ?", *Le Couac*, novembre 2009.

sacrificiel de l'altermondialisme est en cela parfaitement cohérent avec la façon atomistique et libérale que ses militants ont de concevoir le monde.

Enfin, c'est aussi pour cette même raison que plusieurs auteurs ont critiqué l'œuvre de Hart et Negri. C'est ce qu'exprime Emanuelle Saccarelli lorsqu'il affirme que la « multitude » serait alors une « forme d'agnosticisme complet » par laquelle rien n'est imposé aux militants, aucune « forme "disciplinaire" et "hiérarchique" ». « La multitude est libre d'agir comme elle le souhaite, c'est-à-dire sans contrainte et selon le choix qu'aura fait chacun des militants⁶³². Pourtant, comme l'affirme Serge Denis, pour être conforme à la réalité, toute perspective d'organisation démocratique d'un groupe doit accepter une certaine forme de centralisation et de structuration sans quoi les militants les plus dynamiques réussiront toujours à imposer leurs vues au détriment des autres⁶³³. Une certaine structuration et unité serait donc nécessaire même chez les organisations qui militent pour l'abolition des hiérarchies.

La gauche, l'altermondialisme et le libéralisme

Alors que le caractère libéral de l'altermondialisme s'impose comme une évidence au terme de ma thèse, pour terminer, il est à se demander pourquoi la gauche, de manière générale, ne peut reconnaître la souche libérale de l'altermondialisme. D'abord, à nouveau, pour la critique de gauche et anticitoyenniste qui ne rejette pas la conception du monde altermondialiste, mais qui note des failles dans son programme politique, l'altermondialisme ne pourrait pas être libéral alors même qu'il combat l'une des variantes du libéralisme (le néolibéralisme). Aussi, ceux qui contestent la conception du monde

⁶³² Ma traduction. Emanuele Saccarelli, « Empire, Rifondazione Comunista, and the politics of spontaneity », *New Political Science*, vol. 26, n° 4, 2004, p. 580.

⁶³³ Serge Denis, *L'action politique des mouvements sociaux d'aujourd'hui. Le déclin du politique comme procès de politisation ?*, Ste-Foy, Les Presses de l'Université Laval, coll. « Prisme », 2005, p. 101-102.

altermondialiste, ne jugent peut-être pas nécessaire de désigner celle-ci comme étant libérale, dans la mesure où l'ennemi réel de la gauche n'est pas, suivant la tradition marxiste, le libéralisme mais plus précisément le capitalisme. Inutile alors d'insister sur le caractère libéral de l'altermondialisme. Enfin, l'adhésion des penseurs que je viens de critiquer à la thèse de la faillite des idéologies les conduit aussi, j'estime, à ne pas envisager la nécessité de développer une critique plus frontalement idéologique. Une critique qui chercherait par exemple à isoler les idées maîtresses de l'idéologie altermondialiste pour ensuite mieux montrer leurs faiblesses. Là pourtant, se trouve dans cet exercice, la seule façon de bien comprendre l'altermondialisme et ses limites.

J'ajouterai qu'à l'inverse, les penseurs de l'altermondialisme ne revendiquent pas non plus le label libéral, si ce n'est que rarement et surtout plus récemment. C'est le cas par exemple de Sophie Heine qui affiche explicitement son appui au libéralisme. Selon elle :

« La gauche devrait donc dénoncer le libéralisme économique comme une idéologie fallacieuse permettant avant tout de justifier un retour aux rapports de domination intrinsèques à un capitalisme complètement débridé et "désencastré". Les libéralismes politique et culturel ont en revanche d'importantes ressources à lui apporter pour lui permettre de formuler ses revendications selon un discours de liberté⁶³⁴ ».

Or, suivant que les penseurs et les militants de l'altermondialisme croient en la disparition des idéologies, en général, ils ne voient pas l'utilité de s'identifier à l'une d'elles. Peut-être que la sortie de Heine indique une volonté, salutaire j'estime, à vouloir renouer non seulement avec l'action politique de gauche, comme le propose *Mémoire des luttes*, mais aussi, à reprendre contact avec la sphère des idéologies.

⁶³⁴ Sophie Heine, *Oser penser à gauche. Pour un réformisme radical*, Bruxelles, Éditions Aden, 2010, p. 54.

En résumé

En résumé, l'altermondialisme est donc une forme de libéralisme. Le citoyennisme est fondamentalement un programme politique libéral qui réaffirme, avec plus de vigueur et dans une orientation résolument mondialiste, ce que contient déjà le programme politique du pouvoir en place. L'altermondialisme est un libéralisme mondialiste qui est ancré en cela dans la tradition cosmopolite que partage cette dernière idéologie depuis ses origines. Cette conclusion rejoint, en fin de compte, analytiquement et non conceptuellement la réflexion de Marcos Ancelovici sur ce même thème. Celui-ci soutient que l'altermondialisme représente une forme de renouveau de l'antilibéralisme. De façon conceptuelle, je ne suis pas d'accord avec sa définition du libéralisme : soit ce qui correspond à la « gestion libérale de l'économie (privatisation, dérégulation, ouverture commerciale)⁶³⁵ ». C'est plutôt, sans entrer dans un débat conceptuel sur ce sujet, le « néolibéralisme », entendu dans le sens d'un usage à la fois actuel et plus général de ce terme, qui se trouve derrière cette triple politique économique. Si l'on accepte cette nuance, je dirai alors qu'Ancelovici voit juste dans ce qu'est Attac et plus largement l'altermondialisme. Il observe qu'il « n'aspire pas réellement à une rupture avec le capitalisme⁶³⁶ ». Pourtant, c'est précisément lorsqu'il aura accepté la nécessité de cette rupture que l'altermondialisme pourra participer à « la recomposition de la gauche sur la base d'un nouveau projet politique émancipateur⁶³⁷ ». C'est lorsque l'altermondialisme acceptera : i) d'agir politiquement; ii) d'être anticapitaliste; et iii) de lutter pour des intérêts collectifs, que son projet pourra prendre forme.

⁶³⁵ Marcos Ancelovici, « Attac et le renouveau de l'antilibéralisme », *Raisons politiques*, n° 16, novembre 2004, p. 45.

⁶³⁶ *Ibid.*, p. 58.

⁶³⁷ *Idem.*

CONCLUSION

Pendant qu'on rassure la multitude sur son avenir, l'Empire continue sans être inquiété à renforcer son emprise sur le monde. (Thierry Hentsch, (2000)⁶³⁸.

La connaissance de l'altermondialisme est essentiellement parvenue à nous par la sociologie et l'histoire de l'action collective. Les travaux de recherche issus de ces deux disciplines ont fait la lumière sur les moyens employés par les militants pour occuper la scène récente de l'action collective et ont insisté sur la grande diversité de l'altermondialisme. Ils ont aussi reconstitué sa généalogie et montré que l'altermondialisme héritait de l'histoire des mouvements contestataires antérieurs et surtout, que sa venue au monde avait une cause indispensable : la mondialisation économique. Toutefois, pour des raisons liées à l'épistémologie de ces disciplines, mais aussi parce qu'une majorité de chercheurs adhère à la thèse de la faillite des idéologies – ils croient que la fin de l'URSS doit s'interpréter comme le déclin non seulement de la gauche, mais de la mort même du concept d'idéologie –, ceux-ci laissent largement dans l'ombre la dimension idéologique de l'altermondialisme. Pourtant, pour comprendre d'une part que ce dernier n'est pas uniquement une action collective originale, mais constitue plutôt une idéologie ; et d'autre

⁶³⁸ Thierry Hentsch, « À propos d'"Empire" », *Conjonctures*, n° 35, automne 2002, p. 154.

part, qu'il tire non pas ses seules origines des militantismes passés, mais du contexte idéologique plus large des années 1990, il faut alors chercher à dégager une certaine unité doctrinale aux idées que ses militants expriment. Or, ces deux disciplines n'ont pas exploré cette avenue. J'ai donc consacré la première partie de cette thèse à montrer les principales limites des travaux de recherche sur l'altermondialisme et à en expliquer les conséquences. Ma réponse à ces problèmes prend la forme du paradigme de l'« analyse idéologique ».

L'idéologie altermondialiste

Dans la seconde partie de la thèse, j'ai décrit ce qu'est l'idéologie altermondialiste. Succinctement, vu la complexité du sujet, j'ai montré que l'altermondialisme est une idéologie qui défend une conception du monde cohérente et qui débouche sur un programme politique autonome fondé sur le libéralisme. Cette conception du monde repose sur deux idées maîtresses. C'est d'abord l'idéal du cosmopolitisme qui sert de principe fondamental à l'altermondialisme; cet idéal conduit ses militants à croire que le monde – tous les habitants de la planète – forme désormais une seule et même communauté. Ensuite, pour des raisons se rapportant au contexte de la mondialisation économique, mais qui ont aussi trait au pouvoir politique lui-même, la politique traditionnelle des partis serait aujourd'hui obsolète. Elle ne permettrait plus d'agir politiquement, encore moins d'être l'artisan de la lutte dans laquelle l'altermondialisme est engagé.

Contre la mondialisation économique qu'il dénonce, l'altermondialisme propose de construire une « autre » mondialisation. Pour réaliser ce projet, il adopte un programme politique que je nomme citoyenliste. Le citoyenliste s'articule autour de quatre principaux axes d'action. Le premier axe consiste à refuser de s'engager en politique. Puisque la scène de la politique traditionnelle des partis serait aujourd'hui vétuste, il serait

alors vain de chercher à investir des efforts dans celle-ci soit en créant un nouveau parti politique, soit encore en noyant les partis existants. Le second axe du citoyennisme consiste à solidifier la démocratie et lutter pour les droits humains afin de jeter les fondations d'une mondialisation plus humaine parce que plus juste. Le troisième axe se rapporte à l'éducation populaire. L'altermondialisme soutient que l'engagement des citoyens nécessite d'abord qu'ils approfondissent leurs connaissances des méfaits de la mondialisation économique. Ce troisième axe est solidement ancré dans la pratique de l'altermondialisme et d'Attac qui poursuivent une démarche avant tout pédagogique. Enfin, le quatrième axe du citoyennisme repose sur l'idée que la lutte contre la mondialisation économique doit s'organiser autour du réseautage et de la transnationalisation. Au-delà des nations et des frontières, toutes les organisations et les citoyens engagés dans la construction d'une autre mondialisation doivent unir leurs efforts afin d'étendre les maillages du réseau militant.

Les origines de l'altermondialisme

Dans la troisième partie de la thèse, je me suis intéressé à l'émergence de l'altermondialisme. Celle-ci s'inscrit dans le processus récent par lequel le libéralisme a réussi à disqualifier les autres idéologies et à étendre son influence sur l'idéologique contemporain, soit à nouveau l'espace des idées et de la politique où s'affrontent les idéologies. Pour arriver à cette double fin, le libéralisme a choisi pour principale stratégie d'imposer l'idée selon laquelle la mondialisation était un phénomène inéluctable, contre lequel aucune opposition n'était possible dès lors qu'il constituait le terme de l'histoire universelle. L'intervention du « pivot idéologique » de la mondialisation a eu lieu en deux temps. D'abord, dès la fin des années 1980, il devient l'élément clé du programme politique « néolibéral » à l'origine de la mondialisation économique. Ensuite, à partir de la

fin des années 1990, ce pivot est intégré à un nouveau courant de pensée désapprouvant cette politique économique et qui s'alimente essentiellement d'un mythe : la mondialisation *imaginaire*. L'altermondialisme était né et avec lui l'idée qu'une « autre » mondialisation était nécessaire.

Cette nouvelle idéologie entraîne d'importantes conséquences sur l'idéologique, surtout au sein de la gauche puisqu'elle invalide d'une certaine façon les idéologies qui refusent de consacrer la mondialisation comme nouvelle conception du monde. Non seulement le déclin de la gauche a-t-il été causé par l'échec du modèle soviétique, mais l'émergence de l'altermondialisme comme nouvelle idéologie rivale à l'anarchisme libertaire, au communisme et au socialisme, entraîne-t-elle aussi le recul de ces dernières. Plus important encore, l'altermondialisme désamorce aussi la critique sociale en l'obligeant à se fondre dans le sérail libéral d'où il est originaire. Le libéralisme détient désormais le contrôle à la fois du pouvoir établi et de la critique sociale.

Qu'est-ce qui permet à la mondialisation de s'affirmer comme mythe tenace à partir duquel sera façonnée la nouvelle idéologie altermondialiste ? L'altermondialisme tire ses origines de deux principales conditions d'émergence. La fin de la guerre froide constitue la principale condition idéologique d'émergence de l'altermondialisme. L'effondrement de l'URSS entraîne la gauche dans une grave crise qui contribue à son déclin. Nombre de militants abandonnent alors l'idéal d'une société égalitaire et renoncent à leur engagement dans ce sens. C'est dans ce contexte que l'altermondialisme émerge à peine quelques années plus tard. Séduits par son discours inédit et par le formidable élan qu'il imprime au militantisme, de nombreux anciens militants de gauche se joignent à l'altermondialisme afin de défendre une mondialisation plus juste et plus humaine. L'autre condition d'émergence de l'altermondialisme, cette fois structurelle, est Internet. En étant le support des échanges

à travers la planète, il donne virtuellement corps à l'idéal cosmopolite qui anime les altermondialistes. Ces derniers sont alors plus facilement séduits par le mythe de la mondialisation qu'ils contribueront largement à définir et à entretenir.

L'altermondialisme par rapport aux autres idéologies

Dans la quatrième partie de la thèse, j'ai situé l'altermondialisme par rapport aux autres idéologies. D'abord, j'ai montré que la conception du monde altermondialiste et le citoyenisme ne sont pas de gauche. Bien que l'altermondialisme partage avec les idéologies de gauche la fonction de critique sociale du pouvoir établi, il n'appartient pas pour autant à cette même famille idéologique. En effet, contrairement à la gauche, il ne croit pas que le capitalisme soit à l'origine des problèmes du monde contemporain et impute plutôt la responsabilité non pas à ce régime économique, mais à la mondialisation économique. Ainsi, ne propose-t-il pas de rompre avec le système capitaliste, mais avance-t-il des pistes d'actions permettant de limiter la mondialisation économique afin de réaffirmer, à l'échelle de la planète, les droits des citoyens. Contrairement aux programmes politiques de gauche, le citoyenisme n'est donc pas collectif, mais se montre plutôt essentiellement individualiste. L'altermondialisme invite les citoyens à s'engager dans la lutte contre la mondialisation économique sur une base strictement volontaire et individuelle puisqu'il souhaite préserver leurs libertés d'opinion.

Malgré sa tendance résolument plus mondialiste, en définitive, l'altermondialisme est une variante idéologique du libéralisme. En effet, en plus d'imposer peu de contraintes sur ses militants, l'altermondialisme propose, à l'instar du libéralisme, un programme politique visant essentiellement à assurer une plus grande liberté aux individus. En outre, il n'adopte aucune mesure radicale de lutte contre le pouvoir établi. Enfin, puisque

l'altermondialisme ne manifeste aucune ambition politique, il refuse également d'affronter ce dernier sur la scène de l'action politique. Voilà, à travers le caractère modéré du citoyenisme, comment se mesure la proximité idéologique de l'altermondialisme et du libéralisme.

Ainsi, contrairement au ton fort critique avec lequel les militants de l'altermondialisme désapprouvent le pouvoir des puissants, le combat dans lequel ils sont engagés ne les conduit-il pas comme le soutient Christopher Lasch dans son essai *La révolte des élites*, à « une transformation révolutionnaire des rapports sociaux », mais entraîne-t-il plutôt leur plus grande inclusion « dans les structures dominantes⁶³⁹ ». Voilà, de façon résumée, la principale objection que soulève l'altermondialisme.

La faillite des idéologies et le glissement vers la droite de l'idéologique contemporain

Au terme de cette thèse, l'étude de l'altermondialisme aura permis, plus largement, de contribuer à montrer deux choses. D'une part, l'adhésion des chercheurs et des militants à la thèse de la faillite des idéologies entraîne des conséquences sérieuses. D'autre part, l'idéologique contemporain glisse de manière générale vers la droite depuis 1945.

Les conséquences pour les chercheurs

Sur le plan de la recherche, la thèse de la faillite des idéologies à laquelle souscrivent bon nombre de chercheurs en sciences sociales leur interdit de bien comprendre la dimension idéologique des actions collectives contemporaines en général et de

⁶³⁹ Dans sa critique, Lasch s'en prenait plus précisément aux nouveaux mouvements sociaux américains, toutefois, eut-il été encore vivant pour l'énoncer, cette critique se serait parfaitement appliquée à l'altermondialisme. Christopher Lasch, *La révolte des élites et la trahison de la démocratie*, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 2007 [1996], p. 39

l'altermondialisme en particulier. Comme je l'ai montré, ils éprouvent de la difficulté à saisir les facteurs ayant favorisé la grande popularité de l'altermondialisme ou ils expliquent celle-ci, comme c'est plus précisément le cas chez les chercheurs des processus de cadrages (*frame analysis*), par la qualité de son discours. Or, le succès de l'altermondialisme tient surtout à ce que l'idéologie au pouvoir partage la même conception du monde. Sa rapide ascension tient donc à ce que, dans la population, nombre de citoyens acceptaient déjà le discours actuel sur l'inéluctabilité de la mondialisation. Tout au plus, l'altermondialisme cherche alors à recruter des militants souhaitant faire incliner la mondialisation un peu plus à « gauche ».

De plus, ces chercheurs ne peuvent pas non plus observer le glissement de l'idéologique vers la droite qui a lieu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ils ne peuvent voir que les idéologies de gauche exercent, dans l'ensemble, sur la scène politique et dans le domaine des idées, une influence qui diminue constamment au profit de la droite. Ce glissement s'accompagne aussi, logiquement, d'un léger virage à droite de la critique sociale. En d'autres termes, celle-ci est de moins en moins portée par les idéologies de gauche (l'anarchisme libertaire, le communisme et le socialisme), alors qu'historiquement ces idéologies ont exercé cette fonction. Bref, la critique sociale et le pouvoir établi logent de plus en plus à la même enseigne idéologique, soit au centre du clivage gauche-droite.

Les conséquences pour les militants

Pour terminer, j'insisterai enfin sur les conséquences de la thèse de la faillite des idéologies et du glissement vers la droite de l'idéologique contemporain sur les militants. Sur le plan du militantisme, ces deux idées produisent aussi des effets négatifs importants.

D'abord, dans la mesure où jusque-là les militants de l'altermondialisme ne sont pas arrivés à situer idéologiquement le mouvement dans lequel ils sont engagés, ils n'ont donc encore moins pu constater la proximité idéologique de ce dernier avec le pouvoir établi. Ainsi, n'ont-ils pas pu aussi prendre conscience du caractère libéral de la critique qu'il formule. Autrement dit, le libéralisme fait désormais lui-même son propre procès par le moyen de l'altermondialisme. Je crois donc que l'avenir de l'altermondialisme est plombé par la méprise des militants quant au socle idéologique de leur propre mouvement. Malgré le ton radical de certaines positions défendues par ses militants, en réalité, l'altermondialisme représente une fausse alternative au pouvoir en place, car il constitue avant tout un soutien idéologique important au libéralisme.

Ensuite, dans ces conditions où les idéologies nagent en plein brouillard, les militants de l'altermondialisme éprouvent aussi non seulement de la difficulté à formuler une critique du pouvoir établi qui se situe à l'extérieur du libéralisme, mais, plus encore, à concevoir ce que serait une société qui ne serait pas libérale. Or, pour cela, faudrait-il en effet que l'altermondialisme accepte, comme le soutient Michel Clouscard, l'idée qu'une rupture avec le libéralisme est possible⁶⁴⁰. Rien n'est pourtant moins sûr. Contrairement à l'affirmation de François Furet selon laquelle la position « alibérale » du communisme l'aurait mené au totalitarisme, car selon lui, puisqu'aucune autre idéologie n'avait réussi à dépasser le libéralisme, celui-ci était indépassable, je crois plutôt qu'une plus grande pluralité d'idéologies reste saine et souhaitable⁶⁴¹. Sans celle-ci, comment pourrions-nous affronter les enjeux qui n'ont encore donné corps à aucune nouvelle conception du monde ? J'ajouterai aussi un second argument en faveur de la pluralité des idéologies. Dans son

⁶⁴⁰ Michel Clouscard, *Refondation progressiste. Face à la contre-révolution libérale*, Paris, L'Harmattan, 2003.

⁶⁴¹ François Furet, *Le Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XXe siècle*, Paris, Calman Lévy / Robert Laffont, 1995.

analyse de la société américaine du milieu du XIXe siècle, Alexis de Tocqueville avait observé que le principe démocratique y était plus vivant qu'en France⁶⁴². Il y voyait en effet une société où les hiérarchies sociales étaient moindres, où il existait, autrement dit, une plus grande homogénéisation sociale. Or, selon de Tocqueville cette même société, en plus de porter en elle le germe de la tyrannie de la majorité, ne pouvait pas non plus rivaliser avec la France sur le plan de la production des idées, puisque la volonté à vouloir égaliser la société américaine avait entraîné un certain affaiblissement de la pensée en général. Voilà pourquoi, selon lui, les États-Unis n'avaient pas produit de grands écrivains : ils en étaient incapables puisqu'aucune pensée originale n'était permise. Peut-être devrions-nous, par extension, craindre aussi les effets d'une trop grande homogénéisation idéologique de la société occidentale ?

La nécessité de s'investir dans un combat idéologique

Les militants d'aujourd'hui devraient accepter de s'investir dans une lutte idéologique. Cette lutte devrait poursuivre comme premier objectif : idéologiser à nouveau le pouvoir établi. Elle devrait en effet montrer que le pouvoir établi est non pas l'incarnation du « bon sens », mais qu'il se réclame plus prosaïquement du libéralisme⁶⁴³. Ainsi, les enjeux auxquels le pouvoir est confronté sont aussi de nature idéologique et politique et non simplement des questions techniques ou juridiques comme le martèlent les tenants de l'ordre établi qui cherchent à vider de son sens politique l'administration des choses de la Cité.

⁶⁴² Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Tome I, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », 1992 [1835].

⁶⁴³ C'est l'argument fort éclairant que développe John Schwarzmantel dans « Hegemony and Contestation in Post-Ideological Society », Colloque annuel de l'*European Consortium for Political Research* (EPCR), Uppsala, 13-18 avril 2004, Atelier n° 24, « Emerging Repertoires of Political Action: Toward a Systematic Study of Postconventional Forms of Participation » [www.essex.ac.uk/ecpr/events/jointsessions/paperarchive/uppsala/ws3/Schwarzmantel.pdf].

Les militants devraient aussi – comme le soutient Thomas J. Butko se ralliant à la thèse d'Antonio Gramsci – s'engager dans une « guerre de positions » dans laquelle, tout en renonçant à la moindre velléité contestataire, ils ambitionneraient de rivaliser plus sérieusement avec l'idéologie dominante⁶⁴⁴. Ce combat les amènerait à montrer la perfidie de la mondialisation qui ne constitue nulle autre chose qu'un mythe largement répandu par le libéralisme afin d'étendre son influence sur l'idéologie contemporain. Bref, ces militants devraient travailler à rendre « visible » l'idéologie dominante, comme le défend Gilles Labelle, afin que celle-ci cesse de se présenter comme simplement *le discours social*, à savoir la seule et unique interprétation logique du monde social, alors qu'elle constitue en réalité, plus simplement *l'un des discours sur le social*, soit une conception du monde possible parmi tant d'autres⁶⁴⁵.

Pour conclure, j'ajouterai une dernière remarque. La crise économique mondiale qui s'amorce à l'été 2007 et qui entraîne encore en ce moment d'importantes perturbations économiques notamment en Grèce et en Irlande doit s'interpréter comme une crise au sein même du néolibéralisme qui est à l'origine de l'ordre économique. Cette doctrine économique n'aurait donc pas été à la hauteur des prétentions de ses partisans. Or, si tel est le cas, c'est-à-dire si le néolibéralisme subit un recul en raison de ce revers, nous devrions alors nous attendre à voir l'altermondialisme gagner du terrain dans la mesure où c'est lui le principal adversaire du néolibéralisme. C'est pourtant tout le contraire qui arrive. L'essoufflement récent de l'altermondialisme coïncide avec le recul du néolibéralisme. Je dirais que ce phénomène est dû à une raison fort simple : ils appartiennent tous deux à la

⁶⁴⁴ Thomas J. Butko, « Gramsci and the "Anti-Globalization" Movement: Think Before You Act », *Socialism and Democracy*, vol. 22, n° 1, 2002, p. 80.

⁶⁴⁵ Gilles Labelle, « Essai sur l'idéologie dominante de la démocratie avancée (ou : à quoi sert le différentialisme ?) », dans Stéphane Vibert (dir.), *Pluralisme et démocratie : entre culture, droit et politique*, Montréal, Québec Amérique, 2007, p. 103-125.

même large famille idéologique libérale. Ainsi, puisque l'optimisme pour la mondialisation économique s'estompe, les militants de l'autre mondialisation sont moins capables d'alimenter leur projet. En définitive, cette crise signifie peut-être que le libéralisme aurait retrouvé un point d'équilibre qui lui convient davantage, soit celui d'occuper plus solidement le centre du clivage gauche-droite afin de laisser plus d'espaces aux autres idéologies. Il devrait, conséquemment, aussi cesser d'alimenter la critique sociale par le moyen de l'altermondialisme.

Tableau 2 - La composition de l'idéologique de 1945 à 2010

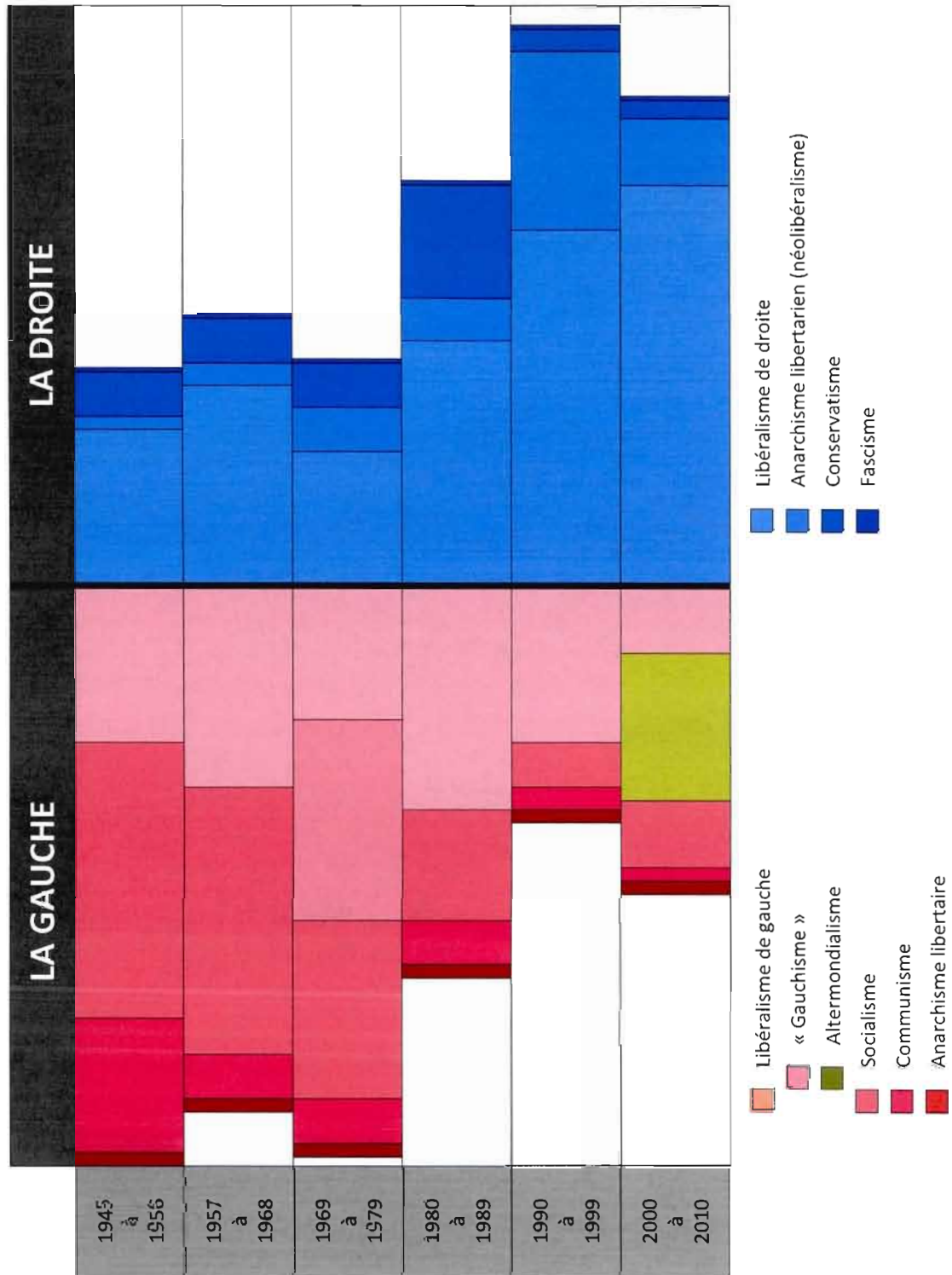


Tableau 3 - L'idéologie altermondialiste

L'IDÉOLOGIE ALTERMONDIALISTE	
Conception du monde	
<ul style="list-style-type: none">• Le monde est une même et seule communauté• La politique traditionnelle des partis politiques est obsolète	
Programme politique citoyeniste	
<ul style="list-style-type: none">• Refus de la politique traditionnelle des partis• Démocratie et droits humains• Éducation populaire• Réseautage et transnationalisation	

BIBLIOGRAPHIE

Afin d'être conforme à la façon dont j'ai présenté le corpus des textes de l'altermondialisme dont j'ai fait l'étude et en raison de la taille considérable de la bibliographie, j'ai divisé celle-ci en quatre parties selon le type de documents. La première partie regroupe les documents assurant la *diffusion de l'idéologie altermondialiste*. La seconde partie concerne les documents *contribuant au fondement idéologique de l'altermondialisme*. La troisième partie réunit les *études sur l'altermondialisme*. La quatrième est composée de documents qui ne portent pas sur l'altermondialisme, mais qui *facilitent son analyse*.

- Partie 1 -

Documents assurant la diffusion de l'idéologie altermondialiste

Déclarations et manifestes

- Appel de Morsang (2000)
Le colloque « Quand le local est confronté à la mondialisation libérale. Les collectivités, ancrages du sursaut citoyen », Morsang-sur-Orge (France), 28-29 janvier 2000
[www.france.attac.org/spip.php?article660]
- Charte des principes du Forum social mondial (2001)
Conseil International du Forum Social Mondial, Sao Paulo (Brésil), 10 juin 2001
[www.forumsocialmundial.org.br/main.php?id_menu=4&cd_language=3]
- Déclaration d'un groupe d'intellectuels à Porto Alegre (2002)
FSM 2002, Porto Alegre (Brésil), 5 février 2002
[www.forumsocialmundial.org.br/dinamic/fra_declara_grupo_in.php]

- Appel des mouvements sociaux (2002)
FSM 2002, Porto Alegre (Brésil), 5 février 2002
[www.france.attac.org/spip.php?article394]
- Manifeste 2002 d'Attac (2002)
Attac France, 19 janvier 2002
[www.france.attac.org/spip.php?article481]
- Nouvelle étape : Attac dans le mouvement altermondialiste (2004)
Conseil scientifique d'Attac France, 2 décembre 2004
[www.france.attac.org/spip.php?article3731]
- Manifeste de Porto Alegre (2005)
FSM 2005, Porto Alegre (Brésil), 29 janvier 2005
[www.france.attac.org/a3993]
- Appel des mouvements sociaux (2005)
FSM 2005, Porto Alegre (Brésil) 31 janvier 2005
[www.climatjusticesociale.org/ArchivesFSL/A_pdf/FSM2005.pdf]
- Appel de Bamako (2006)
FSM 2006, Bamako (Mali), 18 janvier 2006
[www.france.attac.org/a6104]
- Appel de l'assemblée des Mouvements sociaux (2006)
FSM 2006, Caracas (Venezuela), 29 janvier 2006
[www.suisse.attac.org/Appel-de-l-assemblee-des]
- Le Manifeste altermondialiste d'Attac (2007)
Attac France, 17 janvier 2007
[www.france.attac.org/spip.php?article6839]

– Partie 2 –

Documents contribuant au fondement idéologique de l'altermondialisme

Lettres électroniques

- « La Lettre Conseil scientifique »
Fréquence : n° 00 (février 2007) à n° 31 (avril 2010). La plupart des articles que contiennent ces numéros sont disponibles sur le site d'Attac France.
[www.france.attac.org/spip.php?rubrique997]

- « Grain de sable - Courriel d'information »

Fréquence : n° 53 (9 juillet 1999) à n° 576 (mai 2008). La plupart des articles que contiennent ces numéros sont disponibles sur le site d'Attac France.

[www.resoo.com/graindesable/] (n° 1 à n° 558)

[www.france.attac.org/spip.php?rubrique426] (n° 446 à n° 576)

- « Lignes d'attac. Bulletin de l'association pour une taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne »

Fréquence : n° 1 (avril 1999) à n° 82 (juillet 2010). La plupart des articles que contiennent ces numéros sont disponibles sur le site d'Attac France.

[www.france.attac.org/spip.php?rubrique1051]

Webographie générale sur l'altermondialisme

- Alternatives international : www.alterinter.org
- Alternatives : www.alternatives.ca
- Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac) : www.attac.org
- Attac France : www.france.attac.org/
- Attac Québec : www.quebec.attac.org/
- Attac Suisse : www.suisse.attac.org/fr
- Attac Wallonie-Bruxelles : <http://wb.attac.be/>
- Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID) : www.crid.asso.fr
- Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde (CADTM) : www.cadtm.org
- Focus on Global South : focusweb.org
- Forum social mondial : www.forumsocialmundial.org.br
- Initiatives Pour un Autre Monde (IPAM) : www.reseau-ipam.org
- Le Centre tricontinental (CETRI) : www.cetri.be
- Mémoire des luttes : www.medelu.org

Ouvrages et articles

« Redonner son dynamisme à l'association », % *Ligne d'Attac*, n° 80, février 2010, p. 1 et 4.

AGUITON, Christophe, *Le monde nous appartient. Porto Alegre, Florence, Évian : les acteurs d'une autre mondialisation*, Paris, Éditions Plon, 2001.

AMIN, Samir et François HOUTART (dir.), *Mondialisation des résistances : L'État des luttes 2002*, Paris, L'Harmattan, 2002.

AMIN, Samir, « Le capitalisme sénile », *Actuel Marx*, vol. 1, n° 33, 2003, p. 101-120.

- _____. *Au-delà du capitalisme sénile : pour un XXI^e siècle non américain*, Paris, Presses universitaires de France, 2002.
- Attac – Alençon, « Croissance des richesses, croissance des inégalités... », *Bulletin aux adhérents*, 18 octobre 1999, p. 1. [<http://www.local.attac.org/attac61/communiqués/bulletin/OMC.rtf>]
- Attac 17, « Mondialisation et théories économiques », *Attac France*, 1^{er} février 1999 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article670>].
- Attac France, « Attac, la gauche et les partis politiques », *Attac France*, 22 janvier 2005 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article3817>].
- _____. « Ma commune n'est pas une marchandise ! », *Attac France*, 16 janvier 2001 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article566>].
- _____. « Nos relations avec Tariq Ramadan », *Attac France*, 10 novembre 2003 [<http://www.france.attac.org/a2236>].
- _____. « Le transport maritime : un exemple de la mondialisation libérale », *Attac France*, 29 juin 2003 [<http://www.france.attac.org/articles/le-transport-maritime-un-exemple-de-la-mondialisation-lib-rale>].
- Attac, « Plate-forme du mouvement international "ATTAC" », *Attac International Network* [<http://www.attac.org/fr/whatisattac/plate-forme-internationale>].
- BELLO, Walden, « The Forum at the Crossroads », *Foreign Policy in Focus*, 4 mai 2007 [<http://www.fpiif.org/fpifxt/4196>].
- _____. « The Forum at the Crossroads », *Mémoire des luttes*, 19 mars 2008 [www.medelu.org].
- BONFOND, Olivier, « Pourquoi est-il raisonnable d'être anticapitaliste », *CADTM*, 30 avril 2009 [<http://www.cadtm.org/Pourquoi-est-il-raisonnable-d-etre>].
- BOUDET, Martine et coll., « La démocratie au cœur du combat altermondialiste », *Attac France*, 5 juillet 2010 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article11522>].
- BOVÉ, José et François DUFOUR, *Le monde n'est pas une marchandise. Des paysans contre la malbouffe*, Paris, Éditions La Découverte, 2000.
- BOVÉ, José, *Paysan du monde*, Paris, Librairie générale française, 2002.
- BOXBERGER Géraud et Harald KLIMENTA, « Les 10 mensonges de la globalisation », *Attac France*, 20 septembre 1998 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article831>].
- CASSEN, Bernard (dir.), *En finir avec l'eurolibéralisme*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits libres », 2008.
- CASSEN, Bernard et Gustave MASSIAH (dir.), « *Constitution* » européenne. *Ils se sont dit oui*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits libres », 2005.
- _____. *ATTAC au Zénith*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits libres », 2001.
- _____. *Avenue du plein emploi*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits libres », 2001.
- _____. *Cette « Constitution » qui piège l'Europe*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits libres », 2005.

- _____. *En finir avec la criminalité économique et financière*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits libres », 2002.
- _____. *Enquête au cœur des multinationales*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits libres », 2001.
- _____. *Inégalités, crises, guerres : sortir de l'impasse*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits libres », 2003.
- _____. *L'Empire de la guerre permanente*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits libres », 2004.
- _____. *Les paradis fiscaux*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits libres », 2001.
- _____. *Manifeste altermondialiste*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits libres », 2007.
- _____. *Pauvreté et inégalités, ces créatures du néolibéralisme*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits libres », 2006.
- _____. *Santé Assurance maladie*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits libres », 2004.
- _____. *Tout sur Attac*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits libres », 2001.
- _____. *Transgénéral !*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits libres », 2006.
- _____. *Travailleurs précaires, unissez-vous !*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits libres », 2003.
- _____. *Une économie au service de l'homme*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits libres », 2001.
- _____. *Vivent les impôts !*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits libres », 2005.
- CASSEN, Bernard, « Faire converger les "convergences parallèles" », Colloque *Altermondialisme et post-altermondialisme*, Paris, 26 janvier 2008 [<http://medelu.org/spip.php?article41>].
- _____. « On the Attack », *New Left Review*, vol. 19, janvier-février 2003, p. 41-60.
- _____. « Repenser le "format" des Forums sociaux, passer à l'acte politique » *Transform! Italia*, 2004 [<http://www.transform.it/newsletter/892004202296.php>].
- _____. « Socialistes et communistes ont épuisé leur force propulsive », *Le Figaro*, 8 octobre 2003, p. 6.
- _____. « Dépasser l'altermondialisme maintenu », *Mémoire des luttes*, 2 mars 2009 [www.medelu.org].
- _____. « Pour un socialisme du 21^e siècle », *Mémoire des luttes*, 19 mars 2008 [www.medelu.org].
- CASSEN, Bernard, Gustave MASSIAH et la Confédération paysanne (dir.), *Changeons de politique agricole*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits libres », 2002.
- CASSEN, Bernard, Gustave MASSIAH, Jacques CAPDEVIELLE et Dominique PLIHON, *Que faire du FMI et de la Banque mondiale ?*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits libres », 2002.
- CASSEN, Bernard, *Le mouvement ATTAC*, Paris, Seul, 2002.

- _____, *Tout à commencé à Porto Alegre... Mille forums sociaux!*, Paris, Éditions Mille et une nuits, 2003.
- _____, « Attac, mode d'emploi », *Attac France*, 1^{er} juillet 1998 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article640>].
- CHOSSUDOVSKY, Michel, « La famine mondiale », *CADTM*, 1^{er} juin 2008 [<http://www.cadtm.org/La-famine-mondiale>].
- CONSEIL SCIENTIFIQUE D'ATTAC, « Les paradis fiscaux ou la finance sans lois », *Lignes d'Attac*, n° 5, 1^{er} mai 2005 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article1195>].
- CORCUFF, Philippe, « Quelques repères communs pour la galaxie altermondialiste » *ContreTemps*, n° 11, septembre 2004.
- DELCOURT, Laurent (dir.), *État des résistances dans le Sud - 2009. Face à la crise alimentaire*, Paris, Éditions Syllepse, coll. « Alternative Sud », 2008.
- DELCOURT, Laurent, Bernard DUTERME et François POLET, *Mondialisation des résistances. L'État des luttes 2004*, Paris, Éditions Syllepse, 2004.
- DUMÉNIL, Gérard et coll. (coord.), *Le G8 est illégitime*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits livres », 2003.
- DUTERME, Bernard (dir.), *État des résistances dans le Sud 2010 - Monde arabe*, Paris, Éditions Syllepse, coll. « Alternative Sud », 2009.
- GEORGE, Susan (dir.), *Remettre l'OMC à sa place*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits livres », 2001.
- GEORGE, Susan, « Faire dérailler l'OMC », *Attac France*, 10 décembre 2003 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article2265>].
- _____, *Un autre monde est possible, si...*, Paris, Fayard, 2004.
- HARRIBEY, Jean-Marie, « Divagation théorique, Digression politique, Débridage du neurone. Éléments d'analyse du mouvement anti/alter-mondialiste », 22 novembre 2003 [<http://harribey.u-bordeaux4.fr/ledire/alter-politique.pdf>].
- _____, « Glossaire autour de l'accumulation, du développement, de la croissance, de la décroissance... », *Université d'été d'Attac 2004 à Arles*, 31 août 2004 [http://www.france.attac.org/spip.php?action=accéder_document&arg=1974&cle=7afbc11e7084382619a1d33668b34513&file=pdf%2Fharribey.pdf].
- HARRIBEY, Jean-Marie, Susan GEORGE, Gustave MASSIAH et Chico WHITAKER, « L'altermondialisme, un processus de long terme porteur d'alternatives », *L'Humanité*, 21 janvier 2007. Reproduit sur le site d'Attac France, 9 février 2008. [<http://www.france.attac.org/spip.php?article8218>].
- HORMAN, Denis, « La société civile et le politique », *Grain de sable*, n° 362, 13 septembre 2002 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article665>].
- HOUTARD, François et François POLET, *L'Autre Davos, Mondialisation des résistances et des luttes*, Paris et Montréal, L'Harmattan, 1999.
- HOUTART, François, « Forces et limites des Forums sociaux », *Alternatives internationales*, 11 octobre 2007 [<http://alternatives-international.net/article1278.html>].

- _____, « L'altermondialiste et les Forums sociaux », *Alternatives internationales*, 11 octobre 2007 [<http://www.alterinter.org/article1277.html>].
- HUSSON, Michel, « Pourquoi la croissance n'est pas la solution », *La lettre du conseil scientifique d'Attac*, n° 37, 15 décembre 2010 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article12050>].
- JETLIN, Bruno et coll., *ATTAC. Pour une mondialisation à finalité humaine*, Paris et Bruxelles; Éditions Syllepse et Éditions Vista, 2002.
- KHALFA, Pierre, « Le mouvement altermondialiste, nouveau mouvement d'émancipation », *Attac France*, mai 2004 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article2898>].
- _____, « Un succès porteur d'avenir », *L'Humanité*, 28 novembre 2002, p. 14.
- KLEIN, Naomi, *No Logo. La tyrannie des marques*, Montréal, Leméac/Actes Sud, 2001.
- LÖWY, Michael, « État-nation, nationalisme, globalisation, internationalisme », Texte présenté au premier FSM, 20 janvier 2001 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article1357>].
- LUSSON, Julien, « Un nouvel élan pour Attac », *Mouvements*, vol. 49, janvier-février 2007, p. 116-123.
- MACHADO, Wilson et Tosta JUNIOR, « 10 ans du Forum Social Mondial : une interview de Gus Massiah », *O estado de São Paulo*, 27 janvier 2010 [<http://www.crid.asso.fr/spip.php?breve87>].
- MASSIAH, Gustave, « Le Forum social mondial pour dépasser les contradictions », Colloque *Altermondialiste et post-altermondialiste*, Paris, 26 janvier 2008 [<http://medelu.org/spip.php?article45>].
- _____, « Le mouvement altermondialisation et les forums sociaux », *Alternatives internationales*, 14 janvier 2005 [<http://www.alterinter.org/article11.html>].
- _____, « Le mouvement altermondialiste face à la crise globale », *Mouvements des idées et des luttes*, 29 janvier 2010 [<http://www.mouvements.info/Le-mouvement-altermondialiste-face.html>].
- _____, « Le mouvement altermondialiste face à la crise globale », % *Ligne d'Attac*, n° 80, février 2010, p. 3.
- _____, « Mises au point », *Attac France*, 19 juillet 2005 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article5270>].
- MONEREO, Manuel, « Génova: resistencias, nuevos sujetos y reconstrucción de un movimiento anticapitalista », *Bibliothèque des alternatives, Forum social mondial 2002* [<http://www.forumsocialmundial.org.br/dinamic/es/monereo.php>].
- NEGRI, Antonio, « Il faut dire définitivement non à l'Europe des nations », *Le Monde*, 13 juin 2005, p. 21.
- _____, *Reflections on Empire*, Londres, Polity, 2008.
- PLAN NAGUA, *Petit guide pratique pour une consommation responsable*, 14 juin 2005 [http://www.plannagua.qc.ca/pdf/guide_pratique.pdf].
- POLET, François (dir.), *État des résistances dans le Sud – 2007*, Paris, Éditions Syllepse, coll. « Alternative Sud », 2006.

- POLET, François, « Clés de lecture de l'altermondialiste. Pour une cartographie des propositions alternatives », *Centre Tricontinental*, 2006 [<http://www.cetri.be/Explorateur4/Textes/cles%20lecture%20alter-dec06.pdf>].
- _____, « Grille de lecture multiple chez les alters », *Politique. Revue de débats*, hors série n° 7, octobre 2007, p. 51-53.
- _____, *Clés de lecture de l'altermondialiste*, Bruxelles, Couleur livres, 2008.
- QUIJANO, Aníbal, « El nuevo imaginario anticapitalista », *Bibliothèque des alternatives, Forum social mondial* 2003 [http://www.forumsocialmundial.org.br/dinamic/es/tbib_Anibal_Quijano.php].
- RAMONET, Ignacio, « La pensée unique », *Le Monde diplomatique*, janvier 1995.
- RAMONET, Ignacio, Ramón CHAO et WOŹNIAK, *Abécédaire partiel et partial de la mondialisation*, Paris, Plon, 2003.
- RÉSEAU QUÉBÉCOIS SUR L'INTÉGRATION CONTINENTALE (RQIC), « La mondialisation de quoi, comment, pour qui ? », *Site du RQIC*, juin 1999 [<http://www.rqic.alternatives.ca/fr-corrig%E9/texte/pourqui.htm>].
- RITIMO, *Altermondialiste, moi ?*, Paris, Artisans du Monde et Crid, 2004.
- SERFATI, Claude, « Guerres et militarisme dans la mondialisation », *Attac France*, 13 novembre 2006 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article6750>].
- SPIRALE « Des idées pour agir! », « Monnaies complémentaires », *Site de partage d'informations sur les réalisations alternatives, les luttes et l'éducation citoyenne*, 5 octobre 2010 [<http://www.spirale.attac.org/content/monnaies-complementaires>].
- SOUSA SANTOS, Boaventura de, « The World Social Forum : A User's Manual », *CES. Centro de Estudos Sociais*, 2004 [http://www.ces.uc.pt/bss/documentos/fsm_eng.pdf].
- _____, « The World Social Forum: Toward A Counter-Hegemonic Globalisation », *Choike: A Portal on Southern Civil Societies*, 2004 [http://www.choike.org/documentos/wsf_s318_sousa.pdf].
- TARTAKOWSKY, Pierre, « Altermondialisation : Fondamentalisme ou nouvel humanisme ? », *Attac France*, 15 janvier 2003 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article1398>].
- TEPER, Bernard, « Une nouvelle étape pour Attac », *Attac France*, 17 octobre 2003 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article2199>].
- VACHERON, Raymond, « Le cas Michelin », *Attac France*, 29 janvier 2000 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article649>].
- VANIER, Martin (dir.), *Agir local, penser global*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits livres », 2001.
- VENTURA, Christophe, « Sommes-nous contemporains de notre époque ? », *Colloque Altermondialisme et post-altermondialisme*, Paris, 26 janvier 2008, *Mémoire des luttes* [<http://medelu.org/spip.php?article29>].
- VIVERET, Patrick et Gilbert WASSERMAN (dir.), *Où va le mouvement altermondialisation ?... et autres questions pour comprendre son histoire, ses débats, ses stratégies, ses divergences*, Paris, La Découverte, 2003.

- WHITAKER, Chico, « L'esprit du forum social mondial et ses défis : espace ou mouvement ? » (Traduction de Raphaël Canet), *Possibles*, 29 septembre 2009 [<http://redtac.org/possibles/2009/09/29/1%E2%80%99esprit-du-forum-social-mondial-et-ses-defis-espace-ou-mouvement-par-chico-whitaker/>].
- ZACHARIE, Arnaud et François POLET, « L'altermondialisation ? Une course de fond ! », 2007, *Centre Tricontinental* [www.cetri.be/IMG/pdf/carte_blanche_FSM_2007.pdf].

- Partie 3 -

Études sur l'altermondialisme

- AGRIKOLIANSKY, Éric et Isabelle SOMMIER (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le second Forum social européen*, Paris, La dispute/SNÉDIT, 2005.
- AGRIKOLIANSKY, Éric, « L'altermondialisme en temps de crise. Réflexions sur un déclin annoncé », *Mouvements*, vol. 50, n° 2, 2007, p. 33-41.
- , « De l'anticolonialisme à l'altermondialisme : généalogie(s) d'un nouveau cadre d'action collective », *Colloque sur les mobilisations altermondialistes GERMM*, décembre, Paris, 2003, 23 p. [<http://www.afsp.msh-paris.fr/activite/groupe/germm/collgermm03txt/germm03agrikoliansky.pdf>].
- AGRIKOLIANSKY, Éric, Olivier FILLIEULE et Nonna MAYER (dir.), *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005.
- AGRIKOLIANSKY, Éric, Olivier FILLIEULE et Nonna MAYER, « La dynamique altermondialiste en France », *Alternatives économiques*, « L'Économie Politique », n° 1, 2006, p. 82-90.
- ALLAIT, Emmanuel, *L'altermondialisme : mouvance ou mouvement ?*, Paris, Ellipses, 2007.
- ANCELOVICI, Marcos, « Organization Against Globalization: The Case of ATTAC in France », *Politics and Society*, vol. 30, n° 3, septembre 2002, p. 427-463.
- , « Attac et le renouveau de l'antilibéralisme », *Raisons politiques*, n° 16, novembre 2004, p. 45-59.
- ANDERSON, Bridget, « Porto Alegre: "a worm's eye view" », *Global Networks*, vol. 3, n° 2, avril 2003, p. 197-200.
- ANDRETTA, Massimiliano, Donatella DELLA PORTA, Lorenzo MOSCA et Herbert REITER, *Global, Noglobol, New Global, La protesta contro il G8 a Genova*, Rome, Laterza, 2002.
- AUDET, René, « La lutte altermondialiste contre l'OMC et ses succédanés. Portrait d'un mouvement optimiste au Forum social mondial de Nairobi », *La chronique de la Chaire MCD*, 8 février 2007 [<http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/chroAUDET080207.pdf>].

- BANDLER, Marko et Isabelle SOMMIER, « Le contre sommet du G8 d'Evian : éléments pour une sociographie des militants altermondialistes », *Colloque sur les mobilisations altermondialistes GERMM*, Paris, décembre 2003, 16 p. [<http://www.afsp.msh-paris.fr/activite/groupe/germm/collgermm03txt/germm03sommier.pdf>].
- BANDLER, Marko et Marco GIUGNI (dir.), *L'altermondialisme en Suisse*, Paris, L'Harmattan, 2008.
- BARLOW, Maude et Tony CLARKE, *La bataille de Seattle : sociétés civiles contre la mondialisation marchande*, Paris, Fayard, 2002.
- BARREZ, Dirk, *Une autre mondialisation est possible : de Seattle à Porto Alegre*, Rhode-St-Genève, Le Roseau vert, 2002.
- BARRILLON, Michel, *ATTAC, encore un effort pour réguler la mondialisation*, Castelnau-le-Lez, Climats, 2001.
- BAYKAN, Barış Gencer et Gülçin Erdi LELANDAIS, « Cross readings of the anti-globalisation movement in Turkey and beyond. Political culture in the making », *International Social Science Journal*, n° 182, décembre 2004, p. 519-528.
- , « Regards croisés sur le mouvement turc et le mouvement altermondialiste : une culture politique en construction », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 4, n° 182, 2004, p. 581-590.
- BEAUDET, Pierre, « Altermondialisme, mouvements sociaux et Forum social mondial : Défis, contradictions, perspectives », *Possibles*, 29 septembre 2009 [<http://redtac.org/possibles/2009/09/29/altermondialisme-mouvements-sociaux-et-forum-social-mondial-defis-contradictions-perspectives/>].
- , « Le Forum social mondial de Caracas : à la rencontre du mouvement populaire du Venezuela », *La Chronique des Amériques*, n° 9, février 2006 [http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/chro_beudet_06_09.pdf].
- BEAUDET, Pierre, Raphaël CANET et Marie-Josée MASSICOTTE, *L'altermondialisme. Forums sociaux, résistances et nouvelle culture politique*, Montréal, Écosociété, 2010.
- BÉCHAUX, Tatiana et coll., *Génération altermondialiste. Expériences et pratiques*, Paris, Syllepse, 2003.
- BENNHODLT-THOMSEN, Veronika, Nicholas FARACLAS et Claudia Von WERLHOF (dir.), *There is an alternative: subsistence and world-wide resistance to corporate globalization*, Victoria, Spinifex Press ; New York, Zed Books, 2001.
- BÉROUD, Sophie et Georges UBBIALI, « Les syndicats de l'ancien écosystème communiste (CGIL, CGT, Commissions ouvrières) face à l'altermondialisme : un ressourcement possible ? », *Colloque sur les mobilisations altermondialistes GERMM*, Paris, décembre 2003, 17 p. [<http://www.afsp.msh-paris.fr/activite/groupe/germm/collgermm03txt/germm03beroud.pdf>].
- BESSON, Sylvain, « Attac, enquête sur le fer de lance du non français », *Le Temps*, n° 2268, 3 juin 2005.
- BIAGIOTTI, Isabelle, « The World Social Forums. A paradoxical application of participatory doctrine », *International Social Science Journal*, vol. 56, n° 182, décembre 2004, p. 529-540.

- BLAISE, Lempen, *La démocratie sans frontières: essai sur les mouvements anti-mondialisation*, Paris ; Lausanne, L'Âge d'homme, 2003.
- BLEIKER, Roland, « Activism after Seattle: dilemmas of the antiglobalisation movement », *Pacifica Review*, vol. 1, n° 3, 2002, p. 191-207.
- BONFIGLIOLI, Chiara et Sébastien BUDGEN (dir.), *La Planète altermondialiste. Guide critique de la pensée de ...*, Paris, Textuel, 2006.
- BOURSEILLER, Christophe, « La faucille et le Coran », *Le meilleur des mondes*, n° 3, printemps 2007.
- BRAMBLE, Tom, « "Another world is possible" A study of participants at Australian alter-globalization social forums », *Journal of Sociology*, vol. 42, n° 3, 2006, p. 287-309.
- BRICHET, Max, « Le syndicalisme à l'épreuve du mouvement altermondialiste français », *Colloque sur les mobilisations altermondialistes GERMM*, Paris, décembre 2003, 19 p. [<http://www.afsp.msh-paris.fr/activite/groupe/germm/collgermm03txt/germm03brichet.pdf>].
- BROOKS, Christopher D., « Faction in Movement: The Impact of Inclusivity on the Anti-Globalization Movement », *Social Science Quarterly*, vol. 85, n° 3, septembre 2004, p. 559-577.
- BRUNELLE, Dorval, « Du Forum social mondial de Nairobi au Forum social québécois », *La Chronique des Amériques*, n° 6, février 2007 [http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/chro_Brunelle-FSM_07-06.pdf].
- _____, « L'État prédateur et le mouvement citoyen mondial: retour de Porto Alegre », *Observatoire des Amériques*, 12 février 2003 [http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/Chro_Brunelle2.pdf].
- _____, « Le "NON" de la France au référendum sur la constitution européenne: le rôle des altermondialistes et ses effets dans les Amériques », *La Chronique des Amériques*, n° 19, juin 2005 [http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/Chro_brunelle_05_19.pdf].
- _____, « Le Forum social décentralisé de Caracas: l'Amérique latine rentre en scène », *La Chronique des Amériques*, n° 8, février 2006 [http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/chro_brunelle_06_08.pdf].
- _____, « Le FSM V: le mouvement citoyen mondial en pause », *La Chronique des Amériques*, n° 4, février 2005 [http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/Chro_0504_FSM-V.pdf].
- BUTKO, Thomas J., « Gramsci and the "Anti-Globalization" Movement: Think Before You Act », *Socialism and Democracy*, vol. 22, n° 1, 2002, p. 79-102.
- BYRD, Scott C., « The Porto Alegre Consensus: Theorizing the forum movement », *Globalizations*, vol. 2, n° 1, mai 2005, p. 151-163.
- CALLINICOS, A., M. HARNEKER, W. HAUG, D. JERVOLINO, M. MODONESI, H. WAINRIGHT, et O. WOLF, « Que pensent les marxistes de l'altermondialisme ? », *Actuel Marx*, vol. 2, n° 44, 2008, p. 12-30.
- CANET, Raphaël et Annick VEILLEUX, « La mondialisation du Forum social: les défis de Mumbai », *La chronique de la chaire MCD*, 4 février 2004 [<http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/chronique2004-02-04.pdf>].

- CANET, Raphaël et Nathalie GUAY, « La question du pouvoir au Forum social mondial : Écueil de l'utopie altermondialiste ? », *La Chronique des Amériques*, n° 13, mars 2006 [http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/chro_guay_canet_06_13.pdf].
- _____, « Quand le spectre de Bolivar hante le FSM : Dilemme entre le principe d'horizontalité et la révolution bolivarienne », *La Chronique des Amériques*, n° 14, mars 2006 [http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/chro_canet_guay_06_14.pdf].
- CANET, Raphaël, « Du global au local : un autre Québec est possible ! », *Possibles*, 29 septembre 2009 [<http://redtac.org/possibles/2009/09/29/du-global-au-local-un-autre-quebec-est-possible-%E2%80%93-par-raphael-canet/>].
- CAOINETTE, Dominique, « L'altermondialisme, contrepoint à la mondialisation. Nouveaux contours de l'analyse politique », *Possibles*, vol. 32, n° 3-4, automne 2008, p. 149-160.
- _____, « Mondialisation et altermondialisation : dialectique ou dialogue ? », dans *La politique en questions, Les professeurs du département de science politique*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2008, p. 234-242.
- CHAILAN, Pierre, *L'altermondialisme est un communisme*, Paris, Bérénice, 2006.
- CHAMPEAU, Serge, « L'idéologie altermondialiste », *Commentaire*, n° 107, automne 2004, p. 699-707.
- CLARK, John D. et Nuno S. THEMUDO, « Linking the Web and the Street: Internet-Based "Dotcauses" and the "Anti-Globalization" Movement », *World Development*, vol. 34, n° 1, 2006, p. 50-74.
- COCKBURN, Alexander, Jeffrey St. CLAIR et Allan SEKULA, *Five Days that Shook the World: Seattle and Beyond*, Londres, Verso, 2000.
- CONTAMIN, Jean-Gabriel, « Les mobilisations altermondialistes avant les mobilisations altermondialistes : réflexions autour de l'alignement des cadres d'interprétation », *Colloque sur les mobilisations altermondialistes GERMM*, décembre, Paris, 2003, 23 p. [<http://www.afsp.msh-paris.fr/activite/groupe/germm/collgermm03txt/germm03contamin.pdf>].
- Controverses*, N° 1 : *Théologie politique de l'altermondialisation*, Paris, Éditions de l'Éclat, 2006.
- CONWAY, Janet, « Citizenship in a time of empire: the World Social Forum as a new public sphere », *Citizenship Studies*, vol. 8, n° 4, 2004, p. 367-381.
- _____, « Social Forums, Social Movements and Social Change: A Response to Peter Marcuse on the Subject of the World Social Forum », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 29, n° 2, juin 2005, p. 425-428.
- _____, « Social Forums and Social Change », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 29, 2005, p. 425-428.
- CORADINI, Odaci Luiz, « Les participants et les organisateurs du Forum social mondial : la diversité du militantisme », *Cultures & Conflits*, n° 70, été 2008, p. 153-175.
- COUVROT, Christine, *L'essor de l'altermondialisme : expression de la montée en Occident d'une culture démocrate-radical*, Paris, l'Harmattan, 2007.

- CRÉMIEUX, Léon, « Mouvement social, anti-mondialisation et nouvelle Internationale », *ContreTemps*, n° 6, février 2003, p. 12-18.
- CROSSLEY, Nick, « Even Newer Social Movements? Anti-Corporate Protests, Capitalist Crises and the Remoralization of Society », *Organization*, mai 2003, vol. 10 n° 2, p. 287-305.
- , « Global Anti-Corporate Struggle: A Preliminary Analysis », *British Journal of Sociology*, vol. 53, n° 4, décembre 2002, p. 667-691.
- CRUZEL, Élise, « Trajectoires militantes à ATTAC : les adhérents de Gironde et de Haute-Garonne », *Colloque sur les mobilisations altermondialistes GERMM*, décembre, Paris, 2003, 21 p. [<http://www.afsp.msh-paris.fr/activite/groupe/germm/collgermm03txt/germm03cruzel.pdf>].
- DELLA PORTA, Donatella et Sidney TARROW, « After Genoa and New York : The Antiglobal Movement, the Police and Terrorism », *Items & Issues*, n° 2, 2001, p. 9-11.
- DELLA PORTA, Donatella, « Démocratie en mouvement. Les manifestants du Forum social européen, des liens aux réseaux », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, vol. 17, n° 68, 2004, p. 49-77.
- , « L'altermondialisme et la recherche sur les mouvements sociaux. Quelques réflexions », *Cultures & Conflits*, n° 70, été 2008, p. 13-31.
- DESBOS, Clément, *La gauche plurielle à l'épreuve de la mondialisation : la campagne d'Attac pour la taxe Tobin*, Paris, l'Harmattan, 2007.
- DRAINVILLE, André C., « Beyond Altermondialisme: Anti-Capitalist Dialectic of Presence », *Review of International Political Economy*, vol. 12, n° 5, décembre 2005, p. 884-908.
- DUPUIS-DÉRI, Francis, *L'Altermondialisme*, Montréal, Boréal, coll. « Boréal Express », 2009.
- ERDI LELANDAIS, Gülçin, « Le mouvement altermondialiste dans les relations transnationales : Fruit de l'érosion du pouvoir de l'État à l'ère de la mondialisation ? », *Document de travail de la chaire MCD*, 1^{er} mars 2005 [<http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/document-2005-03-lelandais.pdf>].
- FAUCHER, Nadia et Guy LAFLAMME, « Le Forum social mondial tout près de chez vous! L'exemple de l'Outaouais », *Possibles*, 29 septembre 2009 [<http://redtac.org/possibles/2009/09/29/le-forum-social-mondial-tout-pres-de-chez-vous-l%E2%80%99exemple-de-l%E2%80%99outaouais-%E2%80%93-par-nadia-faucher-et-guy-laflamme/>].
- FÉRON, Élise, « Les altermondialistes dans le mouvement social européen : entre participation et retrait », *Critique internationale*, n° 27, avril-juin 2005, p. 163-175.
- FILLIEULE, Olivier, Philippe BLANCHARD, Éric AGRIKOLIANSKY, Marko BANDLER, Florence PASSY et Isabelle SOMMIER, « L'altermondialisation en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement: les participants du contre-sommet du G8 d'Evian », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, vol. 17, n° 68, 2004, p. 13-48.
- FISHER, William F. et Thomas PONNIAH (dir.), *Un autre monde est possible. Pour une autre mondialisation : Le Forum social mondial*, Paris, Parangon, 2003.
- FLIPO, Fabrice, « L'altermondialisme : un retour du libéralisme politique classique ? », dans René AUDET, Corinne GENDRON et Jean-Guy VAILLANCOURT, *Développement*

- durable et responsabilité sociale. De la mobilisation à l'institutionnalisation*, Montréal, Presses internationales Polytechnique, 2010, p. 29-43.
- FORSTENZER, Nicole, « Le festif dans la manifestation altermondialisation : une "forme-sens" au service de la construction identitaire », Séminaire *Formes contemporaines de participation politique*, Rennes, Institut d'études politiques, 2003.
- FOUGGIER, Eddy, « L'altermondialiste entre deux pièges », *Alternatives économiques*, « L'Économie Politique », vol. 1, n° 25, 2006, p. 59-66.
- _____, « Le mouvement de contestation de la mondialisation », *Annuaire français de relations internationales*, vol. 3, 2002, p. 842-858.
- _____, « Où en est le mouvement altermondialiste ? Réflexions sur l'essoufflement », *laviendesidees.fr*, 3 mars 2008 [<http://www.laviendesidees.fr/Ou-en-est-le-mouvement.html>].
- _____, *Altermondialisme, le nouveau mouvement d'émancipation ?*, Paris, Ed. Lignes de repères, 2004.
- _____, *Dictionnaire analytique de l'altermondialiste*, Paris, Ellipses Éditions, 2006.
- _____, *L'altermondialisme*, Paris, Le Cavalier bleu, coll. « Idées reçues », 2008.
- FOUGIER, Eddy (dir.), « Le mouvement altermondialiste », *La documentation française*, n° 897, février 2004.
- FURUKAWA-MARQUES, Dan, « Le Forum social mondial, son rôle politique et le post-altermondialiste », *Regard critique*, vol. 4, n° 1, hiver 2009, p. 3.
- GEORGE, Éric, « De l'utilisation d'Internet comme outil de mobilisation : Les cas d'ATTAC et de SaAMI », *Sociologie et sociétés*, vol. 32, n° 2, 2000, p. 172-188.
- GIUGNI, Marco, Marko BANDLER et Nina EGGERT, « The Global Justice Movement. How Far Does the Classic Social Movement Agenda Go in Explaining Transnational Contention? », *Unesco. Civil Society and Social Movements Programme*, Papier n° 24, juin 2006.
- GOBILLE, Boris, « Les altermondialistes : des activistes transnationaux ? », *Critique internationale*, vol. 27, avril-juin 2005, p. 131-145.
- GRANJON, Marie-Christine, « Les courants hypercritiques de la démocratie libérale », *Esprit*, octobre 2003, p. 83-120.
- GUAY, Nathalie, « La jeunesse dans le mouvement altermondialiste : marginalisation ou auto-exclusion ? », *Chronique des Amériques*, Observatoire des Amériques, n° 14, avril 2005 [http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/Chro_0514_jeunesse_altermondialiste.pdf].
- GUENIN, Jacques de, « Comment ATTAC voit "L'aide aux Citoyens" permise par le fruit de la taxe Tobin », *Catallaxia* [http://www.catallaxia.org/wiki/Jacques_de_Guenin:Attac_et_la_taxe_Tobin].
- _____, *Attac ou l'intoxication des personnes de bonne volonté*, Paris, Institut Charles Coquelin, 2004.
- HEINE, Sophie, « Quels principes communs pour une idéologie altermondialiste ? », *Centre Tricontinental*, 19 février 2009 [<http://www.cetri.be/spip.php?article1066>].

- HELD, David et Anthony McGREW, *Globalization/Anti-Globalization*, Cambridge, Polity Press, 2002.
- JACOB, Jean, *L'Antimondialisation. Aspects méconnus d'une nébuleuse*, Paris, Berg international éditeurs, 2006.
- JACQUET, Pierre, « La contestation de la mondialisation », *L'Économie Politique*, vol. 1, n° 13, 2002, p. 38-51.
- JURIS, Jeffrey S., « The New Digital Media and Activist Networking within Anti-Corporate Globalization Movements », *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 597, n° 1, janvier 2005, p. 189-208.
- KERAGHEL, Chloé et Jai SEN, « Explorations in open space. The World Social Forum and cultures of politics », *International Social Science Journal*, vol. 56, n° 182, décembre 2004, p. 483-493.
- LAMOUREUX, Diane, « Féminisme et altermondialisation », *Colloque international Genre et militantisme - Gender and Activism*, Université de Lausanne, 26-27 novembre 2004.
- LeBARON, Philippe, « De quelques particularités du mouvement altermondialiste », *Colloque Altermondialisme et post-altermondialisme*, Paris, 26 janvier 2008 [<http://medelu.org/spip.php?article51>].
- LEITE, J. Correa, *The World Social Forum: Strategies of Resistance*, Chicago, Illinois, Haymarket Books, 2005.
- MARTIN, Daniel, « Altermondialisme : une analyse critique », *Site personnel de Daniel Martin*, 9 février 2007 [<http://www.danielmartin.eu/Politique/Altermondialistes.htm>].
- MATHIEU, Lilian, « La constitution du mouvement altermondialiste français », *Critique internationale*, n° 27, avril-juin 2005, p. 147-161.
- McNALLY, David, *Another World is Possible : Globalization & Anti-Capitalism*, Winnipeg, Arbeiter Ring Publishing, 2006.
- MORRISON, Daniel H.O. « The Intercontinental Youth Camp 2001-2005: Linking Open Space Activism, The World Social Forum, and Imaginaries for Alternative Worlds », *Mémoire de maîtrise*, Université Dalhousie, juin 2006.
- NUNES, Rodrigo, « The Intercontinental Youth Camp as the Unthought of the World Social Forum », *Ephemera*, vol. 5, n° 2, 2005, p. 277-296.
- OLIVERS, Doris, « Counter Hegemonic Dispersions: The World Social Forum Model », *Antipode*, vol. 36, n° 2, mars 2004, p. 175-182.
- OLIVIER, Laurent, « Le PS et l'altermondialiste. Enjeux d'une réappropriation partisane ambiguë », *Colloque sur les mobilisations altermondialistes GERMM*, Paris, décembre 2003, 16 p. [<http://www.afsp.msh-paris.fr/activite/groupe/germm/collgermm03txt/germm03olivier.pdf>]
- PARENTEAU, Ian, « La stratégie de louvoiement politique des altermondialistes », dans *Actes du colloque : L'impérialisme dans la mondialisation*, Chicoutimi, mai 2005.
- _____, « La pensée altermondialiste. Sous la dir. de Chiara Bonfiglioli et Sébastien Budgen, Paris, Éditions textuel, 2006, 253 p. », *Recension. Politique et Sociétés*, vol. 26, n° 1, 2007, p. 165-169.

- _____, « Tableau d'ensemble de l'altermondialisme », *Politique et Sociétés* (accepté pour publication).
- PASSY, Florence et Marko BANDLER, « Protestation altermondialiste : une nouvelle vague de contestation ? Une analyse des cadres narratifs et des réseaux d'action », communication au *Congrès des associations suisse, allemande et autrichienne de science politique à Berne*, 14-15 novembre 2003, non publié.
- PATOMÄKI, Heikki et Teivo TEIVAINEN, « The World Social Forum: An Open Space or a Movement of Movements? », *Theory, Culture & Society*, vol. 21, n° 6, décembre 2004, p. 145-154.
- PATOMÄKI, Heikki, « The Tobin tax: a new phase in the politics of globalization », *Theory, Culture & Society*, vol. 17, n° 4, 2000, p. 77-91.
- PERERA, Verónica, « Globalization from Below and New Political Identities: The Case of the World Social Forum », *Journal of Economic and Social Research*, vol. 4, n° 2, 2003, p. 73-93.
- PIANTA, Mario et Federico SILVA, « Globalisers from Below. A Survey on Global Civil Society Organisations », *GLOBI Research Report*, Globi, Rome, octobre 2003.
- PLEYERS, Geoffrey, « The Social Fooms as an ideal model of convergence », *International Social Science Journal*, vol. 56, n° 182, 2004, p. 507-517.
- _____, « The World Social Forum, a Globalisation from Below? », *Societies Without Borders*, vol. 3, 2008, p. 71-89.
- _____, « L'altermondialisme : essoufflement, ou reconfiguration ? », *lavedesides.fr*, 21 mars 2008 [<http://www.lavedesides.fr/L-altermondialisme-essoufflement.html>].
- PLEYERS, Geoffrey, *Forums Sociaux Mondiaux et défis de l'altermondialiste. De Porto Alegre à Nairobi*, Louvain-la-Neuve, Éditions Academia-Bruylant, 2007.
- _____, « L'altermondialiste, version moderne de l'anticapitalisme ? », *Actuel Marx*, vol. 2, n° 44, 2008, p. 31-40.
- PROVOST, Thalie-Anne, « FSM 2009 : La dynamique du Campement intercontinental de la jeunesse », *Possibles*, 24 septembre 2009 [<http://redtac.org/possibles/2009/09/24/fsm-2009-la-dynamique-du-campement-intercontinental-de-la-jeunesse-%E2%80%93-par-thalie-anne-provost/>]
- RAMAUX, Christophe, « Misères de l'altermondialisme ? », *Mouvements*, n° 31, janvier-février 2004, p. 163-169.
- REBELLE, Bruno, « Alter... mais encore ? », *Alternatives économiques*, « L'Économie Politique », n° 1, 2006, p. 10-17.
- RIPOLL, Fabrice, « De l'absence au silence ? Premiers éléments sur la place des femmes dans l'association ATTAC (France) », non publié, s.d. [<http://www.2.unil.ch/liege/actus/pointfort2.html>].
- ROMAN, Joël, « Les contradictions de l'altermondialisation », *Alternatives économiques*, « L'Économie Politique », n° 1, 2006, p. 76-81.
- RUGGIERO, Vincenzo, « "Attac": A Global Social Movement? » *Social Justice*, vol. 29, 2002, p. 48-60.

- SAPORTA, Isabelle, *Un si joli petit monde : dans l'arrière-boutique de l'autre gauche et des altermondialistes*, Paris, la Table ronde, 2006.
- SEOANE, José et Emilio TADDEI, « From Seattle to Porto Alegre: The Anti-Neoliberal Globalization Movement », *Current Sociology*, vol. 50, n° 1, janvier 2002, p. 99-122.
- SILVESTRO, Marco, « Les enjeux de la construction d'un discours altermondialiste sous le référent de la citoyenneté nationale. Le cas de l'Union Paysanne au Québec », *Possibles*, vol. 27, n° 3, été 2003, p. 60-86.
- SINGLETON, Michael, « Forum social mondial, foire ou futur ? : Des plans pour la planète », *Revue nouvelle*, n° 10, 2004, p. 42-55.
- SOMMIER, Isabelle, Olivier FILLIEULE et Éric AGRICOLIANSKY (dir.), *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*, Paris, Karthala; Aix-en-Provence, IEP, 2008.
- TEIVAINEN, Teivo, « The World Social Forum: An Open Space or a Movement of Movements? », *Theory, Culture & Society*, vol. 21, n° 6, décembre 2004, p. 145-154.
- VAN AELST, Peter et Stefaan WALGRAVE, « New media, new movements? The role of the internet in shaping the 'anti-globalization' movement », *Information, Communication & Society*, vol. 5, n° 4, 2002, p. 465-493.
- VELTMEYER, Henry (dir.), *Globalization and Antiglobalization. Dynamics of Change in the New World Order*, Aldershot, Ashgate, 2004.
- WATERS, Sarah, « Mobilising against Globalisation: Attac and the French Intellectuals », *West European Politics*, vol. 27, n° 5, novembre 2004, p. 854-874.
- WIEVORKA, Michel (dir.), *Un autre monde... Contestations, dérives et surprise dans l'antimondialisation*, Paris, Éditions Balland, 2003.
- WINTREBERT, Raphaël, « Attac France et le mouvement altermondialiste », *Courrier hebdomadaire*, n° 1978-1979, 2007, p. 5-62.
- _____, *Attac, la politique autrement ? Enquête sur l'histoire et la crise d'une organisation militante*, Paris, La Découverte, coll. « Textes à l'appui / Politique et société », 2007.
- WOOLDRIDGE, Russon, « Études du Web corpus d'usages linguistiques: altermondialisation », *Le net des études françaises. Appréciation Critique de Ressources En-ligne...*, 3 octobre 2003 [<http://www.etudes-francaises.net/acre/corpus/altermondialisation/>].

Numéros thématiques de périodiques sur le thème de l'altermondialisme

- Revue du MAUSS semestrielle*, « L'Alter-économie. Quelle "autre mondialisation" (fin) », n° 21, 1^{er} semestre, 2003.
- Revue du MAUSS semestrielle*, « Quelle "autre mondialisation" ? », n° 20, 2^e semestre, 2002.
- Revue du MAUSS semestrielle*, « Alterdémocratie, alteréconomie. Chantiers de l'espérance », n° 26, 2^e semestre 2005.
- Actuel Marx*, « Altermondialisme/anticapitalisme », vol. 2, n° 44, 2008, 214 p.

L'économie politique, « La nouvelle stratégie économique d'Attac », n° 17, janvier 2003, 112 p.

– Partie 4 –

Documents facilitant l'analyse de l'altermondialisme

- « La manifestation et le concert de la Bastille à Paris », *Le Monde*, 11 juillet 1989, p. 12.
- « Forum social européen : l'altermondialisme est une idéologie de la bourgeoisie », *Révolution Internationale*, n° 341, décembre 2003 [<http://fr.internationalism.org/ri341/fse.html>].
- « Historique de l'objectif de 0.7 % », *Journal du Comité d'aide au développement (CAD)*, vol. 3, n° 4, 2004, p. 11-13.
- « L'altermondialisation : un poison contre la perspective prolétarienne », *Révolution internationale*, n° 339, octobre 2003 [http://www.internationalism.org/french/ri/339_altermondialisation.htm].
- « Le citoyennisme, stade suprême du réformisme », *Cette Semaine*, n° 83, septembre-octobre 2001 [<http://cettesemaine.free.fr/cs83/cs83citoyen.html>].
- « Manifeste(?) du Web Anticitoyenniste & indépendant », 13 mai 2006 [<http://baroud.international.free.fr/webanti.htm>].
- « Quelle "autre mondialisation" ? », *Revue du MAUSS semestrielle*, n° 20, deuxième semestre 2002.
- « The Other Economic Summit », *Community Development Journal*, vol. 20, 1985, p. 309-311.
- « Trois ministres français en délégation de dernière minute à Porto Alegre », *Le Monde*, 28 janvier 2003, p. 4.
- AART SCHOLTE, Jan, « What is Globalization? The Definitional Issue – Again », *CSGR Working Paper No. 109/02*, décembre 2002.
- AART SCHOLTE, Jan, *Globalization: A Critical Introduction*, Londres, MacMillan Press, 2000.
- ALMEYRA, Guillermo, *La Protesta Social en la Argentina (1990-2004): Fábricas Recuperadas-Piquetes-Cacerolazos-Asambleas Populares*, Buenos Aires, Ediciones Continente, 2004.
- ALTHUSSER, Louis, *Positions (1964-1975)*, Paris, Les Éditions sociales, 1976.
- AMADEO VASCONI, Tomas et Marco Aurelio GARCIA DE ALMEIDA, « Le développement des idéologies dominantes en Amérique latine », *Tiers-Monde*, vol. 15, n° 57, 1974, p. 171-188.

- AMIN, Samir, Giovanni ARRIGHI, André GUNDER FRANK et Immanuel WALLERSTEIN, *Transforming the revolution. Social Movements and the World-System*, New York, Monthly Review Press, 1990.
- ANDERSON, Benedict, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres, Verso, 1991 [1983].
- ANDERSON, Perry, « Histoire et leçons du néo-libéralisme. La construction d'une voie unique », *À l'encontre. Revue politique virtuelle*, 1996 [http://www.alencontre.org/EdPage2/p2_neolib_anderson.html].
- ANSART, Pierre, *Les idéologies politiques*, Paris, Presses universitaires de France, 1974.
- ARENDT, Hannah, *Le système totalitaire. Les origines du totalitarisme*, Paris, Seuil, 2005 [1951].
- ARMBRUSTER, Gordon E., « An Analysis of Ideologies in the Context of Discussion », *The American Journal of Sociology*, vol. 50, n° 2, septembre 1944, p. 123-133.
- ARVON, Henri, *Le gauchisme*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 1974.
- AUDIER, Serge, « La gauche, l'Europe et la mondialisation : un siècle de débats », *L'Économie Politique*, vol. 2, n° 34, 2007, p. 72-87.
- AZEL, « L'altermondialisme est une idéologie de la bourgeoisie », *Courant communiste international*, 2004 [http://www.internationalism.org/french/ri/341_altermondialisation.htm].
- BACQUE, Raphaëlle et Clarisse FABRE, « Contre Le Pen, les Français descendent dans la rue », *Le Monde*, 30 avril 2002, p. 2.
- BAECHLER, Jean, *Qu'est-ce que l'idéologie ?*, Paris, Gallimard, coll. « Idées », 1976.
- BARRILLON, Michel, « L'URSS, un capitalisme d'État réellement existant. D'un mensonge "déconcertant" à l'autre », *Revue Agone*, n° 21, 1999, p. 25-44.
- BASCHET, Jérôme, *La Rébellion zapatiste. Insurrection indienne et résistance planétaire*, Paris, Flammarion, 2005.
- BAUMAN, Zygmunt, *Le coût humain de la mondialisation*, Hachette, Paris 1999.
- BAYLIS, John et Steve SMITH (dir.), *The Globalization of World Politics. An Introduction to International Relations*, New York, Oxford University Press, 1999.
- BEAUDRY, Lucille et Robert COMEAU, « Libre opinion: Quand le social occulte la question nationale », *Le Devoir*, mercredi, 14 juillet 2004, p. A6.
- BEAUZAMY, Brigitte, « Quel est le coût de l'intégration des mouvements féministes à la sphère altermondialiste ? », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 29, n° 3, 2005, p. 59-76.
- BECK, Ulrich, *Cosmopolitan Vision*, Londres, Polity, 2006.
- _____, *Nachrichten aus der Weltinnenpolitik*, Francfort, Suhrkamp Verlag, 2010.
- _____, *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, Paris, Aubier, 2003.
- _____, *What is Globalization?*, Cambridge, Polity Press, 2000.
- BÉLANGER, André J., *L'apolitisme des idéologies québécoises. Le grand tournant de 1934-1936*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1974.

- _____, *Ruptures et constantes : quatre idéologies du Québec en éclatement* : La Relève, La JEC, Cité Libre et Parti Pris, Montréal Hurtubise HMH, 1977.
- BÉLANGER, Louis « L'Europe, première victime des altermondialistes », *La Presse*, 4 juin 2005, p. A26.
- BELL, Daniel, *La fin des idéologies. Sur l'épuisement des idées politiques dans les années 1950*, Paris, Presses universitaires de France, 1960.
- BELLEROSE, Charles, *L'interaction autoréglée ou les assises paradigmatiques du néolibéralisme : les rapports entre la nouvelle théorie sociale et le discours du mouvement pour une autre mondialisation*, Thèse de doctorat en sociologie, Université du Québec à Montréal, 2003.
- BELLON, André, *Pourquoi je ne suis pas altermondialiste : éloge de l'antimondialisation*, Paris, Éditions Mille et une nuits, 2004.
- BÉNÉTON, Philippe et Jean TOUCHARD, « Les interprétations de la crise de mai-juin 1968 », *Revue française de science politique*, vol. 20, n° 3, juin 1970, p. 503-544.
- BENN MICHAELS, Walter, *La diversité contre l'égalité*, Paris, Raisons d'agir, 2009.
- BENOIST, Alain de, *Critique et Théoriques*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 2002.
- BENSAÏD, Daniel et Olivier BESANCENOT, *Prenons Parti : Pour un socialisme du XXI^e siècle*, Paris, Mille et une Nuits, 2009.
- BERGER, Denis, Roger MARTELLI, Michèle RIOT-SARCEY, Francis SITTEL et Pierre ZARKA, *Révolution, les impensés d'un héritage*, Paris, La Dispute, coll. « Comptoir de la politique », 2009.
- BERNARD, Guilbert et Serge LATOUCHE (dir.), *Antiproductivisme, altermondialisme, décroissance*, Lyon, Parangon-Vs, 2005.
- BERNER, Christian, *Qu'est-ce qu'une conception du monde ?*, Paris, Vrin, 2006.
- BÉROUD, Sophie et René MOURIAUX, *Le Souffle de l'hiver 1995*, Paris, Éditions Syllepse, 2001.
- BERTAUX, Daniel, Danièle LINHART, Beatrix LE WITA, « Mai 1968 et la formation de générations politiques en France », *Le Mouvement social*, n° 143, « Mémoires et Histoires de 1968 », avril-juin 1988, p. 75-89.
- BERTHAUD, Pierre et Gérard KÉBABDJIAN (dir.), *La question politique en économie internationale*, Paris, La Découverte, 2006.
- BIDET, Jacques et Gérard DUMÉNIL, *Altermarxisme. Un autre marxisme pour un autre monde*, Paris, Presses universitaires de France, 2007.
- BLONDIAUX, Loïc, « La démocratie participative, sous conditions et malgré tout. Un plaidoyer paradoxal en faveur de l'innovation démocratique », *Mouvements*, vol. 2, n° 50, 2007, p. 118-129.
- _____, « Démocratie locale et participation citoyenne : la promesse et le piège », *Mouvements*, n° 18, novembre-décembre 2001, p. 44-51.
- BODEUX, Philippe, « L'alter-parade fait son "walloni'off" », *Le Soir*, 14 septembre 2004, p. 2.
- BOGGS, Carl, « Economic Globalization and Political Atrophy », *Democracy & Nature*, vol. 7, n° 2, 2001, p. 303-316.

- BOLTANSKI, Luc et Ève CHIAPELLO, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, coll. « NRF Essais », 1999.
- BON, Frédéric, « Le discours communiste », dans Yves SCHEMEIL, *Les discours de la politique*, Paris, Economica, 1991.
- _____, « Structure de l'idéologie communiste », dans *Le communisme en France*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1969, p. 197-240.
- _____, *Les élections en France, Histoire et sociologie*, Paris, Le Seuil, 1978.
- BOUCHARD, Roméo, « Lettres: À la défense de Laure Waridel : plus que de la bonne conscience », *Le Devoir*, 26 février 2005, p. B4.
- BOUDON, Raymond, *L'idéologie ou l'origine des idées reçues*, Paris, Fayard, coll. « Idées-forces », 1986.
- BOUDREAULT, Wilfrid, *Génies des lieux Enchevêtrement culturel, clivages et ré-inventions du sujet collectif*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2006.
- BOURDIEU, Pierre et Loïc WACQUANT, « La nouvelle vulgate planétaire », *Le Monde diplomatique*, mai 2000.
- BOURDIEU, Pierre, *Contre-feux : propos pour servir à la résistance contre l'invasion néolibérale*, Paris, Liber-Raisons d'Agir, 1998.
- _____, *Contre-feux 2*, Paris, Liber-Raisons d'Agir, 2000.
- BOURMAUD, François-Xavier, « Les syndicats dispersés mais déterminés », *Le Figaro*, n° 18579, 30 avril 2004, p. 8.
- BRETON, Pascale, « À Porto Alegre, la mondialisation justifie la souveraineté, soutient Parizeau », *La Presse*, 26 janvier 2003, p. A4.
- BRUNELLE, Dorval, « La rencontre trilatérale de Cancún des 30 et 31 mars 2006 : le Partenariat sur la sécurité et la prospérité un an plus tard », *La Chronique des Amériques*, n° 15, avril 2006
[http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/chro_brunelle_06_15.pdf].
- _____, *Dérive globale*, Montréal, Boréal, 2003.
- _____, *L'autre société civile, les mouvements sociaux et la lutte pour les droits fondamentaux*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2009.
- BRUSTIER, Gael, *Les socialistes, les altermondialistes et les autres*, Paris, Bruno Leprince, 2008.
- BURSTEIN, Paul « Interest Organizations, Political Parties, and the Study of Democratic Politics », dans Anne N. COSTAIN, et Andrew S. McFARLAND, *Social Movements and American Political Institutions*, Lanham, Rowman & Littlefield, 1998, p. 39-56.
- CAILLÉ, Alain, « Démocratie, totalitarisme et parcellitarisme », *Revue du MAUSS semestrielle*, vol. 25, n° 1, 2005, p. 95-126.
- CALHOUN, Craig, « The Class Consciousness of Frequent Travellers: Towards a Critique of Actually Existing Cosmopolitanism », *The South Atlantic Quarterly*, vol. 10, n° 4, automne 2002, p. 869-897.

- CALLINICOS, Alex, « The Case of Revolutionary Socialism », *Znet*, 7 décembre 2003 [<http://www.zcommunications.org/the-case-for-revolutionary-socialism-by-alex-callinicos.pdf>].
- CAMERON, David R. et Janice GROSS STEIN, *Contestation et mondialisation. Repenser la culture de la communication*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2003.
- CARNOY, M., M. CASTELLS, S. COHEN et F. H. CARDOSO, *The New Global Economy in the Information Age*, University Park, PA, Penn State University Press, 1993.
- CASTELLS, Manuel, *L'ère de l'information. Vol. 1. La société en réseaux*, Paris, Fayard, 1998.
- _____, *L'ère de l'information. Vol. 2. Le pouvoir de l'identité*, Paris, Fayard, 1999.
- _____, *L'ère de l'information. Vol. 3. Fin de millénaire*, Paris, Fayard, 1999.
- CAUTRÈS, Bruno et Nonna MAYER (dir.), *Le nouveau désordre électoral*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004.
- CEFAÏ, Daniel et Trom DANNY, « Le legs de l'École de Chicago à la théorie de l'action collective. Entretien avec David Snow », *Politix*, vol. 13, n° 50, deuxième trimestre 2000, p. 151-162.
- CHESNAIS, François, *La mondialisation du capital*, Paris, Syros, 1997.
- CHOUINARD, Tommy, « Option citoyenne opte pour la souveraineté. Le projet social demeure toutefois l'objectif premier du mouvement », *Le Devoir*, samedi, 13 novembre 2004, p. A1.
- CLARK HODGES, Donald, « The End of "The End of Ideology" », *American Journal of Economics and Sociology*, vol. 26, n° 2, avril 1967, p. 135-146.
- CLÉMENTIN, Bruno et Vincent CHEYNET, « La décroissance soutenable », *Institut d'études économiques et sociales pour la décroissance soutenable* [<http://www.decroissance.org/index.php?chemin=textes/decroisoute>].
- CONVERSE, Philip E., « The nature of belief systems in mass publics (1964) », *Critical Review*, vol. 18, n° 1, 2006, p. 1-74.
- COOPER, Frederick, « Le concept de mondialisation sert-il à quelque chose ? Du point de vue d'un historien », *Critique internationale*, n° 10, janvier 2001, p. 101-124.
- COPPI, David et Philippe RÉGNIER, « Samedi, les pacifistes se donneront la main d'un bout à l'autre du globe », *Le Soir*, 14 février 2003.
- CORCUFF, Philippe, « Crise de la politique et nouveaux militants », *Mouvements*, n° 3, mars-avril 1999, p. 5-82.
- _____, « Renaissance de l'anticapitalisme en France », *Mediapart*, 20 avril 2009 [<http://www.mediapart.fr/club/blog/philippe-corcuff/200409/renaissance-de-l-anticapitalisme-en-France>].
- COURTEMANCHE, Gil, « 100 000 personnes pour refaire le monde », *Le Devoir*, 23 janvier 2003, p. A5.
- COURTOIS, Stéphane (dir.), *Le Jour se lève. L'héritage du totalitarisme en Europe, 1953-2005*, Paris, Éditions du Rocher, 2006.
- _____, *Le Livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*, Paris, Robert Laffont, 1997.

- COURTOIS, Stéphane et Marc LAZAR, *Histoire du Parti communiste français*, Paris, Presses universitaires de France, 2000.
- COUSTAL, François, *L'incroyable histoire du Nouveau Parti Anticapitaliste*, Paris, Demopolis, 2009.
- COUTROT, Thomas, « À propos du commerce équitable. Les coulisses d'un pamphlet », *Mouvements*, n° 49, janvier-février 2007, p. 186-193.
- CROSSLEY, Nick, « Even Newer Social Movements? Anti-Corporate Protests, Capitalist Crises and the Remoralization of Society », *Organization*, mai 2003, vol. 10 n° 2, p. 287-305.
- , « Global Anti-Corporate Struggle: A Preliminary Analysis », *British Journal of Sociology*, vol. 53, n° 4, décembre 2002, p. 667-691.
- DARDOT, Pierre et Christian LAVAL, « La nature du néolibéralisme : un enjeu théorique et politique pour la gauche », *Mouvements*, vol. 2, n° 50, 2007, p. 108-117.
- DEBORD, Raymond, « Une approche du citoyennisme (et de sa critique) », *Militant*, mai 2005 [<http://www.le-militant.org/remu/citoyenni.htm>].
- DELARUE, Christian, « La gauche, la nation et l'émancipation du peuple-classe », *Attac France*, 12 mai 2009 [<http://www.france.attac.org/spip.php?article9956>].
- DELLA PORTA, Donatella et Lorenzo MOSCA (dir.), *Globalizzazione e movimenti sociali*, Rome, Manifestolibri, 2003.
- DELLA PORTA, Donatella et Marco DIANI, *Social Movements: An Introduction*, Londres, Blackwell, 1999.
- DELLA PORTA, Donatella et Sidney TARROW (dir.), *Transnational Protest and Global Activism*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2004.
- DELLA PORTA, Donatella, Hanspeter KRIESI et Dieter RUCHT (dir.), *Social Movements in a Globalizing World*, Londres, MacMillan Press, 1999.
- DELLA PORTA, Donatella, « The Emergence of European Movements? Civil Society and the EU », *European Journal of Legal Studies*, vol. 1, n° 3, 2008, p. 1-37.
- DENIS, Serge, *L'action politique des mouvements sociaux d'aujourd'hui. Le déclin du politique comme procès de politisation ?*, Ste-Foy, Les Presses de l'Université Laval, coll. « Prisme », 2005.
- Des libertaires, « Le citoyennisme, stade suprême du réformisme », avril 2001, *A-Infos* [<http://www.ainfos.ca/01/apr/ainfos00388.html>].
- DIANI, Mario et Giovanni LODI, « Three in One : Currents in the Milan Ecology Movement », dans B. KLANDERMANS, H. KRIESI et S. TARROW (dir.), *From Structure to Action*, Greenwich, CT. JAI Press, 1988, p. 103-124.
- DIET, Emmanuel, « Management, discours de l'emprise, idéologie et désubjection », *Connexions*, n° 91, 2009, p. 65-83.
- DOLLFUS, Olivier, *La mondialisation*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.
- DOTTELONDE, Pierre, « Romantisme et luttes armées. Le nébuleux dialogue de la Corse et des révolutionnaires d'Amérique latine », *La revue Fora! La Corse vers le monde*, été-automne 2008 [revue-fora.org/Documents/Fora3_Dottelonde.pdf].

- DREYFUS, Michel, *PCF : Crises et dissidences. De 1920 à nos jours*, Paris, Éditions complexes, 1990.
- DUFOUR, Dany-Robert, « La gouvernance comme nouvelle forme de contrôle social », *Connexions*, vol. 1, n° 91, 2009, p. 41-54.
- DUFOUR, Pascale, « Option souverainiste ou Option citoyenne un choix nécessaire ? », *Le Devoir*, samedi, 13 novembre 2004, p. b5.
- DUGAS, Sylvie et Ian PARENTEAU (en coll.), *Le pouvoir citoyen. La société civile canadienne et québécoise face à la mondialisation*, Montréal, Fides, coll. « Points Chauds », 2006.
- DUMONT, Fernand, « Notes sur l'analyse des idéologies », *Recherches sociographiques*, vol. 4, n° 2, mai-août 1963, p. 155-166.
- DUMONT, Fernand, « Structure d'une idéologie religieuse », *Recherches sociographiques*, vol. 1, n° 2, avril-juin 1960, p. 161-187.
- _____, *Les idéologies*, Paris, Presses universitaires de France, 1974.
- DUPUIS-DÉRI, Francis, « L'ambition politique d'Antonio Negri : Philosophie radicale et mouvement altermondialiste », *Monde commun* (revue du CIRCEM, Université d'Ottawa) juin 2008
[www.mondecommun.com/uploads/PDF/Francis_Dupuis_Deri.pdf].
- _____, *Les Black Blocs. La liberté et l'égalité se manifestent*, Montréal, Lux, 2003.
- EDELMAN, Marc, « Social Movements: Changing Paradigms and Forms of Politics », *Annual Review of Anthropology*, vol. 30, 2001, p. 285-317.
- EISINGER, Peter K., « The Conditions of Protest Behavior in American Cities », *The American Political Science Review*, vol. 67, n° 1, mars 1973, p. 11-28.
- En attendant, « Contribution à une critique du citoyennisme », 1995
[http://cabanel.jennifer.free.fr/reserve_2/contribution_a_une_critique_du_citoyennisme.doc].
- FEHER, Michel, « Mai 68 dans la pensée », dans Jean-Jacques BECKER et Gilles CANDAR (dir.), *Histoire des gauches en France. Volume 2 : « XX^e siècle : à l'épreuve de l'histoire »*, Paris, La Découverte, 2005, p. 599-623.
- FEIXA, Carles, Inês PEREIRA et Jeffrey S. JURIS, « Global citizenship and the "New, New" social movements : Iberian connections », *Young. Nordic Journal of Youth Research*, vol. 17, 2009, p. 421-442.
- FEJTÖ, François, *1956, Budapest, l'insurrection*, Paris, Éditions Complexes, 2006.
- FERRY, Luc et Alain RENAUT, *La Pensée 68. Essai sur l'anti-humanisme contemporain*, Paris, Gallimard, coll. « Le Monde actuel », 1985.
- FILLIEULE, Olivier, *Stratégies de la rue : les manifestations en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.
- FINE, Robert, *Cosmopolitanism*, New York et Londres, Routledge, coll. « Key Ideas », 2007.
- FOURCADE-GOURINCHAS, Marion et Sarah L. BABB, « The Rebirth of the Liberal Creed: Paths to Neoliberalism in Four Countries », *The American Journal of Sociology*, vol. 108, n° 3, novembre 2002, p. 533-579.

- FREEDEN, Michael (dir.), *Reassessing Political Ideologies: The Durability of Dissent*, Londres, Routledge, 2001.
- _____, *The Meaning of Ideology: Cross-Disciplinary Perspectives*, Londres, Routledge, 2007.
- FREEDEN, Michael, Gayil TALSHIR and Mathew HUMPHREY, *Taking Ideology Seriously: 21st Century Reconfigurations*, Londres, Routledge, 2006.
- FREEDEN, Michael, *Ideologies and Political Theory*, Oxford, Oxford University Press, 1996.
- _____, *Ideologies and Political Theory: a Conceptual Approach*, Oxford, Clarendon Press, 1998.
- _____, *Ideology: A Very Short Introduction*, Oxford, Oxford University Press, 2003.
- _____, *Liberal Languages: Ideological Imaginations and Twentieth Century Progressive Thought*, Princeton, Princeton University Press, 2004.
- FREUND, Julien, *L'essence du politique*, Paris, Librairie le Recueil Sirey, 1965.
- FREZZO, Mark et Marina KARIDES, « Socialism for the 21st Century? Prefigurative Politics and Subsidiarity at the World Social Forum », *Annual meeting of the American Sociological Association*, New York, 11 août 2007.
- FRIEDMAN, Thomas L., *The World Is Flat: A Brief History of the Twenty-first Century*, New York, Farrar, Strauss and Giroux, 2005.
- FUKUYAMA, Francis, « The End of History », *The National Interest*, été 1989.
- _____, *La fin de l'histoire et du dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992.
- FURET, François, *Le Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, Paris, Calman Lévy / Robert Laffont, 1995.
- GADDIS, John Lewis, « Toward the Post-Cold War World », *Foreign Affairs*, vol. 70, n^o 2, printemps 1991, p. 102-122.
- GARNIER, Jean-Pierre, « Renouer avec un anticapitalisme assumé », *Colloque Altermondialisme et post-altermondialisme*, Paris, 26 janvier 2008, *Mémoire des luttes* [<http://medelu.org/spip.php?article49>].
- GAUCHET, Marcel, « Les droits de l'homme ne sont pas une politique », *Le Débat*, n^o 3, juillet-août 1980, p. 3-21.
- _____, « Quand les droits de l'homme deviennent une politique », *Le Débat*, n^o 110, mai-août 2000, p. 258-288.
- _____, « Le PS reste le seul parti de l'alternance », *Le Point*, n^o 1924, 30 juillet 2009.
- GEORGE, Susan et Martin WOLF, *Pour & contre la mondialisation libérale*, Paris, Grasset, 2002.
- GILPIN, Robert, *Global Political Economy. Understanding International Economic Order*, Princeton, Princeton University Press, 2001.
- GIUGNI, Marco, Marko BANDLER et Nina EGGERT, « Contraintes nationales et changement d'échelle dans l'activisme transnational », *Lien social et Politiques*, n^o 58, 2007, p. 41-55.
- GOGUEL, François, « Structure sociale et opinions politiques à Paris d'après les élections du 17 juin 1951 », *Revue française de science politique*, vol. 1, n^o 3, 1951, p. 326-333.
- GORZ, André, *L'immatériel*, Paris, Galilée, 2003.

- GRAMSCI, Antonio, *Lettres de prison*, Gallimard, Paris, 1971 [1926-1934].
- GRET, Marion et Yves SINTOMER, *Porto Alegre. L'espoir d'une autre démocratie*, Paris, La Découverte, 2002.
- GUY, Jean-Sébastien, *L'idée de mondialisation. Un portrait de la société par elle-même*, Montréal, Liber, 2007.
- HARDT, Michael et Antonio NEGRI, *Empire*, Paris, Exils, 2000.
- _____, *Multitude. Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, Montréal, Boréal, 2004.
- HARDT, Michael, « Today's Bandung ? », *New Left Review*, vol. 112, mars-avril 2002, p. 112-118.
- HEATH, Joseph, « Liberalization, modernization, westernization », *Philosophy & Social Criticism*, vol. 30, n° 5-6, 2004, p. 665-690.
- HEINE, Sophie, *Oser penser à gauche. Pour un réformisme radical*, Bruxelles, Éditions Aden, 2010.
- HELLEINER, Eric, « Economic Liberalism and Its Critics: The past as Prologue? », *Review of International Political Economy*, vol. 10, n° 4, novembre 2003, p. 685-696.
- HENTSCH, Thierry, « À propos d'"Empire" », *Conjonctures*, n° 35, automne 2002, p. 145-154.
- HERZOG, Philippe, Blandine KRIEGEL, Joël ROMAN et Dominique VOYNET, *Quelle démocratie ?, Quelle citoyenneté ?*, Paris, Les Éditions de l'Atelier/Éditions ouvrières, 1995.
- HOBBSBAWM, Eric J., *L'Âge des extrêmes. Le court vingtième siècle : 1914-1991*, Paris, Complexe, 1999.
- HOLLOWAY, John, *Changer le monde sans prendre le pouvoir. Le sens de la révolution aujourd'hui*, Montréal/Paris, Lux/Éditions Syllepse, 2007.
- HOLM, John D. et John P. ROBINSON, « Ideological Identification and the American Voter », *Public Opinion Quarterly*, vol. 42, n° 2, janvier 1978, p. 235-246.
- HUNTINGTON, Samuel P., « The Clash of Civilizations? », *Foreign Affairs*, vol. 72, n° 3, été 1993, p. 22-49.
- HUNTINGTON, Samuel P., *Le Choc des Civilisations*, Éditions Odile Jacob, Paris, 2007.
- HUREAUX, Roland, « Les trois âges de la gauche », *Le Débat*, n° 103, 1999, p. 29-38.
- INGLEHART, Ronald et Hans-Dieter Klingemann, « Party Identification, Ideological Preference and the Left-Right Dimension among Western Mass Publics », dans I. BUDGE, I. CREWE et D. FARLIE (dir.), *Party Identification and Beyond. Representations of Voting and Party Competition*, Londres, Wiley, 1976, p. 243-276.
- INGLEHART, Ronald, « Globalization and Postmodern Values », *The Washington Quarterly*, vol. 23, n° 1, hiver 200, p. 215-228.
- INNERARITY, Daniel, « L'avenir libéral du socialisme », *Raison publique*, n° 4, mai 2006, p. 19-20.
- ION, Jacques, *La fin des militants ?*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1997.
- Jacques (CNT AIT Essonne), « Chronique anti-industrielle », *Syndicat Interco Paris Nord de la CNTAIT*, 17 mai 2003 [http://cnt-ait.info/article.php3?id_article=696].

- JAFFRE, Jérôme et Jean-Luc PARODI, « La poussée et le reflux de la gauche (1973-1978) », *Revue française de science politique*, n° 6, 1978, p. 1006-1017.
- JEFFERS, Esther et Christiane MARTY (coord.), *Quand les femmes se heurtent à la mondialisation*, Paris, Éditions Mille et une nuits, coll. « Les petits livres », 2003.
- JOHNSTON, Hank et John A. NOAKES, *Frame of protest. Social movement and the framing perspective*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2005.
- JOHNSTON, Josée et Gordon LAXER, « Solidarity in the age of globalization: Lessons from the anti-MAI and Zapatista struggles », *Theory and Society*, vol. 32, 2003, p. 39-91.
- JONAS, Hans, *Le Principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, Paris, Flammarion, coll. « Champs Flammarion Science », 1999 [1979].
- JUNG, Courtney, *The Moral Force of Indigenous Politics: Critical Liberalism and the Zapatistas*, New York, Cambridge University Press, 2008.
- KEBADJIAN, Gérard, « Analyse économique et mondialisation : six débats », dans Michel BEAUD et coll. (dir.), *Mondialisation. Les mots et les choses*, Paris, Éditions Karthala, 1999.
- KHASNABISH, Alex, *Zapatismo Beyond Borders. New Imagination' of Political Possibility*, Toronto, University of Toronto Press, 2008.
- KLEIN, Juan-Luis, Pierre-André TREMBLAY et Hugues DIONNE (dir.), *Au-delà du néolibéralisme. Quel rôle pour les mouvements sociaux ?*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1997.
- KNUTSEN, Oddbjørn, « The Partisan and the Value-based Component of Left-Right Self-placement: A Comparative Study », *International Political Science Review*, vol. 18, n° 2, 1997, p. 191-225.
- KRIESI, Hanspeter, *Political Mobilization and Social Change*, Aldershot, Avebury, 1993.
- KRUZYNSKI, Anna, « De l'Opération SalAMI à Némésis : le cheminement d'un groupe de femmes du mouvement altermondialiste québécois », *Recherches féministes*, vol. 17, n° 2, 2004, p. 227-262.
- LACLAU, Ernesto et Chantal MOUFFE, *Hegemony and Socialist Strategy. Towards a Radical Democratic Politics*, Londres, Verso, 1985.
- LAGUEUX, Maurice, « Qu'est-ce que le néo-libéralisme ? », *Les cahiers virtuels*, Montréal, Université de Montréal, Département de philosophie, 2004 [http://www.philo.umontreal.ca/documents/cahiers/Lagueux_neoliberalisme.pdf].
- _____, *Le marxisme dans les années soixante. Une saison dans l'histoire de la pensée critique*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH, 1982.
- LAÏDI, Zaki, « Les imaginaires de la mondialisation », *Esprit*, octobre 1998, p. 85-98.
- _____, « La fin du moment démocratique ? », *Le Débat*, mai-avril 2008, p. 52-63.
- _____, « La mondialisation comme phénoménologie du monde », *Projet*, n° 262, 2000, p. 41-48.
- LAROCHE, Josepha, « La mondialisation : lignes de force et objets de recherche », *Revue internationale et stratégique*, vol. 3, n° 47, 2002, p. 118-132.

- LASCH, Christopher, *La révolte des élites et la trahison de la démocratie*, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 2007 [1996].
- LATOUCHE, Serge et Bernard GUILBERT (dir.), *Antiproductivisme, altermondialiste, décroissance*, Lyon, Parangon-Vs, 2006.
- LATOUCHE, Serge, « D'autres mondes sont possibles, pas une autre mondialisation », *Revue du MAUSS semestrielle*, n° 20, 2002, p. 77-89.
- LAZAR, Marc, « La gauche communiste plurielle », *Revue française de science politique*, vol. 49, n° 4-5, 1999, p. 695-706.
- _____, *Le communisme, une passion française*, Paris, Perrin, 2002.
- _____, *Maisons rouges. Les partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Aubier, 1992.
- LE GOFF, Jean-Pierre, *La barbarie douce. La modernisation aveugle des entreprises et de l'école*, Paris, La Découverte, coll. « Sur le vif », 2003.
- _____, *Mai 68, l'héritage impossible*, Paris, La Découverte, 2002.
- LEBAUBE, Alain, « Deux rencontres internationales à Paris : Le sommet et l'abîme », *Le Monde*, 11 juillet 1989, p. 21.
- LEFORT, Claude, *L'Invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire*, Paris, Fayard, 1981.
- LEMA, Luis, « "15 F" : les premiers pas de la contestation globale », *Le Temps*, n° 1567, mardi, 18 février 2003.
- LEMAHIEU, Thomas, « Construire un autre monde », *L'Humanité*, 3 janvier 2003, p. 10.
- _____, « La directive Bolkestein rassemble contre elle », *L'Humanité*, 21 mars 2005, p. 5.
- LÉVESQUE, Frédéric, « Euromarche pour une Europe sociale, solidaire, égalitaire et pacifique », *CADTM*, 21 mars 2005 [<http://www.cadtm.org/Euromarche-pour-une-Europe-sociale>].
- LOWI, Théodore J., « Avant le conservatisme et au-delà. Les idéologies et la vie politique américaines dans les années 1990 », *Revue française de science politique*, vol. 40, n° 5, 1990, p. 669-698.
- MANNHEIN, Karl, *Idéologie et utopie. Une introduction à la sociologie de la connaissance*, Paris, Librairie Marcel Rivière et Cie, 1956.
- MARCH, Luke et Cas MUDDE, « What's Left of the Radical Left? The European Radical Left After 1989 : Decline and Mutation », *Comparative European Politics*, vol. 3, 2005, p. 23-49.
- MARCUSE, Herbert, *L'Homme unidimensionnel : Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, traduction de Monique Wittig, Paris, Minuit, 1968.
- MARDEN, Peter, *The Decline of Politics: Governance, Globalization and the Public Sphere*, Burlington, Ashgate Publishing, 2003.
- _____, « La crise d'identification de la gauche française », *Nouvelle Fondation*, vol. 3, n° 7-8, 2007, p. 63-74.

- MARTIN, Éric, « Après le Forum social Québécois. La gauche : réseautage ou combativité ? », *Le Couac*, novembre 2009.
- MARTIN, Pierre, « Les élections municipales en France depuis 1945 », *La documentation française*, n° 5126, 2001.
- MATHIEU, Lilian, « Des mouvements sociaux à la politique contestataire : les voies tâtonnantes d'un renouvellement de perspectives », *Revue française de sociologie*, vol. 45, n° 3, 2004, p. 561-580.
- , « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 1, février 2002, p. 75-100.
- MATTELART, Armand, *Histoire de l'utopie planétaire : de la cité prophétique à la société globale*, Paris, La Découverte, 1999.
- MAYER, Nonna et Pascal PERRINEAU (dir.), *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.
- MICHALET, Charles-Albert, *Qu'est-ce que la mondialisation ?*, Paris, La Découverte, 2002.
- MICHÉA, Jean-Claude, *L'Empire du moindre mal : Essai sur la civilisation libérale*, Paris, Climats, 2007.
- MINERVE MARTIN, Valérie, « Citoyennisme ou luttes des classes », *En dehors*, mai 2006 [<http://endehors.org/news/3577.shtml>].
- MOLINA, Iván, *El pensamiento del EZLN*, Mexico, Plaza y Valdés, 2000.
- MONGARDINI, Carlo, « Ideological Change and Neoliberalism », *International Political Science Review / Revue internationale de science politique*, vol. 1, n° 3, 1980, p. 309-322.
- MONTEIL, Pierre-Olivier, « Interpeller la pensée unique », *Autres Temps*, vol. 68, hiver 2000-2001, p. 3-6.
- MOREAU DEFARGES, Philippe, « Mondialisation économique et mondialisation politique depuis 1945 », *Relations internationales*, vol. 4, n° 124, 2005, p. 41-50.
- MOUFFE, Chantal, « Deliberative Democracy or Agonistic Pluralism ? », *Social Research*, vol. 66, n° 3, 1999, p. 745-758.
- , « La politique et la dynamique des passions », *Politique et Sociétés*, vol. 22, n° 3, 2003, p. 143-154.
- , *On the Political. Thinking in Action*, New York, Routledge, 2005.
- MOULIER-BOUTANG, Yann, *Le capitalisme cognitif. La Nouvelle Grande Transformation*, Paris, Éditions Amsterdam, 2007.
- NADEAU, Jean-François, « Inoffensive Laure Waridel », *Le Devoir*, 19 février 2005, p. F5.
- NEVEU, Érik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2002.
- NOËL, Alain et Jean-Philippe THÉRIEN, *La gauche et la droite : un débat sans frontières*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2010.

- OKESHEN PETERS, Cara Lee, « Using vocabularies of motives to facilitate relationship marketing: The context of the Winnebago Itasca Travelers Club », *Journal of Vacation Marketing*, vol. 10, n° 3, 2004, p. 209-222.
- OLESEN, Thomas, *International Zapatismo: The Construction of Solidarity in the Age of Globalization*, Londres, Zed Books, 2005.
- _____, *Long Distance Zapatismo. Globalization and the Construction of Solidarity*, Thèse de doctorat, Département de science politique, University of Aarhus, Aarhus, Danemark, 2002.
- OLIVER, Pamela E. et Hank JOHNSTON, « Reply to Snow and Benford », *Mobilization : An International Quarterly*, vol. 5, n° 1, printemps 2000, p. 61-63.
- _____, « What a Good Idea! Ideologies and Frames in Social Movement Research », *Mobilization : An International Quarterly*, vol. 5, n° 1, printemps 2000, p. 1-18.
- OLIVIER-D'AVIGNON, Geneviève, « De la production sociale du quotidien à la construction sociale de l'utopie : le Campement autogéré », Mémoire de maîtrise en anthropologie, Université Laval, 2009.
- ORAIN, Olivier, « Écrire sur 68 en spécialiste, tournant ou accomplissement ? », *Genèse*, n° 76, 3^e trimestre 2009, p. 137-156.
- PACHERIE, Élisabeth, « Individualisme », dans Michel BLAY (dir.), *Grand dictionnaire de la philosophie*, Paris, Bordas, 2003, p. 549-550.
- PARENTEAU, Danic et Ian PARENTEAU, « Libre opinion : La question nationale québécoise à l'heure de l'altermondialiste », *Le Devoir*, 22 août 2005, p. A6.
- _____, *Les idéologies politiques. Le clivage gauche-droite*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2008.
- PARENTEAU, Ian, « Changer le monde sans prendre le pouvoir. Le sens de la révolution aujourd'hui. John Holloway, Montréal/Paris, Lux/Éditions Syllepse, 2007, 317 p. », Recension. *Bulletin d'histoire politique*, vol. 16, n° 3, automne 2008.
- PERREAU-SAUSSINE, Émile, « Ce qui reste du socialisme », *Le Débat*, n° 142, novembre-décembre 2006, p. 56-74.
- PERRINEAU, Pascal (dir.), *Atlas électoral 2007*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007.
- PETRAS, James, « Argentina: 18 Months of Popular Struggle », *Economic and Political Weekly*, vol. 38, n° 23, 7-13 juin 2003, p. 2255-2260.
- _____, « Globalisation: A Socialist Perspective », *Economic and Political Weekly*, vol. 34, n° 8, 20-26 février 1999, p. 459-463.
- PIGNARRE, Philippe, *Être anticapitaliste aujourd'hui. Les défis du NPA*, Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2009.
- PINSOLLE, Dominique, « Les limites du front anti-libéral. Tous ensemble », *Poivre rouge*, 13 mai 2006 [http://www.poivreroige.ouvaton.org/article.php?id_article=46].
- PLATT, Gerald M. et Rhys H. WILLIAMS, « Ideological Language and Social Movement Mobilization: A Sociolinguistic Analysis of Segregationists' Ideologies », *Sociological Theory*, vol. 20, n° 3, novembre 2002, p. 328-359.

- RAMIREZ GALLEGOS, Franklin, « Mucho Mas que dos Izquierda », *Nuevo Sociedad*, n° 205, septembre-octobre 2006, p. 30-44.
- RANGER, Jean et Jérôme JAFFRÉ, « Les structures électorales de la gauche : élections présidentielles et élections législatives, 1965-1974 », *Revue française de science politique*, vol. 24, n° 6, 1974, p. 1149-1172.
- RANGER, Jean, « Droite et gauche dans les élections à Paris : le partage d'un territoire », *Revue française de science politique*, vol. 27, n° 6, 1977, p. 789-819.
- _____, « Le déclin du Parti communiste français », *Revue française de science politique*, vol. 36, n° 1, 1986, p. 46-63.
- RAYNAUD, Philippe, « Qu'est-ce que le libéralisme ? », *Commentaire*, n° 118, été 2007, p. 325-335.
- RENAULT, Emmanuel, « L'idéologie comme description », *Rue Descartes*, vol. 3, n° 49, 2005, p. 84-91.
- RIBA, Jordi et Patrice VERMEREN (dir.), *Philosophies des mondialisations*, Paris, l'Harmattan, 2005.
- RIOUFOL, Véronique, « Approaches to social change in Social Forums: snapshots of recompositions in progress », *International Social Science Journal*, n° 182, décembre 2004, p. 551-563.
- RIST, Gilbert, *Le Développement, histoire d'une croyance occidentale*, Presses de Sciences Po, Paris, 2001.
- RITZER, George (dir.), *The Blackwell Companion to Globalization*, Malden, MA, Blackwell Publishing, 2007.
- RITZER, George, *The McDonaldization of Society*, Thousand Oaks, Pine Forge Press, 1993.
- Roland, « Critique du démocratisme radical », *Anticityennisme*, s. d. [www.web.tiscalinet.it/anticityennisme/critique.html].
- RONFELDT, Robert, John ARQUILLA, Graham E. FULLER et Melissa FULLER, *The Zapatista Social Netwar in Mexico*, Santa Monica, Rand, 1998.
- ROSANVALLON, Pierre, *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil, 2006.
- _____, *La nouvelle question sociale. Repenser l'État-providence*, Paris, Éditions du Seuil, 1995.
- ROUARD, Danielle, « L'Irak en ligne de mire. En Italie, les altermondialistes rénovent le pacifisme », *Le Monde*, lundi, 31 mars 2003, p. 10.
- ROULET, Yelmarc, « Le 1^{er} mai à Evian, états d'âme d'une ville bientôt cloîtrée », *Le Temps*, n° 1628, 2 mai 2003.
- ROVAN, Joseph, « La crise du parti communiste italien en 1956 », *Revue française de science politique*, vol. 8, n° 3, 1958, p. 603-620.
- ROY, Arundhati, « Dans notre coin du globe, des millions de personnes ont soif de justice », *Libération*, 3 avril 2004, p. 46-47.
- ROY, Daniel, Bruno CAUTRÈS, Jean CHICHE, « Baromètre Politique Français (2006-2007) CEVIPOF-Ministère de l'Intérieur », avril 2006.

- SACCARELLI, Emanuele, « Empire, Rifondazione Comunista, and the politics of spontaneity », *New Political Science*, vol. 26, n° 4, 2004, p. 569-601.
- SAKHI, Montassir « Gustave Massiah : la crise structurelle n'est pas seulement celle du néolibéralisme mais aussi du capitalisme », *Libération* (Maroc), 9 juin 2010 [http://www.libe.ma/Gustave-Massiah-la-crise-structurelle-n-est-pas-seulement-celle-du-neoliberalisme-mais-aussi-du-capitalisme_a11871.html].
- SALESSE, Yves, « Des propositions alternatives au programme de transformation sociale », *Actuel Marx*, numéro thématique « Altermondialisme/anticapitalisme », n° 44, 2008, p. 92-103.
- SANTAMARIA, Yves, *Histoire du Parti communiste français*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 1999.
- SCHMITT, Carl, *The Concept of the Political*, Chicago, The University of Chicago Press, 1996 [1932].
- SCHWARZMANTEL, John, « Hegemony and Contestation in Post-Ideological Society », *Colloque annuel de l'European Consortium for Political Research (EPCR)*, Uppsala, 13-18 avril 2004, Atelier n° 24, « Emerging Repertoires of Political Action: Toward a Systematic Study of Postconventional Forms of Participation » [<http://www.essex.ac.uk/ecpr/events/jointsessions/paperarchive/uppsala/ws3/Schwarzmantel.pdf>].
- SCHWEISGUTH, Etienne, « Quelle gauche et quelle droite pour la campagne de 2007 ? », CEVIPOF, 2007.
- SCOTT, Michael, *Les intellectuels contre la gauche. L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*, Marseilles, Contre-feux et Agone, 2009.
- SENARCLENS, Pierre de, « Théories et pratiques des relations internationales depuis la fin de la guerre froide », *Politique étrangère*, vol. 4, n° 40, 2006, p. 747-759.
- SERVAN-SCHREIBER, Jean-Jacques, *Le réveil de la France - Mai-juin 1968*, Paris, Denoël, 1968.
- SNOW, David A. et Robert D. BENFORD, « Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, vol. 26, 2000, p. 611-639.
- , « Ideology, Frame Resonance, and Participant », *International Social Movement Research*, vol. 1, 1988, p. 197-217.
- SNOW, David A., « Framing Processes, Ideology, and Discursive Fields », dans David A. SNOW, Sarah A. SOULE et Hanspeter KRIESI (dir.), *The Blackwell Companion to Social Movements*, 2007, p. 380-412.
- SNOW, David A., E. BURKE ROCHFORD, Jr., Steven K. WORDEN, Robert D. BENFORD, « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », *American Sociological Review*, vol. 51, n° 4, août 1986, p. 464-481.
- SOMMIER, Isabelle, *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003.
- STEGEER, Manfred B., « Ideologies of globalization », *Journal of Political Ideologies*, vol. 10, n° 1, 2005, p. 11-30.

- STEINBERG, Marc W., « Tilting the frame: Considerations on collective action framing from a discursive turn », *Theory and Society*, vol. 27, 1998, p. 845-872.
- STIGLITZ, Joseph, *La grande désillusion*, Paris, Éditions Fayard, 2002.
- TARROW, Sidney, *Power in Movement: Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.
- _____, *The New Transnational Activism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.
- TILLY, Charles, *From Mobilization to Revolution*, Reading, MA, Addison-Wesley, 1978.
- _____, *Popular Contention in Great Britain 1758-1834*, Cambridge, Harvard University Press, 1995.
- TOCQUEVILLE, Alexis de, *De la démocratie en Amérique*, Tome I, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », 1992 [1835].
- TOSEL, André, « Anti-Polis : Vers l'autoliquidation de la démocratie ? », *Actuel Marx*, n° 35, premier semestre 2004, p. 165-187.
- TOURAINE, Alain, « Can One Still Be On the Left ? », *Thesis Eleven*, vol. 28, 1991, p. 100-103.
- TYLER, Patrick E., « A New Power In the Streets », *New York Times*, 17 février 2003.
- Unite-libertaire, « Le citoyennisme... », *Bellaciao.org*, 28 novembre 2003 [http://bellaciao.org/fr/article.php?id_article=3716].
- URFALINO, Philippe, « La décision par consensus apparent. Nature et propriétés », *Revue européenne des sciences sociales*, vol. 45, n° 136, 2007, p. 47-70.
- VACHET, André, *L'idéologie libérale. L'individu et sa propriété*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1988.
- VAKOULIS, Michel, Jean-Marie VINCENT et Pierre ZARKA, *Vers un nouvel anticapitalisme. Pour une politique d'émancipation*, Paris, Éditions du Félin-Kiron, coll. « Questions d'époque », 2003.
- VAN DER BLY, Martha C. E., « Globalization: A Triumph of Ambiguity », *Current Sociology*, vol. 53, n° 6, 2005, p. 875-893.
- VAN DIJK, Teun, « Politique, Idéologie et Discours », *Semen*, vol. 21, 2006 [<http://semen.revues.org/document1970.html>].
- VERTOVEC, Steven et Robin COHEN (dir.), *Conceiving Cosmopolitanism: Theory, Context and Practice*, Oxford, Oxford University Press, 2002.
- VESETH, Michael, *Globaloney: Unraveling the myths of Globalization*, Oxford, Rowman & Littlefield, 2005.
- VIBERT, Stéphane (dir.), *Pluralisme et démocratie : entre culture, droit et politique*, Montréal, Québec Amérique, 2007.
- VINCENT, Andrew, *Modern political ideologies*, 3^e édition, Malden, Wiley-Blackwell, 2010.
- VON REIERMANN, Christian et Michaela SCHIEßL, « Die missbrauchen meinen Namen », *Der Spiegel*, n° 36, 3 septembre 2001, p. 122-125.
- WALLERSTEIN, Immanuel, « 1968, Revolution in the World-system. Theses and queries », *Theory and Society*, vol. 18, 1989, p. 431-449.

- _____, « Globalization or The Age of Transition? A Long-Term View of the Trajectory of the World-System », *International Sociology*, vol. 15, n° 2, 2000, p. 249-265.
- _____, « Trois idéologies ou une seule ? La problématique de la modernité », *Genèses*, n° 9, octobre 1992, p. 7-24.
- WEBER, Henri, *Que reste-t-il de mai 68 ? Essai sur les interprétations de l'événement*, Paris, Éditions du Seuil, 1998.
- WEBER, Max, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1964 [1904-1905].
- WHITAKER, Reg, « The flight from politics: Why neither Left nor Right play the game any more », *Inroads. The Canadian Journal of Opinions*, vol. 11, 2002, p. 187-202.
- WIEVORKA, Michel, « After New Social Movements », *Social Movement Studies*, vol. 4, n° 1, mai 2005, p. 1-19.
- WILLETTS, Peter (dir.), *The conscience of the world - The influence of Non-Governmental Organisations in the UN System*, Londres, Hurst & Company, 1996.
- WILLETTS, Peter, « From Consultative Arrangements to Partnership: The Changing Status of NGOs in Diplomacy at the UN », *Global Governance*, vol. 6, 2000, p. 191-212.
- WINOCK, Michel, *La gauche en France*, Paris, Perrin, 2006.
- _____, *Le XX^e siècle idéologique et politique*, Paris, Perrin, 2009.